

N° 64

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 18 octobre 1978

Dix heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Tardif proposant que le projet de loi n° 38, «Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, au nom de M. Charron, Madame le Président remet à cet après-midi, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

M. Tardif propose que le projet de loi n° 79, «Loi modifiant la Loi concernant les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes», soit maintenant lu la deuxième fois.

Wednesday, 18 October 1978

Ten o'clock A.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Tardif proposing that Bill 38, "An Act to amend the Québec Urban Community Act and other legislation", be now read the second time.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Madam President postponed the entry of names of the vote on this motion until the afternoon, before Orders of the Day were called.

Mr Tardif moved that Bill 79, "An Act to amend the Act respecting retirement plans for mayors and councilors of cities and towns", be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Fontaine.

À douze heures trente minutes, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

M. Bérubé dépose le document suivant:

Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec, concernant l'administration de la Loi sur le crédit forestier, pour l'exercice financier 1977/78.

(Document de la session n° 376.)

M. Clair, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 221.—Loi concernant la succession de J. Donat Langelier;

Projet de loi n° 238.—Loi concernant un immeuble de la Commission scolaire Beauport;

Projet de loi n° 240.—Loi concernant Joseph-Gino Gagné;

Projet de loi n° 265.—Loi concernant la succession de Tancredé Bienvenu.

Les projets de loi nos 238 et 265 sont rapportés sans amendement, le projet de loi n° 221 est rejeté et l'étude du projet de loi n° 240 est ajournée *sine die*.

(Document de la session n° 377.)

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Fontaine.

At twelve-thirty o'clock noon, Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

Mr Bérubé tabled the following document:

Annual report of the Québec Farm Credit Bureau, concerning the administration of the Forestry Credit Act, for the 1977/78 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 376.)

Mr Clair, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which examined the following private bills, after first reading:

Bill 221.—An Act respecting the estate of J. Donat Langelier;

Bill 238.—An Act respecting an immoveable of the Commission scolaire Beauport;

Bill 240.—An Act respecting Joseph-Gino Gagné;

Bill 265.—An Act respecting the Tancredé Bienvenu estate.

Bills 238 and 265 were reported without amendment, Bill 221 was rejected and the examination of Bill 240 was adjourned *sine die*.

(Sessional Papers, No. 377.)

Sur la motion de M. Clair, le rapport est adopté.

Les projets de loi privés n^{os} 238 et 265 sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Tardif proposant que le projet de loi n^o 38, «Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs.—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Jolivet, Joron, Laberge, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailoux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, Samson, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—96.

CONTRE—NAYS:—0.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n^o 38 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales.

M. Charron propose que la Commission permanente de la protection de l'environnement siège au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à dix-huit heures, pour étudier le projet de règlement relatif aux exploitations de production animale.

La motion est adoptée.

On motion of Mr Clair, the report was adopted.

Private Bills 238 and 265 were ordered for second reading at the next sitting.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Tardif proposing that Bill 38, "An Act to amend the Québec Urban Community Act and other legislation", be now read the second time.

The motion was adopted on the following vote:

On motion of Mr Charron, Bill 38 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs for section by section examination.

Mr Charron moved that the Standing Committee on Protection of the Environment do sit immediately in the Red Room until six o'clock P.M., to examine the draft regulation respecting farm animal operations.

The motion was adopted.

M. Charron donne l'avis suivant:

Mr Charron gave the following notice:

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre siégera pour poursuivre ses travaux concernant le conflit de la Commonwealth Plywood.

The Standing Committee on Labour and Manpower will sit in the Red Room tomorrow, from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, to carry on its work concerning the dispute at the Commonwealth Plywood Company.

QUESTIONS ET RÉPONSES

QUESTIONS AND ANSWERS

Question de M. Garneau:

Quel montant total l'Hydro-Québec a-t-elle dépensé pour les travaux de transformation et/ou d'adaptation des centrales nucléaires Gentilly I et II, afin de répondre aux exigences de construction et d'opération de l'usine d'eau lourde de La Prade, depuis le début jusqu'au 28 février 1978?

Question by Mr Garneau:

From the outset, up to 28 February 1978, what total amount has been spent by Hydro-Québec for the transformation and/or adaptation work carried out at the Gentilly I and II nuclear plants in order to meet the requirements of construction and operation of the La Prade heavy water plant?

Réponse de M. Joron:

\$13 000 000 sur une possibilité de \$50 000 000.

Answer by Mr Joron:

\$13 000 000 out of a possible \$50 000 000.

Question de M. Forget:

Quels sont les noms et adresses des centres hospitaliers pour lesquels le déficit estimé au 31 décembre 1977 pour l'ensemble de l'exercice 1977/78 dépasse un million de dollars?

Question by Mr Forget:

What are the names and addresses of the hospital centres which, on 31 December 1977, had an estimated deficit of over \$1 million, for the 1977/78 operating period?

Réponse de M. Lazure:

Answer by Mr Lazure:

	Déficit estimé au 31/3/78 suivant le 3 ^e rapport trimestriel	Estimated deficit as of 31/3/78 according to the third quarterly report
015 HOPITAL MAISONNEUVE- ROSEMONT 5415, boulevard l'Assomption Montréal H1T 2M4	\$1 862 532	\$1 862 532
018 MONTREAL GENERAL HOSPITAL 1650, avenue Cedar Montréal H3G 1A4	1 014 428	1 014 428
020 HOPITAL NOTRE-DAME 1560, rue Sherbrooke est Montréal H2L 4M1	3 004 157	3 004 157
025 ROYAL VICTORIA HOSPITAL 687, avenue des Pins Ouest Montréal H3A 1A1	1 208 918	1 208 918
153 CENTRE HOSPITALIER ROUYN-NORANDA 4, 9ième Rue Noranda J9G 5B3	1 054 000	1 054 000
204 HOTEL-DIEU DE QUÉBEC 11, Côte du Palais Québec G1R 2J6	1 739 423	1 739 423
206 HOPITAL LAVAL 2725, chemin Sainte-Foy Sainte-Foy G1V 4G5	1 107 302	1 107 302

	Déficit estimé au 31/3/78 suivant le 3 ^e rapport trimestriel	Estimated deficit as of 31/3/78 according to the third quarterly report
212 HOPITAL DU ST-SACREMENT 1050, chemin Sainte-Foy Québec G1S 4L8	\$1 080 000	\$1 080 000
247 HOPITAL DE CHICOUTIMI INC. C.P. 1006 Avenue Saint-Vallier Chicoutimi G7H 5G4	1 449 850	1 449 850

Question de M. Grenier:

1. La Régie de l'assurance-maladie a-t-elle conclu un contrat avec la firme de consultants Booz Allen and Hamilton de Washington, D.C.?

2. Dans l'affirmative:

a) quand ce contrat a-t-il été signé par les parties en cause;

b) quel en est l'objet;

c) quelle est sa durée;

d) quel est le montant total qui a été déboursé par la RAMQ à ce jour en vertu de ce contrat?

3. Est-ce que ce contrat a été accordé à la suite d'un appel d'offres? Dans la négative, pourquoi n'y a-t-il pas eu d'appel d'offres et pourquoi les firmes de consultants établies au Québec et oeuvrant dans le même secteur n'ont pas été sollicitées?

4. Dans quelle(s) langue(s) se font les communications écrites entre la firme Booz Allen and Hamilton et la RAMQ?

Question by Mr Grenier:

1. Did the Québec Health Insurance Board conclude a contract with the consulting firm of Booz Allen and Hamilton of Washington, D.C.?

2. If so:

(a) when was this contract signed by the parties concerned;

(b) what was the purpose therefor;

(c) what was the term of the contract;

(d) to date, what total amount has been spent by the QHIB under this contract?

3. Was this contract awarded following a call for tenders? If not, why were tenders not called for and why were the Québec consulting firms specializing in the same field not invited to tender for this contract?

4. In what language(s) is the correspondence between the firm of Booz Allen and Hamilton and the QHIB carried out?

Réponse de M. Lazure:

1. Oui.

2. a) Ce contrat a été signé le 22 juillet 1976, soit sous le précédent gouvernement;

b) l'objet du contrat était l'étude du traitement informatique à la Régie en regard des opérations courantes et futures et en regard des modifications à apporter aux systèmes d'informatique;

c) la durée du contrat était d'une année, avec suivi de l'implantation des recommandations;

d) à ce jour, un montant total de \$271 034 a été déboursé par la Régie en vertu de ce contrat.

3. Selon les explications fournies par la Régie de l'assurance-maladie, ce contrat n'a pas été accordé à la suite d'un appel d'offres public. S'agissant d'une consultation très spécialisée dans le domaine du traitement électronique des données et de la révision des concepts des chaînes de traitement des demandes de paiement, la Régie a retenu la firme Booz Allen and Hamilton après consultation des administrateurs de la Régie directement impliqués dans ces processus, soit ceux des Opérations, de l'Informatique et de l'Administration, et après considération des firmes suivantes qui oeuvrent au Québec:

— Currie, Coopers & Lybrand (Drouin, Paquin et Associés);

— Peat, Marwick et Associés;

— Société générale d'informatique Inc.;

— S.D.I.;

— Ducros, Meilleurs, Roy et Associés.

La firme Booz Allen and Hamilton a été retenue à cause de leur vaste expérience dans ce domaine et de leur expertise avec les plans américains «Blue Cross» et «Blue Shield». Cette firme, d'envergure internationale dans

Answer by Mr Lazure:

1. Yes.

2. (a) The contract was signed on 22 July 1976, under the previous government;

(b) the purpose of the contract was to have a study done on the processing of data at the Régie, in the light of present and future operations and eventual changes to its data processing systems;

(c) the contract was for one year, with follow-up on recommendations;

(d) to date, the Régie has paid a total of \$271 034 under this contract.

3. According to the information supplied by the Régie de l'assurance-maladie, this contract was not awarded following a public call for tenders. As it concerned highly specialized consulting in the field of electronic data processing and review of concepts of claims processing systems, the Régie awarded the contract to the firm of Booz Allen and Hamilton, after consultation with administrators of the Régie directly involved in Operations, Data Processing and Administration, and after due consideration of the following Québec firms:

— Currie, Coopers & Lybrand (Drouin, Paquin et Associés);

— Peat, Marwick et Associés;

— Société générale d'informatique Inc.;

— S.D.I.;

— Ducros, Meilleurs, Roy et Associés.

The services of Booz Allen and Hamilton were retained because of the firm's vast experience in this field and its expert knowledge of the American Blue Cross and Blue Shield insurance schemes. This consulting firm, which

le domaine informatique et de la consultation, est en opération depuis 65 ans, a un chiffre d'affaires d'environ \$75 millions, compte une main-d'oeuvre professionnelle d'environ 1 100 personnes et a conduit au-delà de 65 000 projets pour plus de 10 000 clients, incluant le Gouvernement américain et la NASA.

4. Les communications avec la firme Booz Allen and Hamilton se sont effectuées en anglais.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Brochu:

1. Depuis le 1^{er} janvier 1978, le gouvernement a-t-il pris des mesures concrètes pour se donner un meilleur instrument de contrôle du coût des travaux de la Baie James? Dans l'affirmative, quelles sont ces mesures et qui veillera à leur application?

2. À titre de société de gérance, la Société d'énergie de la Baie James a-t-elle remis au gouvernement son plan de développement pour les cinq prochaines années?

3. Dans l'affirmative, quelle est la nature et la portée financière de ce plan de développement, particulièrement au niveau des immobilisations?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Joron dépose ledit document.
(*Document de la session n° 378.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Cordeau:

Relativement à la Raffinerie de sucre de Saint-Hilaire:

1. Quel était le nombre d'employés en fonction le 16 novembre 1976 à ces divers niveaux:

specializes in data processing, has been operating throughout the world for the past 65 years. With an annual turnover of about \$75 million, it employs approximately 1 100 professionals and supervises over 65 000 projects for more than 10 000 clients, including the Government of the United States and NASA.

4. English was the language of communication with this firm.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Brochu:

1. Since 1 January 1978, has the Government taken any concrete measures to equip itself with a better instrument of control over the cost of work being carried out at James Bay? If so, what are these measures and who will see to their application?

2. As a managing corporation, has the James Bay Energy Corporation submitted its development program for the next five years to the Government?

3. If so, what is the nature and financial scope of this development program, particularly with regard to fixed assets?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Joron tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 378.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Cordeau:

Concerning the Saint-Hilaire Sugar Refinery:

1. On 16 November 1976, how many employees were on staff as:

- a) personnel cadre;
- b) personnel de soutien;
- c) toute autre catégorie de travailleurs?

2. Quel était leur nombre pour les mêmes catégories au 1^{er} février 1978?

3. Depuis le 16 novembre 1976, combien d'employés de toute catégorie:

- a) ont été remerciés de leurs services;
- b) ont atteint l'âge de la retraite;
- c) ont été placés en congé de pré-retraite;
- d) ont été mutés vers d'autres organismes gouvernementaux?

4. Pour l'année 1976/77, quelle a été la masse salariale de la raffinerie et quelle est celle prévue pour 1977/78?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

Mr. Garon dépose ledit document.

(Document de la session n° 379.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Dubois:

1. Combien de prêts agricoles ont été accordés par l'Office du crédit agricole du Québec à de nouveaux agriculteurs au cours des années 1976/77 et 1977/78?

2. Combien, parmi ces nouveaux agriculteurs, étaient fils d'agriculteurs?

3. Combien de prêts ont été consentis pour:

- a) acheter la terre paternelle;
- b) améliorer la terre paternelle;
- c) remettre en valeur des terres abandonnées?

- (a) executive personnel;
- (b) support personnel;
- (c) any other category of workers?

2. For the same categories, how many were there as at 1 February 1978?

3. Since 16 November 1976, how many employees of all categories:

- (a) have been dismissed;
- (b) have reached retirement age;
- (c) have taken advantage of early retirement;
- (d) have been transferred to other government bodies?

4. What was the total payroll of the refinery for 1976/77 and what is it expected to be in 1977/78?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 379.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Dubois:

1. How many farm loans were granted by the Québec Farm Credit Bureau to newly established farmers during 1976/77 and 1977/78?

2. How many of these newly established farmers were sons of farmers?

3. How many loans were granted to:

- (a) purchase the family land;
- (b) improve the family land;
- (c) redevelop abandoned land?

4. Combien de prêts ont été consentis à des nouveaux agriculteurs pour l'exploitation de fermes spécialisées dans:

- a) la production laitière;
- b) l'élevage du porc;
- c) l'élevage du poulet à griller;
- d) l'élevage du dindon;
- e) les oeufs de consommation?

5. Combien de prêts ont été consentis en tout ou en partie pour l'achat de contingentements (quotas)?

6. Quelle a été la moyenne des prêts?

7. Quel est le montant total de tous ces prêts?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.

(*Document de la session n° 380.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Picotte:

1. Le ministère de l'Agriculture a-t-il versé directement, ou par l'intermédiaire de ses régies, offices et autres organismes, des honoraires à d'autres professionnels que ceux régis par la fonction publique, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 28 février 1978?

2. Dans l'affirmative, quels sont dans chaque cas:

- a) les noms et adresse;
- b) le montant payé;
- c) l'objet de l'étude ou du rapport pour lesquels les services ont été rendus?

4. How many loans were granted to newly established farmers to develop farms specializing in:

- (a) dairy production;
- (b) swine breeding;
- (c) the raising of broilers;
- (d) the raising of turkeys;
- (e) consumer egg production?

5. How many loans were granted wholly or partly for the purchase of quotas?

6. What was the average number of loans?

7. What is the total amount of these loans?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 380.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Picotte:

1. From 26 November 1976 to 28 February 1978, has the Department of Agriculture paid directly, or through its boards, bureaux or other organizations, fees to professionals outside the Civil Service?

2. If so and respecting each case:

- (a) what are the names and addresses;
- (b) what was the amount paid;
- (c) what was the purpose of the study or report for which these services were rendered?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.

(*Document de la session n° 381.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Shaw:

1. En vertu du programme de pavillonnement des foyers pour personnes âgées, combien de foyers ont maintenant un contrat en tant que pavillons?

2. Combien y a-t-il de personnes âgées dans ces foyers à l'heure actuelle?

3. Quels sont les noms et adresses de ces foyers?

4. De quelle façon le montant minimum de \$48 par mois est-il donné aux bénéficiaires de l'aide aux personnes âgées?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Lazure, dépose ledit document.

(*Document de la session n° 382.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Lavoie:

1. Quels sont les noms et prénoms des fonctionnaires qui ont accompagné chaque ministre, lors des tournées que ces derniers ont effectuées à travers le Québec, au cours de l'automne 1977 et de l'hiver 1978?

2. À quelle date et à quels endroits chaque voyage a-t-il été effectué?

3. Quel a été le montant total des frais de voyage remboursés à chaque fonctionnaire?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 381.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Shaw:

1. Under the program of Pavillonnization of Nursing Homes for Senior Citizens, how many nursing homes are now under contract as pavilions?

2. How many senior citizens are presently residing in these homes?

3. What are the names and addresses of these homes?

4. How is the minimum \$48 per month paid to the recipients of old age security in these homes?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mr Lazure.

(*Sessional Papers, No. 382.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Lavoie:

1. What are the full names of the civil servants who accompanied each minister on tours of the Province of Québec in the fall of 1977 and in the winter of 1978?

2. On what date and where was each trip made?

3. What were the total travelling expenses reimbursed to each civil servant?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron dépose un document concernant cette motion.

(*Document de la session n° 383.*)

Sur la motion de M. Giasson, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de l'entente intervenue entre la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires et la firme «Les Produits Luzerne Belcan», de Sainte-Marthe, district électoral de Vaudreuil-Soulanges.

M. Garon dépose un document concernant ladite motion.

(*Document de la session n° 384.*)

Sur la motion de M. Forget, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie du rapport du comité d'étude sur les foyers de groupe formé par le ministère des Affaires sociales.

M. Charron, au nom de M. Lazure, dépose un document concernant ladite motion.

(*Document de la session n° 385.*)

Sur la motion de M. Dubois, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, contrat, entente, toutes autorisations ou refus du Conseil du trésor, et autres documents se rapportant à une étude et à une subvention de \$400 000 accordée à la Coopérative agricole de Rivière-du-Loup, en vue de la réalisation d'un système de séchage et d'entreposage du grain produit dans son territoire.

M. Garon dépose ledit document.

(*Document de la session n° 386.*)

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled a document concerning this motion.

(*Sessional Papers, No. 383.*)

On motion of Mr Giasson,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of the agreement which was concluded between the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires and the firm *Les Produits Luzerne Belcan*, at Sainte-Marthe in the electoral district of Vaudreuil-Soulanges.

Mr Garon tabled a document concerning the said motion.

(*Sessional Papers, No. 384.*)

On motion of Mr Forget,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of the report of the study committee on group homes appointed by the Department of Social Affairs.

Mr Charron tabled a document concerning the said motion, on behalf of Mr Lazure.

(*Sessional Papers, No. 385.*)

On motion of Mr Dubois,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, contract, agreement, any authorizations or refusals by the Treasury Board, and other documents pertaining to a study and to a \$400 000 grant paid to the Coopérative agricole de Rivière-du-Loup for the construction of a drying and storage centre for grain produced in the area.

Mr Garon tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 386.*)

Conformément à l'article 91 du règlement, M. Ciaccia propose:

Que cette Assemblée est d'avis qu'aucune décision ne doit être prise relativement à la demande d'augmentation des tarifs de l'Hydro-Québec avant que la Commission parlementaire de l'énergie ne se réunisse aux fins d'entendre, suite à un avis de quinze jours publié dans la *Gazette officielle du Québec*, les représentants de l'Hydro-Québec, des représentants d'associations de consommateurs et des milieux industriel et commercial de même que toute personne en mesure de fournir les informations indispensables qui permettraient d'analyser à son mérite cette demande d'augmentation.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Russell propose:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant dans les septième, huitième et neuvième lignes, les mots «suite à un avis de quinze jours publié dans la *Gazette officielle du Québec*» par les mots «conformément aux procédures prévues à l'article 118A de notre règlement».

Et le débat qui s'élève sur cette motion d'amendement est ajourné sur la motion de M. Marcoux.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

In accordance with Standing Order 91, Mr Ciaccia moved:

That the Assembly is of opinion that a decision concerning Hydro-Québec's application for a rate increase should not be made before the Standing Committee on Energy, fifteen days following the publication of a notice in the *Gazette officielle du Québec*, has met with representatives from Hydro-Québec, consumer associations and the business and industrial sectors, as well as any private individuals able to supply vital information in support of the application for a rate increase.

And a debate arising on this motion.

Mr Russell moved:

That the motion under debate be amended by replacing, in the fifth, sixth and seventh lines, therein, the words "fifteen days following the publication of a notice in the *Gazette officielle du Québec*" by the words "in accordance with the provisions of Standing Order 118A".

And the debate arising on this motion of amendment was adjourned on motion of Mr Marcoux.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 19 octobre 1978

Quatorze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Charron:

Convention complémentaire n° 4 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

(Document de la session n° 387.)

Rapport de la firme Mercure, Béliveau et Cie, sur Tourbec Inc., en date du 11 octobre 1978.

(Document de la session n° 388.)

Par M. Marois:

Livre blanc sur la santé et la sécurité au travail.

(Document de la session n° 389.)

Le projet de loi n° 71, «Loi modifiant la Loi de la conservation de la faune», est présenté par M. Duhaime, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Thursday, 19 October 1978

Two o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Charron:

Complementary agreement No. 4 of the James Bay and Northern Québec Agreement.

(Sessional Papers, No. 387.)

Report of the firm Mercure, Béliveau and Co., on Tourbec Inc., dated 11 October 1978.

(Sessional Papers, No. 388.)

By Mr Marois:

White paper on occupational safety and health.

(Sessional Papers, No. 389.)

Bill 71, "An Act to amend the Wild-life Conservation Act", was introduced by Mr Duhaime, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

M. Charron propose que les Commissions permanentes suivantes siègent immédiatement:

Au Salon Rouge:

La Commission de la protection de l'environnement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour étudier le projet de règlement relatif aux exploitations de production animale.

À la Salle 81 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre jusqu'à dix-huit heures, pour poursuivre ses travaux concernant le conflit de la Commonwealth Plywood.

La motion est adoptée.

M. le Président donne avis que le vendredi 27 octobre 1978, la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre siégera pour discuter la question avec débat du Député de Portneuf au Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre sur le sujet suivant: Le non-respect des engagements du gouvernement péquiste dans le domaine des relations de travail.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Couture proposant que le projet de loi n° 77, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration», soit maintenant lu la deuxième fois.

Mme Lavoie-Roux propose:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant», et en ajoutant à la fin les mots «dans quinze jours.».

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately:

In the Red Room:

The Committee on Protection of the Environment until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, to examine the draft regulation respecting farm animal operations.

In Room 81 "A":

The Committee on Labour and Manpower until six o'clock P.M., to carry on its work concerning the dispute at the Commonwealth Plywood Company.

The motion was adopted.

Mr President gave notice that Friday, 27 October 1978, the Standing Committee on Labour and Manpower will sit to discuss the question for debate by the Member for Portneuf to the Minister of Labour and Manpower on the following matter:
The failure of the present Government to meet its commitments in the field of labour relations.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Couture proposing that Bill 77, "An Act to amend the Immigration Department Act", be now read the second time.

Mrs Lavoie-Roux moved:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now", and by adding at the end the words "this day two weeks."

And a debate arising on this motion of amendment.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Conformément à l'article 85 du règlement et avec la permission de Mme Lavoie-Roux, M. Lavoie propose que la motion d'amendement en discussion soit retirée.

La motion est adoptée.

Et le débat continue sur la motion de M. Couture proposant que le projet de loi n° 77, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Alfred.

M. le Président donne l'avis suivant:

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de l'agriculture siégera pour discuter la question avec débat du Député de Huntingdon au Ministre de l'Agriculture sur le sujet suivant:

La politique du gouvernement pour une meilleure utilisation des sols arables en vue de protéger et d'accroître notre production agricole.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

In accordance with Standing Order 85 and with the permission of Mrs Lavoie-Roux, Mr Lavoie moved that the motion of amendment under debate be withdrawn.

The motion was adopted.

And the debate continuing on the motion by Mr Couture proposing that Bill 77, "An Act to amend the Immigration Department Act", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Alfred.

Mr President gave the following notice:

The Standing Committee on Agriculture will sit tomorrow in the Red Room, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Huntingdon to the Minister of Agriculture on the following matter:

The policy of the Government for better use of our arable land, with a view to protecting and increasing agricultural production.

At ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 24 octobre 1978

Quatorze heures

Déclaration ministérielle de Mme Ouellette, ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement, concernant les changements apportés à l'octroi des contrats gouvernementaux à des firmes professionnelles.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Joron:

Rapport annuel de la Régie de l'électricité et du gaz du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 390.)

Par M. Lessard:

Rapport annuel de la Société des traversiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1978.

(Document de la session n° 391.)

M. Gendron, au nom de M. Baril, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la protection de l'environnement, qui a siégé les 17, 18 et 19 octobre 1978, aux

Tuesday, 24 October 1978

Two o'clock P.M.

Statement by Mrs Ouellette, Minister of Public Works and Supply, concerning changes in the awarding of Government contracts to professional firms.

The following documents were tabled:

By Mr Joron:

Annual report of the Québec Electricity and Gas Board, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 390.)

By Mr Lessard:

Annual report of the Québec Ferry Company, for the fiscal year ended 31 March 1978.

(Sessional Papers, No. 391.)

Mr Gendron tabled, on behalf of Mr Baril, the appointed reporter, the report of the Standing Committee on Protection of the Environment, which sat on 17, 18 and 19 October 1978, for

fins d'entendre les mémoires concernant le projet de règlement relatif aux exploitations de production animale.

(Document de la session n° 392.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n° 83, «Loi modifiant la Loi constituant la Régie des installations olympiques», est présenté par M. Charron, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Charron donne l'avis suivant:

Mardi prochain, le 31 octobre 1978, la Commission de l'Assemblée nationale siégera au Salon Rouge à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, pour discuter le rapport annuel 1977 du Protecteur du citoyen.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Couture proposant que le projet de loi n° 77, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration», soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Duhaime, au nom de M. Charron, M. le Président remet à demain, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

the purpose of hearing briefs concerning the draft regulation respecting farm animal operations.

(Sessional Papers, No. 392.)

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 83, "An Act to amend the Act to incorporate the Régie des installations olympiques", was introduced by Mr Charron, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Charron gave the following notice:

Next Tuesday, 31 October 1978, the Committee on the National Assembly will sit in the Red Room, from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, to discuss the 1977 annual report of the Public Protector.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Couture proposing that Bill 77, "An Act to amend the Immigration Department Act", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until tomorrow, before Orders of the Day are called.

À vingt-deux heures, l'Assemblée
s'ajourne à demain dix heures.

At ten o'clock P.M., the Assembly
adjourned until tomorrow, at ten
o'clock A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 25 octobre 1978

Dix heures

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante de M. Charron proposant:

Que les amendements ci-après soient apportés au règlement sessionnel de l'Assemblée nationale:

1. *Que l'article 2 soit remplacé par le suivant:*

«L'article 30 est amendé en remplaçant dans le paragraphe 1, les mots «à 15 heures, le mardi, le mercredi et le jeudi, et à 10 heures le vendredi», par les mots: «à 14 heures le mardi et le jeudi, et à 15 heures le mercredi.»»

2. *Que l'article 3 soit amendé en retranchant les paragraphes a) et c) pour devenir:*

«L'article 31 est amendé en retranchant dans le paragraphe 1 les mots «et à 13 heures le vendredi.»»

Wednesday, 25 October 1978

Ten o'clock A.M.

The Order of the Day being read for the consideration of the following motion by Mr Charron proposing:

That the following amendments be made to the Sessional Orders of the National Assembly:

1. *That Sessional Order 2 be replaced by the following:*

“Standing Order 30 is amended by replacing, in paragraph 1, the words ‘at three o'clock in the afternoon on Tuesdays, Wednesdays and Thursdays, and at ten o'clock in the morning on Fridays’, by the words: ‘at two o'clock in the afternoon on Tuesdays and Thursdays, and at three o'clock in the afternoon on Wednesdays.’”

2. *That Sessional Order 3 be amended by striking out paragraphs (a) and (c), to read as follows:*

“Standing Order 31 is amended by striking out, in paragraph 1, the words ‘and at one o'clock in the afternoon on Fridays’.”

3. *Que l'article 5 soit amendé en retranchant le paragraphe suivant:*

«Toutefois, le mercredi, l'Assemblée ne procède aux affaires courantes que lors de la reprise des travaux à 15 heures et les questions de privilège en vertu du paragraphe 1 de l'article 49 de même que les motions d'urgence en vertu de l'article 78 ne peuvent se faire avant l'expédition des affaires courantes, les avis prévus à ces articles étant donnés avant 14 heures.»

4. *Que l'article 18 soit abrogé.*

Conformément au paragraphe 2 de l'article 65 du règlement, M. le Président modifie le paragraphe 4 de cette motion comme suit:

«4. *Que l'article 16 des amendements du 22 février 1978 soit abrogé.*»

Et un débat s'élève sur la motion de M. Charron qui se lit maintenant comme suit:

Que les amendements ci-après soient apportés au règlement sessionnel de l'Assemblée nationale:

1. *Que l'article 2 soit remplacé par le suivant:*

«L'article 30 est amendé en remplaçant dans le paragraphe 1, les mots «à 15 heures, le mardi, le mercredi et le jeudi, et à 10 heures le vendredi», par les mots: «à 14 heures le mardi et le jeudi, et à 15 heures le mercredi.»

2. *Que l'article 3 soit amendé en retranchant les paragraphes a) et c) pour devenir:*

3. *That Sessional Order 5 be amended by striking out the following paragraph:*

“However, on Wednesdays, the Assembly shall take up routine business only when proceedings are resumed at three o'clock in the afternoon, and questions of privilege under paragraph 1 of Standing Order 49 as well as motions relating to urgent matters under Standing Order 78 may not be made before the dispatch of routine business, notices provided for in these Standing Orders having been given before two o'clock in the afternoon.”

4. *That Sessional Order 18 be repealed.*

In accordance with paragraph 2 of Standing Order 65, Mr President amended paragraph 4 of the motion as follows:

“4. *That Sessional Order 16 of the amendments of 22 February 1978 be repealed.*”

And a debate arising on the motion by Mr Charron which now reads as follows:

“*That the following amendments be made to the Sessional Orders of the National Assembly:*

1. *That Sessional Order 2 be replaced by the following:*

“Standing Order 30 is amended by replacing, in paragraph 1, the words ‘at three o'clock in the afternoon on Tuesdays, Wednesdays and Thursdays, and at ten o'clock in the morning on Fridays’, by the words: ‘at two o'clock in the afternoon on Tuesdays and Thursdays, and at three o'clock in the afternoon on Wednesdays’.”

2. *That Sessional Order 3 be amended by striking out paragraphs (a) and (c), to read as follows:*

«L'article 31 est amendé en retranchant dans le paragraphe 1 les mots «et à 13 heures le vendredi.»

3. *Que* l'article 5 soit amendé en retranchant le paragraphe suivant:

«Toutefois, le mercredi, l'Assemblée ne procède aux affaires courantes que lors de la reprise des travaux à 15 heures et les questions de privilège en vertu du paragraphe 1 de l'article 49 de même que les motions d'urgence en vertu de l'article 78 ne peuvent se faire avant l'expédition des affaires courantes, les avis prévus à ces articles étant donnés avant 14 heures.»»

4. *Que* l'article 16 des amendements du 22 février 1978 soit abrogé.»

M. Bellemare propose:

Que la motion en discussion soit amendée comme suit:

1. en remplaçant dans la huitième ligne du premier paragraphe les mots «et à 15 heures le mercredi» par les mots suivants: «à 15 heures le mercredi et à 10 heures le vendredi»;

2. en remplaçant dans le paragraphe 2 tous les mots qui suivent après le mot «amendé» dans la première ligne par les mots suivants: «en retranchant les paragraphes b) et c);

3. en retranchant le paragraphe 4.

La motion d'amendement est reçue.

À la demande de M. Charron, le consentement unanime de l'Assemblée est accordé pour que le débat porte tant sur la motion principale que sur la motion d'amendement et que pour la du-

«Standing Order 31 is amended by striking out, in paragraph 1, the words 'and at one o'clock in the afternoon on Fridays'.

3. *That* Sessional Order 5 be amended by striking out the following paragraph:

«However, on Wednesdays, the Assembly shall take up routine business only when proceedings are resumed at three o'clock in the afternoon, and questions of privilege under paragraph 1 of Standing Order 49 as well as motions relating to urgent matters under Standing Order 78 may not be made before the dispatch of routine business, notices provided for in these Standing Orders having been given before two o'clock in the afternoon.»

4. *That* Sessional Order 16 of the amendments of 22 February 1978 be repealed."

Mr Bellemare moved:

That the motion under debate be amended as follows:

1. by replacing in the tenth and eleventh lines in paragraph 1, the words "and at three o'clock in the afternoon on Wednesdays", by the following words: "at three o'clock in the afternoon on Wednesdays, and at ten o'clock in the morning on Fridays";

2. by replacing in paragraph 2, all the words after the word "amended" in the first line therein, by the following words: "by striking out paragraphs (b) and (c);

3. by striking out paragraph 4.

The motion of amendment was received.

At the request of Mr Charron, the unanimous consent of the Assembly was granted so that the debate be held on the main motion as well as on the motion of amendment and that for the

rée des discours le paragraphe 1 de l'article 94 s'applique.

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Grenier.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Charron:

Rapport annuel de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 393.)

Par Mme Payette:

Rapport du Conseil du statut de la femme, intitulé: *Pour les Québécoises: égalité et indépendance.*

(Document de la session n° 394.)

Par M. Tardif:

Rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 395.)

Par M. Bédard:

Rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'exercice terminé le 31 mars 1978.

(Document de la session n° 396.)

duration of the speeches paragraph 1 of Standing Order 94 be applied.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Grenier.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Charron:

Annual report of the Office Franco-Québécois pour la Jeunesse, for 1977.

(Sessional Papers, No. 393.)

By Mrs Payette:

Report of the Council on the Status of Women, entitled: *Pour les Québécoises: égalité et indépendance.*

(Sessional Papers, No. 394.)

By Mr Tardif:

Annual report of the Québec Housing Corporation, for 1977.

(Sessional Papers, No. 395.)

By Mr Bédard:

Annual report of the Société québécoise d'information juridique, for the fiscal year ended 31 March 1978.

(Sessional Papers, No. 396.)

Par M. Garon:

Copies des mémoires entendus lors de la tournée de consultation sur la protection du territoire agricole, ainsi que copie de la transcription des audiences publiques.

(Document de la session n° 397.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Morin (Sauvé) propose:

Que cette Assemblée offre ses félicitations à M. Fernand Seguin qui s'est vu décerné par l'UNESCO le Prix Kalinga 1977, la plus haute distinction internationale dans le domaine de la communication scientifique.

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Couture proposant que le projet de loi n° 77, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Caron, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Raynauld, Saindon, Samson, Scowen, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—94.

CONTRE—NAYS:—M./Mr Shaw.—1.

By Mr Caron:

Briefs presented during the consultation tour on the protection of agricultural land, and copy of transcripts of public hearings.

(Sessional Papers, No. 397.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Morin (Sauvé) moved:

That the Assembly do extend sincere congratulations to Mr Fernand Seguin who was recently honoured by UNESCO, with the 1977 Kalinga Prize, the highest international award for the popularization of scientific knowledge.

The motion was adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Couture proposing that Bill 77, "An Act to amend the Immigration Department Act", be now read the second time.

The motion was adopted on the following division:

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 77 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de l'immigration.

On motion of Mr Charron, Bill 77 was referred to the Standing Committee on Immigration for section by section examination.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Biron:

1. Quelle est la liste des travaux commandés par le gouvernement, et particulièrement par le ministère des Affaires intergouvernementales, en vue d'élaborer et de préciser la thèse de la souveraineté-association?

2. Pour chacun de ces travaux quels sont:

- a) le nom de l'exécutant;
- b) son adresse;
- c) le montant exact;
- d) les honoraires fixés;
- e) la date de la fin des travaux?

Réponse de M. Morin (Louis-Hébert):

On a répondu à cette question lors de la défense des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales le 13 juin 1978.

Sur la motion de M. Brochu, il est —
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de l'étude remise au ministère des Richesses naturelles au mois de septembre 1976 et préparée par Lalonde-Valois, Lamarre, Valois et Associés, à titre de consultant principal, ainsi que INRS-Océanologie et Van Houten, à titre de consultants associés, et dont l'objet était d'indiquer le choix du meilleur site sur la rive sud du Saint-Laurent d'un superport pour l'approvisionnement pétrolier du Québec.

M. Joron dépose ledit document.
(*Document de la session n° 398.*)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Biron:

1. What is the list of the studies ordered by the Government, and more particularly, by the Department of Intergovernmental Affairs, for the purpose of working out and defining its thesis on sovereignty-association?

2. For each of these studies, what are:

- (a) the name of the person carrying out the study;
- (b) the address of this person;
- (c) the exact mandate;
- (d) the determined fees;
- (e) the date of completion?

Answer by Mr Morin (Louis-Hébert):

This question was answered, on 13 June 1978, during the review of the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

On motion of Mr Brochu, —
Ordered, that there be tabled:

Copy of the study submitted to the Department of Natural Resources in September 1976 and prepared by Lalonde-Valois, Lamarre, Valois et Associés as chief consultant, as well as INRS-Océanologie and Van Houten, as associate consultants, the object of which was to determine the best site on the south shore of the St. Lawrence for an oil supertanker port to supply Québec.

Mr Joron tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 398.*)

Sur la motion de M. Brochu, il est —
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de l'étude remise au ministère des Richesses naturelles au mois d'août 1974 et préparée par Surveyer, Nenniger, Chênevert, à titre de consultant principal, ainsi que Sirtec, à titre de consultant associé, et dont l'objet était d'étudier la localisation d'un complexe portuaire et pétrolier.

M. Joron dépose ledit document.
(*Document de la session n° 399.*)

Sur la motion de M. Garneau, il est —

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, ententes et autres documents échangés, depuis le 1^{er} janvier 1977 jusqu'au 28 février 1978, entre le gouvernement du Québec et l'Hydro-Québec, d'une part, et le gouvernement de Terre-Neuve et Churchill Falls (Labrador) Corporation d'autre part, concernant:

a) la vente d'électricité à l'Hydro-Québec;

b) tous projets de développement hydro-électrique à venir.

M. Joron dépose ledit document.
(*Document de la session n° 400.*)

Sur la motion de M. Raynauld, il est —

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de l'inventaire qui a été effectué sur le potentiel hydraulique du Labrador et de la région québécoise frontalière ainsi que le rapport sur la croissance prévue des besoins énergétiques du Québec et de Terre-Neuve.

M. Joron dépose ledit document.
(*Document de la session n° 401.*)

On motion of Mr Brochu, —
Ordered, that there be tabled:

Copy of the study submitted to the Department of Natural Resources in August 1974 and prepared by Surveyer, Nenniger, Chênevert, as chief consultants, as well as Sirtec, as associate consultant, the object of which was to examine the possible location of an oil port development.

Mr Joron tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 399.*)

On motion of Mr Garneau, —

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, agreements or other documents exchanged, from 1 January 1977 to 28 February 1978, between the Government of Québec and Hydro-Québec, on the one hand, and the Government of Newfoundland and Churchill Falls (Labrador) Corporation, on the other hand, concerning:

(a) the sale of electric power to Hydro-Québec;

(b) any future hydro-power development projects.

Mr Joron tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 400.*)

On motion of Mr Raynauld, —

Ordered, that there be tabled:

Copy of the survey carried out to determine the hydraulic potential of Labrador and the Québec border region, as well as the forecast report on an increased energy demand in Québec and Newfoundland.

Mr Joron tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 401.*)

M. Charron donne l'avis suivant:

Demain, à la Salle 91 «A», la Commission permanente des engagements financiers siégera à compter de neuf heures trente minutes jusqu'à douze heures trente minutes.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Garon dépose le document suivant:

Réponse aux questions suivantes posées le 20 avril 1978 en commission parlementaire:

— Quel montant le père Gédéon (M. Doris Lussier) a-t-il reçu pour la publicité faite par le ministère de l'Agriculture au dernier Salon international de l'agriculture et de l'alimentation?

— Quels ont été les critères d'engagement ou d'embauche pour cette publicité?

— Quel genre de sélection y a-t-il eu?

(Document de la session n° 402.)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion d'amendement de M. Russell à la motion (en vertu de l'article 91 du règlement) de M. Ciaccia proposant:

«Que cette Assemblée est d'avis qu'aucune décision ne doit être prise relativement à la demande d'augmentation des tarifs de l'Hydro-Québec avant que la Commission parlementaire de l'énergie ne se réunisse aux fins d'entendre, suite à un avis de quinze jours publié dans la *Gazette officielle du Québec*, les représentants de l'Hydro-Québec, des représentants d'association de consommateurs et des milieux industriel et commercial de même que toute personne en mesure de fournir les informations indispensables qui permettraient d'analyser à son mérite cette demande d'augmentation.»

Mr Charron gave the following notice:

The Standing Committee on Financial Commitments will sit in Room 91 "A" tomorrow, from nine-thirty o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Garon tabled the following document:

Answer to the following questions asked in Parliamentary Committee on 20 April 1978:

— What amount was paid to Mr Doris Lussier (Père Gédéon) by the Department of Agriculture for advertising at the last International Salon of Food and Agriculture?

— What were the hiring criteria for this advertising?

— How was the selection made?

(Sessional Papers, No. 402.)

The Assembly resumed the debate on the motion of amendment by Mr Russell to the motion (under Standing Order 91) by Mr Ciaccia proposing:

"That the Assembly is of opinion that a decision concerning Hydro-Québec's application for a rate increase should not be made before the Standing Committee on Energy, fifteen days following the publication of a notice in the *Gazette officielle du Québec*, has met with representatives from Hydro-Québec, consumer associations and the business and industrial sectors, as well as any private individuals able to supply vital information in support of the application for a rate increase."

lequel amendement se lit comme suit: which amendment reads as follows:

«*Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant dans les septième, huitième et neuvième lignes, les mots «suite à un avis de quinze jours publié dans la Gazette officielle du Québec» par les mots «conformément aux procédures prévues à l'article 118A de notre règlement».*»

"That the motion under debate be amended by replacing, in the fifth, sixth and seventh lines therein, the words 'fifteen days following the publication of a notice in the Gazette officielle du Québec' by the words 'in accordance with the provisions of Standing Order 118A'."

Au cours du débat, à la demande de M. le Président, le consentement unanime de l'Assemblée est accordé pour que le débat porte tant sur la motion principale que sur la motion d'amendement.

During the debate, at the request of Mr President, the unanimous consent of the Assembly was granted so that the debate be held on the main motion as well as on the motion of amendment.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

Le débat est terminé.

The debate was concluded.

La motion d'amendement de M. Russell est rejetée, les voix se divisant comme suit:

The motion of amendment by Mr Russell was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bellemare, Blank, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Goldbloom, Goulet, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Levesque (Bonaventure), Marchand, Scowen, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—21.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Chevrete, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—55.

La motion principale de M. Ciaccia est rejetée, les voix se divisant comme suit: The main motion by Mr Ciaccia was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bellemare, Blank, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Goldbloom, Goulet, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Levesque (Bonaventure), Marchand, Scowen, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—21.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Chevrete, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—54.

ABSTENTION:—M./Mr Gosselin.—1.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures. At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 26 octobre 1978

Quatorze heures

Thursday, 26 October 1978

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés: The following documents were tabled:

Par M. Landry:

Étude sur l'impact économique des restrictions budgétaires fédérales sur l'économie québécoise, en date du 25 octobre 1978.

(Document de la session n° 403.)

By Mr Landry:

Economic assessment of the impact on Québec of federal budget restraints, dated 25 October 1978.

(Sessional Papers, No. 403.)

Par Mme Ouellette:

Rapport annuel du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, pour l'année 1977/78

(Document de la session n° 404.)

By Mrs Ouellette:

Annual report of the Department of Public Works and Supply, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 404.)

Par M. Johnson:

Règlement n° 9 relatif au scrutin des salariés de la construction, conformément aux dispositions de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1968, c. 45, a. 7a et 1n).

(Document de la session n° 405.)

By Mr Johnson:

Regulation 9 respecting the poll of construction employees, pursuant to the Construction Industry Labour Relations Act (1968, c. 45, s. 7a and 1n).

(Sessional Papers, No. 405.)

Par M. Léger:

Rapport annuel des Services de protection de l'environnement du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 406.)

M. Lacoste, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 75, «Loi modifiant le Code civil et la Loi des déclarations des compagnies et sociétés».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 407.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Parizeau:

Projet de loi n° 80.—Loi modifiant de nouveau la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Projet de loi n° 81.—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'impôt sur la vente en détail.

Par M. Lessard:

Projet de loi n° 86.—Loi modifiant le Code de la route.

M. Bellemare propose que le nom de M. Fontaine soit substitué à celui de M. Bellemare sur la liste des membres de la Commission permanente des engagements financiers.

La motion est adoptée.

M. Lavoie propose que le nom de M. Verreault soit substitué à celui de M. Gratton sur la liste des membres de la Commission permanente des engagements financiers.

La motion est adoptée.

By Mr Léger:

Annual report of the Environment Protection Services of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 406.)

Mr Lacoste, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which examined Bill 75, "An Act to amend the Civil Code and the Companies and Partnerships Declaration Act", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 407.)

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Parizeau:

Bill 80.—An Act to again amend the Meals and Hotels Tax Act;

Bill 81.—An Act to again amend the Retail Sales Tax Act.

By Mr Lessard:

Bill 86.—An Act to amend the Highway Code.

Mr Bellemare moved that his name be replaced by that of Mr Fontaine on the list of members of the Standing Committee on Financial Commitments.

The motion was adopted.

Mr Lavoie moved that the name of Mr Gratton be replaced by that of Mr Verreault on the list of members of the Standing Committee on Financial Commitments.

The motion was adopted.

M. Duhaime, au nom de M. Char-
ron, donne l'avis suivant:

Demain, au Salon Rouge, à compter
de dix heures jusqu'à treize heures, la
Commission permanente du travail et
de la main-d'oeuvre siégera pour dis-
cuter la question avec débat du Député
de Portneuf au Ministre du Travail et
de la Main-d'oeuvre sur le sujet sui-
vant:

Le non-respect des engagements du
gouvernement péquiste dans le do-
maine des relations de travail.

Mardi prochain, le 31 octobre 1978,
la Commission de l'Assemblée natio-
nale siégera au Salon Rouge à compter
de dix heures jusqu'à douze heures
trente minutes, pour discuter le rap-
port annuel 1977 du Protecteur du ci-
toyen.

M. Duhaime, au nom de M. Char-
ron, propose que la Commission per-
manente des affaires municipales siège
à la Salle 81 «A», immédiatement jus-
qu'à vingt-deux heures, avec suspen-
sion des travaux de dix-huit heures à
vingt heures, pour étudier, article par
article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 38.—Loi modifiant
la Loi de la Communauté urbaine de
Québec et d'autre dispositions législa-
tives;

Projet de loi n° 66.—Loi modifiant la
Loi autorisant les municipalités à per-
cevoir un droit sur les mutations
immobilières.

M. le Président donne avis que le
vendredi 3 novembre 1978, la Commis-
sion permanente des affaires sociales
siégera pour discuter la question avec
débat du Député de Mégantic-Comp-
ton au Ministre des Affaires sociales
sur le sujet suivant:

Mr Duhaime, on behalf of Mr Char-
ron, gave the following notice:

The Standing Committee on Labour
and Manpower will sit tomorrow
in the Red Room, from ten o'clock
A.M. until one o'clock P.M., to discuss
the question for debate by the Member
for Portneuf to the Minister of Labour
and Manpower on the following mat-
ter:

The failure of the present Government
to meet its commitments in the field of
labour relations.

Next Tuesday, 31 October 1978, the
Committee on the National Assembly
will sit in the Red Room, from ten
o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock
noon, to discuss the 1977 annual report
of the Public Protector.

Mr Duhaime moved, on behalf of Mr
Charron, that the Standing Commit-
tee on Municipal Affairs do sit imme-
diately in Room 81 "A", until ten
o'clock P.M., with suspension of work
from six o'clock until eight o'clock in
the evening, for the section by section
examination of the following bills:

Bill 38.—An Act to amend the
Québec Urban Community Act and
other legislation;

Bill 66.—An Act to amend the Act
to authorize municipalities to collect
duties on transfers of immoveables.

Mr President gave notice that Fri-
day, 3 November 1978, the Standing
Committee on Social Affairs will sit to
discuss the question for debate by the
Member for Mégantic-Compton to the
Minister of Social Affairs on the fol-
lowing subject:

Le projet de réorganisation administrative du ministère des Affaires sociales et ses conséquences sur tout le réseau des services socio-sanitaires.

Avant l'appel des affaires du jour et conformément à l'article 78 du règlement, M. Levesque (Bonaventure) propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, savoir:

La position que le gouvernement québécois a décidé d'adopter à la conférence fédérale-provinciale sur la constitution les 30 et 31 octobre et 1^{er} novembre 1978.

Après avoir entendu les brèves explications du chef parlementaire de l'Opposition officielle et avant que M. le Président ne rende sa décision sur la recevabilité de cette motion, le consentement unanime de l'Assemblée est donné pour la tenue d'un tel débat.

À la suite d'une conférence avec les leaders des différents partis politiques, M. le Président indique le partage du temps comme suit: soixante minutes au gouvernement; quarante-cinq minutes à l'Opposition officielle; vingt minutes à l'Union Nationale et dix minutes au Ralliement Créditiste.

Nonobstant les prescriptions du paragraphe 5 de l'article 78 du règlement, le temps de parole d'un député ne sera limité que par l'enveloppe ci-dessus et la discussion ne pourra se prolonger au-delà de dix-huit heures.

Advenant que soient soulevées des questions de privilège ou de règlement qui emploieraient le temps imparti, M. le Président se réserve, une demi-heure avant la fin du débat, le droit de répartir équitablement le temps de parole non encore utilisé, en dépit du fait que le partage ait déjà été attribué.

The projected operational restructuring of the Department of Social Affairs and its effect on the entire system of social health services.

Before Business of the Day was called and in accordance with Standing Order 78, Mr Levesque (Bonaventure) moved that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely:

The position that the Government of Québec has decided to adopt at the federal-provincial constitutional conference to be held on 30 and 31 October and 1 November 1978.

After having heard the brief explanatory statement by the Parliamentary Leader of the Official Opposition, and before Mr President rendered his decision on the admissibility of the motion, the Assembly granted unanimous consent to hold this debate.

Following a meeting with the Parliamentary Leaders of the various political parties, Mr President assigned the debate time as follows: sixty minutes to the Government; forty-five minutes to the Official Opposition; twenty minutes to the Union Nationale and ten minutes to the Social Credit Rally.

Notwithstanding the provisions of paragraph 5 of Standing Order 78, the time to speak assigned to a Member would be limited only by the above distribution, and the debate could not be extended beyond six o'clock in the evening.

In the event of questions of privilege or questions of procedure being raised during the allotted time, Mr President reserved the right to distribute the remaining time equitably, half an hour before the closing of the debate, notwithstanding the distribution already established.

Et un débat s'élève sur la motion de M. Levesque (Bonaventure).

Au cours du débat, M. le Président informe l'Assemblée que le consentement unanime a été accordé afin que la séance puisse se terminer à dix-huit heures quinze minutes, à la condition que l'Union Nationale ait cinq minutes additionnelles.

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

À dix-huit heures quinze minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

Vingt heures quinze minutes

M. Bérubé propose que le projet de loi n° 78, «Loi modifiant de nouveau la Loi du régime des eaux», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 78 est déposé pour étude, article par article, à la Commission permanente des richesses naturelles.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

And a debate arising on the motion by Mr Levesque (Bonaventure).

During the debate, Mr President informed the Assembly that the unanimous consent was granted to postpone the end of the sitting until six-fifteen o'clock P.M., provided that the Union Nationale be given five additional minutes.

And the debate continuing thereon.

The debate was concluded.

At six-fifteen o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr Bérubé moved that Bill 78, "An Act to again amend the Watercourses Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Bill 78 was referred to the Standing Committee on Natural Resources for section by section examination.

At ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 31 octobre 1978

Quatorze heures

M. Morin (Sauvé) dépose les documents suivants:

Rapport annuel de l'Ordre des pharmaciens du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 408.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 409.)

Rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 410.)

Errata à joindre au rapport annuel 1977/78 du Barreau du Québec, déposé le 21 juin 1978.

(Document de la session n° 411.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Tuesday, 31 October 1978

Two o'clock P.M.

Mr Morin (Sauvé) tabled the following documents:

Annual report of the Order of Pharmacists of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 408.)

Annual report of the Professional Corporation of Physiotherapists of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 409.)

Annual report of the Order of Engineers of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 410.)

Errata to be annexed to the 1977/78 annual report of the Bar of the Province of Québec, tabled on 21 June 1978.

(Sessional Papers, No. 411.)

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Par M. Charron, au nom de M. Duhaime:

Projet de loi n° 28.—Loi concernant les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec.

Par M. Léger:

Projet de loi n° 30.—Loi modifiant de nouveau la Loi de la qualité de l'environnement.

M. Charron propose que les commissions suivantes siègent immédiatement:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'Assemblée nationale jusqu'à dix-sept heures, pour discuter les rapports annuels 1976 et 1977 du Protecteur du citoyen.

À la Salle 81 «A»:

La Commission permanente des richesses naturelles jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 78, «Loi modifiant de nouveau la Loi du régime des eaux».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Lavoie, Lazure, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Proulx, Raynald, Roy, Russell, Samson, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Verreault.—83.

CONTRE—NAYS:—0.

By Mr Charron, on behalf of Mr Duhaime:

Bill 28.—An Act respecting hunting and fishing rights in the James Bay and New Québec territories.

By Mr Léger:

Bill 30.—An Act to again amend the Environment Quality Act.

Mr Charron moved that the following Committees do sit immediately:

In the Red Room:

The Committee on the National Assembly until five o'clock P.M., to discuss the 1976 and 1977 annual reports of the Public Protector.

In Room 81 "A":

The Standing Committee on Natural Resources until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for a section by section examination of Bill 78, "An Act to again amend the Watercourses Act".

The motion was adopted on the following vote:

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur».

Mme Payette informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Mme Payette propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-sept heures cinquante-cinq minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze heures.

Vingt heures quinze minutes

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Russell.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 72, "Consumer Protection Act".

Mrs Payette informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mrs Payette moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At fifty-five minutes past five o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Eight-fifteen o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Russell.

At ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 1^{er} novembre 1978

Dix heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Tardif proposant que le projet de loi n° 79, «Loi modifiant la Loi concernant les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 79 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales.

M. Lazure propose que le projet de loi n° 73, «Loi modifiant la Loi des régimes supplémentaires de rentes», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

Wednesday, 1 November 1978

Ten o'clock A.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Tardif proposing that Bill 79, "An Act to amend the Act respecting retirement plans for mayors and councillors of cities and towns", be now read the second time.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Bill 79 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs for section by section examination.

Mr Lazure moved that Bill 73, "An Act to amend the Supplemental Pension Plans Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 73 est déposé pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires sociales.

À douze heures dix-huit minutes, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 412.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 413.)

Rapport de l'Ordre des audioprothésistes du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 414.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 415.)

Par M. Johnson:

Rapport de M. André Thibault sur l'opportunité de la création d'une commission d'étude et de révision du code du travail du Québec, en date d'octobre 1978.

(Document de la session n° 416.)

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Bill 73 was referred to the Standing Committee on Social Affairs for section by section examination.

At eighteen minutes past twelve o'clock noon, Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Morin (Sauvé):

Annual report of the Professional Corporation of Occupational Therapists of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 412.)

Annual report of the Professional Corporation of Chartered Appraisers of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 413.)

Annual report of the Order of Hearing-aid Acousticians of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 414.)

Annual report of the Professional Corporation of Licensed General Accountants of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 415.)

By Mr Johnson:

Report of Mr André Thibault on the advisability of setting up a Québec Labour Code Revision Committee, published October 1978.

(Sessional Papers, No. 416.)

Rapport du Vérificateur général du Québec, relatif aux traitements, honoraires et autres bénéfices des membres de l'Office de la construction du Québec, pour la période s'étendant du 27 juin 1975 au 31 mai 1978, ainsi qu'un rapport d'étape au 6 octobre 1978, concernant le même sujet.

(Document de la session n° 417.)

Par M. Garon:

Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA), pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 418.)

Copie complémentaire de la transcription des audiences publiques tenues lors de la tournée de consultation populaire sur la protection du territoire agricole, s'ajoutant au document sessionnel n° 397, déposé le 25 octobre 1978.

(Document de la session n° 419.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, les documents suivants sont déposés:

Par M. Tardif:

Copie d'une lettre, en date du 7 mars 1975, adressée à M. Lucien Paiement, maire de la Ville de Laval, par M. Raymond Garneau, alors ministre des Finances, concernant l'obtention d'une subvention pour le déficit de la Commission de Transport, ainsi que le photostat d'un chèque du ministère des Finances, fait à l'ordre de la Ville de Laval, au montant de \$4.5 millions, en date du 29 juillet 1975.

(Document de la session n° 420.)

Par M. Lavoie:

Copie d'une lettre, en date du 10 mai 1977, adressée à M. Lucien Paiement, maire de la Ville de Laval, par M. Guy Tardif, ministre des Affaires municipa-

Report of the Auditor-General of Québec concerning the salaries, professional fees and other benefits of the members of the Office de la construction du Québec for the period extending from 27 June 1975 to 31 May 1978, together with a progress report up to 6 October 1978, on the same matter.

(Sessional Papers, No. 417.)

By Mr Garon:

Annual report of the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA), for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 418.)

Additional transcripts of public hearings held during the consultation tour on the protection of agricultural land, completing Sessional Papers No. 397, tabled on 25 October 1978.

(Sessional Papers, No. 419.)

With the unanimous consent of the Assembly, the following documents were tabled:

By Mr Tardif:

Copie of a letter, dated 7 March 1975, addressed to Mr Lucien Paiement, Mayor of the City of Laval, by Mr Raymond Garneau, former Minister of Finance, concerning the awarding of a grant to cover the deficit incurred by the City of Laval Transit Commission, together with a photostat of a cheque in the amount of \$4.5 million, made to the order of the City of Laval, issued by the Department of Finance, on 29 July 1975.

(Sessional Papers, No. 420.)

By Mr Lavoie:

Copie of a letter, dated 10 May 1977, addressed to Mr Lucien Paiement, Mayor of the City of Laval, by Mr Guy Tardif, Minister of Municipal Affairs,

les, concernant l'octroi d'une subvention, au montant de \$4.5 millions, accordée à la municipalité de la Ville de Laval, en vertu d'un arrêté en conseil, en date du 30 mars 1977.

(Document de la session n° 421.)

Par M. Bédard:

Correspondance émanant du ministère de la Justice, concernant les mandats confiés à des procureurs de la Couronne pour recueillir des renseignements sur la crise d'octobre 1970.

(Document de la session n° 422.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charon, la motion suivante apparaissant à son nom à l'article 132 du Feuilleton, est retirée:

Que les amendements ci-après soient apportés au règlement sessionnel de l'Assemblée nationale:

1. Que l'article 2 soit remplacé par le suivant:

«L'article 30 est amendé en remplaçant dans le paragraphe 1, les mots «à 15 heures, le mardi, le mercredi et le jeudi, et à 10 heures le vendredi», par les mots: «à 14 heures le mardi et le jeudi, et à 15 heures le mercredi.»»

2. Que l'article 3 soit amendé en retranchant les paragraphes a) et c) pour devenir:

«L'article 31 est amendé en retranchant dans le paragraphe 1 les mots «et à 13 heures le vendredi.»»

3. Que l'article 5 soit amendé en retranchant le paragraphe suivant:

«Toutefois, le mercredi, l'Assemblée ne procède aux affaires courantes que lors de la reprise des travaux à 15 heures et les questions de privilège en vertu du paragraphe 1 de l'article 49

concerning the awarding of a \$4.5 million grant to the municipality of the City of Laval, pursuant to an Order in Council, dated 30 March 1977.

(Sessional Papers, No. 421.)

By Mr Bédard:

Correspondence from the Department of Justice concerning mandates given to Crown Prosecutors to collect information on the 1970 October crisis.

(Sessional Papers, No. 422.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charon, the following motion appearing under his name at Item 132 of the Agenda Paper, was withdrawn:

That the following amendments be made to the Sessional Orders of the National Assembly:

1. That Sessional Order 2 be replaced by the following:

"Standing Order 30 is amended by replacing in paragraph 1, the words 'at three o'clock in the afternoon on Tuesdays, Wednesdays and Thursdays, and at ten o'clock in the morning on Fridays', by the words: 'at two o'clock in the afternoon on Tuesdays and Thursdays, and at three o'clock in the afternoon on Wednesdays'."

2. That Sessional Order 3 be amended by striking out paragraphs (a) and (c), to read as follows:

"Standing Order 31 is amended by striking out in paragraph 1, the words 'and at one o'clock in the afternoon on Fridays'."

3. That Sessional Order 5 be amended by striking out the following paragraph:

"However, on Wednesdays, the Assembly shall take up routine business only when proceedings are resumed at three o'clock in the afternoon, and questions of privilege under paragraph

de même que les motions d'urgence en vertu de l'article 78 ne peuvent se faire avant l'expédition des affaires courantes, les avis prévus à ces articles étant donnés avant 14 heures.»

4. *Que* l'article 16 des amendements du 22 février 1978 soit abrogé.

Ainsi que l'amendement de M. Bellemare proposant:

Que la motion en discussion soit amendée comme suit:

1. en remplaçant dans la huitième ligne du premier paragraphe les mots «et à 15 heures le mercredi» par les mots suivants: «à 15 heures le mercredi et à 10 heures le vendredi»;

2. en remplaçant dans le paragraphe 2 tous les mots qui suivent après le mot «amendé» dans la première ligne par les mots suivants: «en retranchant les paragraphes b) et c)»;

3. en retranchant le paragraphe 4.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de Mme Payette les félicitations de cette Assemblée sont adressées à Mme Leblanc-Bantey, à l'occasion de sa prochaine maternité.

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mme Lavoix-Roux propose que cette Assemblée offre ses félicitations et ses remerciements à Mme Laurette Champigny Robillard pour le magnifique travail qu'elle a accompli à la présidence du Conseil du statut de la femme.

La motion est adoptée.

1 of Standing Order 49 as well as motions relating to urgent matters under Standing Order 78 may not be made before the dispatch of routine business, notices provided for in these Standing Orders having been given before two o'clock in the afternoon."

4. *That* Sessional Order 16 of the amendments of 22 February 1978 be repealed.

And the amendment by Mr Bellemare proposing:

That the motion under debate be amended as follows:

1. by replacing in the tenth and eleventh lines in paragraph 1, the words "and at three o'clock in the afternoon on Wednesdays", by the following words: "at three o'clock in the afternoon on Wednesdays, and at ten o'clock in the morning on Fridays";

2. by replacing in paragraph 2, all the words after the word "amended" in the first line therein by the following words: "by striking out paragraphs (b) and (c)";

3. by striking out paragraph 4.

With the unanimous consent of the Assembly and on the motion of Mrs Payette, sincere best wishes were extended to an expectant mother, Mrs Leblanc-Bantey.

With the unanimous consent of the Assembly, Mrs Lavoie-Roux moved that congratulations and acknowledgement be expressed to Mrs Laurette Champigny Robillard for her exceptional work as Chairwoman of the Council on the Status of Women.

The motion was adopted.

M. Charron propose que la Commission permanente des affaires municipales siège à la Salle 81 «A», immédiatement jusqu'à dix-huit heures, pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 66.—Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières;

Projet de loi n° 79.—Loi modifiant la Loi concernant les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Dussault, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Payette, Perron, Proulx, Raynauld, Russell, Samson, Scowen, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—86.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose que le nom de M. Burns soit substitué à celui de M. Laplante sur la liste des membres de la Commission de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée.

Mr Charron moved that the Standing Committee on Municipal Affairs do sit immediately in Room 81 "A" until six o'clock P.M., for a section by section examination of the following bills:

Bill 66.—An Act to amend the Act to authorize municipalities to collect duties on transfers of immoveables;

Bill 79.—An Act to amend the Act respecting retirement plans for mayors and councillors of cities and towns.

The motion was adopted on the following vote:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved that the name of Mr Laplante be replaced by that of Mr Burns on the list of members of the Committee on the National Assembly.

The motion was adopted.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Bellemare:

1. À quelle date l'hôpital de Blanc-Sablon a-t-il été mis en tutelle?
2. Cette tutelle est-elle terminée?
3. Dans l'affirmative, quelles réformes ont été mises en place?
4. Dans la négative, le gouvernement prévoit-il que la tutelle est à la veille de prendre fin?

Réponse de M. Lazure:

1. Le 3 août 1977.
2. Oui.
3. a) Nouveau conseil d'administration en place; changement de directeur général;
- b) on a confié la responsabilité d'administrer les missions médicales sur la Basse Côte Nord à cet hôpital;
- c) réaménagements physiques; on comblera le besoin en résidence;
- d) on considère actuellement les demandes de personnel sur les sorties;
- e) les conditions faites aux médecins par les ententes signées et les conditions de logement sont là pour attirer les médecins;
- f) la population est actuellement consultée sur la vocation de l'établissement.
4. Néant.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Forget:

Pour chacun des centres d'accueil pour personnes âgées dont le nom ou la municipalité apparaît ci-après:

- a) Acton Vale;
- b) Sutton;
- c) Cowansville;

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare:

1. On what date was the Blanc-Sablon hospital placed under trusteeship?
2. Has this trusteeship ended?
3. If so, what changes were introduced?
4. If not, does the Government expect this trusteeship to end soon?

Answer by Mr Lazure:

1. 3 August 1977.
2. Yes.
3. (a) A new Board of Directors; a new administrator;
- (b) this hospital is now in charge of the medical missions to the Lower North Shore;
- (c) construction and renovations; a future residence will meet staff housing needs;
- (d) at present, staff needs are based on departures;
- (e) the terms of the signed agreements and living accommodations are designed to attract medical doctors;
- (f) the population of this area is being consulted on the orientation of the institution.
4. Nil.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Forget:

For each reception centre for senior citizens, the name or the municipality of which appears hereafter:

- (a) Acton Vale;
- (b) Sutton;
- (c) Cowansville;

- d) La Petite Nation;
- e) Argenteuil;
- f) Saint-Benoît;
- g) Dorion;
- h) Gatineau;
- i) Montarville;
- j) Champlain;
- k) Longueuil;
- l) Colombo;
- m) La Salle;
- n) Résidence Sainte-Anne (Montréal);
- o) Résidence Villeray;
- p) Duhamel;
- q) Lanoraie;
- r) Marieville;
- s) Cap-aux-Meules;
- t) Baie Saint-Paul;
- u) Giffard;
- v) Montréal-Mercier;
- w) Montréal-Maimonides.

1. Existe-t-il un arrêté en conseil toujours en vigueur pour en favoriser la réalisation?

2. Quels sont:

- a) la capacité d'accueil;
- b) le coût prévu selon la plus récente évaluation?

3. À laquelle des étapes suivantes chaque centre en est-il rendu:

- a) acquisition du terrain;
- b) esquisse préliminaire;
- c) esquisse définitive;
- d) plans détaillés;
- e) appel d'offres;
- f) contrat adjugé?

4. À quelle date chaque centre concerné a-t-il commencé ou doit-il commencer à recevoir des bénéficiaires?

Sur la motion de M. Charron, il est —

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lazure dépose ledit document.

(Document de la session n° 423.)

- (d) La Petite Nation;
- (e) Argenteuil;
- (f) Saint-Benoît;
- (g) Dorion;
- (h) Gatineau;
- (i) Montarville;
- (j) Champlain;
- (k) Longueuil;
- (l) Colombo;
- (m) La Salle;
- (n) Sainte-Anne Residence; (Montreal);
- (o) Villeray Residence;
- (p) Duhamel;
- (q) Lanoraie;
- (r) Marieville;
- (s) Cap-aux-Meules;
- (t) Baie Saint-Paul;
- (u) Giffard;
- (v) Montréal-Mercier;
- (w) Montréal-Maimonides.

1. Is there an Order in Council still in force authorizing its establishment?

2. What is:

- (a) the capacity for admissions;
- (b) the expected cost according to the most recent estimates?

3. Which of the following stages has each centre reached:

- (a) purchase of land;
- (b) preliminary sketch;
- (c) final sketch;
- (d) detailed drawings;
- (e) call for tenders;
- (f) awarding of contract?

4. On what date did (will) each of these centres start to admit senior citizens?

On motion of Mr Charron, —

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lazure tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 423.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Fontaine:

1. Du 15 novembre 1976 au 1^{er} avril 1978, quelle est la liste des employés du ministère des Affaires intergouvernementales qui ont effectué des voyages à l'extérieur du Canada?

2. Pour chacun de ces employés, quels sont:

- a) le nombre de voyages;
- b) le but du voyage;
- c) les villes visitées;
- d) la durée du voyage;
- e) le coût des frais de transport;
- f) le coût des frais d'hôtel;
- g) le coût des frais de représentation?

Sur la motion de M. Charron, il est —

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Morin (Louis-Hébert), dépose ledit document.

(Document de la session n° 424.)

Sur la motion de M. Forget, il est —
Ordonné qu'il soit déposé:

1. Copie des directives adressées par le ministère des Affaires sociales relativement à l'organisation et au financement de l'enseignement médical, y compris la formation clinique dans les centres hospitaliers affiliés à une université.

2. Copie des comptes rendus faits par des fonctionnaires à la suite de rencontres tenues avec les doyens des facultés de médecine relativement au contingentement des places d'internes et de résidents dans les hôpitaux affiliés ainsi que des études et projections du nombre d'étudiants en médecine, d'internes et de résidents sur lesquelles les directives susmentionnées sont basées.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Fontaine:

1. What are the names of the employees of the Department of Intergovernmental Affairs who travelled outside Canada from 15 November 1976 to 1 April 1978?

2. In each case, what were:

- (a) the number of trips;
- (b) the purpose of each trip;
- (c) the cities visited;
- (d) the duration of the trip;
- (e) transportation expenses;
- (f) hotel expenses;
- (g) representation expenses?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mr Morin (Louis-Hébert).

(Sessional Papers, No. 424.)

On motion of Mr Forget,—

Ordered, that there be tabled:

1. Copy of directives issued by the Department of Social Affairs concerning the planning and funding of medical training, including clinical training in hospital centres affiliated with a university.

2. Copy of the reports prepared by officials of the Department following meetings with the deans of medical faculties to discuss quotas on interns and residents in affiliated hospitals, as well as the studies and projections on the number of medical students, interns and residents, which determined the above directives.

M. Lazure dépose ledit document.

(*Document de la session n° 425.*)

Conformément à l'article 91 du règlement, M. Raynauld propose:

Que cette Assemblée exprime l'avis que le gouvernement du Québec devrait, d'une manière extrêmement urgente, prendre, en collaboration avec les autres agents de la vie économique, des mesures spéciales, concrètes et efficaces pour éviter que le nombre des chômeurs québécois ne prenne, au cours des prochains mois d'hiver, des proportions encore plus graves au niveau des différentes régions du Québec.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Charbonneau.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain, quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Mr Lazure tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 425.*)

In accordance with Standing Order 91, Mr Raynauld moved:

That in the opinion of the Assembly, the Government, in collaboration with the other economic agents, should most urgently take special concrete and effective measures to prevent even greater unemployment during the winter months in the various regions of the Province.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Charbonneau.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

N° 71

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 2 novembre 1978

Quatorze heures

Thursday, 2 November 1978

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 426.)

By Mr Morin (Sauvé):

Annual report of the Professional Corporation of Medical Technologists of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 426.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 427.)

Annual report of the Professional Corporation of Social Workers of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 427.)

Rapport annuel de l'Ordre des agronomes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1978.

(Document de la session n° 428.)

Annual report of the Order of Agrologists of Québec, for the fiscal year ended 31 March 1978.

(Sessional Papers, No. 428.)

Rapport annuel de l'Ordre des dentistes du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 429.)

Annual report of the Order of Dentists of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 429.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 430.)

Par M. Léger:

Avis du Conseil consultatif de l'environnement, suite à la requête d'audiences publiques pour la protection du boisé des Franciscaines (Colline parlementaire, Québec), en date de septembre 1978.

(Document de la session n° 431.)

Par M. Garon:

Rapport annuel de la Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 432.)

Le projet de loi n° 29, «Loi concernant le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec», est présenté par M. Charron, au nom de M. Bérubé, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Charron donne l'avis suivant:

Mardi prochain, le 7 novembre 1978, la Commission permanente des affaires sociales siégera au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, pour entendre les représentants de l'Association des chirurgiens dentistes du Québec.

Mercredi, le 29 novembre 1978, la Commission de l'Assemblée nationale siégera au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, en vue d'étudier les meilleurs moyens à prendre pour assurer un contrôle et une surveillance plus efficaces sur le

Annual report of the Professional Corporation of Industrial Administration Accountants of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 430.)

By Mr Léger:

Recommendations of the Advisory Council on the Environment regarding the request for public hearings to conserve the wooded property formerly belonging to the Franciscan nuns (Parliament Hill, Québec), dated September 1978.

(Sessional Papers, No. 431.)

By Mr Garon:

Annual report of the Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles, for 1977.

(Sessional Papers, No. 432.)

Bill 29, "An Act respecting the land regime in the James Bay and New Québec territories", was introduced by Mr Charron, on behalf of Mr Bérubé, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Charron gave the following notice:

Next Tuesday, 7 November 1978, the Standing Committee on Social Affairs will sit in the Red Room, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., for the purpose of hearing the representatives of the Québec Dental Surgeons' Association.

Wednesday, 29 November 1978, the Committee on the National Assembly will sit in the Red Room, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to study the best measures to take in order to ensure more effective control and supervision of the operation and

fonctionnement et la performance des sociétés d'État québécoises par le gouvernement et par les membres de l'Assemblée nationale.

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente des affaires sociales siégera pour discuter la question avec débat du Député de Mégantic-Compton au Ministre des Affaires sociales sur le sujet suivant: Le projet de réorganisation administrative du ministère des Affaires sociales et ses conséquences sur tout le réseau des services socio-sanitaires.

M. le Président donne avis que le vendredi 10 novembre 1978, la Commission permanente des affaires municipales siégera pour discuter la question avec débat du Député de Notre-Dame-de-Grâce au Ministre des Affaires municipales sur le sujet suivant:

L'habitation au Québec.

M. Charron propose que la Commission permanente des affaires municipales siège à la Salle 81 «A» immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 38, «Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives».

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Payette proposant que le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est suspendu.

performance of Québec Government corporations, by the Government and Members of the National Assembly.

The Standing Committee on Social Affairs will sit tomorrow in the Red Room, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Mégantic-Compton to the Minister of Social Affairs on the following matter: The projected operational restructuring of the Department of Social Affairs and its effect on the entire system of social health services.

Mr President gave notice that Friday, 10 November 1978, the Standing Committee on Municipal Affairs will sit to discuss the question for debate by the Member for Notre-Dame-de-Grâce to the Minister of Municipal Affairs on the following matter:

Housing in Québec.

Mr Charron moved that the Standing Committee on Municipal Affairs do sit immediately in Room 81 "A" until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for a section by section examination of Bill 38, "An Act to amend the Québec Urban Community Act and other legislation".

The motion was adopted.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mrs Payette proposing that Bill 72, "Consumer Protection Act", be now read the second time.

The debate was suspended.

M. le Président communique à l'Assemblée qu'il a reçu un avis du Député de Nicolet-Yamaska lui indiquant qu'il n'est pas satisfait d'une réponse donnée à une question qu'il a posée au Ministre de la Justice hier, et qu'il a l'intention de se prévaloir des dispositions de l'article 174 du règlement pour soulever le problème au cours d'un débat de fin de soirée.

Le Député, de plus, déclare que le Ministre s'est refusé aujourd'hui même à répondre à une question sur le sujet.

M. le Président déclare que l'avis fait référence à une réponse donnée au cours de la période de questions d'hier, et par conséquent, il n'est pas conforme aux prescriptions du paragraphe 2 de l'article 174; aussi, le Député aujourd'hui n'a formulé aucune question au Ministre de la Justice, mais plutôt une demande de directive au Président.

C'est pourquoi il refuse la tenue du débat.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Payette proposant que le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur», soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Michaud.

Mr President informed the Assembly that he had received notice from the Member for Nicolet-Yamaska stating the latter's dissatisfaction with the answer given to a question that he had raised yesterday and his intention to avail himself of the provisions of Standing Order 174 to raise the matter in a debate at adjournment.

Furthermore, the Member indicated that the Minister had refused today to answer a question on the same topic.

Mr President declared that as the notice referred to an answer given yesterday during the question period, it did not comply with the provisions of paragraph 2 of Standing Order 174; moreover, the Member did not raise any question to the Minister of Justice today but rather asked for a directive from the President.

The holding of the debate was therefore denied by Mr President.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mrs Payette proposing that Bill 72, "Consumer Protection Act", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Michaud.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain, quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

N° 72

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 7 novembre 1978

Quatorze heures

Déclaration ministérielle de M. Parizeau, ministre des finances et du revenu, concernant certaines modifications à apporter aux lois fiscales du Québec, suite à la législation adoptée par le gouvernement fédéral.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 433.)

Rapport annuel de l'Université du Québec, pour l'année 1977/78, accompagné d'un recueil de statistiques.

(Document de la session n° 434.)

Par M. O'Neill:

Rapport préparé par Multi-Réso Inc. pour le ministère des Communi-

Tuesday, 7 November 1978

Two o'clock P.M.

Statement by Mr Parizeau, Minister of Finance and Revenue, introducing planned amendments to the Québec taxation acts, in conformity with revised federal tax legislation.

The following documents were tabled:

By Mr Morin (Sauvé):

Annual report of the Professional Corporation of Speech Therapists and Audiologists of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 433.)

Annual report of the Université du Québec, together with statistics, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 434.)

By Mr O'Neill:

Report prepared by Multi-Réso Inc. at the request of the Québec Depart-

cations du Québec, en date du 1^{er} octobre 1978, intitulé: *Une agence de presse au Québec? Nécessité, utilité et viabilité économique.*

(Document de la session n° 435.)

Par Mme Payette:

Rapport annuel du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 436.)

Par M. Parizeau:

Rapport annuel de la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 437.)

M. Cardinal, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a siégé le mardi 31 octobre 1978, aux fins d'étudier les rapports 1976 et 1977 du Protecteur du citoyen.

(Document de la session n° 438.)

M. Guay, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 38, «Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 439.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Parizeau:

Projet de loi n° 88.—Loi modifiant la Loi des licences;

ment of Communications on the feasibility and economic viability of a new press agency in Québec, dated 1 October 1978.

(Sessional Papers, No. 435.)

By Mrs Payette:

Annual report of the Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 436.)

By Mr Parizeau:

Annual report of the Société d'exploitation des loteries et courses du Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 437.)

Mr Cardinal, the appointed reporter, tabled the report of the Committee on the National Assembly which sat on Tuesday, 31 October 1978, for the purpose of examining the 1976 and 1977 reports of the Public Protector.

(Sessional Papers, No. 438.)

Mr Guay, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which examined Bill 38, "An Act to amend the Québec Urban Community Act and other legislation", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 439.)

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Parizeau:

Bill 88.—An Act to amend the License Act;

Projet de loi n° 89.—Loi modifiant de nouveau la Loi de la taxe sur les carburants.

Par M. Lessard:

Projet de loi n° 91.—Loi modifiant la Loi des transports.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charon, des vœux de prompt rétablissement et de prochain retour à cette Assemblée sont offerts à M. Jacques Lessard, secrétaire-adjoint, actuellement hospitalisé.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, cette Assemblée offre ses félicitations à tous les maires et conseillers municipaux élus et réélus les 30 octobre et 5 novembre derniers, de même qu'à ceux dont les mandats ont pris fin, aux mêmes dates, dans les diverses municipalités du Québec.

Avant l'appel des affaires du jour et conformément à l'article 78 du règlement, M. Pagé propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, savoir: La situation grave et anormale qui prévaut au Pavillon Charleroi-Boyer à Montréal.

Après les brèves explications du Député de Portneuf, M. le Président rappelle que même si tous les conflits de travail sont importants, l'importance n'est pas toujours absolue, que la coutume est de ne pas recevoir les motions de débat d'urgence relatives à des conflits de travail lorsque des négociations sont en cours, que le problème au Pavillon Charleroi-Boyer n'est pas d'envergure nationale et qu'enfin, il faut tenir compte des res-

Bill 89.—An Act to again amend the Fuel Tax Act.

By Mr Lessard:

Bill 91.—An Act to amend the Transport Act.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charon, best wishes for a rapid recovery and return to the Assembly were extended to Mr Jacques Lessard, Assistant Secretary, who is in the hospital at the present time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Gratton, congratulations were extended to all municipal mayors and councillors who were elected or re-elected on 30 October and 5 November, and also to the outgoing officers in the various Québec municipalities.

Before Business of the Day was called and in accordance with Standing Order 78, Mr Pagé moved that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely: The serious and unusual situation prevailing at the Pavillon Charleroi-Boyer, in Montreal.

Following a brief explanatory statement by the Member for Portneuf, Mr President pointed out that although all labour disputes are important, their importance is not always absolute, that, as a rule, motions for an emergency debate on labour disputes are not received if negotiations are under way, that the controversy at the Pavillon Charleroi-Boyer did not constitute a province-wide issue and, finally, that account had to be taken of the ad-

ponsabilités administratives du gouvernement qui, cette semaine, n'a que la séance d'aujourd'hui pour présenter sa législation. Pour ces motifs il déclare la motion irrecevable.

M. Charron donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des finances et des comptes publics siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 63.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Projet de loi n° 64.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants;

Projet de loi n° 68.—Loi constituant la Société des loteries et courses du Québec.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 73, «Loi modifiant la Loi des régimes supplémentaires de rentes».

M. Charron propose que la Commission permanente des affaires sociales siège immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour entendre les représentants de l'Association des chirurgiens dentistes du Québec, les négociateurs gouvernementaux et les représentants de la Corporation pro-

ministrative responsibilities of the Government which, this week, had only the sitting of the day in which to introduce legislation. For these reasons the motion was declared inadmissible.

Mr Charron gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Finance and Public Accounts will sit for a section by section examination of the following bills:

Bill 63.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act;

Bill 64.—An Act to amend the Fuel Tax Act;

Bill 68.—An Act to incorporate the Société des loteries et courses du Québec.

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs will sit for a section by section examination of Bill 73, "An Act to amend the Supplemental Pension Plans Act".

Mr Charron moved that the Standing Committee on Social Affairs do sit immediately until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for the purpose of hearing representatives of the Québec Dental Surgeons' Association, Government negotiators and representatives of the Professional Corporation of the Order of

fessionnelle de l'Ordre des dentistes du Québec, concernant le conflit qui oppose les dentistes au ministère des Affaires sociales.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Dentists of Québec, concerning the dispute between dentists and the Department of Social Affairs.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Bédard, Bellemare, Bertrand, Biron, Bisaillon, Blank, Boucher, Brassard, Brochu, Caron, Charron, Ciaccia, Clair, Cordeau, Cuerrier, de Bellefeuille, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Garneau, Garon, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Parizeau, Payette, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynald, Roy, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois, Verreault.—82.

CONTRE—NAYS:—0.

Conformément à l'article 174 du règlement, M. le Président communique à l'Assemblée un avis reçu de M. Ciaccia à l'effet qu'il n'est pas satisfait d'une réponse du Ministre délégué à l'énergie, concernant la hausse des tarifs de l'Hydro-Québec, et qu'il désire soulever un débat à la fin de la séance d'aujourd'hui.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Payette proposant que le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur», soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

In accordance with Standing Order 174, Mr President informed the Assembly that he had received a notice from Mr Ciaccia stating his dissatisfaction with an answer given by the Minister-Delegate, Energy, concerning the rate increase of Hydro-Québec, and requesting that a debate be held at the end of today's sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mrs Payette proposing that Bill 72, "Consumer Protection Act", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was concluded.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Charron, Madame le Président remet à demain, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

Conformément à l'article 174 du règlement, le débat est tenu.

Le Ministre délégué à l'énergie répond, au nom du gouvernement, à la question soulevée par le Député de Mont-Royal.

À vingt-deux heures, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain, quinze heures.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Charron, Madam President postponed the entry of names of the vote on this motion until tomorrow, before Orders of the Day are called.

In accordance with Standing Order 174, the debate was held.

The Minister-Delegate, Energy, on behalf of the Government, replied to the question raised by the Member for Mount-Royal.

At ten o'clock P.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

N° 73

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 8 novembre 1978

Quinze heures

Wednesday, 8 November 1978

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 443.)

By Mr Morin (Sauvé):

Annual report of the Professional Corporation of Chartered Administrators of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 443.)

Rapport annuel de l'Ordre des notaires du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 444.)

Annual report of the Order of Notaries of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 444.)

Par M. O'Neill:

Rapport annuel de l'Éditeur officiel du Québec indiquant le nombre d'exemplaires du recueil des lois qui ont été imprimés au cours de l'année précédente, les personnes à qui des exemplaires de ce recueil ont été distribués et le nombre qui leur a été livré, l'autorisation en vertu de laquelle la livraison a été faite et le nombre d'exem-

By Mr O'Neill:

Annual report of the Québec Official Publisher showing the number of copies of the compilation of the statutes printed during the previous year, the persons to whom copies of such compilation were distributed and the number delivered to them and under what authority, and the number of copies of the compilation of the statutes

plaires de recueils des lois qui restent alors en sa possession (1968, c. 8, aa. 25 et 26, édictés par a. 8).

(Document de la session n° 445.)

Par M. Marois:

Rapport annuel de la Commission des affaires sociales, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 446.)

M. Brassard, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 66.—Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières;

Projet de loi n° 79.—Loi modifiant la Loi concernant les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes.

Les projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session n° 447.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Biron propose:

Qu'à l'occasion de la visite au Québec, d'un éminent chef politique, M. Menachem Begin, le Premier ministre d'Israël, les membres de cette Assemblée lui souhaitent officiellement et à l'unanimité la bienvenue sur le territoire québécois.

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de Mme Payette proposant que le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur», soit maintenant lu la deuxième fois.

still remaining in his possession (1968, c. 8, ss. 25 and 26, enacted by s. 8).

(Sessional Papers, No. 445.)

By Mr Marois:

Annual report of the Social Affairs Commission, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 446.)

Mr Brassard, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which examined the following bills, after second reading:

Bill 66.—An Act to amend the Act to authorize municipalities to collect duties on transfers of immoveables;

Bill 79.—An Act to amend the Act respecting retirement plans for mayors and councillors of cities and towns.

The bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 447.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Biron moved:

That on the occasion of the visit of a distinguished political leader, Mr Menachem Begin, Prime Minister of Israel, the Members of the Assembly do officially and unanimously welcome him to Québec.

The motion was adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mrs Payette proposing that Bill 72, "Consumer Protection Act", be now read the second time.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Biron, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Garon, Gendron, Giasson, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynald, Roy, Russell, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—92.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi 72 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières.

Avant l'appel des affaires du jour et conformément à l'article 78 du règlement, M. Ciaccia propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, savoir: La hausse des tarifs de l'électricité.

Après les brèves explications du Député de Mont-Royal, M. le Président s'exprime comme suit:

Le problème est d'envergure nationale et très important; cependant d'autres facteurs doivent être considérés pour décider de l'urgence d'en discuter. La Commission permanente de l'énergie a tenu deux séances récemment pour entendre les représentants de l'Hydro-Québec sur la hausse des

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 72 was referred to the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, for section by section examination.

Before Business of the Day was called and in accordance with Standing Order 78, Mr Ciaccia moved that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely: The increase in electricity rates.

After a brief explanatory statement by the Member for Mount-Royal, Mr President ruled the following:

Although the problem is of great magnitude and of province-wide concern, there are other factors which must be taken into account before deciding to hold an emergency debate. The Standing Committee on Energy recently held two meetings with representatives of Hydro-Québec to discuss

tarifs. L'Assemblée nationale a été saisie d'une motion portant sur le même sujet il y a peu de temps.

Hier, la période de questions a été consacrée en grande partie à cette affaire et un mini-débat a même été tenu en fin de soirée. Ce serait créer un précédent, dans le cadre d'un débat d'urgence, que de permettre à l'Assemblée de discuter un geste administratif déjà posé par le gouvernement. De plus, il est de notoriété publique que la hausse des tarifs n'entrera en vigueur que le 1^{er} janvier prochain, ce qui permettra d'autres occasions de pouvoir en discuter.

Pour toutes ces raisons, la motion est jugée irrecevable.

M. Charron donne l'avis suivant:

Mercredi prochain, le 15 novembre 1978, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur», et entendre les représentants des organismes qui en ont fait la demande.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'immigration siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 77, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration».

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente des finances siégera pour étudier, article par article, les projets de loi n°s 61 et 62.

the rate increase. Not too long ago, a motion on the same topic was presented in the Assembly.

Yesterday, most of the Question Period was devoted to this matter and a mini-debate was also held at adjournment. It would be setting a precedent to allow the Assembly to hold a debate on an administrative decision already approved by the Government. Furthermore, it is common knowledge that the new rates will be effective only as of 1 January 1979, thereby allowing ample time for later debate.

For all these reasons, the motion was deemed to be inadmissible.

Mr Charron gave the following notice:

Next Wednesday, 15 November 1978, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit to examine Bill 72, "Consumer Protection Act", and to hear the representatives of organizations who have requested a meeting.

In Room 81 "A":

The Committee on Immigration will sit for a section by section examination of Bill 77, "An Act to amend the Immigration Department Act".

The Standing Committee on Finance will sit tomorrow in the Red Room, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., for a section by section examination of Bills 61 and 62.

M. Charron propose que la Commission permanente des finances siège au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à dix-huit heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 63, «Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie».

La motion est adoptée.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Forget:

Concernant les nominations des membres de conseils d'administration d'établissements de santé et de services sociaux qui ont été faites par le lieutenant-gouverneur en conseil au cours de l'année 1977, conformément au chapitre 48 des Lois du Québec 1971:

1. Quel est, pour chaque catégorie des personnes nommées, le nombre et le pourcentage de celles qui:

a) ont vu leur mandat renouvelé;

b) sont de sexe féminin;

c) sont employées dans un établissement d'affaires sociales;

d) sont des médecins;

e) ont été recommandées par un ou plusieurs syndicats de salariés;

f) ont été recommandées par le Mouvement national des Québécois, la Société Saint-Jean-Baptiste ou le Mouvement du Québec français;

g) ont été candidats pour le Parti québécois lors d'élections générales ou partielles, depuis le 29 avril 1970?

Mr Charron moved that the Standing Committee on Finance do sit immediately in the Red Room until six o'clock P.M., for a section by section examination of Bill 63, "An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act".

The motion was adopted.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Forget:

As regards the members of boards of directors of health and social services institutions, who were appointed in 1977 by the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to chapter 48 of the 1971 Statutes of Québec:

1. For each category of appointees what is the number and percentage of those:

(a) whose terms of office have been renewed;

(b) who are women;

(c) who are employed in a social services institution;

(d) who are doctors;

(e) who were recommended by one or several labour unions;

(f) who were recommended by the Mouvement national des Québécois, the Société Saint-Jean-Baptiste or the Mouvement du Québec français;

(g) who were Parti québécois candidates in a general election or by-election, since 29 April 1970?

Réponse de M. Lazure:

1. a) 346 mandats ont été renouvelés sur 926 (37.3%);

b) 230 personnes de sexe féminin, soit 24.8%;

c) 31 personnes, soit 3.3%, sont employées dans un établissement d'affaires sociales;

d) 17 médecins, soit 1.8%;

e) 45 personnes, soit 4.8% ont été recommandées par un ou plusieurs syndicats de salariés;

f) 55 ont été recommandées par le Mouvement national des Québécois, soit 5.9%;

— 16 ont été recommandées par la Société Saint-Jean-Baptiste; soit 1.7%;

— aucune n'a été recommandée par le Mouvement du Québec français;

g) aucune des personnes nommées n'a été candidat lors de l'élection du 15 novembre 1976.

Question de M. Grenier:

1. Depuis le 1^{er} janvier 1977, le Ministre des Affaires sociales ou l'un de ses adjoints a-t-il déjà écrit aux autorités d'un établissement de santé et de services sociaux subventionné par le gouvernement pour leur demander de changer de courtier d'assurances?

2. Dans l'affirmative, quel courtier a été recommandé par le ministère?

Réponse de M. Lazure:

1. Je n'ai jamais écrit aux autorités d'un établissement de santé ou de services sociaux subventionné par le gouvernement pour leur demander de changer de courtier d'assurances et je n'ai jamais donné d'avis en ce sens à aucun de mes fonctionnaires.

2. Néant.

Answer by Mr Lazure:

1. (a) 346 out of 926, or 37.3% of the appointees have had their terms of office renewed;

(b) 230 or 24.8% of these are women;

(c) 31 or 3.3% are employed in a social services institution;

(d) 17 or 1.8% are doctors;

(e) 45 or 4.8% were recommended by one or several labour unions;

(f) 55 or 5.9% were recommended by the Mouvement national des Québécois;

— 16 or 1.7% were recommended by the Société Saint-Jean-Baptiste;

— none was recommended by the Mouvement du Québec français;

(g) none of the appointees was a candidate in the general election of 15 November 1976.

Question by Mr Grenier:

1. Since 1 January 1977, has the Minister of Social Affairs or one of his assistants written to the administrators of any health and social services institution to request a change of insurance broker?

2. If so, which broker was recommended by the Department?

Answer by Mr Lazure:

1. At no time did I write to the administrators of a health and social services institution subsidized by the Government to request a change of insurance broker, nor did I assign this to any of my officials.

2. Nil.

Question de M. Grenier:

1. Au cours de la saison de pêche 1978, combien d'infractions aux règlements du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, ont été retenues par les agents de conservation?
2. De ce nombre, combien d'infractions ont fait l'objet de poursuites devant les tribunaux?

Réponse de M. Duhaime:

1. 6 672;
2. 1 139.

Question de M. Grenier:

1. Depuis l'achat du Manoir Richelieu, jusqu'au 1^{er} octobre 1978, quel est le montant total dépensé par le gouvernement au chapitre de la rénovation et de la restauration?
2. Quels sont, pour les mêmes dates, les revenus que le gouvernement a retirés du Manoir?

Réponse de M. Duhaime:

1. Depuis l'achat du Manoir Richelieu jusqu'au 1^{er} octobre 1978, un montant de \$2 957 340,56 a été dépensé pour les travaux de transformations et équipement. Un montant de \$310 833,81 a été versé pour honoraires professionnels pour un grand total de \$3 368 214,37.

Question by Mr Grenier:

1. During the 1978 fishing season, how many violations of the regulations of the Department of Tourism, Fish and Game were reported by the conservation officers?
2. How many of these were prosecuted?

Answer by Mr Duhaime:

1. 6 672;
2. 1 139.

Question by Mr Grenier:

1. From the date of purchase to 1 October 1978, how much did the Government spend to renovate and restore the Manoir Richelieu?
2. For the same period, what was the Government's revenue from the Manoir?

Answer by Mr Duhaime:

1. From the date of purchase of the Manoir Richelieu to 1 October 1978, an amount of \$2 957 340.56 was spent on renovations and equipment. An additional amount of \$310 833.81 was paid out in professional fees, for a total of \$3 268 214.37.

2. Revenus du gouvernement du Québec (en milliers \$) / *Revenue of the Government of Québec (in thousand dollars):*

	1976	1977	1978
Taxe des repas & hôtellerie / <i>Meals and hotel tax</i>	\$133,4	\$222,0	\$112,7
Déductions à la source, en faveur du ministère du Revenu du Québec / <i>Deductions at source paid to the Québec Department of Revenue</i>	48,2	70,8	86,0
Excédent des revenus sur les dépenses après paiement de la rémunération à la Société Delta Inc. / <i>Balance of revenue after payment to the Société Delta Inc.</i>		127,8	100,0 *
TOTAL:	<u>\$181,6</u>	<u>\$420,6</u>	<u>\$298,7</u>
			<u>\$900,9</u>

* Les recettes sont perçues intégralement par la Société Delta Inc. et sont appliquées au paiement des dépenses pour l'exploitation du Manoir Richelieu / *Receipts are collected in full by the Société Delta Inc. and are applied to cover the operating costs of the Manoir Richelieu.*

Question de M. Ciaccia:

1. Quels sont les noms et adresses des personnes qui ont effectué les travaux de composition et d'impression du livre blanc (format de poche) sur la politique québécoise de la langue française?

2. Quel est le montant du contrat, dans chaque cas?

3. Combien d'exemplaires ont été imprimés?

4. Ces contrats ont-ils été accordés à la suite d'appels d'offres en circuit fermé?

5. Dans l'affirmative, quels sont:

a) les noms et adresses des soumissionnaires;

b) le montant de chaque soumission?

Question by Mr Ciaccia:

1. What are the names and addresses of the persons responsible for the typesetting and printing of the pocket-book edition of the Government's white paper on the French language?

2. In each case, for what amount was the contract?

3. How many copies were printed?

4. Were these contracts awarded following calls for sealed tenders?

5. If so:

(a) what are the names and addresses of those who tendered;

(b) what is the amount of each tender?

Réponse de M. Laurin:

1. Après appels d'offres en circuit fermé parmi la liste des fournisseurs de l'Éditeur officiel, c'est la firme suivante qui a obtenu le contrat: MONOLINO, 39, rue Sault-au-Matelot, Québec.

2. Le montant du contrat était:

a) pour la version française:
\$43 000;

b) pour la version anglaise:
\$6 500.

3. 25 000 exemplaires en français;
3 500 exemplaires en anglais.

Les exemplaires en italien et en grec ont été faites au Service de reprographie de l'Éditeur officiel.

4. Oui.

5. Cette question pourrait être posée à M. Charles-Henri Dubé, Éditeur officiel du Québec.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare:

1. Depuis le 1^{er} janvier 1972, le ministère des Affaires sociales a-t-il reçu des rapports sur les dangers d'incendie à l'Hôpital Louis H. Lafontaine de Montréal?

2. Dans l'affirmative, le ministère a-t-il donné suite à des recommandations qui ont pu lui être faites?

3. Quelles sont les dates de ces rapports?

4. Quelles en étaient les principales recommandations?

5. Quelle est la valeur approximative des dégâts, suite au dernier incendie?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

Answer by Mr Laurin:

1. Following a call for sealed tenders by contractors listed with the Éditeur officiel, the contract was awarded to the following firm: MONOLINO, 39, rue Sault-au-Matelot, Québec.

2. The amount of the contract was:

(a) \$43 000 for copies in French;

(b) \$6 500 for copies in English.

3. 25 000 copies in French;
3 500 copies in English.

The duplicating services of the Éditeur officiel were responsible for the Italian and Greek versions.

4. Yes.

5. This question could be answered by Mr Charles-Henri Dubé, Éditeur officiel du Québec.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bellemare:

1. Since 1 January 1972, has the Department of Social Affairs received any reports concerning fire hazards at the Hôpital Louis H. Lafontaine in Montreal?

2. If so, did the Department follow up on any of these recommendations?

3. What are the dates of the reports?

4. What were their main recommendations?

5. What was the estimated damage from the last fire?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

M. Charron, au nom de M. Lazure, dépose ledit document.

(Document de la session n° 448.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Saindon:

1. Le Ministre des Affaires sociales a-t-il mis de l'avant son projet d'organiser une campagne dans les écoles ayant comme objectif de modifier l'attitude du public vis-à-vis la consommation des drogues?

2. Si oui, par qui cette campagne a-t-elle été préparée et à quel coût?

3. Est-il toujours envisagé de créer une régie des drogues et d'interdire totalement la publicité pharmaceutique afin de décourager une consommation excessive de drogues, en particulier les tranquillisants?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Lazure, dépose ledit document.

(Document de la session n° 449.)

Sur la motion de M. Pagé, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie du rapport qui a été préparé par un groupe d'étude, sur les agences de sécurité, et qui fut remis au Ministre de la Justice au mois de mai 1978.

M. Bédard dépose ledit document.

(Document de la session n° 450.)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion (en vertu de l'article 91 du règlement) de M. Raynauld proposant:

«Que cette Assemblée exprime l'avis que le gouvernement du Québec devrait, d'une manière extrêmement

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mr Lazure.

(Sessional Papers, No. 448.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Saindon:

1. Has the Minister of Social Affairs proceeded with his plans to organize a school campaign aimed at changing the attitude of the public toward the use of drugs?

2. If so, by whom was this campaign organized and at what cost?

3. Is the establishment of a drug board still being considered, along with a complete ban on drug advertising, in an attempt to discourage the excessive use of drugs, particularly tranquilizers?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mr Lazure.

(Sessional Papers, No. 449.)

On motion of Mr Pagé,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of the report of the security agencies review group, submitted to the Minister of Justice in May 1978.

Mr Bédard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 450.)

The Assembly resumed the debate on the motion (under Standing Order 91) by Mr Raynauld proposing:

"That in the opinion of the Assembly, the Government, in collaboration with the other economic agents, should

urgente, prendre, en collaboration avec les autres agents de la vie économique, des mesures spéciales, concrètes et efficaces pour éviter que le nombre des chômeurs québécois ne prenne, au cours des prochains mois d'hiver, des proportions encore plus graves au niveau des différentes régions du Québec.»

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

most urgently take special concrete and effective measures to prevent even greater unemployment during the winter months in the various regions of the Province."

The motion was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Gratton, Grenier, Lamontagne, Lavoie, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, Pagé, Raynald, Roy, Russell, Scowen, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford).—27.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charbonneau, Charron, Chevette, Clair, de Belleval, Desbiens, Fallu, Gendron, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Lavigne, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugois.—51.

À dix-huit heures cinq minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain, quatorze heures.

At five minutes past six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 9 novembre 1978

Quatorze heures

Déclaration ministérielle de M. Parizeau, ministre des finances et du revenu, concernant les modifications qui seront apportées à la Loi sur les impôts afin de permettre à une catégorie d'employés de déduire certains frais de repas et de logement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard:

Rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 451.)

Rapport annuel relatif aux autorisations obtenues par le procureur général du Québec, en vertu de la Loi sur la protection de la vie privée, requis par l'article 178.22 du Code criminel, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 452.)

Thursday, 9 November 1978

Two o'clock P.M.

Statement by Mr Parizeau, Minister of Finance and Revenue, concerning proposed amendments to the Taxation Act that will allow a category of employees to deduct certain meals and lodging expenses.

The following documents were tabled:

By Mr Bédard:

Annual report of the Legal Services Commission, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 451.)

Annual report, for 1977, respecting the authorizations obtained by the Attorney-General of Québec under the Protection of Privacy Act, in accordance with section 178.22 of the Criminal Code.

(Sessional Papers, No. 452.)

Par M. Couture:

Rapport annuel du ministère de l'Immigration du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 453.)

Par M. Morin (Louis-Hébert):

Copie d'une lettre en date du 3 novembre 1978, adressée à Son Excellence M. Mordechai Shalav, ambassadeur d'Israël au Canada, par M. Claude Morin, ministre des Affaires intergouvernementales, relativement à la visite au Québec du Premier ministre d'Israël.

(Document de la session n° 454.)

M. Gravel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 73, «Loi modifiant la Loi des régimes supplémentaires de rentes».

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 455.)

Le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», est présenté par M. Garon, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Garon dépose les documents suivants concernant le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole».

Atlas cartographique, tome 1: Plans provisoires des aires retenues pour fins de contrôle.

(Document de la session n° 440.)

Atlas cartographique, tome 2: Plans provisoires délimitant des aires additionnelles non retenues pour fins de contrôle.

(Document de la session n° 441.)

By Mr Couture:

Annual report of the Department of Immigration of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 453.)

By Mr Morin (Louis-Hébert):

Copy of letter, dated 3 November 1978, addressed to His Excellency Mr Mordechai Shalav, Israeli Ambassador to Canada, by Mr Claude Morin, Minister of Intergovernmental Affairs, concerning the visit to Québec of the Prime Minister of Israel.

(Sessional Papers, No. 454.)

Mr Gravel, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Social Affairs which examined Bill 73, "An Act to amend the Supplemental Pension Plans Act", following second reading.

The bill was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 455.)

Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", was introduced by Mr Garon, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Garon tabled the following documents concerning Bill 90, "An Act to preserve agricultural land".

Land Survey Atlas, Volume 1: Provisional plans of reserved areas.

(Sessional Papers, No. 440.)

Land Survey Atlas, Volume 2: Provisional plans showing the boundaries of additional, non-reserved areas.

(Sessional Papers, No. 441.)

Volume contenant les descriptions techniques des aires retenues pour fins de contrôle apparaissant dans les atlas cartographiques (tomes 1 et 2).

(*Document de la session n° 442.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Caron propose:

Que cette Assemblée rende hommage, à l'occasion de la Fête du Souvenir, à tous les valeureux soldats du Québec et du Canada qui ont donné leur vie, lors des deux guerres mondiales, au nom de la liberté et pour le respect des droits de l'homme.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Lavoie, la nouvelle liste suivante des membres et des intervenants des commissions permanentes pour l'Opposition officielle, est adoptée:

Compilation of technical descriptions of the reserved areas in the Land Survey Atlas (Volumes 1 and 2).

(*Sessional Papers, No. 442.*)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Caron moved:

That the Assembly do commemorate Remembrance Day by paying tribute to those brave soldiers from Québec and Canada alike who lost their lives in the two World Wars, for the sake of freedom and human dignity.

The motion was adopted.

On motion of Mr Lavoie, the following new list of the members and participating members of the Standing Committees for the Official Opposition, was adopted:

Commission des Affaires culturelles—Committee on Cultural Affairs:

Membres—Members:

Mme/Mrs—M./Mr Goldbloom, Lavoie-Roux.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Forget, St-Germain.

Commission des Affaires intergouvernementales—Committee on Intergovernmental Affairs:

Membres—Members:

MM./Messrs Garneau, Levesque (Bonaventure).

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Forget, Raynauld.

Commission des Affaires municipales—Committee on Municipal Affairs:

Membres—Members:

MM./Messrs Caron, Gratton.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Goldbloom, Scowen.

Commission des Affaires sociales—Committee on Social Affairs:

Membres—Members:

Mme/Mrs—M./Mr Lavoie-Roux, Goldbloom.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Forget, Saindon.

Commission de l'Agriculture—Committee on Agriculture:

Membres—Members:

MM./Messrs Giasson, Vaillancourt (Orford).

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Picotte, Larivière.

Assemblée nationale—National Assembly:

Membres—Members:

MM./Messrs Blank, Lamontagne, Lavoie.

Commission des Communications—Committee on Communications:

Membres—Members:

MM./Messrs Blank, Goldbloom.

Intervenants—Participating members:

Mme/Mrs—M./Mr Ciaccia, Lavoie-Roux.

*Commission des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières—
Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:*

Membres—Members:

MM./Messrs Lalonde, St-Germain.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Giasson, Raynauld.

*Commission des Corporations professionnelles—Committee on Professional
Corporations:*

Membres—Members:

MM./Messrs Lalonde, O'Gallagher.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Blank, Saindon.

Commission de l'Éducation—Committee on Education:

Membres—Members:

Mme/Mrs—M./Mr Garneau, Lavoie-Roux.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Goldbloom, Springate.

Commission de l'Énergie—Committee on Energy:

Membres—Members:

MM./Messrs Ciaccia, Raynauld.

Intervenants—Participating members:
MM./Messrs Forget, Garneau.

Commission des Engagements financiers—Committee on Financial Commitments:
Membres—Members:
MM./Messrs Marchand, Verreault.

Commission des Finances et des Comptes publics—Committee on Finance and Public Accounts:
Membres—Members:
MM./Messrs Garneau, Raynauld.

Intervenants—Participating members:
MM./Messrs O'Gallagher, Saindon.

Commission de la Fonction publique—Committee on the Civil Service:
Membres—Members:
MM./Messrs Garneau, Pagé.

Intervenants—Participating members:
MM./Messrs O'Gallagher, Springate.

Commission de l'Immigration—Committee on Immigration:
Membres—Members:
MM./Messrs Ciaccia, Marchand.

Intervenants—Participating members:
MM./Messrs Blank, Saindon.

Commission de l'Industrie et du Commerce—Committee on Industry and Commerce:
Membres—Members:
MM./Messrs Raynauld, Scowen.

Intervenants—Participating members:
MM./Messrs Marchand, Verreault.

Commission de la Jeunesse, des Loisirs et des Sports—Committee on Youth, Recreation and Sports:
Membres—Members:
MM./Messrs Springate, Verreault.

Intervenants—Participating members:
MM./Messrs Marchand, Saindon.

Commission de la Justice—Committee on Justice:

Membres—Members:

MM./Messrs Blank, Lalonde.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Ciaccia, Pagé.

Commission de la Présidence du conseil et de la Constitution—Committee on the Presidency of the Council and the Constitution:

Membres—Members:

MM./Messrs Forget, Levesque (Bonaventure).

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Ciaccia, Lavoie.

Commission de la Protection de l'environnement—Committee on Protection of the Environment:

Membres—Members:

MM./Messrs Goldbloom, Picotte.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Caron, Gratton.

Commission du Revenu—Committee on Revenue:

Membres—Members:

MM./Messrs Raynauld, Verreault.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Garneau, O'Gallagher.

Commission des Richesses naturelles—Committee on Natural Resources:

Membres—Members:

MM./Messrs Forget, Raynauld.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Garneau, Larivière.

Commission des Terres et Forêts—Committee on Lands and Forests:

Membres—Members:

MM./Messrs Giasson, Larivière.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Lamontagne, O'Gallagher.

Commission du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche—Committee on Tourism, Fish and Game:

Membres—Members:

MM./Messrs Marchand, Picotte.

Intervenants—Participating members:
MM./Messrs Pagé, Verreault.

Commission des Transports—Committee on Transport:
Membres—Members:
MM./Messrs Mailloux, Verreault.

Intervenants—Participating members:
MM./Messrs Lamontagne, Vaillancourt (Orford).

Commission du Travail et de la Main-d'oeuvre—Committee on Labour and Manpower:
Membres—Members:
MM./Messrs Mailloux, Pagé.

Intervenants—Participating members:
MM./Messrs Forget, Springate.

Commission des Travaux publics et de l'Approvisionnement—Committee on Public Works and Supply:
Membres—Members:
MM./Messrs Vaillancourt (Orford), Verreault.

Intervenants—Participating members:
MM./Messrs Gratton, Mailloux.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion privilégiée (en vertu de l'article 24 du règlement) de M. Biron proposant:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement, pour son mauvais choix de priorités législatives et budgétaires, depuis le 15 novembre 1976, qui se sont soldées par un échec cuisant et inadmissible, face aux problèmes dramatiques de l'économie québécoise, notamment en ce qui concerne les pertes d'emplois et les fermetures d'usines un peu partout à travers le Québec.

Avant d'entreprendre le débat sur cette motion, M. le Président communique à l'Assemblée le partage du temps accepté à la suite de la conférence qu'il avait convoquée avec les leaders des différents partis représentés en cette Chambre, savoir: quatre-

The Order of the Day being read for the consideration of the motion of privilege (under Standing Order 24) by Mr Biron proposing:

That the Assembly do pass censure on the Government for its abortive legislative and fiscal priorities which, since 15 November 1976, have resulted in serious and unacceptable economic setbacks, more particularly, in a widespread loss of jobs and closure of factories in the Province.

Before undertaking the debate on this motion, Mr President informed the Assembly of the following distribution of debate time agreed to at the conference that he had convened with the House Leaders of the Parties represented in the House: ninety mi-

vingt-dix minutes au gouvernement; quarante-cinq minutes à l'Opposition officielle; soixante-quinze minutes à l'Union Nationale; dix minutes au Parti National Populaire; dix minutes au Ralliement Créditiste et cinq minutes au député indépendant.

Et un débat s'élève sur la motion de M. Biron.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Biron, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Fontaine, Giasson, Goulet, Gratton, Lamontagne, Lavoie, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Russell, Scowen, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford).—21.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bisailon, Boucher, Brassard, Cardinal, Charron, Chevrette, Clair, Couture, de Belleval, Desbiens, Dussault, Gagnon, Garon, Godin, Gravel, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière).—48.

M. le Président donne avis que le vendredi 17 novembre 1978, la Commission permanente de la justice siégera pour discuter la question avec débat du Député de Nicolet-Yamaska au Ministre de la Justice sur le sujet suivant:

L'application du principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire et ses conséquences sur le rôle des juges dans la société québécoise.

minutes to the Government; forty-five minutes to the Official Opposition; seventy-five minutes to the Union Nationale; ten minutes to the Popular National Party; ten minutes to the Social Credit Rally and five minutes to the Independent Member.

And a debate arising on the motion by Mr Biron.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion was rejected on the following division:

Mr President gave notice that Friday, 17 November 1978, the Standing Committee on Justice will sit to discuss the question for debate by the Member for Nicolet-Yamaska to the Minister of Justice on the following matter:

The application of the principle of an independent judiciary and its effects on the rôle of judges in our society.

M. Charron donne l'avis suivant:

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente des affaires municipales siégera pour discuter la question avec débat du Député de Notre-Dame-de-Grâce au Ministre des Affaires municipales sur le sujet suivant:

L'habitation au Québec.

Jeudi, le 30 novembre 1978, au lieu de mercredi le 29 novembre 1978, la Commission de l'Assemblée nationale siégera au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, en vue d'étudier les meilleurs moyens à prendre pour assurer un contrôle et une surveillance plus efficaces sur le fonctionnement et la performance des sociétés d'Etat québécoises par le gouvernement et par les membres de l'Assemblée nationale.

À vingt-deux heures dix minutes, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain, quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Mr Charron gave the following notice:

The Standing Committee on Social Affairs will sit tomorrow in the Red Room, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Notre-Dame-de-Grâce to the Minister of Municipal Affairs on the following matter:

Housing in Québec.

Thursday, 30 November 1978, instead of Wednesday, 29 November 1978, the Committee on the National Assembly will sit in the Red Room, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to study the best measures to take in order to ensure more effective control and supervision of the operation and performance of Québec Government corporations, by the Government and Members of the National Assembly.

At ten minutes past ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Mardi le 14 novembre 1978

Quatorze heures

Tuesday, 14 November 1978

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de l'Ordre des chimistes du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 456.)

By Mr Morin (Sauvé):

Annual report of the Order of Chemists of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 456.)

Rapport annuel de l'Ordre des chiropraticiens du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 457.)

Annual report of the Order of Chiropractors of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 457.)

Par M. de Belleval:

Rapport annuel de la Commission de la fonction publique du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 458.)

By Mr de Belleval:

Annual report of the Québec Civil Service Commission, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 458.)

Le projet de loi n° 96, «Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique et modifiant la Loi du Conseil supérieur de l'éducation», est présenté

Bill 96, "An Act to again amend the Education Act and to amend the Superior Council of Education Act", was introduced by Mr Morin (Sauvé), read

par M. Morin (Sauvé), lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Tardif propose:

Que l'Assemblée offre ses félicitations les plus sincères à tous les maires et conseillers élus ou réélus et ses vœux les meilleurs pour un mandat des plus fructueux à l'enseigne de la démocratie et de la collaboration. Félicitations également à tous les candidats, élus ou non, qui ont expérimenté loyalement la Loi 44, ainsi qu'à ceux qui ont rendu des services innombrables et essentiels en tant qu'édiles municipaux et qui se sont retirés récemment de la scène municipale.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Caron propose:

Que la motion en discussion soit amendée en ajoutant à la fin les mots suivants: «et d'une façon spéciale, pour son triomphe éclatant, au maire de Montréal, M. Jean Drapeau, qui, depuis deux décennies, est associé de près au développement de la plus grande ville du Québec et de la métropole du Canada.»

Et le débat continue tant sur la motion principale que sur la motion d'amendement.

La motion d'amendement est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Tardif moved:

That the Assembly do extend most sincere congratulations to all the mayors and councillors recently elected or re-elected, and best wishes for a productive mandate characterized by a spirit of democracy and cooperation; that the Assembly do extend congratulations also to all those candidates, elected and defeated alike, who so admirably respected Bill 44, and to the outgoing municipal officers for their immeasurable and essential service.

And a debate arising on this motion.

Mr Caron moved:

That the motion under debate be amended by adding at the end the following words: "and more especially, to Mr Jean Drapeau, Mayor of Montreal, for his resounding victory and close involvement of the past two decades in the development of Québec's largest city and Canada's leading metropolis."

And the debate continued both on the main motion and on the motion of amendment.

The motion of amendment was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Caron, Charron, Ciaccia, Cordeau, Cuerrier, de Belleval, Dubois, Duhaime, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), Pagé, Perron, Picotte, Proulx, Raynault, Roy, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Verreault.—68.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTIONS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Burns, Dussault, Lavigne, Leblanc-Bantey, Payette.—6.

La motion principale amendée de M. Tardif se lit maintenant comme suit:

«*Que l'Assemblée offre ses félicitations les plus sincères à tous les maires et conseillers élus ou réélus et ses vœux les meilleurs pour un mandat des plus fructueux à l'enseigne de la démocratie et de la collaboration. Félicitations également à tous les candidats, élus ou non, qui ont expérimenté loyalement la Loi 44, ainsi qu'à ceux qui ont rendu des services innombrables et essentiels en tant qu'édiles municipaux et qui se sont retirés récemment de la scène municipale et d'une façon spéciale, pour son triomphe éclatant, au maire de Montréal, M. Jean Drapeau, qui, depuis deux décennies, est associé de près au développement de la plus grande ville du Québec et de la métropole du Canada.*»

Ladite motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The main motion by Mr Tardif, as amended, now reads as follows:

“*That the Assembly do extend most sincere congratulations to all the mayors and councillors recently elected or re-elected, and best wishes for a productive mandate characterized by a spirit of democracy and cooperation; that the Assembly do extend congratulations also to all those candidates, elected and defeated alike, who so admirably respected Bill 44, and to the outgoing municipal officers for their immeasurable and essential service, and more especially, to Mr Jean Drapeau, Mayor of Montreal, for his resounding victory and close involvement of the past two decades in the development of Québec's largest city and Canada's leading metropolis.*”

The said motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Caron, Charron, Ciaccia, Cordeau, Cuerrier, de Belleval, Dubois, Duhaime, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), Pagé, Perron, Picotte, Proulx, Raynauld, Roy, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Verreault.—68.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTIONS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Burns, Dussault, Lavigne, Leblanc-Bantey, Payette.—6.

M. Charron donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur», et entendre les représentants des organismes qui en ont fait la demande.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'immigration siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 77, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration».

M. Charron propose que la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre siège ce soir à la Salle 81 «A», à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures, pour étudier le conflit de la Commonwealth Plywood.

La motion est adoptée.

Mr Charron gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit to examine Bill 72, "Consumer Protection Act", and to hear the representatives of organizations who have requested a meeting.

In Room 81 "A":

The Committee on Immigration will sit for a section by section examination of Bill 77, "An Act to amend the Immigration Department Act".

Mr Charron moved that the Standing Committee on Labour and Manpower do sit this evening in Room 81 "A", from eight o'clock until ten o'clock, to examine the dispute at the Commonwealth Plywood Company.

The motion was adopted.

Conformément à l'article 174 du règlement, M. le Président communique à l'Assemblée les avis suivants de deux députés l'informant de leur intention de soulever des questions en débat à la fin de la séance d'aujourd'hui:

De Mme Lavoie-Roux, au sujet de la qualité de la formation académique et professionnelle des physiothérapeutes et des exigences de leur corporation.

De M. Raynauld, au sujet de la suppression de l'internat des étudiants en réhabilitation.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 83, «Loi modifiant la Loi constituant la Régie des installations olympiques».

M. Charron informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Charron propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 83 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de la jeunesse, des loisirs et des sports.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

In accordance with Standing Order 174, Mr President informed the Assembly that he had received the following notices from two Members stating their intention to each raise a question at the end of today's sitting:

By Mrs Lavoie-Roux, a question concerning the quality of training and professional development of physiotherapists, and the requirements of their corporation.

By Mr Raynauld, a question concerning the decision to discontinue the internship program for students in rehabilitation medicine.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 83, "An Act to amend the Act to incorporate the Régie des installations olympiques".

Mr Charron informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Charron moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 83 was referred to the Standing Committee on Youth, Recreation and Sports, for section by section examination.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Vingt heures quinze minutes

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 28, «Loi concernant les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec».

M. Duhaime informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Duhaime propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 30, «Loi modifiant de nouveau la Loi de la qualité de l'environnement».

M. Duhaime, au nom de M. Léger, informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Duhaime, au nom de M. Léger, propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 29, «Loi concernant le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec».

M. Duhaime, au nom de M. Bérubé, propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Duhaime, les projets de loi n°s 28, 29 et 30 sont groupés pour étude.

Et un débat s'élève sur la motion proposant que ces projets de loi soient maintenant lus la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

Eight-fifteen o'clock P.M.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 28, "An Act respecting hunting and fishing rights in the James Bay and New Québec territories".

Mr Duhaime informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Duhaime moved that the said bill be now read the second time.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 30, "An Act to again amend the Environment Quality Act".

Mr Duhaime, on behalf of Mr Léger, informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Duhaime moved, on behalf of Mr Léger, that the said bill be now read the second time.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 29, "An Act respecting the land regime in the James Bay and New Québec territories".

Mr Duhaime moved, on behalf of Mr Bérubé, that the said bill be now read the second time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Duhaime, Bills 28, 29 and 30 were grouped for examination.

And a debate arising on the motion proposing that these bills be now read the second time.

The motion was then adopted.

En conséquence, les projets de loi n^{os} 28, 29 et 30 sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi n^o 28 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente du tourisme, de la chasse et de la pêche; le projet de loi n^o 29 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente des terres et forêts et le projet de loi n^o 30 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de la protection de l'environnement.

M. Lessard propose que le projet de loi n^o 86, «Loi modifiant le Code de la route», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Mailloux.

Conformément à l'article 174 du règlement, le débat est tenu.

Le Ministre de l'Éducation répond, au nom du gouvernement, à la question soulevée par le Député de L'Acadie.

Le Ministre des Affaires sociales répond, au nom du gouvernement, à la question soulevée par le Député d'Outremont.

À vingt-deux heures trente minutes, sur la motion de M. Duhaime, l'Assemblée s'ajourne à demain, quinze heures.

Accordingly, Bills 28, 29 and 30 were severally read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, Bill 28 was referred to the Standing Committee on Tourism, Fish and Game, for section by section examination; Bill 29 was referred to the Standing Committee on Lands and Forests, for section by section examination and Bill 30 was referred to the Standing Committee on Protection of the Environment, for section by section examination.

Mr Lessard moved that Bill 86, "An Act to amend the Highway Code", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Mailloux.

In accordance with Standing Order 174, the debate was held.

The Minister of Education, on behalf of the Government, replied to the question raised by the Member for L'Acadie.

The Minister of Social Affairs, on behalf of the Government, replied to the question raised by the Member for Outremont.

At ten-thirty o'clock P.M., on motion of Mr Duhaime, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 15 novembre 1978

Quinze heures

Wednesday, 15 November 1978

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Charron:

Rapport annuel du Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 459.)

By Mr Charron:

Annual report of the Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 459.)

Par M. Vaugeois:

Rapport annuel de la Commission des biens culturels du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 460.)

By Mr Vaugeois:

Annual report of the Cultural Property Commission of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 460.)

M. Michaud, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des finances et des comptes publics qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Mr Michaud, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Finance and Public Accounts which examined the following bills, after second reading:

Projet de loi n° 61.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Bill 61.—An Act to amend the Retail Sales Tax Act;

Projet de loi n° 62.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac;

Projet de loi n° 63.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Projet de loi n° 64.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants;

Projet de loi n° 68.—Loi constituant la Société des loteries et courses du Québec.

Les projets de loi nos 61, 62, 63 et 64 sont rapportés sans amendement et le projet de loi n° 68 est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 461.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, au cours d'une question de privilège qu'il a soulevée, M. Lessard dépose le document suivant:

Dépliant publié en décembre 1975 par le ministère des Transports, intitulé: *Politique d'aide du gouvernement du Québec au transport urbain.*

(Document de la session n° 462.)

M. Charron propose que le nom de M. Gagnon soit substitué à celui de M. Brassard sur la liste des membres de la Commission permanente de la protection de l'environnement.

La motion est adoptée.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, pour étudier le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consumma-

Bill 62.—An Act to amend the Tobacco Tax Act;

Bill 63.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act;

Bill 64.—An Act to amend the Fuel Tax Act;

Bill 68.—An Act to incorporate the Société des loteries et courses du Québec.

Bills 61, 62, 63 and 64 were reported without amendment and Bill 68 was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 461.)

With the unanimous consent of the Assembly, during a question of privilege that he had raised, Mr Lessard tabled the following document:

Folder concerning the Government's assistance policy for urban transportation in Québec, published in December 1975 by the Department of Transport.

(Sessional Papers, No. 462.)

Mr Charron moved that the name of Mr Brassard be replaced by that of Mr Gagnon on the list of members of the Standing Committee on Protection of the Environment

The motion was adopted.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, to examine Bill 72, "Consumer Protection Act", and to hear

teur», et entendre les représentants des organismes qui en ont fait la demande.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'immigration, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 77, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

the representatives of organizations who have requested a meeting.

In Room 81 "A":

The Committee on Immigration, for a section by section examination of Bill 77, "An Act to amend the Immigration Department Act".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Bédard, Bellemare, Bisailon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garneau, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Jolivet, Laberge, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Raynauld, Samson, Scowen, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—84.

CONTRE—NAYS:—0.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Le Moignan:

1. À quelle date a-t-on annoncé le déménagement de la Direction générale des pêcheries à Gaspé?

2. Avant cette date, y avait-il eu des consultations avec les fonctionnaires concernés ou leurs représentants syndicaux au sujet de ce déménagement et, si oui, à quel moment?

3. Depuis cette décision, quelles sont les mesures concrètes prises par le gouvernement pour réaliser ce déménagement, en particulier:

- a) pour l'organisation des bureaux;
- b) pour loger les fonctionnaires;

c) pour fixer les compensations de déménagement?

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Le Moignan:

1. On what date was the announcement made that the Fisheries Branch would be moved to Gaspé?

2. Prior to this date, had the move been discussed with the Government employees concerned or their union representatives? If so, when?

3. Since this decision, what concrete measures have been taken by the Government to complete the move, especially as regards:

- (a) office organization;
- (b) housing accommodation for the employees;
- (c) moving allowances?

Réponse de M. Tremblay:

1. Le 29 avril 1978, lors de la Conférence socio-économique sur les pêches maritimes du Québec, à Gaspé.

2. Avant cette date, il n'y avait pas eu de consultation formelle au sujet du déménagement global de la Direction générale des Pêches maritimes. Toutefois, la mise en place de trois bureaux régionaux et de laboratoires de recherche en milieu maritime avait fait l'objet de discussions.

3. a) Pour l'organisation des bureaux, les ministères concernés sont à évaluer l'importance des constructions nouvelles et des réaménagements nécessaires dans les édifices actuels du gouvernement du Québec en Gaspésie, aux Îles-de-la-Madeleine et sur la Côte-Nord;

b) Pour loger les fonctionnaires, des locations seront probablement nécessaires sur la Côte-Nord pour les professionnels de la recherche. Aux Îles-de-la-Madeleine et en Gaspésie, il semble, à priori, que le marché du logement pourrait permettre de répondre de façon satisfaisante aux besoins de logement du personnel;

c) Pour fixer les compensations de déménagement pour le personnel à l'emploi du gouvernement du Québec, des normes sont déjà prévues. D'autre part, ces normes font également l'objet d'études, afin d'évaluer si elles sont bien conformes aux besoins propres de décentralisation de la Direction générale des Pêches maritimes.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare:

1. Depuis le 15 novembre 1976 jusqu'au 1^{er} mars 1978, combien de fonctionnaires et d'employés soumis au régime de retraite des fonctionnaires ont pris leur retraite avant d'avoir atteint l'âge de 65 ans?

Answer by Mr Tremblay:

1. On 29 April 1978, at the socio-economic conference on Québec fisheries, held in Gaspé.

2. Prior to this date, there had not been any formal consultations regarding the general move of the Fisheries Branch. However, discussions had been held on the probable opening of three regional offices and research laboratories in maritime locations.

3. (a) As regards office facilities, the departments concerned are at present studying the need for new buildings and reorganization in existing government premises in the Gaspé Peninsula, in the Magdalen Islands and on the North Shore;

(b) As regards staff housing, new living quarters will probably be needed for research personnel on the North Shore. Available housing in the Magdalen Is. and the Gaspé Peninsula appears adequate for the time being;

(c) As regards moving allowances for Québec government employees, existing scales are being used. However these scales are being reviewed to ensure that they correspond to the actual needs of decentralization of the Fisheries Branch.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bellemare:

1. From 15 November 1976 to 1 March 1978, how many civil servants and employees, subject to the government employees pension plan, retired before the age of 65?

2. Pendant la même période, combien d'employés ont cessé leur service après avoir atteint l'âge de 65 ans?

3. Quel est leur nom et le ministère pour lequel ils travaillaient?

4. Quelle est la date de leur engagement?

5. Quel est le nombre d'années de service?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. de Belleval dépose ledit document.

(Document de la session n° 463.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnie(s) ou société(s) d'assurances la Raffinerie de sucre de Québec a-t-elle confié:

a) Ses contrats d'assurance responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance collective pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

2. quelle est la part payée par les employés;

3. quelle est la part payée par les employeurs;

4. si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

2. During the same period, how many employees retired on turning 65?

3. What are their names and in what Department did they work?

4. What is the date of their appointment?

5. What is the number of years of service?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr de Belleval tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 463.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the Québec Sugar Refinery award:

(a) Its contracts for public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. through which broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme for its employees?

1. What was the total amount paid into this insurance scheme during the last fiscal year;

2. what was the employees' contribution;

3. what was the employers' contribution;

4. if the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

Mme Ouellette dépose ledit document.

(Document de la session n° 464.)

Sur la motion de M. Garneau, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, ententes et autres documents échangés, depuis le 1^{er} janvier 1977 jusqu'au 28 février 1978, entre le gouvernement du Québec ainsi que l'Hydro-Québec, d'une part, et le gouvernement fédéral ainsi que l'Energie Atomique du Canada Limitée ou tout autre organisme relevant de l'autorité fédérale, d'autre part, concernant la construction de l'usine d'eau lourde de La Prade, à Gentilly.

M. Charron, au nom de M. Joron, dépose ledit document.

(Document de la session n° 465.)

Sur la motion de M. Gratton, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents échangés, depuis le 1^{er} janvier 1977 jusqu'au 28 février 1978, entre le Ministre de l'Éducation ou ses fonctionnaires et le député de Papineau, concernant l'établissement d'une école élémentaire à Angers.

M. Morin (Sauvé) dépose ledit document.

(Document de la session n° 466.)

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mrs Ouellette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 464.)

On motion of Mr Garneau,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, agreements or other documents exchanged from 1 January 1977 to 28 February 1978, between the Government of Québec and Hydro-Québec, on the one hand, and the federal Government and the Atomic Energy of Canada Ltd. or any body under the jurisdiction of the federal Government, on the other hand, concerning the construction of the La Prade heavy water plant at Gentilly.

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mr Joron.

(Sessional Papers, No. 465.)

On motion of Mr Gratton,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, telegrams and other documents exchanged, from 1 January 1977 to 28 February 1978, between the Minister of Education or any of his officials and the Member for Papineau, concerning the opening of an elementary school at Angers.

Mr Morin (Sauvé) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 466.)

Sur la motion de M. Ciaccia, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie du mémoire qui a été soumis par le Ministre délégué à l'énergie à l'Office national de l'énergie, au cours de l'été 1978.

M. Charron, au nom de M. Joron, dépose ledit document.

(Document de la session n° 467.)

Sur la motion de M. Pagé, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie du rapport qui a été préparé à la demande du Ministre de la Justice, selon la déclaration qu'il a faite au mois d'octobre 1977, devant les membres du Cercle de presse Lefrançois, concernant l'ensemble du problème québécois au chapitre de la protection civile.

M. Bédard dépose ledit document.

(Document de la session n° 468.)

Conformément à l'article 91 du règlement, M. Grenier propose:

Que cette Assemblée demande la convocation de la Commission permanente de l'éducation pour étudier, de manière urgente, les clauses et les conséquences de nombreux conflits qui perturbent, à l'heure actuelle, le bon fonctionnement de plusieurs institutions d'enseignement à travers le Québec et qui opposent d'une part les parents et les commissions scolaires et d'autre part, les étudiants et le ministère de l'Éducation.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bellemare.

On motion of Mr Ciaccia,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of the brief submitted to the National Energy Board by the Minister-Delegate, Energy, in the summer of 1978.

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mr Joron.

(Sessional Papers, No. 467.)

On motion of Mr Pagé,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of the general report on civil protection in Québec which was ordered by the Minister of Justice, according to a statement made by him before the members of the Cercle de presse Lefrançois, in October 1977.

Mr Bédard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 468.)

In accordance with Standing Order 91, Mr Grenier moved:

That the Assembly do convene the Standing Committee on Education to examine most urgently the causes and consequences of the numerous conflicts which are currently disrupting normal operations in several schools throughout the Province and which have set parents against school boards, and students against the Department of Education.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Bellemare.

Conformément à l'article 174 du règlement, Madame le Président communique à l'Assemblée un avis reçu de M. Lavoie à l'effet qu'il n'est pas satisfait d'une réponse du Ministre des Affaires municipales, concernant la décision unilatérale du gouvernement actuel de mettre fin au paiement à la Ville de Laval d'une subvention de l'ordre de \$45 millions accordée, en 1975, par le gouvernement précédent, et qu'il désire soulever un débat à la fin de la séance de demain.

À dix-sept heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Morin (Sauvé), l'Assemblée s'ajourne à demain, quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

In accordance with Standing Order 174, Madam President informed the Assembly that she had received a notice from Mr Lavoie stating the latter's dissatisfaction with an answer given by the Minister of Municipal Affairs, concerning the unilateral decision of the present Government to discontinue the \$45 million subsidy awarded to the City of Laval, in 1975, by the former Government, and of his intention to raise a debate on this matter at the end of tomorrow's sitting.

At fifty-five minutes past five o'clock P.M., on motion of Mr Morin (Sauvé), the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD.
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 16 novembre 1978

Quatorze heures

M. Charron, au nom de M. Tremblay, dépose le document suivant:

Rapport du Comité technique sur l'avenir de l'entreprise Cadbury, à Montréal, en date de novembre 1978.

(Document de la session n° 469.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Bédard:

Projet de loi n° 93.—Loi sur l'investigation et la sécurité privées;

Projet de loi n° 94.—Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre.

Par M. Garon:

Projet de loi n° 99.—Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture;

Thursday, 16 November 1978

Two o'clock P.M.

Mr Charron tabled the following document, on behalf of Mr Tremblay:

Report of the technical committee on the future of the Cadbury plant in Montreal, dated November 1978.

(Sessional Papers, No. 469.)

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Bédard:

Bill 93.—An Act respecting private investigators and security guards;

Bill 94.—An Act respecting the protection of persons and property in the event of disaster.

By Mr Garon:

Bill 99.—An Act to amend the Agriculture Department Act;

Projet de loi n° 100.—Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose:

Que cette Assemblée offre ses plus sincères félicitations à M. Yves Bérubé, ministre des Terres et Forêts et des Richesses naturelles du Québec et à M. Fernand Claisse, professeur au département de Mines et Métallurgie de l'Université Laval, pour la médaille d'or qu'ils recevront demain au cours d'une cérémonie officielle au Palais de la Découverte, à Paris, une distinction scientifique de la Société pour l'Encouragement de la Recherche et de l'Invention.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Samson propose:

Que cette Assemblée encourage le Ministre de l'Immigration à poser les gestes jugés utiles aux fins de venir en aide aux nombreux réfugiés Vietnamiens qui sont actuellement en détresse sur un bateau au large de Malaysia, selon la nouvelle que nous avons connue hier.

La motion est adoptée.

M. le Président donne avis que le vendredi 24 novembre 1978, la Commission permanente de l'industrie et du commerce siégera pour discuter la question avec débat du Député de Notre-Dame-de-Grâce au Ministre de l'Industrie et du Commerce sur le sujet suivant:

L'absence de politiques du gouvernement québécois en ce qui concerne l'investissement de capitaux provenant de l'extérieur du Québec.

Bill 100.—An Act to amend the Act to promote the development of agricultural exploitations.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved:

That the Assembly do sincerely congratulate Mr Yves Bérubé, Quebec Minister of Lands and Forests and Minister of Natural Resources, and Mr Fernand Claisse, Professor in the Department of Mines and Metallurgy at Université Laval, on the eve of the official presentation, at the Palais de la Découverte in Paris, of the gold medal award offered for scientific achievement by the Société pour l'Encouragement de la Recherche et de l'Invention.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Samson moved:

That the Assembly do urge the Minister of Immigration to take the necessary measures in order to come to the aid of the numerous Vietnamese refugees who, yesterday, were reported to be still stranded aboard a freighter off the Malaysian coast.

The motion was adopted.

Mr President gave notice that Friday, 24 November 1978, the Standing Committee on Industry and Commerce will sit to discuss the question for debate by the Member for Notre-Dame-de-Grâce to the Minister of Industry and Commerce, on the following matter:

The lack of Government policies on foreign capital investments in the Province of Québec.

M. Charron donne l'avis suivant:

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de la justice siégera pour discuter la question avec débat du Député de Nicolet-Yamaska au Ministre de la Justice sur le sujet suivant:

L'application du principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire et ses conséquences sur le rôle des juges dans la société québécoise.

Mardi prochain, le 21 novembre 1978, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur», et entendre les représentants des organismes qui en ont fait la demande.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'immigration, jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 77, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration».

À la Salle 81 «A»:

La Commission du revenu, jusqu'à dix-huit heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Charron gave the following notice:

The Standing Committee on Justice will sit tomorrow in the Red Room, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Nicolet-Yamaska to the Minister of Justice, on the following matter:

The application of the principle of an independent judiciary and its effects on the rôle of judges in Québec.

Next Tuesday, 21 November 1978, the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit in the Red Room, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to examine Bill 72, "Consumer Protection Act", and to hear the representatives of organizations who have requested a meeting.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately:

In the Red Room:

The Committee on Immigration, until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for a section by section examination of Bill 77, "An Act to amend the Immigration Department Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Revenue, until six o'clock P.M., for a section by section examination of Bill 67, "An Act respecting lotteries, racing, publicity contests and amusement machines".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Burns, Caron, Charon, Chevette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Laberge, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamou-raska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Parizeau, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynald, Samson, Scowen, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.
—87.

CONTRE—NAYS:—0.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole».

M. Garon informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Garon propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est suspendu.

Conformément à l'article 174 du règlement, M. le Président communique à l'Assemblée un avis reçu du Député de Notre-Dame-de-Grâce, à l'effet qu'il n'est pas satisfait d'une réponse du Ministre de l'Industrie et du Commerce et qu'il désire soulever un débat en fin de séance aujourd'hui, sur le sujet suivant:

Accusation du Ministre concernant l'existence d'un cartel de fabricants de chocolat et de grandes chaînes de distribution pancanadiennes en vue de

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 90, "An Act to preserve agricultural land".

Mr Garon informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Garon moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was suspended.

In accordance with Standing Order 174, Mr President informed the Assembly that he had received notice from the Member for Notre-Dame-de-Grâce, stating the latter's dissatisfaction with an answer given by the Minister of Industry and Commerce, and his intention to raise a debate at adjournment today, on the following matter:

The allegation by the Minister, concerning the existence of a cartel of chocolate manufacturers and major chains for Canada-wide distribution,

saboter le boycottage des produits Cadbury.

M. le Président communique aussi à l'Assemblée qu'une entente est intervenue entre le Ministre de la Justice et le Député de Nicolet-Yamaska pour la tenue d'un débat à la fin de la séance d'aujourd'hui, portant sur la disparition d'objets d'art appartenant au patrimoine québécois.

Enfin, M. le Président ajoute que les questions seront débattues dans l'ordre suivant: la première étant celle du Député de Nicolet-Yamaska; la deuxième, celle du député de Laval, dont l'avis a été reçu hier, et la troisième, celle du Député de Notre-Dame-de-Grâce.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Fontaine.

Conformément à l'article 174 du règlement, le débat est tenu.

Le Ministre de la Justice répond, au nom du gouvernement, à la question soulevée par le Député de Nicolet-Yamaska.

Le Ministre des Affaires municipales répond, au nom du gouvernement, à la question soulevée par le Député de Laval.

intended to curb the boycott of Cadbury products.

Mr President also informed the Assembly that the Minister of Justice and the Member for Nicolet-Yamaska had concurred on the holding of a debate at adjournment today, concerning the disappearance of works of art which constitute a part of our cultural heritage.

Lastly, Mr President informed that the questions would be debated in the following order: first, the Member for Nicolet-Yamaska; second, the Member for Laval, whose notice was received yesterday; third, the Member for Notre-Dame-de-Grâce.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garon proposing that Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Fontaine.

In accordance with Standing Order 174, the debate was held.

The Minister of Justice, on behalf of the Government, replied to the question raised by the Member for Nicolet-Yamaska.

The Minister of Municipal Affairs, on behalf of the Government, replied to the question raised by the Member for Laval.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce répond, au nom du gouvernement, à la question soulevée par le Député de Notre-Dame-de-Grâce.

À vingt-deux heures trente minutes, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain, quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The Minister of Industry and Commerce, on behalf of the Government, replied to the question raised by the Member for Notre-Dame-de-Grâce.

At ten-thirty o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

N° 78

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 21 novembre 1978

Quatorze heures

Tuesday, 21 November 1978

Two o'clock P.M.

M. le Président s'exprime comme suit:

Mr President made the following announcement:

J'ai l'honneur de communiquer à l'Assemblée la lettre suivante:

I have the honour to inform the Assembly of the following letter:

Québec, le 14 novembre 1978

Québec, 14 November 1978

Me Clément Richard
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Édifice «B», bureau 107
Québec

Mr Clément Richard
President of the National Assembly
Government Buildings
Room 107 "B"
Québec

*Objet: Changement de nom du
Ralliement Créditiste*

*Re: Change of name of
the Social Credit Rally*

Monsieur le Président,

Mr President,

Par la présente, je vous informe que notre parti, le «Ralliement Créditiste», a changé son nom.

This is to inform you that the Social Credit Rally has changed its name.

Dorénavant, il sera désigné sous le nom suivant: «Les Démocrates» (The Democrats).

Henceforth, it shall be designated by the following name: "The Democrats" (Les Démocrates).

Je vous remercie de votre bonne attention et vous prie de croire à l'expression de mes distingués sentiments.

(Signé) CAMIL SAMSON, M.A.N.
*Chef du parti et
Député de Rouyn-Noranda*

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Lévesque (Taillon):

Liste des secrétaires généraux associés, sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints et secrétaires adjoints nommés depuis le 15 juin 1978 jusqu'au 21 novembre 1978.

(Document de la session n° 470.)

Par M. Tardif:

Rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 471.)

M. Gendron, au nom de M. Boucher, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'immigration qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 77, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 472.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Tardif, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Projet de loi n° 104.—Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal;

I thank you for your kind attention, and remain yours sincerely,

(Signed) CAMIL SAMSON, M.N.A.
*Party Leader and
Member for Rouyn-Noranda*

The following documents were tabled:

By Mr Lévesque (Taillon):

List of associate secretaries-general, deputy ministers, associate deputy ministers, assistant deputy ministers and secretary assistants appointed between 15 June 1978 and 21 November 1978.

(Sessional Papers, No. 470.)

By Mr Tardif:

Annual report of the Department of Municipal Affairs, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 471.)

Mr Gendron tabled, on behalf of Mr Boucher, the appointed reporter, the report of the Standing Committee on Immigration which examined Bill 77, "An Act to amend the Immigration Department Act", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 472.)

The following bills were severally introduced by Mr Tardif, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Bill 104.—An Act respecting the Communauté urbaine de Montréal;

Projet de loi n° 106.—Loi concernant la ville de Saint-Eustache.

M. Charron donne l'avis suivant:

Mercredi, le 6 décembre 1978, à la Salle 81 «A», à compter de quinze heures, jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, la Commission de l'Assemblée nationale siégera pour entendre les représentants des partis politiques sur le remaniement des districts électoraux.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent:

Au Salon Rouge:

Immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, et demain, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, pour étudier le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur», et entendre les représentants des organismes qui en ont fait la demande.

À la Salle 81 «A»:

Ce soir, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures, la Commission de la jeunesse, des loisirs et des sports, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 83, «Loi modifiant la Loi constituant la Régie des installations olympiques».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Bill 106.—An Act respecting the town of Saint-Eustache.

Mr Charron gave the following notice:

Wednesday, 6 December 1978, the Committee on the National Assembly will sit in Room 81 "A", from three o'clock P.M. until midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for the purpose of hearing representatives of the political parties, concerning proposed changes to electoral districts.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit:

In the Red Room:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, immediately, until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, and tomorrow, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to examine Bill 72, "Consumer Protection Act", and to hear the representatives of organizations who have requested a meeting.

In Room 81 "A":

The Committee on Youth, Recreation and Sports, this evening, from eight o'clock until ten o'clock, for section by section examination of Bill 83, "An Act to amend the Act to incorporate the Régie des installations olympiques".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bisailon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Charbonneau, Charron, Chevette, Ciaccia, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garneau, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosse-
lin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Picotte, Rancourt, Raynald, Roy, Russell, Saindon, Scowen, Shaw, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaugeois, Verreault.—90.

CONTRE—NAYS:—0.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 38, «Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives».

M. Garneau propose des amendements au rapport et aux articles 3 et 46 du projet de loi.

Et un débat s'élève sur la prise en considération du rapport et sur les amendements proposés.

Les amendements sont alors rejetés après division des voix.

Le rapport est adopté après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Tardif, le projet de loi n° 38 est lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», soit maintenant lu la deuxième fois.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which examined Bill 38, "An Act to amend the Québec Urban Community Act and other legislation", following second reading.

Mr Garneau proposed amendments to the report and to sections 3 and 46 of the bill.

And a debate arising on the consideration of the report and on the proposed amendments.

The amendments were then rejected on division.

The report was adopted on division.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Tardif, Bill 38 was read the third time.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garon proposing that Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", be now read the second time.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Vaillancourt (Orford).

Aujourd'hui, le mardi 21 novembre 1978, à dix-huit heures cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Cuerrier, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Charron, le représentant du Premier ministre, de Mme Lavoie-Roux, la représentante du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Cordeau, le représentant du chef de l'Union Nationale, de M. Gendron et de M. Duchesne, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner la loi suivante:

- 38 Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à demain, dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Vaillancourt (Orford).

Today, Tuesday, 21 November 1978, at five minutes past six o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mrs Cuerrier, Vice-President of the National Assembly, of Mr Charron, the Delegate of the Prime Minister, of Mrs Lavoie-Roux, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Cordeau, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, of Mr Gendron and of Mr Duchesne, Assistant Secretary of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following bill:

- 38 An Act to amend the Québec Urban Community Act and other legislation.

At ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 22 novembre 1978

Dix heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Grenier.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de l'immigration qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 77, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration».

M. Ciaccia propose des amendements au rapport et aux articles 2 et 3 du projet de loi.

Et un débat s'élève sur la prise en considération du rapport et sur les amendements proposés.

Le débat est terminé.

Les amendements proposés par M. Ciaccia au rapport et aux articles 2 et

Wednesday, 22 November 1978

Ten o'clock A.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garon proposing that Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion Mr Grenier.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Immigration which examined Bill 77, "An Act to amend the Immigration Department Act", following second reading.

Mr Ciaccia proposed that amendments be made to the report and to sections 2 and 3 of the bill.

And a debate arising on the consideration of the report and on the proposed amendments.

The debate was concluded.

The proposed amendments by Mr Ciaccia to the report and to sections 2

3 du projet de loi n° 77 sont alors mis aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, au nom de M. Charron, M. le Président remet à la fin de la séance, cet après-midi, l'enregistrement des noms sur le vote de ces amendements et sur l'adoption du rapport.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», soit maintenant lu la deuxième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est ajourné sur la motion de M. Lamontagne.

À douze heures cinquante-cinq minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 473.)

Par M. Charron, au nom de M. Joron:

Rapport annuel de la Régie de l'électricité et du gaz, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 474.)

M. Marquis, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la jeunesse, des loisirs et des sports qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 83, «Loi modifiant la Loi constituant la Régie des installations olympiques».

and 3 of Bill 77 were then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Mr President postponed the entry of names of the vote on these amendments and on the adoption of the report until the afternoon, at the end of the sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garon proposing that Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", be now read the second time.

With the unanimous consent of the Assembly, the debate was adjourned on motion of Mr Lamontagne.

At fifty-five minutes past twelve o'clock noon, Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Morin (Sauvé):

Annual report of the Professional Corporation of Physicians of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 473.)

By Mr Charron, on behalf of Mr Joron:

Annual report of the Electricity and Gas Board, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 474.)

Mr Marquis, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Youth, Recreation and Sports which examined Bill 83, "An Act to amend the Act to incorporate the Régie des installations olympiques", following second reading.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session n° 475.*)

M. Charron dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 218.—Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est;

Projet de loi n° 231.—Loi concernant la Communauté Helléno-Canadienne de l'Île de Montréal;

Projet de loi n° 241.—Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi;

Projet de loi n° 271.—Loi concernant la ville de La Baie;

Projet de loi n° 274.—Loi concernant la ville de Vaudreuil.

(*Document de la session n° 476.*)

M. Charron propose que les règles de pratique concernant les projets de loi privés soient suspendues dans le cas de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Charron, au nom de M. Bédard:

Projet de loi n° 76.—Loi assurant l'application de l'entente sur l'entraide judiciaire entre la France et le Québec.

Par M. Lazure:

Projet de loi n° 84.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives;

The bill was reported with amendments,

(*Sessional Papers, No. 475.*)

Mr Charron tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following private bills:

Bill 218.—An Act to amend the charter of the town of Montreal East;

Bill 231.—An Act respecting the Hellenic-Canadian Community of the Island of Montreal;

Bill 241.—An Act to amend the charter of the city of Chicoutimi;

Bill 271.—An Act respecting the city of La Baie;

Bill 274.—An Act respecting the town of Vaudreuil.

(*Sessional Papers, No. 476.*)

Mr Charron moved that the Rules of Procedure concerning private bills be suspended for these bills.

The motion was adopted.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Charron, on behalf of Mr Bédard:

Bill 76.—An Act to secure the carrying out of the Entente between France and Québec regarding mutual aid in judicial matters.

By Mr Lazure:

Bill 84.—An Act to amend the Health Insurance Act and other legislation;

Projet de loi n° 103.—Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives.

Par M. Vaugeois:

Projet de loi n° 105.—Loi constituant la Société québécoise de développement des industries culturelles.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Laberge:

Projet de loi n° 218.—Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est.

Par M. Desbiens:

Projet de loi n° 241.—Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi;

Projet de loi n° 271.—Loi concernant la ville de La Baie.

Par M. Fallu:

Projet de loi n° 274.—Loi concernant la ville de Vaudreuil.

Sur la motion de M. Charron, ces projets de loi sont déferés pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales.

Le projet de loi privé n° 231, «Loi concernant la Communauté Helléno-Canadienne de l'Île de Montréal», est présenté par M. Blank et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, ce projet de loi est déferé pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières.

Bill 103.—An Act to amend the Act respecting health services and social services and other legislation.

By Mr Vaugeois:

Bill 105.—An Act to incorporate the Société québécoise de développement des industries culturelles.

The following private bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Laberge:

Bill 218.—An Act to amend the charter of the town of Montreal East.

By Mr Desbiens:

Bill 241.—An Act to amend the charter of the city of Chicoutimi;

Bill 271.—An Act respecting the city of La Baie.

By Mr Fallu:

Bill 274.—An Act respecting the town of Vaudreuil.

On motion of Mr Charron, these bills were referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for public hearings and section by section examination.

Private Bill 231, "An Act respecting the Hellenic-Canadian Community of the Island of Montreal", was introduced by Mr Blank and read the first time.

On motion of Mr Charron, this bill was referred to the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, for public hearings and section by section examination.

Au cours de la période de questions orales des députés, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Scowen dépose le document suivant:

Communiqué hebdomadaire, en date du 6 novembre 1978, émanant de la délégation générale du Québec à New York, concernant les sièges sociaux à Montréal.

(Document de la session n° 477.)

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Bédard, l'ordre de deuxième lecture du projet de loi n° 36, «Loi sur les ententes intergouvernementales en matière d'entraide judiciaire», apparaissant à l'article 132 du Feuilleton d'aujourd'hui, et la première lecture adoptée le 3 mai 1978, sont révoqués et le projet de loi est retiré.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Marchand:

1. Quels sont les noms, prénoms et fonctions des personnes qui ont été nommées sur le comité-conseil pour la gestion de la Société populaire Tricofil Inc., conformément au protocole d'entente qui a été signé à la suite de l'adoption de l'arrêté en conseil n° 1794 du 1^{er} juin 1978?

2. Au 30 septembre 1978, quel était le montant total des versements faits par le gouvernement à cette Société, à même la subvention globale de \$1 147 000, échelonnée jusqu'au 31 mars 1980?

Réponse de M. Tremblay:

1. Un (1) délégué du Conseil d'administration de Tricofil: M. Jean-Guy Frenette, Directeur de la recherche à la F.T.Q.

During the period of oral questions by Members, with the unanimous consent of the Assembly, Mr Scowen tabled the following document:

Weekly newsletter, dated 6 November 1978, issued by the Québec Government House in New York, concerning corporate headquarters in Montreal.

(Sessional Papers, No. 477.)

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Bédard, the Order for second reading of Bill 36, "An Act respecting intergovernmental agreements regarding mutual aid in judicial matters", appearing at Item 132 of today's Agenda Paper and the first reading also adopted on 3 May 1978, were rescinded and the bill was withdrawn.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Marchand:

1. What are the full names and functions of the persons appointed to the advisory committee to manage the Société populaire Tricofil Inc., pursuant to the protocol agreement which was signed following the adoption of Order in Council 1794, dated 1 June 1978?

2. As on 30 September 1978, what was the total amount in Government funds to this corporation, out of a total grant of \$1 147 000, spread out to 31 March 1980?

Answer by Mr Tremblay:

1. One representative of the Board of Directors of Tricofil: Mr Jean-Guy Frenette, Director of Research, Q.F.L.

Une (1) personne ressource du M.I.C.: M. Léopold Girard, Directeur adjoint du service aux entreprises manufacturières, M.I.C.

Le directeur général de Tricofil: M. Van Koa Nguyen.

Deux (2) clients potentiels de Tricofil choisis par le Ministre: M. Claude Mérineau, Directeur régional, C.A.T. M. Simon Bonin, Directeur régional, Affaires Sociales.

Un (1) membre de la Conférence administrative régionale *ad hoc* (volet IV): M. Raymond Prud'homme, Délégué régional, M.I.C.

Deux (2) autres personnes choisies par le Ministre: M. Larry Popliger, président, The Liberty Wool Stock Co. (Il a assisté quelques fois.). M. Paul Goyette, Directeur des ventes, Dupont Canada (Il n'a pas assisté.).

N.B. Ces deux (2) personnes se sont désistées.

2. Au 30 septembre 1978, le montant total était \$247 000.

Question de M. O'Gallagher:

Dans quelles mesures le gouvernement a-t-il donné suite aux revendications de Sodiq Québec Inc., conséquemment à l'étude que celle-ci avait commandée, au début de 1978, à une firme de consultants sur l'ensemble des aspects économiques de l'industrie des chevaux de courses au Québec?

Réponse de M. Parizeau:

Il doit tout d'abord être précisé que Sodiq n'a fait aucune revendication au gouvernement.

One resource person from the Department of Industry and Commerce: Mr Léopold Girard, Assistant Director (services to manufacturing companies), Department of Industry and Commerce.

The General Manager of Tricofil: Mr Van Koa Nguyen.

Two potential clients of Tricofil, chosen by the Minister: Mr Claude Mérineau, Regional Director, Workmen's Compensation Commission. Mr Simon Bonin, Regional Director, Social Affairs.

One member from the *ad hoc* Regional Conference Board (phase IV): Mr Raymond Prud'homme, Regional Director, Department of Industry and Commerce.

Two other members chosen by the Minister: Mr Larry Popliger, President, The Liberty Wool Stock Co. (attended occasionally.). Mr Paul Goyette, Sales Manager, Dupont Canada (did not attend any of the meetings.).

N.B. The two foregoing members have withdrawn from the committee.

2. As on 30 September 1978, the total amount was \$247 000.

Question by Mr O'Gallagher:

To what extent has the Government responded to the demands of Sodiq Québec Inc., which are based on a comprehensive study on the economic aspects of the racehorse industry in Québec, prepared by a consulting firm at the request of the corporation, at the beginning of 1978?

Answer by Mr Parizeau:

First of all, it should be pointed out that SODIC did not voice any demands to the Government.

Le conseil d'administration de SODIC a été mandaté par le Ministre des Finances et du Revenu pour analyser la valeur des programmes administrés par SODIC et présenter ses recommandations.

C'est pourquoi une firme de conseillers économiques fut appelée à recueillir les éléments statistiques qui ont permis de mieux cerner l'étendue de l'industrie des chevaux de courses du Québec.

L'analyse et les recommandations du conseil d'administration de SODIC ont été soumises au Ministre il y a quelques semaines et une décision sera rendue d'ici peu.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Vaillancourt (Orford):

1. Depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 28 février 1978, y a-t-il eu des changements d'entrepreneurs pour l'entretien des chemins d'hiver, dans les districts électoraux suivants:

- a) Brôme-Missisquoi
- b) Johnson
- c) Mégantic-Compton
- d) Orford
- e) Richmond
- f) Saint-François
- g) Shefford
- h) Sherbrooke?

2. Si oui, quels sont les entrepreneurs qui ont offert leurs services pour la saison 1977/78 et dont le contrat n'a pas été renouvelé?

3. Pour quelles raisons ont-ils été remplacés et quels sont les noms, prénoms et adresses des nouveaux entrepreneurs, dans chaque cas?

4. Quel est le montant total des contrats qui ont été accordés à chacun?

The Minister of Finance and Revenue commissioned the Board of Directors of SODIC to evaluate the programs administered by SODIC and to make subsequent recommendations.

For this reason, a consulting firm was contracted to collect the data that served to determine more accurately the scope of the racehorse industry in Québec.

The study and recommendations of the Board of Directors of SODIC were submitted to the Minister a few weeks ago and a decision is forthcoming.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Vaillancourt (Orford):

1. From 26 November 1976 to 28 February 1978, has there been any change of contractors for the maintenance of winter roads in the following electoral districts:

- (a) Brôme-Missisquoi
- (b) Johnson
- (c) Mégantic-Compton
- (d) Orford
- (e) Richmond
- (f) Saint-François
- (g) Shefford
- (h) Sherbrooke?

2. If so, what are the names of the contractors who offered their services for the 1977/78 season but whose contracts were not renewed?

3. For what reasons were they replaced and, in each case, what are the names and addresses of the new contractors?

4. What is the total amount in contracts awarded to each one?

5. Quels sont les critères qui servent de base au ministère des Transports pour l'attribution de ces contrats?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lessard dépose ledit document.

(Document de la session n° 478.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Springate:

1. Est-il exact que le ministère de l'Éducation a détruit ou vendu comme papier de rebut 95 000 brochures imprimées en français lesquelles avaient été fournies par le gouvernement de l'Ontario dans le cadre du programme d'échanges culturels appelé Projet-Canada institué en 1972 afin de promouvoir l'unité nationale?

2. Dans l'affirmative:

a) quelles en sont les raisons;

b) pourquoi les brochures n'ont-elles pas tout simplement été retournées au gouvernement de l'Ontario?

3. Par qui cette décision a-t-elle été prise au ministère de l'Éducation?

4. Par ce geste, faut-il conclure que le Québec s'est complètement retiré du programme Projet-Canada?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Morin (Sauvé) dépose ledit document.

(Document de la session n° 479.)

5. What are the basic criteria used by the Department of Transport in awarding such contracts?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lessard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 478.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Springate:

1. Is it true that the Department of Education has destroyed or sold as waste paper 95 000 booklets printed in French and supplied by the Government of Ontario in conjunction with the Project-Canada cultural exchange program, established in 1972 to promote national unity?

2. If so:

(a) what were the reasons put forward;

(b) why were these booklets not simply returned to the Government of Ontario?

3. By whom was this decided at the Department of Education?

4. Does this decision mean that Québec has completely withdrawn from the Project-Canada program?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Morin (Sauvé) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 479.)

Sur la motion de M. O'Gallagher, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

1. Copie de l'entente qui a été signée entre la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec et la compagnie Kebec-Spec. Inc., en vue de la production d'une émission spéciale diffusée le 24 juin 1978 au réseau TVA.

2. Une liste contenant les noms, prénoms et adresses des administrateurs de cette société de production.

M. Charron, au nom de M. Parizeau, dépose ledit document.

(Document de la session n° 480.)

Sur la motion de M. Vaillancourt, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie des baux relatifs à la location d'un bureau pour le Québec à Chicago, Dallas et Los Angeles, aux États-Unis, lesquels ont été signés depuis le 1^{er} juin 1978 sans qu'un avis de recherche ait été publié tel qu'exigé à la section II du règlement concernant les contrats du gouvernement pour la location d'immeubles.

Mme Ouellette dépose ledit document.

(Document de la session n° 481.)

M. Charron donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur», et entendre les représentants des organismes qui en ont fait la demande.

On motion of Mr O'Gallagher,—

Ordered, that there be tabled:

1. Copy of the agreement signed by the Société d'exploitation des loteries et courses du Québec and the firm of Kebec-Spec. Inc., for the production of a special telecast on the TVA network on 24 June 1978.

2. A list of the names and addresses of the directors of this production firm.

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mr Parizeau.

(Sessional Papers, No. 480.)

On motion of Mr Vaillancourt,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of the leases taken out by the Government for Québec offices in Chicago, Dallas and Los Angeles and signed since 1 June 1978, without prior solicitation by public advertisement, as required under Division II of the Regulations respecting government contracts for the leasing of immovables.

Mrs Ouellette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 481.)

Mr Charron gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit to examine Bill 72, "Consumer Protection Act", and to hear the representatives of organizations who have requested a meeting.

À la Salle 81 «A»:

La Commission du revenu siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 67, «Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement».

M. Charron propose que la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières siège au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à dix-huit heures, pour étudier le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur», et entendre les représentants des organismes qui en ont fait la demande.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion (en vertu de l'article 91 du règlement) de M. Grenier proposant:

Que cette Assemblée demande la convocation de la Commission permanente de l'éducation pour étudier, de manière urgente, les causes et les conséquences des nombreux conflits qui perturbent, à l'heure actuelle, le bon fonctionnement de plusieurs institutions d'enseignement à travers le Québec et qui opposent d'une part les parents et les commissions scolaires et d'autre part, les étudiants et le ministère de l'Éducation.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, Scowen, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—36.

In Room 81 "A":

The Committee on Revenue will sit for section by section examination of Bill 67, "An Act respecting lotteries, racing, publicity contests and amusement machines".

Mr Charron moved that the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions do sit immediately in the Red Room, until six o'clock P.M., to examine Bill 72, "Consumer Protection Act", and to hear the representatives of organizations who have requested a meeting.

The motion was adopted.

The Assembly resumed the debate on the motion (under Standing Order 91) by Mr Grenier proposing:

That the Assembly do convene the Standing Committee on Education to examine most urgently the causes and consequences of the numerous conflicts which are currently disrupting normal operations in several schools throughout the Province and which have set parents against school boards, and students against the Department of Education.

The motion was then rejected on the following division:

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bertrand, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charron, Chevette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaugeois.—52.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote des amendements proposés par M. Ciaccia au rapport et aux articles 2 et 3 du projet de loi n° 77, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration», et sur l'adoption du rapport.

L'amendement proposé au sous-paragraphe *h*) du quatrième alinéa du paragraphe 3 de l'article 2, est rejeté, les voix se divisant comme suit:

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the amendments proposed by Mr Ciaccia to the report and to sections 2 and 3 of Bill 77, "An Act to amend the Immigration Department Act", and on the adoption of the report.

The proposed amendment to subparagraph (*h*) of paragraph 4 of subsection 3 of section 2, was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Caron, Ciaccia, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynald, Saindon, Scowen, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—25.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bellemare, Bertrand, Biron, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Charron, Chevette, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Goulet, Gravel, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Roy, Russell, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—63.

ABSTENTION:—M./Mr Le Moignan.—1.

L'amendement proposé au premier alinéa du paragraphe 3a de l'article 3, est rejeté, les voix se divisant comme suit:

The proposed amendment to paragraph 1 of subsection 3a of section 3, was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Caron, Ciaccia, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Gratton, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Saindon, Scowen, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—25.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bellemare, Bertrand, Biron, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Charron, Chevrette, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Goulet, Gravel, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Roy, Russell, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—63.

ABSTENTION:—M./Mr Le Moignan.—1.

L'amendement proposé au troisième alinéa du paragraphe 3 de l'article 2, est rejeté, les voix se divisant comme suit: The proposed amendment to paragraph 3 of subsection 3 of section 2, was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, Scowen, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—36.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bertrand, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charron, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—53.

Le rapport est adopté après division des voix. The report was adopted on division.

Le projet de loi n° 77 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture. Bill 77 was ordered for third reading at the next sitting.

À dix-huit heures quinze minutes,
l'Assemblée s'ajourne à demain, qua-
torze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At six-fifteen o'clock P.M., the As-
sembly adjourned until tomorrow, at
two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 23 novembre 1978

Quatorze heures

Thursday, 23 November 1978

Two o'clock P. M.

Les documents suivants sont déposés: The following documents were tabled:

Par M. Joron:

Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP), pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 482.)

By Mr Joron:

Annual report of the Québec Petroleum Operations Company (SOQUIP), for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 482.)

Par M. Johnson:

Rapport annuel de la Régie des entreprises de construction du Québec, pour la période s'étendant du 1^{er} avril 1976 jusqu'au 31 mars 1978.

(Document de la session n° 483.)

By Mr Johnson:

Annual report of the Régie des entreprises de construction du Québec, for the period extending from 1 April 1976 to 31 March 1978.

(Sessional Papers, No. 483.)

Par M. le Président:

Deuxième partie du rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 484.)

By Mr President:

Second part of the annual report of the Public Protector, for 1977.

(Sessional Papers, No. 484.)

M. Fallu, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre qui a siégé le 26 septembre, les 4 et

Mr Fallu, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Labour and Manpower which sat on 26 September, 4 and 19

19 octobre, et le 14 novembre 1978, pour entendre les représentants des différentes parties concernées par le conflit survenu à la compagnie Commonwealth Plywood.

(Document de la session n° 485.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Charron, au nom de M. Parizeau, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Projet de loi n° 101.—Loi modifiant la Loi des employés publics;

Projet de loi n° 102.—Loi modifiant la Loi du ministère du revenu.

Le projet de loi n° 108, «Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec», est présenté par M. Tremblay et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, ce projet de loi est déferé pour étude et audition publique à la Commission permanente de l'industrie et du commerce.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, les délais de convocation prévus à l'article 118-A du règlement sont suspendus dans le cas de ce projet de loi et ladite commission est convoquée pour les 6 et 7 décembre 1978, aux fins d'entendre les personnes intéressées.

Au cours de la période de questions orales des députés, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lazure dépose le document suivant:

Rapport d'étape au 23 novembre 1978, sur la politique en matière de

October and 14 November 1978, to hear representatives of the various parties involved in the dispute at the Commonwealth Plywood Company.

(Sessional Papers, No. 485.)

The following bills were severally introduced by Mr Charron, on behalf of Mr Parizeau, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Bill 101.—An Act to amend the Public Officers Act;

Bill 102.—An Act to amend the Revenue Department Act.

Bill 108, "An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec", was introduced by Mr Tremblay and read the first time.

On motion of Mr Charron, this bill was referred to the Standing Committee on Industry and Commerce, for public hearings and consideration.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the delays provided for in Standing Order 118-A were suspended for this bill and the said Committee was convened for 6 and 7 December 1978, to hear the parties concerned.

During the period of oral questions by Members, with the unanimous consent of the Assembly, Mr Lazure tabled the following document:

Progress report to 23 November 1978, on the family planning program

planification des naissances et le développement des services de consultation dans les centres hospitaliers.

(Document de la session n° 486.)

M. Charron donne l'avis suivant:

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de l'industrie et du commerce siégera pour discuter la question avec débat du Député de Notre-Dame-de-Grâce au Ministre de l'Industrie et du Commerce sur le sujet suivant:

L'absence de politiques du gouvernement québécois en ce qui concerne l'investissement de capitaux provenant de l'extérieur du Québec.

Mercredi prochain, le 29 novembre 1978, à la Salle 81 «A», à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission de l'Assemblée nationale siégera pour étudier la réforme administrative de l'Assemblée nationale.

Jeudi prochain, le 30 novembre 1978, à la Salle 91 «A», la Commission permanente des engagements financiers siégera à compter de neuf heures trente minutes jusqu'à douze heures trente minutes.

M. Charron propose que la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières siège au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour étudier le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur», et entendre les représentants des organismes qui en ont fait la demande.

La motion est adoptée.

and the setting up of special clinics in hospital centres.

(Sessional Papers, No. 486.)

Mr Charron gave the following notice:

The Standing Committee on Industry and Commerce will sit tomorrow in the Red Room, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Notre-Dame-de-Grâce to the Minister of Industry and Commerce, on the following matter:

The lack of Government policies on capital investments from outside the Province of Québec.

Next Wednesday, 29 November 1978, the Committee on the National Assembly will sit in Room 81 "A", from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, to consider the administrative reorganization of the National Assembly.

Next Thursday, 30 November 1978, the Standing Committee on Financial Commitments will sit in Room 91 "A", from nine-thirty o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon.

Mr Charron moved that the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions do sit immediately in the Red Room, until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, to examine Bill 72, "Consumer Protection Act", and to hear the representatives of organizations who have requested a meeting.

The motion was adopted.

Conformément à l'article 24 du règlement, M. Ciaccia propose:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement pour avoir récemment autorisé sans consultation appropriée une hausse considérable des tarifs de l'Hydro-Québec et pour les politiques gouvernementales qui sont la cause première de l'ampleur de ces augmentations.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À la suite de l'intervention du Député de Mont-Royal, M. le Président communique à l'Assemblée le partage du temps accepté pour la discussion de cette motion, à la conférence qu'il avait convoquée avec les leaders des différents partis représentés en cette Chambre, savoir: cent minutes au gouvernement; quatre-vingt-dix minutes à l'Opposition officielle; cinquante minutes à l'Union Nationale; dix minutes au Parti National Populaire et dix minutes au Député de Pointe-Claire.

Et le débat continue.

À dix-huit heures huit minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion de censure est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Brochu, Ciaccia, Cordeau, Fontaine, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Pagé, Russell, Saindon, Scowen, Vaillancourt (Orford).—18.

In accordance with Standing Order 24, Mr Ciaccia moved:

That the Assembly do pass strict censure on the Government for the substantial increases in Hydro-Québec rates, which it recently approved without proper consultation, and for its policies which are primarily responsible for such high increases.

And a debate arising on this motion.

Following the speech by the Member for Mount-Royal, Mr President informed the Assembly of the following distribution of time, agreed to for the debate on this motion, at the conference that he had convened with the House Leaders of the Parties represented in the House: one hundred minutes to the Government; ninety minutes to the Official Opposition; fifty minutes to the Union Nationale; ten minutes to the Popular National Party and ten minutes to the Member for Pointe-Claire.

And the debate continuing thereon.

At eight minutes past six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion of non-confidence was then rejected on the following division:

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Boucher, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Godin, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Laurin, Lavigne, Lefebvre, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif.—42.

À vingt-deux heures, l'Assemblée
s'ajourne à mardi prochain, quatorze
heures.

At ten o'clock P.M., the Assembly
adjourned until next Tuesday, at two
o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 28 novembre 1978

Quatorze heures

Tuesday, 28 November 1978

Two o'clock P.M.

Conformément à l'article 180 du règlement, M. Biron dépose le document suivant:

Pétition, en date du 28 novembre 1978, signée par 6 957 citoyens de Lotbinière, demandant l'appui des membres de l'Assemblée nationale pour que la direction du C.L.S.C. Lotbinière-Ouest fournisse à la population un service auquel elle a droit, vingt-quatre heures par jour et sept jours par semaine.

(Document de la session n° 487.)

M. Charron dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 215.—Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport;

Projet de loi n° 259.—Loi concernant la ville de Mont-Joli.

(Document de la session n° 488.)

In accordance with Standing Order 180, Mr Biron tabled the following document:

Petition, dated 28 November 1978 and signed by 6 957 citizens of Lotbinière, requesting the Members of the National Assembly to support them in their rightful demands to the administration of the local community service centre, for uninterrupted daily service in the Lotbinière-West area.

(Sessional Papers, No. 487.)

Mr Charron tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following private bills:

Bill 215.—An Act to amend the charter of the city of Beauport;

Bill 259.—An Act respecting the town of Mont-Joli.

(Sessional Papers, No. 488.)

M. Charron propose que les règles de pratique concernant les projets de loi privés soient suspendues dans le cas de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Charron, au nom de Mme Payette:

Projet de loi n° 87.—Loi modifiant la Loi du courtage immobilier.

Par M. O'Neill:

Projet de loi n° 109.—Loi sur la programmation éducative.

Par M. Charron, au nom de M. Garon:

Projet de loi n° 116.—Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.

Le projet de loi privé n° 215, «Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport», est présenté par M. Bertrand et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, ce projet de loi est déferé pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi privé n° 259, «Loi concernant la ville de Mont-Joli», est présenté par M. Marquis et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, ce projet de loi est déferé pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales.

Mr Charron moved that the Rules of Procedure concerning private bills be suspended for these bills.

The motion was adopted.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Charron, on behalf of Mrs Payette:

Bill 87.—An Act to amend the Real Estate Brokerage Act.

By Mr O'Neill:

Bill 109.—An Act respecting educational programming.

By Mr Charron, on behalf of Mr Garon:

Bill 116.—An Act to amend the Farm Products Marketing Act.

Private Bill 215, "An Act to amend the charter of the city of Beauport", was introduced by Mr Bertrand and read the first time.

On motion of Mr Charron, this bill was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for public hearings and section by section examination.

With the unanimous consent of the Assembly, Private Bill 259, "An Act respecting the town of Mont-Joli", was introduced by Mr Marquis and read the first time.

On motion of Mr Charron, this bill was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for public hearings and section by section examination.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose:

Que cette Assemblée souhaite la plus cordiale bienvenue aux réfugiés Vietnamiens qui sont arrivés sur terre québécoise, en nous réjouissant à l'avance que l'adaptation à leur nouveau milieu de vie sera facilitée par l'hospitalité traditionnelle de l'ensemble de nos concitoyens.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque (Bonaventure) propose:

Que cette Assemblée offre ses plus vives condoléances à M. Raymond Garneau, député de Jean-Talon, à l'occasion du décès de sa mère.

La motion est adoptée.

M. Bellemare propose que le nom de M. Goulet soit substitué à celui de M. Dubois sur la liste des membres de la Commission permanente du revenu et que le nom de M. Dubois soit substitué à celui de M. Goulet sur la liste des intervenants de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. Charron donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur».

À la Salle 81 «A»:

La Commission du revenu siégera pour étudier, article par article, le pro-

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved:

That the Assembly do most cordially welcome the Vietnamese refugees newly arrived in Québec, trusting fully that the traditional hospitality of our fellow citizens will help these new neighbours to adapt more easily to unfamiliar surroundings.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque (Bonaventure) moved:

That the Assembly do offer an expression of deepest sympathy to the bereaved Member for Jean-Talon, Mr Raymond Garneau, on the occasion of the loss of his mother.

The motion was adopted.

Mr Bellemare moved that the name of Mr Dubois be replaced by that of Mr Goulet on the list of members of the Standing Committee on Revenue, and that the name of Mr Goulet be replaced by that of Mr Dubois on the list of participating members of such Committee.

The motion was adopted.

Mr Charron gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit to examine Bill 72, "Consumer Protection Act", section by section.

In Room 81 "A":

The Committee on Revenue will sit for section by section examination of

jet de loi n° 67, «Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement».

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la justice siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 20, «Loi concernant certaines dispositions législatives».

Jeudi, le 30 novembre 1978, à la Salle 91 «A», Commission permanente des engagements financiers siégera après les affaires courantes.

Mardi, le 5 décembre 1978, à la Salle 91 «A», après les affaires courantes, la Commission permanente des affaires municipales siégera pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 218.—Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est;

Projet de loi n° 241.—Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi;

Projet de loi n° 259.—Loi concernant la ville de Mont-Joli;

Projet de loi n° 264.—Loi concernant la ville de Gatineau;

Projet de loi n° 271.—Loi concernant la ville de La Baie;

Projet de loi n° 274.—Loi concernant la ville de Vaudreuil.

M. Couture propose que le projet de loi n° 77, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Bill 67, "An Act respecting lotteries, racing, publicity contests and amusement machines".

In Room 91 "A":

The Committee on Justice will sit for section by section examination of Bill 20, "An Act respecting certain legislative provisions".

Thursday, 30 November 1978, the Standing Committee on Financial Commitments will sit in Room 91 "A", following Routine Business.

Tuesday, 5 December 1978, the Standing Committee on Municipal Affairs will sit in Room 91 "A", following Routine Business, for public hearings and section by section examination of the following private bills:

Bill 218.—An Act to amend the charter of the town of Montreal East;

Bill 241.—An Act to amend the charter of the city of Chicoutimi;

Bill 259.—An Act respecting the town of Mont-Joli;

Bill 264.—An Act respecting the city of Gatineau;

Bill 271.—An Act respecting the city of La Baie;

Bill 274.—An Act respecting the town of Vaudreuil.

Mr Couture moved that Bill 77, "An Act to amend the Immigration Department Act", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, au nom de M. Charron, M. le Président remet à dix-sept heures cinquante-cinq minutes, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est suspendu.

À dix-sept heures cinquante-cinq minutes, l'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Couture proposant que le projet de loi n° 77, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration», soit lu la troisième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Biron, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Chevette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Guay, Laberge, Lacoste, Laurin, Lavigne, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Payette, Perron, Proulx, Roy, Samson, Vaillancourt (Jonquière).—57.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Caron, Ciaccia, Forget, Giasson, Goldbloom, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Scowen, Shaw, Sprin-gate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—22.

En conséquence, le projet de loi n° 77 est lu la troisième fois.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until fifty-five minutes past five o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garon proposing that Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", be now read the second time.

The debate was suspended.

At fifty-five minutes past five o'clock P.M., the Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Couture proposing that Bill 77, "An Act to amend the Immigration Department Act", be read the third time.

The motion was then adopted on the following division:

Bill 77 was accordingly read the third time.

À dix-huit heures quatre minutes, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

Vingt heures quinze minutes

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Roy.

Aujourd'hui, mardi 28 novembre 1978, à dix-huit heures quinze minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Cardinal, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Couture, le représentant du Premier ministre, de M. Blank, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Burns, de M. Duhaime et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner la loi suivante:

77 Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à demain, quinze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD

At four minutes past six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Eight-fifteen o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garon proposing that Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Roy.

Today, Tuesday, 28 November 1978, at fifteen minutes past six o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mr Cardinal, Vice-President of the National Assembly, of Mr Couture, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Blank, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Burns, of Mr Duhaime and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following bill:

77 An Act to amend the Immigration Department Act.

At ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 29 novembre 1978

Quinze heures

Wednesday, 29 November 1978

Three o'clock P.M.

M. Charron, au nom de M. Parizeau, dépose le document suivant:

Etats financiers du Québec, pour l'année financière terminée le 31 mars 1978.

(Document de la session n° 489.)

Mr Charron tabled the following document, on behalf of Mr Parizeau:

Financial statements of Québec, for the fiscal year ended 31 March 1978.

(Sessional Papers, No. 489.)

M. Gosselin, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a siégé le 7 novembre 1978, pour entendre les représentants de l'Association des chirurgiens dentistes du Québec.

(Document de la session n° 490.)

Mr Gosselin, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Social Affairs which sat on 7 November 1978, to hear the representatives of the Québec Dental Surgeons' Association.

(Sessional Papers, No. 490.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Charron, au nom de M. Bérubé:

Projet de loi n° 97.—Loi modifiant la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Charron, on behalf of Mr Bérubé:

Bill 97.—An Act to amend the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act.

Par M. Tardif:

Projet de loi n° 112.—Loi modifiant la Loi de l'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives;

Projet de loi n° 113.—Loi prolongeant certaines dispositions de la Loi modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, le Code civil et d'autres dispositions législatives.

Par M. Johnson:

Projet de loi n° 110.—Loi modifiant la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives;

Projet de loi n° 114.—Loi modifiant la Loi des accidents du travail et d'autres dispositions législatives.

Par M. Lavoie:

Projet de loi n° 195.—Loi modifiant la Loi régissant le financement des partis politiques.

M. Charron donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'Assemblée nationale siégera en vue d'étudier les meilleurs moyens à prendre pour assurer un contrôle et une surveillance plus efficaces sur le fonctionnement et la performance des sociétés d'État québécoises par le gouvernement et par les membres de l'Assemblée nationale.

By Mr Tardif:

Bill 112.—An Act to amend the Real Estate Assessment Act and to amend other legislation;

Bill 113.—An Act to prolong certain provisions of the Act to amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, the Civil Code and other legislation.

By Mr Johnson:

Bill 110.—An Act to amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act and other legislation;

Bill 114.—An Act to amend the Workmen's Compensation Act and other legislation.

By Mr Lavoie:

Bill 195.—An Act to amend the Act to govern the financing of political parties.

Mr Charron gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow, from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on the National Assembly will sit to study the best measures to take in order to ensure more effective control and supervision of the operation and performance of Québec Government corporations, by the Government and Members of the National Assembly.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la protection de l'environnement siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 30, «Loi modifiant de nouveau la Loi de la qualité de l'environnement».

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières pour étudier, article par article, le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'Assemblée nationale pour étudier la réforme administrative de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Bellemare:

1. M. Pierre Prince, 931, rue Charles-Guimond, à Boucherville, a-t-il déjà été à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, de quelle date à quelle date?

3. Quels sont les emplois qu'il a occupés?

4. Quels ont été les motifs de son départ?

Réponse de M. Couture:

1. Oui.

2. Du 1^{er} août 1960 au 21 octobre 1975.

In Room 91 "A":

The Committee on Protection of the Environment will sit for section by section examination of Bill 30, "An Act to again amend the Environment Quality Act".

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, for section by section examination of Bill 72, "Consumer Protection Act".

In Room 81 "A":

The Committee on the National Assembly, to consider the administrative reorganization of the National Assembly.

The motion was adopted.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare:

1. Was Mr Pierre Prince, 931 Charles-Guimond Street, at Boucherville, ever in the employ of the Government?

2. If so, for what period(s)?

3. What were his job designations?

4. What were his reasons for leaving?

Answer by Mr Couture:

1. Yes.

2. From 1 August 1960 to 21 October 1975.

3. 1960-1966 — Inspecteur / *Inspector*

1966-1968 — Aux études / *On study leave*

1968-1969 — Agent de bureau /
Office clerk

1969-1975 — Agent de bureau /
Office clerk

— Ministère de l'Éducation /
Department of Education

— École de métier /
Vocational School

— Institut des textiles /
Textile Institute

— Ministère de l'Immigration / *Department of Immigration*

4. Le 14 octobre 1975, il avertissait le ministère de l'Immigration de sa démission effective le 21 octobre 1975 pour des raisons qu'il jugeait personnelles.

4. On 14 October 1975, for personal reasons, he submitted his resignation to the Department of Immigration, effective 21 October 1975.

Question de M. O'Gallagher:

1. Quels sont les noms et adresses des concessionnaires qui ont fourni les cinquante voitures Pontiac Grand Prix «LJ» pour le tirage de la loterie «TICTACTO»?

2. Combien de voitures chacun a-t-il vendues et à quel prix?

3. Des appels d'offre publiés dans les journaux avaient-ils préalablement été faits?

4. Dans l'affirmative:

a) à quelles dates;

b) dans quels journaux;

c) quels furent les soumissionnaires et le prix soumis par chacun?

Question by Mr O'Gallagher:

1. What are the names and addresses of the car dealers who supplied the fifty Pontiac Grand Prix "LJ" cars for the "TICTACTO" lottery draw?

2. How many cars did each dealer sell and at what price?

3. Was there any prior newspaper publication of calls for tenders?

4. If so:

(a) on what dates;

(b) in which newspapers;

(c) who were the bidders and what was the price submitted by each one?

Réponse de M. Parizeau:

1. La Société a acheté directement de la compagnie General Motors les voitures à un prix de \$7 475 par voiture (plus les frais de livraison). Le prix de détail suggéré par le manufacturier est d'environ \$9 250.

Les gagnants indiquaient eux-mêmes à la compagnie le nom du concessionnaire où ils désiraient prendre livraison de leur voiture.

2. Ne s'applique pas.

3. La Société applique une politique d'achat qui privilégie les firmes québécoises. La Société ayant fait affaire

Answer by Mr Parizeau:

1. The Société purchased the cars directly from the General Motors Co. at a unit price of \$7 475, plus cost of delivery. The manufacturer's suggested retail price was \$9 250.

The winners themselves indicated to the company the automotive dealership to which they wished their car delivered.

2. Not applicable.

3. The purchasing policy of the Société gives precedence to Québec firms. As the Société dealt directly

directement avec le fabricant, aucun appel n'a été fait puisque la seule entreprise qui procède à l'assemblage de voitures automobiles au Québec est la compagnie General Motors. Toutes les voitures données en lots ont été assemblées à l'usine de Sainte-Thérèse.

4. Ne s'applique pas.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Brochu:

1. Du 1^{er} octobre 1970 au 1^{er} octobre 1978, quel est le montant total des emprunts du gouvernement et de l'Hydro-Québec effectués sur les marchés suivants?

- a) américain
- b) français
- c) allemand
- d) suisse
- e) japonais

2. Pour chacun de ces emprunts, quelle est la date d'échéance?

3. Au 1^{er} octobre 1978, quel serait le montant total que le gouvernement et l'Hydro-Québec devraient déboursier pour rembourser ces emprunts?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Parizeau dépose ledit document.

(Document de la session n° 491.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. O'Gallagher:

Relativement à la loterie instantanée «TICTACTO» mise sur pied pour financer la Fête nationale, la Fête du retour aux sources, la Semaine du patrimoine et les Fêtes du 370^e anniver-

with General Motors, which has the only car assembly plant in the Province, there was no public call for tenders. All the cars awarded in prizes were assembled at the Sainte-Thérèse plant.

4. Not applicable.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Brochu:

1. From 1 October 1970 to 1 October 1978, what total amount did the Government and Hydro-Québec borrow on each of the following markets?

- (a) American
- (b) French
- (c) West German
- (d) Swiss
- (e) Japanese

2. On what date will each of the loans fall due?

3. On 1 October 1978, what would have been the total amount required by the Government and Hydro-Québec to repay the loans?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Parizeau tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 491.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr O'Gallagher:

Regarding the "TICTACTO" instant lottery set up for the purpose of financing the Fête nationale, the Fête du retour aux sources, the Semaine du patrimoine and the festivities com-

saire de fondation de la ville de Québec:

1. Combien de billets ont été:

a) imprimés;

b) vendus?

2. Quel est le montant total des commissions qui ont été payées aux distributeurs?

3. Quel a été le coût total de la mise en place de cette loterie, y compris l'impression des billets, les frais de publicité, l'achat des automobiles et autres frais d'exploitation?

4. Combien y a-t-il eu de gagnants de:

a) billets gratuits;

b) deux dollars;

c) cinquante dollars;

d) mille dollars;

e) cinq mille dollars?

5. Quelles ont été les recettes:

a) brutes;

b) nettes?

6. De la recette nette, quelles sommes ont été versées pour l'organisation de:

a) la Fête nationale;

b) la Fête du retour aux sources;

c) la Semaine du patrimoine;

d) les Fêtes du 370^e anniversaire de fondation de la ville de Québec?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Parizeau dépose ledit document.

(*Document de la session n° 492.*)

M. le Président communique à l'Assemblée le partage du temps accepté à la conférence qu'il a convoquée avec les leaders des différents partis représentés en cette Chambre pour le débat de la motion (en vertu de

memorating the 370th anniversary of the founding of Québec City:

1. How many tickets were:

(a) printed;

(b) sold?

2. What was the total amount paid in commissions to ticket agents?

3. What was the total cost of setting up this lottery, including the printing of tickets, advertising, the purchase of automobiles, and other operating costs?

4. How many persons won the following prizes:

(a) free tickets;

(b) two dollars;

(c) fifty dollars;

(d) one thousand dollars;

(e) five thousand dollars?

5. What were:

(a) the gross receipts;

(b) the net receipts?

6. What amount of the net receipts were spent on:

(a) the Fête nationale;

(b) the Fête du retour aux sources;

(c) the Semaine du patrimoine;

(d) the festivities commemorating the 370th anniversary of the founding of Québec City?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Parizeau tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 492.*)

Mr President informed the Assembly of the following distribution of time agreed to at the conference that he had convened with the House Leaders of the Parties represented in the House, for the debate on the

l'article 91 du règlement) qui sera appelée cet après-midi et qui devra être mise aux voix avant dix-huit heures, savoir: trente-cinq minutes au gouvernement; trente minutes à l'Opposition officielle, vingt minutes à l'Union Nationale et dix minutes au Parti National Populaire.

Conformément à l'article 91 du règlement, M. Pagé propose:

Que la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre se réunisse, avant le 20 décembre 1978, aux fins d'analyser les conséquences, pour les travailleurs, de l'application du règlement de placement dans l'industrie de la construction.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Chevrette propose:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant dans la troisième ligne, les mots «le 20 décembre 1978», par les mots «la date de mise en vigueur des nouveaux certificats de classification».

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, le débat portera tant sur la motion d'amendement que sur la motion principale et, à la fin du débat, une mise aux voix aura lieu sur chaque motion.

Et le débat continue.

La motion d'amendement est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

motion (under Standing Order 91) to be called this afternoon and to be put to the vote before six o'clock P.M.: thirty-five minutes to the Government; thirty minutes to the Official Opposition; twenty minutes to the Union Nationale and ten minutes to the Popular National Party.

In accordance with Standing Order 91, Mr Pagé moved:

That the Standing Committee on Labour and Manpower do meet before 20 December 1978 to examine the impact on construction workers of enforcing the Regulations respecting placements in the construction industry.

And a debate arising on this motion.

Mr Chevrette moved:

That the motion under debate be amended by replacing the words "20 December 1978", in the third line thereof, by the words "the new classification certificates come into force".

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Gratton, a debate will be held both on the main motion and on the motion of amendment, and will be followed by a vote on each motion.

And the debate continuing thereon.

The motion of amendment was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Lavigne, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaugeois.—52.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Raynauld, Saindon, Scowen, Shaw, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—33.

La motion principale amendée de M. Pagé, se lit maintenant comme suit:

Que la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre se réunisse, avant la date de mise en vigueur des nouveaux certificats de classification, aux fins d'analyser les conséquences, pour les travailleurs, de l'application du règlement de placement dans l'industrie de la construction.

Ladite motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The main motion by Mr Pagé, as amended, now reads as follows:

That the Standing Committee on Labour and Manpower do meet, before the new classification certificates come into force, to examine the impact on construction workers of enforcing the Regulations respecting placements in the construction industry.

The said motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Larivière, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Raynauld, Saindon, Scowen, Shaw, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—85.

CONTRE—NAYS:—0.

À dix-huit heures dix minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain, quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At ten minutes past six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 30 novembre 1978

Quatorze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Tremblay:

Rapport d'enquête (en français) sur l'industrie de l'automobile au Canada, présidée par M. Simon Reisman, en date d'octobre 1978, accompagné d'une lettre, en date du 30 novembre 1978, adressée à M. Jack H. Horner, ministre de l'Industrie et du Commerce du Canada, par M. Rodrigue Tremblay, ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, concernant ce rapport.

(Document de la session n° 493.)

Par M. Bérubé:

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 18 octobre 1978, concernant un paiement par le Ministre des Finances pour des actions de la Société nationale de l'amiante.

(Document de la session n° 494.)

Thursday, 30 November 1978

Two o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Tremblay:

Report (in French) of the Reisman Commission on the Canadian Automotive Industry, dated October 1978, together with a letter of 30 November 1978, relating to this report and addressed to Mr Jack H. Horner, federal Minister of Industry, Trade and Commerce, by Mr Rodrigue Tremblay, Minister of Industry and Commerce of Québec.

(Sessional Papers, No. 493.)

By Mr Bérubé:

Copy of an Order in Council, dated 18 October 1978, concerning the payment by the Minister of Finance for the acquisition of shares of the Société nationale de l'amiante.

(Sessional Papers, No. 494.)

M. Charron dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 209.—Loi modifiant la charte de la Ville de Laval;

Projet de loi n° 268.—Loi modifiant la charte de la Ville de Varennes.
(*Document de la session n° 495.*)

M. Charron propose que les règles de pratique concernant les projets de loi privés soient suspendues dans le cas de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Lazure:

Projet de loi n° 117.—Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec;

Projet de loi n° 118.—Loi modifiant la Loi de l'aide sociale.

Par M. Tardif:

Projet de loi n° 119.—Loi constituant certaines municipalités dans l'Outaouais.

Par M. Charron:

Projet de loi n° 120.—Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif.

Par M. Burns:

Projet de loi n° 123.—Loi modifiant la Loi électorale.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Mr Charron tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following private bills:

Bill 209.—An Act to amend the charter of the City of Laval;

Bill 268.—An Act to amend the charter of the city of Varennes.
(*Sessional Papers, No. 495.*)

Mr Charron moved that the Rules of Procedure concerning private bills be suspended for these bills.

The motion was adopted.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Lazure:

Bill 117.—An Act to amend the Québec Family Allowances Plan;

Bill 118.—An Act to amend the Social Aid Act.

By Mr Tardif:

Bill 119.—An Act to incorporate certain municipalities in the Outaouais.

By Mr Charron:

Bill 120.—An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act.

By Mr Burns:

Bill 123.—An Act to amend the Election Act.

The following private bills were severally introduced and read the first time:

Par M. Fallu:

Projet de loi n° 209.—Loi modifiant la charte de la Ville de Laval.

Par M. Perron, au nom de M. Charbonneau:

Projet de loi n° 268.—Loi modifiant la charte de la Ville de Varennes.

Sur la motion de M. Charron, ces projets de loi sont déferés pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. de Bellefeuille propose:

Que cette Assemblée offre ses bons voeux aux Québécois d'origine écossaise ainsi qu'à ceux d'origine russe, à l'occasion de la fête, aujourd'hui, de leur patron, Saint André, apôtre.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bellemare propose:

Que cette Assemblée témoigne, dans un geste concret et unanime, sa confiance la plus entière en son Président qui fait preuve, depuis son entrée en fonction, d'une objectivité au-dessus de tout reproche et d'une compréhension de son rôle qui fait honneur à notre institution parlementaire.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Duhaime propose:

Que la motion en discussion soit amendée en ajoutant après le mot «Président» les mots «et ses deux Vice-présidents».

Conformément à l'article 65 du règlement, M. le Président modifie la motion principale dans sa forme et la motion d'amendement est reçue.

By Mr Fallu:

Bill 209.—An Act to amend the charter of the City of Laval.

By Mr Perron, on behalf of Mr Charbonneau:

Bill 268.—An Act to amend the charter of the city of Varennes.

On motion of Mr Charron, these bills were referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for public hearings and section by section examination.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr de Bellefeuille moved:

That the Assembly do extend its sincere best wishes to Québec citizens of Scottish and Russian origin alike, on the occasion of St. Andrew's Day.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bellemare moved:

That the Assembly do give an open and united vote of confidence to its President who, from the outset, has unfailingly demonstrated an impartiality above reproach and an understanding of his office which highly befits our parliamentary institution.

And a debate arising on this motion.

Mr Duhaime moved:

That the motion under debate be amended by adding after the word "President", the words "and its two Vice-Presidents".

In accordance with Standing Order 65, Mr President changed the form of the main motion and the motion of amendment was received.

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

Le débat est suspendu.

Conformément à l'article 174 du règlement, Madame le Président communique à l'Assemblée un avis reçu de M. Fontaine à l'effet qu'il n'est pas satisfait d'une réponse du Ministre de la Justice, concernant les modalités de l'éventuel retour du couple Cossette-Trudel au Québec, et qu'il désire soulever un débat à la fin de la séance d'aujourd'hui.

Et le débat continue sur la motion d'amendement de M. Duhaime à la motion principale de M. Bellemare.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion d'amendement est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Boucher, Brassard, Charron, Chevette, Clair, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Gendron, Gosselin, Gravel, Grégoire, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—47.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTIONS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Caron, Cordeau, Fontaine, Goldbloom, Goulet, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailoux, O'Gallagher, Picotte, Roy, Saindon, Samson, Scowen, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—26.

And a debate arising on this motion of amendment.

The debate was suspended.

In accordance with Standing Order 174, Madam President informed the Assembly of a notice from Mr Fontaine stating his dissatisfaction with an answer given by the Minister of Justice, concerning the conditions surrounding the eventual return of the Cossette-Trudel couple to Québec, and requesting that a debate be held at the end of today's sitting.

And the debate continuing on the motion of amendment by Mr Duhaime to the main motion by Mr Bellemare.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion of amendment was then adopted on the following vote:

Et le débat continue sur la motion amendée de M. Bellemare, qui se lit maintenant comme suit:

Que cette Assemblée témoigne, dans un geste concret et unanime, sa confiance la plus entière en son Président et ses deux Vice-présidents qui font preuve, depuis leur entrée en fonction, d'une objectivité au-dessus de tout reproche et d'une compréhension de leur rôle qui fait honneur à notre institution parlementaire.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton.

Conformément à l'article 174 du règlement, le débat est tenu.

Le Ministre de la Justice répond, au nom du gouvernement, à la question soulevée par le Député de Nicolet-Yamaska.

À vingt-deux heures dix minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain, dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

And the debate continuing on the amended motion by Mr Bellemare, which now reads as follows:

That the Assembly do give an open and united vote of confidence to its President and its two Vice-Presidents who, from the outset, have unfailingly demonstrated an impartiality above reproach and an understanding of their office which highly befits our parliamentary institution.

The debate was adjourned on motion of Mr Gratton.

In accordance with Standing Order 174, the debate was held.

The Minister of Justice, on behalf of the Government, replied to the question raised by the Member for Nicolet-Yamaska.

At ten minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le vendredi 1^{er} décembre 1978

Dix heures

Friday, 1 December 1978

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Laurin:

Rapport d'activité de l'Office de la langue française, au 31 mars 1978, incluant l'activité de la Régie de la langue française, pour la période allant du 1^{er} janvier au 26 août 1977.

(Document de la session n° 496.)

By Mr Laurin:

Report of the activities of the Office de la langue française, to 31 March 1978, including the activities of the Régie de la langue française, for the period extending from 1 January to 26 August 1977.

(Sessional Papers, No. 496.)

Par M. Charron, au nom de M. Tremblay:

Rapport annuel de la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 497.)

By Mr Charron, on behalf of Mr Tremblay:

Annual report of the Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 497.)

M. Baril, au nom de M. Bordeleau, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des richesses naturelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 78, «Loi modifiant de nouveau la Loi du régime des eaux».

Mr Baril tabled, on behalf of Mr Bordeleau, the appointed reporter, the report of the Standing Committee on Natural Resources which examined Bill 78, "An Act to again amend the Watercourses Act", following second reading.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 498.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Johnson, le 30^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies est souligné, et cette Assemblée donne son appui au mouvement qui demande de changer le mot «homme», par le mot «personne».

M. Charron donne l'avis suivant:

Lundi, le 4 décembre 1978, au Salon Rouge, la Commission permanente de l'agriculture siégera à vingt heures, pour étudier le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», et entendre les personnes qui ont été convoquées.

M. Charron propose que la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières siège immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Brassard, Brochu, Caron, Charron, Chevrette, Clair, Cordeau, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Tailon), Mailloux, Marcoux, Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Saindon, Scowen, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—75.

CONTRE—NAYS:—0.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No 498.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Johnson, the Assembly commemorated the thirtieth anniversary of the United Nations Declaration on Human Rights, and endorsed the campaign to replace the word "homme" by the word "personne".

Mr Charron gave the following notice:

Monday, 4 December 1978, the Standing Committee on Agriculture will sit in the Red Room at eight o'clock P.M., to examine Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", and to hear the persons who have been convened.

Mr Charron moved that the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions do sit immediately until six o'clock P.M., with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon, for section by section examination of Bill 72, "Consumer Protection Act".

The motion was adopted on the following vote:

M. Parizeau transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires (n° 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

JEAN-PIERRE CÔTÉ.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, le 30 novembre 1978.

(*Document de la session n° 499.*)

Sur la motion de M. Charron, tous ces crédits supplémentaires sont envoyés pour étude à la commission plénière.

Conformément à l'article 24 du règlement, M. Scowen propose:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement pour avoir négligé de proposer et d'adopter des mesures efficaces visant à fournir de l'emploi aux jeunes diplômés de nos CEGEP et de nos universités qui, depuis 1976, sont les premières victimes de cette négligence.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Au cours de l'intervention du Député de Notre-Dame-de-Grâce, le débat est suspendu et M. le Président communique à l'Assemblée le partage du temps accordé pour la discussion de cette motion, à la suite d'une confé-

Mr Parizeau presented to Mr President the following message from the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, which Mr President read to the Assembly:

The Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec forwards to the National Assembly the Supplementary Estimates of Expenditure (No 1) for the fiscal year ending 31 March 1979, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the Assembly.

JEAN-PIERRE CÔTÉ.

Government House,

Québec, 30 November 1978.

(*Sessional Papers, No. 499.*)

On motion of Mr Charron, all the Supplementary Estimates of Expenditure were referred to the Committee of the Whole for consideration.

In accordance with Standing Order 24, Mr Scowen moved:

That the Assembly do pass strict censure on the Government for its failure to introduce and adopt effective measures of employment for our university and CEGEP students who, since 1976, have been the first to suffer from such failure.

And a debate arising on this motion.

During the speech by the Member for Notre-Dame-de-Grâce, the debate was suspended and Mr President informed the Assembly of the following distribution of debate time decided for this motion, at the conference that

rence qu'il a convoquée avec les leaders des différents partis représentés en cette Chambre, savoir: trente-six minutes au gouvernement; trente et une minutes à l'Opposition officielle et dix-huit minutes à l'Union Nationale.

Et le débat continue.

Au cours du débat, M. Marois dépose le document suivant:

Rapport d'étape, intitulé: *Les jeunes Québécois et le travail*, préparé par l'Office de planification et de développement du Québec.

(Document de la session n° 500.)

Et le débat continue.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Caron, Cordeau, Goulet, Gratton, Lamontagne, Lavoie, Mailloux, O'Gallagher, Picotte, Scowen, Vaillancourt (Orford), Verreault.—15.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bertrand, Boucher, Cardinal, Charron, Chevrette, Clair, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Gosselin, Gravel, Grégoire, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—43.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», soit maintenant lu la deuxième fois.

he had convened with the House Leaders of the Parties represented in the House: thirty-six minutes to the Government; thirty-one minutes to the Official Opposition and eighteen minutes to the Union Nationale.

And the debate continuing thereon.

During the debate, Mr Marois tabled the following document:

Progress report on work opportunities for Québec youth, published by the Québec Planning and Development Bureau.

(Sessional Papers, No. 500.)

And the debate continuing thereon.

The motion was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Caron, Cordeau, Goulet, Gratton, Lamontagne, Lavoie, Mailloux, O'Gallagher, Picotte, Scowen, Vaillancourt (Orford), Verreault.—15.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bertrand, Boucher, Cardinal, Charron, Chevrette, Clair, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Gosselin, Gravel, Grégoire, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—43.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garon proposing that Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", be now read the second time.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Cordeau.

À dix-huit heures cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à lundi prochain, quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The debate was adjourned on motion of Mr Cordeau.

At five minutes past six o'clock P.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until next Monday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le lundi 4 décembre 1978

Quatorze heures

Monday, 4 December 1978

Two o'clock P.M.

M. le Président s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur de communiquer à l'Assemblée la résolution suivante de la Commission de régie interne, adoptée par la Commission de l'Assemblée nationale le 29 novembre 1978:

Résolu que la résolution 349-78 adoptée sous l'autorité du premier paragraphe de l'article 55 de la Loi de la Législature (1964, S.R.Q., c. 6 et amendements), soit modifiée comme suit:

Dans les 5^e et 6^e paragraphes, après le chiffre \$17 173, que tous les mots soient remplacés par les suivants: «et que ladite résolution tienne lieu et place de la liste d'éligibilité normalement émise par la Commission de la fonction publique et que ladite résolution prenne effet le jour où le Président de l'Assemblée nationale a donné

Mr President made the following announcement:

I have the honour to inform the Assembly of the following resolution of the Commission of Internal Economy, adopted by the Committee on the National Assembly, on 29 November 1978:

Resolved, that Resolution 349-78, adopted under section 55, subsection 1 of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, c. 6 and amendments), be amended as follows:

That, in the fifth and sixth paragraphs thereof, all the words after the sum \$17 173 be replaced by the following: "and that the said resolution do apply in place and stead of the eligibility list normally issued by the Civil Service Commission, and that the said resolution be retroactive to 21 June 1978, the day on which the President of the

communication de la première résolution à ce sujet à l'Assemblée nationale, soit le 21 juin 1978».

(Signé) RENÉ BLONDIN
Secrétaire de la Commission
de régie interne
(Document de la session n° 501.)

M. Marcoux, au nom de M. Alfred, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 20, «Loi concernant certaines dispositions législatives».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 502.)

DIRECTIVE DE M. LE PRÉSIDENT

Avant l'appel des affaires du jour, M. le Président, à la suite d'une demande faite par le Député de Saint-Laurent, au cours d'une séance antérieure, aux fins de diviser le projet de loi n° 84, «Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives», donne la directive suivante:

L'ancien règlement, des articles 473 à 487, les auteurs, Beauchesne, et May dans sa 19^e édition, pages 511, 514 et 530 et les précédents établis les 10 décembre 1974 et 14 mars 1978, sont à l'effet que les motions de première et de deuxième lecture sont des motions simples, donc indivisibles; par conséquent, les articles 87 et 88 du règlement actuel qui prévoient la division d'une question, ne peuvent recevoir leur application au cours de l'une ou l'autre de ces deux étapes.

Donc, conformément à la tradition et au règlement actuel, seul l'article 152 du règlement permet, au moyen d'une

National Assembly communicated the first resolution".

(Signed) RENÉ BLONDIN
Secretary of the Commission
of Internal Economy
(Sessional Papers, No. 501.)

Mr Marcoux tabled, on behalf of Mr Alfred, the report of the Standing Committee on Justice which examined Bill 20, "An Act respecting certain legislative provisions", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 502.)

RULING BY MR PRESIDENT

Before Business of the Day was called, Mr President laid down the following ruling on a motion for an instruction proposed in a previous sitting by the Member for Saint-Laurent, concerning the division of Bill 84, "An Act to amend the Health Insurance Act and other legislation":

In accordance with Standing Orders 473 to 487 of the previous Standing Orders, the authors Beauchesne, and May (Nineteenth Edition, pages 511, 514, 530), and the precedents set on 10 December 1974 and 14 March 1978, motions for first and second reading constitute single motions which are not susceptible of division. Therefore, new Standing Orders 87 and 88, under which motions for a division of a question are usually proposed, are not applicable at either one of these two stages.

Parliamentary practice and the present Standing Orders dictate that only under Standing Order 152, on a

motion annoncée, de donner des instructions à la commission qui étudie le projet de loi article par article de diviser le projet de loi.

M. Duhaime, au nom de M. Charron, propose que la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières siège à la Salle 81 «A», immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bérubé, Biron, Bisailon, Boucher, Brochu, Caron, Chevrette, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laurin, Lavoie, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Payette, Proulx, Rancourt, Raynald, St-Germain, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois, Verreault.—67.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Duhaime, au nom de M. Charron, donne l'avis suivant:

Lundi prochain, le 11 décembre 1978, à dix heures, à la Salle 81 «A», la Commission permanente des Affaires municipales siégera pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 209.—Loi modifiant la charte de la Ville de Laval;

Projet de loi n° 268.—Loi modifiant la charte de la Ville de Varennes.

motion after notice, may an instruction for the division of a bill be given to a Committee proceeding to a section by section consideration of the bill.

Mr Duhaime moved, on behalf of Mr Charron, that the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions do sit immediately in Room 81 "A" until midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for section by section examination of Bill 72, "Consumer Protection Act".

The motion was adopted on the following vote:

Mr Duhaime gave the following notice, on behalf of Mr Charron:

Next Monday, 11 December 1978, the Standing Committee on Municipal Affairs will sit at ten o'clock A.M., for public hearings and section by section examination of the following private bills:

Bill 209.—An Act to amend the charter of the City of Laval;

Bill 268.—An Act to amend the charter of the city of Varennes.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bérubé, Bisaillon, Boucher, Brassard, Cardinal, Charron, Chevrette, Clair, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Gravel, Grégoire, Guay, Joron, Laberge, Lacoste, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Ouellette (Beauce-Nord), Payette, Proulx, Rancourt, Roy, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière).
—44.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Caron, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, Pagé, Picotte, Raynald, Russell, Scowen, St-Germain, Verreault.—27.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 90 est déferé pour étude à la Commission permanente de l'agriculture.

M. Charron propose que la Commission permanente de l'agriculture siège au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, pour étudier le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», et entendre les personnes qui ont été convoquées.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garon proposing that Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted on the following division:

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 90 was referred to the Standing Committee on Agriculture for consideration.

Mr Charron moved that the Standing Committee on Agriculture do sit immediately in the Red Room, until midnight, to examine Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", and to hear the persons who have been convened.

La motion est adoptée.

M. Tardif propose que le projet de loi n° 104, «Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 104 est envoyé pour étude, article par article, à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 66.—Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières;

Projet de loi n° 79.—Loi modifiant la Loi concernant les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Tardif propose que le rapport et les articles 2 et 4 du projet de loi n° 66 soient amendés.

La motion est adoptée.

The motion was adopted.

Mr Tardif moved that Bill 104, "An Act respecting the Communauté urbaine de Montréal", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 104 was referred to the Committee of the Whole for section by section examination, considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which examined the following bills, after second reading:

Bill 66.—An Act to amend the Act to authorize municipalities to collect duties on transfers of immoveables;

Bill 79.—An Act to amend the Act respecting retirement plans for mayors and councillors of cities and towns.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Tardif moved that the report and sections 2 and 4 of Bill 66 be amended.

The motion was adopted.

Sur la motion de M. Tardif, le rapport sur les projets de loi n^{os} 66 et 79 est pris en considération et adopté.

Les projets de loi n^{os} 66 et 79 sont remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Bédard propose que le projet de loi n^o 76, «Loi assurant l'application de l'entente sur l'entraide judiciaire entre la France et le Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi n^o 76 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n^o 75, «Loi modifiant le Code civil et la Loi des déclarations des compagnies et sociétés».

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bédard propose que le rapport et l'article 1 du projet de loi soient amendés.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bédard, le rapport est pris en considération et adopté.

Le projet de loi n^o 75 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

On motion of Mr Tardif, the report on Bills 66 and 79 was taken into consideration and adopted.

Bills 66 and 79 were ordered for third reading at the next sitting.

Mr Bédard moved that Bill 76, "An Act to secure the carrying out of the Entente between France and Québec regarding mutual aid in judicial matters", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, Bill 76 was referred to the Standing Committee on Justice for section by section examination.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Justice which examined Bill 75, "An Act to amend the Civil Code and the Companies and Partnerships Declaration Act", following second reading.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bédard moved that the report and section 1 of the bill be amended.

The motion was adopted.

On motion of Mr Bédard, the report was taken into consideration and adopted.

Bill 75 was ordered for third reading at the next sitting.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 94, «Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre».

M. Bédard informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Bédard propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

0 heure, le mardi 5 décembre 1978

Le débat est ajourné sur la motion de M. Forget.

À 0 heure trente minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 94, "An Act respecting the protection of persons and property in the event of disaster".

Mr Bédard informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Bédard moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Midnight, Tuesday, 5 December 1978

The debate was adjourned on motion of Mr Forget.

At thirty minutes past midnight, on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 5 décembre 1978

Dix heures

Tuesday, 5 December 1978

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Morin (Louis-Hébert):

Série d'études préparées pour le ministère des Affaires intergouvernementales, intitulée: *Quelques expériences étrangères d'intégration économique*.

(Document de la session n° 503.)

The following documents were tabled:

By Mr Morin (Louis-Hébert):

Series of studies on economic associations between different countries, prepared for the Department of Intergovernmental Affairs.

(Sessional Papers, No. 503.)

Par Mme Ouellette:

États financiers de la Société de développement immobilier du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1978.

(Document de la session n° 504.)

By Mrs Ouellette:

Financial statements of the Québec Real Estate Development Corporation, for the fiscal year ended 31 March 1978.

(Sessional Papers, No. 504.)

Par M. Charron, au nom de M. Tardif:

Rapport annuel de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 505.)

By Mr Charron, on behalf of Mr Tardif:

Annual report of the Outaouais Development Corporation, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 505.)

M. Charron dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé n° 272, «Loi modifiant la charte de la ville de Sherbrooke».

(Document de la session n° 506.)

M. Charron propose que les règles de pratique concernant les projets de loi privés soient suspendues dans le cas de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Le projet de loi privé n° 272, «Loi modifiant la charte de la ville de Sherbrooke», est présenté par M. Fallu, au nom de M. Gosselin, et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, ce projet de loi est déferé pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture, immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, pour étudier le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», et entendre les personnes qui ont été convoquées.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la protection de l'environnement, à compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 30, «Loi modifiant de nouveau la Loi de la qualité de l'environnement», et dès que cette commission aura terminé ses travaux, la Commis-

Mr Charron tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill 272, "An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke".

(Sessional Papers, No. 506.)

Mr Charron moved that the Rules of Procedure concerning private bills be suspended for such bill.

The motion was adopted.

Private Bill 272, "An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke", was introduced by Mr Fallu, on behalf of Mr Gosselin, and read the first time.

On motion of Mr Charron, this bill was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for public hearings and section by section examination.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture, immediately until midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, to examine Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", and to hear those persons who have been convened.

In Room 81 "A":

The Committee on Protection of the Environment, from three o'clock until six o'clock in the afternoon, for section by section examination of Bill 30, "An Act to again amend the Environment Quality Act", and as soon as such Committee has concluded its work, the Committee on Lands and

sion des terres et forêts pour étudier, article par article, le projet de loi n° 29. «Loi concernant le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des affaires municipales, immédiatement jusqu'à treize heures et de vingt heures à vingt-quatre heures, pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 218.—Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est;

Projet de loi n° 241.—Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi;

Projet de loi n° 259.—Loi concernant la ville de Mont-Joli;

Projet de loi n° 264.—Loi concernant la ville de Gatineau;

Projet de loi n° 271.—Loi concernant la ville de La Baie;

Projet de loi n° 274.—Loi concernant la ville de Vaudreuil.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Forests, for section by section examination of Bill 29, "An Act respecting the land regime in the James Bay and New Québec territories".

In Room 91 "A":

The Committee on Municipal Affairs, immediately until one o'clock P.M., and from eight o'clock P.M. until midnight, for public hearings and section by section examination of the following private bills:

Bill 218.—An Act to amend the charter of the town of Montreal East;

Bill 241.—An Act to amend the charter of the city of Chicoutimi;

Bill 259.—An Act respecting the town of Mont-Joli;

Bill 264.—An Act respecting the city of Gatineau;

Bill 271.—An Act respecting the city of La Baie;

Bill 274.—An Act respecting the town of Vaudreuil.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Biron, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Chevette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Joron, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Landry, Laplante, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Sauvé), Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Parizeau, Payette, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynald, Roy, Russell, Scowen, Shaw, Tardif, Tremblay.—80.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Lazure propose que le projet de loi n° 117, «Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, l'article 8 des règles de pratique concernant les projets de loi privés est suspendu dans le cas du projet de loi privé n° 272, «Loi modifiant la charte de la ville de Sherbrooke», et ce projet de loi est ajouté aux projets de loi privés n°s 209 et 268 dans l'avis qui apparaît au Feuilleton, afin que la Commission permanente des affaires municipales siège, le lundi 11 décembre 1978, pour audition publique et étude, article par article, de ces projets de loi.

À treize heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Lazure proposant que le projet de loi n° 117, «Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi est déposé pour étude, article par article,

Mr Lazure moved that Bill 117, "An Act to amend the Québec Family Allowances Plan", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, section 8 of the Rules of Procedure concerning private bills was suspended for Private Bill 272, "An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke", and this bill was added to Private Bills 209 and 268 which appear in the notice given in the Agenda Paper for the sitting of the Standing Committee on Municipal Affairs, on Monday, 11 December 1978, for a public hearing and section by section consideration of the said bills.

At one o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Lazure proposing that Bill 117, "An Act to amend the Québec Family Allowances Plan", be now read the second time.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on

à la Commission permanente des affaires sociales.

M. Lazure propose que le projet de loi n° 118, «Loi modifiant la Loi de l'aide sociale», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires sociales.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 103, «Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives».

M. Lazure informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Lazure propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Social Affairs, for section by section consideration.

Mr Lazure moved that Bill No. 118, "An Act to amend the Social Aid Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Social Affairs for section by section consideration.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 103, "An Act to amend the Act respecting health services and social services and other legislation".

Mr Lazure informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Lazure moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Mme Lavoie-Roux propose:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans trois semaines».

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

Au cours du débat, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lazure dépose le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 5 décembre 1978, adressée à M. Denis Lazure, ministre des Affaires sociales, par M. Bruno L'Heureux, pour le regroupement des étudiants en médecine de l'Université Laval et M. Roger Grégoire, au nom de M. Pierre Tremblay, pour l'Association des étudiants en médecine de l'Université de Montréal, demandant la permission de présenter un mémoire et d'être entendus à la Commission parlementaire qui siègera relativement au projet de loi n° 103, «Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives».

(Document de la session n° 507.)

Et le débat continue.

0 heure, le mercredi 6 décembre 1978

La motion d'amendement est alors rejetée après division des voix.

Et le débat sur la motion principale de M. Lazure proposant que le projet de loi n° 103, «Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois, est ajourné sur la motion de M. Grenier.

Mrs Lavoie-Roux moved:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day three weeks".

And a debate arising on this motion of amendment.

During the debate, with the unanimous consent of the Assembly, Mr Lazure tabled the following document:

Copy of a letter, dated 5 December 1978, written to Mr Denis Lazure, Minister of Social Affairs, by Mr Bruno L'Heureux, for the Regroupement des étudiants en médecine de l'Université Laval, and Mr Roger Grégoire, on behalf of Mr Pierre Tremblay, for the Association des étudiants en médecine de l'Université de Montréal, requesting a hearing and permission to present a brief when the Parliamentary Committee convenes to consider Bill 103, "An Act to amend the Act respecting health services and social services and other legislation".

(Sessional Papers, No. 507.)

And the debate continuing thereon.

Midnight, Wednesday, 6 December 1978

The motion of amendment was then rejected on division.

And the debate on the main motion by Mr Lazure proposing that Bill 103, "An Act to amend the Act respecting health services and social services and other legislation", be now read the second time, was adjourned on motion of Mr Grenier.

À 0 heure quarante minutes, sur la motion de M. Duhaime, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At forty minutes past midnight, on motion of Mr Duhaime, the Assembly adjourned until ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 6 décembre 1978

Dix heures

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture, immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, pour étudier le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», et entendre les personnes qui ont été convoquées.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la justice, immédiatement jusqu'à treize heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 76, «Loi assurant l'application de l'entente sur l'entraide judiciaire entre la France et le Québec»; la Commission de l'Assemblée nationale, à compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures, pour entendre les représentants des partis politiques sur le rema-

Wednesday, 6 December 1978

Ten o'clock A.M.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture, immediately until midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, to examine Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", and to hear those persons who have been convened.

In Room 81 "A":

The Committee on Justice, immediately until one o'clock P.M., for section by section consideration of Bill 76, "An Act to secure the carrying out of the Entente between France and Québec regarding mutual aid in judicial matters"; the Committee on the National Assembly, from three o'clock until six o'clock in the afternoon, to hear the representatives of the political parties,

niement des districts électoraux et la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur».

La motion est adoptée.

QUESTIONS ET RÉPONSES

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Grenier:

1. Quel est le montant des subventions directes ou indirectes accordées à chaque ZEC de la province par le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche?

2. Quels ont été les critères suivis par le ministère dans l'octroi de ces subventions?

3. Dans chaque ZEC, quel est le nombre de lacs ensemencés par le ministère au cours de l'automne 1978?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Duhaime dépose ledit document.

(Document de la session n° 508.)

Sur la motion de M. Picotte, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de l'étude qui a été effectuée à la demande du Ministre d'État à l'aménagement, selon sa déclaration datant du mois de juin 1977, concernant l'opportunité de donner de nouvelles responsabilités aux conseils de comté en ce qui touche les problèmes régionaux.

on proposed changes to electoral districts, and the Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, from eight o'clock P.M. until midnight, for section by section consideration of Bill 72, "Consumer Protection Act".

The motion was adopted.

QUESTIONS AND ANSWERS

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Grenier:

1. What is the total amount in direct or indirect grants paid by the Department of Tourism, Fish and Game to each controlled operation zone (ZEC) in the Province?

2. What criteria did the Department use in making the grants?

3. In each controlled operation zone, how many lakes were stocked by the Department in the fall of 1978?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Duhaime tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 508.)

On motion of Mr Picotte,—

Ordered, that there be tabled:

Copie of the report ordered by the Minister of State for Planning, in accordance with his statement of June 1977, concerning the advisability of entrusting county councils with greater responsibility in regional matters.

M. Léonard dépose ledit document.

(Document de la session n° 509.)

Sur la motion M. Roy, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

1. La liste de toutes les zones d'exploitation contrôlées (ZEC) et zones d'aménagement contrôlées (ZAC) existant actuellement sur tout le territoire du Québec et ce, avec leur date respective de création.

2. La liste des noms et fonctions spécifiques de tous les employés que le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a affectés à chacune de ces zones tant d'exploitation que d'aménagement.

M. Duhaime dépose ledit document.

(Document de la session n° 510.)

Sur la motion de M. Tardif, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi n° 79.—Loi concernant les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes;

Projet de loi n° 104.—Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal.

M. Tardif propose que le projet de loi n° 66, «Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

Mr Léonard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 509.)

On motion of Mr Roy,—

Ordered, that there be tabled:

1. A list of all the controlled operation zones (ZEC) and controlled development zones (ZAC) currently in existence throughout Québec, including the date on which each one was established.

2. A list of the names and specific duties of all the employees assigned to each of these operation and development zones by the Department of Tourism, Fish and Game.

Mr Duhaime tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 510.)

On motion of Mr Tardif, the following bills were severally read the third time:

Bill 79.—An Act to amend the Act respecting retirement plans for mayors and councillors of cities and towns;

Bill 104.—An Act respecting the Communauté urbaine de Montréal.

Mr Tardif moved that Bill 66, "An Act to amend the Act to authorize municipalities to collect duties on transfers of immoveables", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 69, «Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement».

M. Léger informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Léger propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À treize heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est suspendu et Mme Payette, ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, fait une déclaration ministérielle concernant la décision prise par le gouvernement de légiférer, suite à l'intention manifestée par la compagnie Central and Eastern Trust d'acquérir la majorité des actions émises du Crédit foncier franco-canadien.

M. Charron donne l'avis suivant:

Lundi prochain, le 11 décembre 1978, à la Salle 91 «A», à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente des affaires sociales siégera pour étudier le projet de loi n° 84, «Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives», et entendre les représentants des organismes qui en ont fait la demande.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 69, "An Act to amend the Environment Quality Act".

Mr Léger informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Léger moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At one o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

With the unanimous consent of the Assembly, the debate was suspended for a statement by Mrs Payette, Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, announcing that the Government, aware of the intention of the Central and Eastern Trust Co. to acquire the majority of the issued shares of Crédit foncier franco-canadien, has decided to introduce legislation respecting such transactions.

Mr Charron gave the following notice:

Next Monday, 11 December 1978, the Standing Committee on Social Affairs will sit in Room 91 "A", from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to consider Bill 84, "An Act to amend the Health Insurance Act and other legislation", and to hear representatives of organizations who have requested a meeting.

Et le débat continue sur la motion de M. Léger proposant que le projet de loi n° 69, «Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, au nom de M. Charron, M. le Président remet à demain, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Lazure proposant que le projet de loi n° 103, «Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, et d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, au nom de M. Charron, Madame le Président remet à demain, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

M. Tardif propose que le projet de loi n° 112, «Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

And the debate continuing on the motion by Mr Léger proposing that Bill 69, "An Act to amend the Environment Quality Act", be now read the second time.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until tomorrow, before Orders of the Day are called.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Lazure proposing that Bill 103, "An Act to amend the Act respecting health services and social services and other legislation", be now read the second time.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Madam President postponed the entry of names of the vote on this motion until tomorrow, before Business of the Day is called.

Mr Tardif moved that Bill 112, "An Act to amend the Real Estate Assessment Act and to amend other legislation", be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Lessard, au nom de M. Charron, le projet de loi est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales.

0 heure, le jeudi 7 décembre 1978

M. Tardif propose que le projet de loi n° 106, «Loi concernant la ville de Saint-Eustache», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Gratton propose que le débat soit ajourné.

Et un débat restreint s'élève sur cette motion.

Après l'intervention des représentants de l'Union Nationale et du gouvernement, M. Lavoie demande la parole sur cette motion d'ajournement du débat.

M. Bertrand invoque le règlement et objecte qu'en vertu de l'article 77, un représentant de chaque parti reconnu peut prononcer un discours et que le député de Gatineau a déjà parlé, au nom du Parti Libéral. M. Lavoie rappelle un précédent sur cette question où on avait admis que le proposeur de la motion d'ajournement parle à titre personnel et non pas en qualité de représentant de son parti reconnu.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Lessard, on behalf of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration.

Midnight, Thursday, 7 December 1978

Mr Tardif moved that Bill 106, "An Act respecting the town of Saint-Eustache", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Mr Gratton moved that the debate be adjourned.

And a limited debate arising on this motion.

After the representative of the Union Nationale and that of the Government had been heard, Mr Lavoie asked to speak to the motion for the adjournment of the debate.

Mr Bertrand objected to this request by reason of Standing Order 77 which provides for only one representative of each recognized party to speak to a motion to adjourn the debate, and the fact that the Member for Gatineau had already spoken on behalf of the Liberal Party. Mr Lavoie referred to a precedent to this question whereby the proposer of the motion for adjournment had been allowed to speak on his own behalf rather than as the representative of his recognized party.

Après avoir pris cette question en délibéré, M. le Président rend la décision suivante: Manifestement, le Député de Gatineau intervenait en qualité de représentant de son parti puisqu'il l'avait lui-même annoncé auparavant et qu'il avait parlé pendant les dix minutes prévues audit article 77. En conséquence, lorsqu'il a demandé l'ajournement du débat, il le faisait comme représentant de l'Opposition officielle. C'est pourquoi un autre droit de parole ne peut être accordé à un autre représentant du même parti.

Et le débat continue.

La motion d'ajournement du débat est alors rejetée après division des voix.

Et le débat continue sur la motion principale de M. Tardif proposant que le projet de loi n° 106, «Loi concernant la ville de Saint-Eustache», soit maintenant lu la deuxième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est ajourné sur la motion de M. Tardif.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi n° 106 est déferé pour étude à la Commission permanente des affaires municipales qui siégera le lundi 11 décembre 1978, à dix heures, et les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 118-A du règlement sont suspendus dans le cas de ce projet de loi.

À trois heures, sur la motion de M. Lessard, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

After due deliberation, Mr President laid down the following ruling: Since the Member for Gatineau himself stated that he rose to speak on behalf of his party, and that he held the floor for ten minutes, in accordance with the aforesaid Standing Order 77, it was evident that when the Member moved to adjourn the debate, he did so as the representative of the Official Opposition. For this reason, another Member of the same party cannot be granted leave to speak.

And the debate continuing thereon.

The motion to adjourn the debate was then rejected on division.

And the debate continuing on the main motion by Mr Tardif proposing that Bill 106, "An Act respecting the town of Saint-Eustache", be now read the second time.

With the unanimous consent of the Assembly, the debate was adjourned on motion of Mr Tardif.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand, Bill 106 was referred for consideration to the Standing Committee on Municipal Affairs which will sit next Monday, 11 December 1978, at ten o'clock A.M., and paragraphs 1, 2 and 3 of Standing Order 118-A were suspended for this bill.

At three o'clock A.M., on motion of Mr Lessard, the Assembly adjourned until ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 7 décembre 1978

Dix heures

Thursday, 7 December 1978

Ten o'clock A.M.

M. Morin (Sauvé) dépose les documents suivants:

Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 511.)

Rapport annuel des activités du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 512.)

M. Gendron, au nom de M. Lacoste, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 76, «Loi assurant l'application de l'entente sur l'entraide judiciaire entre la France et le Québec».

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 513.)

Mr Morin (Sauvé) tabled the following documents:

Annual report of the Superior Council of Education on the state and needs of education, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 511.)

Annual report of the activities of the Superior Council of Education, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 512.)

Mr Gendron tabled, on behalf of Mr Lacoste, the appointed reporter, the report of the Standing Committee on Justice which examined Bill 76, "An Act to secure the carrying out of the Entente between France and Québec regarding mutual aid in judicial matters", following second reading.

The bill was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 513.)

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Léger proposant que le projet de loi n° 69, «Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Léger proposing that Bill 69, "An Act to amend the Environment Quality Act", be now read the second time.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Caron, Charron, Chevrete, Ciaccia, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gratton, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Raynauld, Saindon, Scowen, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—89.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Dubois, Fontaine, Goulet, Grenier, Le Moignan, Roy, Russell, Samson, Shaw.—12.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de la protection de l'environnement.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Protection of the Environment, for section by section consideration.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Lazure proposant que le projet de loi n° 103, «Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Lazure proposing that Bill 103, "An Act to amend the Act respecting health services and social services and other legislation", be now read the second time.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—64.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, Samson, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford).—37.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires sociales.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie et du commerce, pour audition publique et étude du projet de loi n° 108, «Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec».

À la Salle 81 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur».

La motion est adoptée.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Social Affairs, for section by section consideration.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Industry and Commerce, for a public hearing and consideration of Bill 108, "An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec".

In Room 81 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, for section by section consideration of Bill 72, "Consumer Protection Act".

The motion was adopted.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 116, «Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles».

M. Garon informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Garon propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Giasson.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Lessard proposant que le projet de loi n° 86, «Loi modifiant le Code de la route», soit maintenant lu la deuxième fois.

À treize heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Le débat est suspendu.

M. Charron donne l'avis suivant:

Dès que la motion proposant la deuxième lecture du projet de loi n° 86 sera adoptée, ce projet de loi sera déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des transports, et cette commission siégera immédiatement à la Salle 91 «A» jusqu'à dix-huit heures; ce soir, à la même salle, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, la Commission permanente de l'agriculture siégera pour étudier le projet de loi

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 116, "An Act to amend the Farm Products Marketing Act".

Mr Garon informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Garon moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Giasson.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Lessard proposing that Bill 86, "An Act to amend the Highway Code", be now read the second time.

At one o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The debate was suspended.

Mr Charron gave the following notice:

As soon as the motion proposing the second reading of Bill 86 is adopted, this bill will be referred to the Standing Committee on Transport for section by section consideration, and such Committee will sit immediately in Room 91 "A" until six o'clock P.M.; this evening, the Standing Committee on Agriculture will sit in the same Room, from eight o'clock until midnight, to consider Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", and to

n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», et entendre les personnes qui ont été convoquées.

Et le débat continue sur la motion de M. Lessard proposant que le projet de loi n° 86, «Loi modifiant le Code de la route», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des transports.

À seize heures trente minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain, dix heures.

Aujourd'hui, le jeudi 7 décembre 1978, à dix-huit heures quinze minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Tardif, le représentant du Premier ministre, de M. Gratton, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Cordeau, le représentant du chef de l'Union Nationale, de M. Pagé et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

66 Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières;

79 Loi modifiant la Loi concernant les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes;

hear those persons who have been convened.

And the debate continuing on the motion by Mr Lessard proposing that Bill 86, "An Act to amend the Highway Code", be now read the second time.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Transport, for section by section consideration.

At four-thirty o'clock P.M., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Today, Thursday, 7 December 1978, at six-fifteen o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Tardif, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Gratton, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Cordeau, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, of Mr Pagé and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following bills:

66 An Act to amend the Act to authorize municipalities to collect duties on transfers of immovables;

79 An Act to amend the Act respecting retirement plans for mayors and councillors of cities and towns;

104 Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal. 104 An Act respecting the Communauté urbaine de Montréal.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le vendredi 8 décembre 1978

Dix heures

Déclaration ministérielle de M. Parizeau, ministre des Finances et président du Conseil du trésor, concernant la politique de paiement des fournisseurs du gouvernement.

M. Dussault, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale, qui a siégé le mercredi 6 décembre 1978, pour entendre les représentants des partis politiques sur le remaniement des districts électoraux.

(Document de la session n° 514.)

M. Marquis, au nom de M. Gagnon, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la protection de l'environnement qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 30, «Loi modifiant de nouveau la Loi de la qualité de l'environnement».

Friday, 8 December 1978

Ten o'clock A.M.

Policy statement by Mr Parizeau, Minister of Finance and Chairman of the Treasury Board, relating to the payment of goods and services provided to the Government.

Mr Dussault, the appointed reporter, tabled the report of the Committee on the National Assembly, which sat on Wednesday, 6 December 1978, to hear the representatives of the political parties, on proposed changes to electoral districts.

(Sessional Papers, No. 514.)

Mr Marquis tabled, on behalf of Mr Gagnon, the appointed reporter, the report of the Standing Committee on Protection of the Environment which examined Bill 30, "An Act to again amend the Environment Quality Act", following second reading.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session n° 515.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Roy propose:

Que cette Assemblée réitère solennellement sa solidarité à la Déclaration universelle des droits de l'homme, et rende un hommage particulier à l'organisation «Amnistie internationale», Prix Nobel de la Paix 1977, et à tous les autres groupements qui se vouent, eux aussi, à la défense de ces droits fondamentaux.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, le paragraphe 8 des règles de pratique concernant les projets de loi privés est suspendu dans le cas du projet de loi privé n° 215, «Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport», et ce projet de loi sera étudié par la Commission permanente des Affaires municipales, le lundi 11 décembre, à la Salle 81 «A», à dix heures.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose que l'Assemblée se réunisse mardi prochain, à quatorze heures.

La motion est adoptée.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie et du commerce, pour audition publique et étude du projet de loi n° 108, «Loi

The bill was reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 515.*)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Roy moved:

That the Assembly do officially reaffirm its full endorsement of the Universal Declaration of Human Rights, and do pay special tribute to Amnesty International, the 1977 recipient of the Nobel Peace Prize, and to all the other organizations equally committed to safeguarding basic human rights.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, paragraph 8 of the Rules of Procedure concerning private bills was suspended for Private Bill 215, "An Act to amend the charter of the city of Beauport", and such bill will be considered by the Standing Committee on Municipal Affairs on Monday, 11 December 1978, in Room 81 "A", at ten o'clock A.M.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved that the Assembly do meet next Tuesday, at two o'clock P.M.

The motion was adopted.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Industry and Commerce, for a public hearing and consideration of Bill 108, "An Act to

modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'Agriculture pour étudier le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», et entendre les personnes qui ont été convoquées.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Cardinal, Caron, Charron, Ciaccia, Clair, Cordeau, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc-Bantey, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynault, Roy, Russell, Saindon, Scowen, Springate, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—78.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Charron donne l'avis suivant:

Lundi prochain, le 11 décembre 1978, les commissions permanentes suivantes siégeront, à compter de dix heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture siégera pour étudier le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», et entendre les personnes qui ont été convoquées.

amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec».

In Room 81 "A":

The Committee on Agriculture to examine Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", and to hear those persons who have been convened.

The motion was adopted on the following vote:

Mr Charron gave the following notice:

Next Monday, 11 December 1978, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture will sit to examine Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", and to hear those persons who have been convened.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires municipales siégera pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi n° 106.—Loi concernant la ville de Saint-Eustache;

Projet de loi privé n° 209.—Loi modifiant la charte de la Ville de Laval;

Projet de loi privé n° 215.—Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport;

Projet de loi privé n° 268.—Loi modifiant la charte de la Ville de Varennes;

Projet de loi privé n° 272.—Loi modifiant la charte de la ville de Sherbrooke.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des affaires sociales siégera pour étudier le projet de loi n° 84, «Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives», et entendre les représentants des organismes qui en ont fait la demande.

Mardi prochain, le 12 décembre 1978, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture siégera pour étudier le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», et entendre les personnes qui ont été convoquées.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur».

In Room 81 «A»:

The Committee on Municipal Affairs will sit for a public hearing and section by section consideration of the following bills:

Bill 106.—An Act respecting the town of Saint-Eustache;

Private Bill 209.—An Act to amend the charter of the City of Laval;

Private Bill 215.—An Act to amend the charter of the city of Beauport;

Private Bill 268.—An Act to amend the charter of the city of Varennes;

Private Bill 272.—An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke.

In Room 91 «A»:

The Committee on Social Affairs will sit to consider Bill 84, "An Act to amend the Health Insurance Act and other legislation", and to hear representatives of organizations who have requested a meeting.

Next Tuesday, 12 December 1978, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture will sit to examine Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", and to hear those persons who have been convened.

In Room 81 «A»:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit, for section by section consideration of Bill 72, "Consumer Protection Act".

À la Salle 91 «A»:

La Commission des affaires sociales siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 103.—Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives;

Projet de loi n° 117.—Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec;

Projet de loi n° 118.—Loi modifiant la Loi de l'aide sociale.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose que la correction suivante soit apportée dans le texte du projet de loi n° 122, «Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public», savoir: Dans les première et deuxième lignes du préambule, remplacer le nom et les abréviations «Hugues Lapointe, C.P., C.R.» par le nom et l'abréviation «Jean-Pierre Côté, C.P.».

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Charron, il est—

Résolu que le droit à un commentaire général, accordé aux représentants des partis reconnus en vertu de l'article 129 du règlement, ne soit pas limité à quinze minutes et que la commission plénière reprenne ses travaux cet après-midi, à quatorze heures trente minutes.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Parizeau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (n° 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979.

In Room 91 "A":

The Committee on Social Affairs will sit for section by section consideration of the following bills:

Bill 103.—An Act to amend the Act respecting health services and social services and other legislation;

Bill 117.—An Act to amend the Québec Family Allowances Plan;

Bill 118.—An Act to amend the Social Aid Act.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved that a correction be made in the text of Bill 122, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1979, and for other purposes connected with the public service", namely: In the first and second lines of the preamble, the name and abbreviations "Hugues Lapointe, P.C., Q.C." are replaced by the name and abbreviation "Jean-Pierre Côté, P.C.".

The motion was adopted.

On motion of Mr Charron,—

Resolved, that the right to speak on the matter in general, which is granted to the representative of each recognized party under Standing Order 129, be not limited to fifteen minutes and that the Committee of the Whole do resume its work this afternoon, at two-thirty o'clock.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Parizeau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole, for the examination of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1) for the fiscal year ending 31 March 1979.

À treize heures, M. le Président de la commission plénière quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quatorze heures trente minutes.

Quatorze heures trente minutes

Et l'étude des crédits supplémentaires continue en commission plénière.

M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant:

Madame le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires (n° 1), soit une somme n'excédant pas, en tout, \$276 770 200 qui sera et pourra être prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province, pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit le montant de chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

Le rapport est adopté.

M. Parizeau présente, en conséquence, un projet de loi basé sur ledit rapport: Projet de loi n° 122, «Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public», lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charon, l'ordre de deuxième lecture du projet de loi n° 84, «Loi modifiant la

At one o'clock P.M., Mr Chairman of the Committee of the Whole, left the Chair and the sitting was suspended until two-thirty o'clock P.M.

Two-thirty o'clock P.M.

And the consideration of the Supplementary Estimates of Expenditure continuing in Committee of the Whole.

Mr Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

Madam President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole has adopted all the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1), namely a sum not exceeding, in all, \$276 770 200 which shall and may be taken out of the consolidated revenue fund of this Province, to defray, for the fiscal year ending on the 31 March 1979, the charges and expenses of the Government and public service of the Province not otherwise provided for, namely the amount of the various programmes set forth in the schedule of the bill which will be introduced.

The report was adopted.

Mr Parizeau accordingly introduced a bill based on the said report, namely: Bill 122, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1979, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charon, the Order for second reading of Bill 84, "An Act to amend the Health

Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives», apparaissant à l'article 19 du Feuilleton est révoqué; le projet de loi est déferé pour audition publique et étude à la Commission permanente des affaires sociales, et les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 118-A du règlement sont suspendus dans le cas de ce projet de loi.

À dix-huit heures vingt-cinq minutes, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain, quatorze heures.

Aujourd'hui, le vendredi 8 décembre 1978, à dix-huit heures trente minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Charron, le représentant du Premier ministre, de M. Lalonde, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Cordeau, le représentant du chef de l'Union Nationale, et de M. Duchesne, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner la loi suivante:

122 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Insurance Act and other legislation", appearing at Item 19 of the Agenda Paper, was rescinded; the bill was referred to the Standing Committee on Social Affairs, for a public hearing and consideration, and paragraphs 1, 2 and 3 of Standing Order 118-A were suspended for this bill.

At twenty-five minutes past six o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

Today, Friday, 8 December 1978, at six-thirty o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Charron, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Lalonde, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Cordeau, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, and of Mr Duchesne, Assistant Secretary of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following bill:

122 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1979, and for other purposes connected with the public service.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 12 décembre 1978

Quatorze heures

Tuesday, 12 December 1978

Two o'clock P.M.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Couture dépose le document suivant:

Pétition de la Ligue des droits de l'homme adressée à l'Assemblée nationale, en vertu de l'article 21 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec à l'occasion du 30^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et proposant des amendements à cette charte.

(Document de la session n° 516.)

M. Martel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'industrie et du commerce qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi n° 108, «Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec».

(Document de la session n° 517.)

Le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Couture tabled the following document:

Petition for amendments to the Québec Charter of Human Rights and Freedoms, presented to the National Assembly by the Civil Liberties Union under section 21 of the said Charter, on the occasion of the thirtieth anniversary of the Universal Declaration of Human Rights.

(Sessional Papers, No. 516.)

Mr Martel, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Industry and Commerce which considered Bill 108, "An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec", following first reading.

(Sessional Papers, No. 517.)

The bill was ordered for second reading at the next sitting.

M. Alfred, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 218.—Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est;

Projet de loi n° 241.—Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi;

Projet de loi n° 259.—Loi concernant la ville de Mont-Joli;

Projet de loi n° 264.—Loi concernant la ville de Gatineau;

Projet de loi n° 271.—Loi concernant la ville de La Baie;

Projet de loi n° 274.—Loi concernant la ville de Vaudreuil.

Les projets de loi n° 218 et 274 sont rapportés sans amendement et les projets de loi n° 241, 259, 264 et 271 sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session n° 518.)

Le rapport est adopté.

Les projets de loi sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lévesque (Taillon) propose que le télégramme suivant soit envoyé à M. Menachem Begin, Premier ministre d'Israël, à l'occasion du décès de Madame Golda Meir:

Au nom du peuple québécois, de son Assemblée nationale et de son gouvernement, je voudrais vous exprimer ainsi qu'à vos compatriotes toute l'émotion et la sympathie qu'a suscitées le décès de Madame Golda Meir, cette

Mr Alfred, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which considered the following private bills, after first reading:

Bill 218.—An Act to amend the charter of the town of Montreal East;

Bill 241.—An Act to amend the charter of the city of Chicoutimi;

Bill 259.—An Act respecting the town of Mont-Joli;

Bill 264.—An Act respecting the city of Gatineau;

Bill 271.—An Act respecting the city of La Baie;

Bill 274.—An Act respecting the town of Vaudreuil.

Bills 218 and 274 were reported without amendment and Bills 241, 259, 264 and 271 were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 518.)

The report was adopted.

The bills were ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lévesque (Taillon) moved that the following telegram be addressed to Mr Menachem Begin, Prime Minister of Israel, on the death of Mrs Golda Meir:

On behalf of the people of Québec, the National Assembly and the Government, I should like to convey to you and to your countrymen how deeply we regret the passing of Mrs Golda Meir, this exceptional woman who

femme extraordinaire qui a joué un si grand rôle dans l'histoire d'Israël.

Dans ces circonstances douloureuses pour votre pays, nous tenons à nous associer à l'importante communauté juive du Québec dont vous savez, pour l'avoir rencontrée récemment à Montréal, à quel point ce deuil l'a jetée dans une profonde tristesse.

RENÉ LÉVESQUE

Premier ministre du Québec

Le 12 décembre 1978

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bellemare propose:

Que les membres de cette Assemblée offrent leurs plus sincères félicitations à M. Edward Schreyer qui remplacera d'ici peu M. Jules Léger au poste de Gouverneur général du Canada et lui souhaitent un fructueux mandat au service de la population canadienne.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynault, Roy, Saindon, Samson, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—98.

CONTRE—NAYS:—0.

figures so prominently in the history of Israel.

At this time of national mourning in your country, we identify with the large Jewish community in Québec which you met on a recent visit to Montreal, and whose profound sense of loss you must therefore feel.

RENÉ LÉVESQUE

Prime Minister of Québec

12 December 1978

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bellemare moved:

That the Members of the Assembly do sincerely congratulate Mr Edward Schreyer who will soon succeed Mr Jules Léger as Governor General of Canada, and do wish him a fruitful term of office at the service of the Canadian people.

The motion was adopted on the following vote:

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque (Bonaventure) propose:

Que cette Assemblée offre ses plus sincères condoléances à M. Noël St-Germain, député de Jacques-Cartier, à l'occasion du décès de sa mère.

La motion est adoptée.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture, immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour étudier le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», et entendre les personnes qui ont été convoquées.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales, immédiatement jusqu'à dix-huit heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 103, «Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives», et ce soir, à la même salle, la Commission du tourisme, de la chasse et de la pêche, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 28, «Loi concernant les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec».

La motion est adoptée.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque (Bonaventure) moved:

That the Assembly do offer its heart-felt condolences to the bereaved Member for Jacques-Cartier, Mr Noël St-Germain, on the loss of his mother.

The motion was adopted.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture, immediately until midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, to consider Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", and to hear those persons who have been convened.

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs, immediately until six o'clock P.M., for section by section consideration of Bill 103, "An Act to amend the Act respecting health services and social services and other legislation", and this evening, in the same Room, the Committee on Tourism, Fish and Game, from eight o'clock until midnight, for section by section consideration of Bill 28, "An Act respecting hunting and fishing rights in the James Bay and New Québec territories".

The motion was adopted.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Justice which considered Bill 20, "An Act respecting

n° 20, «Loi concernant certaines dispositions législatives».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 20 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 76, «Loi assurant l'application de l'entente sur l'entraide judiciaire entre la France et le Québec».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 76 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la jeunesse, des loisirs et des sports qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 83, «Loi modifiant la Loi constituant la Régie des installations olympiques».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 83 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la protection de l'environnement qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 30, «Loi modifiant de nouveau la Loi de la qualité de l'environnement».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 30 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission perma-

certain legislative provisions", following second reading.

The report was adopted.

Bill 20 was reported for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Justice which considered Bill 76, "An Act to secure the carrying out of the Entente between France and Québec regarding mutual aid in judicial matters", following second reading.

The report was adopted.

Bill 76 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Youth, Recreation and Sports which considered Bill 83, "An Act to amend the Act to incorporate the Régie des installations olympiques", following second reading.

The report was adopted.

Bill 83 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Protection of the Environment which considered Bill 30, "An Act to again amend the Environment Quality Act", following second reading.

The report was adopted.

Bill 30 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the

nente des finances et des comptes publics qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 61.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Projet de loi n° 62.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac;

Projet de loi n° 63.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Projet de loi n° 64.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants;

Projet de loi n° 68.—Loi constituant la Société des loteries et courses du Québec.

Le rapport est adopté.

Les projets de loi n°s 61, 62, 63, 64 et 68 sont remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 120, «Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif».

M. Charron informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Charron propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Standing Committee on Finance and Public Accounts which considered the following bills, after second reading:

Bill 61.—An Act to amend the Retail Sales Tax Act;

Bill 62.—An Act to amend the Tobacco Tax Act;

Bill 63.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act;

Bill 64.—An Act to amend the Fuel Tax Act;

Bill 68.—An Act to incorporate the Société des loteries et courses du Québec.

The report was adopted.

Bills 61, 62, 63, 64 and 68 were ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 120, "An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act".

Mr Charron informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Charron moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Brassard, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dus-sault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gravel, Grégoire, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Gallagher, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Paquette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Saindon, Samson, Scowen, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—69.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Goulet, Grenier, Le Moignan, Russell.—10.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déféré pour étude, article par article, à la Commission de l'Assemblée nationale.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Committee on the National Assembly, for section by section consideration.

À vingt-deux heures treize minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain, dix heures.

At thirteen minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 13 décembre 1978

Dix heures

Wednesday, 13 December 1978

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Lessard:

Rapport annuel de la Société des traversiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1977.

(Document de la session n° 519.)

The following documents were tabled:

By Mr Lessard:

Annual report of the Québec Ferry Company, for the fiscal year ended 31 March 1977.

(Sessional Papers, No. 519.)

Par M. Tardif:

Rapport du comité conjoint Québec-Municipalités, sur la réforme fiscale et la revalorisation du pouvoir municipal, en date du 1^{er} décembre 1978.

(Document de la session n° 520.)

By Mr Tardif:

Report of the Québec-Municipalities joint committee on tax reform and increased fiscal autonomy for municipalities, dated 1 December 1978.

(Sessional Papers, No. 520.)

M. Marquis, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des transports qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 86, «Loi modifiant le Code de la route».

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 521.)

Mr Marquis, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Transport which considered Bill 86, "An Act to amend the Highway Code", following second reading.

The bill was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 521.)

M. Mercier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 209.—Loi modifiant la charte de la Ville de Laval;

Projet de loi n° 268.—Loi modifiant la charte de la Ville de Varennes;

Projet de loi n° 272.—Loi modifiant la charte de la ville de Sherbrooke.

Les projets de loi sont rapportés avec des amendements.

Cette commission a, de plus, entendu les parties concernées par le projet de loi public n° 106, «Loi concernant la ville de Saint-Eustache».

(Document de la session n° 522.)

Le rapport est adopté.

Les projets de loi n°s 209, 268 et 272 sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Gravel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi n° 84, «Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives».

(Document de la session n° 523.)

Le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Johnson propose:

Que cette Assemblée appuie les efforts de l'organisme OXFAM-Québec, pour venir en aide aux pays du

Mr Mercier, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which considered the following private bills, after first reading:

Bill 209.—An Act to amend the charter of the City of Laval;

Bill 268.—An Act to amend the charter of the city of Varennes;

Bill 272.—An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke.

The bills were reported with amendments.

The Committee also heard the parties interested in Public Bill 106, "An Act respecting the town of Saint-Eustache".

(Sessional Papers, No. 522.)

The report was adopted.

Bills 209, 268 and 272 were ordered for second reading at the next sitting.

Mr Gravel, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Social Affairs which considered Bill 84, "An Act to amend the Health Insurance Act and other legislation", following first reading.

(Sessional Papers, No. 523.)

The bill was ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Johnson moved:

That the Assembly do support OXFAM-Québec in its efforts to provide aid to Third World countries

Tiers-Monde et aussi pour sensibiliser l'ensemble des Québécois à cet égard.

La motion est adoptée.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture, à compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole».

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales, immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize à quinze heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 103, «Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives», et ce soir, à la même salle, la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

and to increase public awareness in the Province with respect to the vital work of the organization.

The motion was adopted.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture, from three o'clock P.M. until midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for section by section consideration of Bill 90, "An Act to preserve agricultural land".

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs, immediately until six o'clock P.M., with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon, for section by section consideration of Bill 103, "An Act to amend the Act respecting health services and social services and other legislation", and this evening, in the same Room, the Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, from eight o'clock P.M. until midnight, for section by section consideration of Bill 72, "Consumer Protection Act".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gravel, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Russell, Saindon, Samson, Scowen, Shaw, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—91.

CONTRE—NAYS:—0.

Sur la motion de M. Gravel, le projet de loi privé n° 201, «Loi modifiant la Loi constituant en corporation les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie», est lu la deuxième et la troisième fois.

On motion of Mr Gravel, Private Bill 201, "An Act to amend the Act to incorporate Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie", was read the second and the third time.

Sur la motion de M. Beauséjour, le projet de loi privé n° 223, «Loi concernant les Soeurs de la Charité de l'Hospice Ste-Croix de Marieville», est lu la deuxième et la troisième fois.

On motion of Mr Beauséjour, Private Bill 223, "An Act respecting Les Soeurs de la Charité de l'Hospice Ste-Croix de Marieville", was read the second and the third time.

Sur la motion de M. Bisaillon, le projet de loi privé n° 230, «Loi modifiant la charte du Cimetière de l'est de Montréal», est lu la deuxième et la troisième fois.

On motion of Mr Bisaillon, Private Bill 230, "An Act to amend the Charter of Le Cimetière de l'Est de Montréal", was read the second and the third time.

Sur la motion de M. Lacoste, le projet de loi privé n° 236, «Loi modifiant la charte de Les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame», est lu la deuxième et la troisième fois.

On motion of Mr Lacoste, Private Bill 236, "An Act to amend the charter of Les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame", was read the second and the third time.

Sur la motion de M. Jolivet, le projet de loi privé n° 247, «Loi modifiant la charte de Les Filles de Jésus (Trois-Rivières)», est lu la deuxième et la troisième fois.

On motion of Mr Jolivet, Private Bill 247, "An Act to amend the charter of Les Filles de Jésus (Trois-Rivières)", was read the second and the third time.

Sur la motion de M. Bertrand, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième et la troisième fois:

Projet de loi n° 238.—Loi concernant un immeuble de la Commission scolaire Beauport;

Projet de loi n° 263.—Loi concernant le Parc du Souvenir (1976) Inc.

Sur la motion de M. Martel, le projet de loi privé n° 265, «Loi concernant la succession de Tancrède Bienvenu», est lu la deuxième et la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 123, «Loi modifiant la Loi électorale».

M. Burns informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Burns propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Au cours du débat, M. Burns dépose le document suivant:

Mémoire présenté au Conseil des ministres par le directeur général des élections, M. Pierre-F. Côté, C.R., en vue de la présentation d'une loi conférant les pouvoirs nécessaires au directeur général des élections pour la constitution d'un registre des électeurs, en date du 27 novembre 1978.

(Document de la session n° 524.)

Et le débat continue.

On motion of Mr Bertrand, the following private bills were severally read the second and the third time:

Bill 238.—An Act respecting an immoveable of the Commission scolaire Beauport;

Bill 263.—An Act respecting Remembrance Park (1976) Inc.

On motion of Mr Martel, Private Bill 265, "An Act respecting the Tancrède Bienvenu estate", was read the second and the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 123, "An Act to amend the Election Act".

Mr Burns informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Burns moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

During the debate, Mr Burns tabled the following document:

Brief presented to the Cabinet by the Directeur général des élections, Mr Pierre-F. Côté, Q.C., regarding proposed legislation which will empower the Directeur général des élections to draw up a register of electors, dated 27 November 1978.

(Sessional Papers, No. 524.)

And the debate continuing thereon.

À treize heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

At one o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Quinze heures

Three o'clock P.M.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Scowen, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—78.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Cordeau, Dubois, Fontaine, Goulet, Grenier, Le Moignan, Roy, Russell, Samson.—11.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour étudier, article par article, ce projet de loi.

On motion of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for section by section consideration of this bill.

À dix-huit heures, M. le Président de la commission plénière quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

At six o'clock P.M., Mr Chairman of the Committee of the Whole left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Vingt heures

Eight o'clock P.M.

Et le projet de loi n° 123 est alors étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté; le

And Bill 123 was then considered in Committee of the Whole; amended and reported; the report was adopted; the

projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Blank, au nom de M. Lavoie, propose que le projet de loi n° 195, «Loi modifiant la Loi régissant le financement des partis politiques», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour étudier, article par article, ce projet de loi.

Le projet de loi est alors étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Blank, au nom de M. Lavoie, le projet de loi n° 195 est lu la troisième fois.

À vingt-trois heures quarante minutes, sur la motion de M. Duhaime, l'Assemblée s'ajourne à demain, dix heures.

bill was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Blank, on behalf of Mr Lavoie, moved that Bill 195, "An Act to amend the Act to govern the financing of political parties", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for section by section consideration of this bill.

The bill was then considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Blank, on behalf of Mr Lavoie, Bill 195 was read the third time.

At forty minutes past eleven o'clock P.M., on motion of Mr Duhaime, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 14 décembre 1978

Dix heures

Thursday, 14 December 1978

Ten o'clock A.M.

Mme Payette dépose le document suivant:

Rapport annuel du Surintendant des assurances sur l'état des affaires de tous les assureurs exerçant au Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1977.

(Document de la session n° 525.)

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture, immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole».

Mrs Payette tabled the following document:

Annual report of the Superintendent of Insurance on the affairs of all the insurers in the Province of Québec, for the fiscal year ended 31 December 1977.

(Sessional Papers, No. 525.)

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture, immediately until midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, for section by section consideration of Bill 90, "An Act to preserve agricultural land".

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la protection de l'environnement, immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 69, «Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement», et ce soir, à la même salle, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, la Commission de l'Assemblée nationale pour étudier les meilleurs moyens à prendre pour assurer un contrôle et une surveillance plus efficaces sur le fonctionnement et la performance des sociétés d'État québécoises par le gouvernement et par les membres de l'Assemblée nationale, et aussi, pour étudier la réforme administrative de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Caron, Charron, Chevette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Larivière, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailoux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynault, Roy, Russell, Samson, Scowen, Shaw, Springate, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—93.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charon, il est—

Résolu que le lundi 18 décembre 1978, la motion privilégiée (en vertu de l'article 24 du règlement) au nom de M. Biron, apparaissant en appendice

In Room 81 "A":

The Committee on Protection of the Environment, immediately until six o'clock P.M., with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon, for section by section consideration of Bill 69, "An Act to amend the Environment Quality Act", and this evening, in the same Room, from eight o'clock until midnight, the Committee on the National Assembly, to study the best measures to take in order to ensure more effective control and supervision of the operation and performance of Québec Government corporations, by the Government and Members of the National Assembly, and also to consider the administrative reorganization of the National Assembly.

The motion was adopted on the following vote:

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charon,—

Resolved, that on Monday, 18 December 1978, the motion of privilege (under Standing Order 24), notice of which was given by Mr Biron and

au Feuilleton d'aujourd'hui, soit discutée de quinze heures à dix-sept heures; que chaque parti reconnu ait un droit de parole de trente minutes et que les deux représentants des partis non reconnus et le Député indépendant aient chacun un droit de parole de dix minutes.

M. Parizeau propose que le projet de loi n° 65, «Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives d'ordre fiscal», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À treize heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Parizeau, ministre des Finances et du Revenu fait une déclaration ministérielle au sujet de l'acquisition des actions de la Société Asbestos Limitée, et dépose le document suivant:

Sommaire de l'étude de Kidder, Peabody & Co. Inc., sur la juste valeur

appears in the Appendix of today's Agenda Paper, be debated from three o'clock until five o'clock in the afternoon, and that each recognized party be granted leave to speak for thirty minutes, the representative of each of the two non-recognized parties, for ten minutes, and the Independent Member, for ten minutes.

Mr Parizeau moved that Bill 65, "An Act to amend the Taxation Act and certain fiscal legislation", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At one o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

The debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Parizeau, Minister of Finance and Revenue, made a statement regarding the purchase of the assets of Asbestos Corporation Ltd, and tabled the following document:

Summary of the evaluation by Kidder, Peabody and Co. Inc., of the

marchande des actions de la Société Asbestos Limitée.

(*Document de la session n° 526.*)

Et le débat continue sur la motion de M. Parizeau proposant que le projet de loi n° 65, «Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives d'ordre fiscal», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente du revenu.

M. Parizeau propose que le projet de loi n° 80, «Loi modifiant de nouveau la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente du revenu.

M. Parizeau propose que le projet de loi n° 81, «Loi modifiant de nouveau la Loi de l'impôt sur la vente en détail», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

fair market value of the shares of Asbestos Corporation Ltd.

(*Sessional Papers No. 526.*)

And the debate continuing on the motion by Mr Parizeau proposing that Bill 65, "An Act to amend the Taxation Act and certain fiscal legislation", be now read the second time.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Revenue, for section by section consideration.

Mr Parizeau moved that Bill 80, "An Act to again amend the Meals and Hotels Tax Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Revenue, for section by section consideration.

Mr Parizeau moved that Bill 81, "An Act to again amend the Retail Sales Tax Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente du revenu.

M. Parizeau propose que le projet de loi n° 88, «Loi modifiant la Loi des licences», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente du revenu.

M. Parizeau propose que le projet de loi n° 89, «Loi modifiant de nouveau la Loi de la taxe sur les carburants», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente du revenu.

M. Parizeau propose que le projet de loi n° 102, «Loi modifiant la Loi du ministère du revenu», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Revenue, for section by section consideration.

Mr Parizeau moved that Bill 88, "An Act to amend the Licenses Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Revenue, for section by section consideration.

Mr Parizeau moved that Bill 89, "An Act to again amend the Fuel Tax Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Revenue, for section by section consideration.

Mr Parizeau moved that Bill 102, "An Act to amend the Revenue Department Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

0 heure, le vendredi 15 décembre 1978

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente du revenu.

M. Johnson propose que le projet de loi n° 114, «Loi modifiant la Loi des accidents du travail et d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre.

À deux heures vingt-deux minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Midnight, Friday, 15 December 1978

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Revenue, for section by section consideration.

Mr Johnson moved that Bill 114, "An Act to amend the Workmen's Compensation Act and other legislation", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Labour and Manpower, for section by section consideration.

At twenty-two minutes past two o'clock A.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le vendredi 15 décembre 1978

Dix heures

Friday, 15 December 1978

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Parizeau:

Rapport préparé par Kidder, Peabody & Co. Inc., sur l'évaluation de la Société Asbestos Limitée, pour le gouvernement du Québec, en date du 20 juillet 1978, accompagné d'une mise à jour en date du 19 septembre 1978.

(Document de la session n° 527.)

By Mr Parizeau:

Report of Kidder, Peabody & Co. Inc. on the evaluation of Asbestos Corporation Limited for the Government of Québec, dated 20 July 1978, together with an update of 19 September 1978.

(Sessional Papers, No. 527.)

Par M. Landry:

Deux documents, en date du 22 novembre 1978, concernant les sièges sociaux.

Le premier, intitulé: *La rémunération des cadres, une application aux sièges sociaux.*

(Document de la session n° 528.)

By Mr Landry:

Two documents, dated 22 November 1978, concerning head offices.

The first one deals with salaries for executives in head offices.

(Sessional Papers, No. 528.)

Le second, intitulé: *Les sièges sociaux et l'emploi au Québec.*

(Document de la session n° 529.)

The second, with head offices and employment in the Province of Québec.

(Sessional Papers, No. 529.)

Par M. Bérubé:

Rapport annuel du ministère des Terres et Forêts, pour l'année 1977/78.

(*Document de la session n° 530.*)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Lazure:

Projet de loi n° 31.—Loi de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James.

Par Mme Payette:

Projet de loi n° 124.—Loi concernant l'acquisition d'actions de certaines sociétés de prêts hypothécaires.

M. Zoël Saindon, de son siège dans l'Assemblée nationale, donne, de vive voix, sa démission comme député du district électoral d'Argenteuil.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Samson propose:

Que cette Assemblée est d'avis que le gouvernement fédéral devrait intervenir sans délai aux fins de permettre aux seize étudiants (aspirants contrôleurs) du Québec qui vont actuellement à l'Institut de formation de Transport Canada à Cornwall, Ontario, de poursuivre leurs études au Québec.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

M. Charron donne l'avis suivant:

Lundi prochain, le 18 décembre 1978, les commissions permanentes

By Mr Bérubé:

Annual report of the Department of Lands and Forests, for 1977/78.

(*Sessional Papers, No. 530.*)

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Lazure:

Bill 31.—An Act respecting income security for Cree hunters and trappers who are beneficiaries under the James Bay Agreement.

By Mrs Payette:

Bill 124.—An Act respecting the acquisition of shares of certain hypothecary loan companies.

Mr Zoël Saindon, from his seat in the National Assembly, gave his resignation verbally as Member for the electoral district of Argenteuil.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Samson moved:

That the Assembly is of opinion that the federal Government should act immediately to allow the sixteen student air traffic controllers from Québec, who are currently enrolled at the Transport Canada Training Institute at Cornwall, Ontario, to continue their studies in their own Province.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

Mr Charron gave the following notice:

Next Monday, 18 December 1978, the following Standing Committees will

suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole».

À la Salle 81 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 114, «Loi modifiant la Loi des accidents du travail et d'autres dispositions législatives».

À la Salle 91 «A»:

La Commission du revenu siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 65.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives d'ordre fiscal;

Projet de loi n° 80.—Loi modifiant de nouveau la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Projet de loi n° 81.—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Projet de loi n° 88.—Loi modifiant la Loi des licences;

Projet de loi n° 89.—Loi modifiant de nouveau la Loi de la taxe sur les carburants;

Projet de loi n° 102.—Loi modifiant la Loi du ministère du revenu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose que la Commission permanente de l'agricul-

sit from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture will sit for section by section consideration of Bill 90, "An Act to preserve agricultural land".

In Room 81 "A":

The Committee on Labour and Manpower will sit for section by section consideration of Bill 114, "An Act to amend the Workmen's Compensation Act and other legislation".

In Room 91 "A":

The Committee on Revenue will sit for section by section consideration of the following bills:

Bill 65.—An Act to amend the Taxation Act and certain fiscal legislation;

Bill 80.—An Act to again amend the Meals and Hotels Tax Act;

Bill 81.—An Act to again amend the Retail Sales Tax Act;

Bill 88.—An Act to amend the Licenses Act;

Bill 89.—An Act to again amend the Fuel Tax Act;

Bill 102.—An Act to amend the Revenue Department Act.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved that the Standing Committee on Agriculture do

ture siège au Salon Rouge, à compter de quatorze heures trente minutes jusqu'à vingt-quatre heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole»; que la Commission permanente des affaires sociales siège à la Salle 81 «A» dès que le projet de loi n° 84, «Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives» lui aura été déferé après l'adoption de la deuxième lecture, et que cette commission siège jusqu'à vingt-quatre heures pour étudier, article par article, ce projet de loi et le projet de loi n° 103, «Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives».

La motion est adoptée.

M. Burns propose que le projet de loi n° 123, «Loi modifiant la Loi électorale», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec la dissidence de MM. Bellemare, Brochu, Cordeau, Fontaine, Goulet, Grenier, Russell et Samson.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n° 121, «Loi modifiant la Loi constituant la Société nationale de l'amiante», est présenté

sit in the Red Room, from two-thirty o'clock P.M. until midnight, for section by section consideration of Bill 90, "An Act to preserve agricultural land"; that the Standing Committee on Social Affairs do sit in Room 81 "A" as soon as Bill 84, "An Act to amend the Health Insurance Act and other legislation", has been referred to it, after second reading, and that this Committee do sit until midnight for section by section consideration of this bill and Bill 103, "An Act to amend the Act respecting health services and social services and other legislation".

The motion was adopted.

Mr Burns moved that Bill 123, "An Act to amend the Election Act", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division, with Messrs Bellemare, Brochu, Cordeau, Fontaine, Goulet, Grenier, Russell and Samson dissenting.

The bill was accordingly read the third time.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 121, "An Act to amend the Act to establish the Société nationale de l'amiante", was introduced by

par M. Morin (Sauvé), au nom de M. Bérubé.

M. Morin (Sauvé), au nom de M. Bérubé, propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Mr Morin (Sauvé), on behalf of Mr Bérubé.

Mr Morin (Sauvé) moved, on behalf of Mr Bérubé, that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Burns, Cardinal, Chevette, Clair, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dussault, Fallu, Garon, Gendron, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laurin, Lazure, Lefebvre, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—45.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Caron, Ciaccia, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynault, Roy, Russell, Scowen, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—30.

En conséquence, le projet de loi est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

The bill was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des travaux publics et de l'approvisionnement qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 22, «Loi modifiant la Loi des travaux publics».

Conformément à l'article 85 du règlement, M. Gratton propose que l'amendement qu'il avait proposé au rapport et au projet de loi, soit retiré.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Public Works and Supply which considered Bill 22, "An Act to amend the Public Works Act", following second reading.

In accordance with Standing Order 85, Mr Gratton moved that the amendment which he had proposed to the report and to the bill, be withdrawn.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, l'amendement est retiré.

The amendment was accordingly withdrawn.

Conformément à l'article 85 du règlement, Mme Lavoie-Roux propose que l'amendement qu'elle avait proposé au rapport et au projet de loi, soit retiré.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, l'amendement est retiré.

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mme Ouellette propose que le rapport et le projet de loi soient amendés.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, l'amendement est adopté.

Sur la motion de Mme Ouellette, le rapport est pris en considération et adopté après division des voix.

Le projet de loi n° 22 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 84, «Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives».

M. Lazure informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Lazure propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

In accordance with Standing Order 85, Mrs Lavoie-Roux moved that the amendment which she had proposed to the report and to the bill, be withdrawn.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The amendment was accordingly withdrawn.

With the unanimous consent of the Assembly, Mrs Ouellette moved that the report and the bill be amended.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

The amendment was accordingly adopted.

On motion of Mrs Ouellette, the report was taken into consideration and adopted on division.

Bill 22 was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 84, "An Act to amend the Health Insurance Act and other legislation".

Mr Lazure informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Lazure moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande M. Duhaime, au nom de M. Charron, M. le Président remet à lundi prochain, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

M. Duhaime, au nom de M. Charron, propose que la Commission permanente des affaires sociales siège à la salle 81 «A», immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures pour étudier, article par article, le projet de loi n° 103, «Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Boucher, Cardinal, Caron, Clair, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Garon, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Martel, Mercier, O'Neill, Ouellette, (Beauce-Nord), Pagé, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Vaugois, Verreault.—50.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Johnson propose que le projet de loi n° 110, «Loi modifiant la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until next Monday, before Business of the Day is called.

Mr Duhaime moved, on behalf of Mr Charron, that the Standing Committee on Social Affairs do sit immediately until midnight, in Room 81 "A", for section by section consideration of Bill 103, "An Act to amend the Act respecting health services and social services and other legislation".

The motion was adopted on the following vote:

Mr Johnson moved that Bill 110, "An Act to amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act and other legislation", be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Pagé.

À 0 heure, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Duhaime, l'Assemblée s'ajourne à lundi prochain, quatorze heures.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Pagé.

At midnight, with the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Duhaime, the Assembly adjourned until next Monday, at two o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le lundi 18 décembre 1978

Quatorze heures

Monday, 18 December 1978

Two o'clock P.M.

M. le Président communique à l'Assemblée que le 15 décembre 1978, conformément à l'article 34 de la Loi de la Législature, il a adressé un mandat au directeur général des élections d'émettre un bref pour l'élection d'un député du district électoral d'Argenteuil à l'Assemblée nationale du Québec, en remplacement, durant la présente Législature, de M. Zoël Saindon, démissionnaire et dont le siège à l'Assemblée nationale est devenu vacant.

(Document de la session n° 531.)

Mr President informed the Assembly that on 15 December 1978, in accordance with section 34 of the Legislature Act, he had addressed a warrant to the Directeur général des élections to issue a writ for the election of a Member for the electoral district of Argenteuil at the National Assembly of Québec, to replace, during the current Legislature, Mr Zoël Saindon, who has resigned and whose seat at the National Assembly has become vacant.

(Sessional Papers, No. 531.)

Les documents suivants son déposés:

Par M. Parizeau:

Volumes 1 et 2 des comptes publics du gouvernement du Québec, pour l'année financière terminée le 31 mars 1978.

(Document de la session n° 532.)

The following documents were tabled:

By Mr Parizeau:

Volumes 1 and 2 of the Public Accounts of the Government of Québec, for the fiscal year ended 31 March 1978.

(Sessional Papers, No. 532.)

Par M. Léonard:

Copie de l'entente complémentaire de l'entente générale du 7 janvier 1972 sur le développement du réseau routier régional de l'Outaouais, entre le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec et la Commission de la Capitale nationale, ainsi que copie des amendements à l'entente générale du 13 septembre 1971, relative à la construction de conduites maitresses d'eau et d'égout et d'une usine d'épuration pour desservir la région québécoise de l'Outaouais et la nouvelle entente remplaçant l'entente complémentaire du 5 avril 1976, entre le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec, la Commission de la Capitale nationale et la Communauté régionale de l'Outaouais, signés le 4 décembre 1978.

(Document de la session n° 533.)

Par M. Charron, au nom de M. Tremblay:

Copie d'une lettre, en date du 14 décembre 1978, adressée par M. Rodrigue Tremblay, ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, à M. J.A. MacDonald, président de la Société pour l'expansion des exportations, à Ottawa, concernant la construction de navires par Marine Industrie Limitée.

(Document de la session n° 534.)

M. Lefebvre, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui a entendu, après la deuxième lecture, toutes les parties concernées et a étudié, article par article, le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur».

By Mr Léonard:

Copy of the supplementary agreement to the general agreement of 7 January 1972 regarding the development of the road system in the Outaouais Region, made between the Government of Canada, the Government of Québec and the National Capital Commission and signed on 4 December 1978, together with copy of the amendments to the general agreement of 13 September 1971 regarding the construction of water and sewer mains and the sewage treatment plant to serve the Outaouais Region of Québec, and the new agreement replacing the supplementary agreement of 5 April 1976, made between the Government of Canada, the Government of Québec, the National Capital Commission and the Outaouais Regional Community, and also signed on 4 December 1978.

(Sessional Papers, No. 533.)

By Mr Charron, on behalf of Mr Tremblay:

Copy of a letter dated 14 December 1978, written to Mr J.A. MacDonald, President of the Export Development Corporation, Ottawa, by Mr Rodrigue Tremblay, Minister of Industry and Commerce of Québec, concerning ships built by Marine Industries Limited.

(Sessional Papers, No. 534.)

Mr Lefebvre, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which heard all the interested parties and considered Bill 72, "Consumer Protection Act", section by section, following second reading.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 535.)

M. Bordeleau, au nom de M. Desbiens, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du tourisme, de la chasse et de la pêche, qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 28, «Loi concernant les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 536.)

M. Beauséjour, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la protection de l'environnement qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 69, «Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 537.)

M. Gravel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 117.—Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec;

Projet de loi n° 118.—Loi modifiant la Loi de l'aide sociale.

Les projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session n° 538.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Garneau propose:

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 535.)

Mr Bordeleau tabled, on behalf of Mr Desbiens, the appointed reporter, the report of the Standing Committee on Tourism, Fish and Game which considered Bill 28, "An Act respecting hunting and fishing rights in the James Bay and New Québec territories", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 536.)

Mr Beauséjour, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the Environment which considered Bill 69, "An Act to amend the Environment Quality Act", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 537.)

Mr Gravel, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Social Affairs which considered the following bills, after second reading:

Bill 117.—An Act to amend the Québec Family Allowances Plan;

Bill 118.—An Act to amend the Social Aid Act.

The bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 538.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Garneau moved:

Que cette Assemblée remercie «Collaboration Santé Internationale», pour l'aide que cet organisme a apportée à des députés représentant toutes les formations politiques de cette Assemblée dans l'envoi de médicaments au Sénégal.

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède à la mise aux voix de la motion de M. Lazure proposant que le projet de loi n° 84, «Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lazure, Lefebvre, Léger, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Tremblay, Vaugeois.—56.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Samson, Scowen, Shaw, St-Germain, Verreault.—30.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires sociales.

Les questions et les motions suivantes apparaissaient dans le Feuilleton du mercredi, 13 décembre 1978:

That the Assembly do express its appreciation to the Collaboration Santé Internationale organization for helping Members of all the political parties in the House to send medical supplies to Senegal.

The motion was adopted.

The Assembly proceeded with the putting to the vote of the motion by Mr Lazure proposing that Bill 84, "An Act to amend the Health Insurance Act and other legislation", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following division:

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Social Affairs for section by section consideration.

The following questions and motions appeared in the Agenda Paper of Wednesday, 13 December 1978:

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Pagé:

1. Depuis le 8 octobre 1977 jusqu'au 9 octobre 1978, quel montant total le gouvernement a-t-il payé aux agences Groupe de sécurité N.A.C. et les Entreprises de sécurité N.A.C., 815 Côte Vertu, Ville Saint-Laurent, Montréal, pour assurer la protection des ministres?

2. Quels sont, pour chaque agence:

a) la date d'incorporation;

b) les noms, prénoms et adresses des administrateurs?

3. Est-il exact qu'un des administrateurs de ces agences a déjà été congédié de certaines forces policières pour ses relations avec des gens ayant eu des contacts avec le monde interlope?

Réponse de M. Bédard:

1. \$140 000

2. Entreprises de sécurité N.A.C.

a) 26 février 1969;

b) Vice-président: Monique B. Zaien, 47, chemin de l'Anse, Choisy, Comté de Vaudreuil

Secrétaire-trésorier: Claude Poirier, 47, chemin de l'Anse, Choisy, Comté de Vaudreuil

Secrétaire-trésorier: Eliane Poirier, 11800, Elie Blanchard, Montréal.

Groupe de sécurité N.A.C.

a) 7 février 1978;

b) Président: Claude Poirier, 47, chemin de l'Anse, Choisy, Comté de Vaudreuil

Vice-président: Gilles Brunet, 4000, de Maisonneuve ouest, Montréal

Vice-président: Pierre Nobert, 6815, Métivier, Montréal

Vice-président: Donald McCleery, 8044, Querbes, Montréal

Secrétaire-trésorier: Lorraine Sanford, 1575, du Collège, Ville Saint-Laurent

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Pagé:

1. From 8 October 1977 to 9 October 1978, what total amount was paid by the Government to the Groupe de sécurité N.A.C. and Les Entreprises de sécurité N.A.C., 815 Côte Vertu, Ville Saint-Laurent, Montreal, to ensure the protection of ministers?

2. For each agency, what are:

(a) the date of incorporation;

(b) the full names and addresses of the directors?

3. Is it true that one of the directors of these agencies has been dismissed from a police force for associating with persons known to have had underworld contacts?

Answer by Mr Bédard:

1. \$140 000

2. Entreprises de sécurité N.A.C.

(a) 26 February 1969;

(b) Vice-President: Monique B. Zaien, 47, chemin de l'Anse, Choisy, Vaudreuil County

Secretary-Treasurer: Claude Poirier, 47, chemin de l'Anse, Choisy, Vaudreuil County

Secretary-Treasurer: Eliane Poirier, 11800, Elie Blanchard, Montreal.

Groupe de sécurité N.A.C.

(a) 7 February 1978;

(b) President: Claude Poirier, 47, chemin de l'Anse, Choisy, Vaudreuil County

Vice-President: Gilles Brunet, 4000, de Maisonneuve ouest, Montreal

Vice-President: Pierre Nobert, 6815, Métivier, Montreal

Vice-President: Donald McCleery, 8044, Querbes, Montreal

Secretary-Treasurer: Lorraine Sanford, 1575, du Collège, Ville Saint-Laurent

3. Le seul motif invoqué par la G.R.C. au sujet du licenciement d'un des administrateurs d'une de ces agences a été qu'il ne répondait plus aux exigences de la gendarmerie.

Question de M. Giasson:

1. Concernant la révocation des concessions forestières suivantes:

(a) Lake Mégantic Pulp (bassin de la rivière Chaudière, 85 m.c.);

(b) Papeteries Bathurst (bassin des rivières Bonaventure et Cascapédia, 1623 m.c.);

(c) Canadian International Paper (Baie des Chaleurs, 1163 m.c.);

(d) St. Simon Timber Products (lac Pohénégamook, 61 m.c.);

(e) Compagnie Forêt Coulonge (bassin de la rivière Coulonge, 140 m.c.);

(f) Consolidated Bathurst (bassin de la rivière Outaouais, 1244 m.c.);

(g) Mason and Risch Co. (comté Laurentides-Labelle, 16 m.c.);

(h) J.-A. Bonneau & Fils (Saguenay-Lac-Saint-Jean, 47 m.c.)?

2. Quels sont, dans chaque cas, les montants de l'indemnité:

(a) réclamée par la compagnie affectée;

(b) consentie par le ministère, suite aux négociations?

Réponse de M. Bérubé:

Chacune des concessions forestières impliquées dans le processus de révocation fait l'objet de négociations entre les différents concessionnaires et le ministère des Terres et Forêts quant à l'indemnité à être versée pour la valeur résiduelle des travaux de nature permanente, des travaux d'inventaire, d'aménagement et d'arpentage et des améliorations effectués à l'intérieur des concessions révoquées.

Les discussions se poursuivent normalement et les parties en cause ont établi chacune leur valeur respec-

3. The single reason given by the R.C.M.P. for the dismissal of the director of one of these agencies was that he no longer satisfied the conditions of the Force.

Question by Mr Giasson:

1. Regarding the cancellation of the following forest concessions:

(a) Lake Mégantic Pulp (Chaudière basin, 85 sq. mi.);

(b) Papeteries Bathurst (Bonaventure and Cascapédia basin, 1623 sq. mi.);

(c) Canadian International Paper (Baie des Chaleurs, 1163 sq. mi.);

(d) St. Simon Timber Products (Pohénégamook Lake, 61 sq. mi.);

(e) Compagnie Forêt Coulonge (Coulonge basin, 140 sq. mi.);

(f) Consolidated Bathurst (Ottawa River basin, 1244 sq. mi.);

(g) Mason and Risch Co. (Laurentides-Labelle County, 16 sq. mi.);

(h) J.-A. Bonneau & Fils (Saguenay-Lake St. John, 47 sq. mi.)?

2. For each company, what is:

(a) the total indemnity claimed;

(b) the total indemnity paid by the Department, after negotiations?

Answer by Mr Bérubé:

Negotiations are currently under way between each holder of a forest concession which is to be cancelled and the Department of Lands and Forests, in order to determine the indemnity to be paid for the residual value of work of a permanent nature, of inventory, development and land surveying work and of improvements related to the concessions in question.

Discussions are continuing at a normal pace and each party involved has established its value, but at this

tive mais, dans les circonstances, il serait prématuré pour la bonne marche des négociations de divulguer soit les montants réclamés par les compagnies affectées ou ceux que le ministère serait disposé à payer.

Question de M. Springate:

1. À quelle date le Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air a-t-il remis au gouvernement un rapport sur la question de l'ouverture des locaux d'écoles, en dehors des périodes d'enseignement, pour des fins autres que l'éducation?

2. À quelle date le Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports a-t-il formé un groupe de travail interministériel pour étudier toute cette question?

3. Combien de réunions ce groupe avait-il tenues et combien de rapports préliminaires avait-il présentés au 31 octobre 1978?

4. À quel stade les travaux en sont-ils rendus et quand le gouvernement prévoit-il être en mesure de rendre public un plan d'action en matière de participation de la structure scolaire à une politique d'ensemble des loisirs?

Réponse de M. Charron:

1. Juin 1976: Étude préliminaire du problème de la concertation scolaire-municipale dans le domaine du loisir au Québec. Avis remis à M. Phaneuf, ministre responsable au Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.

Juin 1977: La concertation scolaire-municipale dans le domaine du loisir et des activités communautaires. Avis remis à M. Charron, ministre délégué, Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.

point, it would be premature to disclose the claims of the various companies or those that the Department is willing to pay.

Question by Mr Springate:

1. On what date did the Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air submit to the Government its report on the use of school premises, outside regular hours, for purposes other than school activities?

2. On what date did the Minister-Delegate, Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports set up an interdepartmental task force to study this matter?

3. As on 31 October 1978, how many meetings had this task force held and how many reports had it presented?

4. What stage has been reached and when does the Government expect to be in a position to announce a plan of action for the involvement of the educational system in a comprehensive policy on leisure.

Answer by Mr Charron:

1. June 1976: Preliminary study on a mutual agreement between schools and municipalities regarding leisure in Québec. Findings and recommendations submitted to Mr Phaneuf, then Minister responsible for the Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.

June 1977: Mutual agreement between schools and municipalities in the field of leisure and community activities. Findings and recommendations submitted to Mr Charron, Minister-Delegate, Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.

2. Le comité interministériel sur la concertation scolaire municipale pour fins de loisir a été formé le 7 décembre 1977.

3. Au 31 octobre 1978, il avait tenu 26 réunions. À cette date, il avait présenté un rapport préliminaire de façon interne à titre de document de travail.

4. Le comité terminera ses travaux en décembre 1978 et remettra son rapport aux ministres Charron, Morin (Sauvé) et Tardif. Il pourra être rendu public à la prochaine session de l'Assemblée nationale.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Saindon:

1. Durant chaque premier trimestre de 1976, 1977 et 1978, quel a été le nombre de services médicaux dispensés par les médecins, ainsi que les déboursés effectués à leur égard par la Régie de l'assurance-maladie du Québec:

a) omnipraticiens;

b) spécialistes?

2. Tenant compte des catégories suivantes, quel a été, pour chaque période, le nombre de:

a) visites à domicile;

b) visites en cabinet;

c) visites en établissement;

d) consultations;

e) actes diagnostiques et thérapeutiques;

f) actes chirurgicaux;

g) assistance chirurgicale et anesthésie?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

2. The interdepartmental committee on the mutual agreement between schools and municipalities regarding leisure was set up on 7 December 1977.

3. As on 31 October 1978, it had held 26 meetings. By that time, it had presented a preliminary internal report in the form of a working paper.

4. The committee will complete its work in December 1978 and present its report to Ministers Charron, Morin (Sauvé) and Tardif. This report may be made public at the next session of the National Assembly.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Saindon:

1. In each first quarter of 1976, 1977 and 1978, what were the number of medical services rendered by health professionals and the amount paid by the Régie de l'assurance-maladie du Québec to:

(a) general practitioners;

(b) specialists?

2. For each period, what was the number of:

(a) home visits;

(b) office visits;

(c) visits to institutions;

(d) consultations or referrals;

(e) diagnostic and therapeutic procedures;

(f) surgical procedures;

(g) assistance for surgery or anaesthesia?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

M. Charron, au nom de M. Lazure, dépose ledit document.

(*Document de la session n° 539.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Ciaccia:

1. Quels sont les noms et adresses des personnes qui ont effectué les travaux de composition et d'impression du livre vert (formats régulier et populaire) sur la politique québécoise du loisir ainsi que des dépliants complémentaires?

2. Quels sont:

a) le montant de chaque contrat;

b) le nombre d'exemplaires imprimés?

3. Ces contrats ont-ils été accordés à la suite d'appels d'offres en circuit fermé?

4. Dans l'affirmative, quels sont:

a) les noms et adresses des soumissionnaires;

b) le montant de chaque soumission?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron dépose ledit document.

(*Document de la session n° 540.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Ciaccia:

Le document n° 292 que le Ministre des Communications a déposé le 21 juin 1978 doit-il être considéré comme complet ou s'il y a encore des renseignements à être produits, notamment en ce qui concerne les campagnes de publicité ainsi que les sommes versées

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mr Lazure.

(*Sessional Papers, No. 539.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Ciaccia:

1. What are the names and addresses of the persons responsible for the typesetting and printing of the Government's green paper on leisure (regular and popular editions), and for the complementary brochures?

2. What is:

(a) the amount of each contract;

(b) the number of copies printed?

3. Were these contracts awarded following calls for sealed tenders?

4. If so:

(a) what are the names and addresses of those who tendered;

(b) what is the amount of each tender?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 540.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Ciaccia:

Should Sessional Paper No. 292, tabled by the Minister of Communications on 21 June 1978, be considered complete or is more information forthcoming, especially as regards advertising campaigns and the sums paid to radio and television stations by the

aux stations de radio et de télévision, tant par le gouvernement que par ses offices, régies, commissions et sociétés?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. O'Neill, dépose ledit document.

(*Document de la session n° 541.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Ciaccia:

1. Quel a été le coût total de l'impression, de la conception, de l'envoi et de la distribution du dernier rapport annuel de tous les ministères, offices, régies, commissions et sociétés?

2. Envisage-t-on de prendre des mesures pour réduire le coût de production de ces rapports soit en utilisant un papier de moindre qualité ou autrement?

3. Dans l'affirmative:

a) comment entend-on procéder;

b) quelle somme prévoit-on économiser?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. O'Neill, dépose ledit document.

(*Document de la session n° 542.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Forget:

1. Depuis la mise en vigueur du programme de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi jusqu'au 15

Government and its bureaux, boards, commissions and corporations?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mr O'Neill.

(*Sessional Papers, No. 541.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Ciaccia:

1. What was the total cost of printing, design, shipping and distribution of the last annual report of all the Government's departments, bureaux, boards, commissions and corporations?

2. Are measures such as the use of a lower quality paper expected to be taken, in an effort to reduce the cost of publishing these reports?

3. If so:

(a) how does the Government intend to proceed;

(b) how much does it expect to save?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mr O'Neill.

(*Sessional Papers, No. 542.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Forget:

1. From the implementation of the program to stimulate the economy and to promote employment, to 15 October

octobre 1978, combien de projets communautaires (par district électoral) ont été:

- a) présentés;
- b) approuvés?

2. Pour chaque district électoral, combien d'emplois ont été créés de façon:

- a) permanente;
- b) temporaire?

3. Quel est le coût total des projets approuvés?

4. Quel est le coût moyen de chaque emploi créé?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Marois, dépose ledit document.

(*Document de la session n° 543.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Larivière:

1. Pour chacune des années 1977 et 1978, quel est le nombre d'étudiants qui ont été embauchés en vertu des programmes de cueillette:

- a) de bleuets;
- b) du tabac?

2. Pour chaque district électoral, quel est le nombre d'étudiants qui ont été employés en vertu des programmes suivants:

- a) emplois gouvernementaux;
- b) approches par projets;
- c) programmes incitatifs:
 - i. municipalités;
 - ii. agriculture;
 - iii. entreprises privées?

3. Pour chaque district électoral, quel est le nombre d'étudiants qui se sont inscrits au Service de placement étudiant dans l'espoir de trouver un emploi?

1978, how many community projects (for each electoral district) have been:

- (a) submitted;
- (b) approved?

2. For each electoral district, how many jobs were created

- (a) on a permanent basis;
- (b) on a temporary basis?

3. What is the total cost of the approved projects?

4. What is the average cost of each new job created?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mr Marois.

(*Sessional Papers, No. 543.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Larivière:

1. In each year 1977 and 1978, how many students were hired under the programs for:

- (a) blueberry picking;
- (b) tobacco cutting?

2. For each electoral district, what is the number of students hired under the following programs:

- (a) government employment;
- (b) project work;
- (c) incentive programs:
 - i. municipalities;
 - ii. agriculture;
 - iii. private enterprise?

3. For each electoral district, what is the number of students who sought employment through the Student Placement Office?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Johnson dépose ledit document.

(*Document de la session n° 544.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Mailloux:

1. Depuis le 1^{er} mars jusqu'au 10 novembre 1978, quelle somme totale la Régie de l'assurance automobile a-t-elle versée en indemnités pour dommages corporels?

2. Au cours de la même période:

a) combien de réclamations a-t-elle reçues;

b) combien de réclamations ont été traitées;

c) combien d'accidentés ont reçu le paiement final de l'indemnité de remboursement de revenu ou le remboursement des frais auxquels ils avaient droit?

3. En date du 10 novembre 1978, quel était le nombre total de dossiers en attente de traitement?

4. Quel est le nombre d'automobilistes québécois qui ont été tenus responsables d'un accident à l'extérieur du Québec et qui font l'objet de poursuites devant les tribunaux pour compenser tant les dommages corporels que les dommages matériels causés à autrui?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de Mme Payette, dépose ledit document.

(*Document de la session n° 545.*)

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Johnson tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 544.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Mailloux:

1. From 1 March to 10 November 1978, how much did the Régie de l'assurance automobile pay out in indemnities for bodily injury?

2. For the same period:

(a) how many claims did it receive;

(b) how many claims were processed;

(c) how many accident victims received their rightful final payment of the income replacement indemnity or the reimbursement benefit for costs incurred?

3. As on 10 November 1978, how many files remained to be processed?

4. How many Québec drivers were held liable for accidents outside the Province and were brought before the courts for compensation for either bodily injury or property damage to another party?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mrs Payette.

(*Sessional Papers, No. 545.*)

Sur la motion de M. Gratton, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

La liste de tous les dépliants, brochures, opuscules, jeux et autres «gadgets» qui ont été publiés par ou pour chaque ministère, office, régie, commission et société, depuis le 25 novembre 1976 jusqu'au 15 avril 1978, cette liste devant indiquer dans chaque cas:

a) le nombre d'exemplaires imprimés;

b) la date du contrat;

c) les noms et adresse de l'imprimeur;

d) le montant du contrat;

e) les noms et adresses des soumissionnaires ainsi que le montant de chaque soumission dans les cas où il y a eu des appels d'offres;

f) les noms et adresses des graphistes qui ont conçu la présentation de chaque publication et le montant des honoraires payés.

M. Charron, au nom de M. O'Neill, dépose ledit document.

(*Document de la session n° 546.*)

Sur la motion de M. Pagé, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie du rapport final du Comité d'étude sur les conditions de vie prévalant sur les chantiers de construction isolés du Québec, lequel devait être remis au Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre avant le 30 juin 1978.

M. Johnson dépose ledit document.

(*Document de la session n° 547.*)

Sur la motion de M. Scowen, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de la programmation que la Société d'habitation du Québec a soumise pour approbation au Conseil des

On motion of Mr Gratton,—

Ordered, that there be tabled:

A list of all the pamphlets, brochures, booklets, folders, games or other gimmicks which were printed by or for each department, bureau, board, commission or corporation, from 25 November 1976 to 15 April 1978, indicating in each case:

(a) the number of copies printed;

(b) the date of the contract;

(c) the full name and address of the printer;

(d) the amount of the contract;

(e) the names and addresses of the bidders as well as the amount of each bid in cases where tenders were called;

(f) the names and addresses of the graphic designers who prepared each publication and the amount of fees paid.

Mr Charvon tabled the said document, on behalf of Mr O'Neill.

(*Sessional Papers, No. 546.*)

On motion of Mr Pagé,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of the final report of the review committee on living conditions prevailing on remote construction sites in Québec, which was to be submitted to the Minister of Labour and Manpower by 30 June 1978.

Mr Johnson tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 547.*)

On motion of Mr Scowen,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of the original program for 1978, submitted for Cabinet approval by the Québec Housing Corporation.

ministres, pour l'année 1978, et copie de celle qui a finalement été adoptée.

M. Charron, au nom de M. Tardif, dépose ledit document.

(*Document de la session n° 548.*)

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole».

À la Salle 81 «A»:

La Commission du revenu, pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 51.—Loi sur les droits successoraux;

Projet de loi n° 65.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives d'ordre fiscal;

Projet de loi n° 67.—Loi sur les loteries, les courses, les concours publics et les appareils d'amusement.

Et que, du consentement unanime de l'Assemblée, à la Salle 91 «A», immédiatement, jusqu'à dix-huit heures, la Commission du travail et de la main-d'oeuvre siège pour étudier, article par article, le projet de loi n° 114, «Loi modifiant la Loi des accidents du travail et d'autres dispositions législatives».

La motion est adoptée.

Conformément à l'article 24 du règlement, M. Biron propose:

as well as copy of the program that was finally adopted.

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mr Tardif.

(*Sessional Papers, No. 548.*)

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture for section by section consideration of Bill 90, "An Act to preserve agricultural land".

In Room 81 "A":

The Committee on Revenue for section by section consideration of the following bills:

Bill 51.—Succession Duty Act;

Bill 65.—An Act to amend the Taxation Act and certain fiscal legislation;

Bill 67.—An Act respecting lotteries, racing, publicity contests and amusement machines.

And that, with the unanimous consent of the Assembly, the Standing Committee on Labour and Manpower do sit immediately until six o'clock P.M. in Room 91 "A" for section by section consideration of Bill 114, "An Act to amend the Workmen's Compensation Act and other legislation".

The motion was adopted.

In accordance with Standing Order 24, Mr Biron moved:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de manquer à ses responsabilités en refusant catégoriquement d'instituer une commission d'enquête sur les activités de Marine Industrie Limitée, filiale de la Société générale de financement, suite au travaux de la Commission permanente de l'industrie et du commerce qui a eu lieu les 7 et 8 décembre 1978, aux déclarations qui y ont été faites et aux nombreux points d'interrogation qui subsistent.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynault, Roy, Scowen, Shaw, St-Germain, Verreault.—29.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Charbonneau, Charon, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Lavigne, Lefebvre, Léger, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Parizeau, Payette, Rancourt, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—50.

ABSTENTION:—M./Mr Samson.—1.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 108, «Loi

That the Assembly do pass strict censure on the Government for having failed in its responsibilities by flatly refusing to appoint a commission of inquiry into the activities of Marine Industries Limited, a subsidiary of the General Investment Corporation, following the proceedings of the Standing Committee on Industry and Commerce which met on 7 and 8 December 1978, and in view of the statements made at these meetings and of the many questions which remain unanswered.

And a debate arising on this motion.

The motion was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynault, Roy, Scowen, Shaw, St-Germain, Verreault.—29.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Charbonneau, Charon, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Lavigne, Lefebvre, Léger, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Parizeau, Payette, Rancourt, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—50.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 108, "An Act

modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec».

M. Tremblay informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Tremblay propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

0 heure, le mardi 19 décembre 1978

Le débat est ajourné sur la motion de M. Charron.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson proposant que le projet de loi n° 110, «Loi modifiant la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs en construction et d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Shaw propose que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans trois mois».

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion d'amendement est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec”.

Mr Tremblay informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Tremblay moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Midnight, Tuesday, 19 December 1978

The debate was adjourned on motion of Mr Charron.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Johnson proposing that Bill 110, “An Act to amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act and other legislation”, be now read the second time.

Mr Shaw moved that the motion under debate be amended by striking out the word “now” and by adding at the end the words “this day three months”.

And a debate arising on this motion.

The motion of amendment was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Blank, Brochu, Ciaccia, Fontaine, Forget, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lamontagne, Lavoie, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Roy, Scowen, Shaw, Springate, Verreault.—22.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Gendron, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Lavigne, Lefebvre, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay.—43.

Et le débat continue sur la motion principale de M. Johnson proposant que le projet de loi n° 110, «Loi modifiant la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Charron, M. le Président remet à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

M. Duhaime propose que le projet de loi n° 71, «Loi modifiant la Loi de la conservation de la faune», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Fontaine.

À quatre heures quarante-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

And the debate continuing on the main motion by Mr Johnson proposing that Bill 110, "An Act to amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act and other legislation", be now read the second time.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Charron, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until the next sitting, before Business of the Day is called.

Mr Duhaime moved that Bill 71, "An Act to amend the Wild-life Conservation Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Fontaine.

At four forty-five o'clock A.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until ten o'clock A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 19 décembre 1978

Dix heures

Tuesday, 19 December 1978

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 549.)

By Mr Morin (Sauvé):

Annual report of the Order of Nurses of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 549.)

Rapport annuel de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 550.)

Annual report of the Order of Land Surveyors of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 550.)

Par M. Léonard:

Rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 551.)

By Mr Léonard:

Annual report of the Québec Planning and Development Bureau, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 551.)

Par M. Charron, au nom de M. Johnson:

Rapport annuel du ministère du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 552.)

By Mr Charron, on behalf of Mr Johnson:

Annual report of the Department of Labour and Manpower, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 552.)

M. Gendron, au nom de M. Gravel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 114, «Loi modifiant la Loi des accidents du travail et d'autres dispositions législatives».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 553.)

M. Gendron, au nom de M. Perron, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des terres et forêts qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 29, «Loi concernant le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 554.)

M. Fallu, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a siégé le 30 novembre et le 14 décembre 1978, en vue d'étudier les meilleurs moyens à prendre pour assurer un contrôle et une surveillance plus efficaces sur le fonctionnement et la performance des sociétés d'État québécoises par le gouvernement et par les membres de l'Assemblée nationale.

(Document de la session n° 555.)

M. Michaud, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 67, «Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 556.)

Mr Gendron tabled, on behalf of Mr Gravel, the appointed reporter, the report of the Standing Committee on Labour and Manpower which considered Bill 114, "An Act to amend the Workmen's Compensation Act and other legislation", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 553.)

Mr Gendron tabled, on behalf of Mr Perron, the appointed reporter, the report of the Standing Committee on Lands and Forests which considered Bill 29, "An Act respecting the land regime in the James Bay and New Québec territories", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 554.)

Mr Fallu, the appointed reporter, tabled the report of the Committee on the National Assembly which sat on 30 November and 14 December 1978, to study the best measures to take in order to ensure more effective control and supervision of the operation and performance of Québec Government corporations, by the Government and Members of the National Assembly.

(Sessional Papers, No. 555.)

Mr Michaud, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Revenue which considered Bill 67, "An Act respecting lotteries, racing, publicity contests and amusement machines", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 556.)

Le projet de loi n° 107, «Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives», est présenté par M. Tardif et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déferé pour étude et audition publique à la Commission permanente des affaires municipales.

M. Lévesque (Taillon) propose:

Que M. Roch Bolduc, membre de la Commission de la fonction publique, soit nommé, à compter du 15 janvier 1979, président de la Commission de la fonction publique instituée par le projet de loi n° 50 sanctionné le 23 juin 1978; *que* M. Raymond Gérin, président de la Commission de la fonction publique, soit nommé, à compter du 15 janvier 1979, membre de la Commission de la fonction publique instituée par le projet de loi n° 50 sanctionné le 23 juin 1978; *que* Me Jacques Perrin, conseiller juridique de l'actuelle Commission de la fonction publique, soit nommé, à compter du 15 février 1979, membre de la Commission de la fonction publique instituée par le projet de loi n° 50 sanctionné le 23 juin 1978, et *que* Me Harold Hutchison, directeur général adjoint aux affaires civiles et pénales du ministère de la Justice, soit nommé, à compter du 15 février 1979, membre de la Commission de la fonction publique instituée par le projet de loi n° 50 sanctionné le 23 juin 1978.

La motion est adoptée par les deux tiers des membres de cette Assemblée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Bill 107, "An Act to establish the Régie du logement and to amend the Civil Code and other legislation", was introduced by Mr Tardif and read the first time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for a public hearing and consideration.

Mr Lévesque (Taillon) moved:

That, effective 15 January 1979, Mr Roch Bolduc, Member of the Commission de la fonction publique, be appointed Chairman of the Commission de la fonction publique which was established under Bill 50, assented to on 23 June 1978; *that*, effective 15 January 1979, Mr Raymond Gérin, Chairman of the Commission de la fonction publique, be appointed Member of the Commission de la fonction publique which was established under Bill 50, assented to on 23 June 1978; *that*, effective 15 February 1979, Mr Jacques Perrin, Advocate and Legal Adviser to the Commission de la fonction publique, be appointed Member of the said Commission which was established under Bill 50, assented to on 23 June 1978, and *that* effective 15 February 1979, Mr Harold Hutchinson, Advocate and Assistant Director General of civil and penal affairs, Department of Justice, be appointed Member of the Commission de la fonction publique which was established under Bill 50, assented to on 23 June 1978.

The motion was adopted by a two-thirds majority of the Members of the Assembly, on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Samson, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—95.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Lévesque (Taillon) propose: *Que* M. Claude Bélanger, sous-ministre au ministère de la Fonction publique soit, à compter du 20 décembre 1978, nommé membre et président de l'Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique; *que* Mme Ange-Lyne Fournier, directeur général adjoint et directeur des services professionnels à la direction générale du personnel du ministère de la Justice, soit, à compter du 20 décembre 1978, nommée membre de l'Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique, et *que* M. Jean Mercier, directeur de la sélection à la Commission de la fonction publique, soit, à compter du 20 décembre 1978, nommé membre de l'Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique.

La motion est adoptée par les deux tiers des membres de cette Assemblée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Lévesque (Taillon) moved:

That, effective 20 December 1978, Mr Claude Bélanger, Deputy Minister of the Civil Service Department, be appointed Member and Chairman of the Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique; *that*, effective 20 December 1978, Mrs Ange-Lyne Fournier, Assistant Director General and Director of professional services of the Personnel Branch, Department of Justice, be appointed Member of the Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique, and *that* effective 20 December 1978, Mr Jean Mercier, Director of Selection at the Commission de la fonction publique, be appointed Member of the Office de recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique.

The motion was then adopted by a two-thirds majority of the Members of the Assembly, on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciacchia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynault, Roy, Samson, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—95.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Lévesque (Taillon) propose: *Que le salaire annuel du Vérificateur général, M. Gérard Larose, soit fixé à \$57 240, à compter du 1^{er} juillet 1978; que le salaire annuel du Protecteur du citoyen, Me Luce Patenaude, soit fixé à \$47 700, à compter du 1^{er} juillet 1978, et qu'à compter du 1^{er} juillet 1978, le salaire annuel du directeur général du financement des partis politiques, Me Pierre-Olivier Boucher, soit fixé à \$47 700, et que le salaire de ses adjoints, Me Michael Sheehan et M. Clément Vincent, soit fixé à \$44 520.*

La motion est adoptée par les deux tiers des membres de cette Assemblée, les voix se divisant comme suit:

Mr Lévesque (Taillon) moved:

That the annual salary of the Auditor-General, Mr Gérard Larose, be fixed at \$57 240, effective 1 July 1978; that the annual salary of the Public Protector, Mrs Luce Patenaude, Advocate, be fixed at \$47 700, effective 1 July 1978, and that commencing on 1 July 1978, the annual salary of the Director General of financing of political parties, Mr Pierre-Olivier Boucher, Advocate, be fixed at \$47 700 and the salary of his assistants, Mr Michael Sheehan, Advocate, and Mr Clément Vincent, be fixed at \$44 520.

The motion was adopted by a two-thirds majority of the Members of the Assembly, on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Gratton, Gravel, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Samson, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—94.

CONTRE—NAYS:—M./Mr Goulet.—1.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Johnson proposant que le projet de loi n° 110, «Loi modifiant la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Johnson proposing that Bill 110, "An Act to amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act and other legislation", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—64.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Samson, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain.—31.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 110 est déposé pour étude, article par article, à la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture, immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole».

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales, immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures, pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 84.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives;

Projet de loi n° 103.—Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives.

Et ce soir, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, la Commission des affaires municipales pour étudier, article par article, le projet de loi n° 112, «Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives», et pour audition publique et

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 110 was referred to the Standing Committee on Labour and Manpower, for section by section consideration.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture, immediately until midnight, with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening, for section by section consideration of Bill 90, "An Act to preserve agricultural land".

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs, immediately until six o'clock P.M., with suspension of work from one o'clock until three o'clock in the afternoon, for section by section consideration of the following bills:

Bill 84.—An Act to amend the Health Insurance Act and other legislation;

Bill 103.—An Act to amend the Act respecting health services and social services and other legislation.

And this evening, from eight o'clock until midnight, the Standing Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration of Bill 112, "An Act to amend the Real Estate Assessment Act and to amend other legislation", and for a public hearing and section by section consideration of

étude, article par article, du projet de loi privé n° 215, «Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport».

La motion est adoptée.

Sur la motion de Mme Ouellette, le projet de loi n° 22, «Loi modifiant la Loi des travaux publics», est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Parizeau, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois après division des voix:

Projet de loi n° 62.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac;

Projet de loi n° 63.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Projet de loi n° 64.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants.

Sur la motion de M. Parizeau, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi n° 61.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Projet de loi n° 68.—Loi constituant la Société des loteries et courses du Québec.

Sur la motion de M. Bédard, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi n° 20.—Loi concernant certaines dispositions législatives;

Projet de loi n° 75.—Loi modifiant le Code civil et la Loi des déclarations des compagnies et sociétés;

Private Bill 215, "An Act to amend the charter of the city of Beauport".

The motion was adopted.

On motion of Mrs Ouellette, Bill 22, "An Act to amend the Public Works Act", was read the third time.

On motion of Mr Parizeau, the following bills were severally read the third time, on division:

Bill 62.—An Act to amend the Tobacco Tax Act;

Bill 63.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act;

Bill 64.—An Act to amend the Fuel Tax Act.

On motion of Mr Parizeau, the following bills were severally read the third time:

Bill 61.—An Act to amend the Retail Sales Tax Act;

Bill 68.—An Act to incorporate the Société des loteries et courses du Québec.

On motion of Mr Bédard, the following bills were severally read the third time:

Bill 20.—An Act respecting certain legislative provisions;

Bill 75.—An Act to amend the Civil Code and the Companies and Partnerships Declaration Act;

Projet de loi n° 76.—Loi assurant l'application de l'entente sur l'entraide judiciaire entre la France et le Québec.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 83, «Loi modifiant la Loi constituant la Régie des installations olympiques», est lu la troisième fois.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 73, «Loi modifiant la Loi des régimes supplémentaires de rentes». Le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 73 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des transports qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 86, «Loi modifiant le Code de la route».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 86 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente du tourisme, de la chasse et de la pêche qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 28, «Loi concernant les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 28 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Bill 76.—An Act to secure the carrying out of the Entente between France and Québec regarding mutual aid in judicial matters.

On motion of Mr Charron, Bill 83, "An Act to amend the Act to incorporate the Régie des installations olympiques", was read the third time.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Social Affairs which considered Bill 73, "An Act to amend the Supplemental Pension Plans Act", following second reading.

The report was adopted.

Bill 73 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Transport which considered Bill 86, "An Act to amend the Highway Code", following second reading.

The report was adopted.

Bill 86 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Tourism, Fish and Game which considered Bill 28, "An Act respecting hunting and fishing rights in the James Bay and New Québec territories", following second reading.

The report was adopted.

Bill 28 was ordered for third reading at the next sitting.

L'Assemblée prend en considération du rapport de la Commission permanente de la protection de l'environnement qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 69, «Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 69 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 117.—Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec;

Projet de loi n° 118.—Loi modifiant la Loi de l'aide sociale.

Le rapport est adopté.

Les projets de loi n°s 117 et 118 sont remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Laberge, le projet de loi privé n° 218, «Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est», est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Desbiens, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième et la troisième fois:

Projet de loi n° 241.—Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi;

Projet de loi n° 271.—Loi concernant la ville de La Baie.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Protection of the Environment which considered Bill 69, "An Act to amend the Environment Quality Act", following second reading.

The report was adopted.

Bill 69 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Social Affairs which considered the following bills, after second reading:

Bill 117.—An Act to amend the Québec Family Allowances Plan;

Bill 118.—An Act to amend the Social Aid Act.

The report was adopted.

Bills 117 and 118 were ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Laberge, Private Bill 218, "An Act to amend the charter of the town of Montreal East", was read the second and the third time.

On motion of Mr Desbiens, the following Private Bills were severally read the second and the third time:

Bill 241.—An Act to amend the charter of the city of Chicoutimi;

Bill 271.—An Act respecting the city of La Baie.

Sur la motion de M. Marquis, le projet de loi privé n° 259, «Loi concernant la ville de Mont-Joli», est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Alfred, le projet de loi privé n° 264, «Loi concernant la ville de Gatineau», est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Fallu, les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, lu la deuxième et la troisième fois:

Projet de loi n° 209.—Loi modifiant la charte de la ville de Laval;

Projet de loi n° 274.—Loi concernant la ville de Vaudreuil.

Sur la motion de M. Dussault, au nom de M. Charbonneau, le projet de loi privé n° 268, «Loi modifiant la charte de la ville de Varennes», est lu la deuxième fois.

Le projet de loi n° 268 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. de Bellefeuille, au nom de M. Gosselin, le projet de loi privé n° 272, «Loi modifiant la charte de la ville de Sherbrooke», est lu la deuxième et la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Tardif proposant que le projet de loi n° 106, «Loi concernant la ville de Saint-Eustache», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi est déferé pour étude, article par arti-

On motion of Mr Marquis, Private Bill 259, "An Act respecting the town of Mont-Joli", was read the second and the third time.

On motion of Mr Alfred, Private Bill 264, "An Act respecting the city of Gatineau", was read the second and the third time.

On motion of Mr Fallu, the following private bills were severally read the second and the third time:

Bill 209.—An Act to amend the charter of the City of Laval;

Bill 274.—An Act respecting the town of Vaudreuil.

On motion of Mr Dussault, on behalf of Mr Charbonneau, Private Bill 268, "An Act to amend the charter of the city of Varennes", was read the second time.

Bill 268 was ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr de Bellefeuille, on behalf of Mr Gosselin, Private Bill 272, "An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke", was read the second and the third time.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Tardif proposing that Bill 106, "An Act respecting the town of Saint-Eustache", be now read the second time.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Munic-

cle, à la Commission permanente des affaires municipales.

M. Tardif propose que le projet de loi n° 113, «Loi prolongeant certaines dispositions de la Loi modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, le Code civil et d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À treize heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 113 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales.

M. Tardif propose que le projet de loi n° 119, «Loi constituant certaines municipalités dans l'Outaouais», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Goldbloom propose que le débat soit ajourné.

La motion est adoptée après division des voix.

ipal Affairs for section by section consideration.

Mr Tardif moved that Bill 113, "An Act to prolong certain provisions of the Act to amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, the Civil Code and other legislation", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At one o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, Bill 113 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs for section by section consideration.

Mr Tardif moved that Bill 119, "An Act to incorporate certain municipalities of the Outaouais", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Mr Goldbloom moved that the debate be adjourned.

The motion was adopted on division.

Mme Payette propose que le projet de loi n° 124, «Loi concernant l'acquisition d'actions de certaines sociétés de prêts hypothécaires», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix.

*0 heure, le mercredi
20 décembre 1978*

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Lavigne, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Roy, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière).—52.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goldbloom, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, O'Gallagher, Pagé, Raynald, Russell, Scowen, St-Germain, Verreault.—27.

En conséquence, le projet de loi n° 124 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission

Mrs Payette moved that Bill 124, "An Act respecting the acquisition of shares of certain hypothecary loan companies", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote.

*Midnight, Wednesday,
20 December 1978*

The motion was adopted on the following division:

Bill 124 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee

plénière pour étudier ce projet de loi, article par article.

Le projet de loi n° 124 est alors étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

À six heures, sur la motion de M. Duhaime, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

tee of the Whole, for section by section consideration of such bill.

Bill 124 was then considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

At six o'clock A.M., on motion of Mr Duhaime, the Assembly adjourned until ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 20 décembre 1978

Dix heures

Wednesday, 20 December 1978

Ten o'clock A.M.

M. Léger dépose le document suivant:

Rapport annuel du Conseil consultatif de l'environnement, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 557.)

M. Brassard, au nom de M. Gravel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 103, «Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 558.)

M. Lévesque (Taillon) propose:

Qu'en vertu de l'article 58 de la Charte des droits et libertés de la personne, cette Assemblée nationale nomme Mme Francine Fournier au

Mr Léger tabled the following document:

Annual report of the Advisory Council on the Environment, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 557.)

Mr Brassard tabled, on behalf of Mr Gravel, the appointed reporter, the report of the Standing Committee on Social Affairs which considered Bill 103, "An Act respecting health services and social services and other legislation", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 558.)

Mr Lévesque (Taillon) moved:

That in accordance with section 58 of the Charter of Human Rights and Freedoms, the National Assembly do appoint Mrs Francine Fournier as

poste de vice-présidente de la Commission des droits de la personne du Québec.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Vice-President of the Commission des droits de la personne du Québec.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blank, Brassard, Cardinal, Caron, Charron, Chevrete, Ciaccia, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Johnson, Jolivet, Joron, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynault, Roy, Russell, Samson, Scowen, Shaw, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugois, Verreault.—85.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Raymond Garneau, de son siège dans l'Assemblée nationale, donne, de vive voix, sa démission comme député du district électoral de Jean-Talon.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bellemare, il est—

Résolu que cette Assemblée rende hommage à la mémoire de M. René Chaloult et offre sa sympathie à sa famille à l'occasion de son décès.

Mr Raymond Garneau, from his seat in the National Assembly, gave his resignation verbally as Member for the electoral district of Jean-Talon.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bellemare,—

Resolved, that the Assembly do honour the memory of Mr René Chaloult and do extend its deepest sympathy to the bereaved family.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Vaillancourt (Orford):

1. Quels sont les noms, prénoms et adresses des personnes qui, après avoir accepté des responsabilités au sein du Parti Québécois, ont, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 28 février 1978, accédé à des postes dans l'administration provinciale?

2. Quels sont, dans chaque cas:

a) la date d'engagement;

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Vaillancourt (Orford):

1. What are the full names and addresses of the persons who, after having accepted responsibilities within the Parti Québécois have, from 26 November 1976 to 28 February 1978, secured positions with the provincial Government?

2. In each case, what is:

(a) the date of appointment;

- b) le titre de la fonction;
- c) le ministère ou l'organisme concerné;
- d) le traitement annuel?

3. Quels sont ceux qui ont été dispensés de subir un examen écrit de la Commission de la fonction publique?

Réponse de M. Lévesque (Taillon):

Le nombre de personnes ayant «accepté des responsabilités au sein du Parti québécois» est tel qu'il est impossible de fournir une réponse précise et satisfaisante à la question.

En effet, les structures démocratiques du Parti québécois, ses instances locales, régionales et nationales, ses nombreux comités permanents, son mode de financement, la préparation de ses congrès et l'ensemble des activités générées à tous les échelons requièrent la mise à contribution permanente de milliers de militants. Dans plusieurs comtés, en dehors même des campagnes électorales, la structure de participation s'étend au responsable de poll. Si on ajoute à cela le nombre de mutations qui se sont opérées aux divers postes de responsabilités depuis 10 ans et les «responsables» qui sont venus prêter main-forte à l'organisation du Parti pendant les périodes électorales, on arrive à des chiffres plutôt impressionnants.

Aussi, tenter d'identifier ceux d'entre eux qui «ont, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 28 février 1978, accédé à des postes dans l'administration provinciale» est une opération impensable. Au surplus, le bien-fondé d'une telle démarche apparaît douteux. Les libertés dont jouissent les citoyens du Québec nous paraissent en effet les mettre à l'abri de telles inquisitions.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Pagé:

- (b) the job designation;
- (c) the department or government body concerned;
- (d) the annual salary?

3. Which of these persons were not required to pass a written examination of the Civil Service Commission?

Answer by Mr Lévesque (Taillon):

The number of persons who have "accepted responsibilities within the Parti Québécois" is such that it is impossible to provide a precise and satisfactory answer to this question.

The democratic organization of the Parti Québécois, its local, regional and provincial associations, its many standing committees, its fund-raising methods, the preparation of its conventions, and its party activities at all levels require the constant participation of thousands of supporters. In several districts, the persons in charge of polls are actively involved, even between election campaigns. If we add to this the number of party members who have held responsible positions during the last ten years as well as all those who assisted party organizers during election periods, the list becomes impressive indeed.

Therefore, any attempt to identify those persons who "from 26 November 1976 to 28 February 1978 secured positions with the provincial Government", is unthinkable and the relevancy of disclosing such information is questionable. In our opinion, the citizens of Québec enjoy basic civil liberties which protect them from such inquiries.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Pagé:

1. Parmi les personnes qui ont agi à titre d'agents officiels pour les candidats du Parti Québécois, lors des élections du 15 novembre 1976, et dont la liste apparaît au document sessionnel n° 41, quelles sont celles qui occupent actuellement une fonction dans un des ministères du gouvernement, ses offices, régies, commissions ou sociétés?

2. Quels sont, dans chaque cas:

- a) la date d'engagement;
- b) le numéro du concours de la Commission de la fonction publique;
- c) la date de l'examen écrit;

d) le titre de la fonction;

e) le ministère ou l'organisme concerné;

f) le traitement annuel au 15 mars 1978?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lévesque (Taillon) dépose ledit document.

(Document de la session n° 559.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Russell:

1. Quel a été le coût total des dépenses du gouvernement dans la lutte contre la tordeuse du bourgeon de l'épinette pour les années 1973/74, 1974/75, 1975/76 et 1976/77?

2. Le gouvernement a-t-il permis l'achat d'insecticides à cette fin en 1977/78?

3. Dans l'affirmative, pour quel montant?

4. Le ministère des Terres et Forêts a-t-il requis et reçu l'approbation du Ministre délégué à l'environnement pour l'usage de ces insecticides?

1. Among the persons who acted as official agents for Parti Québécois candidates at the general election of 15 November 1976 and whose names appear in Sessional Paper No. 41, which ones are currently holding a position in one of the government departments or in any of its bureaux, boards, commissions or corporations?

2. In each case, what was:

- (a) the date of appointment;
- (b) the number of the competition of the Civil Service Commission;
- (c) the date of the written examination;
- (d) the job designation;
- (e) the department or body concerned;
- (f) the annual salary as on 15 March 1978?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lévesque (Taillon) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 559.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Russell:

1. What was the total cost to the Government for spruce budworm operations in 1973/74, 1974/75, 1975/76 and 1976/77?

2. Has the Government authorized the purchase of insecticides for this purpose in 1977/78?

3. If so, for what amount?

4. Has the Department of Lands and Forests requested and obtained the approval of the Minister-Delegate, Environment, for the use of these insecticides?

5. Le ministère des Terres et Forêts considère-t-il que la période critique des ravages de la tordeuse est passée et, dans l'affirmative, pour quelles raisons?

6. Le Ministre délégué à l'environnement est-il au courant des recherches faites sur le sujet dans les Maritimes et des dangers de cette pratique?

7. Le ministère des Terres et Forêts a-t-il songé à prendre l'exemple sur certaines provinces des Maritimes et à cesser cette pratique considérée dangereuse par bon nombre de scientifiques?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Bérubé dépose ledit document.

(Document de la session n° 560.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Giasson:

1. Le plan global d'aménagement de la forêt qui était en cours de préparation selon la déclaration faite par le titulaire du ministère des Terres et Forêts, à Mont-Joli, en date du 12 novembre 1977, est-il maintenant complété?

2. Dans l'affirmative, quand sera-t-il rendu public?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Bérubé dépose ledit document.

(Document de la session n° 561.)

5. Does the Department of Lands and Forests consider that the critical period for spruce budworm attacks is over and, if so, for what reasons?

6. Was the Minister-Delegate, Environment, aware of spruce budworm research carried out in the Maritimes and of the hazards of spraying?

7. Has the Department of Lands and Forests considered following the example of certain Maritime provinces, thereby discontinuing the use of this method which numerous scientists believe to be harmful?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Bérubé tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 560.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Giasson:

1. Has the general forestry development plan, which was said to be under way by the Minister of Lands and Forests, in Mont-Joli on 12 November 1977, been completed?

2. If so, when will it be made public?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Bérubé tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 561.)

Sur la motion de M. Dubois, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, ententes, autres documents échangés depuis le 15 novembre 1976 jusqu'à ce jour entre le gouvernement du Québec, aucun de ses membres ou fonctionnaires et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou fonctionnaires, au sujet d'une formule d'attribution de \$30 millions qui compensent l'abolition des subventions pour le transport des grains de provende.

M. Garon dépose ledit document.

(*Document de la session n° 562.*)

Sur la motion de M. Pagé, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

La liste du personnel affecté à chaque ministre, en date du 25 avril 1978, cette liste devant indiquer dans chaque cas:

- a) les nom et prénoms du fonctionnaire;
- b) la date de l'entrée en fonction;
- c) le titre de la fonction;
- d) la classification et le traitement annuel.

M. Charron dépose ledit document.

(*Document de la session n° 563.*)

Sur la motion de M. Ciaccia, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie du plan de développement établi par la Société d'énergie de la Baie James pour les cinq prochaines années lequel a sans doute été remis au gouvernement conformément aux indications fournies par le Ministre délégué à l'énergie dans la réponse consignée à la page 837 des Procès-Verbaux de l'Assemblée nationale, en date du 7 décembre 1977.

On motion of Mr Dubois,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, agreements and other documents exchanged from 15 November 1976 to date between the Government of Québec, any of its members or employees, and the federal Government, any of its members or employees, concerning a method of payment for the \$30 million in compensation for the feed grain transport subsidies which have been discontinued.

Mr Garon tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 562.*)

On motion of Mr Pagé,—

Ordered, that there be tabled:

A list of the staff assigned to each minister as of 25 April 1978, indicating in each case:

- (a) the full name of the employee;
- (b) the date of appointment;
- (c) the job designation;
- (d) the classification and annual salary.

Mr Charron tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 563.*)

On motion of Mr Ciaccia,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of the development plan drawn up by the James Bay Energy Corporation for the next five years and presumably already submitted to the Government, according to indications given by the Minister-Delegate, Energy, in an answer appearing on page 837 of the Votes and Proceedings of the National Assembly, dated 7 December 1977.

M. Charron, au nom de M. Joron, dépose ledit document.

(Document de la session n° 564.)

M. Charron dépose un complément au document sessionnel n° 509 déposé le 6 décembre 1978 sur la motion de M. Picotte:

Ordonnant qu'il soit déposé:

Copie de l'étude qui a été effectuée à la demande du Ministre d'État à l'aménagement, selon sa déclaration datant du mois de juin 1977, concernant l'opportunité de donner de nouvelles responsabilités aux conseils de comté en ce qui touche les problèmes régionaux.

(Document de la session n° 565.)

M. Charron donne avis que les 13, 14 et 15 mars 1979, la Commission permanente de la justice siégera pour entendre les commentaires et réactions du public sur la réforme du droit de la famille proposée dans le rapport de l'Office de révision du Code civil, soit les articles 24 et 48 du livre I, le livre II et l'article 6 du livre III.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole».

À la Salle 81 «A»:

La Commission du revenu, pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mr Joron.

(Sessional Papers, No. 564.)

Mr Charron tabled an additional document to Sessional Paper No. 509, tabled 6 December 1978 on motion of Mr Picotte:

Ordering, that there be tabled:

Copy of the report ordered by the Minister of State for Planning, in accordance with his statement of June 1977, concerning the advisability of entrusting county councils with greater responsibility in regional matters.

(Sessional Papers, No. 565.)

Mr Charron gave notice that the Standing Committee on Justice will sit on 13, 14 and 15 March 1979 to permit the public to express its opinion on and reaction to the family law reform proposed in Volume I (articles 24 and 48), Volume II and Volume III (article 6) of the Report of the Civil Code Revision Office.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until midnight, with suspension of work, from one o'clock until three o'clock in the afternoon and from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture, for section by section consideration of Bill 90, "An Act to preserve agricultural land".

In Room 81 "A":

The Committee on Revenue, for section by section consideration of the following bills:

Projet de loi n° 51.—Loi sur les droits successoraux;

Projet de loi n° 65.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives d'ordre fiscal;

Projet de loi n° 80.—Loi modifiant de nouveau la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Projet de loi n° 81.—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Projet de loi n° 88.—Loi modifiant la Loi des licences;

Projet de loi n° 89.—Loi modifiant de nouveau la Loi de la taxe sur les carburants;

Projet de loi n° 102.—Loi modifiant la Loi du ministère du revenu.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des richesses naturelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 78, «Loi modifiant de nouveau la Loi du régime des eaux».

L'amendement que M. Bérubé a proposé au rapport et au projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Bérubé, le rapport est pris en considération et adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bérubé, le projet de loi n° 78 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Com-

Bill 51.—Succession Duty Act;

Bill 65.—An Act to amend the Taxation Act and certain fiscal legislation;

Bill 80.—An Act to again amend the Meals and Hotels Tax Act;

Bill 81.—An Act to again amend the Retail Sales Tax Act;

Bill 88.—An Act to amend the Licenses Act;

Bill 89.—An Act to again amend the Fuel Tax Act;

Bill 102.—An Act to amend the Revenue Department Act.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Natural Resources which examined Bill 78, "An Act to again amend the Watercourses Act", following second reading.

The amendment that Mr Bérubé proposed to the report and to the bill was adopted.

On motion of Mr Bérubé, the report was taken into consideration and adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bérubé, Bill 78 was read the third time.

The Order of the Day being read for the consideration of the report

mission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur».

M. Ciaccia propose un amendement au projet de loi et au rapport.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, l'amendement est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mme Payette propose un amendement au rapport et au projet de loi.

L'amendement est adopté.

Sur la motion de Mme Payette, le rapport est pris en considération et adopté.

Le projet de loi n° 72 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des terres et forêts qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 29, «Loi concernant le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec».

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bérubé, le projet de loi n° 29 est lu la troisième fois.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 114, «Loi modifiant la Loi des accidents du travail et d'autres dispositions législatives».

Le rapport est adopté.

of the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which examined Bill 72, "Consumer Protection Act", following second reading.

Mr Ciaccia proposed an amendment to the bill and to the report.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The amendment was accordingly adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mrs Payette proposed an amendment to the report and to the bill.

The amendment was adopted.

On motion of Mrs Payette, the report was taken into consideration and adopted.

Bill 72 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Lands and Forests which considered Bill 29, "An Act respecting the land regime in the James Bay and New Québec Territories", following second reading.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bérubé, Bill 29 was read the third time.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Labour and Manpower which considered Bill 114, "An Act to amend the Workmen's Compensation Act and other legislation", following second reading.

The report was adopted.

Le projet de loi n° 114 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 67, «Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement».

Le rapport est adopté.

Le projet de la loi n° 67 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi n° 30, «Loi modifiant de nouveau la Loi de la qualité de l'environnement».

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Léger, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Léger, le projet de loi n° 30 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, le projet de loi n° 28, «Loi concernant les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec», est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Lessard, le projet de loi n° 86, «Loi modifiant le Code de la route», est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Lazure, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Bill 114 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Revenue which considered Bill 67, "An Act respecting lotteries, racing, publicity contests and amusement machines", following second reading.

The report was adopted.

Bill 67 was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the third reading of Bill 30, "An Act to again amend the Environment Quality Act".

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Léger, the Order which had just been read was rescinded; the bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Léger, Bill 30 was read the third time.

On motion of Mr Duhaime, Bill 28, "An Act respecting hunting and fishing rights in the James Bay and New Québec territories", was read the third time.

On motion of Mr Lessard, Bill 86, "An Act to amend the Highway Code", was read the third time.

On motion of Mr Lazure, the following bills were severally read the third time:

Projet de loi n° 73.—Loi modifiant la Loi des régimes supplémentaires de rentes;

Projet de loi n° 117.—Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec;

Projet de loi n° 118.—Loi modifiant la Loi de l'aide sociale.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi n° 69, «Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement».

Sur la motion de M. Léger, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Léger, le projet de loi n° 69 est lu la troisième fois.

À treize heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Duhaime proposant que le projet de loi n° 71, «Loi modifiant la Loi de la conservation de la faune», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, une troisième commission peut siéger, alors, la Commission permanente des affaires sociales siège à la Salle 81 «A», immédiatement jusqu'à

Bill 73.—An Act to amend the Supplemental Pension Plans Act;

Bill 117.—An Act to amend the Québec Family Allowances Plan;

Bill 118.—An Act to amend the Social Aid Act.

The Order of the Day being read for the third reading of Bill 69, "An Act to amend the Environment Quality Act".

On motion of Mr Léger, the Order which had just been read was rescinded; the bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Léger, Bill 69 was read the third time.

At one o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Duhaime proposing that Bill 71, "An Act to amend the Wild-life Conservation Act", be now read the second time.

The debate was suspended.

With unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, a third committee may sit, therefore, the Standing Committee on Social Affairs will sit immediately in Room 81 "A", until six o'clock P.M., for section

dix-huit heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 84 «Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives».

Et le débat continue sur la motion de M. Duhaime proposant que le projet de loi n° 71, «Loi modifiant la Loi de la conservation de la faune», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente du tourisme, de la chasse et de la pêche.

Mme Payette propose que le projet de loi n° 124, «Loi concernant l'acquisition d'actions de certaines sociétés de prêts hypothécaires», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

Vingt heures quinze minutes

Le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, la Commission de l'Assemblée nationale peut siéger à la Salle 91 «A» immédiatement jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 120, «Loi

by section consideration of Bill 84, "An Act to amend the Health Insurance Act and other legislation".

And the debate continuing on the motion by Mr Duhaime proposing that Bill 71, "An Act to amend the Wildlife Conservation Act", be now read the second time.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Tourism, Fish and Game for section by section consideration.

Mrs Payette moved that Bill 124, "An Act respecting the acquisition of shares of certain hypothecary loan companies", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Eight-fifteen o'clock P.M.

The debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the Committee on the National Assembly may sit immediately in Room 91 "A", until such time as it decides to adjourn, for section by section consideration of Bill 120, "An Act

modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif»; et dès que la Commission permanente de l'agriculture aura terminé l'étude du projet de loi n° 90, la Commission permanente du tourisme, de la chasse et de la pêche lui succédera au Salon Rouge, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 71, «Loi modifiant la Loi de la conservation de la faune».

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, il est—

Résolu que le rapport de la Commission permanente du revenu qui étudie les projets de loi n°s 51, 65, 80, 88, 89, 91 et 102 soit fait de la même façon que si ces projets de loi étaient étudiés en commission plénière.

Et le débat continue sur la motion de Mme Payette proposant que le projet de loi n° 124, «Loi concernant l'acquisition d'actions de certaines sociétés de prêts hypothécaires», soit lu la troisième fois.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de Mme Payette, au nom de M. Charron, Madame le Président remet à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 105, «Loi constituant la Société québécoise de développement des industries culturelles».

M. Vaugeois informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

to amend the Legislature Act and the Executive Power Act"; and as soon as the Standing Committee on Agriculture has concluded the consideration of Bill 90, the Standing Committee on Tourism, Fish and Game will sit in the Red Room, for section by section consideration of Bill 71, "An Act to amend the Wild-life Conservation Act".

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron,—

Resolved, that the report of the Standing Committee on Revenue which is considering Bills 51, 65, 80, 88, 89, 91 and 102 be made in the same way as if these bills had been considered in Committee of the Whole.

And the debate continuing on the motion by Mrs Payette proposing that Bill 124, "An Act respecting the acquisition of shares of certain hypothecary loan companies", be read the third time.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mrs Payette, on behalf of Mr Charron, Madam President postponed the entry of names of the vote on this motion until the next sitting, before Business of the Day is called.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 105, "An Act to incorporate the Société québécoise de développement des industries culturelles".

Mr Vaugeois informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

M. Vaugeois propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

0 heure, le jeudi 21 décembre 1978

Sur la motion de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour étudier le projet de loi n° 105, article par article.

Le projet de loi est étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Tremblay proposant que le projet de loi n° 108, «Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Charron, M. le Président remet à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'agriculture qui a entendu les personnes convoquées et

Mr Vaugeois moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the second time.

*Midnight, Thursday,
21 December 1978*

On motion of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole, for section by section consideration of Bill 105.

The bill was considered in Committee of the Whole; amended and reported; the report was adopted; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Tremblay proposing that Bill 108, "An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec", be now read the second time.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Charron, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until the next sitting before Business of the Day is called.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Agriculture which considered section by section Bill 90, "An

étudié, article par article, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements après division des voix.

(*Document de la session n° 566.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, il est—

Résolu que les députés aient jusqu'à douze heures pour déposer des amendements au rapport et au projet de loi.

À quatre heures, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Act to preserve agricultural land", following second reading, and heard those parties which had been convened.

The bill was reported with amendments, on division.

(*Sessional Papers, No. 566.*)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron,—

Resolved, that the Members be given until twelve o'clock noon to table amendments to the report and to the bill.

At four o'clock A.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

N° 97

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 21 décembre 1978

Dix heures

Thursday, 21 December 1978

Ten o'clock A.M.

Déclaration ministérielle de M. Parizeau, ministre des Finances et du Revenu, concernant l'harmonisation des régimes d'imposition fédéral et québécois, et l'adoption de certaines mesures fiscales présentées aujourd'hui, le 21 décembre 1978.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Charron:

Rapport annuel du Comité organisateur de la fête nationale du Québec, pour l'exercice terminé le 31 juillet 1978.

(Document de la session n° 567.)

Par M. Laurin:

Rapport annuel du Conseil de la langue française, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 568.)

Statement by Mr Parizeau, Minister of Finance and Revenue, on the harmonization of the federal and Québec taxation schemes and the adoption of certain fiscal measures announced this day, 21 December 1978.

The following documents were tabled:

By Mr Charron:

Annual report of the Comité organisateur de la fête nationale du Québec, for the fiscal year ended 31 July 1978.

(Sessional Papers, No. 567.)

By Mr Laurin:

Annual report of the Conseil de la langue française, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 568.)

Par M. Morin (Louis-Hébert):

Trois études traitant de la question monétaire.

(Document de la session n° 569.)

Par M. Léonard:

Document, en date du 21 décembre 1978, signé par M. Jacques Léonard, ministre d'État à l'aménagement, concernant l'harmonisation de la Loi sur la protection du territoire agricole et de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

(Document de la session n° 570.)

Par M. Joron:

Rapport annuel de la Direction générale de l'énergie, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 571.)

Par M. le Président:

Copie d'une lettre, en date du 7 décembre 1978, adressée à M. Clément Richard, Président de l'Assemblée nationale, par M. Marcel Thériège, président du Syndicat de professionnels du gouvernement du Québec, à laquelle sont jointes plusieurs pièces, dans le but de signaler le fait que l'Assemblée nationale a pu être induite en erreur, involontairement peut-être, à la suite de la publication d'un certain paragraphe traitant des employés occasionnels, qui apparaît dans le rapport annuel 1977/78 du ministère de la Fonction publique, déposé le 3 octobre 1978.

(Document de la session n° 572.)

M. Jolivet, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a siégé aux fins d'étudier la réforme administrative de l'Assemblée nationale et qui a approuvé une résolution à cet effet.

(Document de la session n° 573.)

By Mr Morin (Louis-Hébert):

Three studies dealing with the monetary question.

(Sessional Papers, No. 569.)

By Mr Léonard:

Paper, dated 21 December 1978 and signed by Mr Jacques Léonard, Minister of State for Planning, on the harmonization of the Act to preserve agricultural land and the Act respecting land use planning and development.

(Sessional Papers, No. 570.)

By Mr Joron:

Annual report of the Energy Branch, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 571.)

By Mr President:

Copy of a letter, dated 7 December 1978, addressed to Mr Clément Richard, President of the National Assembly, by Mr Marcel Thériège, President of the Syndicat de Professionnels du Gouvernement du Québec, together with supporting documents drawing attention to the fact that the National Assembly might have been misled, perhaps unintentionally, by a certain paragraph concerning casual employees, which appears in the 1977/78 annual report of the Department of the Civil Service, tabled on 3 October 1978.

(Sessional Papers, No. 572.)

Mr Jolivet, the appointed reporter, tabled the report of the Committee on the National Assembly, which sat to consider the administrative reorganization of the National Assembly and approved a resolution to this effect.

(Sessional Papers, No. 573.)

M. Jolivet fait rapport que ladite commission a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 120, «Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif», et qu'elle l'a adopté avec des amendements.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 120 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Le projet de loi n° 126, «Loi sur les normes du travail», est présenté par M. Johnson et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déferé pour étude et audition publique à la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre.

Le projet de loi n° 125, «Loi sur l'aménagement et l'urbanisme», est présenté par M. Léonard et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déferé pour étude et audition publique à la Commission permanente des affaires municipales.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n° 127, «Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile», est présenté par M. Lessard, lu la première fois et remis au cours de la présente séance pour la deuxième lecture.

M. le Président communique à l'Assemblée la résolution adoptée par la Commission de régie interne de l'Assemblée nationale relative à la réorganisation administrative de l'Assemblée nationale.

Mr Jolivet reported that the said committee had considered Bill 120, "An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act", following second reading, and that it had adopted the bill with amendments.

With the unanimous consent of the Assembly, the report was adopted.

Bill 120 was ordered for third reading at the next sitting.

Bill 126, "An Act respecting labour standards", was introduced by Mr Johnson and read the first time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Labour and Manpower, for public hearing and consideration.

Bill 125, "An Act respecting land use planning and development", was introduced by Mr Léonard and read the first time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for public hearing and consideration.

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 127, "An Act to amend the Highway Victims Indemnity Act", was introduced by Mr Lessard, read the first time and ordered for second reading during the present sitting.

Mr President informed the Assembly of the resolution adopted by the Commission of Internal Economy of the National Assembly, relating to the administrative reorganization of the National Assembly.

M. le Président communique à l'Assemblée que le 20 décembre 1978, conformément à l'article 34 de la Loi de la Législature, il a adressé un mandat au directeur général des élections d'émettre un bref pour l'élection d'un député du district électoral de Jean-Talon à l'Assemblée nationale du Québec, en remplacement, durant la présente Législature, de M. Raymond Garneau, démissionnaire, et dont le siège à l'Assemblée nationale est devenu vacant.

(Document de la session n° 574.)

Mr President informed the Assembly that on 20 December 1978, in accordance with section 34 of the Legislature Act, he had addressed a warrant to the Directeur général des élections to issue a writ for the election of a Member for the electoral district of Jean-Talon at the National Assembly of Québec, to replace, during the current Legislature, Mr Raymond Garneau who has resigned and whose seat at the National Assembly has become vacant.

(Sessional Papers, No. 574.)

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de Mme Payette proposant que le projet de loi n° 124, «Loi concernant l'acquisition d'actions de certaines sociétés de prêts hypothécaires», soit lu la troisième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mrs Payette proposing that Bill 124, "An Act respecting the acquisition of shares of certain hypothecary loan companies", be read the third time.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dussault, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—64.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garon, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Russell, Scowen, Shaw, St-Germain.—32.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

The bill was accordingly read the third time.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the mo-

de M. Tremblay, proposant que le projet de loi n° 108, «Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

tion by Mr Tremblay, proposing that Bill 108, "An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec", be now read the second time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisailon, Blank, Bordeleau, Boucher, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevette, Ciaccia, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dussault, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Gratton, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Scowen, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—84.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Goulet, Grenier, Le Moignan, Roy, Russell, Shaw.—12.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 108 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente de l'industrie et du commerce; du consentement unanime de l'Assemblée, le rapport de cette commission sera fait comme si ce projet de loi avait été étudié en commission plénière; et le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre qui étudiera, article par article, le projet de loi n° 110 sera aussi fait comme si ce projet de loi avait été étudié en commission plénière.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent à compter de quatorze heures trente minutes jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

On motion of Mr Charron, Bill 108 was referred to the Standing Committee on Industry and Commerce, for section by section consideration; with the unanimous consent of the Assembly, the report of this Committee will be made as if the bill had been considered in Committee of the Whole; and the report of the Standing Committee on Labour and Manpower which will consider Bill 110 section by section, will also be made as if the bill had been considered in Committee of the Whole.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit from two-thirty o'clock P.M. until midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'œuvre pour étudier, article par article, le projet de loi n° 110, «Loi modifiant la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'industrie et du commerce pour étudier, article par article, le projet de loi n° 108, «Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des affaires municipales pour étudier, article par article, le projet de loi n° 112, «Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives»; dès que cette commission aura terminé ses travaux, la Commission du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 71, «Loi modifiant la Loi de la conservation de la faune».

La motion est adoptée.

M. Laplante fait rapport à l'Assemblée que la Commission permanente du revenu a étudié les projets de loi n° 51, 65, 80, 81, 88, 89 et 102, et que certains de ces projets de loi sont rapportés avec des amendements.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi sont remis au cours de la présente séance pour la troisième lecture.

M. Charron donne l'avis suivant:

La Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution se réunira le 17 janvier 1979, à

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower, for section by section consideration of Bill 110, "An Act to amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act and other legislation".

In Room 81 "A":

The Committee on Industry and Commerce, for section by section consideration of Bill 108, "An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec".

In Room 91 "A":

The Committee on Municipal Affairs, for section by section consideration of Bill 112, "An Act to amend the Real Estate Assessment Act and to amend other legislation"; as soon as this Committee has concluded its work, the Committee on Tourism, Fish and Game will sit for section by section consideration of Bill 71, "An Act to amend the Wild-life Conservation Act".

The motion was adopted.

Mr Laplante reported to the Assembly that the Standing Committee on Revenue had considered Bills 51, 65, 80, 81, 88, 89 and 102, and that certain bills were reported with amendments.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, the bills were ordered for third reading during the present sitting.

Mr Charron gave the following notice:

The Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will meet on 17 January

compter de quinze heures, et le 18 janvier 1979, à compter de dix heures, pour examen du dossier des discussions constitutionnelles en cours.

La Commission permanente des engagements financiers se réunira les 18 et 25 janvier 1979.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Les questions suivantes apparaissent dans le Feuilleton du mercredi 20 décembre 1978:

Question de M. Grenier:

1. Du 1^{er} janvier 1977 au 1^{er} janvier 1978, combien de voyages ont été organisés par Tourbec?

2. Combien de personnes ont profité de ces voyages?

3. Quel fut le montant des subventions versées à Tourbec durant cette période?

Réponse de M. Charron:

1. Tourbec a réalisé 123 voyages dans le cadre du programme «Découverte du Québec», subventionné par le Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.

2. Il y a eu 2 813 participants pour un total de 7 849 jours-voyages.

3. \$325 000.

Question de M. Grenier:

1. Pour chacune des années 1976/77 et 1977/78, combien y avait-il de pourvoyeurs ayant un permis émis par le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche?

2. Pour l'année 1977/78, combien de territoires, autrefois sous bail avec un club privé, sont maintenant sous bail avec un pourvoyeur?

3. Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces clubs privés et du pourvoyeur qui les a remplacés?

1979, at three o'clock P.M., and on 18 January 1979, at ten o'clock A.M., to study the progress of the constitutional talks currently under way.

The Standing Committee on Financial Commitments will meet on 18 and 25 January 1979.

QUESTIONS AND ANSWERS

The following questions appeared in the Agenda Paper of Wednesday, 20 December 1978:

Question by Mr Grenier:

1. From 1 January 1977 to 1 January 1978, how many tours were organized by Tourbec?

2. How many persons took advantage of these tours?

3. What was the amount paid in grants to Tourbec during this period?

Answer by Mr Charron:

1. Tourbec organized 123 tours in conjunction with the "Découverte du Québec" programme subsidized by the Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.

2. In all, 2 813 people took advantage of the programme, for a total of 7 849 tour-days.

3. \$325 000.

Question by Mr Grenier:

1. For each of the periods 1976/77 and 1977/78, what was the number of outfitters holding a licence issued by the Department of Tourism, Fish and Game?

2. In 1977/78, how many areas formerly on lease to private clubs were subsequently leased to outfitters?

3. What are the names of these private clubs and of the outfitters who replaced them?

Réponse de M. Duhaime:

1. Du 1^{er} avril 1976 au 31 mars 1977: 834 permis. Du 1^{er} avril 1977 au 31 mars 1978: 819 permis.

2. Un.

3. Le Club Beauchesne qui a conservé le même nom une fois devenu pourvoirie.

Question de M. Grenier:

1. Quels sont les tarifs fixés par le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche pour la pêche au saumon à l'île d'Anticosti?

2. Est-ce qu'il existe des tarifs particuliers fixés pour la même pêche au saumon pour les personnes qui partent de Havre-Saint-Pierre à destination de l'île d'Anticosti? Dans l'affirmative, quels sont ces tarifs?

Réponse de M. Duhaime:

1. Les tarifs fixés varient selon le territoire, le nombre de jours du séjour et la rivière fréquentée.

Answer by Mr Duhaime:

1. 834 licences, from 1 April 1976 to 31 March 1977; 819 licences, from 1 April 1977 to 31 March 1978.

2. One.

3. The Beauchesne Club which retained its name when it became an outfitting centre.

Question by Mr Grenier:

1. What are the rates fixed by the Department of Tourism, Fish and Game for salmon fishing on Anticosti Island?

2. Are there special rates for this type of fishing for persons who set out for Anticosti Island from Havre-Saint-Pierre? If so, what are the rates?

Answer by Mr Duhaime:

1. Rates vary depending on the area, the duration of the stay and the river frequented.

Nom de la rivière	Tarifs pour résidents	Tarifs pour non-résidents	Informations supplémentaires
<i>Name of River</i>	<i>Rates for residents</i>	<i>Rates for non-residents</i>	<i>Additional Information</i>
La Loutre	\$ 420	\$ 480	4, dont 3 jours de pêche / 4 days, 3 of which are fishing days
Jupiter 30	540	600	4, dont 3 jours de pêche / 4 days, 3 of which are fishing days
	1 080	1 200	7, dont 6 jours de pêche / 7 days, 6 of which are fishing days
Jupiter 12	1 680	1 800	7, dont 6 jours de pêche / 7 days, 6 of which are fishing days
Saumon Chaloupe	1 080	1 200	7, dont 6 jours de pêche / 7 days, 6 of which are fishing days

2. Non.

Question de M. Grenier:

1. Combien de chasseurs ont profité du tarif spécial pour la chasse au chevreuil, à la baie des Ours, à l'île d'Anticosti?

2. De ce nombre, combien de chasseurs résident sur la Basse Côte Nord et combien d'entre eux résident à l'extérieur de ce territoire?

Réponse de M. Duhaime:

1. 190.

2. 64 de la Basse Côte Nord;

126 de l'extérieur de cette région administrative.

Question de M. Grenier:

1. Au cours de l'année 1977/78, combien de personnes ont profité des services de l'Association récréative qui administre les rivières Trinité?

2. Pour chacune des activités organisées par cette société, quel est le montant total d'argent versé par ces personnes à l'association?

3. Pour l'année 1978/79, quel est le montant des subventions versées ou à être versées à cette association par le gouvernement?

Réponse de M. Duhaime:

1. et 2. Le tableau ci-dessous fournit les informations nécessaires à ces deux questions:

2. No.

Question by Mr Grenier:

1. How many hunters took advantage of the special rates for deer hunting at Baie des Ours on Anticosti Island?

2. How many of them reside on the Lower North Shore and how many outside this area?

Answer by Mr Duhaime:

1. 190.

2. 64 from the Lower North Shore;

126 from outside this administrative region.

Question by Mr Grenier:

1. During 1977/78, how many people took advantage of the services provided by the recreation association for the Trinity Rivers?

2. What total amount did these people pay to the association for each of the activities it organized?

3. For 1978/79, what is the amount in Government grants already paid or remaining to be paid to the association?

Answer by Mr Duhaime:

1. and 2. The following table provides the answers to these two questions:

Activités <i>Activities</i>	Nombre de personnes <i>Number of Persons</i>	Revenus <i>Revenues</i>
Pêche au saumon / <i>Salmon fishing</i>	837	\$20 470
Pêche à la truite / <i>Trout fishing</i>	965	4 570
Chalets	250	5 835
Camping	960	1 583
Chasse petit gibier / <i>Small game hunting</i>	346	—
Chasse gros gibier / <i>Big game hunting</i>	257	6 878
Divers / <i>Other</i>	—	4 000
Total	3 615	\$43 336

3. \$ 90 000 versé pour la protection du territoire
\$ 150 000 dans OSE pour divers travaux d'aménagement sur la réserve.

3. \$90 000 was paid to preserve the area
\$150 000 was paid into OSE (Operation Economic Solidarity) for development work on the reserve.

Question de M. Picotte:

1. Des études ont-elles été entreprises sur la possibilité d'implanter un centre de pisciculture sur la Côte Nord, tel que l'avait laissé entendre le Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, lors de son passage à Havre-Saint-Pierre, en 1977?

2. Dans l'affirmative:

a) par qui ces études ont-elles été effectuées et à quel coût;

b) quelle est la conclusion de ces études?

Question by Mr Picotte:

1. Were any studies undertaken on the advisability of setting up a fish culture centre on the North Shore, as announced by the Minister of Tourism, Fish and Game on the occasion of a visit to Havre-Saint-Pierre in 1977?

2. If so:

(a) by whom were these studies carried out and at what cost;

(b) what were their findings?

Réponse de M. Duhaime:

1. Non.

2. Néant.

Answer by Mr Duhaime:

1. No.

2. None.

Question de M. Picotte:

1. Le Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il affirmé,

Question by Mr Picotte:

1. In 1977, did the Minister of Tourism, Fish and Game announce, on the

lors du souper interclubs organisé par la Société Saint-Jean-Baptiste tenu dans les salons de l'auberge Grand' Mère, en 1977, que son ministère s'apprêtait à instaurer un programme de crédit touristique afin de faciliter des prêts hypothécaires aux propriétaires d'établissements d'hôtellerie et de restauration, ceci par l'entremise de la S.D.I.?

2. Dans l'affirmative, à quel stade ce projet en est-il rendu?

3. Quel montant total le ministère a-t-il dépensé, depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 30 septembre 1978, dans le cadre de son programme publicitaire «Prenez le tour du Québec»?

Réponse de M. Duhaime:

1. Oui.

2. Lors du sommet économique sur le tourisme les 30, 31 octobre et 1^{er} novembre 1978, je me suis engagé à réaliser ce crédit touristique.

3. 1977/78 — Production: \$ 200 000

Été 1978 — Diffusion: \$ 575 000

Total: \$ 775 000

Question de M. Caron:

Quel est le montant total de la subvention ou des émoluments promis par les Services de protection de l'environnement à Raymond Lévesque pour la présentation de son monologue «Environnement et nature», dans le cadre d'une tournée organisée à travers les Cégeps de la Province?

Réponse de M. Léger:

Un montant de \$30 000 a été alloué en vertu d'un contrat dûment autorisé, afin de réaliser une tournée dans un minimum de vingt Cégeps à raison de deux spectacles par endroit, dont un

occasion de the interclub dinner held at the Auberge Grand'Mère and organized by the Société Saint-Jean-Baptiste, that his Department, through the S.D.I., was about to introduce a tourist credit programme which would make it easier for hotel and restaurant owners to obtain mortgage loans?

2. If so, at what stage is the plan?

3. What total amount was spent by the Department, from 1 January to 30 September 1978, on its advertising campaign, "Prenez le tour du Québec"?

Answer by Mr Duhaime:

1. Yes.

2. At the economic summit on tourism, held from 30 October to 1 November 1978 inclusive, I promised to introduce a tourist credit programme.

3. 1977/78 — Production costs:

\$200 000

Summer 1978 — Distribution costs: \$575 000

Total: \$775 000

Question by Mr Caron:

What is the amount of the grant or salary offered to Raymond Lévesque by the Environment Protection Services, for his monologue "Environnement et Nature", prepared in conjunction with a provincial tour of Cégeps?

Answer by Mr Léger:

A \$30 000 contract was duly authorized to cover a tour of a minimum of twenty Cégeps, each hosting two performances, one for the students of the college and another, self-financing,

destiné aux Cégepiens et un destiné aux adultes de la région concernée (devant s'autofinancer). Donc un minimum de quarante représentations.

Question de M. Lavoie:

Au 31 octobre 1978, quelle somme totale le gouvernement avait-il dépensée en salaires, honoraires ou autres formes d'émoluments ainsi que frais de voyages et travaux d'impression pour les études spécifiques effectuées sous l'autorité de M. Bernard Bonin, concernant une hypothétique association économique Québec-Canada?

Réponse de M. Morin (Louis-Hébert):

Le montant total au 31 octobre 1978 pour les études sur la «Souveraineté-Association» est de \$337 243,05 réparti comme suit:

- Honoraires: \$323 213,41
- Frais de voyages: 12 450,84
- Frais d'impression: 1 578,80 (1)

Le montant indiqué pour les honoraires ne comprend pas les traitements pour les fonctionnaires. Cependant, pour votre information, le traitement que M. Bonin a gagné depuis son entrée en fonction se totalise à environ \$81 667 et celui de sa secrétaire, Mlle Constance Grenier, au montant de \$20 155 pour un grand total de \$101 822.

Pour ce qui est des frais d'impression, si le travail avait été exécuté à l'extérieur du gouvernement, on pourrait compter des frais entre 40% et 70% de plus, considérant le nombre de pages des ouvrages ainsi que le total des volumes imprimés.

(1) À cette date, une seule étude avait été imprimée. Entre le 31 octobre et le 20 décembre 1978, la plupart des autres études ont été rendues publiques, ce qui augmente quelque peu les frais d'impression.

Question de M. Caron:

1. Depuis qu'il a été décidé de subventionner la construction du tuyau de

for the adult citizens of the region involved, resulting in a minimum total of forty performances.

Question by Mr Lavoie:

As on 31 October 1978, what total amount had the Government paid out in salaries, professional fees or other forms of remuneration, as well as in travelling allowances and for printing costs for special studies under the supervision of Mr Bernard Bonin, concerning a proposed Québec-Canada economic association?

Answer by Mr Morin (Louis-Hébert):

As on 31 October 1978, the amount spent on studies on "Sovereignty-Association" totalled \$337 243.05, divided as follows:

- Professional fees: \$323 213.41
- Travelling expenses: 12 450.84
- Printing costs: 1 578.80(1)

The amount paid in professional fees does not include civil servant salaries. For your information, however, Mr Bonin has earned to date a total of \$81 667 and his secretary, Miss Constance Grenier, a total of \$20 155, for an aggregate sum of \$101 822.

As regards printing costs, if the work had not been done by government services, they would have been 40% to 70% higher, considering the length of the studies and the number of volumes printed.

(1) As on 31 October 1978, only one study had been printed. Most of the other studies were made public between that date and 20 December 1978, thereby substantially increasing printing costs.

Question by Mr Caron:

1. Since the decision of the Government to finance the construction of a

rejet des eaux vannes de la compagnie Donohue, à Saint-Félicien, y a-t-il d'autres entreprises qui se sont adressées au gouvernement pour faire payer des frais d'études et d'installation d'équipement en vue d'enrayer la pollution qu'elles engendrent?

2. Dans l'affirmative, quels sont, dans chaque cas:

a) le nom et l'adresse de l'entreprise;

b) le montant de la subvention demandée;

c) la décision rendue?

Réponse de M. Léger:

Non.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare:

1. Le gouvernement a-t-il commencé à retenir les services de négociateurs ou autres experts en vue des prochaines négociations dans les secteurs public et parapublic?

2. Dans l'affirmative,

a) quels sont leurs noms;

b) quel est le mandat de chacun;

c) quels sont les honoraires de chacun?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Parizeau dépose ledit document.

(*Document de la session n° 575.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Dubois:

Au sujet du programme de réaménagement foncier en application dans différentes régions du Québec, en vertu de l'Entente auxiliaire Canada-

waste-water outfall at the Donohue Company in Saint-Félicien, have other industrial plants applied for financial assistance for studies and the installation of anti-pollution equipment?

2. If so, what is:

(a) the name and address of each company;

(b) the amount of the grant applied for;

(c) the decision of the Government?

Answer by Mr Léger:

No.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bellemare:

1. Has the Government already begun to retain the services of negotiators or other experts for the forthcoming negotiations in the public and parapublic sectors?

2. If so,

(a) what are their names;

(b) what is the mandate of each one;

(c) what are the fees of each one?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Parizeau tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 575.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Dubois:

Concerning the land redevelopment programme administered in various regions by the Québec Farm Credit Bureau in accordance with the Canada-

Québec sur le développement de l'agriculture, et administré par l'Office du crédit agricole du Québec:

1. En 1977/78, combien cet organisme a acheté par région:

- a) de terres agricoles;
- b) de terres non agricoles?

2. Quel a été le coût moyen à l'achat?

3. Combien de terres

- a) agricoles;
- b) non agricoles,

ont été a) revendues;

b) louées;

c) à quelles conditions?

4. Quelle a été la valeur totale des améliorations foncières exécutées sur ces propriétés et par qui ont-elles été exécutées?

5. Combien de subventions de désuétude ont été versées aux agriculteurs et pour quel montant?

6. Combien de subventions de réimplantation ont été allouées et pour quel montant?

7. Combien de terres restent encore invendues?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.

(*Document de la session n° 576.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. O'Gallagher:

1. Depuis que le Ministre délégué à l'environnement a rendu public, au mois de février 1977, le rapport intitulé: *Le mercure au Nord-Ouest québécois — aspects environnementaux*, les Services de protection de l'environnement ont-ils élaboré et mis en oeuvre

Québec auxiliary agreement on farm development:

1. What amount was spent by the Bureau in 1977/78, in each region, to purchase:

(a) agricultural land;

(b) non-agricultural land?

2. What was the average purchase price?

3. How much

(a) agricultural land;

(b) non-agricultural land, was (a) resold;

(b) leased;

(c) on what terms?

4. What was the total value of improvement work carried out on this land, and by whom was it done?

5. How many farmers were awarded grants for disused land, and in what amount?

6. How many farmers were awarded resettlement grants, and in what amount?

7. How much land remains unsold?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 576.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr O'Gallagher:

1. Since the report entitled *Le mercure au Nord-Ouest québécois — aspects environnementaux* was made public by the Minister-Delegate, Environment, in February 1977, have the Environment Protection Services drawn up and put into effect a plan of action

une stratégie d'intervention ayant pour but d'améliorer la qualité de vie dans cette région?

2. Si oui, quelles sont les grandes lignes de cette stratégie?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Léger dépose ledit document.

(*Document de la session n° 577.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Giasson:

1. Le Ministre de l'Agriculture a-t-il affirmé, à Amos, le 17 octobre 1977, que des programmes régionaux de développement de l'agriculture seraient mis en application dans toutes les régions périphériques du Québec, d'ici le printemps 1978?

2. Si tel est le cas, quel est le programme actuellement en vigueur pour chaque région, exception faite pour les régions de Rimouski et du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui avaient déjà des programmes en application en 1977?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.

(*Document de la session n° 578.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. O'Gallagher:

Suite à la résolution que les autorités municipales de Pierrefonds ont présentée au Ministre délégué à l'environnement, au début de 1978, quelle décision a été prise concernant la construction de l'intercepteur sud en vue

designed to improve the quality of the environment in this region?

2. If so, what are the guide-lines of this plan of action?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Léger tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 577.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Giasson:

1. Did the Minister of Agriculture, in Amos on 17 October 1977, state that regional agricultural development programmes would be implemented in all the outlying areas in the Province, by spring of 1978?

2. If so, what is the programme currently in force in each region, with the exception of the Rimouski and Saguenay-Lac-Saint-Jean regions, which already had programmes under way in 1977?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.

(*Sessional Papers No. 578.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr O'Gallagher:

Following a resolution submitted to the Minister-Delegate, Environment, by the Pierrefonds municipal council at the beginning of 1978, what decision was made concerning the construction of an interceptor on the south shore to

de solutionner le problème de pollution de l'Anse à l'Orme, dans le district électoral de Robert Baldwin?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Léger dépose ledit document.

(*Document de la session n° 579.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare:

1. Depuis le 15 novembre 1976, combien de contrats, le gouvernement a-t-il conclus avec des professeurs universitaires en vue de retenir leurs services professionnels pendant une certaine période de temps?

2. Pour chacun de ces contrats de service, quel était:

- a) le nom du professeur;
- b) le nom de l'université où il travaille normalement;
- c) la durée du contrat;
- d) le mandat qui lui a été confié;
- e) son mode de rémunération et le montant total qui lui a été accordé en salaire et en frais de représentation?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Lévesque (Taillon), dépose ledit document.

(*Document de la session n° 580.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare:

1. Est-ce que M. Émile Gignac, autrefois employé à la Commission des

eliminate pollution at l'Anse à l'Orme, in the electoral district of Robert Baldwin?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Léger tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 579.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bellemare:

1. Since 15 November 1976, how many service contracts has the Government concluded with university professors?

2. For each of these contracts, what is:

- (a) the name of the professor;
- (b) the name of his university of employment;
- (c) the term of the contract;
- (d) the professor's mandate;
- (e) the mode of remuneration and the total amount paid in salary and representation allowance?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mr Lévesque (Taillon).

(*Sessional Papers, No. 580.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bellemare:

1. Is Mr Émile Gignac, formerly employed with the Workmen's Compen-

accidents du travail, a été mis à la retraite ou en congé de pré-retraite?

2. Dans l'affirmative, à quelle date a commencé cette retraite ou cette pré-retraite?

3. Est-il exact que depuis cette date, M. Gignac reçoit son plein salaire de la Commission des accidents du travail?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Johnson dépose ledit document.

(*Document de la session n° 581.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare:

1. Combien de voyages à l'extérieur du Québec a fait, à un titre ou à un autre, depuis le 15 novembre 1976, Mlle Louise Beaudoin, présentement attachée au Cabinet du Ministre d'État à la réforme parlementaire et électorale?

2. Pour chaque cas, indiquer:

a) le but du voyage

b) les dépenses encourues (frais de voyage, frais de représentation, etc.)

c) le palier de gouvernement qui a payé la note (fédéral, provincial, étranger, etc.)

d) la durée du voyage

e) le mode de transport.

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Morin (Louis-Hébert) dépose ledit document.

(*Document de la session n° 582.*)

sation Commission, now on his regular or early retirement?

2. If so, on what date did he begin his regular or early retirement?

3. Is it a fact that since then, Mr Gignac has been receiving his full salary from the Workmen's Compensation Commission?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Johnson tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 581.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bellemare:

1. Since 15 November 1978, how many trips, in whichever capacity, has Miss Louise Beaudoin, currently on staff in the Office of the Minister of State for Parliamentary and Electoral Reform, made outside Québec?

2. In each case, specify:

(a) the object of the trip

(b) the expenses incurred (travelling, representation, etc.)

(c) the level of government which covered these expenses (federal, provincial, foreign, etc.)

(d) the duration of the trip

(e) the mode of transportation.

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Morin (Louis-Hébert) tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 582.*)

Les motions suivantes apparaissaient dans le Feuilleton du mercredi 20 décembre 1978:

Sur la motion de M. Verreault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents échangés entre le Ministre délégué à l'environnement ou ses fonctionnaires et les autorités de la ville de Black Lake, depuis le 1^{er} février 1977 jusqu'au 28 février 1978, concernant l'aménagement d'un poste de traitement d'eau aux lacs Caribou et Canard.

M. Léger dépose ledit document.

(*Document de la session n° 583.*)

Sur la motion de M. St-Germain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

La liste de tous les organismes, dans chaque district électoral, qui ont soumis une demande d'aide financière dans le cadre de la Semaine du patrimoine et de la Fête nationale, en 1978, cette liste devant indiquer dans chaque cas:

a) le montant demandé;

b) le montant accordé.

M. Charron dépose ledit document.

(*Document de la session n° 584.*)

Sur la motion de M. Parizeau, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi n° 80.—Loi modifiant de nouveau la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;

Projet de loi n° 81.—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

The following motions appeared in the Agenda Paper of Wednesday, 20 December 1978:

On motion of Mr Verreault,—

Ordered, that there be tabled:

Copies of any correspondence, briefs, reports, telegrams and other documents exchanged, from 1 February 1977 to 28 February 1978, between the Minister-Delegate, Environment, or any of his officials, and the authorities of the town of Black Lake, concerning the installation of a water treatment plant at Caribou and Canard Lakes.

Mr Léger tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 583.*)

On motion of Mr St-Germain,—

Ordered, that there be tabled:

A list of all the organizations in each electoral district that applied for financial assistance in 1978, in conjunction with Heritage Week and the Fête nationale.

This list must include:

(a) the amount applied for;

(b) the amount granted.

Mr Charron tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 584.*)

On motion of Mr Parizeau, the following bills were severally read the third time:

Bill 80.—An Act to again amend the Meals and Hotels Tax Act;

Bill 81.—An Act to again amend the Retail Sales Tax Act;

Projet de loi n° 88.—Loi modifiant la Loi des licences;

Bill 88.—An Act to amend the Licenses Act;

Projet de loi n° 89.—Loi modifiant de nouveau la Loi de la taxe sur les carburants;

Bill 89.—An Act to again amend the Fuel Tax Act;

Projet de loi n° 102.—Loi modifiant la Loi du ministère du revenu.

Bill 102.—An Act to amend the Revenue Department Act.

Sur la motion de M. Parizeau, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois après division des voix:

On motion of Mr Parizeau, the following bills were severally read the third time, on division:

Projet de loi n° 51.—Loi sur les droits successoraux;

Bill 51.—Succession Duty Act;

Projet de loi n° 65.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives d'ordre fiscal;

Bill 65.—An Act to amend the Taxation Act and certain fiscal legislation;

Projet de loi n° 67.—Loi sur les loteries, les courses, les concours publics et les appareils d'amusement.

Bill 67.—An Act respecting lotteries, racing, publicity contests and amusement machines.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Quinze heures

Three o'clock P.M.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de l'agriculture qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole».

M. Giasson propose des amendements au rapport et au projet de loi.

Et un débat s'élève sur la prise en considération du rapport et sur les amendements proposés.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Agriculture which examined Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", following second reading.

Mr Giasson proposed amendments to the report and to the bill.

And a debate arising on the consideration of the report and on the proposed amendments.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est suspendu et M. Jolivet fait rapport à l'Assemblée que la Commission permanente des affaires municipales a étudié, après la première lecture, le projet de loi privé n° 215, «Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport», et que cette commission a aussi étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 106.—Loi concernant la ville de Saint-Eustache;

Projet de loi n° 112.—Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives;

Projet de loi n° 113.—Loi prolongeant certaines dispositions de la Loi modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, le Code civil et d'autres dispositions législatives.

Ces projets de loi sont rapportés avec des amendements.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi n° 106, 112 et 113 sont remis au cours de la présente séance pour la troisième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Fallu, au nom de M. Bertrand, le projet de loi privé n° 215, «Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport», est lu la deuxième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charon, il est—

Résolu que la troisième lecture de ce projet de loi privé ait lieu au cours de la présente séance.

With the unanimous consent of the Assembly, the debate was suspended and Mr Jolivet reported to the Assembly that the Standing Committee on Municipal Affairs had considered Private Bill 215, "An Act to amend the charter of the city of Beauport", following first reading, and that this Committee had also considered the following bills, after second reading:

Bill 106.—An Act respecting the town of Saint-Eustache;

Bill 112.—An Act to amend the Real Estate Assessment Act and to amend other legislation;

Bill 113.—An Act to prolong certain provisions of the Act to amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, the Civil Code and other legislation.

These bills were reported with amendments.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Bills 106, 112 and 113 were ordered for third reading during the present sitting.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Fallu, on behalf of Mr Bertrand, Private Bill 215, "An Act to amend the charter of the city of Beauport", was read the second time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charon,—

Resolved, that this private bill be read the third time, during the present sitting.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 100, «Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles».

M. Garon informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Garon propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue:

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 100 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de l'agriculture.

M. Laplante fait rapport à l'Assemblée que la Commission permanente de l'industrie et du commerce a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 108, «Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec».

Ce projet de loi est rapporté avec des amendements.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi est remis au cours de la présente séance pour la troisième lecture.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 100, "An Act to amend the Act to promote the development of agricultural exploitations".

Mr Garon informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Garon moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 100 was referred to the Standing Committee on Agriculture for section by section consideration.

Mr Laplante reported to the Assembly that the Standing Committee on Industry and Commerce had considered Bill 108, "An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec", following second reading.

This bill was reported with amendments.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, the bill was ordered for third reading during the present sitting.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Marcoux fait rapport à l'Assemblée que la Commission permanente du tourisme, de la chasse et de la pêche a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 71, «Loi modifiant la Loi de la conservation de la faune».

Ce projet de loi est rapporté avec des amendements.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, ce projet de loi est remis au cours de la présente séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le projet de loi n° 116, «Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Charron.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, l'ordre de renvoi pour étude à la Commission permanente de l'agriculture du projet de loi n° 100, «Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles», est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Garon, le projet de loi n° 100 est lu la troisième fois.

Mme Payette propose que le projet de loi n° 72, «Loi sur la protection du consommateur», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Marcoux reported to the Assembly that the Standing Committee on Tourism, Fish and Game had considered Bill 71, "An Act to amend the Wild-life Conservation Act", following second reading.

This bill was reported with amendments.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, this bill was ordered for third reading during the present sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garon proposing that Bill 116, "An Act to amend the Farm Products Marketing Act", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Charron.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the Order for reference of Bill 100, "An Act to amend the Act to promote the development of agricultural exploitations", to the Standing Committee on Agriculture, was rescinded; the bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Garon, Bill 100 was read the third time.

Mrs Payette moved that Bill 72, "Consumer Protection Act", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose que le projet n° 120, «Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission permanente de l'agriculture qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 90, «Loi sur la protection du territoire agricole», et sur les amendements proposés par M. Giasson au rapport et au projet de loi.

Les amendements sont alors rejetés après division des voix.

Le rapport est adopté après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Garon propose que le projet de loi n° 90 soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Tremblay propose que le projet de loi n° 108, «Loi modifiant la Charte de la Société générale de finan-

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved that Bill 120, "An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the third time.

The Assembly resumed the debate on the consideration of the report of the Standing Committee on Agriculture which examined Bill 90, "An Act to preserve agricultural land", following second reading, and on the amendments proposed by Mr Giasson to the report and to the bill.

The amendments were then rejected on division.

The motion was adopted on division.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Garon moved that Bill 90 be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Tremblay moved that Bill 108, "An Act to amend the Charter of the General Investment Corpora-

cement du Québec», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

0 heure, le vendredi 22 décembre 1978

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

M. Johnson propose que le projet de loi n° 114, «Loi modifiant la Loi des accidents du travail et d'autres dispositions législatives», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 103, «Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives».

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron, au nom de M. Lazure, propose que le projet de loi n° 103 soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

tion of Québec", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

Midnight, Friday, 22 December 1978

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the third time.

Mr Johnson moved that Bill 114, "An Act to amend the Workmen's Compensation Act and other legislation", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the third time.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Social Affairs which examined Bill 103, "An Act to amend the Act respecting health services and social services and other legislation", following second reading.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron, on behalf of Mr Lazure, moved that Bill 103 be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the third time.

M. Vaugois propose que le projet de loi n° 105, «Loi constituant la Société québécoise de développement des industries culturelles», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Tardif, le projet de loi n° 112, «Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives», est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Duhaime propose que le projet de loi n° 71, «Loi modifiant la Loi de la conservation de la faune», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Tardif, le projet de loi n° 113, «Loi prolongeant certaines dispositions de la Loi modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, le Code civil et d'autres dispositions législatives», est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Tardif, le projet de loi n° 106, «Loi concernant

Mr Vaugois moved that Bill 105, "An Act to incorporate the Société québécoise de développement des industries culturelles", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Tardif, Bill 112, "An Act to amend the Real Estate Assessment Act and to amend other legislation", was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Duhaime moved that Bill 71, "An Act to amend the Wildlife Conservation Act", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Tardif, Bill 113, "An Act to prolong certain provisions of the Act to amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, the Civil Code and other legislation", was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Tardif, Bill 106, "An Act respecting the town

la ville de Saint-Eustache», est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi privé n° 215, «Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport», est lu la troisième fois.

M. Charbonneau propose que le projet de loi privé n° 268, «Loi modifiant la charte de la ville de Varennes», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Lessard, le projet de loi n° 127, «Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile», est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour étudier, article par article, ce projet de loi.

Le projet de loi est alors étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lessard, le projet de loi n° 127 est lu la troisième fois.

À une heure vingt minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne au mardi 6 février 1979, à quatorze heures.

Aujourd'hui, le vendredi 22 décembre 1978, à une heure quarante-cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de

of Saint-Eustache", was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand, Private Bill 215, "An Act to amend the charter of the city of Beauport", was read the third time.

Mr Charbonneau moved that Private Bill 268, "An Act to amend the charter of the city of Varennes", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the third time.

On motion of Mr Lessard, Bill 127, "An Act to amend the Highway Victims Indemnity Act", was read the second time.

On motion of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole, for section by section consideration of this bill.

The bill was then considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Lessard, Bill 127 was read the third time.

At twenty minutes past one o'clock A.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until Tuesday, 6 February 1979, at two o'clock P.M.

Today, Friday, 22 December 1978, at forty-five minutes past one o'clock A.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the Presi-

l'Assemblée nationale, de M. Garon, le représentant du Premier ministre, du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Duhaime, de M. Rancourt, de M. Baril, de M. Gagnon et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

dent of the National Assembly, of Mr Garon, the Delegate of the Prime Minister, of the Leader of the Official Opposition, of Mr Duhaime, of Mr Rancourt, of Mr Baril, of Mr Gagnon and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- | | |
|--|--|
| 20 Loi concernant certaines dispositions législatives; | 20 An Act respecting certain legislative provisions; |
| 22 Loi modifiant la Loi des travaux publics; | 22 An Act to amend the Public Works Act; |
| 28 Loi concernant les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec; | 28 An Act respecting hunting and fishing rights in the James Bay and New Québec territories; |
| 29 Loi concernant le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec; | 29 An Act respecting the Land regime in the James Bay and New Québec territories; |
| 30 Loi modifiant de nouveau la Loi de la qualité de l'environnement; | 30 An Act to again amend the Environment Quality Act; |
| 51 Loi sur les droits successoraux; | 51 Succession Duty Act; |
| 61 Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail; | 61 An Act to amend the Retail Sales Tax Act; |
| 62 Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac; | 62 An Act to amend the Tobacco Tax Act; |
| 63 Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie; | 63 An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act; |
| 64 Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants; | 64 An Act to amend the Fuel Tax Act; |
| 65 Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives d'ordre fiscal; | 65 An Act to amend the Taxation Act and certain fiscal legislation; |

67 Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement;	67 An Act respecting lotteries, racing, publicity contests and amusement machines;
68 Loi constituant la Société des loteries et courses du Québec;	68 An Act to incorporate the Société des loteries et courses du Québec;
69 Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement;	69 An Act to amend the Environment Quality Act;
71 Loi modifiant la Loi de la conservation de la faune;	71 An Act to amend the Wild-life Conservation Act;
72 Loi sur la protection du consommateur;	72 Consumer Protection Act;
73 Loi modifiant la Loi des régimes supplémentaires de rentes;	73 An Act to amend the Supplemental Pension Plans Act;
75 Loi modifiant le Code civil et la Loi des déclarations des compagnies et sociétés;	75 An Act to amend the Civil Code and the Companies and Partnerships Declaration Act;
76 Loi assurant l'application de l'entente sur l'entraide judiciaire entre la France et le Québec;	76 An Act to secure the carrying out of the Entente between France and Québec regarding mutual aid in judicial matters;
78 Loi modifiant de nouveau la Loi du régime des eaux;	78 An Act to again amend the Water-courses Act;
80 Loi modifiant de nouveau la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie;	80 An Act to again amend the Meals and Hotels Tax Act;
81 Loi modifiant de nouveau la Loi de l'impôt sur la vente en détail;	81 An Act to again amend the Retail Sales Tax Act;
83 Loi modifiant la Loi constituant la Régie des installations olympiques;	83 An Act to amend the Act to incorporate the Régie des installations olympiques;
86 Loi modifiant le Code de la route;	86 An Act to amend the Highway Code;
88 Loi modifiant la Loi des licences;	88 An Act to amend the Licenses Act;

89	Loi modifiant de nouveau la Loi de la taxe sur les carburants;	89	An Act to again amend the Fuel Tax Act;
90	Loi sur la protection du territoire agricole;	90	An Act to preserve agricultural land;
100	Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles;	100	An Act to amend the Act to promote the development of agricultural exploitations;
102	Loi modifiant la Loi du ministère du revenu;	102	An Act to amend the Revenue Department Act;
103	Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives;	103	An Act to amend the Act respecting health services and social services and other legislation;
105	Loi constituant la Société québécoise de développement des industries culturelles;	105	An Act to incorporate the Société québécoise de développement des industries culturelles;
106	Loi concernant la ville de Saint-Eustache;	106	An Act respecting the town of Saint-Eustache;
108	Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec;	108	An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec;
112	Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives;	112	An Act to amend the Real Estate Assessment Act and to amend other legislation;
113	Loi prolongeant certaines dispositions de la Loi modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, le Code civil et d'autres dispositions législatives;	113	An Act to prolong certain provisions of the Act to amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, the Civil Code and other legislation;
114	Loi modifiant la Loi des accidents du travail et d'autres dispositions législatives;	114	An Act to amend the Workmen's Compensation Act and other legislation;
117	Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec;	117	An Act to amend the Québec Family Allowances Plan;

118	Loi modifiant la Loi de l'aide sociale;	118	An Act to amend the Social Aid Act;
120	Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif;	120	An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act;
123	Loi modifiant la Loi électorale;	123	An Act to amend the Election Act;
124	Loi concernant l'acquisition d'actions de certaines sociétés de prêts hypothécaires;	124	An Act respecting the acquisition of shares of certain hypothecary loan companies;
127	Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile;	127	An Act to amend the Highway Victims Indemnity Act;
195	Loi modifiant la Loi régissant le financement des partis politiques;	195	An Act to amend the Act to govern the financing of political parties;
201	Loi modifiant la Loi constituant en corporation les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie;	201	An Act to amend the Act to incorporate Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie;
209	Loi modifiant la charte de la Ville de Laval;	209	An Act to amend the charter of the City of Laval;
215	Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport;	215	An Act to amend the charter of the city of Beauport;
218	Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est;	218	An Act to amend the charter of the town of Montreal East;
223	Loi concernant les Soeurs de la Charité de l'Hospice Ste-Croix de Marieville;	223	An Act respecting Les Soeurs de la Charité de l'Hospice Ste-Croix de Marieville;
230	Loi modifiant la charte du Cimetière de l'est de Montréal;	230	An Act to amend the Charter of Le Cimetière de l'Est de Montréal;
236	Loi modifiant la charte de Les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame;	236	An Act to amend the charter of Les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame;
238	Loi concernant un immeuble de la Commission scolaire Beauport;	238	An Act respecting an immoveable of the Commission scolaire Beauport;

241	Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi;	241	An Act to amend the charter of the city of Chicoutimi;
247	Loi modifiant la charte de Les Filles de Jésus (Trois-Rivières);	247	An Act to amend the charter of Les Filles de Jésus (Trois-Rivières);
259	Loi concernant la ville de Mont-Joli;	259	An Act respecting the town of Mont-Joli;
263	Loi concernant Parc du Souvenir (1976) Inc.;	263	An Act respecting Remembrance Park (1976) Inc.;
264	Loi concernant la ville de Gatineau;	264	An Act respecting the city of Gatineau;
265	Loi concernant la succession de Tancrede Bienvenu;	265	An Act respecting the Tancrede Bienvenu estate;
268	Loi modifiant la charte de la Ville de Varennes;	268	An Act to amend the charter of the city of Varennes;
271	Loi concernant la ville de La Baie;	271	An Act respecting the city of La Baie;
272	Loi modifiant la charte de la ville de Sherbrooke;	272	An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke;
274	Loi concernant la ville de Vaudreuil.	274	An Act respecting the town of Vaudreuil.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 6 février 1979

Quatorze heures

Tuesday, 6 February 1979

Two o'clock P.M.

M. Lessard dépose le document suivant:

Dossier d'information concernant l'adjudication d'un contrat de construction de deux navires pour le compte de la Société des traversiers du Québec.

(Document de la session n° 585.)

M. Paquette, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution qui a siégé les 17 et 18 janvier 1979 pour examen du dossier des discussions constitutionnelles en cours.

(Document de la session n° 586.)

M. Gravel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 110, «Loi modifiant la Loi sur la qualification

Mr Lessard tabled the following document:

Record of information regarding the awarding of a contract for the building of two ferryboats for the Québec Ferry Company.

(Sessional Papers, No. 585.)

Mr Paquette, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution which sat 17 and 18 January 1979 to study the progress of the constitutional talks under way.

(Sessional Papers, No. 586.)

Mr Gravel, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Labour and Manpower which considered Bill 110, "An Act to amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act and other

professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 587.)

M. Gravel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 84, «Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 588.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n° 128, «Loi modifiant de nouveau la Loi du salaire minimum», est présenté par M. Charron, au nom de M. Johnson, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Pagé propose:

Que cette Assemblée adresse des félicitations au président du 25^e Carnaval d'hiver de Québec, M. Jacques Paradis, et aux milliers de travailleurs bénévoles qui consacrent leur temps à faire de cet important événement un succès sur tous les plans pour la grande région de Québec.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Gendron, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux,

legislation", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 587.)

Mr Gravel, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Social Affairs which considered Bill 84, "An Act to amend the Health Insurance Act and other legislation", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 588.)

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 128, "An Act to again amend the Minimum Wage Act", was introduced by Mr Charron, on behalf of Mr Johnson, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Pagé moved:

That the Assembly do congratulate Mr Jacques Paradis, President of the 25th Québec Winter Carnival, and the thousands of volunteers who are so generously devoting their time to ensure the overall success of this special event in the entire Québec City area.

The motion was adopted on the following vote:

Marchand, Marois, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Russell, Scowen, Shaw, Springate, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—91.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose:

Que l'Assemblée souligne le retour parmi nous de M. Jacques Lessard qui, en pleine santé, reprend aujourd'hui ses fonctions de Secrétaire adjoint de l'Assemblée.

La motion est adoptée.

Avant l'appel des affaires du jour et conformément à l'article 78 du règlement, M. Pagé propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, savoir:

Les conflits de travail qui perdurent à la Gaspé Copper Mines Ltd. (Murdochville) et à la Donohue inc. (Clermont).

Après les brèves explications du Député de Portneuf, M. le Président rend la décision suivante:

Si on se réfère aux décisions antérieures sur des demandes de débats d'urgence, on remarquera que le Président a toujours agi avec prudence pour décider de la recevabilité de ces motions lorsqu'elles touchent un problème local ou même régional et surtout lorsqu'on est en face d'un conflit de travail. Comme il doit s'agir, de plus, d'une crise soudaine, si on allègue que la crise perdure, encore faudrait-il que surviennent des faits nouveaux. Enfin, le Président doit tenir compte des responsabilités administratives du gouvernement et de l'urgence d'en dis-

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved:

That the Assembly do welcome the return of Mr Jacques Lessard who, in greatly improved health, resumes today his duties as Secretary Assistant of the Assembly.

The motion was adopted.

Before Business of the Day was called and in accordance with Standing Order 78, Mr Pagé moved that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely:

The labour disputes prevailing at Gaspé Copper Mines Ltd. (Murdochville) and at Donohue Inc. (Clermont).

Following a brief explanatory statement by the Member for Portneuf, Mr President delivered the following ruling:

Previous rulings on motions for an emergency debate indicate that the President has always exercised caution in deciding whether or not such motions were in order, especially in matters relating to a local or regional issue and, more particularly, to labour disputes. Since it is alleged that the dispute prevails, new facts must be presented to justify raising it as a question of sudden crisis. Finally, the President must take into account the administrative responsibilities of the Government and the urgency to debate the matter. On these two

cuter. Sur ces deux derniers points, il se dégage aisément que le gouvernement a décidé de ses priorités administratives en convoquant l'Assemblée nationale aujourd'hui, tout spécialement pour discuter de projets de loi à caractère urgent, suivant son appréciation, et apparaissant déjà aux affaires du jour.

Pour toutes ces raisons, M. le Président déclare la motion du Député de Portneuf irrecevable.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon, proposant que le projet de loi n° 116, «Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles», soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Picotte propose:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans un mois».

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Grenier.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

points, it is clear that the Government has already decided its legislative priorities by having the National Assembly resume this day its regular sittings, specifically to adopt bills already included in Business of the Day and deemed to be urgent.

For all these reasons, Mr President ruled the motion by the Member for Portneuf out of order.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garon, proposing that Bill 116, "An Act to amend the Farm Products Marketing Act", be now read the second time.

Mr Picotte moved:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day one month".

And a debate arising on this motion of amendment.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Grenier.

At ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 7 février 1979

Dix heures

Wednesday, 7 February 1979

Ten o'clock A.M.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 84, «Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives».

MM. Lazure, Forget et Grenier proposent que les amendements qu'ils ont proposés au rapport et au projet de loi soient successivement adoptés.

Et un débat s'élève sur la prise en considération du rapport et sur ces amendements.

Le débat est terminé.

L'amendement proposé par M. Lazure est alors mis aux voix et adopté.

Les amendements proposés par M. Forget et l'amendement proposé par M. Grenier sont successivement mis aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Charron, Madame le Président remet à cet après-

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Social Affairs which examined Bill 84, "An Act to amend the Health Insurance Act and other legislation", following second reading.

Messrs Lazure, Forget and Grenier moved that the amendments which they had proposed to the report and to the bill be respectively adopted.

And a debate arising on the consideration of the report and on these amendments.

The debate was concluded.

The amendment proposed by Mr Lazure was then put to the vote and adopted.

The amendments proposed by Mr Forget and the amendment proposed by Mr Grenier were in turn put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Charron, Madam President postponed the entry of

midi, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de ces amendements et sur l'adoption du rapport.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 110, «Loi modifiant la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives».

M. Johnson propose que les amendements qu'il a proposés au rapport et au projet de loi soient adoptés.

Et un débat s'élève sur la prise en considération du rapport et sur ces amendements.

Lesdits amendements sont alors adoptés après division des voix.

Le rapport est adopté après division des voix.

Le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Johnson propose que le projet de loi n° 128, «Loi modifiant de nouveau la Loi du salaire minimum», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Forget.

À treize heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

names of the vote on these amendments and on the adoption of the report until the afternoon, before Business of the Day is called.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Labour and Manpower which examined Bill 110, "An Act to amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act and other legislation", following second reading.

Mr Johnson moved that the amendments which he had proposed to the report and to the bill be adopted.

And a debate arising on the consideration of the report and on these amendments.

The said amendments were then adopted on division.

The report was adopted on division.

The bill was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Johnson moved that Bill 128, "An Act to again amend the Minimum Wage Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Forget.

At one o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

Par M. Garon:

Rapport annuel de la Régie des marchés agricoles du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 589.)

By Mr Garon:

Annual report of the Québec Agricultural Marketing Board, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 589.)

Par M. Charron, au nom de M. Vaugeois:

Rapport annuel de la Régie du Grand Théâtre de Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 590.)

By Mr Charron, on behalf of Mr Vaugeois:

Annual report of the Régie du Grand Théâtre de Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 590.)

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Forget, proposant que les amendements qu'il avait proposés au rapport et au projet de loi n° 84 soient adoptés.

Les amendements sont rejetés, les voix se divisant comme suit:

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Forget, proposing that the amendments which he had proposed to the report and to Bill 84 be adopted.

The amendments were rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Russell, Scowen, Shaw, Vaillancourt (Orford), Verreault.—34.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—65.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Grenier, proposant que l'amendement qu'il avait proposé au rapport et au projet de loi n° 84 soit adopté.

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit:

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Grenier, proposing that the amendment which he had proposed to the report and to Bill 84 be adopted.

The amendment was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Russell, Scowen, Shaw, Vaillancourt (Orford), Verreault.—34.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—65.

Le rapport sur le projet de loi n° 84 est alors adopté après division des voix.

Le projet de loi n° 84 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

The report on Bill 84 was then adopted on division.

Bill 84 was ordered for third reading at the next sitting.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Lavoie:

1. Combien de subventions le ministère des Affaires municipales a-t-il accepté de verser, depuis le 1^{er} janvier 1977 jusqu'au 28 février 1978?

2. Pour chaque district électoral, quel est le nombre de ces subventions qui sont payables:

- a) en un seul versement;
- b) sur une période de:
 - i. 2 à 5 ans;
 - ii. 6 à 10 ans?

Réponse de M. Tardif:

1. 651 = \$209 601 410,22

2. a) 324 = \$101 102 797,82

b) 217 = \$ 8 824 563,40

c) 110 = \$ 99 674 049,00

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Lavoie:

1. How many grants has the Department of Municipal Affairs agreed to pay from 1 January 1977 to 28 February 1978?

2. In each electoral district, how many grants were paid:

- (a) in one instalment;
- (b) over a period of:
 - i. 2 to 5 years;
 - ii. 6 to 10 years?

Answer by Mr Tardif:

1. 651 grants totalling
\$209 601 410.22

2. (a) 324 grants totalling
\$101 102 797.82

(b) 217 grants totalling
\$ 8 824 563.40

(c) 110 grants totalling
\$ 99 674 049.00

Question de M. Lavoie:

1. Le gouvernement a-t-il l'intention de faire en sorte que les professionnels de la santé deviennent des salariés, rémunérés comme tels, compte tenu du coût de la vie et de l'importance des services rendus?

2. Le Ministre des Affaires sociales a-t-il donné suite à l'idée énoncée au printemps 1977, devant les membres de l'Association des conseils de médecins et dentistes du Québec, de mettre sur pied un comité de travail afin d'étudier la possibilité d'instaurer un nouveau mode de rémunération pour les professionnels de la santé?

3. Dans l'affirmative, quand ce comité a-t-il été formé et quels sont les noms et fonctions des personnes qui en font partie?

Réponse de M. Lazure:

1. Un comité a été formé pour étudier la question.

2. Oui.

3. Jeudi, le 25 janvier 1979.

M. Fernand J. Hould, m.d., Faculté de médecine de l'Université Laval, président du comité;

M. André-Pierre Contandriopoulos, professeur. Département de l'administration de la santé, Université de Montréal;

M. Paul David, m.d., président de l'Association des médecins de langue française;

Docteur Maurice Thibault, secrétaire de l'Association des Conseils des médecins et dentistes du Québec;

M. Yves Comtois, pharmacien, Société Lamalice, Thibault, Gosselin, Comtois & Felteau;

Mme Marielle Tousignant, optométriste, Institut d'optométrie du Québec;

M. Paul Simard, m.d., Faculté de médecine dentaire, Université Laval;

Question de Mr Lavoie:

1. Does the Government intend to place medical professionals on a salary scale which takes into account the cost of living and the importance of the services they render?

2. Has the Minister of Social Affairs given any further consideration to the idea he expressed last spring before the members of the Association of Councils of Physicians and Dentists of Québec, concerning the establishment of a working committee to study the possibility of a new method of remunerating medical professionals?

3. If so, when was this committee established and who are its members?

Answer by Mr Lazure:

1. A committee was set up to this effect.

2. Yes.

3. Thursday, 25 January 1979.

Mr Fernand J. Hould, M.D., Faculty of Medicine, Université Laval, Committee Chairman;

Mr André-Pierre Contandriopoulos, Professor, Department of Health Administration, Université de Montréal;

Mr Paul David, M.D., President of L'Association des médecins de langue française;

Dr. Maurice Thibault, Secretary of the Association of Councils of Physicians and Dentists of Québec;

Mr Yves Comtois, pharmacist, Société Lamalice, Thibault, Gosselin, Comtois & Felteau;

Mrs Marielle Tousignant, optometrist, Institut d'optométrie du Québec;

Mr Paul Simard, M.D., Faculty of Dental Medicine, Université Laval;

M. Pierre Bergeron, m.d., directeur de la recherche, Régie de l'assurance-maladie du Québec;

M. Paul Lamarche, chef du Service de l'évaluation, Direction générale de la planification, ministère des Affaires sociales;

M. Albert Melançon, directeur de la rémunération et des conditions de travail, Direction générale des relations de travail, ministère des Affaires sociales;

Mme Andrée Morissette de la Direction de la planification de la main-d'oeuvre au ministère des Affaires sociales qui agira comme secrétaire du comité.

Question de M. Brochu:

1. Quel est le montant total des subventions accordées par le gouvernement, jusqu'au 1^{er} octobre 1978, dans le cadre du programme d'isolation des maisons?

2. Quel est le nombre de propriétaires

- a) de Québec
- b) de Montréal
- c) de Trois-Rivières
- d) et de Sherbrooke

qui ont profité de ce programme?

Réponse de M. Joron:

1. \$203 203,13 pour 1 063 propriétaires concernés.

- 2. a) Québec: 31
- b) Montréal: 69
- c) Trois-Rivières: 1
- d) Sherbrooke: 13

Question de M. Ciaccia:

1. Des instructions ont-elles été données par le ministère de l'Industrie et du Commerce ou la Société de développement industriel à M. Marcel Arel, président de l'Association péquiste du district électoral de Mont-Royal, d'annoncer, par téléphone, à M. Mar-

Mr Pierre Bergeron, M.D., Director of Research, Québec Health Insurance Board;

Mr Paul Lamarche, Head of Evaluation Services, Planning Branch, Department of Social Affairs;

Mr Albert Melançon, Director of Payroll and Work Conditions, Personnel Relations Branch, Department of Social Affairs;

Mrs Andrée Morissette, Manpower Planning Branch, Department of Social Affairs, who will serve as Committee Secretary.

Question by Mr Brochu:

1. What is the total amount in Government grants paid up to 1 October 1978 under the home insulation programme?

2. How many homeowners took advantage of the programme in

- (a) Québec City;
- (b) Montreal;
- (c) Trois-Rivières;
- (d) Sherbrooke?

Answer by Mr Joron:

1. \$203 203.13 awarded to 1 063 homeowners.

- 2. (a) Québec City: 31
- (b) Montreal: 69
- (c) Trois-Rivières: 1
- (d) Sherbrooke: 13

Question by Mr Ciaccia:

1. Did Mr Marcel Arel, President of the Association péquiste for Mount-Royal, receive instructions from the Department of Industry and Commerce or from the Société de développement industriel to announce by telephone to Mr Marcel Doré, President

cel Doré, président-directeur général de la société AMBRE, de Montréal, qu'il avait été décidé de verser une subvention à cette société par le biais de la S.D.I.?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms et fonction de la personne qui a donné de telles instructions?

3. Quels sont les avantages de ce système et quand a-t-il été mis sur pied?

Réponse de M. Tremblay:

1. Il n'est pas dans les habitudes du ministère de l'Industrie et du Commerce ni de la Société de développement industriel du Québec de donner à quelque personne que ce soit des instructions concernant l'annonce de subventions que des industriels reçoivent du MIC, de la S.D.I., ou de toute autre société d'État.

2. Ne s'applique pas.

3. Ne s'applique pas.

Question de M. Scowen:

1. Depuis la réponse fournie le 21 décembre 1977 par le Ministre d'État au développement culturel, laquelle est consignée à la page 930 des Procès-Verbaux de l'Assemblée nationale, combien y a-t-il eu de rencontres entre des représentants du gouvernement et des délégués du siège social de la compagnie Canadian Industries Limited, concernant le déménagement de leur service d'ingénierie, de Montréal à Toronto?

2. Quels sont pour chaque rencontre:

a) la date;

b) les noms et titres des interlocuteurs?

3. Quels furent les résultats des présentations gouvernementales?

and General Manager of AMBRE Corporation of Montreal, that his corporation had received a grant through the S.D.I.?

2. Who is the person who gave the instructions and what are his duties?

3. What are the advantages of this system and when was it introduced?

Answer by Mr Tremblay:

1. As a rule, neither the Department of Industry and Commerce nor la Société de développement industriel du Québec give instructions to anyone whatever, as regards announcements of industrial grants from them or any other Québec Government corporation.

2. Not applicable.

3. Not applicable.

Question by Mr Scowen:

1. Since the answer given by the Minister of State for Cultural Development on 21 December 1977, which appears on Page 930 of the Votes and Proceedings of the National Assembly, how many meetings have been held between government representatives and spokesmen for Canadian Industries Limited concerning the move of their engineering services from Montreal to Toronto?

2. For each meeting:

(a) what was the date;

(b) what were the names and positions of the representatives from both parties?

3. What were the results of the representations made by the Government?

Réponse de M. Tremblay:

En ce qui concerne le MIC, il y a eu effectivement plusieurs rencontres avec les représentants de la compagnie C.I.L. qui ont porté non seulement sur le déménagement de leur service d'ingénierie de Montréal à Toronto, mais aussi sur la planification des opérations de la compagnie.

Lors d'une de ces rencontres, le ministère a été informé que la décision de la compagnie de déménager son service d'ingénierie de Montréal à Toronto était irrévocable.

Question de M. Springate:

1. À quelle date la Régie des installations olympiques a-t-elle commandé, à la firme Gaucher & Tringle, une étude ayant pour but d'établir la rentabilité d'un casino, à Montréal, comme ceux de Las Vegas et Monte Carlo?

2. Combien cette étude avait-elle coûté au 30 septembre 1978?

3. À quelle date le rapport doit-il être remis à la Régie et est-il prévu qu'il sera rendu public?

Réponse de M. Charron:

1. Le 20 décembre 1977.

2. \$7 500 dont \$5 000 en honoraires et \$2 500 en frais. Le rapport exploratoire du 13 mars 1978 n'était en fait que la première des trois phases envisagées.

3. Il n'y a pas de suite au rapport exploratoire. La Régie n'a pas donné le mandat de poursuivre les travaux car l'ensemble du projet présentait des difficultés d'ordre juridique qui nous incitaient à ne pas poursuivre l'exploration plus en profondeur.

N.B. Le nom exact de la firme est Gaucher Pringle Consultants Ltd.

Answer by Mr Tremblay:

For its part, the Department of Industry and Commerce did in fact hold several meetings with C.I.L. representatives to discuss not only the move of the company's engineering services from Montreal to Toronto, but also to consider its operations planning.

At one of these meetings, the Department was informed that the decision of the company was final.

Question by Mr Springate:

1. On what date did the Régie des installations olympiques commission the firm of Gaucher & Tringle to carry out a study on the potential profitability of opening a casino in Montreal, similar to those of Las Vegas and Monte Carlo?

2. What was the cost of this study as on 30 September 1978?

3. On what date will the report be submitted to the Régie and is it expected to be made public?

Answer by Mr Charron:

1. 20 December 1977.

2. \$7 500: \$5 000 for professional fees and \$2 500 for expenses. The preliminary report of 13 March 1978 was actually the first of a three-phase study.

3. There has been no follow-up to this preliminary report. As the overall project raised legal problems, the Régie decided not to proceed with the study.

N.B. The correct name of the firm is Gaucher Pringle Consultants Ltd.

Question de M. Verreault:

Depuis le 1^{er} janvier 1977 jusqu'au 30 septembre 1978, quel montant total le ministère des Transports a-t-il dépensé pour la location de camions et de fourgons?

Question by Mr Verreault:

From 1 January 1977 to 30 September 1978, how much did the Department of Transport spend on truck and van rentals?

Réponse de M. Lessard:

Answer by Mr Lessard:

<i>Année fiscale Fiscal year</i>	<i>Location Rental Costs</i>	<i>Transport Transport Costs</i>
	<i>Païement à l'heure Payment by the hour</i>	<i>Païement à la tonne et à la verge cube Payment by the ton or cubic yard</i>
1976/77		
1 ^{er} déc. au 31 mars <i>1 Dec. to 31 March</i>	\$ 2 221 602	\$ 2 450 542
1977/78	\$ 7 240 668	\$ 5 966 285
1978/79		
1 ^{er} avril au 30 oct. <i>1 April to 30 Oct.</i>	\$ 6 717 577	\$ 3 109 914
TOTAL	\$16 179 847	\$11 526 741

Question de M. Mailloux:

1. Le gouvernement se propose-t-il toujours, comme l'a indiqué le Ministre des Transports au début de février 1978, de s'engager dans le transport maritime en achetant 25% des actions de la société Navigation SONAMAR inc., laquelle regroupe des caboteurs québécois?

2. Par ailleurs, est-il encore dans les objectifs du gouvernement de créer la Société québécoise d'initiatives maritimes dans le but de contrôler les ports et le transport maritime sur le Saint-Laurent?

Question by Mr Mailloux:

1. Does the Government still intend, as indicated by the Minister of Transport at the beginning of February 1978, to take up shipping by acquiring 25% of the capital stock of Navigation SONAMAR Inc., in which owners of Québec coasting vessels have holdings?

2. Does the Government still intend to set up the Société québécoise d'initiatives maritimes, for the purpose of controlling shipping on the St. Lawrence?

Réponse de M. Lessard:

1. Oui, le gouvernement se propose de s'engager dans le transport maritime en achetant 25% des actions de la société SONAMAR. D'ailleurs, des

Answer by Mr Lessard:

1. Yes, the Government does intend to take up shipping by acquiring 25% of the capital stock of SONAMAR Inc. In fact, when this company was

l'incorporation de cette société le gouvernement a souscrit pour 25% de ses actions; cependant, comme cette société n'a pas commencé ses opérations, son conseil d'administration n'a pas encore demandé que ces actions soient payées.

2. La création de la Société québécoise d'initiatives maritimes (SOQUIM) n'a pas encore été portée à l'attention du Conseil des Ministres.

Question de M. Pagé:

1. Concernant le service civique obligatoire pour les jeunes Québécois que le gouvernement se propose d'instaurer, suivant la déclaration faite par le ministre des Affaires sociales, à Sherbrooke, en date du 27 septembre 1977:

a) le gouvernement a-t-il délégué des personnes pour aller s'enquérir des méthodes utilisées dans certains pays où le service militaire est obligatoire;

b) si oui, dans quels pays et à quelles dates;

c) quels sont les noms et fonctions des personnes qui ont été chargées de cette mission;

d) à quel ministre doivent-ils faire rapport?

Réponse de M. Lazure:

a) Non.

b) —

c) —

d) —

Question de M. Springate:

1. Pendant combien de jours des activités ont-elles été tenues au Vélodrome du complexe olympique, au cours de l'année 1977?

2. Quel a été le montant total des revenus d'exploitation perçus par la Régie des installations olympiques pour lesdites activités?

incorporated, the Government subscribed for 25% of its shares. However, since SONAMAR Inc. has still to begin operations, its Board of Directors has not asked for payment of these shares.

2. The establishment of the Société québécoise d'initiatives maritimes (SOQUIM) has still to be considered by the Cabinet.

Question by Mr Pagé:

1. Regarding the compulsory civic service for Québec youth which is being considered by the Government as indicated by the Minister of Social Affairs in his statement of 27 September 1977, in Sherbrooke:

(a) has the Government sent a delegation abroad to study practices in various countries where military service is compulsory;

(b) if so, to what countries and on what dates;

(c) what are the names and job designations of those who took part in this fact-finding mission;

(d) to which department are they required to submit a report?

Answer by Mr Lazure:

(a) No.

(b) —

(c) —

(d) —

Question by Mr Springate:

1. On how many days was the Olympic velodrome used for whatever activities in 1977?

2. What was the total amount in operating revenue collected by the Régie des installations olympiques for these activities?

Réponse de M. Charron:

La réponse aux deux questions se résume en un seul tableau:

Answer by Mr Charron:

The answer to these two questions is summarized in the following table:

Année* Year*	Commercial Commercial	Sports Sports	Cyclisme Cycling	Animation Community Activities	TOTAL TOTAL
1976/77	\$ 68 000 38 j./days	\$ 30 000 21 j./days	\$ 27 000 7 j./days		\$ 125 000 66 j./days
1977/78	\$326 000 54 j./days	\$ 47 000 7 j./days	\$ 40 000 23 j./days	\$ 7 000 49 j./days	\$ 420 000 133 j./days

* L'année financière va du 1^{er} novembre au 31 octobre à la R.I.O.

* *The fiscal year of the R.I.O. extends from 1 November to 31 October.*

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Grenier:

1. Quel a été le coût de fabrication de la toile destinée à recouvrir le stade olympique à Montréal?

2. À combien s'élève, jusqu'au 1^{er} mars 1978, le coût d'entreposage de cette toile? Quels sont les nom et adresse du propriétaire de l'entrepôt?

3. Quelle est l'estimation du coût de son transport jusqu'à Montréal, indépendamment des frais de douane?

4. Combien coûteront les frais de douane? Y a-t-il eu des démarches de faites auprès du gouvernement canadien pour qu'il exempte, en tout ou en partie, cette toile des frais de douane prévus? Dans l'affirmative, quelles sont ces démarches et quand ont-elles eu lieu?

5. Où sera entreposée la toile une fois arrivée à Montréal? Quel sera le loyer mensuel de l'entreposage?

6. Cette toile a-t-elle donné lieu à des visites en France au cours des douze derniers mois? Dans l'affirmative, quel était le but de ces visites, qui les a effectuées et combien ont-elles coûté aux contribuables québécois?

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Grenier:

1. What was the manufacturing cost of the canvas roof for the Montreal Olympic stadium?

2. What was the cost of storing this roof up to 1 March 1978? What is the name and address of the owner of the warehouse?

3. Excluding custom duties, what is the estimated cost of shipping this roof to Montreal?

4. What amount will be paid in custom duties? Was the Government of Canada approached for complete or partial exemption of duties on the roof? If so, what steps were taken and on what date?

5. Where will the canvas roof be stored once it reaches Montreal? What will be the monthly storage rental?

6. Was this canvas roof the object of trips to France during the past twelve months? If so, what was the purpose of these trips, who made them and what was their cost to Québec taxpayers?

Sur la motion de M. Charron, il est —

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron dépose ledit document.

(Document de la session n° 591.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Mailloux:

1. Depuis la déclaration faite au début de février 1978 par le Ministre des Transports, le gouvernement est-il intervenu dans le dossier Nordair afin d'éviter que cette société ne soit absorbée par une autre compagnie aérienne?

2. Le cas échéant, à quel stade les tractations en sont-elles rendues?

3. Combien d'actions de la compagnie Nordair la Caisse de dépôt et placement du Québec détient-elle?

Sur la motion de M. Charron, il est —

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lessard dépose ledit document.

(Document de la session n° 592.)

Sur la motion de M. Lavoie, il est —
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents échangés au sujet de l'application de la politique du gouvernement québécois en matière de garderies, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 28 février 1978, entre le Mouvement Regroupement Garderies Québec et le Ministre des Affaires sociales ou ses fonctionnaires.

M. Lazure dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 593.)

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 591.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Mailloux:

1. Since the statement made by the Minister of Transport at the beginning of February 1978, has the Government intervened in the Nordair affair in order to prevent a takeover of this company by another air carrier.

2. If so, at what stage are negotiations?

3. What are the total holdings of the Caisse de dépôt et placement du Québec in Nordair?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lessard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 592.)

On motion of Mr Lavoie,—

Ordered, that there be tabled:

Copies of all correspondence, briefs, reports, telegrams and other documents relating to the implementation of the day-care policy of the Government of Québec and exchanged from 26 November 1976 to 28 February 1978, between the Mouvement Regroupement Garderies Québec and the Minister of Social Affairs or his officials.

Mr Lazure tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 593.)

Sur la motion de Mme Lavoie-Roux, il est —

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de l'étude qui a été effectuée, par la firme Sorecom inc., de Montréal, à la demande du ministère des Communications, concernant la distribution des journaux et des périodiques au Québec.

M. O'Neill dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 594.)

M. Charron dépose une réponse complémentaire à celle donnée par M. Lévesque (Taillon) à une question de M. Bellemare, convertie en motion de dépôt de document le 21 décembre 1978 et déposée comme document sessionnel n° 580, laquelle question se lisait comme suit:

1. Depuis le 15 novembre 1976, combien de contrats, le gouvernement a-t-il conclus avec des professeurs universitaires en vue de retenir leurs services professionnels pendant une certaine période de temps?

2. Pour chacun de ces contrats de service, quel était:

- a) le nom du professeur;
- b) le nom de l'université où il travaille normalement;
- c) la durée du contrat;
- d) le mandat qui lui a été confié;
- e) son mode de rémunération et le montant total qui lui a été accordé en salaire et en frais de représentation?

(Document de la session n° 595.)

M. Charron donne l'avis suivant:

Les 20 et 21 février 1979, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de douze heures trente minutes à quatorze heures et de dix-huit heures à vingt heures, la Commission permanente du travail et de la

On motion of Mrs Lavoie-Roux,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of a study commissioned by the Department of Communications from the Montreal firm of Sorecom Inc., concerning the distribution of newspapers and periodicals in Québec.

Mr O'Neill tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 594.)

Mr Charron tabled an additional answer to the one given by Mr Lévesque (Taillon) to a question by Mr Bellemare, converted into a motion for the tabling of a document on 21 December 1978 and tabled as Sessional Paper 580, which question read as follows:

1. Since 15 November 1976, how many service contracts has the Government concluded with university professors?

2. For each of these contracts, what is:

- (a) the name of the professor;
- (b) the name of his university of employment;
- (c) the term of the contract;
- (d) the professor's mandate;
- (e) the mode of remuneration and the total amount paid in salary and representation allowance?

(Sessional Papers, No. 595.)

Mr Charron gave the following notice:

On 20 and 21 February 1979, the Standing Committee on Labour and Manpower will sit in the Red Room, from ten o'clock A.M. until ten o'clock P.M., with suspension of work from twelve-thirty o'clock noon until two o'clock P.M. and from six o'clock until

main-d'oeuvre siégera concernant le règlement de placement dans l'industrie de la construction.

Conformément à l'article 91 du règlement, M. Goldbloom propose:

Que cette Assemblée est d'avis que la Commission permanente des affaires sociales se réunisse dans les meilleurs délais pour étudier les conséquences pour les familles avec enfants à charge de la décision du gouvernement de suspendre à leur égard l'indexation des prestations d'aide sociale.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Grenier propose:

Que la motion en discussion soit amendée en ajoutant à la fin les mots suivants: «et qu'une enquête publique soit faite sur les cas de fraude à la Loi d'aide sociale, afin que les argents ainsi récupérés servent à rétablir l'indexation aux familles avec enfants à charge qui y ont droit».

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Forget.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

eight o'clock in the evening, concerning the regulations respecting placements in the construction industry.

In accordance with Standing Order 91, Mr Goldbloom moved:

That, in the opinion of this Assembly, the Standing Committee on Social Affairs should meet as soon as possible to consider the consequences, for families with child dependents, of the Government's decision to discontinue the indexation of social aid benefits.

And a debate arising on this motion.

Mr Grenier moved:

That the motion under debate be amended by adding at the end the following words: "and that a public inquiry be made into fraudulent practices in violation of the Social Aid Act, so that the money recovered thereby may be used to reintroduce indexation for eligible families".

And a debate arising on this motion of amendment.

The debate was adjourned on motion of Mr Forget.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 8 février 1979

Quatorze heures

Thursday, 8 February 1979

Two o'clock P.M.

M. Parizeau dépose le document suivant:

Tableau indiquant les droits d'immatriculation des véhicules de promenade, tarif calculé par tranches de 100 livres en 1978, et par tranches de 45 kilogrammes en 1979.

(Document de la session n° 596.)

Avant l'appel des affaires du jour et conformément à l'article 78 du règlement, M. Biron propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, savoir: le conflit qui s'amorce entre les coopératives laitières et les fédérations de producteurs de lait nature et de lait industriel suite, entre autres, à la décision de la Coopérative agricole de Granby de cesser de retenir sur les paies de lait la contribution des producteurs pour la Fédération des

Mr Parizeau tabled the following document:

Table indicating registration fees for passenger cars, calculated on every 100 pounds in 1978 and 45 kilograms in 1979.

(Sessional Papers, No. 596.)

Before Business of the Day was called and in accordance with Standing Order 78, Mr Biron moved that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely: the dispute which has developed between the dairy cooperatives and the fluid and industrial milk producers' federations, as a result, in part, of the decision of the Granby agricultural cooperative, as of 1 February 1979, to no longer deduct from the producers' milk payments, their contribution to

producteurs de lait industriel à compter des livraisons du 1^{er} février 1979.

Le Député de Lotbinière, à l'appui de la recevabilité de sa motion expose qu'un conflit dans les milieux du syndicalisme agricole est une matière déterminée, importante et d'intérêt public; il est de la responsabilité du gouvernement d'en discuter puisque c'est ce dernier qui a permis la fondation du syndicalisme agricole et que des organismes gouvernementaux en exercent la surveillance; l'affaire doit être étudiée d'urgence puisqu'une décision entrant en vigueur le 1^{er} février 1979 a été communiquée hier aux coopérateurs; enfin l'affaire ne peut être discutée dans un délai raisonnable par d'autres moyens étant donné que la session se terminera vraisemblablement dès le début de la semaine prochaine, nous privant ainsi des motions du mercredi et des questions avec débat.

Malgré les prétentions du Député de Lotbinière, M. le Président juge irrecevable la motion de ce dernier pour les mêmes motifs que ceux invoqués à l'appui de sa décision de mardi dernier, et pour les raisons supplémentaires suivantes: le Président doit toujours tenir compte des responsabilités administratives du gouvernement; or, aujourd'hui jeudi, dernière séance de la semaine, devrait être employé à l'étude de la législation gouvernementale. Le texte du Député de Lotbinière évoque un conflit qui s'amorce. Il n'est pas dans les attributions de l'Assemblée nationale de régler des problèmes conflictuels mais plutôt de laisser les mécanismes normaux de règlement de conflits s'exécuter. Enfin, il existe actuellement une possibilité de discuter de cette question puisque l'Assemblée est saisie d'un projet de loi sur la mise en marché des produits agricoles.

the Fédération des producteurs de lait industriel.

The Member for Lotbinière explained that his motion should be brought into order because a dispute involving agricultural syndicates is a specific and important matter of public concern; it should be considered by the Government since it was the Government that authorized these syndicates and continues to oversee them; the matter should be taken up forthwith as the members of the cooperative were informed yesterday of the decision which took effect on 1 February 1979; the question cannot be discussed at any other time in the near future for the session is likely to be prorogued at the beginning of next week, thereby depriving the Assembly of motions at Wednesday's sitting and of questions for debate.

Notwithstanding the claims of the Member for Lotbinière, Mr President ruled the motion out of order for the reasons cited for his ruling of Tuesday last, and the ones which follow: the President must ever be mindful of the administrative responsibilities of the Government; this Thursday sitting, the last of the week, should be devoted to the consideration of legislation already before the House. The Member for Lotbinière has brought up a dispute which has just developed. As a rule, the National Assembly does not resolve issues but allows them rather to follow their normal course of settlement. Finally, it is otherwise possible to debate this question since an agricultural marketing bill is now before the House.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Picotte à la motion de M. Garon, proposant que le projet de loi n° 116, «Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles», soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans un mois».

La motion d'amendement est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Giasson, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Roy, Russell, Vaillancourt (Orford), Verreault.—27.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bisaillon, Boucher, Brassard, Charbonneau, Charron, Chevrete, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gosselin, Gravel, Grégoire, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Proulx, Rancourt.—39.

Et le débat continue sur la motion principale.

Le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 233.—Loi concernant le Club de golf Montmagny inc.;

Projet de loi n° 266.—Loi concernant le titre de la ville de Hull sur certains immeubles;

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr Picotte to the motion by Mr Garon, proposing that Bill 116, "An Act to amend the Farm Products Marketing Act", be now read the second time, which amendment reads as follows:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day one month".

The motion of amendment was then rejected on the following division:

And the debate continuing on the main motion.

The debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following private bills:

Bill 233.—An Act respecting the Club de golf Montmagny inc.;

Bill 266.—An Act respecting the title of the city of Hull on certain immoveables;

Projet de loi n° 269.—Loi concernant la Société nationale de fiducie;

Projet de loi n° 283.—Loi concernant certains terrains du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine.
(*Document de la session n° 597.*)

M. Charron propose que les règles de pratique concernant les projets de loi privés soient suspendues dans le cas de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Giasson:

Projet de loi n° 233.—Loi concernant le Club de golf Montmagny inc.

Par M. Fallu, au nom de M. Bertrand:

Projet de loi n° 266.—Loi concernant le titre de la ville de Hull sur certains immeubles.

Par M. Brassard:

Projet de loi n° 269.—Loi concernant la Société nationale de fiducie.

Par M. Blank:

Projet de loi n° 283.—Loi concernant certains terrains du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine.

Sur la motion de M. Charron, les projets de loi privés n° 233 et 269 sont déferés pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières et les projets de loi privés n° 266 et 283 sont déferés pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

Bill 269.—An Act respecting the Société nationale de fiducie;

Bill 283.—An Act respecting certain parcels of land of the cadastre of the city of Montreal, Saint-Antoine ward.
(*Sessional Papers, No. 597.*)

Mr Charron moved that the Rules of Procedure concerning private bills be suspended for these bills.

The motion was adopted.

The following private bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Giasson:

Bill 233.—An Act respecting the Club de golf Montmagny inc.

By Mr Fallu, on behalf of Mr Bertrand:

Bill 266.—An Act respecting the title of the city of Hull on certain immoveables.

By Mr Brassard:

Bill 269.—An Act respecting the Société nationale de fiducie.

By Mr Blank:

Bill 283.—An Act respecting certain parcels of land of the cadastre of the city of Montreal, Saint-Antoine ward.

On motion of Mr Charron, Private Bills 233 and 269 were referred to the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, for public hearing and section by section consideration and Private Bills 266 and 283 were referred to the Standing Committee on Justice, for public hearing and section by section consideration.

M. Charron donne l'avis suivant:

Mardi prochain, le 13 février 1979, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés n^{os} 233 et 269.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la justice siégera pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés n^{os} 266 et 283.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose que les règles de pratique sur les avis concernant les projets de loi privés, soient suspendues dans le cas des projets de loi n^{os} 233, 266, 269 et 283.

La motion est adoptée.

À dix-huit heures vingt minutes, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

Vingt heures quinze minutes

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon, proposant que le projet de loi n^o 116, «Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Pagé.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, il est—

Mr Charron gave the following notice:

Next Tuesday, 13 February 1979, the following Standing Committees will sit at ten o'clock A.M.:

In the Red Room:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for public hearing and section by section consideration of Private Bills 233 and 269.

In Room 91«A»:

The Committee on Justice will sit for public hearing and section by section consideration of Private Bills 266 and 283.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved that the Rules of Procedure respecting notices concerning Private Bills, be suspended for Bills 233, 266, 269 and 283.

The motion was adopted.

At twenty minutes past six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Eight-fifteen o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garon proposing that Bill 116, "An Act to amend the Farm Products Marketing Act", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Pagé.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron,—

Ordonné que l'Assemblée se réunisse lundi prochain, à compter de seize heures jusqu'à dix-neuf heures.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Ordered, that the Assembly do meet next Monday, from four o'clock P.M. until seven o'clock P.M.

At ten o'clock P.M., the Assembly adjourned.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le lundi 12 février 1979

Seize heures

Monday, 12 February 1979

Four o'clock P.M.

M. le Président dépose le document suivant:

Copie du serment d'office prêté par Mme Francine Fournier comme vice-présidente de la Commission des droits de la personne, en date du 30 janvier 1979, conformément à la Charte des droits et libertés de la personne (1975, c. 6, a. 61.)

(Document de la session n° 598.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Le Moignan propose:

Que les membres de cette Assemblée souhaitent officiellement la bienvenue, au Québec, au Premier ministre de la République française, M. Raymond Barre, et à ses invités.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Mr President tabled the following document:

Copy of the oath of office taken by Mrs Francine Fournier as Vice-President of the Commission des droits de la personne, dated 30 January 1979, pursuant to the Charter of Human Rights and Freedoms (1975, c. 6, s.61.)

(Sessional Papers, No. 598.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Le Moignan moved:

That the Members of this Assembly do officially welcome to Québec the Prime Minister of the French Republic, Mr Raymond Barre, and his officials.

And a debate arising on this motion.

Conformément à l'article 77 du règlement, M. Charron propose que le débat soit ajourné.

In accordance with Standing Order 77, Mr Charron moved that the debate be adjourned.

Et un débat restreint s'élève sur cette motion.

And a limited debate arising on this motion.

La motion d'ajournement du débat est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion of adjournment of the debate was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mmes/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Charbonneau, Charron, Cuerrier, de Bellefeuille, Duhaime, Dussault, Fallu, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Goldbloom, Gosselin, Gratton, Gravel, Grégoire, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Scowen, Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—53.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Biron, Brochu, Cordeau, Fontaine, Goulet, Grenier, Le Moignan, Russel.—8.

Du consentement unanime de l'Assemblée, la motion principale de M. Le Moignan est mise aux voix et adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

With the unanimous consent of the Assembly, the main motion by Mr Le Moignan was put to the vote and adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mmes/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Biron, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Charbonneau, Charron, Cordeau, Cuerrier, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Le Moignan, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Russell, Scowen, Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—64.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon, proposant que le projet de loi n° 116, Loi modifiant

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garon, proposing that Bill 116, "An Act to amend the

la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Cordeau.

À dix-neuf heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Farm Products Marketing Act", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Cordeau.

At seven o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 13 février 1979

Quatorze heures

Tuesday, 13 February 1979

Two o'clock P.M.

Au cours de la période de questions, à la suite d'une réponse du Ministre des Affaires municipales, le Député de Gatineau soulève une question de règlement et requiert le Ministre de déposer immédiatement le document dont il a été question dans sa réponse.

M. Charron objecte que le Ministre n'a jamais cité de document, au sens du règlement, et n'est, en conséquence, aucunement tenu de le déposer.

M. Lavoie soutient qu'il n'est pas nécessaire que le document soit cité en entier pour qu'on en requiert le dépôt et que le Ministre des Affaires municipales, dans sa réponse, a évoqué en partie le document.

Après avoir pris cette demande en délibéré, M. le Président rend la décision suivante:

L'article 177 du règlement exige qu'un ministre cite en tout ou en partie un document pour qu'il soit requis de

During Question Period, following an answer given by the Minister of Municipal Affairs, the Member for Gatineau raised a point of order and asked that the Minister table immediately the document to which he had referred in his answer.

Mr Charron raised the objection that the Minister was in no way bound to table a document which had not been cited within the meaning of the Standing Orders.

Mr Lavoie contended that this document ought to be tabled even if it was cited only in part and that, in his answer, the Minister of Municipal Affairs had quoted from the document.

After carefully considering the request, Mr President ruled the following:

Under Standing Order 177, a Minister is bound to table a document if he has cited it in whole or in part. How-

le déposer. Or, il apparaît manifestement à la lecture du texte du journal des Débats et à l'audition des bandes magnétoscopiques que le Ministre n'a jamais cité le document dont on demande le dépôt; il y a eu, tout au plus, une simple référence à une liste.

Les auteurs May et Campion disent que lorsqu'un ministre ne donne qu'un résumé d'un document ou ne fait que s'y référer, il ne peut être tenu de le déposer.

Pour cette raison, la demande du Député de Gatineau est déclarée irrecevable.

Avant l'appel des affaires du jour et conformément à l'article 78 du règlement, M. Bisailon propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, savoir:

La situation vécue par un groupe d'étudiants contrôleurs de la circulation aérienne et, plus particulièrement, le congédiement d'un certain nombre d'entre eux, les implications de cet état de fait pour les Québécois francophones tant au plan de leur formation qu'au plan économique, les conséquences graves provoquées par le fait que des droits élémentaires aient été bafoués et que, au surplus, les autorités fédérales concernées, c'est-à-dire le ministre Otto Lang et Transport-Canada, n'aient tenu aucun compte des désirs exprimés à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec.

Après avoir entendu les brèves explications du Député de Sainte-Marie, M. le Président décide que cette motion est irrecevable pour plusieurs motifs déjà invoqués antérieurement, et plus particulièrement parce que, même si l'affaire intéresse tous les membres de l'Assemblée nationale, on

ever, the text of the Journal of Debates and the video-tape recordings clearly indicate that the Minister did not cite the document that he has been called to table; at most, there was a mere reference to a list.

According to authors May and Campion, if a Minister only summarizes a document or simply refers to it, he is not bound to lay it upon the table.

For this reason, the request of the Member for Gatineau was ruled out of order.

Before Business of the Day was called and in accordance with Standing Order 78, Mr Bisailon moved that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely:

The situation experienced by a group of student air traffic controllers and, more particularly, the dismissal of a certain number of them, the implications of this decision for French-speaking students of Québec as regards their training as well as their economic situation, the serious consequences of this violation of basic rights and, moreover, the failure of the federal authorities, namely Mr Otto Lang and Transport-Canada officials, to act on a motion adopted unanimously by the National Assembly of Québec.

Following a brief explanatory statement by the Member for Sainte-Marie, Mr President ruled this motion out of order for several reasons previously cited and, more especially, because it could not be said that the matter was within the competence of the National Assembly, even though it concerned

ne peut affirmer qu'elle est de la compétence de l'Assemblée. De plus on se rappellera que le 15 décembre dernier, de consentement unanime, l'Assemblée avait discuté une motion qui, même si elle n'était pas libellée comme celle qui nous est présentée aujourd'hui, avait permis un débat relativement large sur le même sujet.

Conformément à l'article 174 du règlement, M. le Président communique à l'Assemblée un avis reçu de Mme Lavoie-Roux à l'effet qu'elle n'est pas satisfaite d'une réponse du Ministre des Affaires sociales, concernant l'utilisation du \$20 d'augmentation du supplément de revenu versée aux personnes âgées en centre d'accueil par le gouvernement fédéral, et qu'elle désire soulever un débat à la fin de la séance d'aujourd'hui.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon, proposant que le projet de loi n° 116, «Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bisailon, Blank, Bordeleau, Boucher, Charbonneau, Charon, Chevrette, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Gratton, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lamontagne, Laplante, Lavoie, Lavoie-Roux, Lefebvre, Léger, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Paquette, Perron, Proulx, Rancourt, Scowen, Vaillancourt (Orford).—54.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Cordeau, Fontaine, Grenier, Le Moignan, Roy, Russell, Verreault.—10.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

all its Members. Furthermore, it was pointed out that on 15 December 1978, the Assembly had amply debated a motion which, although different in form, was similar in content to the one presented today.

In accordance with Standing Order 174, Mr President informed the Assembly that he had received notice from Mrs Lavoie-Roux stating her dissatisfaction with an answer given by the Minister of Social Affairs, concerning the use of the \$20 increase in the federal income supplement paid to the aged in reception centres, and requesting that a debate be held at the end of today's sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garon, proposing that Bill 116, "An Act to amend the Farm Products Marketing Act", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following division:

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 116 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de l'agriculture.

M. Charron propose que la Commission permanente de l'agriculture siège à la Salle 81 «A», ce soir, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures, et demain, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 116, «Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles».

La motion est adoptée.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson, proposant que le projet de loi n° 128, «Loi modifiant de nouveau la Loi du salaire minimum», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, l'Assemblée se transforme en commission plénière, pour étudier, article par article, ce projet de loi.

Le projet de loi est alors étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Johnson propose que le projet de loi n° 128, «Loi modifiant de nouveau la Loi du salaire minimum», soit lu la troisième fois.

On motion of Mr Charron, Bill 116 was referred to the Standing Committee on Agriculture for section by section consideration.

Mr Charron moved that the Standing Committee on Agriculture do sit this evening in Room 81“A”, from eight o'clock until ten o'clock, and tomorrow, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., for section by section consideration of Bill 116, “An Act to amend the Farm Products Marketing Act”.

The motion was adopted.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Johnson, proposing that Bill 128, “An Act to again amend the Minimum Wage Act”, be now read the second time.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole, for section by section consideration of this bill.

The bill was then considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Johnson moved that Bill 128, “An Act to again amend the Minimum Wage Act”, be read the third time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, au nom de M. Charron, Madame le Président remet à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

M. Johnson propose que le projet de loi n° 110, «Loi modifiant la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

Conformément à l'article 174 du règlement, le débat est tenu.

Le Ministre des Affaires sociales répond, au nom du gouvernement, à la question soulevée par le Député de L'Acadie.

À vingt-trois heures cinq minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

And a debate arising on this motion.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Madam President postponed the entry of names of the vote on this motion until the next sitting, before Business of the Day is called.

Mr Johnson moved that Bill 110, "An Act to amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act and other legislation", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the third time.

In accordance with Standing Order 174, a debate was held.

The Minister of Social Affairs, on behalf of the Government, replied to the question raised by the Member for L'Acadie.

At five minutes past eleven o'clock P.M., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 14 février 1979

Quinze heures

Mme Payette dépose le document suivant:

Rapport annuel du Conseil de la protection du consommateur, pour l'année 1978.

(Document de la session n° 599.)

M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), au nom de M. Lacoste, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 266.—Loi concernant le titre de la ville de Hull sur certains immeubles;

Projet de loi n° 283.—Loi concernant certains terrains du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine.

Le projet de loi n° 266 est rapporté avec des amendements et le projet de loi n° 283 est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 600.)

Wednesday, 14 February 1979

Three o'clock P.M.

Mrs Payette tabled the following document:

Annual report of the Consumer Protection Council, for 1978.

(Sessional Papers, No. 599.)

Mr Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), on behalf of Mr Lacoste, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which considered the following private bills, after first reading:

Bill 266.—An Act respecting the title of the city of Hull on certain moveables;

Bill 283.—An Act respecting certain parcels of land of the cadastre of the city of Montreal, Saint-Antoine ward.

Bill 266 was reported with amendments and Bill 283 was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 600.)

Le rapport est adopté.

Les projets de loi n° 266 et 283 sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Beauséjour, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 233.—Loi concernant le Club de golf Montmagny inc.;

Projet de loi n° 269.—Loi concernant la Société nationale de fiducie.

L'étude du projet de loi n° 233 est reportée à une date ultérieure et le projet de loi n° 269 est adopté avec des amendements.

(Document de la session n° 601.)

Le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 269 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Au cours de la période de questions orales des députés, M. Lazure dépose le document suivant:

Rapport d'étape sur l'état des négociations en cours relativement au maintien des services essentiels, en date du 5 février 1979.

(Document de la session n° 602.)

L'Assemblée procède à la mise aux voix de la motion de M. Johnson, proposant que le projet de loi n° 128, Loi modifiant de nouveau la Loi du salaire minimum, soit lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, la motion est adoptée à l'unanimité.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

The report was adopted.

Bills 266 and 283 were ordered for second reading at the next sitting.

Mr Beauséjour, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which considered the following private bills, after first reading:

Bill 233.—An Act respecting the Club de golf Montmagny inc.;

Bill 269.—An Act respecting the Société nationale de fiducie.

The consideration of Bill 233 was postponed until a later date and Bill 269 was adopted with amendments.

(Sessional Papers, No. 601.)

The report was adopted.

Bill 269 was ordered for second reading at the next sitting.

During Question Period, Mr Lazure tabled the following document:

Progress report on current negotiations relating to the maintaining of essential services, dated 5 February 1979.

(Sessional Papers, No. 602.)

The Assembly proceeded with the putting to the vote of the motion by Mr Johnson, proposing that Bill 128, "An Act to again amend the Minimum Wage Act", be read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, the motion was unanimously adopted.

The bill was accordingly read the third time.

Sur la motion de M. Charron, la Commission permanente de l'agriculture siège immédiatement à la Salle 81 A pour étudier, article par article, le projet de loi n° 116, «Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles».

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lavoie, la motion et l'amendement suivants apparaissant à l'article 41 du Feuilleton sont retirés:

Reprise du débat sur la motion de M. Goldbloom proposant:

Que cette Assemblée est d'avis que la Commission permanente des affaires sociales se réunisse dans les meilleurs délais pour étudier les conséquences pour les familles avec enfants à charge de la décision du gouvernement de suspendre à leur égard l'indexation des prestations d'aide sociale.

et sur l'amendement de M. Grenier proposant:

Que la motion en discussion soit amendée en ajoutant à la fin les mots suivants: «et qu'une enquête publique soit faite sur les cas de fraude à la Loi d'aide sociale, afin que les argents ainsi récupérés servent à rétablir l'indexation aux familles avec enfants à charge qui y ont droit».

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Vaillancourt (Orford):

1. Le ministère de la Fonction publique a-t-il complété l'inventaire des emplois fédéraux dans la province ainsi que la préparation d'un plan détaillé de réaffectation des fonctionnaires fédéraux résidant au Québec?

2. Si oui, quel est, par région administrative, le nombre de ces fonctionnaires fédéraux qu'il faudra intégrer éventuellement à la fonction publique

On motion of Mr Charron, the Standing Committee on Agriculture will sit immediately in Room 81-A, for section by section consideration of Bill 116, "An Act to amend the Farm Products Marketing Act".

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Lavoie, the following motion and amendment appearing at Item 41 on the Agenda Paper were withdrawn:

Resuming the debate on the motion by Mr Goldbloom proposing:

That, in the opinion of this Assembly, the Standing Committee on Social Affairs should meet as soon as possible to consider the consequences, for families with child dependents, of the Government's decision to discontinue the indexation of social aid benefits.

and on the amendment by Mr Grenier proposing:

That the motion under debate be amended by adding at the end the following words: "and that a public inquiry be made into fraudulent practices in violation of the Social Aid Act, so that the money recovered thereby may be used to reintroduce indexation for eligible families".

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Vaillancourt (Orford):

1. Has the Department of the Civil Service completed the list of federal jobs in the Province and prepared a detailed plan to reassign federal civil servants residing in the Province of Québec?

2. If so, for each administrative region, how many federal civil servants will have to be integrated into the Québec Civil Service in the event of

québécoise, advenant que la province se sépare du Canada?

Réponse de M. de Belleval:

Les travaux en question ne sont pas encore complétés.

Question de M. O'Gallagher:

1. Le gouvernement ou ses offices, régies, commissions et sociétés ont-ils retenu les services de Mme Andrée Ferretti, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 30 avril 1978?

2. Dans l'affirmative:

a) à quelle date;

b) dans quel service administratif;

c) à quel titre;

d) quel est le tarif de ses honoraires ou son traitement annuel;

e) quel est le montant total des traitements, honoraires et autres rétributions qui lui ont été versés?

3. Sa nomination a-t-elle été faite à la suite d'un concours de la Commission de la fonction publique annoncé dans les journaux et, le cas échéant, à quelle date et à quel endroit ce concours a-t-il eu lieu?

Réponse de M. O'Neill:

Selon les renseignements reçus de la direction de Radio-Québec:

1. Oui, Radio-Québec.

2. a) Du 7 février 1977 au 20 mai 1977, du 23 mai 1977 au 20 juin 1977;

b) Service: programmation;

c) Titre: agent de recherche;

d) Du 7 février 1977 au 20 mai 1977, \$12 394 par année,
du 23 mai 1977 au 5 juin 1977, \$12 394 par année,
du 6 juin 1977 au 20 juin 1977, \$14 253 par année;

e) Montant total versé: \$2 853,99.

3. Il n'y a pas eu de concours. Mme Ferretti a été recrutée selon la politique des contrats de services d'em-

the Province separating from the rest of Canada?

Answer by Mr de Belleval:

The work in question has still to be completed.

Question by Mr O'Gallagher:

1. From 26 November 1976 to 30 April 1978, did the Government or any of its bureaux, boards, commissions or corporations retain the services of Mrs Andrée Ferretti?

2. If so:

(a) on what date;

(b) in what government service;

(c) in what capacity;

(d) what is the rate of her fees or her annual salary;

(e) what is the total amount paid to her in salary, fees or other forms of remuneration?

3. Was she appointed following a competition of the Commission de la fonction publique announced in newspapers and, if so, on what date and where was the examination held?

Answer by Mr O'Neill:

According to information received from Radio-Québec management:

1. Yes, Radio-Québec.

2. (a) From 7 February 1977 to 20 May 1977, from 23 May 1977 to 20 June 1977;

(b) Department: programming;

(c) Job designation: researcher;

(d) Annual salary from 7 February 1977 to 20 May 1977, \$12 394, annual salary from 23 May 1977 to 5 June 1977, \$12 394, annual salary from 6 June 1977 to 20 June 1977, \$14 253;

(e) Total amount paid: \$2 853.99.

3. No competition was held. Mrs Ferretti was hired in accordance with the service contract policy for free-

ployés pigistes et conformément aux règlements de l'Office de radio-télédiffusion du Québec.

Question de M. Springate:

1. Quels sont les résultats de la campagne de recrutement qui a été lancée par le ministre de la Fonction publique, au début de 1978, chez les anglophones et autres minorités?

2. Le Ministre vise-t-il toujours à obtenir une proportion d'environ 20% de fonctionnaires non francophones, soit un pourcentage à peu près équivalent à la répartition de la population?

3. Des mesures particulières ont-elles été prises, depuis cette campagne de recrutement, pour faciliter l'accès aux anglophones dans la fonction publique comme, par exemple, des examens en langue anglaise ou d'autres accommodements?

Réponse de M. de Belleval:

1. C'est la Commission de la fonction publique et non le Ministre de la Fonction publique qui est responsable des activités d'attraction en vue du recrutement du personnel de la fonction publique.

2. Le Ministre de la Fonction publique souhaite que les minorités ethniques soient représentées le mieux possible dans la fonction publique.

3. La Commission de la fonction publique dirige régulièrement certaines activités d'attraction vers les milieux anglophones spécifiquement.

Question de M. Shaw:

1. Combien de non-francophones sont-ils des employés réguliers à la Sûreté du Québec?

2. Quel pourcentage du total des effectifs de la Sûreté du Québec cela représente-t-il?

lance employees and in accordance with the regulations of the Québec Broadcasting Bureau.

Question by Mr Springate:

1. What is the outcome, for the English-speaking community and the other minority groups, of the hiring campaign launched at the beginning of 1978 by the Minister of the Civil Service?

2. Is the Minister still aiming for a civil service force of which about 20% would not be French-speaking, thereby corresponding to the actual distribution of the population?

3. Have special measures, such as examinations in English and other changes, been introduced to allow persons who are not French-speaking easier access to the Civil Service?

Answer by Mr de Belleval:

1. The hiring of civil servants is the responsibility of the Commission de la fonction publique and not of the Minister of the Civil Service.

2. As much as possible, the Minister of the Civil Service would like to see ethnic minority groups represented in the Civil Service.

3. Certain hiring campaigns of the Commission de la fonction publique are aimed specifically at the English-speaking communities.

Question by Mr Shaw:

1. How many non-Francophones are in regular employment with the Québec Police Force?

2. What percentage of the total force of the Québec Police Force does that represent?

3. Y a-t-il une politique à la Sûreté du Québec visant à intégrer des non-francophones dans leur corps de police?

Réponse de M. Bédard:

1. La Sûreté du Québec compte parmi ses 5 419 employés réguliers (4 404 membres et 1 015 employés civils) 71 personnes dont la langue maternelle est autre que le français.

2. 1,3%.

3. Il n'y a pas de politique particulière à la Sûreté du Québec visant à intégrer les non-francophones.

Avant l'appel des affaires du jour, du consentement unanime de l'Assemblée et conformément à l'article 78 du règlement, M. Lavoie propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, savoir:

La publication par le Parti québécois de journaux renfermant des réclames publicitaires payées par des personnes morales.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est terminé.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

3. Does the Québec Police Force have a policy for the integration of non-Francophones into the force?

Answer by Mr Bédard:

1. The Québec Police Force has 5 419 regular employees, 4 404 of which are officers and 1 015, civilian employees. The mother tongue of 71 of them is other than French.

2. 1,3%.

3. The Québec Police Force does not have a special policy for the integration of non-Francophones into the force.

Before Business of the Day was called, with the unanimous consent of the Assembly, and in accordance with Standing Order 78, Mr Lavoie moved that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely:

The publication by the Parti Québécois of newspapers containing advertisements paid by artificial persons.

And a debate arising on this motion.

The debate was concluded.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 15 février 1979

Quatorze heures

M. le Président communique à l'Assemblée la lettre suivante:

Assemblée nationale du Québec
Cabinet du directeur général du
financement des partis politiques

Montréal, le 13 février 1979

Me Clément Richard, Président
Assemblée nationale du Québec
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai bien l'honneur de vous faire parvenir copie conforme des documents adressés ce jour même à tous les membres du Conseil consultatif sur le financement des partis politiques.

Compte tenu que le sujet traité dans ces documents a été l'objet de discussion dernièrement à l'Assemblée na-

Thursday, 15 February 1979

Two o'clock P.M.

Mr President informed the Assembly of the following letter:

National Assembly of Québec
Office of the Director General of
Financing of Political Parties

Montreal, 13 February 1979

Mr Clément Richard
President of the National Assembly
Government Buildings
Québec City

Mr President,

I am pleased to send you copies of the documents distributed this very day to all the members of the Advisory Committee on the financing of political parties.

As these documents relate to a matter recently raised in the National Assembly, I thought it right and

tionale, j'ai cru bienséant de vous en faire tenir copie.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le Directeur général,
(Signé) PIERRE-OLIVIER BOUCHER.

Puis, M. le Président dépose lesdits documents.

(Document de la session n° 603.)

M. Charron donne l'avis suivant:

Ce soir, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures; demain, à compter de dix heures jusqu'à douze heures; lundi, à compter de quinze heures jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures et mardi, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission permanente de l'agriculture siégera à la Salle 81 «A» pour étudier, article par article, le projet de loi n° 116, «Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles».

M. Charron propose que la Commission permanente de l'agriculture siège à la Salle 81 «A», immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures pour étudier, article par article, le projet de loi n° 116, «Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beausejour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Blank, Bordeleau, Brassard, Brochu, Burns, Charbonneau, Charron, Chevette, Clair, Cordeau, Cuerrier,

proper that you should possess copies thereof.

Yours sincerely,

(Signed) PIERRE-OLIVIER BOUCHER,
Director General.

Mr President then tabled the said documents.

(Sessional Papers, No. 603.)

Mr Charron gave the following notice:

The Standing Committee on Agriculture will sit in Room 81 "A", this evening, from eight o'clock until ten o'clock; tomorrow, from ten o'clock A.M. until twelve o'clock noon; Monday, from three o'clock P.M. until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening and Tuesday, from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, for section by section consideration of Bill 116, "An Act to amend the Farm Products Marketing Act".

Mr Charron moved that the Standing Committee on Agriculture do sit immediately in Room 81 "A" until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for section by section consideration of Bill 116, "An Act to amend the Farm Products Marketing Act".

The motion was adopted on the following vote:

de Bellefeuille, de Belval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Glasson, Goldbloom, Goulet, Gravel, Grenier, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavoie, Lazure, Lefebvre, Le Moignan, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Picotte, Proulx, Roy, Samson, Scowen, Shaw, Tardif, Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—76.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Char-ron, il est,—

Ordonné que l'Assemblée se réunisse mardi prochain à compter de quatorze heures; que le rapport de la Commission permanente de l'agriculture sur le projet de loi n° 116, «Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles», soit déposé à la période des affaires courantes et que la prise en considération de ce rapport et la troisième lecture dudit projet de loi aient lieu au cours de cette même séance.

M. Lazure propose que le projet de loi n° 84, «Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Laberge, au nom de M. Bertrand, le projet de loi privé n° 266, «Loi concernant le titre de la ville de Hull sur certains immeubles», est lu la deuxième et la troisième fois.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Char-ron,—

Ordered, that the Assembly do meet next Tuesday, at two o'clock P.M.; that the report of the Standing Committee on Agriculture on Bill 116, "An Act to amend the Farm Products Marketing Act", be tabled during Routine Business and that this report be considered and the said bill read the third time, during the same sitting.

Mr Lazure moved that Bill 84, "An Act to amend the Health Insurance Act and other legislation", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the third time.

On motion of Mr Laberge, on behalf of Mr Bertrand, Private Bill 266, "An Act respecting the title of the city of Hull on certain immoveables", was read the second and the third time.

Sur la motion de M. Clair, au nom de M. Brassard, le projet de loi privé n° 269, «Loi concernant la Société nationale de fiducie», est lu la deuxième et la troisième fois.

M. Blank propose que le projet de loi privé n° 283, «Loi concernant certains terrains du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Lavoie, au nom de M. Blank, le projet de loi n° 283 est lu la troisième fois.

À dix-huit heures cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Aujourd'hui, le jeudi 15 février 1979, à dix-huit heures quinze minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Cuerrier, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Landry, le représentant du Premier ministre, de M. Scowen, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Cordeau, le représentant du chef de l'Union Nationale, et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

84 Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives;

On motion of Mr Clair, on behalf of Mr Brassard, Private Bill 269, "An Act respecting the Société nationale de fiducie", was read the second and the third time.

Mr Blank moved that Private Bill 283, "An Act respecting certain parcels of land of the cadastre of the city of Montreal, Saint-Antoine ward", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Lavoie, on behalf of Mr Blank, Bill 283 was read the third time.

At five minutes past six o'clock P.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

Today, Thursday, 15 February 1979, at six-fifteen o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mrs Cuerrier, Vice-President of the National Assembly, of Mr Landry, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Scowen, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Cordeau, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following bills:

84 An Act to amend the Health Insurance Act and other legislation;

110	Loi modifiant la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives;	110	An Act to amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act and other legislation;
128	Loi modifiant de nouveau la Loi du salaire minimum;	128	An Act to again amend the Minimum Wage Act;
266	Loi concernant le titre de la ville de Hull sur certains immeubles;	266	An Act respecting the title of the city of Hull on certain immovables;
269	Loi concernant la Société nationale de fiducie;	269	An Act respecting the Société nationale de fiducie;
283	Loi concernant certains terrains du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine.	283	An Act respecting certain parcels of land of the cadastre of the city of Montreal, Saint-Antoine ward.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 20 février 1979

Quatorze heures

Tuesday, 20 February 1979

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Charron, au nom de M. Laurin:

By Mr Charron, on behalf of Mr Laurin:

Rapport annuel des activités de la Commission de surveillance de la langue française, pour l'année 1977/78.

Annual report of the Commission de surveillance de la langue française, for 1977/78.

(Document de la session n° 604.)

(Sessional Papers, No. 604.)

Par M. Morin (Sauvé):

By Mr Morin (Sauvé):

Une publication du ministère de l'Éducation du Québec, intitulée: *L'école québécoise, énoncé de politique et plan d'action.*

Publication of the Québec Department of Education regarding the Government's school education policy and plan of action.

(Document de la session n° 605.)

(Sessional Papers, No. 605.)

Par M. Tremblay:

By Mr Tremblay:

Copie de la correspondance, en date du 28 décembre 1978 et du 2 février 1979, échangée entre M. John A. MacDonald, président du Conseil et président de la Société pour l'expansion des exportations, à Ottawa, et M. Rodrigue Tremblay, ministre de l'Industrie et du Commerce du Qué-

Copies of correspondence, dated 28 December 1978 and 2 February 1979 and exchanged between Mr John A. MacDonald, Chairman of the Board and President of the Export Development Corporation, Ottawa, and Mr Rodrigue Tremblay, Minister of Industry and Commerce of Québec, concern-

bec, au sujet de la construction de navires par Marine Industrie Limitée pour le compte de l'armateur grec M.A. Karageorgis.

(Document de la session n° 606.)

M. Ouellette, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'agriculture qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 116, «Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 607.)

M. Charron donne l'avis suivant:

Mardi, le 13 mars 1979, à la Salle 81 «A», à compter de dix heures, la Commission permanente des corporations professionnelles siégera pour étudier le projet de règlement concernant les actes médicaux et infirmiers autorisés.

Mercredi et jeudi, les 7 et 8 mars 1979, à la Salle 81 «A», à compter de dix heures, la Commission du travail et de la main-d'oeuvre siégera pour étudier le projet de loi n° 126, «Loi sur les normes de travail», et entendre les personnes qui ont été convoquées.

Mercredi, le 21 février 1979, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre siégera pour étudier le règlement de placement dans l'industrie de la construction.

M. Charron propose que la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre siège au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à dix-huit heu-

ing the building of ships by Marine Industries Ltd. for the Greek ship-owner, M.A. Karageorgis.

(Sessional Papers, No. 606.)

Mr Ouellette, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Agriculture which considered Bill 116, "An Act to amend the Farm Products Marketing Act", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 607.)

Mr Charron gave the following notice:

Tuesday, 13 March 1979, the Standing Committee on Professional Corporations will sit in Room 81 "A", at ten o'clock A.M., to consider the proposed regulations respecting authorized medical and nursing procedures.

Wednesday and Thursday, 7 and 8 March 1979, the Standing Committee on Labour and Manpower will sit in Room 81 "A", at ten o'clock A.M., to consider Bill 126, "An Act respecting labour standards", and to hear those persons who have been convened.

Wednesday, 21 February 1979, the Standing Committee on Labour and Manpower will sit in the Red Room, from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, to consider the regulations respecting placements in the construction industry.

Mr Charron moved that the Standing Committee on Labour and Manpower do sit immediately in the Red Room until six o'clock P.M., to con-

res, pour étudier le règlement de placement dans l'industrie de la construction.

La motion est adoptée.

Avant l'appel des affaires du jour et conformément à l'article 78 du règlement, M. Ciaccia propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, savoir:

La situation extrêmement grave causée par l'impossibilité pour les distributeurs indépendants de pétrole d'assurer à leur nombreuse clientèle un approvisionnement normal et suffisant en produits pétroliers.

Le Député de Mont-Royal explique que la question est très urgente en ce sens qu'elle affecte 825 marchands indépendants et 50% du marché des consommateurs. L'affaire est de la compétence de l'Assemblée et de la responsabilité administrative du gouvernement; en effet, si on se réfère au livre blanc sur l'énergie déposé par le Ministre responsable, ce dernier entend s'assurer de l'approvisionnement des consommateurs en produits pétroliers; de plus, on admet que le gouvernement possède certains pouvoirs de réglementation en cette matière.

Après cet exposé du Député de Mont-Royal, M. le Président déclare qu'à première vue, il serait enclin à accueillir une demande de débat d'urgence sur le sujet. Cependant, l'Assemblée est en présence d'un ordre spécial qu'elle a adopté jeudi dernier, lequel se lit comme suit:

Ordonné que l'Assemblée se réunisse mardi prochain à compter de quatorze heures; que le rapport de la

consider the regulations respecting placements in the construction industry.

The motion was adopted.

Before Business of the Day was called and in accordance with Standing Order 78, Mr Ciaccia moved that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely:

The highly explosive situation arising from the fact that it has become impossible for independent fuel dealers to ensure normal and adequate heating oil supplies to their many home delivery customers.

The Member for Mount-Royal explained that the question raised was of urgent necessity, as it involved 825 independent dealers and 50% of the consumer market; that it was within the competence of the Assembly and within the administrative responsibility of the Government; that in the White Paper on Energy, the Minister responsible had ensured adequate heating oil supplies; and that the Government, moreover, had certain regulatory powers in such matters.

Following this explanatory statement by the Member for Mount-Royal, Mr President ruled that, on initial consideration, he would be inclined to bring into order a motion for an emergency debate on such a matter. However, the Assembly had before it a special Order adopted Thursday last, which read as follows:

Ordered, that the Assembly do meet next Tuesday, at two o'clock P.M.; that the report of the Standing

Commission permanente de l'agriculture sur le projet de loi n° 116, «Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles», soit déposé à la période des affaires courantes et que la prise en considération de ce rapport et la troisième lecture dudit projet de loi aient lieu au cours de cette même séance.

Il appert donc que l'Assemblée a jugé de sa priorité, de son urgence pour la séance d'aujourd'hui, soit la discussion du projet de loi n° 116. En vertu du paragraphe 4 de l'article 3 de notre règlement, la procédure de l'Assemblée doit être réglée par cet ordre spécial.

C'est pourquoi la motion du Député de Mont-Royal est jugée irrecevable.

Conformément à un ordre adopté le 15 février 1979, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'agriculture qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 116, «Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles».

M. Garon propose que les amendements qu'il a proposés au rapport et au projet de loi soient adoptés.

Et un débat s'élève sur la prise en considération du rapport et sur les amendements proposés.

Au cours du débat, M. le Président communique à l'Assemblée le partage du temps accepté à la conférence des leaders des différents partis représentés en cette Chambre, savoir: cet après-midi sera employé à la prise en considération du rapport sur le projet de loi n° 116: quarante-cinq minutes au gouvernement; trente minutes à l'Opposition officielle; trente-cinq minutes à l'Union Nationale et dix

Committee on Agriculture on Bill 116, "An Act to amend the Farm Products Marketing Act", be tabled during Routine Business and that this report be considered and the said bill read the third time, during the same sitting.

It appeared, therefore, that for today's sitting the Assembly had considered the debate on Bill 116 to be of more urgent and pressing necessity. Under Standing Order 3(4), the procedure of the Assembly was regulated by this special Order.

For this reason, the motion by the Member for Mount-Royal was disallowed.

Pursuant to an Order adopted 15 February 1979, the Assembly considered the report of the Standing Committee on Agriculture which considered Bill 116, "An Act to amend the Farm Products Marketing Act", following second reading.

Mr Garon moved that the amendments which he had proposed to the report and to the bill be adopted.

And a debate arising on the consideration of the report and the proposed amendments.

During the debate, Mr President informed the Assembly of the following distribution of debate time agreed to at the conference he had convened with the House Leaders of the Parties represented in the House: at this afternoon's sitting, for the consideration of the report on Bill 116: forty-five minutes to the Government; thirty minutes to the Official Opposition; thirty-five minutes to the Union

minutes au Parti National Populaire, à cinq heures cinquante-cinq minutes, les votes devant être pris sur les amendements proposés et sur le rapport, et ce soir, de vingt heures quinze minutes à vingt et une heures quarante-cinq minutes, la séance sera employée à l'étude de la troisième lecture du projet de loi n° 116: trente minutes au gouvernement; vingt-cinq minutes à l'Opposition officielle; vingt-cinq minutes à l'Union Nationale; cinq minutes aux Démocrates et cinq minutes au Parti National Populaire.

M. le Président communique aussi à l'Assemblée que, conformément à l'article 174 du règlement, il a reçu les deux avis suivants:

le premier, de M. Lalonde, à l'effet qu'il n'est pas satisfait d'une réponse du Premier ministre à la question portant sur le règlement éventuel de la réclamation de trente-deux millions de dollars de la Société d'Énergie de la Baie James, suite au saccage de LG 2, en mars 1974, et qu'il désire soulever un débat à la fin de la séance d'aujourd'hui:

le deuxième, de M. Biron, à l'effet qu'il n'est pas satisfait d'une réponse du Ministre de l'Agriculture à une question concernant la teneur d'un télégramme qui lui a été envoyé par la Coopérative agricole de Granby, le 21 décembre 1978, et qu'il désire soulever un débat à la fin de la séance d'aujourd'hui.

Et le débat continue sur les amendements proposés par M. Garon au rapport et au projet de loi n° 116 et sur la prise en considération du rapport.

M. Biron propose que l'amendement qu'il a proposé au rapport et audit projet de loi soit adopté.

Et le débat continue.

Nationale and ten minutes to the Popular National Party, the proposed amendments and the report to be put to the vote at fifty-five minutes past five o'clock P.M., and at this evening's sitting, from eight-fifteen o'clock until nine forty-five o'clock, for the third reading of Bill 116: thirty minutes to the Government; twenty-five minutes to the Official Opposition; twenty-five minutes to the Union Nationale; five minutes to the Democrats and five minutes to the Popular National Party.

Mr President also informed the Assembly that, in accordance with Standing Order 174, he had received the two following notices:

the first notice, from Mr Lalonde, stating his dissatisfaction with an answer given by the Prime Minister to a question concerning the possible settlement of a thirty-two million dollar claim filed by the James Bay Energy Corporation following the extensive material damages to LG 2, in March 1974, and requesting that a debate be held at the end of today's sitting;

the second notice, from Mr Biron, stating his dissatisfaction with an answer given by the Minister of Agriculture to a question relating to the content of a telegram sent to the latter by the Granby agricultural cooperative on 21 December 1978, and equally requesting that a debate be held at the end of today's sitting.

And the debate continuing on the amendments proposed by Mr Garon to the report and to Bill 116 and on the consideration of the report.

Mr Biron moved that the amendment which he had proposed to the report and to the said bill be adopted.

And the debate continuing thereon.

Le débat est terminé.

Les amendements de M. Garon sont adoptés.

The debate was concluded.

The amendments by Mr Garon were adopted.

L'amendement de M. Biron est rejeté, les voix se divisant comme suit:

The amendment by Mr Biron was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Goulet, Grenier, Roy, Verreault.—10.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blank, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charron, Chevrette, Clair, Cuerrier, Duhaime, Dussault, Gagnon, Garon, Giasson, Godin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Landry, Laplante, Lavoie, Lavoie-Roux, Lefebvre, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Vaillancourt (Orford).—49.

Le rapport est adopté après division des voix.

The report was adopted on division.

À dix-huit heures quinze minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

At six-fifteen o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

M. Garon propose que le projet de loi n° 116, «Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles», soit lu la troisième fois.

Mr Garon moved that Bill 116, "An Act to amend the Farm Products Marketing Act", be read the third time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bisaillon, Boucher, Brassard, Cardinal, Charron, Chevrette, Clair, Cuerrier, de Belleval, Duhaime, Dussault, Gagnon, Garon, Giasson, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Lavoie, Lefebvre, Lévesque (Kamouraska-Témiscoua-

ta), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Orford).—49.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Goulet, Grenier, Roy, Samson, Verreault.—11.

En conséquence le projet de loi est lu la troisième fois.

The bill was accordingly read the third time.

Conformément à l'article 174 du règlement, le débat est tenu.

In accordance with Standing Order 174, the debate was held.

Le Premier ministre répond, au nom du gouvernement, à la question soulevée par le Député de Marguerite-Bourgeoys.

The Prime Minister, on behalf of the Government, replied to the question raised by the Member for Marguerite-Bourgeoys.

Le Ministre de l'Agriculture répond, au nom du gouvernement, à la question soulevée par le Député de Lotbinière.

The Minister of Agriculture, on behalf of the Government, replied to the question raised by the Member for Lotbinière.

Aujourd'hui, le mardi 20 février 1979, à vingt-deux heures trente-cinq minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, du Premier ministre, de M. Lavoie, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, du chef de l'Union Nationale, de M. Charron, de M. Duhaime, de M. Garon, de M. Bertrand, de M. Dubois, de M. Roy, de M. Samson et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

Today, Tuesday, 20 February 1979, at thirty-five minutes past ten o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of the Prime Minister, of Mr Lavoie, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of the Leader of the Union Nationale, of Mr Charron, of Mr Duhaime, of Mr Garon, of Mr Bertrand, of Mr Dubois, of Mr Roy, of Mr Samson and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following bill:

116 Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.

116 An Act to amend the Farm Products Marketing Act.

L'honorable lieutenant-gouverneur, accompagné de son aide de camp, fait son entrée dans l'Assemblée nationale et occupe le fauteuil du Président.

The Honourable the Lieutenant-Governor, accompanied by his Aide-de-Camp, made his entrance to the National Assembly and occupied the President's Chair.

Après quoi il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de clore la troisième session de la trente et unième Législature de la province de Québec, par le discours suivant:

Mesdames, Messieurs
de l'Assemblée nationale,

C'est la première fois, depuis ma nomination, que j'ai l'occasion de m'adresser à vous de façon officielle. Je désire en profiter pour vous donner l'assurance que je ne ménagerai aucun effort pour m'acquitter de mes fonctions avec l'intérêt, la discrétion et l'impartialité qu'imposent nos conventions constitutionnelles.

Ma famille et moi avons été très heureux d'être appelés à participer plus étroitement au développement du Québec. L'accueil que nous avons reçu ici a été des plus chaleureux et j'en remercie bien sincèrement toute la population.

Au cours de la session qui s'achève, vous avez adopté des lois non seulement nombreuses mais de grande importance pour l'avenir de plusieurs secteurs de notre collectivité. D'autres projets ont été déposés dont l'étude se poursuivra au cours de la session qui commencera bientôt. C'est donc dire que le travail que vous avez accompli a été considérable.

Depuis octobre dernier, vos débats sont maintenant télédiffusés. De cette façon, tous les citoyens sont en mesure de suivre vos travaux et de participer, d'une certaine manière, à vos discussions. Je suis certain que toute la population en retirera non seulement une meilleure appréciation du travail que vous accomplissez, mais une meil-

After which the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to close the third session of the Thirty-first Legislature of the Province of Québec, with the following speech:

Ladies and Gentlemen
of the National Assembly,

On this my first official address to you, I would like to take the opportunity to assure you that I shall spare no effort to fulfil my duties with the regard, discretion and impartiality dictated by our constitutional conventions.

My family and I were pleased indeed to be asked to participate more closely in the development of Québec. We have been given a truly warm welcome, and for this I sincerely thank the entire population.

During the session which has just drawn to a close, you have passed legislation considerable not only in volume but also in scope for the future of various sectors in our society. Other bills have been introduced and will be given detailed study in the forthcoming session. Undeniably, you have accomplished much.

Since October last, your proceedings have been televised, thereby permitting the public to watch you at work and, in some way, to take part in your discussions. I am convinced that this is helping to form a citizenry more appreciative of your efforts and more aware of the nature of the problems confronting the Province and of the

leure information sur la nature des problèmes qui se posent au Québec et les solutions qu'on tâche d'y apporter sur les plans législatif et budgétaire.

Vous avez également reçu dans cette enceinte le Premier ministre de la République française qui a bien voulu venir témoigner des liens directs et privilégiés qui lient et lieront toujours la France et le Québec.

Nous sommes entrés, depuis quelques semaines, dans l'Année internationale de l'enfant. Que ce soit là l'occasion pour chacun de nous de se pencher sur les problèmes de la jeunesse québécoise, aussi bien que de l'enfance à travers le monde. Du même coup, puisque l'enfant en est le symbole vivant, cela nous projettera vers l'avenir, avec ses promesses à tenir et ses défis à relever.

Vu l'importance de votre rôle en regard de cet avenir, je vous souhaite toute la lucidité, tout le désintéressement et tout l'esprit de décision qu'il continuera d'exiger.

Mesdames et Messieurs de l'Assemblée nationale, en prorogeant aujourd'hui cette troisième session de la trente et unième Législature, je vous félicite de l'immense travail accompli et vous remercie, au nom de tous les Québécois, des efforts soutenus que vous avez mis dans l'accomplissement de vos importantes fonctions.

L'honorable lieutenant-gouverneur se retire, accompagné de son aide de camp.

Puis, M. le Président s'exprime comme suit:

C'est la volonté et le désir de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec que cette Législature

legislative and budgetary solutions which are being attempted.

In this Chamber you have also received the Prime Minister of the French Republic who was pleased to come and bear witness to the direct and special ties ever binding France and Québec.

A few weeks ago, began the International Year of the Child. May it be a time for each one of us to focus on the problems of youth in Québec and equally throughout the world. The child, this living symbol of the future, will at the same time beckon us forward and remind us of promises to keep and challenges to meet.

Given the important task awaiting you in the future, I wish you all the foresight, dedication and decisiveness that it will continue to require of you.

Ladies and Gentlemen of the National Assembly, in proroguing this third session of the Thirty-first Legislature, I wish to congratulate you for your vast accomplishments and thank you, on behalf of all the people of Québec, for your untiring efforts in the fulfilment of your important duties.

The Honourable the Lieutenant-Governor withdrew, accompanied by his Aide-de-Camp.

Following which, Mr President spoke as follows:

It is the Honourable the Lieutenant-Governor's will and pleasure that the Legislature be prorogued *sine die* and

soit prorogée *sine die*, et cette Légis- this Legislature is accordingly pro-
lature est, en conséquence, prorogée rogued *sine die*.
sine die.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR LE PRÉSIDENT SUR DES QUESTIONS DE RÈGLEMENT

Séance du 1^{er} mars 1978

Un ordre de l'Assemblée visant à suspendre le débat sur le message inaugural pour entreprendre l'étude en deuxième lecture d'un projet de loi spécifique est restrictif et ne doit pas être interprété dans le sens qu'on puisse procéder à d'autres affaires importantes en plus de celles exceptionnellement prévues au paragraphe 6 de l'article 23 du règlement; ainsi, tant que le débat sur le message inaugural n'est pas terminé, même les motions annoncées par les députés ne peuvent être débattues le mercredi. (*Page 79*)

Séance du 7 mars 1978

Conformément au paragraphe 9 de l'article 99 du règlement, il n'est pas permis d'objecter que le document qu'un ministre a déposé en vertu de l'article 177, ne correspond pas à celui que le ministre a cité. (*Page 106*)

Séance du 9 mars 1978

Il n'est pas du ressort du Président de l'Assemblée nationale de vérifier si la déclaration du député, exigée par les articles 15 et 16 du règlement adopté en vertu de l'article 101b de la Loi de la Législature, correspond ou non aux faits (article 10, paragraphe 8 du règlement). (*Page 116*)

Séance du 14 mars 1978

Aucune motion de division ne peut être faite en vertu des articles 87 et 88 du règlement à l'étape de la deuxième lecture d'un projet de loi, parce que la motion de deuxième lecture est une motion simple qui ne peut être divisée. (*Page 124*)

Séance du 23 mars 1978

Pour l'étude des crédits provisoires, la motion d'envoi en commission plénière doit être faite en conformité avec l'article 132 du règlement. Des amendements peuvent être apportés à la motion en discussion et le contenu du projet de loi qui en découle doit être conforme à la résolution adoptée. (*Page 159*)

SUMMARY OF THE DECISIONS RENDERED BY THE PRESIDENT ON QUESTIONS OF ORDER OR OF PROCEDURE

Sitting of 1 March 1978

An Order of the Assembly suspending the debate on the inaugural message in order to proceed to the consideration of a specific bill at the second reading stage, is restrictive and must not be interpreted to mean that important matters other than the exceptions provided for in Standing Order 23 (6) may be taken up. Therefore, until the debate on the inaugural message is not terminated, even Members' motions may not be debated on a Wednesday. (*Page 79*)

Sitting of 7 March 1978

Pursuant to Standing Order 99 (9), it may not be alleged that the document a Minister has been called to table pursuant to Standing Order 177 does not correspond with the document he has cited. (*Page 106*)

Sitting of 9 March 1978

It is not competent for the President of the National Assembly to verify if a Member's statement required by articles 15 and 16 of the Regulations made under section 101b of the Legislature Act, is consistent with the facts (Standing Order 10 (8)). (*Page 116*)

Sitting of 14 March 1978

No motion for division may be made under Standing Orders 87 and 88 at the second reading stage of a bill, because a motion for second reading is a simple motion not susceptible of division. (*Page 124*)

Sitting of 23 March 1978

For the consideration of provisional appropriations, the motion for reference to Committee of the Whole must be made pursuant to Standing Order 132. The motion under discussion may be amended and the final content of the bill must conform to the resolution passed. (*Page 159*)

Séance du 26 avril 1978

Pourvu qu'une motion d'amendement proposée en vertu de l'article 70 du règlement se rapporte à la question principale, ne la dénature pas ou ne constitue pas une négation amplifiée de cette question, elle est recevable. (Page 239)

Séance du 12 juin 1978

Une demande de débat d'urgence faite en vertu de l'article 78 du règlement à l'intérieur du débat sur le discours du budget est jugée irrecevable parce que ce dernier constitue une possibilité de discuter cette question dans un délai raisonnable. (Page 434)

Séance du 3 octobre 1978

Une motion privilégiée de censure portant sur le chômage, apparaissant au feuillet, justifie l'irrecevabilité d'une motion d'urgence présentée en vertu de l'article 78 du règlement sur ce sujet; en effet, le débat sur la motion de censure constitue une occasion prochaine de discuter du même problème. (Page 553)

Séance du 10 octobre 1978

Même si la séance au cours de laquelle est débattue une motion de censure en vertu de l'article 24 de notre règlement est ajournée, aucun consentement ni ordre de l'Assemblée n'ayant permis de prolonger le débat, la logique, l'esprit de notre droit parlementaire et la coutume incitent le Président à rendre des décisions qui ouvrent des avenues plutôt qu'elles n'en ferment et c'est pourquoi la mise aux voix sur cette motion de censure peut être faite à la première occasion prévue par le règlement. (Page 582)

Séance du 10 octobre 1978

Est jugée irrecevable une motion visant à ce que soit tenu un débat d'urgence sur le déroulement du recensement au moment où celui-ci est terminé, alors qu'il est de notoriété publique que le directeur général des élections est saisi du problème et qu'aucun fait nouveau n'est survenu depuis qu'on a évoqué une première fois les prétendues irrégularités pour justifier une crise soudaine (article 78 du règlement). (Page 585)

Sitting of 26 April 1978

An amendment proposed under Standing Order 70 is in Order provided it is relevant to the initial motion, does not distort its meaning or constitute an expanded negative. (Page 239)

Sitting of 12 June 1978

An emergency debate proposed under Standing Order 78 was disallowed because it was moved within the budget speech debate which afforded the opportunity to discuss the question within a reasonable time. (Page 434)

Sitting of 3 October 1978

Having been placed on the Agenda Paper, a privileged motion of non-confidence relating to unemployment afforded a future opportunity to discuss this urgent matter and therefore justified the procedural inacceptability of a motion on the same subject-matter, proposed under Standing Order 78. (Page 553)

Sitting of 10 October 1978

Even if the sitting during which is debated a motion of non-confidence proposed under Standing Order 24 is adjourned, failing the consent or an Order of the Assembly to extend the debate, the spirit of parliamentary law, logic and custom move the President to give rulings that open rather than close courses. For this reason, a motion of non-confidence may be put at the first opportunity provided for in the Standing Orders. (Page 582)

Sitting of 10 October 1978

A motion for an emergency debate on the enumeration procedure was disallowed because the enumeration had already been completed; moreover, it was common knowledge that the matter was before the Directeur général des élections, and since there were no further developments on the alleged irregularities, a sudden crisis was ruled out. (Page 585)

Séance du 12 octobre 1978

Un conflit de travail qui perdure depuis quelques mois déjà et où on ne constate pas d'aggravation soudaine ne justifie pas un débat d'urgence à l'Assemblée nationale, prévu par l'article 78 du règlement. (Page 598)

Séance du 2 novembre 1978

L'avis dont il est question à l'article 174 doit être donné le jour même où la question est posée et n'est pas recevable s'il est donné à une autre séance. De plus, il doit s'agir d'une réponse donnée à l'occasion de la période régulière de questions seulement. (Page 660)

Séance du 7 novembre 1978

Une motion d'urgence, présentée en vertu de l'article 78 du règlement et portant sur le conflit de travail qui prévaut au Pavillon Charlevoix-Boyer à Montréal, ne peut être reçue parce que le problème, même s'il semble important, n'est pas d'envergure nationale; de plus, des négociations sont en cours; enfin, le gouvernement doit trouver le temps pour faire adopter sa législation, les séances de mercredi et de jeudi de cette semaine étant consacrées à des motions de député et de censure. (Page 665)

Séance du 8 novembre 1978

L'urgence de discuter, aux termes de l'article 78 du règlement, la hausse des tarifs de l'électricité n'existe pas lorsque la Commission permanente de l'énergie, tout récemment par une audition des représentants de l'Hydro-Québec, et l'Assemblée nationale, par une motion portant sur le sujet dernièrement, par l'emploi de la grande partie de la période de questions d'hier et un mini-débat en fin de soirée, ont pu scruter tout le problème. De plus, ce serait créer un précédent que de permettre à l'Assemblée, dans le cadre d'un débat d'urgence, de discuter un geste administratif déjà posé par le gouvernement. Enfin, étant donné qu'il est de notoriété publique que la hausse des tarifs n'entrera en vigueur que le 1^{er} janvier prochain, ceci permet d'autres occasions de pouvoir en discuter. (Page 671)

Séance du 4 décembre 1978

L'ancien règlement, des articles 473 à 487, Beauchesne, et May, aux pages 511, 514 et 530 (19^e édition), et les précédents établis les 10 décembre 1974 et 14 mars 1978 sont tous à l'effet que les motions de première et de deuxième

Sitting of 12 October 1978

A labour dispute still persisting after several months and not appearing to deteriorate into a sudden crisis did not justify an emergency debate in the National Assembly, pursuant to Standing Order 78. (Page 598)

Sitting of 2 November 1978

The notice in question in Standing Order 174 must be given on the same day that the question is raised and is not accepted if it is given at a different sitting; moreover, it must refer only to a reply given during a regular Question Period. (Page 660)

Sitting of 7 November 1978

A motion for an emergency debate proposed under Standing Order 78 and dealing with a labour dispute prevailing at the Pavillon Charlevoix-Boyer in Montreal, could not be accepted because the problem, although evidently important, did not constitute a province-wide issue; moreover, negotiations were under way at the time and, finally, as the sittings of Wednesday and Thursday of that week were devoted to a Member's motion and to a motion of non-confidence, it was important that the Government find time for the passage of legislation. (Page 665)

Sitting of 8 November 1978

The increase in electricity rates did not constitute a matter for an emergency debate under the terms of Standing Order 78, since the question had already been considered at a hearing of Hydro-Québec representatives before the Standing Committee on Energy, and in a special motion, in discussion during the greater part of Question Period and in a debate on adjournment, pursuant to Standing Order 174, at the previous sitting of the National Assembly. Moreover, it would have set a precedent to allow an emergency debate on an administrative decision already approved by the Government. It was also common knowledge that the new rates would be effective only as of 1 January 1979, thereby allowing other opportunities to discuss the matter. (Page 671)

Sitting of 4 December 1978

In accordance with Standing Orders 473 to 487 of the previous Standing Orders, parliamentary writers Beauchesne, and May (Nineteenth Edition, pages 511, 514, 530), and the precedents set on 10 December 1974 and 14 March 1978,

lecture étant des motions simples, elles ne peuvent être divisées. Par conséquent, pour demander la division d'un projet de loi on doit recourir à l'article 152 du règlement, et non pas aux articles 87 et 88, pour donner des instructions à la commission qui étudiera le projet de loi, article par article, de diviser ce projet de loi. (*Page 768*)

Séance du 6 décembre 1978

Lorsque l'auteur d'une motion d'ajournement du débat présentée en vertu de l'article 77 du règlement s'est déjà identifié comme représentant de l'Opposition officielle sur la question en discussion, et a épuisé son droit de parole de dix minutes, ceci empêche tout autre député de la même formation politique d'intervenir sur cette motion d'ajournement. (*Page 789*)

Séance du 6 février 1979

Une demande de débat d'urgence faite en vertu de l'article 78 du règlement concernant les conflits de travail à la Gaspé Copper Mines Ltd. et à la Donohue inc. est irrecevable parce que l'affaire soumise est d'intérêt local et concerne des conflits de travail; comme ces derniers perdurent, ils ne constituent donc pas une crise soudaine. L'urgence aujourd'hui se traduirait au contraire dans le fait que le gouvernement a convoqué l'Assemblée à une date plus rapprochée que prévue pour adopter certaines dispositions législatives jugées prioritaires. (*Page 917*)

Séance du 8 février 1979

Une motion faite en vertu de l'article 78 du règlement proposant que soit tenu un débat d'urgence sur un conflit qui s'amorce entre les coopératives laitières et les fédérations de producteurs de lait nature et de lait industriel, ne peut être reçue, d'abord, parce qu'il n'est pas de la responsabilité du gouvernement de régler les problèmes conflictuels de cette nature; ensuite, l'Assemblée étant saisie d'un projet de loi sur la mise en marché des produits agricoles, la discussion du problème peut être abordée à cette occasion. (*Page 934*)

Séance du 13 février 1979

Une simple référence à un document par un ministre, et non pas une citation au texte, ne permet pas à un député de requérir que ce document soit déposé en vertu de l'article 177 du règlement. (*Page 943*)

motions for first and second reading constitute single motions not susceptible of division. It is therefore under Standing Order 152 and not Standing Orders 87 and 88 that an instruction for the division of a bill may be given to a Committee proceeding to a section by section consideration of this bill. (Page 768)

Sitting of 6 December 1978

When pursuant to Standing Order 77 the proposer of a motion to adjourn the debate rises to speak as the representative of the Official Opposition and avails himself of his right to speak for ten minutes, another Member of the same political party cannot speak to the same motion. (Page 789)

Sitting of 6 February 1979

A motion proposed under Standing Order 78 on the labour disputes at Gaspé Copper Mines Ltd. and at Donohue Inc. was disallowed because the question raised concerned ongoing local issues and therefore did not constitute a sudden crisis. Urgency that day was translated rather by the fact that the Assembly had been convened earlier than planned in order to pass priority legislation. (Page 917)

Sitting of 8 February 1979

A motion proposed under Standing Order 78 for an emergency debate on a dispute which had arisen between the dairy cooperatives and the fluid and industrial milk producers federations could not be accepted because it was not the responsibility of the Government to settle disputes of this nature; moreover, the agricultural marketing bill which was then before the Assembly provided an opportunity to take up the matter. (Page 934)

Sitting of 13 February 1979

If a Minister does not cite a document but merely refers to it, he is not bound under Standing Order 177 to table the document. (Page 943)

Séance du 13 février 1979

Le congédiement d'étudiants contrôleurs de la circulation aérienne par les autorités fédérales dans la province d'Ontario, même s'il affecte des Québécois, n'est pas de la compétence de l'Assemblée nationale et par conséquent ne donne pas ouverture à un débat d'urgence demandé en vertu de l'article 78 du règlement. (Page 944)

Séance du 20 février 1979

Au moment où l'Assemblée nationale est réunie en vertu d'un ordre de l'Assemblée pour étudier une affaire déterminée, la procédure de l'Assemblée doit être régie par cet ordre spécial prévu au paragraphe 4 de l'article 3 du règlement et une motion faite en vertu de l'article 78 pour la tenue d'un débat d'urgence est irrecevable. (Page 963)

Sitting of 13 February 1979

Even if the student air traffic controllers dismissed by federal authorities in the Province of Ontario are from Québec, the matter does not fall within the competence of the National Assembly and therefore does not justify an emergency debate under Standing Order 78. (*Page 944*)

Sitting of 20 February 1979

When the House is sitting to consider a specific matter in accordance with an Order of the Assembly, proceedings are regulated by this special Order provided for in Standing Order 3 (4), and a motion for an emergency debate under Standing Order 78 cannot be accepted. (*Page 963*)

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF
(par ordre de préséance)

et leurs

ADJOINTS PARLEMENTAIRES

DEPARTMENT OF THE EXECUTIVE COUNCIL

MEMBERS OF THE EXECUTIVE COUNCIL
(according to precedence)

and their

PARLIAMENTARY ASSISTANTS

L'honorable

The Honourable

*Adjoins
parlementaires*

*Parliamentary
Assistants*

RENÉ LÉVESQUE

Premier ministre
Président du Conseil exécutif
Prime Minister
President of the Executive Council

JACQUES-YVAN MORIN

Vice-premier ministre
Ministre de l'Éducation
Deputy Prime Minister
Minister of Education

ROBERT BURNS

Ministre d'État à la réforme électorale et
parlementaire
Minister of State for Electoral and Parliamentary
Reform

CLAUDE MORIN

Ministre des Affaires intergouvernementales
Minister of Intergovernmental Affairs

M. Pierre de Bellefeuille
Mr Pierre de Bellefeuille

JACQUES PARIZEAU

Ministre des Finances
Ministre du Revenu
Président du Conseil du trésor
Minister of Finance
Minister of Revenue
Chairman of the Treasury Board

L'honorable

The Honourable

*Adjoints
parlementaires*

*Parliamentary
Assistants*

CAMILLE LAURIN	Ministre d'État au développement culturel Minister of State for Cultural Development	
PIERRE MAROIS	Ministre d'État au développement social Minister of State for Social Development	
BERNARD LANDRY	Ministre d'État au développement économique Minister of State for Economic Development	
JACQUES LÉONARD	Ministre d'État à l'aménagement Vice-président du Conseil du trésor Minister of State for Planning Vice-Chairman of the Treasury Board	
MARC-ANDRÉ BÉDARD	Ministre de la Justice Minister of Justice	
LUCIEN LESSARD	Ministre des Transports Minister of Transport	M. Guy Chevette Mr Guy Chevette
MARCEL LÉGER	Ministre délégué à l'environnement Minister-Delegate, Environment	
CLAUDE CHARRON	Ministre délégué au Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports Minister-Delegate, Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports	
GUY JORON	Ministre délégué à l'énergie Minister-Delegate, Energy	
LISE PAYETTE	Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions	
JEAN GARON	Ministre de l'Agriculture Minister of Agriculture	M. Réal Rancourt Mr Réal Rancourt
DENIS LAZURE	Ministre des Affaires sociales Minister of Social Affairs	M. Maurice Martel Mr Maurice Martel
GUY TARDIF	Ministre des Affaires municipales Minister of Municipal Affairs	
JACQUES COUTURE	Ministre de l'Immigration Minister of Immigration	

L'honorable

The Honourable

*Adjoints
parlementaires*

*Parliamentary
Assistants*

LOUIS O'NEILL	Ministre des Communications Minister of Communications	M. Richard Guay Mr Richard Guay
YVES BÉRUBÉ	Ministre des Richesses naturelles Ministre des Terres et Forêts Minister of Natural Resources Minister of Lands and Forests	M. Gilles Grégoire Mr Gilles Grégoire
RODRIGUE TREMBLAY	Ministre de l'Industrie et du Commerce Minister of Industry and Commerce	Mme Denise LeBlanc-Bantey Mrs Denise LeBlanc-Bantey
YVES DUHAIME	Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche Minister of Tourism, Fish and Game	
DENIS de BELLEVAL	Ministre de la Fonction publique Minister of the Civil Service	
PIERRE-MARC JOHNSON	Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre Minister of Labour and Manpower	
JOCELYNE OUELLETTE	Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement Minister of Public Works and Supply	M. Jean-François Bertrand Mr Jean-François Bertrand
DENIS VAUGEOIS	Ministre des Affaires culturelles Minister of Cultural Affairs	

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Président President	L'honorable The Honourable	CLÉMENT RICHARD
Vice-président Vice-president		JEAN-GUY CARDINAL
Vice-président Vice-president		LOUISE CUERRIER
Premier ministre Prime Minister	L'honorable The Honourable	RENÉ LÉVESQUE
Leader parlementaire du gouvernement Government House Leader	L'honorable The Honourable	CLAUDE CHARRON
Chef parlementaire de l'Opposition officielle Leader of the Official Opposition	L'honorable The Honourable	GÉRARD D. LEVESQUE
Leader parlementaire de l'Opposition officielle Parliamentary Leader of the Official Opposition		JEAN-NOËL LAVOIE
Chef de l'Union Nationale Leader of the Union Nationale		RODRIGUE BIRON

CADRES SUPÉRIEURS SENIOR STAFF

Secrétaire de l'Assemblée et Secrétaire de la Chancellerie Secretary of the Assembly and Clerk of the Crown in Chancery	RENÉ BLONDIN
Secrétaire associé de l'Assemblée Associate Secretary of the Assembly	RAYMOND DESMEULES
Secrétaire adjoint de l'Assemblée et Secrétaire adjoint de la Chancellerie Secretary Assistant of the Assembly and Assistant Clerk of the Crown in Chancery	JACQUES LESSARD
Secrétaire adjoint de l'Assemblée Secretary Assistant of the Assembly	PIERRE DUCHESNE

Sergent d'armes
Sergeant-at-Arms

RENÉ JALBERT

Directeur de la bibliothèque de la Législature
Director of the Library of the Legislature

JACQUES PRÉMONT

Greffier en Loi de la Législature
Law Clerk of the Legislature

MICHEL LECLERC

Secrétaire du comité de législation
Secretary of the Committee on Legislation

GILLES PARADIS

Secrétaire des Commissions
Secretary of Committees

JACQUES POULIOT

Greffier du feuillet et archiviste
Clerk of the Order Paper and Archives

CONSTANCE PINAULT

Greffier des procès-verbaux
Clerk of the Votes and Proceedings

GUSTAVE GERVAIS

Éditeur du journal des Débats
Editor of the Journal of Debates

BENOÎT MASSICOTTE

Directeur des services administratifs
Director of Administrative Services

RICHARD BRETON

Directeur du personnel
Director of Personnel

YVON DESBIENS

Directeur du Bureau d'accueil et d'information
Director of the Reception and Information Bureau

ANDRÉ BEAULIEU

Directeur des relations interparlementaires
Director of Interparliamentary Relations

JEAN-CLAUDE SIMARD

LISTE ALPHABÉTIQUE
des
DISTRICTS ÉLECTORAUX
de
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Troisième session, Trente et unième Législature

ALPHABETICAL LIST
of the
ELECTORAL DISTRICTS
of the
NATIONAL ASSEMBLY
Third Session, Thirty-first Legislature

A

ABITIBI-EST (EAST)
ABITIBI-OUEST (WEST)
ANJOU
ARGENTEUIL
ARTHABASKA

Bordeleau, Jean-Paul
Gendron, François
Johnson, Hon. Pierre-Marc
Saindon, Zoël *
Baril, Jacques

B

BEAUCE-NORD (NORTH)
BEAUCE-SUD (SOUTH)
BEAUHARNOIS
BELLECHASSE
BERTHIER
BONAVENTURE
BOURASSA
BOURGET
BRÔME-MISSISQUOI

Ouellette, Adrien
Roy, Fabien
Lavigne, Laurent
Goulet, Bertrand
Mercier, Jean-Guy
Levesque, Hon. Gérard-D.
Laplante, Patrice
Laurin, Hon. Camille
Russell, Armand

C

CHAMBLY
CHAMPLAIN

Lazure, Hon. Denis
Gagnon, Marcel

* A démissionné le 15 décembre 1978.
Resigned 15 December 1978.

C

CHARLESBOURG
CHARLEVOIX
CHÂTEAUGUAY
CHAUVEAU
CHICOUTIMI
CRÉMAZIE

de Belleval, Hon. Denis
 Mailloux, Raymond
 Dussault, Roland
 O'Neill, Hon. Louis
 Bédard, Hon. Marc-André
 Tardif, Hon. Guy

D

D'ARCY McGEE
DEUX-MONTAGNES (TWO MOUNTAINS)
DORION
DRUMMOND
DUBUC
DUPLESSIS

Goldbloom, Victor-C.
 de Bellefeuille, Pierre
 Payette, Hon. Lise
 Clair, Michel
 Desbiens, Hubert
 Perron, Denis

F

FABRE
FRONTENAC

Landry, Hon. Bernard
 Grégoire, Gilles

G

GASPÉ
GATINEAU
GOUIN

Le Moignan, Michel
 Gratton, Michel
 Tremblay, Hon. Rodrigue

H

HULL
HUNTINGDON

Ouellette, Hon. Jocelyne
 Dubois, Claude

I

IBERVILLE
ÎLES-DE-LA-MADELEINE (MAGDALEN ISLANDS)

Beauséjour, Jacques
 LeBlanc-Bantey, Denise

J

JACQUES-CARTIER
JEANNE-MANCE
JEAN-TALON
JOHNSON
JOLIETTE-MONTCALM
JONQUIÈRE

St-Germain, Noël
 Laberge, Henri-E.
 Garneau, Raymond*
 Bellemare, Maurice
 Chevrete, Guy
 Vaillancourt, Claude

* A démissionné le 20 décembre 1978.
 Resigned 20 December 1978.

K**KAMOURASKA-TÉMISCOUATA**

Lévesque, Léonard

L

L'ACADIE
LAC-SAINT-JEAN
LAFONTAINE
LAPORTE
LAPRAIRIE
L'ASSOMPTION
LAURENTIDES-LABELLE
LAURIER
LAVAL
LAVIOLETTE
LÉVIS
LIMOILLOU
LOTBINIÈRE
LOUIS-HÉBERT

Lavoie-Roux, Thérèse
 Brassard, Jacques
 Léger, Hon. Marcel
 Marois, Hon. Pierre
 Michaud, Gilles
 Parizeau, Hon. Jacques
 Léonard, Hon. Jacques
 Marchand, André
 Lavoie, Jean-Noël
 Jolivet, Jean-Pierre
 Garon, Hon. Jean
 Gravel, Raymond
 Biron, Rodrigue-M.
 Morin, Hon. Claude

M

MAISONNEUVE
MARGUERITE-BOURGEOYS
MASKINONGÉ
MATANE
MATAPÉDIA
MÉGANTIC-COMPTON
MERCIER
MILLE-ÎLES
MONTMAGNY-L'ISLET
MONTMORENCY
MONT-ROYAL (MOUNT-ROYAL)

Burns, Hon. Robert
 Lalonde, Fernand
 Picotte, Yvon
 Bérubé, Hon. Yves
 Marquis, Léopold
 Grenier, Fernand
 Godin, Gérald
 Joron, Hon. Guy
 Giasson, Julien
 Richard, Hon. Clément
 Ciaccia, John

N

NICOLET-YAMASKA
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Fontaine, Serge
 Mackasey, Bryce*
 Scowen, Reed**

O

ORFORD
OUTREMONT

Vaillancourt, Georges
 Raynauld, André

* A démissionné le 25 avril 1978.
 Resigned 25 April 1978.
 ** Élu le 5 juillet 1978.
 Elected 5 July 1978.

P

**PAPINEAU
POINTE-CLAIRE
PONTIAC-TÉMISCAMINGUE
PORTNEUF
PRÉVOST**

Alfred, Jean
Shaw, William
Larivière, Jean-Guy
Pagé, Michel
Cardinal, Jean-Guy

R

**RICHELIEU
RICHMOND
RIMOUSKI
RIVIÈRE-DU-LOUP
ROBERT-BALDWIN
ROBERVAL
ROSEMONT
ROUYN-NORANDA**

Martel, Maurice
Brochu, Yvon
Marcoux, Alain
Boucher, Jules
O'Gallagher, John
Lamontagne, Robert
Paquette, Gilbert
Samson, Camil

S

**SAGUENAY
SAINTE-ANNE
SAINT-FRANÇOIS
SAINT-HENRI
SAINT-HYACINTHE
SAINT-JACQUES
SAINT-JEAN
SAINT-LAURENT
SAINT-LOUIS
SAINTE-MARIE
SAINT-MAURICE
SAUVÉ
SHEFFORD
SHERBROOKE**

Lessard, Hon. Lucien
Lacoste, Jean-Marc
Rancourt, Réal
Couture, Hon. Jacques
Cordeau, Fabien
Charron, Hon. Claude
Proulx, Jérôme
Forget, Claude-E.
Blank, Harry
Bisaillon, Guy
Duhaine, Hon. Yves
Morin, Hon. Jacques-Yvan
Verreault, Richard
Gosselin, Gérard

T

**TAILLON
TASCHEREAU
TERREBONNE
TROIS-RIVIÈRES**

Lévesque, Hon. René
Guay, Richard
Fallu, Élie
Vaugeois, Hon. Denis

V

**VANIER
VAUDREUIL-SOULANGES
VERCHÈRES
VERDUN
VIAU**

Bertrand, Jean-François
Cuerrier, Louise
Charbonneau, Jean-Pierre
Caron, Lucien
Lefebvre, Charles-A.

W

WESTMOUNT

Springate, George

LISTE ALPHABÉTIQUE
DES
MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Troisième Session, Trente et unième Législature

ALPHABETICAL LIST
OF THE
MEMBERS OF THE NATIONAL ASSEMBLY
Third Session, Thirty-first Legislature

A

ALFRED, Jean

Papineau

B

BARIL, Jacques
BEAUSÉJOUR, Jacques
BÉDARD, Hon. Marc-André
BELLEMARE, Maurice
BERTRAND, Jean-François
BÉRUBÉ, Hon. Yves
BIRON, Rodrigue-M.
BISAILLON, Guy
BLANK, Harry
BORDELEAU, Jean-Paul
BOUCHER, Jules
BRASSARD, Jacques
BROCHU, Yvon
BURNS, Hon. Robert

Arthabaska
Iberville
Chicoutimi
Johnson
Vanier
Matane
Lotbinière
Sainte-Marie
Saint-Louis
Abitibi-Est (East)
Rivière-du-Loup
Lac-Saint-Jean
Richmond
Maisonneuve

C

CARDINAL, Jean-Guy
CARON, Lucien
CHARBONNEAU, Jean-Pierre
CHARRON, Hon. Claude
CHEVRETTE, Guy
CIACCIA, John
CLAIR, Michel
CORDEAU, Fabien
COUTURE, Hon. Jacques
CUERRIER, Louise

Prévost
Verdun
Verchères
Saint-Jacques
Joliette-Montcalm
Mont-Royal (Mount-Royal)
Drummond
Saint-Hyacinthe
Saint-Henri
Vaudreuil-Soulanges

D

de BELLEFEUILLE, Pierre
 de BELLEVAL, Hon. Denis
 DESBIENS, Hubert
 DUBOIS, Claude
 DUHAIME, Hon. Yves
 DUSSAULT, Roland

Deux-Montagnes (Two Mountains)
 Charlesbourg
 Dubuc
 Huntingdon
 Saint-Maurice
 Châteauguay

F

FALLU, Élie
 FONTAINE, Serge
 FORGET, Claude-E.

Terrebonne
 Nicolet-Yamaska
 Saint-Laurent

G

GAGNON, Marcel
 GARNEAU, Raymond*
 GARON, Hon. Jean
 GENDRON, François
 GIASSEN, Julien
 GODIN, Gérard
 GOLDBLOOM, Victor-C.
 GOSSELIN, Gérard
 GOULET, Bertrand
 GRATTON, Michel
 GRAVEL, Raymond
 GRÉGOIRE, Gilles
 GRENIER, Fernand
 GUAY, Richard

Champlain
 Jean-Talon
 Lévis
 Abitibi-Ouest (West)
 Montmagny-L'Islet
 Mercier
 D'Arcy-McGee
 Sherbrooke
 Bellechasse
 Gatineau
 Limoulu
 Frontenac
 Mégantic-Compton
 Taschereau

J

JOHNSON, Hon. Pierre-Marc
 JOLIVET, Jean-Pierre
 JORON, Hon. Guy

Anjou
 Laviolette
 Mille-Îles

L

LABERGE, Henri-E.
 LACOSTE, Jean-Marc
 LALONDE, Fernand
 LAMONTAGNE, Robert
 LANDRY, Hon. Bernard
 LAPLANTE, Patrice
 LARIVIÈRE, Jean-Guy
 LAURIN, Hon. Camille
 LAVIGNE, Laurent

Jeanne-Mance
 Sainte-Anne
 Marguerite-Bourgeoys
 Roberval
 Fabre
 Bourassa
 Pontiac-Témiscamingue
 Bourget
 Beauharnois

* A démissionné le 20 décembre 1978.
 Resigned 20 December 1978.

L

LAVOIE, Jean-Noël
LAVOIE-ROUX, Thérèse
LAZURE, Hon. Denis
LEBLANC-BANTEY, Denise
LEFEBVRE, Charles-A.
LÉGER, Hon. Marcel
LE MOIGNAN, Michel
LÉONARD, Hon. Jacques
LESSARD, Hon. Lucien
LEVESQUE, Hon. Gérard-D.
LÉVESQUE, Léonard
LÉVESQUE, Hon. René

Laval
L'Acadie
Chambly
Îles-de-la-Madeleine (Magdalen Islands)
Viau
Lafontaine
Gaspé
Laurentides-Labelle
Saguenay
Bonaventure
Kamouraska-Témiscouata
Taillon

M

MACKASEY, Bryce*
MAILLOUX, Raymond
MARCHAND, André
MARCOUX, Alain
MAROIS, Hon. Pierre
MARQUIS, Léopold
MARTEL, Maurice
MERCIER, Jean-Guy
MICHAUD, Gilles
MORIN, Hon. Claude
MORIN, Hon. Jacques-Yvan

Notre-Dame-de-Grâce
Charlevoix
Laurier
Rimouski
Laporte
Matapédia
Richelieu
Berthier
Laprairie
Louis-Hébert
Sauvé

O

O'GALLAGHER, John
O'NEILL, Hon. Louis
OUELLETTE, Adrien
OUELLETTE, Hon. Jocelyne

Robert-Baldwin
Chauveau
Beauce-Nord (North)
Hull

P

PAGÉ, Michel
PAQUETTE, Gilbert
PARIZEAU, Hon. Jacques
PAYETTE, Hon. Lise
PERRON, Denis
PICOTTE, Yvon
PROULX, Jérôme

Portneuf
Rosemont
L'Assomption
Dorion
Duplessis
Maskinongé
Saint-Jean

* A démissionné le 25 avril 1978.
Resigned 25 April 1978.

R

RANCOURT, Réal
RAYNAULD, André
RICHARD, Hon. Clément
ROY, Fabien
RUSSELL, Armand

Saint-François
 Outremont
 Montmorency
 Beauce-Sud (South)
 Brôme-Missisquoi

S

SAINDON, Zoël *
SAMSON, CAMIL
SCOWEN, Reed **
SHAW, William
SPRINGATE, George
ST-GERMAIN, Noël

Argenteuil
 Rouyn-Noranda
 Notre-Dame-de-Grâce
 Pointe-Claire
 Westmount
 Jacques-Cartier

T

TARDIF, Hon. Guy
TREMBLAY, Hon. Rodrigue

Crémazie
 Gouin

V

VAILLANCOURT, Claude
VAILLANCOURT, Georges
VAUGEOIS, Hon. Denis
VERREAULT, Richard

Jonquière
 Orford
 Trois-Rivières
 Shefford

* A demissionné le 15 décembre 1978.
 Resigned 15 December 1978.

** Élu le 5 juillet 1978.
 Elected 5 July 1978.

INDEX DES PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Troisième session, 31^e Législature

A

ACCIDENTS DU TRAVAIL:—Loi modifiant la Loi des—, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 114.

ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE:—Loi concernant l'—. Projet de loi n° 25.

ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK:—Loi concernant les villages nordiques et l'—. Projet de loi n° 23.

AIDE SOCIALE:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi n° 118.

AMÉLIORATION DES FERMES:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi n° 13.

AMÉNAGEMENT:—Loi sur l'—, et l'urbanisme. Projet de loi n° 125.

Assemblée nationale:

Ajournement du 24 mars au 4 avril 1978, 161.

Ajournement du 23 juin au 3 octobre 1978, 545.

Argenteuil:—Mandat d'émettre un bref pour l'élection d'un député du district électoral d'—, 835.

Assemblée nationale:—Motion relative à l'absence de mesures permettant à l'—, de siéger, 461-463.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir «Documents de la Session» et «Questions et Réponses».

Assemblée nationale:—Suite

*Charron, M. Claude:—*Nommé leader intérimaire du gouvernement, 326.

*Charron, M. Claude:—*Nouveau leader du gouvernement, 549.

Conférence des leaders parlementaires pour le partage du temps, 136; 224; 239; 388; 579; 640; 687; 763; 964.

Décisions du Président, 79; 106; 116; 124; 159; 239; 434; 553; 582; 585; 598; 660; 665; 671; 768; 789; 917; 934; 943; 944; 963.

*Garneau, M. Raymond:—*Démission de—, député de Jean-Talon, 868.

*Jean-Talon:—*Mandat d'émettre un bref pour l'élection d'un député du district électoral de—, 886.

*L'Assemblée siège le lundi 8 mai à quinze heures:—*Motion adoptée, 270.

L'Assemblée suspend la séance faute de quorum, 461.

*Lavoie, M. Jean-Noël:—*Élu Président pour la séance du 2 mars 1978, 97.
M. Lavoie remet sa démission, 99.

*Mackasey, M. Bryce:—*Démission de—, député de Notre-Dame-de-Grâce, 222.

*Notre-Dame-de-Grâce:—*Mandat d'émettre un bref pour l'élection d'un député du district électoral de—, 243.

*Radiodiffusion et télédiffusion des débats:—*Motion priant l'Assemblée de permettre la—. Débat; amend. proposé; amend. adopté; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 224-226. Enregistrement des noms; motion adoptée, 228.

*Ralliement Créditiste:—*Changement de nom du parti, 713.

Règlement de l'Assemblée nationale amendé pour la durée de la session, 3; 58; 63-70.

*Règlement sessionnel de l'Assemblée nationale:—*Motion que le—, soit amendé; amend. proposé; débat ajourné, 627-630. Motion retirée, 650.

*Saindon, M. Zoël:—*Démission de—, député d'Argenteuil, 828.

Sanctions, 161; 242; 281; 352; 390; 424; 446; 510; 545; 717; 744; 795; 803; 909; 958; 967.

*Scowen, M. Reed:—*Élection de—, député de Notre-Dame-de-Grâce, 550.

Assemblée nationale:—Suite

Shaw, M. William:—Démission de—, du caucus de l'Union Nationale, 2.

ASSURANCE-MALADIE:—Loi modifiant la Loi de l'—, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 84.

ASSURANCE-PRÊTS AGRICOLES ET FORESTIERS:—Loi sur l'—. Projet de loi n° 11.

AUTOCHTONES CRIS ET INUIT:—Loi concernant les—. Projet de loi n° 34.

B

BEAUPORT:—Loi modifiant la charte de la Ville de—. Projet de loi n° 215.

BIENS CULTURELS:—Loi modifiant la Loi sur les—. Projet de loi n° 4.

Budgets et crédits:

Projets de loi nos 6; 47; 53; 122.

Budget déposé:—

Document n° 63, 143.

Document n° 499, 763.

CRÉDITS:

Commission plénière pour l'étude des crédits, 143; 159 (question de règlement soulevée); 160; 332; 351; 361; 801.

Rapports, 160; 351; 361; 802.

Motion:—«*Que l'étude des crédits de chacun des ministères soit déferée aux commissions élues appropriées, sauf l'étude des crédits de l'Assemblée nationale et toute autre qu'il sera jugé opportun de déférer à la commission plénière*». Motion adoptée, 143.

Séances des commissions permanentes de l'Assemblée nationale pour l'étude des crédits des ministères:

Commission des affaires culturelles, 273; 278; 281; 290.

Commission des affaires intergouvernementales, 444; 445.

Commission des affaires municipales, 246; 253; 265; 272.

Commission des affaires sociales, 387; 394; 400; 401; 404; 416.

Commission de l'agriculture, 211; 212; 218; 219; 223.

Budget et crédits:—Suite

Commission de l'Assemblée nationale, 358.

Commission des communications, 164; 170; 252; 266.

Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 184; 198; 203; 204; 207.

Commission des corporations professionnelles, 431.

Commission de l'éducation, 327; 328; 342; 347; 348; 349; 357; 358; 381; 387.

Commission de l'énergie, 401.

Commission des finances et des comptes publics, 313; 322.

Commission de la fonction publique, 247; 253.

Commission de l'immigration, 404.

Commission de l'industrie et du commerce, 387; 400.

Commission de la jeunesse, des loisirs et des sports, 223; 238; 239.

Commission de la justice, 206; 211; 212; 219; 223.

Commission de la présidence du conseil et de la constitution, 456.

Commission de la protection de l'environnement, 281; 290; 294.

Commission du revenu, 164.

Commission des richesses naturelles, 322; 327.

Commission des terres et forêts, 295; 303; 304; 313; 328.

Commission du tourisme, de la chasse et de la pêche, 348; 357; 358; 381; 382; 387.

Commission des transports, 184; 198; 203; 206; 207; 272.

Commission du travail et de la main-d'oeuvre, 303; 304.

Commission des travaux publics et de l'approvisionnement, 420.

Rapport groupant les rapports des commissions permanentes qui ont procédé à l'étude des crédits du budget 1978/79:—Déposé, 513 (*Document n° 305*). *Prise en considération du rapport; rapport adopté*, 545.

DISCOURS DU BUDGET:

Débat sur le discours du budget, 209. Reprise du débat; motion de censure proposée; débat ajourné, 219. Reprise du débat; débat ajourné, 323; 331; 343; 352. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 438. Enregistrement des noms; motion de censure rejetée après div.; motion princ. adoptée après div. 441.

C

CADASTRE DE LA CITÉ DE MONTRÉAL, QUARTIER SAINT-ANTOINE:—Loi concernant certains terrains du—. Projet de loi n° 283.

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT:—Loi modifiant la Loi des—, et la Loi des caisses d'entraide économique. Projet de loi n° 46.

CHICOUTIMI:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi n° 241.

CIMETIÈRE DE L'EST DE MONTRÉAL:—Loi modifiant la charte du—. Projet de loi n° 230.

CLUB DE GOLF MONTMAGNY INC.:—Loi concernant le—. Projet de loi n° 233.

CODE CIVIL:—Loi modifiant le—, et la Loi des déclarations des compagnies et sociétés. Projet de loi n° 75.

CODE DE LA ROUTE:—Loi modifiant le—. Projet de loi n° 86.

CODE DU TRAVAIL:—Loi modifiant le—. Projet de loi n° 59.

COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 8.

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE:—Nominations à la—, 855.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE:—Nomination de Mme Francine Fournier au poste de vice-président, 867.

COMMISSION DE TRANSPORT DE LA RIVE SUD DE MONTRÉAL:—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi constituant la—. Projet de loi n° 56.

COMMISSION SCOLAIRE DE BEAUPORT:—Loi concernant un immeuble de la—. Projet de loi n° 238.

Commissions de l'Assemblée nationale:

Commission des affaires culturelles:—Membres et intervenants nommés, 59. Rapport, 433.

Commission des affaires intergouvernementales:—Membres et intervenants nommés, 59. Rapport, 531.

La Commission siège pour entendre quatre groupes d'Inuit lors de l'étude du projet de loi n° 27, 469.

Commission des affaires municipales:—Membres et intervenants nommés, 60. Rapports, 482; 552; 664; 670; 806; 814.

Commission des affaires sociales:—Membres et intervenants nommés, 60. Rapports, 473; 682; 814; 837; 867; 916.

La Commission siège pour entendre les représentants de l'Association des chirurgiens dentistes du Québec. Rapport, 745.

Commission de l'agriculture:—Membres et intervenants nommés, 60. Rapports, 362; 433; 962.

La Commission siège pour étudier le projet de loi n° 90, Loi sur la protection du territoire agricole. Rapport, 880.

Commission de l'Assemblée nationale:—Instituée, 5. Membres nommés, 5. Rapports, 58; 491.

La Commission siège pour étudier les rapports du Protecteur du citoyen. Rapport, 664.

La Commission siège pour entendre les représentants des partis politiques sur le remaniement des districts électoraux. Rapport, 797.

La Commission siège pour étudier le fonctionnement des sociétés d'État québécoises. Rapport, 854.

La Commission siège pour étudier la réorganisation administrative de l'Assemblée nationale. Rapport, 884.

Commission des communications:—Membres et intervenants nommés, 60.

La Commission siège pour entendre les représentants de Radio-Québec, 291; 294.

Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Membres et intervenants nommés, 60. Rapports, 534; 551; 836; 950.

Commissions de l'Assemblée nationale:—Suite

Commission des corporations professionnelles:—Membres et intervenants nommés, 63.

Commission de l'éducation:—Membres et intervenants nommés, 60. Rapport, 533.

Commission de l'énergie:—Membres et intervenants nommés, 63. Rapports, 181; 429; 553 (Hydro-Québec).

Commission des engagements financiers:—Membres et intervenants nommés, 63.

Séances (Troisième session, 31^e Législature): 26 janvier, 23 février, 27 avril, 25 mai, 14 juin, 31 août, 28 septembre et 26 octobre 1978; 18 et 25 janvier 1979.

Commission des finances et des comptes publics:—Membres et intervenants nommés, 59. Rapports, 512; 699.

Commission de la fonction publique:—Membres et intervenants nommés, 61. Rapport, 473.

La Commission siège pour étudier le projet de loi n° 50, Loi sur la fonction publique. Rapport, 482.

Commission de l'immigration:—Membres et intervenants nommés, 61. Rapport, 714.

Commission de l'industrie et du commerce:—Membres et intervenants nommés, 61. Rapports, 293; 429; 805.

Commission de la jeunesse, des loisirs et des sports:—Membres et intervenants nommés, 63. Rapport, 720.

Commission de la justice:—Membres et intervenants nommés, 61. Rapports, 298; 346; 356; 531; 606; 638; 768; 791; 949.

La Commission siège pour étudier le projet de loi n° 39, Loi sur le recours collectif. Rapports, 129; 393.

Commission de la présidence du conseil et de la constitution:—Membres et intervenants nommés, 59.

La Commission siège pour étudier le projet de loi n° 92, Loi sur la consultation populaire, Rapport, 490.

La Commission siège pour étudier le dossier des discussions constitutionnelles. Rapport, 915.

Commissions de l'Assemblée nationale:—Suite

Commission de la protection de l'environnement:—Membres et intervenants nommés, 63. Rapports, 552; 623; 797; 837.

Commission du revenu:—Membres et intervenants nommés, 61. Rapport, 854.

Commission des richesses naturelles:—Membres et intervenants nommés, 61. Rapport, 761.

La Commission siège pour étudier le projet de loi n° 70, Loi constituant la Société nationale de l'amiante. Motion concernant le dépôt du rapport, 274. Rapport, 277.

Commission des terres et forêts:—Membres et intervenants nommés, 62. Rapport, 854.

Commission du tourisme, de la chasse et de la pêche:—Membres et intervenants nommés, 62. Rapport, 837.

Commission des transports:—Membres et intervenants nommés, 62. Rapports, 177; 491; 813.

Commission du travail et de la main-d'oeuvre:—Membres et intervenants nommés, 62. Rapports, 298; 491; 854; 915.

La Commission siège pour entendre les parties concernées dans le conflit au quotidien *Le Soleil*, 304; 313.

La Commission siège pour étudier le projet de loi n° 59, Loi modifiant le Code du travail. Rapports, 464; 533.

La Commission siège pour entendre les parties concernées par le conflit à la Commonwealth Plywood. Rapport, 733.

Commission des travaux publics et de l'approvisionnement:—Membres et intervenants nommés, 62.

Commissions élues permanentes:—Présidents des différentes—, nommés, 59. Modifications apportées dans la composition des—, 121; 141; 244; 357; 638; 652; 683; 700; 741.

Motion:—«Que la sous-commission constituée par la Commission de l'Assemblée nationale aux fins d'étudier certaines modifications à la Loi de la Législature, soit autorisée à siéger après l'ajournement d'été de la présente session avec tous les droits et privilèges accordés aux membres des commissions en vertu de la Loi de la Législature et des règlements qui en découlent.». Motion adoptée, 492.

COMMUNAUTÉ HELLÉNO-CANADIENNE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. Projet de loi n° 231.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—Loi modifiant la Loi de la—, et la Loi constituant la Commission de transport de la Rive sud de Montréal. Projet de loi n° 56.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. Projet de loi n° 104.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi de la—, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 38.

CONCILIATION ENTRE LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES:—Loi prolongeant certaines dispositions de la Loi modifiant la Loi pour favoriser la—, le Code civil et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 113.

CONSEIL DE LA MAGISTRATURE:—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile et instituant le—. Projet de loi n° 40.

CONSEIL RÉGIONAL DE ZONE DE LA BAIE JAMES:—Loi constituant le—. Projet de loi n° 26.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION:—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique et modifiant la Loi du—. Projet de loi n° 96.

CONSERVATION DE LA FAUNE:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 71.

CONSULTATION POPULAIRE:—Loi sur la—. Projet de loi n° 92.

CONVENTION DU NORD-EST QUÉBÉCOIS:—Loi approuvant la—. Projet de loi n° 42.

CÔTÉ, M. PIERRE-F.:—Nommé directeur général des élections, 129; 130; 308.

COURTAGE IMMOBILIER:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi n° 87.

CRÉDIT AGRICOLE:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi n° 12.

CRÉDIT AGRICOLE À LONG TERME PAR LES INSTITUTIONS PRIVÉES:—Loi favorisant le—. Projet de loi n° 10.

CRÉDIT À LA PRODUCTION AGRICOLE:—Loi modifiant la Loi favorisant le—. Projet de loi n° 14.

CRÉDIT AUX PÊCHERIES MARITIMES:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi n° 82.

CRÉDIT SPÉCIAL POUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES AU COURS DE PÉRIODES CRITIQUES:—Loi modifiant la Loi favorisant un—. Projet de loi n° 15.

D

Débats de fin de séance (en vertu de l'article 174 du règlement):

- M. Biron*:—Question concernant un télégramme relatif au projet de loi n° 116. Avis, 965. Débat, 967.
- M. Ciaccia*:—Question concernant la hausse des tarifs de l'Hydro-Québec. Avis, 667. Débat, 668.
- M. Dubois*:—Question concernant les saisies d'oeufs par FEDCO, Avis, 272. Débat, 276.
- M. Fontaine*:—Question concernant une réponse incomplète du ministre de la Justice. Avis; le Président refuse la tenue du débat, 660.
- M. Fontaine*:—Question concernant la disparition d'objets d'art. Avis, 708. débat, 711.
- M. Fontaine*:—Question concernant les modalités de l'éventuel retour du couple Cossette-Trudel. Avis, 758. Débat, 759.
- M. Lalonde*:—Question concernant l'assurance-automobile. Avis, 71. Débat, 74.
- M. Lalonde*:—Question concernant le règlement des dommages causés par le saccage de LG 2. Avis, 965. Débat, 967.
- M. Lavoie*:—Question concernant une subvention de \$45 millions accordée à la Ville de Laval. Avis, 706. Débat, 711.
- Mme Lavoie-Roux*:—Question concernant la qualité de la formation académique et professionnelle des physiothérapeutes. Avis, 695. Débat, 697.
- Mme Lavoie-Roux*:—Question sur le supplément de revenu aux personnes âgées en centre d'accueil. Avis, 945. Débat, 947.
- M. Raynauld*:—Question concernant la suppression de l'internat des étudiants en réhabilitation. Avis, 695. Débat, 697.
- M. Scowen*:—Question concernant l'existence d'un cartel de fabricants de chocolat. Avis, 710. Débat, 712.
- M. St-Germain*:—Question concernant le coût de la campagne publicitaire «La personne avant toute chose». Avis, 105. Débat, 107.

DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS:—Loi modifiant le Code civil et la Loi des—. Projet de loi n° 75.

Déclarations ministérielles:

- M. Burns*:—Déclaration concernant la télédiffusion des débats, 71.
- M. Charron*:—Déclaration concernant le Livre vert sur le loisir et le budget hors-normes par district électoral (document n° 153 déposé), 285.
- M. Lévesque (Taillon)*:—Déclaration concernant la souveraineté-association, 581.
- Mme Ouellette*:—Déclaration concernant l'octroi des contrats gouvernementaux, 623.
- M. Parizeau*:—Déclaration concernant la taxe de vente provinciale (document n° 107 déposé), 187 et 199.
- M. Parizeau*:—Déclaration concernant le contentieux Québec-Ottawa relativement à la taxe de vente. Ordre, 385. Déclaration, 389.
- M. Parizeau*:—Déclaration concernant les contenants non consignés, 399.
- M. Parizeau*:—Déclaration concernant une proposition en trois points visant à solutionner le différend sur la taxe de vente (document n° 231 déposé), 419.
- M. Parizeau*:—Déclaration concernant les \$186 millions que le gouvernement fédéral doit verser en compensation des coupures apportées à la taxe de vente, 511.
- M. Parizeau*:—Déclaration concernant certaines modifications à apporter aux lois fiscales suite à la législation adoptée par le gouvernement fédéral, 663.
- M. Parizeau*:—Déclaration concernant la déduction de certains frais de repas et de logement, 681.
- M. Parizeau*:—Déclaration concernant la politique de paiement des fournisseurs du gouvernement, 797.
- M. Parizeau*:—Déclaration concernant l'acquisition des actions de la Société Asbestos Limitée (document n° 526 déposé), 823.
- M. Parizeau*:—Déclaration concernant l'harmonisation des régimes d'imposition fédéral et provincial, 883.
- Mme Payette*:—Déclaration concernant la Journée internationale de la femme, 109.

Déclarations ministérielles:—Suite

Mme Payette:—Déclaration concernant l'offre d'achat des actions du Crédit foncier franco-canadien, 786.

DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE LA BAIE JAMES:—Loi modifiant la Loi d'Hydro-Québec et la Loi du—. Projet de loi n° 41.

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES:—Loi concernant certaines—. Projet de loi n° 20.

DIVISION TERRITORIALE:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 74.

Documents de la session:

Achats:—Quels sont les noms et fonctions des membres de la Commission interministérielle permanente des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 91. (*Document n° 20.*)

Administrateurs agréés:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1977/78. Déposé, 669. (*Document n° 443.*)

Aéroport de Mirabel:—Entente Canada-Québec concernant l'—. Déposé, 181. (*Document n° 96.*)

Affaires culturelles:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1976/77. Déposé, 257. (*Document n° 137.*)

Affaires culturelles:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1977/78. Déposé, 512. (*Document n° 301.*)

Affaires intergouvernementales:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1976/77. Déposé, 441. (*Document n° 241.*)

Affaires municipales:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1977/78. Déposé, 714. (*Document n° 471.*)

Affaires sociales:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1976/77. Déposé, 137. (*Document n° 60.*)

Agence de presse:—Rapport préparé par Multi-Reso Inc. sur l'utilité d'une—, au Québec. Déposé, 663. (*Document n° 435.*)

Agences de sécurité:—Copie du rapport sur les—. Déposé, 678. (*Document n° 450.*)

Agriculture:—Copie d'un rapport sur l'utilisation du territoire agricole. Déposé, 175. (*Document n° 84.*)

Agriculture:—Rapport annuel du ministère de l'—, pour 1976/77. Déposé, 201. (*Document n° 109.*)

Agriculture:—Le ministère de l'—, a-t-il versé des honoraires à d'autres professionnels que ceux régis par la Fonction publique. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 614. (*Document n° 381.*)

Agriculture:—Combien de terres ont été achetées en vertu de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement de l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 895. (*Document n° 576.*)

Agriculture:—Le Ministre a-t-il affirmé que des programmes régionaux de développement de l'—, seraient mis en application dans toutes les régions périphériques du Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 897. (*Document n° 578.*)

Agro-alimentaire:—Document de travail sur l'industrie—. Déposé, 141. (*Document n° 61.*)

Agro-centres:—Combien d'—, ont été construits par le gouvernement au cours des cinq dernières années. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 173. (*Document n° 82.*)

Agronomes:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année se terminant le 31 mars 1978. Déposé, 657. (*Document n° 428.*)

Aliments et boissons:—Combien de nouvelles usines se sont établies au Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 408. (*Document n° 219.*)

Ambulance:—Document concernant les revendications de la Corporation des Services d'—. Déposé, 187. (*Document n° 99.*)

Aménagement:—Document signé par le Ministre d'État à l'—, concernant l'harmonisation de la Loi sur la protection du territoire agricole et la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Déposé, 884. (*Document n° 570.*)

Aménagement:—Copie de l'étude effectuée à la demande du Ministre d'État à l'—, concernant les conseils de comté. Déposés, 784 et 873. (*Documents n°s 509 et 565.*)

Aménagement de la forêt:—Le plan global d'—, est-il maintenant complété. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 871. (*Document n° 561.*)

Amiante:—Mémoire de l'ex-Ministre des Richesses naturelles, intitulé: *Vers une politique québécoise de l'—*. Déposé, 107. (*Document n° 37.*)

Documents de la session:—Suite

*Amiante:—*Document déposé par le Ministre des Richesses naturelles lors de l'étude du projet de loi n° 70. Déposé, 127. (*Document n° 51.*)

*Amiante:—*Copie d'une lettre au sujet d'une résolution de la Corporation du conseil de comté d'Arthabaska sur la politique d'—. Déposé, 274. (*Document n° 149.*)

*Amiante:—*Un communiqué émis par General Dynamics concernant les actions de la Société Asbestos Limitée. Déposé, 578. (*Document n° 355.*)

*Amiante:—*Copie d'un arrêté en conseil concernant le paiement d'actions de la Société nationale de l'—. Déposé, 755. (*Document n° 494.*)

*Amiante:—*Rapport préparé par Kidder, Peabody & Co. Inc., sur l'évaluation de la Société Asbestos Limitée. Déposé, 827. (*Document n° 527.*)

*Amiante:—*Sommaire de l'étude de Kidder, Peabody & Co. Inc. sur la juste valeur marchande des actions de la Société Asbestos Limitée. Déposé, 823. (*Document n° 526.*)

*Amiantose:—*Rapport du Comité spécial sur l'—. Déposé, 420. (*Document n° 234.*)

*Amiantose:—*Correction apportée à la préface du rapport du Comité spécial sur l'—. Déposé, 441. (*Document n° 240.*)

*Amnistie Internationale:—*Pétition concernant les droits de l'homme en Afrique du Sud présentée par—. Déposé, 147. (*Document n° 66.*)

*Amqui:—*Copie de toute correspondance concernant la construction d'un centre de criblage, de séchage et d'entreposage du grain à—. Déposé, 311. (*Document n° 170.*)

*Angers:—*Copie de toute correspondance concernant l'établissement d'une école élémentaire à—. Déposé, 704. (*Document n° 466.*)

*Annonces, appels d'offres, etc.:—*Un état indiquant les montants que les ministères ont payé à titre d'—. Déposé, 503. (*Document n° 292.*)

*Anse à l'Orme:—*Quelle décision a été prise concernant la construction de l'intercepteur sud à l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 897. (*Document n° 579.*)

*Architectes:—*Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1977/78. Déposé, 355. (*Document n° 193.*)

Documents de la session:—Suite

Argenteuil:—Mandat au Directeur général des élections d'émettre un bref pour l'élection d'un député du district électoral d'—. Déposé, 835. (Document n° 531.)

Arpenteurs-géomètres:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1977/78. Déposé, 853. (Document n° 550.)

Assainissement des eaux de la région de Montréal:— Entente auxiliaire Canada-Québec sur l'—. Déposé, 168. (Document n° 79.)

Association économique:—Série d'études sur des expériences étrangères d'intégration économique. Déposé, 775. (Document n° 503.)

Assurance automobile:—Quel a été le coût de la campagne publicitaire sur la mise en application de la Loi sur l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 112. (Document n° 44.)

Assurance automobile:—Règlements concernant l'—. Déposé, 113. (Document n° 45.)

Assurance automobile:—Documents publicitaires concernant l'—. Déposé, 113. (Document n° 46.)

Assurance automobile:—Communiqué de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec relativement au régime d'—. Déposé, 178. (Document n° 92.)

Assurance automobile:—Copie de la correspondance échangée entre la Régie de l'assurance automobile et l'Association des courtiers d'assurances. Déposé, 178. (Document n° 93.)

Assurance automobile:—Ententes intervenues entre la Régie et la Commission des accidents du travail. Déposé, 206. (Document n° 115.)

Assurance automobile:—Copie d'une lettre de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec adressée à Mme Lise Payette concernant l'—. Déposé, 243. (Document n° 134.)

Assurance automobile:—Premier rapport annuel de la Régie de l'—, pour 1977/78. Déposé, 490. (Document n° 274.)

Assurance automobile:—Rapport complet sur les activités de la Régie de l'—. Déposé, 575. (Document n° 352.)

Assurance automobile:—Quelle somme totale la Régie a-t-elle versée en indemnités pour dommages corporels. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 846. (Document n° 545.)

Documents de la session:—Suite

Assurance-maladie:—Combien le gouvernement a-t-il versé dans la caisse de l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 524. (*Document n° 308.*)

Assurances:—À quelles compagnies le gouvernement a-t-il accordé des contrats d'—. (Questions transformées en motions pour dépôts de documents). Déposés, 236, 262, 263, 288, 379, 411, 412, 452, 453, 524, 525, 570 et 703. (*Documents n°s 129, 142, 143, 144, 155, 205, 223, 224, 225, 244, 245, 246, 309, 310, 343 et 464.*) Voir aussi *Questions et Réponses*.

Assurances des installations olympiques:—À qui la Régie a-t-elle confié les divers types d'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 498. (*Document n° 281.*)

Audioprothésistes:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1977/78. Déposé, 648. (*Document n° 414.*)

Automobiles:—Combien d'—, le gouvernement a-t-il achetées ou louées. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 571. (*Document n° 345.*)

Avantages sociaux:—Rapport final du Comité sur la non-discrimination dans les—. Déposé, 467. (*Document n° 252.*)

Ayerst, McKenna and Harrison Ltd.:—Le gouvernement a-t-il fait des représentations auprès de la firme—, avant qu'elle ne déménage ses laboratoires de Montréal à Winnipeg. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 173. (*Document n° 81.*)

Baie James:—Le gouvernement est-il en mesure de mieux contrôler le coût des travaux de la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 612. (*Document n° 378.*)

Baie Trinité:—Quels sont les objectifs de la Société d'aménagement et d'exploitation des ressources récréatives et touristiques de la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 378. (*Document n° 203.*)

Banque Royale du Canada:—Copie de toute correspondance concernant le déménagement du siège social de la—. Déposé, 94. (*Document n° 26.*)

Barreau du Québec:—Rapport annuel du—, pour 1977/78. Déposé, 490. (*Document n° 271.*)

Barreau du Québec:—Errata à joindre au rapport annuel 1977/78 du—. Déposé, 643. (*Document n° 411.*)

Documents de la session:—Suite

Baux relatifs à la location de bureaux aux États-Unis:—Copie des—, Déposé, 727. (Document n° 481.)

Beaudoin, Mlle Louise:—Combien de voyages Mlle Beaudoin a-t-elle faits depuis le 15 novembre 1976. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 899. (Document n° 582.)

Blondin, M. René:—Lettre concernant la convocation de—, devant le Tribunal du travail au sujet du projet de loi n° 45. Déposé, 345. (Document n° 190.)

Boisé des Franciscaines:—Avis du Conseil consultatif de l'environnement concernant le—. Déposé, 658. (Document n° 431.)

Bonin, M. Bernard:—Études effectuées sous l'autorité de—. Déposés, 601, 775 et 884. (Documents n°s 374, 503 et 569.)

Bourses accordées par le ministère de l'Éducation:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 75. (Document n° 10.)

Bref pour l'élection d'un député du district électoral d'Argenteuil:—Mandat adressé au Directeur général des élections pour émettre un—. Déposé, 835. (Document n° 531.)

Bref pour l'élection d'un député du district électoral de Jean-Talon:—Mandat adressé au Directeur général des élections pour émettre un—. Déposé, 886. (Document n° 574.)

Bref pour l'élection d'un député du district électoral de Notre-Dame-de-Grâce:—Mandat adressé au Directeur général des élections pour émettre un—. Déposé, 243. (Document n° 133.)

Budget:—Dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979. Déposé, 143. (Document n° 63.)

Budget supplémentaire (n° 1):—Déposé, 763. (Document n° 499.)

Budget hors-normes des loisirs:—La liste des organismes qui ont reçu des subventions. Déposé, 503. (Document n° 291.)

Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain:—Rapport en date du 30 septembre 1977. Déposé, 177. (Document n° 89.)

Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain:—Rapport en date du 31 mars 1978. Déposé, 177. (Document n° 90.)

Documents de la session:—Suite

- Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain:—*Dernier rapport semi-annuel, au 29 septembre 1978. Déposé, 601. (*Document n° 375.*)
- Cadbury:—*Rapport du Comité technique sur l'avenir de l'entreprise—. Déposé, 707. (*Document n° 469.*)
- Cafétérias des édifices gouvernementaux:—*Copie du contrat concernant les—. Déposé, 269. (*Document n° 148.*)
- Cahiers du patrimoine:—*Les—, sur les monuments et sites historiques du Québec. Déposé, 257. (*Document n° 138.*)
- Caisse de dépôt et placement:—*Rapport annuel pour 1977. Déposé, 149. (*Document n° 68.*)
- Caisses populaires, secteur est de Montréal:—*Copie d'un télégramme adressé à Mme Payette concernant le projet de loi n° 46. Déposé, 509. (*Document n° 295.*)
- Canadian Industries Ltd.:—*Copie de toute correspondance concernant le déménagement éventuel en Ontario de l'usine d'engrais de McMasterville. Déposé, 93. (*Document n° 24.*)
- Canron Ltée:—*Est-il vrai qu'un contrat de 6 500 tonnes de tuyau a été octroyé à—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 569. (*Document n° 342.*)
- Cégeps:—*Quel est le nombre d'étudiants qui ont terminé leurs études dans chacun des—, en 1977 (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 111. (*Document n° 43.*)
- Centre d'accueil Jeanne-Mance:—*Copie des budgets d'administration du Centre hospitalier Saint-Joseph, du Centre hospitalier du Frère André et du—. Déposé, 530. (*Document n° 317.*)
- Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ):—*Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 467. (*Document n° 252.*)
- Centre hospitalier Saint-Joseph:—*Copie des budgets d'administration du—, du Centre hospitalier du Frère André et du Centre d'accueil Jeanne-Mance. Déposé, 530. (*Document n° 317.*)
- Centres d'accueil pour personnes âgées:—*Existe-t-il un arrêté en conseil pour favoriser la réalisation de certains—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 653. (*Document n° 423.*)

Documents de la session:—Suite

Centres-villes:—Le MIC a-t-il élaboré un programme d'assistance technique et financière relativement au réaménagement des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 90. (*Document n° 19.*)

Centres-villes:—Quelles sont les associations de commerçants de—, qui reçoivent une aide technique du MIC. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 234. (*Document n° 127.*)

Céréales:—Avec combien d'industriels le gouvernement a-t-il entamé des négociations concernant le séchage et l'entreposage de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 194. (*Document n° 100.*)

Chantiers de construction isolés:—Copie du rapport final sur les conditions de vie sur les—. Déposé, 847. (*Document n° 547.*)

Charlottetown:—Déclarations faites par le Ministre des Communications du Québec à—. Déposé, 163. (*Document n° 74.*)

Chemins:—Quel est le montant des subventions accordées pour l'amélioration des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 569. (*Document n° 341.*)

Chemins à vocation agricole:—Liste des subventions versées à différentes municipalités dans le cadre du programme d'aide aux—. Déposé, 176. (*Document n° 87.*)

Chemins d'hiver:—Y a-t-il eu des changements d'entrepreneurs pour l'entretien des—, dans certains districts électoraux. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 725. (*Document n° 478.*)

Chemins municipaux:—La liste des subventions versées dans le cadre du programme d'aide aux—. Déposé, 574. (*Document n° 349.*)

Chimistes:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1977/78. Déposé, 691. (*Document n° 456.*)

Chiropraticiens:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1977. Déposé, 211. (*Document n° 117.*)

Chiropraticiens:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1977/78. Déposé, 691. (*Document n° 457.*)

Clubs privés:—La liste de tous les—. Déposé, 264. (*Document n° 145.*)

Documents de la session:—Suite

Code civil:—Rapport de l'Office de révision du—. Déposé, 481. (Document n° 258.)

Code du travail:—Rapport de M. André Thibaudeau concernant la création d'une commission d'étude et de révision du—. Déposé, 648. (Document n° 416.)

COFIRENTES:—Rapport du Comité d'étude sur le financement du Régime de rentes du Québec. Déposé, 121. (Document n° 50.)

Collection Coverdale:—Quelle décision le gouvernement a-t-il prise concernant la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 498. (Document n° 282.)

Collège de Limoilou:—Copie d'une lettre de M. Jacques-Yvan Morin au conseil d'administration du—, concernant l'état de la pédagogie dans ce collège. Déposé, 147. (Document n° 67.)

Comité de travail sur la concentration de la presse écrite:—Rapport du—. Déposé, 81. (Document n° 17.)

Comité d'étude sur les foyers de groupe:—Rapport du—. Déposé, 616. (Document n° 385.)

Comité interministériel sur les services d'accueil à la petite enfance:—Rapport en date de février 1978. Déposé, 582. (Document n° 360.)

Comité organisateur de la fête nationale du Québec:—Rapport annuel pour l'exercice terminé le 31 juillet 1978. Déposé, 883. (Document n° 567.)

Comité sur la non-discrimination dans les avantages sociaux:—Rapport final du—. Déposé, 467. (Document n° 252.)

Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles:—Rapport annuel pour 1977. Déposé, 658. (Document n° 432.)

Commission administrative du régime de retraite du Québec:—Rapport annuel pour 1977. Déposé, 551. (Document n° 328.)

Commission consultative de l'enseignement privé:—Rapport pour la période du 1^{er} juillet 1975 au 1^{er} septembre 1976. Déposé, 129. (Document n° 53.)

Commission consultative de l'enseignement privé:—Rapport pour la période du 1^{er} septembre 1976 au 30 juin 1977. Déposé, 129. (Document n° 54.)

Documents de la session:—Suite

Commission de la fonction publique:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 691. (Document n° 458.)

Commission d'enquête sur le coût des Jeux olympiques:—Rapport de la—. Déposé, 297. (Document n° 160.)

Commission de police:—Rapport annuel pour 1977. Déposé, 285. (Document n° 154.)

Commission de régie interne de l'Assemblée nationale:—Copie d'un arrêté en conseil nommant Mme Jocelyne Ouellette commissaire. Déposé, 110. (Document n° 42.)

Commission de régie interne de l'Assemblée nationale:—Copie de deux arrêtés en conseil nommant trois commissaires et trois commissaires suppléants. Déposé, 76. (Document n° 14.)

Commission de régie interne de l'Assemblée nationale:—Amendement à la résolution 349-78. Déposé, 767. (Document n° 501.)

Commission des accidents du travail:—Rapport annuel pour 1977. Déposé, 177. (Document n° 88.)

Commission des affaires sociales:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 670. (Document n° 446.)

Commission des biens culturels:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 345. (Document n° 189.)

Commission des biens culturels:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 699. (Document n° 460.)

Commission des droits de la personne:—Lettre de démission de M. Maurice Champagne-Gilbert à titre de vice-président de la—. Déposé, 98. (Document n° 31.)

Commission des droits de la personne:—Copie d'une lettre du Président de la—, concernant un emploi occasionnel de voirie. Déposé, 298. (Document n° 162.)

Commission des droits de la personne:—Rapport annuel pour 1977. Déposé, 512. (Document n° 303.)

Commission des services juridiques:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 681. (Document n° 451.) . .

Documents de la session:—Suite

Commission de surveillance de la langue française:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 961. (Document n° 604.)

Commission des transports:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 512. (Document n° 300.)

Commission d'étude et de consultation sur la révision du régime des négociations collectives dans les secteurs public et parapublic:—Rapport de la—. Déposé, 56. (Document n° 1.)

Commission de l'Assemblée nationale:—Rapport de la—, qui a siégé pour désigner les membres des commissions permanentes, pour discuter de la diffusion des délibérations parlementaires et pour adopter une résolution concernant les occasionnels. Déposé, 58. (Document n° 8.)

Commission de l'Assemblée nationale:—Rapport de la—, qui a siégé le 20 juin 1978. Déposé, 491. (Document n° 277.)

Commission de l'Assemblée nationale:—Rapport de la—, qui a siégé aux fins d'étudier les rapports du Protecteur du citoyen. Déposé, 664. (Document n° 438.)

Commission de l'Assemblée nationale:—Rapport de la—, qui a siégé pour entendre les représentants des partis politiques sur le remaniement des districts électoraux. Déposé, 797. (Document n° 514.)

Commission de l'Assemblée nationale:—Rapport de la—, qui a étudié le fonctionnement des sociétés d'État québécoises. Déposé, 854. (Document n° 555.)

Commission de l'Assemblée nationale:—Rapport de la—, qui a étudié la réorganisation administrative de l'Assemblée nationale. Déposé, 884. (Document n° 573.)

Commission permanente des affaires culturelles:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 4. Déposé, 433. (Document n° 238.)

Commission permanente des affaires intergouvernementales:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 23, 24, 25, 26, 27, 32, 33, 34 et 42. Déposé, 531. (Document n° 319.)

Commission permanente des affaires municipales:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 44. Déposé, 482. (Document n° 262.)

Commission permanente des affaires municipales:—Rapports de la—, qui a étudié le projet de loi n° 38. Déposés, 552 et 664. (Documents nos 333 et 439.)

Documents de la session:—Suite

- Commission permanente des affaires municipales:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 66 et 79. Déposé, 670. (Document n° 447.)*
- Commission permanente des affaires municipales:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés nos 218, 241, 259, 264, 271 et 274. Déposé, 806. (Document n° 518.)*
- Commission permanente des affaires municipales:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés nos 209, 268 et 272 et qui a entendu les parties concernées par le projet de loi n° 106. Déposé, 814. (Document n° 522.)*
- Commission permanente des affaires sociales:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 9. Déposé, 473. (Document n° 256.)*
- Commission permanente des affaires sociales:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 73. Déposé, 682. (Document n° 455.)*
- Commission permanente des affaires sociales:—Rapport de la—, qui a siégé pour entendre les représentants de l'Association des chirurgiens dentistes du Québec. Déposé, 745. (Document n° 490.)*
- Commission permanente des affaires sociales:—Rapports de la—, qui a étudié le projet de loi n° 84. Déposés, 814 et 916. (Documents nos 523 et 588.)*
- Commission permanente des affaires sociales:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 117 et 118. Déposé, 837. (Document n° 538.)*
- Commission permanente des affaires sociales:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 103. Déposé, 867. (Document n° 558.)*
- Commission permanente de l'agriculture:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi nos 10, 11, 12, 13, 14 et 15. Déposé, 362. (Document n° 197.)*
- Commission permanente de l'agriculture:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 7. Déposé, 433. (Document n° 237.)*
- Commission permanente de l'agriculture:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 90, Loi sur la protection du territoire agricole. Déposé, 880. (Document n° 566.)*
- Commission permanente de l'agriculture:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 116. Déposé, 962. (Document n° 607.)*

Documents de la session:—Suite

Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 204. Déposé, 534. (Document n° 323.)

Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés n°s 201, 223, 230, 236, 247 et 263. Déposé, 551. (Document n° 331.)

Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 72. Déposé, 836. (Document n° 535.)

Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés n°s 233 et 269. Déposé, 950. (Document n° 601.)

Commission permanente de l'éducation:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 246. Déposé, 533. (Document n° 322.)

Commission permanente de l'énergie:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 98. Déposé, 181. (Document n° 95.)

Commission permanente de l'énergie:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 41. Déposé, 429. (Document n° 235.)

Commission permanente de l'énergie:—Rapport de la— qui a étudié les rapports de l'Hydro-Québec et de la Société d'énergie de la Baie James. Déposé, 553. (Document n° 334.)

Commission permanente des finances et des comptes publics:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 55. Déposé, 512. (Document n° 304.)

Commission permanente des finances et des comptes publics:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi n°s 61, 62, 63, 64 et 68. Déposé, 699. (Document n° 461.)

Commission permanente de la fonction publique:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 60. Déposé, 473. (Document n° 257.)

Commission permanente de la fonction publique:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 50. Déposé, 482. (Document n° 263.)

Commission permanente de l'immigration:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 77. Déposé, 714. (Document n° 472.)

Documents de la session:—Suite

Commission permanente de l'industrie et du commerce:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 21. Déposé, 293. (Document n° 159.)

Commission permanente de l'industrie et du commerce:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 37. Déposé, 429. (Document n° 236.)

Commission permanente de l'industrie et du commerce:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 108. Déposé, 805. (Document n° 517.)

Commission permanente de la jeunesse, des loisirs et des sports:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 83. Déposé, 720. (Document n° 475.)

Commission permanente de la justice:—Rapports de la—, qui a étudié le projet de loi n° 39. Déposés, 129 et 393. (Documents nos 55 et 213.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 5. Déposé, 298. (Document n° 164.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 85. Déposé, 346. (Document n° 191.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 95. Déposé, 356. (Document n° 196.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 40. Déposé, 531. (Document n° 320.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés nos 221, 238, 240 et 265. Déposé, 606. (Document n° 377.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 75. Déposé, 638. (Document n° 407.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 20. Déposé, 768. (Document n° 502.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 76. Déposé, 791. (Document n° 513.)

Commission permanente de la justice:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi privés nos 266 et 283. Déposé, 949. (Document n° 600.)

Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 92. Déposé, 490. (Document n° 276.)

Documents de la session:—Suite

Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution:—Rapport de la—, qui a siégé pour examen du dossier des discussions constitutionnelles. Déposé, 915. (Document n° 586.)

Commission permanente de la protection de l'environnement:—Rapports de la—, qui a étudié le projet de loi n° 69. Déposés, 552 et 837. (Documents n°s 332 et 537.)

Commission permanente de la protection de l'environnement:—Rapport de la—, qui a siégé aux fins d'entendre les mémoires concernant le projet de règlement relatif aux exploitations de production animale. Déposé, 623. (Document n° 392.)

Commission permanente de la protection de l'environnement:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 30. Déposé, 797. (Document n° 515.)

Commission permanente de la réforme des districts électoraux:—Cinquième rapport. Déposé, 76. (Document n° 15.)

Commission permanente du revenu:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 67. Déposé, 854. (Document n° 556.)

Commission permanente des richesses naturelles:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 70. Déposé, 277. (Document n° 151.)

Commission permanente des richesses naturelles:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 78. Déposé, 761. (Document n° 498.)

Commission permanente des terres et forêts:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 29. Déposé, 854. (Document n° 554.)

Commission permanente du tourisme, de la chasse et de la pêche:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 28. Déposé, 837. (Document n° 536.)

Commission permanente des transports:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 1. Déposé, 177. (Document n° 91.)

Commission permanente des transports:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 56. Déposé, 491. (Document n° 278.)

Commission permanente des transports:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 86. Déposé, 813. (Document n° 521.)

Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre:—Rapport de la—, qui a étudié les projets de loi n°s 16, 17 et 18. Déposé, 298. (Document n° 163.)

Documents de la session:—Suite

- Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 59. Déposé, 464. (Document n° 250.)*
- Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 52. Déposé, 491. (Document n° 279.)*
- Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 59. Déposé, 533. (Document n° 321.)*
- Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre:—Rapport de la—, qui a siégé pour entendre les parties concernées par le conflit à la compagnie Commonwealth Plywood. Déposé, 733. (Document n° 485.)*
- Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 114. Déposé, 854. (Document n° 553.)*
- Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre:—Rapport de la—, qui a étudié le projet de loi n° 110. Déposé, 915. (Document n° 587.)*
- Commissions:—Liste des—, délivrées aux employés publics en 1977. Déposé, 205. (Document n° 111.)*
- Commissions d'enquête, etc.:—Copie des arrêtés en conseil concernant la création de—, Déposé, 289. (Document n° 158.)*
- Commissions permanentes:—Rapport groupant les rapports des—, qui ont procédé à l'étude des crédits du budget 1978/79. Déposé, 513. (Document n° 305.)*
- Commonwealth Plywood:—Rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre qui a siégé pour entendre les parties concernées par le conflit à la—. Déposé, 733. (Document n° 485.)*
- Communications:—Déclarations faites par le Ministre des—, à Charlottetown. Déposé, 163. (Document n° 74.)*
- Communications:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1976/77. Déposé, 181. (Document n° 94.)*

Documents de la session:—Suite

- Communications Québec*:—Quels sont les noms des fonctionnaires de—, qui ont accompagné chaque ministre lors de la tournée effectuée à l'automne 1977. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 501. (*Document n° 287.*)
- Complexe portuaire et pétrolier*:—Copie de l'étude préparée par Surveyer, Nenniger, Chênevert en collaboration avec Sirtec concernant la localisation d'un—. Déposé, 633. (*Document n° 399.*)
- Comptables agréés*:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1977/78. Déposé, 512. (*Document n° 298.*)
- Comptables en administration industrielle*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1977/78. Déposé, 658. (*Document n° 430.*)
- Comptables généraux licenciés*:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1977/78. Déposé, 648. (*Document n° 415.*)
- Comptes économiques du Québec*:—Revenus et dépenses et estimations annuelles 1961-1976. Déposé, 393. (*Document n° 211.*)
- Comptes publics du gouvernement du Québec*:—Volumes 2 des—, pour 1976/77. Déposé, 57. (*Document n° 6.*)
- Comptes publics du gouvernement du Québec*:—Volumes 1 et 2 des—, pour l'année financière terminée le 31 mars 1978. Déposé, 835. (*Document n° 532.*)
- Concentration de la presse écrite*:—Rapport du Comité de travail sur la—. Déposé, 81. (*Document n° 17.*)
- Concorbec Inc.*:—Le ministère des Transports a-t-il accordé des contrats à—, pour du concassage de gravier. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 573. (*Document n° 347.*)
- Condition féminine*:—Livre noir de la Fédération des Femmes du Québec sur la—, au Québec. Déposé, 277. (*Document n° 152.*)
- Conférence fédérale-provinciale*:—Copie de la correspondance échangée à la suite de la—, sur l'habitation et les services communautaires. Déposé, 325. (*Document n° 177.*)
- Conseil consultatif de l'environnement*:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 146. (*Document n° 65.*)

Documents de la session:—Suite

Conseil consultatif de l'environnement:—Avis du—, concernant le boisé des Franciscaines. Déposé, 658. (Document n° 431.)

Conseil consultatif de l'environnement:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 867. (Document n° 557.)

Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 597. (Document n° 371.)

Conseil de la langue française:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 883. (Document n° 568.)

Conseil de la protection du consommateur:—Rapport annuel pour 1978. Déposé, 949. (Document n° 599.)

Conseil des affaires sociales et de la famille:—Études et avis sur la situation des familles québécoises. Déposé, 558. (Document n° 340.)

Conseil des affaires sociales et de la famille:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 558. (Document n° 339.)

Conseil des universités:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 128. (Document n° 52.)

Conseil du statut de la femme:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 97. (Document n° 30.)

Conseil du statut de la femme:—Rapport intitulé: Pour les Québécoises: égalité et indépendance. Déposé, 630. (Document n° 394.)

Conseil interprofessionnel du Québec:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 490. (Document n° 272.)

Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 699. (Document n° 459.)

Conseil supérieur de l'éducation:—Rapport annuel sur l'état et les besoins de l'éducation pour 1976/77. Déposé, 227. (Document n° 124.)

Conseil supérieur de l'éducation:—Rapport annuel des activités du—, pour 1976/77. Déposé, 332. (Document n° 179.)

Conseil supérieur de l'éducation:—Rapport annuel sur l'état et les besoins de l'éducation, pour 1977/78. Déposé, 791. (Document n° 511.)

Conseil supérieur de l'éducation:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 791. (Document n° 512.)

Documents de la session:—Suite

Conseils régionaux de la santé et des services sociaux:—Rapports annuels pour 1977. Déposé, 601. (Document n° 373.)

Conseillers d'orientation:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1977/78. Déposé, 489. (Document n° 265.)

Conseillers en relations industrielles:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1977/78. Déposé, 489. (Document n° 268.)

Consommateurs, Coopératives et Institutions financières:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1976/77. Déposé, 115. (Document n° 49.)

Consommateurs, Coopératives et Institutions financières:—Rapport du ministère des—, pour 1977/78. Déposé, 664. (Document n° 436.)

Constitution du Canada:—Extrait d'un rapport du Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des Communes sur la—. Déposé, 299. (Document n° 165.)

Construction:—Règlement n° 9 relatif au scrutin des salariés de la—. Déposé, 637. (Document n° 405.)

Contrat d'entretien et de nettoyage:—Le gouvernement a-t-il accordé un—, des locaux du ministère des Transports, à Papineauville. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 92. (Document n° 22.)

Contrats de publicité:—Réponses à des questions orales concernant les—, du gouvernement. Déposé, 221. (Document n° 119.)

Convention de la Baie James et du Nord québécois:—Copie des conventions complémentaires n°s 1, 2 et 3. Déposé, 206. (Document n° 114.)

Convention de la Baie James et du Nord québécois:—Convention complémentaire n° 4. Déposé, 619. (Document n° 387.)

Convention de la Baie James et du Nord québécois:—Proclamations concernant l'entrée en vigueur des conventions complémentaires n°s 1, 2 et 3. Déposé, 221. (Document n° 122.)

Convention du Nord-Est québécois:—Copie de la—, concernant les Naskapis. Déposé, 206. (Document n° 113.)

Coopérative agricole de Rivière-du-Loup:—Copie de toute correspondance se rapportant à une subvention accordée à la—, en vue d'établir un système de séchage et d'entreposage du grain. Déposé, 616. (Document n° 386.)

Documents de la session:—Suite

Coopérative laitière du Sud:—La—, à Sainte-Claire, a-t-elle reçu une aide financière du gouvernement. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 529. (Document n° 316.)

Coopératives:—Répertoire des—, du Québec. Déposé, 385. (Document n° 209.)

Cour suprême du Canada et le partage des compétences:—Étude préparée par M. Gilbert L'Écuyer. Déposé, 601. (Document n° 374.)

Crise d'octobre 1970:—Correspondance concernant les mandats confiés pour recueillir des renseignements sur la—. Déposé, 650. (Document n° 422.)

Cueillette de bleuets et de tabac:—Quel est le nombre d'étudiants qui ont été engagés pour la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 845. (Document n° 544.)

Curateur public:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 57. (Document n° 5.)

Curateur public:—Rapport annuel pour 1977. Déposé, 511. (Document n° 297.)

Déficit olympique:—Copie de toute correspondance au sujet d'une participation du gouvernement fédéral au—. Déposé, 502. (Document n° 288.)

Délégation générale du Québec à New York:—Communiqué émanant de la—, concernant les sièges sociaux à Montréal. Déposé, 723. (Document n° 477.)

Délibérations parlementaires:—Rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a siégé pour désigner les membres des commissions permanentes et pour discuter de la diffusion des—. Déposé, 58. (Document n° 8.)

Dentistes:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1977/78. Déposé, 657. (Document n° 429.)

Denturologistes:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1977/78. Déposé, 581. (Document n° 359.)

Dépliants, brochures, etc.:—La liste de tous les—, publiés par chaque ministère, office, etc. Déposé, 847. (Document n° 546.)

Documents de la session:—Suite

Développement culturel:—Livre blanc sur la politique québécoise du—. Déposé, 399. (*Document n° 214.*)

Déversement des eaux usées de la Donohue:—Réponse à une question orale de M. Lamontagne concernant le—. Déposé, 103. (*Document n° 35.*)

Diagramme de l'Assemblée nationale:—Déposé, 551. (*Document n° 326.*)

Dietétistes:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1977/78. Déposé, 590. (*Document n° 362.*)

Diffusion des délibérations parlementaires:—Rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a siégé pour discuter de la—. Déposé, 58. (*Document n° 8.*)

Diplômés universitaires:—Combien de—, ont réussi à se trouver un emploi. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 174. (*Document n° 83.*)

Directeur général des élections:—Mémoire présenté par le—, concernant la constitution d'un registre des électeurs. Déposé, 817. (*Document n° 524.*)

Directives du ministère des Affaires sociales:—Copie des—, relatives à l'organisation de l'enseignement médical. Déposé, 655. (*Document n° 425.*)

Drapeaux:—Le gouvernement a-t-il fait l'achat de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 409. (*Document n° 220.*)

Drogues:—Le Ministre des Affaires sociales a-t-il mis de l'avant son projet de campagne visant à modifier l'attitude du public vis-à-vis la consommation des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 678. (*Document n° 449.*)

Drogues et stupéfiants:—Copie de la correspondance avec le Solliciteur général du Canada concernant les saisies de—. Déposé, 405. (*Document n° 217.*)

Droits exclusifs de chasse et de pêche:—Quelles municipalités ont été visitées dans le cadre de la tournée de consultation sur l'abolition des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 414. (*Document n° 227.*)

École québécoise, énoncé de politique et plan d'action:—Une publication intitulée: *L'—*. Déposé, 961. (*Document n° 605.*)

Documents de la session:—Suite

Écoles:—Copie d'une lettre adressée à M. Jacques-Yvan Morin concernant la fermeture d'—, à Montréal. Déposé, 516. (*Document n° 307.*)

Économie québécoise:—Étude sur l'impact des restrictions budgétaires fédérales sur l'—. Déposé, 637, (*Document n° 403.*)

Éditeur officiel du Québec:—Copies de tous les arrêtés en conseil en rapport avec le bureau de l'—. Déposé, 205. (*Document n° 110.*)

Éditeur officiel du Québec:—Rapport annuel indiquant le nombre d'exemplaires de recueils de lois imprimés, etc. Déposé, 669. (*Document n° 445.*)

Éducation:—Rapport annuel du ministère de l'—, intitulé: *L'éducation au Québec en 1976*. Déposé, 211. (*Document n° 116.*)

Élections générales du 15 novembre 1976:—Rapport du Directeur général des élections sur les dépenses électorales. Déposé, 110. (*Document n° 41.*)

Électricité:—Copies de trois arrêtés en conseil concernant des contrats de fourniture d'—. Déposé, 317. (*Document n° 175.*)

Emprunts du gouvernement et de l'Hydro-Québec:—Quel est le montant total des—, effectués sur les marchés internationaux. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 749. (*Document n° 491.*)

Énergie:—Éléments du stage en France portant sur l'—. Déposé, 269. (*Document n° 147.*)

Énergie:—Livre blanc sur la politique québécoise de l'—. Déposé, 481. (*Document n° 259.*)

Énergie:—Rapport annuel de la Direction générale de l'—, pour 1977/78. Déposé, 884. (*Document n° 571.*)

Énergie:—Copie du mémoire soumis à l'Office national de l'—. Déposé, 705. (*Document n° 467.*)

Enseignement médical:—Copies des directives du gouvernement relativement à l'organisation et au financement de l'—. Déposé, 311. (*Document n° 169.*)

Entente auxiliaire Canada-Québec:—L'—, sur l'assainissement des eaux de la région de Montréal. Déposé, 168. (*Document n° 79.*)

Documents de la session:—Suite

Entente auxiliaire Canada-Québec: L'—, sur le développement touristique 1978-1983. Déposé, 205. (Document n° 112.)

Entente auxiliaire Canada-Québec:—L'—, sur les équipements publics. Déposé, 308. (Document n° 167.)

Entente Canada-Québec sur l'immigration:—Déposé, 146. (Document n° 64.)

Entente concernant le réseau routier et l'épuration des eaux de l'Outaouais:—Copie de l'—. Déposé, 836. (Document n° 533.)

Entrepreneurs:—Combien d'—, reconnus comme plus bas soumissionnaires, se sont désistés. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 499. (Document n° 283.)

Épargne:—Copie de l'étude effectuée en vue d'identifier les principales sources d'—, au Québec. Déposé, 289. (Document n° 157.)

Ergothérapeutes:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1977/78. Déposé, 648. (Document n° 412.)

États financiers du Québec:—Pour l'année financière terminée le 31 mars 1978. Déposé, 745. (Document n° 489.)

Études sur des expériences étrangères d'intégration économique:—Série d'—, préparées pour le ministère des Affaires intergouvernementales. Déposé, 775. (Document n° 503.)

Étudiants en médecine:—Copie d'une lettre demandant la permission de présenter un mémoire à la Commission permanente des affaires sociales. Déposé, 780. (Document n° 507.)

Évaluateurs agréés:—Rapport annuel de la Corporation des—, pour 1977/78. Déposé, 648. (Document n° 413.)

Examen de français langue maternelle:—Copie d'une lettre concernant un Déposé, 400. (Document n° 216.)

FEDCO:—Le gouvernement a-t-il versé une somme d'argent à la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 310. (Document n° 168.)

Ferme expérimentale de Hull:—Y a-t-il eu des développements concernant une demande faite au gouvernement fédéral en rapport avec la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 92. (Document n° 21.)

Documents de la session:—Suite

Fermeture d'écoles:—Copie d'une lettre adressée à M. Jacques-Yvan Morin au sujet de la—, à Montréal. Déposé, 516. (*Document n° 307.*)

Fête nationale:—Liste des organismes qui ont soumis une demande d'aide financière dans le cadre de la Semaine du patrimoine et de la—, Déposé, 900. (*Document n° 584.*)

Fêtes de la Saint-Jean:—Quelle est la somme totale des subventions accordées dans le cadre des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 134. (*Document n° 56.*)

Films postsynchronisés par des artistes canadiens:—Le gouvernement du Québec a-t-il entrepris des pourparlers avec le gouvernement français concernant les—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 134. (*Document n° 57.*)

Financement des partis politiques:—Copie des documents adressés aux membres du Conseil consultatif sur le—. Déposé, 955. (*Document n° 603.*)

Fonction publique:—Tableau indiquant la répartition des employés non-syndiqués de la—. Déposé, 508. (*Document n° 293.*)

Fonction publique:—Liste des syndicats de la—. Déposé, 508. (*Document n° 294.*)

Fonction publique:—Rapport annuel du ministère de la—, pour 1977/78. Déposé, 551. (*Document n° 329.*)

Fourrure synthétique:—Le MIC a-t-il reçu une demande concernant l'implantation d'une usine de—, à Lourdes-de-Blanc-Sablon. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 98. (*Document n° 32.*). Voir aussi p. 82.

Foyers de groupe:—Rapport du Comité d'étude sur les—. Déposé, 616, (*Document n° 385.*)

Frais de représentation:—Quelle a été la dépense totale du gouvernement en—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 593. (*Document n° 368.*)

Franciscaines:—Avis du Conseil consultatif de l'environnement concernant le boisé des—. Déposé, 658. (*Document n° 431.*)

Fraude:—Comment la Régie de l'assurance-maladie du Québec procède-t-elle pour déceler les cas de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 528. (*Document n° 313.*)

Documents de la session:—Suite

Fumier animal:—Combien de travaux de recherche ont été entrepris dans le domaine de la gestion de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 528. (*Document n° 314.*)

Garderie:—Copie de documents échangés entre le gouvernement et le Mouvement Regroupement Garderie Québec. Déposés, 158, 238. (*Documents n°s 73 et 132.*)

Garderie:—Copie de toute correspondance en matière de—. Déposé, 930. (*Document n° 593.*)

Gaz naturel:—À quelle étape le gouvernement en est-il rendu avec le projet d'exploitation des sources de—, de Saint-Flavien. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 376. (*Document n° 200.*)

General Dynamics:—Un communiqué émis par—, concernant les actions d'Asbestos Corporation. Déposé, 578. (*Document n° 355.*)

General Mills Canada Ltd.:—Le gouvernement a-t-il donné suite à une entente concernant l'acquisition des actifs de la—, aux Îles-de-la-Madeleine. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 236. (*Document n° 130.*)

General Mills Canada Ltd.:—Le gestionnaires a-t-il respecté toutes les obligations relativement aux assurances concernant la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 237. (*Document n° 131.*)

Gignac, M. Émile:—Est-ce que— a été mis à la retraite. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 898. (*Document n° 581.*)

GIPEX:—Quels étaient les objectifs visés lors de la création du groupe de travail—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 499. (*Document n° 284.*)

Gorton Pew Ltd.:—Copie de toute correspondance concernant l'achat de la—, par le gouvernement. Déposé, 93. (*Document n° 23.*)

Grain:—À quelles fins la somme de \$33 millions consentie par le gouvernement fédéral pour le transport du—, sera-t-elle utilisée. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 261. (*Document n° 141.*)

Grain:—Copie de toute correspondance concernant la Coopérative agricole d'achat et de vente d'Amqui et la construction d'un centre de criblage du—. Déposé, 311. (*Document n° 170.*)

Documents de la session:—Suite

*Grains de provende:—*Copie de la correspondance concernant l'abolition des subventions pour le transport des—. Déposé, 872. (*Document n° 562.*)

*Granby:—*Copie de toute correspondance et autres documents concernant le jardin zoologique de—. Déposé, 381. (*Document n° 207.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapports sur les projets de loi privés n^{os} 204 et 246. Déposé, 362. (*Document n° 198.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapports sur les projets de loi privés n^{os} 223, 230, 236, 240, 263 et 265. Déposé, 513. (*Document n° 306.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapports sur les projets de loi privés n^{os} 201, 221, 238, 247, 249 et 264. Déposé, 482. (*Document n° 264.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapports sur les projets de loi privés n^{os} 218, 231, 241, 271 et 274. Déposé, 721. (*Document n° 476.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapports sur les projets de loi privés n^{os} 215 et 259. Déposé, 739. (*Document n° 488.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapports sur les projets de loi privés n^{os} 209 et 268. Déposé, 756. (*Document n° 495.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapport sur le projet de loi privé n° 272. Déposé, 776. (*Document n° 506.*)

*Greffier en loi de l'Assemblée nationale:—*Rapports sur les projets de loi privés n^{os} 233, 266, 269 et 283. Déposé, 935. (*Document n° 597.*)

*Habitation:—*Copie de la correspondance échangée à la suite de la conférence fédérale-provinciale tenue à Edmonton, sur l'—, et les services communautaires. Déposé, 325. (*Document n° 177.*)

*Harmonisation de la Loi sur la protection du territoire agricole et de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme:—*Document concernant l'—. Déposé, 884. (*Document n° 570.*)

*Hockey amateur au Québec:—*Rapport final du Comité d'étude sur la violence au—. Déposé, 141. (*Document n° 62.*)

*Honoraires professionnels:—*Copie de tous les décrets du Conseil du Trésor concernant les—. Déposé 197. (*Document n° 104.*)

Honoraires professionnels:—Quel montant le gouvernement a-t-il payé en—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 409. (*Document n° 221.*)

Hôpital Louis H. Lafontaine de Montréal:—Le Ministre des Affaires sociales a-t-il reçu des rapports sur les dangers d'incendie à l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 677. (*Document n° 448.*)

Hostess:—Le gouvernement est-il au courant que la compagnie—, a cessé ses opérations au Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 572. (*Document n° 346.*)

Hydro-Québec:—Rapport annuel pour 1977. Déposé, 317. (*Document n° 174.*)

Hydro-Québec:—Copie de la correspondance concernant la vente d'électricité à l'—, ou autres projets hydro-électriques. Déposé, 633. (*Document n° 400.*)

Hygiénistes dentaires:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des —, pour 1977/78. Déposé, 490. (*Document n° 269.*)

Île aux Coudres:—Copie des études sur les services de traverse situés en aval de l'—. Déposé, 575. (*Document n° 351.*)

Île d'Anticosti:—Depuis l'acquisition de l'—, quelles ont été les dépenses totales occasionnées par ce territoire. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 233. (*Document n° 125.*) Voir aussi *Questions et Réponses*.

Immatriculation des véhicules de promenade:—Tableau indiquant les droits d'—. Déposé, 933. (*Document n° 596.*)

Immeubles et terrains:—Arrêtés en conseil autorisant l'acquisition d'immeubles et de terrains. Déposé, 591. (*Document n° 366.*)

Immigration:—Entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec concernant l'—. Déposé, 146. (*Document n° 64.*)

Immigration:—Rapport annuel du ministère de l'—, pour 1977/78. Déposé, 682. (*Document n° 453.*)

Importations:—Copie d'une lettre adressée à M. Jack Horner concernant l'industrie du gant, du cuir et du tissu. Déposé, 399. (*Document n° 215.*)

Documents de la session:—Suite

*Incinérateur de la Communauté urbaine de Québec:—*Le gouvernement a-t-il étudié les mesures à prendre afin d'éliminer les particules émises par l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 338. (*Document n° 182.*)

*Industrie de l'automobile au Canada:—*Rapport d'enquête sur l'—. Déposé, 755. (*Document n° 493.*)

*Industrie du gant, du cuir et du tissu:—*Copie d'une lettre adressée à M. Jack Horner concernant l'—. Déposé, 399. (*Document n° 215.*)

*Industrie du textile et du meuble:—*Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises en ce qui concerne l'—, au Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 157. (*Document n° 71.*)

*Industrie et Commerce:—*Rapport annuel du ministère de l'—, pour 1977/78. Déposé, 393. (*Document n° 212.*)

*Industrie touristique:—*Quel est le montant total que l'—, a inséré dans l'économie de la province. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 377. (*Document n° 202.*)

*Industries:—*Combien de nouvelles —, se sont installées au Québec entre 1976 et 1978. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposés, 234 et 312. (*Documents n°s 126 et 172.*)

*Infirmières et infirmiers:—*Rapport annuel de l'Ordre des —, pour 1977/78. Déposé, 853. (*Document n° 549.*)

*Infirmières et infirmiers auxiliaires:—*Rapport annuel de la Corporation professionnelle des —, pour 1977/78. Déposé, 489. (*Document n° 267.*)

*Information:—*Quel est le nom de l'entreprise chargée de faire une étude-sondage sur le droit du public à l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 454. (*Document n° 247.*)

*Ingénieurs:—*Rapport annuel de l'Ordre des —, pour 1977/78. Déposé, 643. (*Document n° 410.*)

*Ingénieurs forestiers:—*Rapport annuel de l'Ordre des —, pour 1977/78. Déposé, 489. (*Document n° 266.*)

*Isolation thermique des maisons:—*Programme d'—. Déposé, 110. (*Document n° 40.*)

*James Richardson Company Ltd.:—*Copie d'une étude de Rexfor sur la rentabilité de l'entreprise—. Déposé, 135. (*Document n° 58.*)

Documents de la session:—Suite

Jean-Talon:—Mandat adressé au Directeur général des élections pour émettre un bref pour l'élection d'un député du district électoral de —. Déposé, 886. (*Document n° 574.*)

Jeux du Québec:—Rapport du Comité de réévaluation du phénomène des —. Déposé, 103. (*Document n° 34.*)

Jeux olympiques:—Copie de toute correspondance concernant la participation du gouvernement fédéral au déficit des —. Déposé, 502. (*Document n° 288.*)

Journaux et périodiques:—Copie de l'étude effectuée par Sorecom inc. concernant la distribution des —. Déposé, 931. (*Document n° 594.*)

Kébec-Spec. inc.:—Copie de l'entente signée entre Loto-Québec et —, en vue d'une émission spéciale au réseau TVA. Déposé, 727. (*Document n° 480.*)

Labrador:—Copie de l'inventaire effectué sur le potentiel hydraulique du—. Déposé, 633. (*Document n° 401.*)

Lac-Mégantic:—Copie de toute correspondance et autres documents concernant le réaménagement des services de santé dans la région de —. Déposé, 530. (*Document n° 318.*)

Lacs Caribou et Canard:—Copie de toute correspondance concernant l'aménagement d'un poste de traitement d'eau aux—. Déposé, 900. (*Document n° 583.*)

Laval:—Copie de la correspondance concernant l'octroi d'une subvention de \$4.5 millions à la Ville de—. Déposés, 649. (*Documents nos 420 et 421.*)

Leader du gouvernement:—La liste du personnel affecté au cabinet du—. Déposé, 264. (*Document n° 146.*)

Leader du gouvernement:—Lettre du Premier ministre concernant le nouveau—. Déposé, 549. (*Document n° 324.*)

Lebourgneuf:—Protocole d'entente concernant le boulevard—. Déposé, 257. (*Document n° 139.*)

L'Écuyer, M. Gilbert:—Étude préparée par —, sur la Cour suprême du Canada et le partage des compétences. Déposé, 601. (*Document n° 374.*)

Documents de la session:—Suite

*Ligue des caisses d'économie du Québec:—*Quels montants le gouvernement a-t-il versés à la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 455. (*Document n° 248.*)

*Ligue nationale de hockey:—*Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et la—. Déposé, 175. (*Document n° 86.*)

*Livre blanc concernant les Cégeps:—*Déposé, 577. (*Document n° 353.*)

*Livre blanc sur la politique de l'énergie:—*Déposé, 481. (*Document n° 259.*)

*Livre blanc sur la politique québécoise du développement culturel:—*Déposé, 399. (*Document n° 214.*)

*Livre blanc sur la santé et la sécurité au travail:—*Déposé, 619. (*Document n° 389.*)

*Livre noir sur la condition féminine au Québec:—*Déposé, 277. (*Document n° 152.*)

*Livre vert:—*La liste des personnes qui ont présenté des mémoires en réaction au—, intitulé: *Pour l'évolution de la politique culturelle*. Déposé, 341. (*Document n° 185.*)

*Logements à loyer modique:—*Document concernant un projet de construction de—, dans la municipalité de Waterloo. Déposé, 114. (*Document n° 47.*)

*Loisir:—*Budget hors-normes par district électoral pour 1978/79. Déposé, 285. (*Document n° 153.*)

*Loisir:—*La liste des organismes qui ont reçu des subventions en vertu du programme spécial. Déposé, 503. (*Document n° 291.*)

*Loisir:—*Quels sont les noms des personnes qui ont effectué les travaux d'impression du livre vert sur la politique du—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 843. (*Document n° 540.*)

*Loterie TICTACTO:—*Combien de billets ont été imprimés et vendus. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 749. (*Document n° 492.*)

*Loto-Québec:—*La liste du nouveau réseau de distributeurs de—. Déposé, 198. (*Document n° 106.*)

Documents de la session:—Suite

Loto-Québec:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 297. (*Document n° 161.*)

Loto-Québec:—Dans quels journaux le gouvernement a-t-il fait paraître des annonces invitant les organismes à but non lucratif à soumettre leur candidature. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 593. (*Document n° 369.*)

Loto-Québec:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 664. (*Document n° 437.*)

Lussier, M. Doris:—Quel montant M. Lussier a-t-il reçu pour la publicité au dernier Salon de l'agriculture et de l'alimentation. Déposé, 634. (*Document n° 402.*)

Mandat spécial:—Autorisé depuis l'ajournement de l'Assemblée nationale, pour 1978/79. Déposé, 558. (*Document n° 336.*)

Marine Industrie Limitée:—Copie de la correspondance concernant la construction de navires par—. Déposé, 961. (*Document n° 606.*)

Marine Industrie Limitée:—Correspondance concernant la construction de navires par—. Déposé, 836. (*Document n° 534.*)

Médaille commémorative:—Copie d'une lettre concernant la frappe d'une—, à l'occasion du Jubilé de la reine. Déposé, 332. (*Document n° 180.*)

Médecins:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1977/78. Déposé, 720. (*Document n° 473.*)

Médecins vétérinaires:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1977/78. Déposé, 355. (*Document n° 194.*)

Melchers:—Copie de tous les documents relativement à la réouverture de la distillerie—, à Berthierville. Déposé, 312. (*Document n° 171.*)

Mercure au Nord-Ouest québécois:—Depuis la publication du rapport sur le—, quelles mesures ont été prises pour améliorer la qualité de vie dans cette région. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 897. (*Document n° 577.*)

Michaud, M. Yves:—Un état de toutes les dépenses effectuées par—. Déposé, 341. (*Document n° 187.*)

Ministres:—La liste du personnel affecté à chaque ministre. Déposé, 872. (*Document n° 563.*)

Documents de la session:—Suite

*Monnaie:—*Trois études traitant de la question monétaire. Déposé, 884. (*Document n° 569.*)

*Mouvement Regroupement Garderies Québec:—*Copie de documents échangés entre le gouvernement et le—. Déposés, 158 et 238. (*Documents n°s 73 et 132.*)

*Multi-Réso inc.:—*Rapport préparé par—, sur l'utilité d'une agence de presse au Québec. Déposé, 663. (*Document n° 435.*)

*Municipalités:—*Rapport du comité conjoint sur la réforme fiscale et la revalorisation du pouvoir municipal. Déposé, 813. (*Document n° 520.*)

*Négociations dans les secteurs public et parapublic:—*Le gouvernement a-t-il commencé à retenir les services de négociateurs en vue des prochaines—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 895. (*Document n° 575.*)

*New York:—*Communiqué émanant de la Délégation générale du Québec à—, concernant les sièges sociaux à Montréal. Déposé, 723. (*Document n° 477.*)

*Nicolet-Yamaska:—*Quel est le montant des subventions accordées dans le district électoral de—. (Question transformée en motions pour dépôt de documents). Déposés, 156 et 377. (*Documents n°s 69 et 201.*) Voir aussi *Questions et Réponses*.

*Non-discrimination dans les avantages sociaux:—*Rapport final du Comité sur la—. Déposé, 467. (*Document n° 252.*)

*Nordair:—*Le gouvernement est-il intervenu dans le dossier—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 930. (*Document n° 592.*)

*Notaires:—*Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1977/78. Déposé, 669. (*Document n° 444.*)

*Notre-Dame-de-Grâce:—*Bref pour l'élection d'un député dans le district électoral de—. Déposé, 243. (*Document n° 133.*)

*Occasionnels:—*Résolution de la Commission de régie interne de l'Assemblée nationale adoptée par la Commission de l'Assemblée nationale. Déposé, 58. (*Document n° 8.*)

*Office de la construction:—*Copie de l'arrêté en conseil concernant un mandat confié au Vérificateur général relativement à l—. Déposé, 419. (*Document n° 233.*)

Documents de la session:—Suite

Office de la construction:—Rapport annuel pour 1977. Déposé, 597. (Document n° 370.)

Office de la construction:—Rapport du Vérificateur général relatif à l'—. Déposé, 649. (Document n° 417.)

Office de la langue française:—Rapport d'activité au 31 mars 1978. Déposé, 761. (Document n° 496.)

Office de la protection du consommateurs:—Rapport d'activités pour la période du 1^{er} avril 1975 au 31 mars 1977. Déposé, 317. (Document n° 176.)

Office de planification et de développement:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 76. (Document n° 13.)

Office de planification et de développement:—Rapport d'étape sur les jeunes Québécois et le travail. Déposé, 764. (Document n° 500.)

Office de planification et de développement:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 853. (Document n° 551.)

Office de radio-télédiffusion:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 163. (Document n° 75.)

Office de révision du Code civil:—Rapport de l'—. Déposé, 481. (Document n° 258.)

Office des autoroutes:—Rapport annuel pour 1977. Déposé, 187. (Document n° 98.)

Office des professions:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 385. (Document n° 208.)

Office du crédit agricole:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 606. (Document n° 376.)

Office franco-québécois pour la jeunesse:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 355. (Document n° 195.)

Office franco-québécois pour la jeunesse:—Rapport annuel pour 1977. Déposé, 630. (Document n° 393.)

Opération Z:—Étude comptable faite dans le cadre de l'—, de la Société des alcools. Déposé, 197. (Document n° 103.)

Documents de la session:—Suite

Opticiens d'ordonnances:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour l'année 1976/77. Déposé, 57. (*Document n° 2.*)

Optométristes:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1977/78. Déposé, 490. (*Document n° 270.*)

Orthophonistes et audiologistes:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1977/78. Déposé, 663. (*Document n° 433.*)

Ouananiche:—Copie de tous les communiqués de presse relativement aux opérations de sauvetage de la—. Déposé, 341. (*Document n° 186.*)

Parti Québécois:—Parmi les personnes qui ont agi à titre d'agents officiels pour les candidats du—, quelles sont celles qui occupent actuellement une fonction dans l'administration provinciale. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 870. (*Document n° 559.*)

Pavillonnement des foyers pour personnes âgées:—Combien de foyers ont maintenant un contrat en tant que pavillons. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 615. (*Document n° 382.*)

Pêcheries:—Copie du programme concernant la zone canadienne de 200 milles. Déposé, 415. (*Document n° 229.*)

Permis accordés aux compagnies étrangères:—État des—, pour 1977/78. Déposé, 591. (*Document n° 365.*)

Petite enfance:—Rapport du Comité interministériel des services d'accueil à la—, en date de février 1978. Déposé, 582. (*Document n° 360.*)

Pétition concernant le C.L.S.C. Lotbinière-Ouest:—Déposé, 739. (*Document n° 487.*)

Pétition concernant l'Hôpital de Baie-Comeau:—Déposé, 481. (*Document n° 260.*)

Pétition d'Amnistie Internationale, section Québec, concernant les droits de l'homme en Afrique du Sud:—Déposé, 147. (*Document n° 66.*)

Pétition de la Ligue des droits de l'homme:—Déposé, 805. (*Document n° 516.*)

Pétition des citoyens de l'île d'Orléans:—Déposé, 481. (*Document n° 261.*)

Pétition des citoyens de Rouyn concernant la hausse des taxes scolaires:—Déposé, 71. (*Document n° 9.*)

Documents de la session:—Suite

Pharmaciens:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1977/78. Déposé, 643. (*Document n° 408.*)

Photo-Air Laurentides Inc.:—Le gouvernement a-t-il accordé des contrats à la société—. Déposés, 410 et 492. (*Documents n°s 222 et 280.*)

Physiothérapeutes:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—. pour 1977/78. Déposé, 643. (*Document n° 409.*)

Placement étudiant:—Un tableau indiquant les noms et adresses des étudiants qui ont obtenu un emploi d'été en 1977. Déposés, 339 et 340. (*Documents n°s 183 et 184.*)

Planification des naissances:—Rapport d'étape sur la politique en matière de—. Déposé, 734. (*Document n° 486.*)

Plan quinquennal des investissements universitaires:—Arrêté en conseil concernant l'approbation du—. Déposé, 103. (*Document n° 33.*)

Plaques d'immatriculation:—Lettre du Contrôleur des finances concernant les—, et les primes d'assurance-automobile. Déposé, 105. (*Document n° 36.*)

Plaques d'immatriculation:—Combien de bureaux d'émission de—, ont été fermés. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 529. (*Document n° 315.*)

Podiatres:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1977/78. Déposé, 590. (*Document n° 363.*)

Pomme de terre:—Combien d'entreprises ont reçu une subvention pour l'implantation de chaînes de traitement de la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 526. (*Document n° 311.*)

Port de Québec:—Les études commandées par le MIC concernant le—, et l'établissement d'un superport de vrac solide sont-elles terminées. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 156. (*Document n° 70.*)

Premier ministre d'Israël:—Copie d'une lettre de M. Claude Morin relativement à la visite du—. Déposé, 682. (*Document n° 454.*)

Prêts agricoles:—Combien de—, ont été accordés par l'Office du crédit agricole à de nouveaux agriculteurs. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 613. (*Document n° 380.*)

Prison du Palais de justice d'Arthabaska:—Quel a été le coût supplémentaire occasionné par l'aménagement de la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 90. (*Document n° 18.*)

Produits fabriqués au Québec:—Répertoire des—. Déposé, 215. (*Document n° 118.*)

Produits Luzerne Belcan:—Copie de l'entente intervenue entre Les—, et SOQUIA. Déposé, 616. (*Document n° 384.*)

Professeurs universitaires:—Le gouvernement a-t-il retenu les services de—. (Question transformée en motions pour dépôt de documents). Déposés, 898 et 931. (*Documents n°s 580 et 595.*)

Programme de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi:—Depuis la mise en vigueur du—, combien de projets communautaires ont été approuvés. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 844. (*Document n° 543.*)

Projet-Canada:—Le ministère de l'Éducation a-t-il détruit ou vendu comme papier de rebut des brochures provenant de l'Ontario et visant à promouvoir l'unité nationale. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 726. (*Document n° 479.*)

Protecteur du citoyen:—Livres premier du rapport annuel pour 1977. Déposé, 490. (*Document n° 275.*)

Protecteur du citoyen:—Livre second du rapport annuel pour 1977. Déposé 733. (*Document n° 484.*)

Protection à la retraite de certains enseignants:—Document concernant la—. Déposé, 438. (*Document n° 239.*)

Protection civile:—Copie du rapport concernant la—. Déposé, 705. (*Document n° 468.*)

Protection de la vie privée:—Rapport annuel relatif aux autorisations obtenues par le procureur général du Québec en vertu de la Loi de la—. Déposé, 681. (*Document n° 452.*)

Protection du consommateur:—Liste des organismes consultés sur les deux avant-projets de loi. Déposé, 598. (*Document n° 372.*)

Protection du territoire agricole:—Tomes 1 et 2 de l'atlas cartographique et descriptions techniques. Déposés, 682 et 683. (*Documents n°s 440, 441 et 442.*)

Documents de la session:—Suite

Protection du territoire agricole:—Copie des mémoires entendus lors de la tournée de consultation et transcription des audiences publiques. Déposés, 631 et 649. (*Documents n^{os} 397 et 419.*)

Psychologues:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1976/77. Déposé, 57. (*Document n^o 3.*)

Psychologues:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1977/78. Déposé, 355. (*Document n^o 192.*)

Publicité:—Réponses à des questions orales concernant les contrats de—, du gouvernement. Déposé, 221. (*Document n^o 119.*)

Publicité:—Un état indiquant les montants que les ministères ont payés à titre de—. Déposés, 503 et 843. (*Documents n^{os} 292 et 541.*)

Radio-Québec:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 163. (*Document n^o 75.*)

Radio-Québec:—Rapport du Comité ministériel permanent du développement culturel sur le développement de—. Déposé, 251. (*Document n^o 135.*)

Raffinerie de sucre Saint-Hilaire:—Quel était le nombre d'employés en fonction le 16 novembre 1976 à la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 612. (*Document n^o 379.*)

Rapport annuel de tous les ministères, offices, etc.:—Quel a été le coût total du dernier—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 844. (*Document n^o 542.*)

Rapport Malouf:—Rapport de la Commission d'enquête sur le coût des Jeux olympiques. Déposé, 297. (*Document n^o 160.*)

Rapport Martin-Bouchard:—Rapport de la Commission d'étude et de consultation sur la révision du régime des négociations collectives dans les secteurs public et parapublic. Déposé, 56. (*Document n^o 1.*)

Rapport Reisman:—Rapport d'enquête sur l'industrie de l'automobile au Canada. Déposé, 755. (*Document n^o 493.*)

Recensement:—Formules utilisées lors du—. Déposés, 578. (*Documents n^{os} 356 et 357.*)

Recensement:—Copie d'une formule adressée à un recenseur par Mme Éveline Préville. Déposé, 591. (*Document n^o 367.*)

Documents de la session:—Suite

Réforme des districts électoraux:—Cinquième rapport de la Commission permanente de la—. Déposé, 76. (*Document n° 15.*)

Régie de la langue française:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 137. (*Document n° 59.*)

Régie de l'assurance automobile:—Premier rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 490. (*Document n° 274.*)

Régie de l'assurance-dépôts:—Rapport annuel pour 1977. Déposé, 221. (*Document n° 121.*)

Régie de l'assurance-maladie:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 512. (*Document n° 299.*)

Régie de l'assurance-maladie:—Quel a été le montant déboursé pour l'inscription des bénéficiaires de l'assurance-maladie. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 526. (*Document n° 312.*)

Régie de l'assurance-maladie:—Comment la—, procède-t-elle pour déceler les cas de fraude. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 528. (*Document n° 313.*)

Régie de l'assurance-maladie:—Quels montants ont été déboursés par la—, pour services médicaux. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 842. (*Document n° 539.*)

Régie de l'assurance-récolte:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 551. (*Document n° 330.*)

Régie de l'électricité et du gaz:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 623. (*Document n° 390.*)

Régie de l'électricité et du gaz:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 720. (*Document n° 474.*)

Régie des entreprises de construction:—Rapport annuel pour la période s'étendant du 1^{er} avril 1976 au 31 mars 1978. Déposé, 733. (*Document n° 483.*)

Régie des installations olympiques:—Copie de tous les contrats intervenus entre la—, et toutes sociétés concernant la location du stade et du vélodrome. Déposé, 945. (*Document n° 28.*)

Régie des installations olympiques:—Rapport annuel pour 1977. Déposé, 558. (*Document n° 335.*)

Documents de la session:—Suite

*Régie des loteries et courses:—*Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 511. (*Document n° 296.*)

*Régie des marchés agricoles:—*Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 921. (*Document n° 589.*)

*Régie des rentes:—*Rapport annuel pour 1977. Déposé, 201. (*Document n° 108.*)

*Régie des services publics:—*Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 163. (*Document n° 76.*)

*Régie du Grand Théâtre:—*Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 921. (*Document n° 590.*)

*Régime des allocations familiales:—*Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 473. (*Document n° 255.*)

*Registre des électeurs:—*Mémoire du directeur général des élections concernant la constitution d'un—. Déposé, 817. (*Document n° 524.*)

*Remise des droits et peines:—*État détaillé de la—. Déposé, 97. (*Document n° 29.*)

*Répertoire des coopératives du Québec:—*Déposé, 385. (*Document n° 209.*)

*Répertoire des produits fabriqués au Québec:—*Première édition, 1978. Déposé, 215. (*Document n° 118.*)

*Répertoire législatif de l'Assemblée nationale:—*Pour 1977. Déposé, 187. (*Document n° 97.*)

*Retraite:—*Combien de fonctionnaires ont pris leur—, avant ou après avoir atteint l'âge de 65 ans. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 702. (*Document n° 463.*)

*REXFOR:—*Rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec pour 1976/77. Déposé, 257. (*Document n° 136.*)

*Richesses naturelles:—*Rapport annuel du ministère des—, pour 1976/77. Déposé, 419. (*Document n° 232.*)

*Rivière Saint-Jean Aval:—*La liste des personnes qui ont obtenu un permis de pêche au saumon sur la—. Déposé, 502. (*Document n° 289.*)

Documents de la session:—Suite

- Rivière Trinité*:—Quels sont les objectifs de la Société d'aménagement et d'exploitation des ressources récréatives et touristiques de la Baie Trinité inc. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 378. (*Document n° 203.*)
- Routes*:—Copie du programme des travaux de construction et d'entretien du réseau routier prévu par le ministère des Transports. Déposé, 380. (*Document n° 206.*)
- Saint-Justin*:—Copie de toute correspondance entre le gouvernement et le conseil municipal de—, concernant le problème d'approvisionnement en eau potable dans cette région. Déposé, 415. (*Document n° 230.*)
- Saint-Magloire-de-Bellechasse*:—Copie de toute correspondance adressée à la Corporation de—, concernant la révision du dossier relatif à l'aqueduc. Déposé, 574. (*Document n° 348.*)
- Saumon*:—La liste des personnes qui ont obtenu un permis de pêche au—, sur la rivière Saint-Jean Aval. Déposé, 502. (*Document n° 289.*)
- Scowen, M. Reed*:—Certificat d'élection de—, député de Notre-Dame-de-Grâce. Déposé, 550. (*Document n° 325.*)
- Secrétaires généraux et sous-ministres*:—Liste des—. Déposé, 714. (*Document n° 470.*)
- Semaine du patrimoine*:—Liste des organismes qui ont soumis une demande d'aide financière dans le cadre de la—, et de la Fête nationale. Déposé, 900. (*Document n° 584.*)
- Serment d'office*:—Copie du—, prêté par Mme Francine Fournier, vice-présidente de la Commission des droits de la personne. Déposé, 939. (*Document n° 598.*)
- Services de protection de l'environnement*:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 638. (*Document n° 406.*)
- Services essentiels*:—Rapport d'étape sur les négociations relativement au maintien des—. Déposé, 950. (*Document n° 602.*)
- Sidbec*:—Rapport annuel des activités de—, et de ses filiales pour 1977. Déposé, 449. (*Document n° 242.*)
- Sidbec*:—Copie de la correspondance concernant toute campagne de publicité relative à—. Déposé, 574. (*Document n° 350.*)

Documents de la session:—Suite

Sièges sociaux:—Deux documents concernant les—. Déposés, 827. (*Documents n^{os} 528 et 529.*)

Société Asbestos Limitée:—Rapport préparé par Kidder, Peabody & Co. Inc., sur l'évaluation de la—. Déposé, 827. (*Document n^o 527.*)

Société Asbestos Limitée:—Sommaire de l'étude de Kidder, Peabody & Co. Inc. sur la juste valeur marchande de la—. Déposé, 823. (*Document n^o 526.*)

Société centrale d'hypothèques et de logement:—Convention signée le 19 décembre 1977 entre la Société d'habitation du Québec et la—. Déposé, 168. (*Document n^o 80.*)

Société d'aménagement de l'Outaouais:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 775. (*Document n^o 505.*)

Société de cartographie du Québec:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 558. (*Document n^o 337.*)

Société de développement de la Baie James:—Rapport annuel des activités pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1977. Déposé, 449. (*Document n^o 243.*)

Société de développement immobilier:—Rapport annuel des états financiers pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977. Déposé, 110. (*Document n^o 38.*)

Société de développement immobilier:—États financiers au 31 mars 1978. Déposé, 775. (*Document n^o 504.*)

Société de développement industriel:—Étude sur l'impact des divers programmes de la—. Déposé, 94. (*Document n^o 27.*)

Société de développement industriel:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 490. (*Document n^o 273.*)

Société d'énergie de la Baie James:—Copie du plan de développement établi par la—. Déposé, 872. (*Document n^o 564.*)

Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers (REXFOR):—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 257. (*Document n^o 136.*)

Société des alcools:—Étude comptable faite dans le cadre de l'Opération Z. Déposé, 197. (*Document n^o 103.*)

Documents de la session:—Suite

Société des alcools:—Entente entre la—, et M. Paul Belisle relativement à un local appartenant à ce dernier. Déposé, 197. (*Document n° 105.*)

Société des alcools:—Rapport pour l'année se terminant le 25 mars 1978. Déposé, 551. (*Document n° 327.*)

Société des traversiers:—Dossier d'information concernant la construction de deux navires pour la—. Déposé, 915. (*Document n° 585.*)

Société des traversiers:—Rapport annuel pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1978. Déposé, 623. (*Document n° 391.*)

Société des traversiers:—Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1977. Déposé, 813. (*Document n° 519.*)

Société d'exploitation des loteries et courses:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 664. (*Document n° 437.*)

Société d'exploitation des loteries et courses:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 297. (*Document n° 161.*)

Société d'habitation du Québec:—Rapport annuel pour 1976. Déposé, 57. (*Document n° 7.*)

Société d'habitation du Québec:—Convention signée le 19 décembre 1977 entre la—, et la Société centrale d'hypothèques et de logement. Déposé, 168. (*Document n° 80.*)

Société d'habitation du Québec:—Rapport annuel pour 1977. Déposé, 630. (*Document n° 395.*)

Société d'habitation du Québec:—Copie de la programmation que la—, a soumise au Conseil des ministres. Déposé, 847. (*Document n° 548.*)

Société du parc industriel du centre du Québec:—Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 168. (*Document n° 77.*)

Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 761. (*Document n° 497.*)

Société générale de financement:—Rapport annuel pour 1977. Déposé, 277. (*Document n° 150.*)

Société nationale de l'amiante:—Copie d'un arrêté en conseil concernant le paiement d'actions de la—. Déposé, 755. (*Document n° 494.*)

Documents de la session:—Suite

Société québécoise d'exploitation minière (SOQUEM):—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 577. (*Document n° 354.*)

Société québécoise d'information juridique:—Rapport annuel pour l'exercice terminé le 31 mars 1978. Déposé, 630. (*Document n° 396.*)

Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA):—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 649. (*Document n° 418.*)

Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP):—Rapport annuel pour 1976/77 accompagné de deux publications. Déposé, 110. (*Document n° 39.*)

Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP):—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 733. (*Document n° 482.*)

Sociétés d'État:—Étude de l'O.P.D.Q. sur les—. Déposé, 75. (*Document n° 12.*)

Soumissions:—Combien d'entrepreneurs reconnus comme plus bas soumissionnaires se sont désistés. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 499. (*Document n° 283.*)

Sous-ministres:—Liste des secrétaires généraux et des—. Déposé, 714. (*Document n° 470.*)

Sous-ministres, etc.:—Combien de—, ont été nommés depuis le 24 mai 1977. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 455. (*Document n° 249.*)

SPICAM:—Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 761. (*Document n° 497.*)

Stade olympique:—Quel a été le coût de fabrication de la toile destinée à recouvrir le—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 929. (*Document n° 591.*)

Stade ou vélodrome:—Copie de tous les contrats intervenus entre la RIO et toutes sociétés concernant la location du stade ou du vélodrome. Déposé, 94. (*Document n° 28.*)

Stade ou vélodrome:—La liste de tous les contrats concernant la location du stade ou du vélodrome. Déposé, 503. (*Document n° 290.*)

Stage en France portant sur l'énergie:—Éléments du—. Déposé, 269. (*Document n° 147.*)

Documents de la session:—Suite

Standard Brands Ltd.:—Copie de documents échangés entre le ministère de l'Industrie et du Commerce et—, concernant le déménagement de 125 employés de Montréal à Toronto. Déposé, 158. (*Document n° 72.*)

Statistiques sur le nombre de personnes qui ont quitté la province:—Le gouvernement a-t-il des—, depuis le 15 novembre 1976. Déposé, 288. (*Document n° 156.*)

Subventions:—Le gouvernement a-t-il accordé des—, à certaines entreprises en 1977 et 1978. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 195. (*Document n° 101.*)

Subventions:—Dans le cadre du programme des emplois nouveaux, combien de—, ont été accordées au cours de 1976/77 et 1977/78. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 260. (*Document n° 140.*)

Subventions:—Combien de municipalités ont soumis un projet dans le cadre de certains programmes d'aide. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 407. (*Document n° 218.*)

Subventions:—Est-ce que les villes de Bedford, Cowansville, Farnham, Granby, Lac Brome et Waterloo ont reçu des—, depuis 1964. (Question transformée en motions pour dépôt de documents). Déposés, 501 et 570. (*Documents nos 285, 286 et 344.*) Voir aussi *Questions et Réponses*.

Subventions:—La liste des—, versées dans le cadre du programme d'aide aux chemins municipaux. Déposé, 574. (*Document n° 349.*)

Sun Life:—Copie de la correspondance échangée entre la compagnie—, et le gouvernement du Québec. Déposé, 175. (*Document n° 85.*)

Superport:—Copie de l'étude préparée par Lalonde-Valois, Lamarre, Valois et Associés concernant le site d'un—. Déposé, 632. (*Document n° 398.*)

Superport de vrac solide:—Les études commandées par le MIC concernant le Port de Québec et l'établissement d'un—, sont-elles terminées. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 156. (*Document n° 70.*)

Sûreté du Québec:—Rapport annuel pour 1977. Déposé, 308. (*Document n° 166.*)

Surintendant des assurances:—Rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1977. Déposé, 821. (*Document n° 525.*)

Documents de la session:—Suite

Syndicat de professionnels du gouvernement du Québec:—Copie d'une lettre du—, adressée au Président de l'Assemblée nationale concernant le dernier rapport du ministère de la Fonction publique. Déposé, 884. (Document n° 572.)

Syndicats de la construction en tutelle:—Premier rapport annuel des activités des tuteurs des cinq—. Déposé, 512. (Document n° 302.)

Syndicats de la fonction publique:—Liste des—. Déposé, 508. (Document n° 294.)

Taxe de vente:—Liste des biens non assujettis à la taxe de 8%. Déposé, 199. (Document n° 107.)

Taxe de vente:—Copie d'une lettre de M. Jean Chrétien, ministre des Finances du Canada, concernant la réduction générale de la—. Déposé, 222. (Document n° 123.)

Taxe de vente:—Copie de la correspondance concernant la contribution fédérale au financement d'une réduction temporaire de la—. Déposé, 325. (Document n° 178.)

Taxe de vente:—Copie de la déclaration de M. Jacques Parizeau relativement au contentieux sur la—. Déposé, 365. (Document n° 199.)

Taxe de vente:—Étude comparative sur la réduction de la—. Déposé, 393. (Document n° 210.)

Taxe de vente:—Copie d'une lettre de M. Jacques Parizeau au Ministre des Finances du Canada concernant la—. Déposé, 419. (Document n° 231.)

Taxe de vente:—Copie d'une lettre en date du 14 juin 1978 concernant la réduction de la—. Déposé, 468. (Document n° 254.)

Techniciens dentaires:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—. Déposé, 591. (Document n° 364.)

Techniciens en radiologie:—Rapport annuel de l'Ordre des—, pour 1977/78. Déposé, 590. (Document n° 361.)

Technologistes médicaux:—Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1977/78. Déposé, 657. (Document n° 426.)

Téléphone Continental Ltée:—Copie de toute correspondance se rapportant au réseau téléphonique contrôlé par la Compagnie de—. Déposé, 415. (Document n° 228.)

Documents de la session:—Suite

Terres et Forêts:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1976/77. Déposé, 345. (*Document n° 188.*)

Terres et Forêts:—Rapport annuel du ministère des—, pour 1977/78. Déposé, 828. (*Document n° 530.*)

Territoire agricole:—Copie d'un rapport sur l'utilisation du—, Déposé, 175. (*Document n° 84.*)

Territoire fédéral au Québec:—Quelle est l'étendue du—. (Question transformée en motion pour dépôt de document).— Déposé, 235. (*Document n° 128.*)

Test de français à l'éducation des adultes:—Copie d'une lettre concernant un—. Déposé, 400. (*Document n° 216.*)

Tordeuse du bourgeon de l'épinette:—Quel a été le coût total de la lutte contre la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 870. (*Document n° 560.*)

Tourbec Inc.:—Rapport de la firme Mercure, Béliveau et Cie sur—. Déposé, 619. (*Document n° 388.*)

Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:—Rapport annuel du ministère du—, pour 1976/77. Déposé, 168. (*Document n° 78.*)

Tournées à travers le Québec:—Quels sont les noms des fonctionnaires qui ont accompagné chaque ministre lors des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 615. (*Document n° 383.*) Voir aussi *Questions et Réponses*.

Tournées à travers le Québec:—Quels sont les noms des fonctionnaires de Communications Québec qui ont accompagné chaque ministre lors des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 501. (*Document n° 287.*)

Transformateurs aériens de distribution:—Quel a été le montant total des contrats accordés par l'Hydro-Québec pour la fabrication de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 378. (*Document n° 204.*)

Transport des grains de provende:—Copie de la correspondance concernant l'abolition des subventions pour le—. Déposé, 872. (*Document n° 562.*)

Transport urbain:—Dépliant sur la politique d'aide au—, Déposé, 700. (*Document n° 462.*)

Documents de la session:—Suite

*Transports:—*Rapport annuel du ministère des—, pour 1977/78. Déposé, 558. (*Document n° 338.*)

*Travail:—*Rapport d'étape de l'O.P.D.Q. sur les jeunes Québécois et le—. Déposé, 764. (*Document n° 500.*)

*Travail et de la Main-d'oeuvre:—*Rapport annuel du ministère du—, pour 1976/77. Déposé, 467. (*Document n° 253.*)

*Travail et de la Main-d'oeuvre:—*Rapport annuel du ministère du—, pour 1977/78. Déposé, 853. (*Document n° 552.*)

*Travailleurs sociaux:—*Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1977/78. Déposé, 657. (*Document n° 427.*)

*Travaux publics:—*Copies des arrêtés en conseil établis sous le régime de la section 2 de la Loi des—. Déposé, 115. (*Document n° 48.*)

*Travaux publics et de l'Approvisionnement:—*Des travaux ont-ils été effectués au bureau occupé par le Ministre des—, à Hull. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 413. (*Document n° 226.*)

*Travaux publics et de l'Approvisionnement:—*Rapport annuel du ministère des—, pour 1977/78. Déposé, 637. (*Document n° 404.*)

*Traversiers:—*Dossier d'information concernant la construction de deux navires pour la Société des—. Déposé, 915. (*Document n° 585.*)

*Tribunal de l'expropriation:—*Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 81. (*Document n° 16.*)

*Tutelle:—*Premier rapport annuel des activités des tuteurs des cinq syndicats de la construction en—. Déposé, 512. (*Document n° 302.*)

*Union Minière Explorations and Mining Corporation Ltd.:—*Copie de toute correspondance concernant la décision de l'—, de déménager son siège social de Montréal à Toronto. Déposé, 93. (*Document n° 25.*)

*Unité canadienne:—*Le ministère de l'Éducation a-t-il détruit ou vendu comme papier de rebut des brochures provenant de l'Ontario et visant à promouvoir l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document) Déposé, 726. (*Document n° 479.*)

*Université du Québec:—*Rapport annuel pour 1977/78. Déposé, 663. (*Document n° 434.*)

Documents de la session:—Suite

*Universités:—*Document de consultation de la Commission d'étude sur les—, en date de janvier 1978. Déposé, 57. (*Document n° 4.*)

*Universités:—*Règles relatives au financement des—. Déposé, 581. (*Document n° 358.*)

*Urbanistes:—*Rapport annuel de la Corporation professionnelle des—, pour 1976/77. Déposé, 75. (*Document n° 11.*)

*Usine d'eau lourde de La Prade:—*Copie de la correspondance concernant la construction de l'—, à Gentilly. Déposé, 704. (*Document n° 465.*)

*Vérificateur général:—*Rapport annuel pour 1976/77. Déposé, 221. (*Document n° 120.*)

*Vérificateur général:—*Rapport sur la vérification des comptes relatifs au—. Déposé, 317. (*Document n° 173.*)

*Voyages à l'extérieur du Canada:—*Quelle est la liste des employés du ministère des Affaires intergouvernementales qui ont effectué des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), Déposé, 655. (*Document n° 424.*)

*Zone de pêche:—*Copie du programme concernant la zone canadienne de 200 milles. Déposé, 415. (*Document n° 229.*)

*Zones d'exploitation contrôlée:—*Copie du protocole d'entente concernant les—. Déposé, 332. (*Document n° 181.*)

*Zones d'exploitation contrôlée:—*Quel est le montant des subventions accordées aux—. (Question transformée en motion pour dépôt de document). Déposé, 784. (*Document n° 508.*)

*Zones d'exploitation et d'aménagement contrôlées:—*Liste des—. Déposé, 785. (*Document n° 510.*)

DROIT À LA LIBRE DISPOSITION DU PEUPLE QUÉBÉCOIS:—Loi reconnaissant le—. Projet de loi n° 194.

DROITS DE CHASSE ET DE PÊCHE DANS LES TERRITOIRES DE LA BAIE JAMES ET DU NOUVEAU-QUÉBEC:—Loi concernant les—. Projet de loi n° 28.

DROITS SUCCESSORAUX:—Loi sur les—. Projet de loi n° 51.

DROIT SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES:—Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un—. Projet de loi n° 66.

E

ÉLECTIONS DE 1978:—Loi concernant les—, dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes. Projet de loi n° 44.

ÉLECTRICIENS ET INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES:—Loi modifiant la Loi des—, et la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction. Projet de loi n° 16.

EMPLOYÉS PUBLICS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 101.

ENSEIGNEMENT PRIVÉ:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi n° 58.

ENTENTE SUR L'ENTRAIDE JUDICIAIRE ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBEC:—Loi assurant l'application de l'—. Projet de loi n° 76.

ENTENTES INTERGOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ENTRAIDE JUDICIAIRE:—Loi sur les—. Projet de loi n° 36.

ÉVALUATION FONCIÈRE:—Loi modifiant la Loi sur l'—, et modifiant d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 112.

EXÉCUTIF:—Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'—. Projet de loi n° 120.

F

FÉDÉRATION DE QUÉBEC DES UNIONS RÉGIONALES DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS:—Loi modifiant la Loi concernant la—. Projet de loi n° 193.

FÊTE NATIONALE:—Loi sur la—. Projet de loi n° 48.

FILLES DE JÉSUS (TROIS-RIVIÈRES):—Loi modifiant la charte de Les—. Projet de loi n° 247.

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES:—Loi modifiant la Loi régissant le—. Projet de loi n° 195.

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES:—M. Clément Vincent nommé directeur adjoint du—, 245.

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES:—Déclaration solennelle du directeur général et de ses adjoints, 307.

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES:—Traitement du directeur général et de ses adjoints, fixé, 857.

FINANCEMENT DES PROGRAMMES DE SANTÉ:—Loi modifiant la Loi pourvoyant au—. Projet de loi n° 3.

FONCTION PUBLIQUE:—Loi sur la—. Projet de loi n° 50.

FONDATION JEAN-CHARLES BONENFANT:—Loi créant la—. Projet de loi n° 199.

FOURNIER, MME FRANCINE:—Nomination de—, au poste de vice-président de la Commission des droits de la personne, 867.

G

GATINEAU:—Loi modifiant la Charte de la ville de—. Projet de loi n° 249.

GATINEAU:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 264.

H

HYDRO-QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi d'—, et la Loi du développement de la région de la Baie James. Projet de loi n° 41.

J

JOSEPH-GINO GAGNÉ:—Loi concernant—. Projet de loi n° 240.

I

IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi n° 61.

IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL:—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'—. Projet de loi n° 81.

IMPÔT SUR LE TABAC:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi n° 62.

IMPÔTS:—Loi modifiant la Loi sur les—, et certaines dispositions législatives d'ordre fiscal. Projet de loi n° 65.

INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS D'AUTOMOBILES:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi n° 127.

INSTITUT NATIONAL DE PRODUCTIVITÉ:—Loi constituant l'—. Projet de loi n° 37.

INSTRUCTION PUBLIQUE:—Loi modifiant la Loi de l'—. Projet de loi n° 2.

INSTRUCTION PUBLIQUE:—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'—. Projet de loi n° 57.

INSTRUCTION PUBLIQUE:—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'—, et modifiant la Loi du Conseil supérieur de l'éducation. Projet de loi n° 96.

INVESTIGATION:—Loi sur l'—, et la sécurité privées. Projet de loi n° 93.

L

LA BAIE:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 271.

LAVAL:—Loi modifiant la charte de la Ville de—. Projet de loi n° 209.

LÉGISLATURE:—Loi modifiant la Loi de la—, et la Loi de l'exécutif. Projet de loi n° 120.

LIBÉRATION CONDITIONNELLE DES DÉTENUS:—Loi favorisant la—, et modifiant la Loi de la probation et des établissements de détention. Projet de loi n° 95.

LICENCES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 88.

LOI ÉLECTORALE:—Loi modifiant la—. Projet de loi n° 123.

LOTERIES:—Loi sur les—, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement. Projet de loi n° 67.

M

MAGASINS CONTINENTAL LTÉE:—Loi concernant Les—. Projet de loi n° 204.

MÉCANICIENS DE MACHINES FIXES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 17.

MÉCANICIENS EN TUYAUTERIE:—Loi modifiant la Loi des—, et modifiant de nouveau la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction. Projet de loi n° 18.

Message inaugural:—

Message inaugural; débat; débat ajourné, 3. Reprise du débat; motion de censure proposée; débat ajourné, 57. Reprise du débat; 2^e motion de censure proposée; débat ajourné, 72, 73. Droit de parole accordé aux députés de Rouyn-Noranda et de Beauce-Sud, 73. Reprise du débat; débat ajourné, 128. Reprise du débat; 3^e motion de censure proposée; débat ajourné, 138, 139. Reprise du débat; débat ajourné, 144. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 145. Enregistrement des noms; motions de censure rejetées après div., 150.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi n° 99.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi n° 77.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi n° 1.

MINISTÈRE DU REVENU:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi n° 102.

MISE EN MARCHÉ DES PRODUITS AGRICOLES:—Loi modifiant la Loi sur la—.
Projet de loi n° 116.

MISE EN VALEUR DES EXPLOITATIONS AGRICOLES:—Loi modifiant la Loi favorisant la—. Projet de loi n° 100.

MONT-JOLI:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 259.

MONTREAL-EST:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi n° 218.

Motions non annoncées:

Afrique du Sud:—Résolution relative à des violations des droits de la personne en—, 150.

Amnistie internationale:—Solidarité envers ceux qui se vouent à la défense des droits de la personne, 798.

Assemblée nationale:—Motion relative à l'absence de mesures permettant à l'—, de siéger. Débat; amend. proposé, amend. reçu; motion de retrait de l'amend. adoptée (vote); motion princ. rejetée après div. (vote), 461-463.

Aubé, M. Paul:—Remerciements adressés à—, pour avoir offert gratuitement la main-d'oeuvre nécessaire à la reconstruction du Patro Roc-Amadour, 245.

Bellemare, M. Maurice:—Voeux exprimés à l'occasion du soixante-sixième anniversaire de naissance de—, 420.

Bellemare, M. Maurice:—Voeux de prompt rétablissement à—, 434.

Biéler, M. Jean-Henri:—Condoléances à la famille de—, 55.

Blondin, M. René:—Voeux de prompt rétablissement à—, 150.

Bourgeois, Mme Lyne:—Condoléances à la famille de—, 326.

Burns, M. Robert:—Voeux de prompt rétablissement adressés à—, 326.

Motions non annoncées:—Suite

*Campagne pré-référendaire:—*Motion concernant l'utilisation de fonds publics dans la—, 182-184.

*Canadiens de Montréal:—*Félicitations aux—, pour avoir remporté la Coupe Stanley, 357.

*Carnaval d'hiver:—*Félicitations au président du 25^e—, 916.

*Chaloult, M. René:—*Condoléances à la famille de—, 868.

*Champigny-Robillard, Mme Laurette:—*Félicitations et remerciements à—, pour le travail accompli à la présidence du Conseil du statut de la femme, 651.

*Chouinard, M. Maurice:—*Condoléances à la famille de—, 434.

*Cliche, Juge Robert:—*Décoration de l'Ordre de la Pléiade honorant la mémoire du—, 591.

*Collaboration Santé Internationale:—*Remerciements à—. pour l'aide apportée dans l'envoi de médicaments au Sénégal, 838.

*Déclaration universelle des droits de l'homme:—*Motion pour commémorer le 30^e anniversaire de la—, 762.

*Députés élus le 22 juin 1960:—*Félicitations aux—, 530.

*Drouin, M. le juge François:—*Profonde reconnaissance exprimée à—, directeur général des élections, 129; 130.

*Étudiants contrôleurs aériens:—*Motion demandant au gouvernement fédéral de permettre à 16—, de poursuivre leurs études au Québec, 828.

*Fête de Saint-André:—*Voeux offerts aux Québécois d'origine écossaise ou russe, 757.

*Fête du 1^{er} mai:—*Hommage rendu à tous les travailleurs du Québec, 245.

*Fête nationale des Irlandais:—*Voeux à tous les Québécois d'origine irlandaise à l'occasion de la—, 137.

*Fondation André-Mathieu:—*Félicitations adressées au Cégep Montmorency, à la ville de Laval et à la—, à l'occasion de l'inauguration de la salle de concert, 602.

*Garneau, M. Raymond:—*Condoléances à l'occasion du décès de la mère de—, 741.

Motions non annoncées:—Suite

Groulx, Chanoine Lionel:—L'Assemblée commémore le centième anniversaire de naissance du—, 55.

Jeux du Québec:—Félicitations adressées à l'équipe du Saguenay-Lac-Saint-Jean, 104.

Jour du souvenir:—Hommage rendu à tous les valeureux soldats du Québec et du Canada, 683.

Journée internationale de la femme:—Motion concernant la—, 110.

Journée nationale du français:—Célébration de la—, 430.

La Presse et Montréal-Matin:—Motion pour marquer le retour des courriéristes parlementaires de—, 270.

La Presse, Montréal-Matin et Le Soleil:—Motion concernant les conflits de travail à—, 115.

Laurendeau, M. André:—Moment de recueillement pour souligner le dixième anniversaire de la mort de—, 386.

LeBlanc-Bantey, Mme Denise:—Félicitations à—, à l'occasion de sa prochaine maternité, 651.

Lessard, M. Jacques:—Voeux de prompt rétablissement à—, secrétaire adjoint, 665.

Lessard, M. Jacques:—Motion soulignant le retour du secrétaire adjoint de l'Assemblée, 917.

Levesque, M. Gérard D.:—Hommage rendu à—, 201.

Liban:—Motion visant à établir un fonds de secours pour venir en aide aux sinistrés du—, 582.

Maires et conseillers municipaux:—Félicitations à tous les—, élus les 30 octobre et 5 novembre 1978, 665.

Maires et conseillers municipaux:—Félicitations à tous les—, élus. Motion amendée; motion adoptée (abstentions), 692-694.

Meir, Madame Golda:—Télégramme adressé au premier ministre d'Israël à l'occasion du décès de—, 806.

Morin, M. Jacques-Yvan:—Condoléances à—, à l'occasion du décès de son père, 184.

Motions non annoncées:—Suite

Moro, M. Aldo:—Message de sympathie à la famille de—, et au gouvernement italien, 278.

Oxfam-Québec:—Motion appuyant les efforts de—, 814.

Pape Jean-Paul II:—Message adressé au—, 602.

Premier ministre de la République française:—Souhaits de bienvenue au—, M. Raymond Barre, 939.

Premier ministre d'Israël:—Souhaits de bienvenue au—, 670.

Président de l'Assemblée nationale:—Félicitations adressées au—, pour le succès de la Conférence sur le parlementarisme britannique, 602.

Président de l'Assemblée nationale:—Motion de confiance envers le—. Débat; amend. proposé; amend. adopté (vote); débat ajourné, 757-759.

Prix du gouvernement du Québec:—Félicitations aux récipiendaires des cinq grands—, 559.

Réfugiés vietnamiens:—Demande d'aide pour les nombreux—, 708.

Réfugiés vietnamiens:—Motion souhaitant la bienvenue aux—, 741.

Rosh Ha-shanah:—Voeux offerts à la Communauté juive à l'occasion du—, 553.

Schreyer, M. Edward:—Félicitations adressées à—, qui occupera le poste de gouverneur général du Canada, 807.

Seguin, M. Fernand:—Félicitations à—, récipiendaire du Prix Kalinga 1977, 631.

Semaine de l'Âge d'Or:—Proclamation de la—, 318.

Semaine de la police:—Appui au rôle essentiel du policier, 318.

Société pour l'Encouragement de la Recherche et de l'Invention:—Félicitations à MM. Yves Bérubé et Fernand Claisse pour la médaille d'or de la—, 708.

St-Germain, M. Noël:—Condoléances à—, à l'occasion du décès de sa mère, 808.

Sun Life:—Motion concernant le maintien des emplois à la—, 228.

Motions non annoncées:—Suite

Sûreté du Québec:—Motion proposant que des félicitations soient adressées à la—, suite à l'affaire de la prise d'otages à Saint-Jérôme. Débat; débat ajourné, 148. Motion retirée, 217.

Taxe de vente:—Motion priant les gouvernements du Québec et du Canada de conclure une entente relativement à la—, 212-214; 239-241; 247-249.

Taxe de vente:—Motion priant les gouvernements du Québec et du Canada d'en arriver à une entente, 299.

Villeneuve, M. Gilles:—Félicitations à—, gagnant de la course du Grand Prix du Canada, 582.

Motions de fond (en vertu de l'article 91 du règlement):

M. Biron:—Motion concernant la convocation de la Commission de l'Assemblée nationale afin de donner aux députés un droit de surveillance sur les sociétés d'État québécoises. Débat; débat ajourné, 576. Reprise du débat; amend. proposé; amend. adopté (vote); motion princ. adoptée (vote), 594. Séances de la Commission les 30 novembre et 14 décembre 1978. Rapport (document n° 555), 854.

M. Ciaccia:—Motion concernant la demande d'augmentation des tarifs de l'Hydro-Québec. Débat; amend. proposé; débat ajourné, 617. Reprise du débat; amend. rejeté après div. (vote); motion princ. rejetée après div. (vote), 634.

M. Goldbloom:—Motion priant le gouvernement de convoquer une commission conjointe relativement à la réforme de la fiscalité municipale et scolaire. Débat; motion rejetée après div. (vote), 382.

M. Goldbloom:—Motion concernant la décision du gouvernement de suspendre l'indexation des prestations d'aide sociale. Débat; amend. proposé; débat ajourné, 932. Motion retirée, 951.

M. Grenier:—Motion concernant l'avenir constitutionnel des Québécois. Débat; amend. proposé; question prise en délibéré; débat ajourné, 241. Reprise du débat; amend. déclaré recevable; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 266. Enregistrement des noms; amend. rejeté après div.; motion princ. adoptée après div., 270.

M. Grenier:—Motion concernant la convocation de la Commission permanente de l'éducation pour étudier les conflits qui perturbent plusieurs institutions d'enseignement. Débat; débat ajourné, 705. Reprise du débat; motion rejetée après div. (vote), 728.

Motions de fond:—Suite

- M. Levesque* (Bonaventure):—Motion priant le gouvernement de définir clairement sa théorie de la souveraineté-association. Débat; débat ajourné, 176. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 198 et 199. Enregistrement des noms; motion adoptée, 202.
- M. Levesque* (Bonaventure):—Motion concernant la question qui sera posée lors de la consultation populaire. Débat; débat ajourné, 292. Reprise du débat; amend. proposé et reçu; 2^e amend. proposé; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 313-315. Enregistrement des noms; amend. rejetés après div.; motion princ. rejetée après div., 319-321.
- M. Levesque* (Bonaventure):—Motion concernant la position que le gouvernement adoptera à la conférence fédérale-provinciale sur la constitution. Consentement unanime accordé; partage du temps; débat; débat terminé, 640.
- M. Pagé*:—Motion concernant la convocation de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre en vue d'analyser l'application du règlement de placement dans l'industrie de la construction. Partage du temps; amend. proposé; amend. adopté après div. (vote); motion princ. adoptée après div. (vote), 750-752.
- M. Raynauld*:—Motion priant le gouvernement de prendre des mesures pour enrayer le chômage. Débat; débat ajourné, 656. Reprise du débat; motion rejetée après div. (vote), 678.
- M. Roy*:—Motion concernant la scission du projet de loi n° 70, Loi constituant la Société nationale de l'amiante. Conférence des leaders parlementaires; répartition du temps; débat; motion rejetée après div. (vote), 135.
- M. Roy*:—Motion priant le gouvernement de convoquer la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre pour entendre les parties concernées dans le conflit du journal *Le Soleil*. Motion adoptée (vote), 290.

✓ **Motions privilégiées:**

Motions en vertu de l'article 24 du règlement:

- M. Biron*:—Motion concernant le mauvais choix de priorités législatives et budgétaires du gouvernement. Partage du temps; débat; motion rejetée après div. (vote), 687.

Motions privilégiées:—Suite

M. Biron:—Motion blâmant le gouvernement au sujet de Marine Industrie Limitée. Partage du temps, 822. Motion rejetée après div. (vote), 849.

M. Ciaccia:—Motion concernant la hausse considérable des tarifs de l'Hydro-Québec. Partage du temps; motion rejetée après div. (vote), 736.

M. Lavoie:—Motion concernant l'absentéisme chronique des membres du gouvernement en Chambre. Débat; motion rejetée après div. (vote), 388.

M. Pagé:—Motion concernant le nombre élevé de chômeurs au Québec. Partage du temps; débat; débat terminé, 579. Enregistrement des noms; motion rejetée après div., 583.

M. Scowen:—Motion concernant les jeunes diplômés des cégeps et des universités. Partage du temps; document n° 500 déposé; motion rejetée après div. (vote), 763.

Motions proposant un débat d'urgence en vertu de l'article 78 du règlement:

M. Biron:—Motion concernant le conflit qui s'amorce entre les producteurs de lait. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 933.

M. Bisailon:—Motion concernant le congédiement d'étudiants contrôleurs de la circulation aérienne. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 944.

M. Ciaccia:—Motion concernant la hausse des tarifs de l'électricité. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 671.

M. Ciaccia:—Motion concernant les produits pétroliers. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 963.

M. Lavoie:—Motion concernant la subvention du gouvernement à Tri-cofil. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 434.

M. Lavoie:—Motion concernant la déroulement du recensement tenu en octobre 1978. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 584.

M. Lavoie:—Motion concernant la publicité du Parti Québécois. Consentement unanime accordé; débat; débat terminé, 954.

Motions privilégiées:—Suite

M. LeMoignan:—Motion concernant la conflit de travail à la Société des traversiers. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 598.

M. Pagé:—Motion concernant la situation qui prévaut au Pavillon Charleroi-Boyer. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 665.

M. Pagé:—Motion concernant les conflits de travail à la Gaspé Cooper Mines et à la Donohue. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 917.

M. Raynauld:—Motion concernant le problème du chômage au Québec. Motion déclarée irrecevable (décision du Président), 553.

Motions en vertu de l'article 79:

M. Mailloux:—Motion concernant la conduite du ministre des Transports relativement à l'émission des plaques d'immatriculation. Débat; document n° 36 déposé; débat suspendu, 105. Reprise du débat; motion rejetée après div. (vote), 107.

N

NÉGOCIATIONS COLLECTIVES DANS LES SECTEURS DE L'ÉDUCATION, DES AFFAIRES SOCIALES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX:—Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des—. Projet de loi n° 55.

NORMES DU TRAVAIL:—Loi sur les—. Projet de loi n° 126.

O

OFFICE DE RECRUTEMENT ET DE LA SÉLECTION DU PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE:—Nominations à l'—, 856.

OUTAOUAIS:—Loi constituant certaines municipalités dans l'—. Projet de loi n° 119.

P

PARC DU SOUVENIR (1976) INC.:—Loi concernant—. Projet de loi n° 263.

PERSONNES HANDICAPÉES:—Loi assurant l'exercice des droits des—. Projet de loi n° 9.

PROBATION:—Loi modifiant la Loi de la—, et des établissements de détention. Projet de loi n° 85.

PROBATION:—Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et modifiant la Loi de la—, et des établissements de détention. Projet de loi n° 95.

PROGRAMMATION ÉDUCATIVE:—Loi sur la—. Projet de la loi n° 109.

Projets de loi:

Projet de loi n° 1.—Loi modifiant la Loi du ministère des transports.—M. Lessard.—1^{re} lect., 147. 2^e lect.; déferé à la Commission des transports, 169. Rapp. (*document n° 91*), 177. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 185. 3^e lect., 203. Sanction, 242. (1978, c. 74.)

Projet de loi n° 2.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.—M. Morin (Sauvé).—1^{re} lect., 149. 2^e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; lu et agréé, 359. 3^e lect., 394. Sanction, 424. (1978, c. 78.)

Projet de loi n° 3.—Loi modifiant la Loi pourvoyant au financement des programmes de santé.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 149. 2^e lect. (lt-g.); en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 328. 3^e lect., 350. Sanction, 352. (1978, c. 35.)

Projet de loi n° 4.—Loi modifiant la Loi sur les biens culturels.—M. Vaugeois.—1^{re} lect., 146. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires culturelles, 204. Rapp. (*document n° 238*), 433. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 470. Motion de 3^e lect.; débat; motion adoptée après div.; 3^e lect., 487. Sanction, 546. (1978, c. 23.)

Projet de loi n° 5.—Loi modifiant la Loi sur la refonte des lois.—M. Bédard.—1^{re} lect., 206. 2^e lect. (lt-g.); déferé à la Commission de la justice, 253. Rapp. (*document n° 164*), 298. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 328. 3^e lect., 349. Sanction, 352. (1978, c. 17.)

Projet de loi n° 6.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public.—M. Parizeau.—1^{re}, 2^e et 3^e lect., 161. Sanction, 161. (1978, c. 1.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 7.—Loi modifiant la Loi constituant la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.—M. Garon.—1^{re} lect., 318. 2^e lect. (lt-g.); déferé à la Commission de l'agriculture, 396. Rapp. (*document n° 237*), 433. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 443. Sanction, 446. (1978, c. 48.)

Projet de loi n° 8.—Loi modifiant la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel.—M. Morin (Sauvé).—1^{re} lect., 228. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée; 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 457. 3^e lect., 487. Sanction, 546. (1978, c. 80.)

Projet de loi n° 9.—Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées.—M. Lazure.—1^{re} lect., 333. 2^e lect. (lt-g.); déferé à la Commission des affaires sociales, 389. Rapp. (*document n° 256*), 473. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 507. 3^e lect., 537. Sanction, 546. (1978, c. 7.)

Projet de loi n° 10.—Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées.—M. Garon.—1^{re} lect. (vote), 215. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 279. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de l'agriculture, 283. Rapp. (*document n° 197*), 362. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 395. 3^e lect., 421. Sanction, 424. (1978, c. 50.)

Projet de loi n° 11.—Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers.—M. Garon.—1^{re} lect. (vote), 215. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 279. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix; 2^e lect. après div.; déferé à la Commission de l'agriculture, 283. Rapp. (*document n° 197*), 362. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 395. 3^e lect., 421. Sanction, 424. (1978, c. 49.)

Projet de loi n° 12.—Loi modifiant la Loi du crédit agricole.—M. Garon.—1^{re} lect. (vote), 215. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 279. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de l'agriculture, 283. Rapp. (*document n° 197*), 362. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 395. 3^e lect., 421. Sanction, 424. (1978, c. 44.)

Projet de loi n° 13.—Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes.—M. Garon.—1^{re} lect. (vote), 215. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 279. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de l'agriculture, 283. Rapp. (*document n° 197*), 362. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 395. 3^e lect., 421. Sanction, 424. (1978, c. 45.)

Projet de loi n° 14.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole.—M. Garon.—1^{re} lect. (vote), 216. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 279. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix; motion

Projets de loi:—Suite

adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de l'agriculture, 283. Rapp. (*document n° 197*), 362. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 395. 3^e lect., 421. Sanction, 424. (1978, c. 46.)

Projet de loi n° 15.—Loi modifiant la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques.—M. Garon.—1^{re} lect. (vote), 216. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 279. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de l'agriculture, 283. Rapp. (*document n° 197*), 362. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 395. 3^e lect., 421. Sanction, 424. (1978, c. 47.)

Projet de loi n° 16.—Loi modifiant la Loi des électriciens et installations électriques et la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction.—M. Johnson.—1^{re} lect., 222. 2^e lect.; déferé à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre, 254. Rapp. (*document n° 163*), 298. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 443. Sanction, 446. (1978, c. 54.)

Projet de loi n° 17.—Loi modifiant la Loi des mécaniciens de machines fixes.—M. Johnson.—1^{re} lect., 222. 2^e lect.; déferé à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre, 254. Rapp. (*document n° 163*), 298. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 443. Sanction, 446. (1978, c. 56.)

Projet de loi n° 18.—Loi modifiant la Loi des mécaniciens en tuyauterie et modifiant de nouveau la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction.—M. Johnson.—1^{re} lect., 222. 2^e lect.; déferé à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre, 254. Rapp. (*document n° 163*), 298. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 443. Sanction, 446. (1978, c. 55.)

Projet de loi n° 19.—Loi modifiant la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 269. 2^e lect., après div. (lt-g.); en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 329. 3^e lect. après div., 350. Sanction, 352. (1978, c. 70.)

Projet de loi n° 20.—Loi concernant certaines dispositions législatives.—M. Bédard.—1^{re} lect., 491. 2^e lect. (art. 119A); déferé à la Commission de la justice, 586. Rapp. (*document n° 502*), 768. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 808. 3^e lect., 860. Sanction, 909. (1978, c. 18.)

Projet de loi n° 21.—Loi autorisant la vente de certains vins dans les épiceries et modifiant la Loi de la Société des alcools du Québec et la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool.—M. Tremblay.—1^{re} lect., 222. 2^e lect.; déferé à la Commission de l'industrie et du commerce, 255. Rapp. (*document n° 159*), 293. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 350. 3^e lect. après div., 360. Sanction, 390. (1978, c. 67.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 22.—Loi modifiant la Loi des travaux publics. —Mme Ouellette.—Projet de loi inscrit au feuillet au stade où il se trouvait au moment de la prorogation, 56. Prise en considération du rapport; rapport adopté après div., 831. 3^e lect., 860. Sanction, 909. (1978, c. 51.)

Projet de loi n° 23.—Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik.—M. Tardif.—1^{re} lect., 468. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires intergouvernementales, 478. Rapp. (*document n° 319*), 530. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 541. Sanction, 546. (1978, c. 87.)

Projet de loi n° 24.—Loi concernant les villages cris.—M. Tardif.—1^{re} lect., 475. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires intergouvernementales, 478. Rapp. (*document n° 319*), 530. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 541. Sanction, 546. (1978, c. 88.)

Projet de loi n° 25.—Loi concernant l'Administration régionale crie.—M. Morin (Louis-Hébert).—1^{re} lect., 356. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires intergouvernementales, 476. Rapp. (*document n° 319*), 530. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 541. Sanction, 546. (1978, c. 89.)

Projet de loi n° 26.—Loi constituant le Conseil régional de zone de la Baie James.—M. Joron.—1^{re} lect., 468. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires intergouvernementales, 477. Rapp. (*document n° 319*), 530. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 541. Sanction, 546. (1978, c. 90.)

Projet de loi n° 27.—Loi constituant la Société Makivik.—M. Morin (Louis-Hébert).—1^{re} lect., 356. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires intergouvernementales, 476. Rapp. (*document n° 319*), 530. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 541. Sanction, 546. (1978, c. 91.)

Projet de loi n° 28.—Loi concernant les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec.—M. Duhaime.—1^{re} lect., 644. 2^e lect.; déferé à la Commission du tourisme, de la chasse et de la pêche, 696. Rapp. (*document n° 536*), 837. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 861. 3^e lect., 876. Sanction, 909. (1978, c. 92.)

Projet de loi n° 29.—Loi concernant le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec.—M. Bérubé.—1^{re} lect., 658. 2^e lect.; déferé à la Commission des terres et forêts, 696. Rapp. (*document n° 554*), 854. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 875. Sanction, 909. (1978, c. 93.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 30.—Loi modifiant de nouveau la Loi de la qualité de l'environnement.—M. Léger.—1^{re} lect., 644. 2^e lect.; déferé à la Commission de la protection de l'environnement, 696. Rapp. (*document n° 515*), 797. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 809. Ordre de 3^e lect. révoqué; projet de loi déferé à la commission pl.; étudié; amendé; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 876. Sanction, 909. (1978, c. 94.)

Projet de loi n° 31.—Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James.—M. Lazure.—1^{re} lect., 828.

Projet de loi n° 32.—Loi constituant la Société des travaux de correction du Complexe La Grande.—M. Joron.—1^{re} lect., 468. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires intergouvernementales, 477. Rapp. (*document n° 319*), 530. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 2^e lect., 541. Sanction, 546. (1978, c. 95.)

Projet de loi n° 33.—Loi constituant la Société de développement autochtone de la Baie James.—M. Joron.—1^{re} lect., 468. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires intergouvernementales, 477. Rapp. (*document n° 319*), 530. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 541. Sanction, 546. (1978, c. 96.)

Projet de loi n° 34.—Loi concernant les autochtones cris et inuit.—M. Morin (Louis-Hébert).—1^{re} lect., 356. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires intergouvernementales, 476. Rapp. (*document n° 319*), 530. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 541. Sanction, 546. (1978, c. 97.)

Projet de loi n° 35.—Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies.—Mme Payette.—1^{re} lect., 251. 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; 3^e lect. après div., 279. Sanction, 281. (1978, c. 84.)

Projet de loi n° 36.—Loi sur les ententes intergouvernementales en matière d'entraide judiciaire.—M. Bédard.—1^{re} lect., 258. Ordre de 2^e lect. et 1^{re} lect. révoqués; projet de loi retiré, 723.

Projet de loi n° 37.—Loi constituant l'Institut national de productivité.—M. Tremblay.—1^{re} lect., 293. 2^e lect. (lt-g.); déferé à la Commission de l'industrie et du commerce, 390. Rapp. (*document n° 236*), 429. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 436. Sanction, 446. (1978, c. 68.)

Projet de loi n° 38.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives.—M. Tardif.—1^{re} lect., 363. Ordre de 2^e lect. révoqué; déferé à la Commission des affaires municipales, 516. Rapp. (*document n° 333*), 552. Motion de 2^e lect.; débat; débat ajourné, 599. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 605.

Projets de loi:—Suite

Enregistrement des noms; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 607. Rapp. (*document n° 439*), 664. Prise en considération du rapport; amend. proposés; amend. rejetés après div.; rapport adopté après div.; 3^e lect., 716. Sanction, 717. (1978, c. 103.)

Projet de loi n° 39.—Loi sur le recours collectif.—M. Marois.—Projet de loi inscrit au feuilleton au stade où il se trouvait au moment de la prorogation, 56. Rapp. (*document n° 55*), 129. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de la justice, 304. Rapp. (*document n° 213*), 394. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 401. 3^e lect., 421. Sanction, 424. (1978, c. 8.)

Projet de loi n° 40.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile et instituant le Conseil de la magistrature.—M. Bédard.—1^{re} lect., 356. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée après div. (vote); 2^e lect.; déferé à la Commission de la justice, 445. Rapp. (*document n° 320*), 531. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect. après div. (vote), 543. Sanction, 546. (1978, c. 19.)

Projet de loi n° 41.—Loi modifiant la Loi d'Hydro-Québec et la Loi du développement de la région de la Baie James.—M. Joron.—1^{re} lect., 346. 2^e lect.; déferé à la Commission de l'énergie, 396. Rapp. (*document n° 235*), 429. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 435. Sanction, 446. (1978, c. 41.)

Projet de loi n° 42.—Loi approuvant la Convention du Nord-Est québécois.—M. Morin (Louis-Hébert).—1^{re} lect., 356. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires intergouvernementales, 476. Rapp. (*document n° 319*), 530. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 541. Sanction, 546. (1978, c. 98.)

Projet de loi n° 43.—Loi modifiant la Loi du salaire minimum.—M. Johnson.—1^{re} lect., 364. Motion de 2^e lect.; débat; débat ajourné, 397. Reprise du débat; motion adoptée; 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 422. Sanction, 425. (1978, c. 53.)

Projet de loi n° 44.—Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes. —M. Tardif.—1^{re} lect., 346. Motion de 2^e lect.; débat; amend. proposé; débat ajourné, 397. Reprise du débat; amend. rejeté après div. (vote); motion princ. adoptée après div. (vote); 2^e lect.; en commission pl.; progrès, 401-403. Ordre pour étudier de nouveau le projet de loi en commission pl. révoqué; déferé à la Commission des affaires municipales, 464. Rapp. (*document n° 262*), 482. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 508. Motion de 3^e lect.; débat; motion adoptée après div. (vote); 3^e lect., 537. Sanction, 546. (1978, c. 63.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 45.—Loi modifiant la Loi sur les subventions aux municipalités de 10 000 habitants ou plus.—M. Tardif.—1^{re} lect., 333. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 479. Sanction, 547. (1978, c. 62.)

Projet de loi n° 46.—Loi modifiant la Loi des caisses d'épargne et de crédit et la Loi des caisses d'entraide économique.—Mme Payette.—1^{re} lect., 356. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté, 475. Ordre de 3^e lect. révoqué; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; motion de 3^e lect.; débat; document n° 295 déposé; motion adoptée; 3^e lect., 509. Sanction, 547. (1978, c. 85.)

Projet de loi n° 47.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public.—M. Parizeau.—1^{re}, 2^e et 3^e lect., 351. Sanction, 352. (1978, c. 2.)

Projet de loi n° 48.—Loi sur la fête nationale.—M. Johnson. —1^{re} lect., 347. 2^e lect.; déferé en commission pl., 389. En commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 423. Sanction, 425. (1978, c. 5.)

Projet de loi n° 49.—Loi concernant le rôle de la valeur locative de la Ville de Montréal et de Ville Saint-Pierre ainsi que des cités de Côte-Saint-Luc, Outremont et Westmount.—M. Tardif.—1^{re} lect., 363. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée; 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 479. 3^e lect., 508. Sanction, 547. (1978, c. 106.)

Projet de loi n° 50.—Loi sur la fonction publique.—M. de Belleval.—1^{re} lect., 356. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 423. Enregistrement des noms; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de la fonction publique, 430. Rapp. (*document n° 263*), 482. Prise en considération du rapport; rapport adopté; documents n°s 293 et 294 déposés, 508. 3^e lect. après div., 539. Sanction, 547. (1978, c. 15.)

Projet de loi n° 51.—Loi sur les droits successoraux.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 483. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 557. Enregistrement des noms; motion adoptée après div. (vote); 2^e lect.; déferé à la Commission des finances et des comptes publics, 559. Rapp. verbalement; rapport adopté, 888. 3^e lect., 901. Sanction, 909. (1978, c. 37.)

Projet de loi n° 52.—Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.—M. Johnson.—1^{re} lect., 363. 2^e lect. (article 119A du règlement sessionnel); déferé à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre, 487. Rapp. (*document n° 279*), 491. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 532. 3^e lect., 539. Sanction, 547. (1978, c. 58.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 53.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public.—M. Parizeau.—1^{re}, 2^e et 3^e lect., 545. Sanction, 547. (1978, c. 3.)

Projet de loi n° 54.—Loi modifiant la Loi de la Régie des services publics.—M. O'Neill.—1^{re} lect., 363. Motion de 2^e lect.; débat; débat suspendu; reprise du débat; motion adoptée après div.; 2^e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; 3^e lect. après div., 436, 437. Sanction, 446. (1978, c. 77.)

Projet de loi n° 55.—Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 363. Motion de 2^e lect.; débat; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 470. Enregistrement des noms; motion adoptée après div. (vote); 2^e lect.; déferé à la Commission des finances et des comptes publics, 474. Rapp. (*document n° 304*), 512. Prise en considération du rapport; rapport adopté après div.; 3^e lect. après div. (vote), 540. Sanction, 547. (1978, c. 14.)

Projet de loi n° 56.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi constituant la Commission de transport de la Rive sud de Montréal.—M. Lessard.—1^{re} lect., 400. 2^e lect.; déferé à la Commission des transports, 438. Rapp. (*document n° 278*), 491. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 537. 3^e lect. après div., 539. Sanction, 547. (1978, c. 104.)

Projet de loi n° 57.—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique.—M. Morin (Sauvé).—1^{re} lect., 363. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée après div. (vote); 2^e lect.; en commission pl.; progrès, 458. Ordre d'étudier de nouveau le projet de loi en commission pl. révoqué; déferé à la Commission de l'éducation, 516. Rapp.; rapport adopté; motion de 3^e lect.; débat; motion adoptée après div. (vote); 3^e lect., 538. Sanction, 547. (1978, c. 79.)

Projet de loi n° 58.—Loi modifiant la Loi de l'enseignement privé.—M. Morin (Sauvé).—1^{re} lect., 363. Motion de 2^e lect.; motion adoptée; 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 458. 3^e lect., 487. Sanction, 547. (1978, c. 81.)

Projet de loi n° 59.—Loi modifiant le Code du travail.—M. Johnson.—1^{re} lect.; déferé à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre, 364. Rapp. (*document n° 250*), 464. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 464. Enregistrement des noms; motion adoptée après div. (vote); déferé à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre, 469. Rapp. (*document n° 321*), 533. Prise en considération du rapport; rapport adopté après div., 540. 3^e lect. après div. (vote), 540. Sanction, 547. (1978, c. 52.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 60.—Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants.—M. de Belleval.—1^{re} lect., 400. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; document n° 239 déposé; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de la fonction publique, 437. Rapp. (*document n° 257*), 473. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 507. Motion de 3^e lect.; débat; motion adoptée après div. (vote); 3^e lect., 538. Sanction, 548. (1978, c. 16.)

Projet de loi n° 61.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 468. 2^e lect. (lt-g.); déferé à la Commission des finances et des comptes publics, 554. Rapp. (*document n° 461*), 699. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 810. 3^e lect., 860. Sanction, 909. (1978, c. 29.)

Projet de loi n° 62.—Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 468. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 556. Enregistrement des noms; motion adoptée après div. (vote); 2^e lect.; déferé à la Commission des finances et des comptes publics, 559. Rapp. (*document n° 461*), 699. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 810. 3^e lect., 860. Sanction, 909. (1978, c. 31.)

Projet de loi n° 63.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 468. 2^e lect. (lt-g.); déferé à la Commission des finances et des comptes publics, 555. Rapp. (*document n° 461*), 699. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 810. 3^e lect., 860. Sanction, 909. (1978, c. 32.)

Projet de loi n° 64.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 468. 2^e lect. (lt-g.); déferé à la Commission des finances et des comptes publics, 555. Rapp. (*document n° 461*), 699. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 810. 3^e lect., 860. Sanction, 909. (1978, c. 27.)

Projet de loi n° 65.—Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives d'ordre fiscal.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 514. Motion de 2^e lect.; débat; débat suspendu; 823. Reprise du débat; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission du revenu, 824. Rapp. verbalement; rapport adopté, 888. 3^e lect., 901. Sanction, 909. (1978, c. 26.)

Projet de loi n° 66.—Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières.—M. Tardif.—1^{re} lect., 492. 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 590. Rapp. (*document n° 447*), 670. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 771. 3^e lect., 785. Sanction, 795. (1978, c. 61.)

Projet de loi n° 67.—Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 514. 2^e lect. (lt-g.); déferé à la Commission du revenu, 586. Rapp. (*document n° 556*), 854. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 876. 3^e lect., 901. Sanction, 910. (1978, c. 36.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 68.—Loi constituant la Société des loteries et courses du Québec.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 514. Motion de 2^e lect.; débat; débat ajourné, 586. Reprise du débat; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission des finances et des comptes publics, 589. Rapp. (*document n° 461*), 699. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 810. 3^e lect., 860. Sanction, 910. (1978, c. 38.)

Projet de loi n° 69.—Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement.—M. Léger.—1^{re} lect.; déferé à la Commission de la protection de l'environnement, 492. Rapp. (*document n° 332*), 552. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat suspendu, 786. Reprise du débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 787. Enregistrement des noms; motion adoptée après div. 2^e lect.; déferé à la Commission de la protection de l'environnement, 792. Rapp. (*document n° 537*), 837. Prise en considération; rapport adopté, 862. Ordre de 3^e lect. révoqué; projet de loi déferé à la commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 877. Sanction, 910. (1978, c. 64.)

Projet de loi n° 70.—Loi constituant la Société nationale de l'amiante.—M. Bérubé.—Projet de loi inscrit au feuilleton au stade où il se trouvait au moment de la prorogation, 56. Reprise du débat; amend. proposé; débat ajourné, 76. Reprise du débat; débat ajourné, 80; 95. Reprise du débat; débat suspendu; reprise du débat; amend. rejeté après div. (vote); document cité; requête concernant ce document prise en délibéré; débat ajourné, 99 et 100. Décision du Président; document n° 37 déposé, 106. Reprise du débat; débat ajourné, 109; 114; 118. Reprise du débat; motion proposant la division de la question (art. 87 du règlement); motion déclarée irrecevable (décision du Président); débat ajourné, 123. Reprise du débat; document n° 51 déposé; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms remis à plus tard, 127. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission des richesses naturelles, 130. Motion que le rapport de la Commission des richesses naturelles soit déposé le 9 mai; débat; document n° 149 déposé; débat suspendu; reprise du débat; motion adoptée, 274, 275. Rapp. (*document n° 151*), 277. Motion de prise en considération du rapport et des amend.; débat; débat ajourné, 285. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 295. Enregistrement des noms; rapport adopté après div., 300-303. Motion de 3^e lect.; débat; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé; 322. Enregistrement des noms; motion adoptée après div. (vote); 3^e lect., 326. Sanction, 352. (1978, c. 42.)

Projet de loi n° 71.—Loi modifiant la Loi de la conservation de la faune.—M. Duhaime.—1^{re} lect., 619. Motion de 2^e lect.; débat; débat ajourné, 851. Reprise du débat; débat suspendu, 877. Reprise du débat; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission du tourisme, de la chasse et de la pêche, 877, 878. Rapp. verbalement; rapport adopté, 904. 3^e lect. après div., 907. Sanction, 910. (1978, c. 65.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 72.—Loi sur la protection du consommateur. —Mme Payette.—1^{re} lect., 597. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 645. Reprise du débat; débat suspendu, 659. Reprise du débat; débat ajourné, 660. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 667. Enregistrement des noms; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 670. Rapp. (*document n° 535*), 836. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 874. 3^e lect. après div., 904. Sanction, 910. (1978, c. 9.)

Projet de loi n° 73.—Loi modifiant la Loi des régimes supplémentaires de rentes.—M. Lazure.—1^{re} lect., 582. 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires sociales, 647. Rapp. (*document n° 455*), 682. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 861. 3^e lect., 876. Sanction, 910. (1978, c. 69.)

Projet de loi n° 74.—Loi modifiant la Loi de la division territoriale.—M. Bédard.—Projet de loi inscrit au feuillet au stade où il se trouvait au moment de la prorogation, 56.

Projet de loi n° 75.—Loi modifiant le Code civil et la Loi des déclarations des compagnies et sociétés.—M. Bédard.—1^{re} lect., 577. 2^e lect.; déferé à la Commission de la justice, 585. Rapp. (*document n° 407*), 638. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 772. 3^e lect., 860. Sanction, 910. (1978, c. 99.)

Projet de loi n° 76.—Loi assurant l'application de l'entente sur l'entraide judiciaire entre la France et le Québec.—M. Bédard.—1^{re} lect., 721. 2^e lect.; déferé à la Commission de la justice, 772. Rapp. (*document n° 513*), 791. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 809. 3^e lect., 861. Sanction, 910. (1978, c. 20.)

Projet de loi n° 77.—Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration.—M. Couture.—1^{re} lect., 597. Motion de 2^e lect.; débat; débat ajourné, 603. Reprise du débat; amend. proposé; amend. retiré; débat ajourné, 620. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 624. Enregistrement des noms; motion adoptée après div. (vote); 2^e lect.; déferé à la Commission de l'immigration, 631. Rapp. (*document n° 472*), 714. Motion de prise en considération du rapport; débat; amend. proposés; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 719. Enregistrement des noms; amend. rejetés après div.; rapport adopté après div., 729. Motion de 3^e lect.; débat; débat terminé; mise aux voix; motion adoptée après div.; 3^e lect., 742, 743. Sanction, 744. (1978, c. 82.)

Projet de loi n° 78.—Loi modifiant de nouveau la Loi du régime des eaux.—M. Bérubé.—1^{re} lect., 591. 2^e lect.; déferé à la Commission des richesses naturelles, 641. Rapp. (*document n° 498*), 761. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 3^e lect., 874. Sanction, 910. (1978, c. 40.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 79.—Loi modifiant la Loi concernant les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes.—M. Tardif.—1^{re} lect., 591. Motion de 2^e lect.; débat; débat ajourné, 605. Reprise du débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 647. Rapp. (*document n° 447*), 670. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 771. 3^e lect., 785. Sanction, 795. (1978, c. 60.)

Projet de loi n° 80.—Loi modifiant de nouveau la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 638. 2^e lect.; déferé à la Commission du revenu, 824. Rapp. verbalement; rapport adopté, 888. 3^e lect., 900. Sanction, 910. (1978, c. 33.)

Projet de loi n° 81.—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'impôt sur la vente en détail.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 638. 2^e lect.; déferé à la Commission du revenu, 824. Rapp. verbalement; rapport adopté, 888. 3^e lect., 900. Sanction, 910. (1978, c. 30.)

Projet de loi n° 82.—Loi modifiant la Loi du crédit aux pêcheries maritimes.—M. Tremblay.—1^{re} lect., 602.

Projet de loi n° 83.—Loi modifiant la Loi constituant la Régie des installations olympiques.—M. Charron.—1^{re} lect., 624. 2^e lect.; déferé à la Commission de la jeunesse, des loisirs et des sports, 695. Rapp. (*document n° 475*), 720. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 809. 3^e lect., 861. Sanction, 910. (1978, c. 83.)

Projet de loi n° 84.—Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives.—M. Lazure.—1^{re} lect., 721. Ordre de 2^e lect. révoqué; projet de loi déferé à la Commission des affaires sociales, 802. Rapp. (*document n° 523*), 814. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 832. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires sociales, 838. Rapp. (*document n° 588*), 916. Motion de prise en considération du rapport et des amend.; débat; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 919. Enregistrement des noms; rapport adopté après div. (vote), 921, 922. Motion de 3^e lect.; débat; motion adoptée après div.; 3^e lect., 957. Sanction, 958. (1979, *insérer ici le numéro du chapitre*).

Projet de loi n° 85.—Loi modifiant la Loi de la probation et des établissements de détention.—M. Bédard.—Projet de loi inscrit au feuillet au stade où il se trouvait au moment de la prorogation, 56. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de la justice, 208. Rapp. (*document n° 191*), 346. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 359. 3^e lect., 394. Sanction, 425. (1978, c. 21.)

Projet de loi n° 86.—Loi modifiant le Code de la route.—M. Lessard.—1^{re} lect., 638. Motion de 2^e lect.; débat; débat ajourné, 697. Reprise du débat;

Projets de loi:—Suite

débat suspendu, 794. Reprise du débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des transports, 795. Rapp. (*document n° 521*), 813. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 861. 3^e lect., 876. Sanction, 910. (1978, c. 75.)

Projet de loi n° 87.—Loi modifiant la Loi du courtage immobilier.—Mme Payette.—1^{re} lect., 740.

Projet de loi n° 88.—Loi modifiant la Loi des licences.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 664. 2^e lect.; déferé à la Commission du revenu, 825. Rapp. verbalement; rapport adopté, 888. 3^e lect., 900. Sanction, 910. (1978, c. 34.)

Projet de loi n° 89.—Loi modifiant de nouveau la Loi de la taxe sur les carburants.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 664. 2^e lect.; déferé à la Commission du revenu, 825. Rapp. verbalement; rapport adopté, 888. 3^e lect., 900. Sanction, 911. (1978, c. 28.)

Projet de loi n° 90.—Loi sur la protection du territoire agricole.—M. Garon.—1^{re} lect.; documents n°s 440, 441 et 442 déposés, 682. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat suspendu, 710. Reprise du débat; débat ajourné, 711; 716; 719; 720. Reprise du débat; débat suspendu, 743. Reprise du débat; débat ajourné, 744; 764. Reprise du débat; motion adoptée après div. (vote); 2^e lect.; déferé à la Commission de l'agriculture, 770. Rapp. (*document n° 566*), 880. Motion de prise en considération du rapport; amend. proposés; débat; débat suspendu, 901. Reprise du débat; amend. rejetés après div.; rapport adopté; 3^e lect. après div., 905. Sanction, 911. (1978, c. 10.)

Projet de loi n° 91.—Loi modifiant la Loi des transports.—M. Lessard.—1^{re} lect., 665.

Projet de loi n° 92.—Loi sur la consultation populaire.—M. Burns.—Projet de loi inscrit au feuillet au stade où il se trouvait au moment de la prorogation, 56. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; amend. proposé; amend. rejeté après div.; débat ajourné, 167. Reprise du débat; débat ajourné, 180. Reprise du débat; débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 185. Enregistrement des noms; motion adoptée après div. (vote); 2^e lect.; déferé à la Commission de la présidence du conseil et de la constitution, 188. Rapp. (*document n° 276*), 490. Motion que le rapport soit pris en considération; débat; débat suspendu, 533. Reprise du débat; débat terminé, 534. Rapport adopté après div., 537. 3^e lect. après div. (vote), 544. Sanction, 548. (1978, c. 6.)

Projet de loi n° 93.—Loi sur l'investigation et la sécurité privées.—M. Bédard.—1^{re} lect., 707.

Projet de loi n° 94.—Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre.—M. Bédard.—1^{re} lect., 707. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 773.

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 95.—Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et modifiant la Loi de la probation et des établissements de détention.—M. Bédard.—Projet de loi inscrit au feuillet au stade où il se trouvait au moment de la prorogation, 56. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission de la justice, 207. Rapp. (*document n° 196*), 356. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 395. 3^e lect., 421. Sanction, 425. (1978, c. 22.)

Projet de loi n° 96.—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique et modifiant la Loi du Conseil supérieur de l'éducation.—M. Morin (Sauvé).—1^{re} lect., 691.

Projet de loi n° 97.—Loi modifiant la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.—M. Charron.—1^{re} lect., 745.

Projet de loi n° 98.—Loi modifiant la Loi du régime des eaux.—M. Joron.—Projet de loi inscrit au feuillet au stade où il se trouvait au moment de la prorogation, 56. 2^e lect.; déferé à la Commission de l'énergie, 169. Rapp. (*document n° 95*), 181. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 202. 3^e lect., 208. Sanction, 281. (1978, c. 39.)

Projet de loi n° 99.—Loi modifiant la Loi du ministère de l'agriculture.—M. Garon.—1^{re} lect., 707.

Projet de loi n° 100.—Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles.—M. Garon.—1^{re} lect., 707. 2^e lect. (lt-g.); déferé à la Commission de l'agriculture, 903. Ordre d'envoi à la Commission de l'agriculture révoqué; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 904. Sanction, 911. (1978, c. 43.)

Projet de loi n° 101.—Loi modifiant la Loi des employés publics.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 734.

Projet de loi n° 102.—Loi modifiant la Loi du ministère du revenu.—M. Parizeau.—1^{re} lect., 734. 2^e lect.; déferé à la Commission du revenu, 825. Rapp. verbalement; rapport adopté, 888. 3^e lect., 900. Sanction, 911. (1978, c. 25.)

Projet de loi n° 103.—Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives.—M. Lazure.—1^{re} lect., 722. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; amend. proposé; document n° 507 déposé; amend. rejeté après div.; débat ajourné, 779. Reprise du débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 787. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires sociales, 792. Rapp. (*document n° 558*), 867. 3^e lect., 906. Sanction, 911. (1978, c. 72.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 104.—Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal.—M. Tardif.—1^{re} lect., 714. 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 771. 3^e lect., 785. Sanction, 796. (1978, c. 105.)

Projet de loi n° 105.—Loi constituant la Société québécoise de développement des industries culturelles.—M. Vaugeois.—1^{re} lect., 722. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée après div.; 2^e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté, 879. 3^e lect. après div., 907. Sanction, 911. (1978, c. 24.)

Projet de loi n° 106.—Loi concernant la ville de Saint-Eustache.—M. Tardif.—1^{re} lect., 714. Motion de 2^e lect.; débat; motion d'ajournement proposée; débat restreint; motion rejetée après div.; poursuite du débat; débat ajourné; déferé à la Commission des affaires municipales, 788, 789. Rapp. (*document n° 522*), 814. Reprise du débat; motion adoptée; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 863. Rapp. verbalement; rapport adopté, 902. 3^e lect., 907. Sanction, 911. (1978, c. 107.)

Projet de loi n° 107.—Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives.—M. Tardif.—1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 855.

Projet de loi n° 108.—Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec.—M. Tremblay.—1^{re} lect.; déferé à la Commission de l'industrie et du commerce, 734. Rapp. (*document n° 517*), 805. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 849. Reprise du débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 880. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission de l'industrie et du commerce, 887. Rapp. verbalement; rapport adopté, 903. 3^e lect., 905. Sanction, 911. (1978, c. 66.)

Projet de loi n° 109.—Loi sur la programmation éducative.—M. O'Neill.—1^{re} lect., 740.

Projet de loi n° 110.—Loi modifiant la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives.—M. Johnson.—1^{re} lect., 746. Motion de 2^e lect.; débat; débat ajourné, 833. Reprise du débat; amend. proposé; amend. rejeté après div. (vote); débat terminé; mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 850. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre, 858. Rapp. (*document n° 587*), 915. Motion de prise en considération du rapport et des amend.; débat; rapport et amend. adoptés après div., 920. Motion de 3^e lect.; débat; motion adoptée après div.; 3^e lect., 947. Sanction, 958. (1979, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projet de loi n° 112.—Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives.—M. Tardif.—1^{re} lect., 746. 2^e lect. après div.; déferé à la Commission des affaires municipales, 787. Rapp. verbalement; rapport adopté, 902. Sanction, 911. (1978, c. 59.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 113.—Loi prolongeant certaines dispositions de la Loi modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, le Code civil et d'autres dispositions législatives.—M. Tardif.—1^{re} lect., 746. 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 864. Rapp. verbalement; rapport adopté, 902. 3^e lect., 907. Sanction, 911. (1978, c. 100.)

Projet de loi n° 114.—Loi modifiant la Loi des accidents du travail et d'autres dispositions législatives.—M. Johnson.—1^{re} lect., 746. 2^e lect.; déferé à la Commission du revenu, 826. Rapp. (*document n° 553*), 854. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 875. 3^e lect., 906. Sanction, 911. (1978, c. 57.)

Projet de loi n° 116.—Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.—M. Garon.—1^{re} lect., 740. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; débat ajourné, 794. Reprise du débat, 904. Reprise du débat; amend. proposé; débat suspendu; reprise du débat; débat ajourné, 918. Reprise du débat; amend. rejeté après div. (vote); débat suspendu, 935. Reprise du débat; débat ajourné, 937; 940. Reprise du débat; motion adoptée après div. (vote), 2^e lect.; déferé à la Commission de l'agriculture, 945. Ordre que le rapport soit déposé et pris en considération et que le projet de loi soit lu la 3^e fois au cours de la même séance adopté, 957. Rapp. (*document n° 607*), 962. Ordre de prise en considération du rapport; débat; amend. proposés par M. Garon adoptés; amend. proposés par M. Biron rejetés après div. (vote); rapport adopté après div.; motion de 3^e lect.; débat; motion adoptée après div. (vote); 3^e lect., 964-967. Sanction, 967. (1979, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projet de loi n° 117.—Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec.—M. Lazure.—1^{re} lect., 756. Motion de 2^e lect.; débat; débat suspendu; Reprise du débat; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires sociales, 778. Rapp. (*document n° 538*), 837. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 862. 3^e lect., 877. Sanction, 911. (1978, c. 73.)

Projet de loi n° 118.—Loi modifiant la Loi de l'aide sociale.—M. Lazure.—1^{re} lect., 756. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée après div.; 2^e lect.; déferé à la Commission des affaires sociales, 779. Rapp. (*document n° 538*), 837. Prise en considération du rapport; rapport adopté, 862. 3^e lect., 877. Sanction, 912. (1978, c. 71.)

Projet de loi n° 119.—Loi constituant certaines municipalités dans l'Outaouais.—M. Tardif.—1^{re} lect., 756. Motion de 2^e lect.; débat; débat ajourné, 864.

Projet de loi n° 120.—Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif.—M. Charron.—1^{re} lect., 756. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; motion adoptée après div. (vote); 2^e lect.; déferé à la Commission de l'Assemblée nationale, 810. Rapp. verbalement; rapport adopté, 884. 3^e lect. après div., 905. Sanction, 912. (1978, c. 11.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 121.—Loi modifiant la Loi constituant la Société nationale de l'amiante.—M. Bérubé.—1^{re} lect. après div. (vote), 830.

Projet de loi n° 122.—Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public.—M. Parizeau.—1^{re}, 2^e et 3^e lect., 802. Sanction, 803. (1978, c. 4.)

Projet de loi n° 123.—Loi modifiant la Loi électorale.—M. Burns.—1^{re} lect., 756. Motion de 2^e lect. (lt-g.); débat; document n° 524 déposé; motion adoptée après div. (vote); 2^e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté, 817. 3^e lect. adoptée après div., 830. Sanction, 912. (1978, c. 12.)

Projet de loi n° 124.—Loi concernant l'acquisition d'actions de certaines sociétés de prêts hypothécaires.—Mme Payette.—1^{re} lect., 828. Motion de 2^e lect.; débat; débat terminé; mise aux voix; motion adoptée après div.; 2^e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté, 865. Motion de 3^e lect.; débat; débat suspendu, 878. Reprise du débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 879. Enregistrement des noms; motion adoptée après div.; 3^e lect., 886. Sanction, 912. (1978, c. 86.)

Projet de loi n° 125.—Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.—M. Léonard.—1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 885.

Projet de loi n° 126.—Loi sur les normes du travail.—M. Johnson.—1^{re} lect.; déferé à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre, 885.

Projet de loi n° 127.—Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile.—M. Lessard.—1^{re} lect., 885. 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 908. Sanction, 912. (1978, c. 76.)

Projet de loi n° 128.—Loi modifiant de nouveau la Loi du salaire minimum.—M. Johnson.—1^{re} lect., 916. Motion de 2^e lect.; débat; débat ajourné, 920. Reprise du débat; motion adoptée; 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; motion de 3^e lect.; débat; débat terminé; motion mise aux voix; enregistrement des noms retardé, 946. Motion adoptée à l'unanimité; 3^e lect., 950. Sanction, 958, (1979, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projet de loi n° 190.—Loi concernant certains recours en matière de responsabilité médicale.—M. Clair.—1^{re} lect., 364.

Projet de loi n° 191.—Loi régissant l'usage du tabac dans les endroits publics.—M. Blank.—1^{re} lect., 308.

Projet de loi n° 193.—Loi modifiant la Loi concernant la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins.—M. Ouellette.

Projets de loi:—Suite

—1^{re} lect., 364. 2^e lect.; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 437. Sanction, 446. (1978, c. 102.)

Projet de loi n° 194.—Loi reconnaissant le droit à la libre disposition du peuple québécois.—M. Roy.—1^{re} lect. après div. (vote), 514.

Projet de loi n° 195.—Loi modifiant la Loi régissant le financement des partis politiques.—M. Lavoie.—1^{re} lect., 746. 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 819. Sanction, 912. (1978, c. 13.)

Projet de loi n° 199.—Loi créant la Fondation Jean-Charles Bonenfant.—M. Lavoie.—1^{re} lect., 483. 2^e lect.; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; 3^e lect., 506. Sanction, 510. (1978, c. 101.)

Projet de loi n° 201.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie.—M. Gravel.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 264*); règles de pratique suspendues, 482. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 483. Rapp. (*document n° 331*); rapport adopté, 551. 2^e et 3^e lect., 816. Sanction, 912. (1978, c. 118.)

Projet de loi n° 204.—Loi concernant Les Magasins Continental Ltée.—M. Vaillancourt (Jonquière).—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 198*), 362. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 364. Rapp. (*document n° 323*), 534. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 2^e et 3^e lect., 542. Sanction, 548. (1978, c. 119.)

Projet de loi n° 209.—Loi modifiant la charte de la Ville de Laval.—M. Fallu.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 495*), 756. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 757. Rapp. (*document n° 522*); rapport adopté, 814. 2^e et 3^e lect., 863. Sanction, 912. (1978, c. 112.)

Projet de loi n° 215.—Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport.—M. Bertrand.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 488*), 739. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 740. Rapp. verbalement; rapport adopté; 2^e lect., 902. 3^e lect., 908. Sanction, 912. (1978, c. 108.)

Projet de loi n° 218.—Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est.—M. Laberge.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 476*), 721. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des Affaires municipales, 722. Rapp. (*document n° 518*); rapport adopté, 806. 2^e et 3^e lect., 862. Sanction, 912. (1978, c. 114.)

Projet de loi n° 221.—Loi concernant la succession de J. Donat Langelier.—M. Raynauld.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 264*), 482.

Projets de loi:—Suite

1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 484. Rapp. (*document n° 377*); projet de loi rejeté, 606.

Projet de loi n° 223.—Loi concernant les Soeurs de la Charité de l'Hospice Ste-Croix de Marieville.—M. Beauséjour.—Règles de pratique suspendues, 513. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 515. Rapp. (*document n° 331*); rapport adopté, 551. 2^e et 3^e lect., 816. Sanction, 912. (1978, c. 120.)

Projet de loi n° 230.—Loi modifiant la charte du Cimetière de l'est de Montréal.—M. Bisaillon.—Règles de pratique suspendues, 513. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 515. Rapp. (*document n° 331*); rapport adopté, 551. 2^e et 3^e lect., 816. Sanction, 912. (1978, c. 121.)

Projet de loi n° 231.—Loi concernant la Communauté Helléno-Canadienne de l'Île de Montréal.—M. Blank.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 476*), 721. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 722.

Projet de loi n° 233.—Loi concernant le Club de golf Montmagny inc.—M. Giasson.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 597*); règles de pratique suspendues, 936. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 936. Rapp. (*document n° 601*); étude du projet de loi reportée à une date ultérieure, 950.

Projet de loi n° 236.—Loi modifiant la charte de Les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame.—M. Lacoste.—Règles de pratique suspendues, 513. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 515. Rapp. (*document n° 331*); rapport adopté, 551. 2^e et 3^e lect., 816. Sanction, 912. (1978, c. 122.)

Projet de loi n° 238.—Loi concernant un immeuble de la Commission scolaire Beauport.—M. Bertrand.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 264*); règles de pratique suspendues, 482. 1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 484. Rapp. (*document n° 377*); rapport adopté, 606. 2^e et 3^e lect., 817. Sanction, 912. (1978, c. 126.)

Projet de loi n° 240.—Loi concernant Joseph-Gino Gagné.—M. Vaillancourt (Jonquière).—Règles de pratique suspendues, 513. 1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 515. Rapp. (*document n° 377*); étude du projet de loi retardée *sine die*, 606.

Projet de loi n° 241.—Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi.—M. Desbiens.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 476*), 721. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 722. Rapp. (*document n° 518*); rapport adopté, 806. 2^e et 3^e lect., 862. Sanction, 913. (1978, c. 109.)

Projets de loi:—Suite

Projet de loi n° 246.—Loi concernant l'Université de Sherbrooke.—M. Racourt.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 198*), 362. 1^{re} lect.; déferé à la Commission de l'éducation, 364. Rapp. (*document n° 322*), 533. Prise en considération du rapport; rapport adopté; 2^e et 3^e lect., 543. Sanction, 548. (1978, c. 125.)

Projet de loi n° 247.—Loi modifiant la charte de Les Filles de Jésus (Trois-Rivières).—M. Jolivet.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 264*), 482. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 483. Rapp. (*document n° 331*); rapport adopté, 551. 2^e et 3^e lect., 816. Sanction, 913. (1978, c. 124.)

Projet de loi n° 249.—Loi modifiant la Charte de la ville de Gatineau.—M. Alfred.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 264*); règles de pratique suspendues, 483. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 484.

Projet de loi n° 259.—Loi concernant la ville de Mont-Joli.—M. Marquis.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 488*), 739. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 740. Rapp. (*document n° 518*); rapport adopté, 806. 2^e et 3^e lect., 863. Sanction, 913. (1978, c. 113.)

Projet de loi 263.—Loi concernant Parc du Souvenir (1976) Inc.—M. Bertrand.—Règles de pratique suspendues, 513. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 515. Rapp. (*document n° 331*); rapport adopté, 551. 2^e et 3^e lect., 817. Sanction, 913. (1978, c. 123.)

Projet de loi n° 264.—Loi concernant la ville de Gatineau.—M. Alfred.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 264*); règles de pratique suspendues, 483. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 484. Rapp. (*document n° 518*); rapport adopté, 806. 2^e et 3^e lect., 863. Sanction, 913. (1978, c. 110.)

Projet de loi n° 265.—Loi concernant la succession de Tancrede Bienvenu.—M. Martel.—1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 516. Rapp. (*document n° 377*); rapport adopté, 606. 2^e et 3^e lect., 817. Sanction, 913. (1978, c. 127.)

Projet de loi n° 266.—Loi concernant le titre de la ville de Hull sur certains immeubles.—M. Bertrand.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 597*); règles de pratique suspendues, 935. 1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 936. Rapp. (*document n° 600*); rapport adopté, 949. 2^e et 3^e lect., 957. Sanction, 958. (1979, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projet de loi n° 268.—Loi modifiant la charte de la Ville de Varennes.—M. Charbonneau.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 495*), 756.

Projets de loi:—Suite

1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 757. Rapp. (*document n° 522*); rapport adopté, 814. 2^e lect., 863. 3^e lect., 908. Sanction, 913. (1978, c. 116.)

Projet de loi n° 269.—Loi concernant la Société nationale de fiducie.—M. Brassard.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 597*); règles de pratique suspendues, 935. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières, 936. Rapp. (*document n° 601*); rapport adopté, 950. 2^e et 3^e lect., 958. Sanction, 958. (1979, *insérer ici le numéro de chapitre*).

Projet de loi n° 271.—Loi concernant la ville de La Baie.—M. Desbiens.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 476*), 721. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 722. Rapp. (*document n° 518*); rapport adopté, 806. 2^e et 3^e lect., 862. Sanction, 913. (1978, c. 111.)

Projet de loi n° 272.—Loi modifiant la charte de la ville de Sherbrooke.—M. Gosselin.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 506*), 776. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 776. Rapp. (*document n° 522*); rapport adopté, 814. 2^e et 3^e lect., 863. Sanction, 913. (1978, c. 115.)

Projet de loi n° 274.—Loi concernant la ville de Vaudreuil.—M. Fallu.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 476*), 721. 1^{re} lect.; déferé à la Commission des affaires municipales, 722. Rapp. (*document n° 518*); rapport adopté, 806. 2^e et 3^e lect., 863. Sanction, 913. (1978, c. 117.)

Projet de loi n° 283.—Loi concernant certains terrains du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine.—M. Blank.—Rapport du greffier en loi déposé (*document n° 597*); règles de pratique suspendues, 935. 1^{re} lect.; déferé à la Commission de la justice, 936. Rapp. (*document n° 600*); rapport adopté, 949. Motion de 2^e lect.; débat; motion adoptée; 2^e lect.; 3^e lect., 958. Sanction, 958. (1979, *insérer ici le numéro de chapitre*).

PROTECTEUR DU CITOYEN:—Traitement fixé, 857.

PROTECTION À LA RETRAITE DE CERTAINS ENSEIGNANTS:—Loi concernant la—
Projet de loi n° 60.

PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS EN CAS DE SINISTRE:—Loi sur la—
Projet de loi n° 94.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR:—Loi sur la—. Projet de loi n° 72.

PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE:—Loi sur la—. Projet de loi n° 90.

Q

QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION:—
Loi modifiant la Loi des électriciens et installations électriques et la Loi sur la—. Projet de loi n° 16.

QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION:—
Loi modifiant la Loi des mécaniciens en tuyauterie et modifiant de nouveau la Loi sur la—. Projet de loi n° 18.

QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION:—
Loi modifiant la Loi sur la—, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 110.

QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT:—Loi modifiant de nouveau la Loi de la—. Projet de loi n° 30.

QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 69.

Questions avec débat (en vertu de l'article 174 A du règlement):

*M. Biron:—*Les intentions du gouvernement en matière de décentralisation administrative, 202.

*M. Dubois:—*La politique agro-alimentaire du gouvernement, 118.

*M. Dubois:—*L'accroissement de notre production agricole, 599.

*M. Fontaine:—*L'application du principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire, 688.

*M. Forget:—*La préparation des prochaines négociations dans les secteurs public et parapublic, 218

*M. Gratton:—*La publicité payée à même les fonds publics, 152.

*M. Grenier:—*Le projet de réorganisation administrative du ministère des Affaires sociales, 639.

*M. Lamontagne:—*La situation de l'emploi au Québec, 274.

*M. LeMoignan:—*L'orientation, le développement et le financement de Radio-Québec, 245. Avis retiré, 275.

*M. LeMoignan:—*La politique du gouvernement relativement à l'enseignement privé, 294.

Questions avec débat:—Suite

M. Pagé:—La nouvelle politique concernant l'exploitation des clubs privés, 99.

M. Pagé:—Le non-respect des engagements du gouvernement dans le domaine des relations de travail, 620.

M. Raynauld:—L'investissement dans la construction au Québec, 578.

M. Roy:—La politique du gouvernement relativement au placement et à la qualification professionnelle des travailleurs de la construction, 321.

M. Scowen:—L'habitation au Québec, 659.

M. Scowen:—L'absence de politiques sur l'investissement de capitaux provenant de l'extérieur du Québec, 708.

M. St-Germain:—L'application de la Loi constituant la Régie de l'assurance automobile et de la Loi sur l'assurance automobile, 72.

Questions et réponses:

Achats:—Quels sont les noms et fonctions des membres de la Commission interministérielle permanente des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 91. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Aéroport de Mirabel:—Le gouvernement a-t-il soumis des propositions au gouvernement fédéral en vue d'intensifier les activités à l'—, 567.

Affaires municipales:—Combien de subventions le ministère des—, a-t-il versées, 922.

Agences de sécurité:—Quel montant le gouvernement a-t-il payé à des—, 839.

Agriculture:—Le gouvernement a-t-il effectué des études visant à protéger le patrimoine agricole, 172.

Agriculture:—Le Ministère a-t-il affirmé que des programmes régionaux de développement de l'—, seraient mis en application dans toutes les régions périphériques du Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 897. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Agriculture:—Combien de terres ont été achetées en vertu de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement de l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 895. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Questions et réponses:—Suite

Agriculture:—Le ministère de l'—, a-t-il versé des honoraires à d'autres professionnels que ceux régis par la Fonction publique. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 614. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Agro-centres:—Combien d'—, ont été construits par le gouvernement du Québec au cours des cinq dernières années. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 173. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Aliments et boissons:—Combien de nouvelles usines se sont établies au Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 408. (Voir aussi *Documents de la session*.)

AMBRE:—Des instructions ont-elles été données par le MIC au président d'une association péquiste d'annoncer à la société—, qu'elle recevrait une subvention, 925.

Aménagement de la forêt:—Le plan global d'—, est-il maintenant complété. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 871. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Amiante:—Le gouvernement a-t-il confié à l'Université de Sherbrooke le programme de recherche sur l'—, 85.

Amiante:—Le gouvernement a-t-il entrepris des démarches ayant pour but la création de la Société nationale de l'—, 134.

Anse à l'Orme:—Quelle décision a été prise concernant la construction de l'intercepteur sud à l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 897. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Appels interurbains:—Combien d'—, ont été échangés entre le CRSSS de Sherbrooke et d'autres centres hospitaliers, 522.

Association France-Québec:—Quels montants le gouvernement a-t-il versé à l'Association Québec-France et à l'—, 566.

Assurance automobile:—Quel a été le coût de la campagne publicitaire sur la mise en application de la Loi sur l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 112. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Assurance automobile:—Combien de contrats de publicité ont été accordés par la Régie de l'—, 193.

Questions et réponses:—Suite

Assurance automobile:—Quelle somme totale la Régie a-t-elle versée en indemnités pour dommages corporels. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 846. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Assurance-maladie:—Combien le gouvernement a-t-il versé dans la caisse de l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 524. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Assurances:—Le gouvernement a-t-il conclu une entente avec la Société d'assurances des Caisses populaires et la firme Gérard Parizeau et Associés, 372.

Assurances:—À quelles compagnies le gouvernement a-t-il accordé des contrats d'—, 192, 196 et 451. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Assurances:—Est-ce qu'un établissement de santé et de services sociaux aurait été requis par le gouvernement de changer de courtier d'—, 674.

Assurances des installations olympiques:—À qui la Régie a-t-elle confié les divers types d'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 498. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Automobiles:—Combien d'—, le gouvernement a-t-il achetées ou louées. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 571. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Ayerst, McKenna and Harrison Ltd:—Le gouvernement a-t-il fait des représentations auprès de la firme—, avant qu'elle ne déménage ses laboratoires de Montréal à Winnipeg. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 173. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Baie James:—Le gouvernement est-il en mesure de mieux contrôler le coût des travaux de la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 612. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Baie Trinité:—Quels sont les objectifs de la Société d'aménagement et d'exploitation des ressources récréatives et touristiques de la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 378. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Beaudoin, Mlle Louise:—Combien de voyages Mlle Beaudoin a-t-elle faits depuis le 15 novembre 1976. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 899. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Bonin, M. Bernard:—Au 31 octobre 1978, quelle somme totale avait été dépensée pour les études effectuées sous l'autorité de—, 894.

Questions et réponses:—Suite

Booz Allen and Hamilton:—La Régie de l'assurance-maladie a-t-elle conclu un contrat avec la firme de consultants—, 610.

Camions et fourgons:—Le ministère des Transports a-t-il loué des—, 561.

Camions et fourgons:—Quel montant a été dépensé pour la location de—, 927.

Canadian Industries Limited:—Combien y a-t-il eu de rencontres concernant le déménagement du service d'ingénierie de—, 925.

Canron Ltée:—Le gouvernement a-t-il reçu une plainte au sujet du contrat de 6 500 tonnes de tuyau octroyé à la firme—, 82.

Canron Ltée:—Est-il vrai qu'un contrat de 6 500 tonnes de tuyau a été octroyé à—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 569. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Casino:—À quelle date la Régie des installations olympiques a-t-elle commandé une étude sur la rentabilité d'un—, à Montréal, 926.

Casinos:—L'étude concernant le projet de création de—, au Québec est-elle complétée, 338.

Cégeps:—Quel est le nombre d'étudiants qui ont terminé leurs études dans chacun des—, en 1977 (Question transformée en motion pour dépôt de document), 112. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Centre commercial Jadis:—Le gouvernement a-t-il négocié des locations d'espace dans le—, à Charlesbourg, 232.

Centre hospitalier Georges-Frédéric, à Drummondville:—À quelle date les autorités du—, ont-elles soumis une demande de subvention, 519.

Centres d'accueil pour personnes âgées:—Existe-t-il un arrêté en conseil pour favoriser la réalisation de certains—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 653. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Centres hospitaliers:—Quels sont les noms des—, dont le déficit dépasse un million de dollars, 608.

Centres-villes:—Le MIC a-t-il élaboré un programme d'assistance technique et financière relativement au réaménagement des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 90. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Questions et réponses:—Suite

Centre-villes:—Quelles sont les associations de commerçants de—, qui reçoivent une aide technique du MIC. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 234. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Céréales:—Avec combien d'industriels le gouvernement a-t-il entamé des négociations concernant le séchage et l'entreposage de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 194. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Chasse au chevreuil à l'île d'Anticosti:—Combien de chasseurs ont profité du tarif spécial pour la—, 891.

Chemins:—Quel est le montant des subventions accordées pour l'amélioration des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 569. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Chemins d'hiver:—Y a-t-il eu des changements d'entrepreneurs pour l'entretien des—, dans certains districts électoraux. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 725. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Chevaux de course:—Le gouvernement a-t-il donné suite aux revendications de Sodic Québec inc. concernant l'industrie des—, 724.

Club social de récréation de l'Hydro-Québec:—Combien de personnes ont bénéficié de voyages en groupe offerts par le—, 563.

Code de la route:—Des pourparlers ont-ils été entamés avec certains états américains au sujet des infractions au—, 568.

Collection Coverdale:—Quelle décision le gouvernement a-t-il prise concernant la—, de Tadoussac. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 498. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Commission des accidents du travail:—Quel a été le coût d'impression du rapport annuel de la—, 336.

Commission Keable:—Quelle est la somme totale des déboursés occasionnés par la—, 308.

Communications Québec:—Quels sont les noms des fonctionnaires de—, qui ont accompagné chaque Ministre lors de la tournée effectuée à l'automne 1977. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 501. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Compagnies:—Quel a été le nombre de—, qui ont été constituées au Québec en 1976 et 1977, 374.

Questions et réponses:—Suite

Concessions forestières:—Quel montant a été payé pour la révocation de—, 840.

Concorbec inc.:—Le ministère des Transports a-t-il accordé des contrats à—, pour du concassage de gravier. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 573. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Congrès de la jeunesse à Cuba:—Le gouvernement a-t-il l'intention de subventionner la participation du Québec au—. Question rayée du feuillet, 417.

Conseil des ministres:—Quel a été le coût de la réunion du—, en octobre 1977, 405.

Conseils d'administration d'établissements de santé et de services sociaux:—Détails concernant la nomination des membres de—, 673.

Conservation:—Combien d'infractions ont été retenues par les agents de—, en 1978, 675.

Coopérative laitière du Sud:—La—, à Sainte-Claire, a-t-elle reçu une aide financière du gouvernement. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 529. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Cossette-Trudel:—Le gouvernement a-t-il autorisé des enquêteurs à interroger le couple—, 286.

Cueillette de bleuets et de tabac:—Quel est le nombre d'étudiants qui ont été engagés pour la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 845. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Davie Shipbuilding:—Quel est le montant de contrats confiés par l'Hydro-Québec à la—, de Lauzon, 367.

Défense du Québec:—Quel a été le coût des recherches effectuées sur la—, 407.

Dettes:—Quel est le montant total des—, des municipalités du Québec, 368.

Dinah Shore Show:—Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé dans le cadre de l'émission—, 563.

Diplômés universitaires:—Combien de—, ont réussi à se trouver un emploi. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 174. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Questions et réponses:—Suite

Drapeaux:—Le gouvernement a-t-il fait l'achat de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 409. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Drogues:—Le ministre des Affaires sociales a-t-il mis de l'avant son projet de campagne visant à modifier l'attitude du public vis-à-vis la consommation des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 678. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Droits exclusifs de chasse et de pêche:—Quelles municipalités ont été visitées dans le cadre de la tournée de consultation sur l'abolition des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 414. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Dumas, Mme Evelyn:—Est-ce que—, a été nommée à la mission commerciale du Québec à Boston, 335.

Dupont Canada:—Le gouvernement a-t-il entrepris des démarches auprès de—, pour l'inciter à ouvrir sa nouvelle usine de Coteau-du-Lac, 232.

Dupuis et Frères Ltée:—Le gouvernement a-t-il entrepris des démarches destinées à assurer la réouverture des magasins—, à Montréal, 154.

Écoles de village:—Combien d'—, ont été ouvertes depuis le printemps 1977, 495.

Électricité:—L'Hydro-Québec a-t-elle commandé des études pour évaluer le réseau de distribution d'—, de la ville d'Asbestos, 369.

Emprunts du gouvernement et de l'Hydro-Québec:—Quel est le montant total des—, effectués sur les marchés internationaux. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 749. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Entrepreneurs:—Combien d'—, reconnus comme plus bas soumissionnaires, se sont désistés. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 499. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Entretien et nettoyage:—Le gouvernement a-t-il accordé un contrat d'entretien et de nettoyage des locaux du ministère des Transports, à Papiineauville. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 93. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Environnement et nature:—Quel a été le montant promis à Raymond Lévesque pour son monologue—, 893.

Questions et réponses:—Suite

Esprit-Saint:—Quelles réponses le gouvernement a-t-il fournies aux demandes du Comité de citoyens d'—, 84.

Étudiants:—Quel sera le coût du programme de publicité en vue de recruter des—, pour les emplois d'été, 190.

FEDCO:—Le gouvernement a-t-il versé une somme d'argent à la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 310. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Ferme expérimentale de Hull:—Y a-t-il eu des développements concernant une demande faite au gouvernement fédéral en rapport avec la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 92. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Ferretti, Mme Andrée:—Le gouvernement a-t-il retenu les services de—, 952.

Fêtes de la Saint-Jean:—Quelle est la somme totale des subventions accordées dans le cadre des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 134. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Films postsynchronisés par des artistes canadiens:—Le gouvernement du Québec a-t-il entrepris des pourparlers avec le gouvernement français concernant les—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 134. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Fonctionnaires fédéraux:—L'inventaire des emplois fédéraux dans la province est-il terminé, 951.

Formulaires:—Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour réduire le nombre de—, que les hommes d'affaires doivent remplir, 592.

Fourrure synthétique:—Le MIC a-t-il reçu une demande concernant l'implantation d'une usine de fabrication de—, à Lourdes-de-Blanc-Sablon, 82, 98. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Frais de représentation:—Quelle a été la dépense totale du gouvernement en—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 593. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Fraude:—Comment la Régie de l'assurance-maladie du Québec procède-t-elle pour déceler les cas de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 528. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Fumier animal:—Combien de travaux de recherche ont été entrepris dans le domaine de la gestion de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 528. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Questions et réponses:—Suite

Gaz naturel:—À quelle étape le gouvernement en est-il rendu avec le projet d'exploitation des sources de—, de Saint-Flavien. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 376. (Voir aussi *Documents de la session*.)

General Mills Canada Ltd.:—Quelles sont les sommes d'argent qui ont été versées aux Pêcheurs Unis pour la gestion des actifs de la—, 231.

General Mills Canada Ltd.:—Le gouvernement a-t-il donné suite à une entente concernant l'acquisition des actifs de la—, aux Îles-de-la-Madeleine. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 236. (Voir aussi *Documents de la session*.)

General Mills Canada Ltd.:—Le gestionnaire a-t-il respecté toutes les obligations relativement aux assurances, concernant la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 237. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Gignac, M. Émile:—Est-ce que—, a été mis à la retraite. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 898. (Voir aussi *Documents de la session*.)

GIPEX:—Quels étaient les objectifs visés lors de la création du groupe de travail—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 499. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Grain:—À quelles fins la somme de \$33 millions consentie par le gouvernement fédéral pour le transport du—, sera-t-elle utilisée. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 261. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Habitation coopérative:—Combien de subventions ont été accordées dans le cadre du programme d'—, 333.

Handicapés:—Combien d'—, le ministère des Affaires sociales a-t-il embauchés, 520.

Honoraires professionnels:—Quel montant le gouvernement a-t-il payé en—, à des architectes, ingénieurs, etc. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 409. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Hôpital de Blanc-Sablon:—À quelle date l'—, a-t-il été mis en tutelle, 653.

Hôpital Louis H. Lafontaine de Montréal:—Le ministre des Affaires sociales a-t-il reçu des rapports sur les dangers d'incendie à l'—,

Questions et réponses:—Suite

(Question transformée en motion pour dépôt de document), 677. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Hostess:—Le gouvernement est-il au courant que la compagnie—, a cessé ses opérations au Québec. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 572. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Hydro-Québec:—Quel est le nombre de clients à qui l'—, a coupé la distribution de l'électricité, 367.

Hydro-Québec:—Quelles sont les sommes perdues par l'—, 562.

Île d'Anticosti:—Depuis l'acquisition de l'—, quelles ont été les dépenses totales occasionnées par ce territoire, 131, 152, 229, 258, 365, 366 et 493. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Incinérateur de la Communauté urbaine de Québec:—Le gouvernement a-t-il étudié les mesures à prendre afin d'éliminer les particules émises par l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 338. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Industrie du textile et du meuble:—Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises en ce qui concerne l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 157. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Industrie touristique:—Quel est le montant total que l'—, a inséré dans l'économie de la province. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 377. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Industries:—Combien de nouvelles—, se sont installées au Québec entre 1976 et 1978. (Question transformée en motion pour dépôt de documents), 234 et 312. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Information:—Quel est le nom de l'entreprise chargée de faire une étude-sondage sur le droit du public à l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 454. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Infractions:—Combien d'—, ont été retenues par les agents de conservation en 1978, 675.

Inondations:—Le gouvernement et la ville de Gatineau ont-ils conclu une entente en vue de prévenir des—, 133.

Investissements par secteurs:—Le gouvernement a-t-il confié à quelqu'un le mandat de préparer un code des—, 87.

Questions et réponses:—Suite

Isolation des maisons:—Quel est le montant total des subventions accordées dans le cadre du programme d'—, 924.

Jeu sur la sécession du Québec:—Le gouvernement a-t-il interdit la vente du—, 89.

Lac des Neiges:—Le gouvernement a-t-il l'intention d'ouvrir au public le chalet du—, 494.

Lac Douville:—Le—, est-il sous bail, 496.

Lait-École:—Est-il exact que la Commission scolaire de la Haute-Gatineau est moins favorisée que d'autres commissions scolaires, 191.

La Prade:—Quel montant l'Hydro-Québec a-t-elle dépensé pour répondre aux exigences de construction de l'usine d'eau lourde de—, 608.

Lebourgneuf:—Quel est le coût des travaux exécutés afin de fournir une entrée au quartier—, 560.

Ligue des cuisses d'économie du Québec:—Quels montants le gouvernement a-t-il versés à la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 455. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Livre blanc sur la langue française (format de poche):—Quels sont les noms des personnes qui ont effectué les travaux d'impression du—, 676.

Livre vert sur la politique du loisir:—Quels sont les noms des personnes qui ont effectué les travaux d'impression du—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 843. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Loisir:—Où en sont rendus les travaux du Comité ministériel sur la concertation scolaire-municipale pour fins de—, 841.

Loterie TICTACTO:—Quels sont les noms des concessionnaires qui ont fourni les voitures pour le tirage de la—, 748.

Loterie TICTACTO:—Combien de billets ont été imprimés et vendus. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 749. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Loto-Québec:—Dans quels journaux le gouvernement a-t-il fait paraître des annonces invitant les organismes à but non lucratif à soumettre leur candidature. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 593. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Questions et réponses:—Suite

Loto-Québec:—Quels ont été les revenus bruts et nets de—, 285.

Manoir Richelieu:—Quel montant a été dépensé pour la restauration du—, 675.

Métallurgie:—À qui le gouvernement a-t-il confié le mandat de faire une étude en vue de l'implantation d'un centre de recherche provincial sur la—, 259.

Mercure au Nord-Ouest québécois:—Depuis la publication du rapport sur le—, quelles mesures ont été prises pour améliorer la qualité de vie dans cette région. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 897. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Meubles:—Le gouvernement a-t-il acheté des—, fabriqués à l'extérieur du Québec, 155.

Négociations dans les secteurs public et parapublic:—Le gouvernement a-t-il commencé à retenir les services de négociateurs en vue des prochaines—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 895. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Nicolet-Yamaska:—Quel est le montant des subventions qui ont été accordées dans le district électoral de—, 154, 156, 170, 333 et 518. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Nordair:—Le gouvernement est-il intervenu dans le dossier—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 930. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Obligations d'épargne:—Quel est le montant d'—, que le gouvernement a été dans l'obligation de racheter, 81.

Obligations d'épargne:—Quels étaient les montants des—, en circulation, 287.

Office de radio-télédiffusion du Québec:—Quels montants l'—, a-t-il dépensés pour le long métrage soulignant l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, 88.

Parc-Saguenay:—Qu'advient-il du projet—, 495.

Parti québécois:—Quel sont les noms des personnes qui, après avoir accepté des responsabilités au sein du—, ont accédé à des postes dans l'administration provinciale, 868.

Questions et réponses:—Suite

Parti Québécois:—Parmi les personnes qui ont agi à titre d'agents officiels pour les candidats du—, quelles sont celles qui occupent actuellement une fonction dans l'administration provinciale. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 870. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Patrimoine agricole:—Le gouvernement a-t-il effectué des études visant à protéger le—, 172.

Pavillonnement des foyers pour personnes âgées:—Combien de foyers ont maintenant un contrat en tant que pavillons. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 615. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Pêche au saumon à l'île d'Anticosti:—Quels sont les tarifs pour la—, 890.

Pêcheries:—À quelle date a-t-on annoncé le déménagement de la Direction générale des—, à Gaspé, 701.

Pêches:—Le gouvernement a-t-il été invité à la Troisième conférence des Ministres des—, de l'Est du Canada, 192.

Permis (de conduire):—Quel est le coût annuel d'un—, dans diverses provinces et divers états américains, 375.

Peyrefitte, M. Alain:—Quelle somme le gouvernement a-t-il dépensée pour recevoir—, 564.

Photo-Air Laurentides Inc.:—Le gouvernement a-t-il accordé des contrats à la société—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 410 et 492. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Pisciculture sur la Côte Nord:—Des études ont-elles été entreprises sur l'implantation d'un centre de—, 892.

Plantes:—Quelle est la politique du gouvernement sur l'achat et l'utilisation de—, pour l'aménagement de ses bureaux, 189.

Plaques d'immatriculation:—Combien de bureaux d'émission de—, ont été fermés. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 529. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Pollution:—À part la Compagnie Donohue, y a-t-il d'autres entreprises qui ont demandé au gouvernement de subventionner l'installation d'équipement pour enrayer la—, 894.

Questions et réponses:—Suite

Pomme de terre:—Combien d'entreprises ont reçu une subvention pour l'implantation de chaînes de traitement de la—, (Question transformée en motion pour dépôt de document), 526. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Pont:—Le gouvernement a-t-il entrepris une étude relativement au coût de construction d'un—, devant relier l'île aux Tourtes à Shawinigan-Sud, 89.

Pont Champlain:—Pourquoi le gouvernement a-t-il changé sa décision concernant les voies réservées aux autobus sur le—, 371.

Port de Québec:—Les études commandées par le MIC concernant le—, et l'établissement d'un superport de vrac solide sont-elles terminées. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 156. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Port ferroviaire de Baie-Comeau—Hauterive:—Le gouvernement a-t-il l'intention de convenir d'une entente concernant la Société du—, 562.

Pourvoyeurs:—Combien y avait-il de—, ayant un permis du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche en 1976/77 et 1977/78, 889.

Prêts agricoles:—Combien de—, ont été accordés par l'Office du crédit agricole à de nouveaux agriculteurs. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 613. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Prince, M. Pierre:—A-t-il déjà été à l'emploi du gouvernement, 746.

Prison du Palais de justice d'Arthabaska:—Quel a été le coût supplémentaire occasionné par l'aménagement de la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 90. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Professeurs universitaires:—Le gouvernement a-t-il retenu les services de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 898. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Professionnels de la santé:—Le gouvernement a-t-il mis sur pied un comité pour étudier la possibilité d'instaurer un nouveau mode de rémunération des—, 923.

Professionnels et cadres:—Combien de—, détenaient auparavant un poste de cadre pour une entreprise privée ou une association de salariés, 373.

Programme de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi:—Depuis la mise en vigueur du—, combien de projets communautaires ont été

Questions et réponses:—Suite

approuvés. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 844. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Programme d'habitation coopérative:—Combien de subventions ont été accordées dans le cadre du—, 333.

Psychothérapie:—Quelles mesures la RAMQ a-t-elles prises pour corriger les anomalies observées dans la prestation de services de—, 520.

Raffinerie de sucre de Saint-Hilaire:—Quel était le nombre d'employés en fonction le 16 novembre 1976 à la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 612. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Rapport annuel de tous les ministères, offices, etc.:—Quel a été le coût total du dernier—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 844. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Recrutement:—Quels sont les résultats de la campagne de—, chez les anglophones et autres groupes ethniques, 953.

Régie de l'assurance-maladie:—Quels montants ont été déboursés par la—, pour services médicaux. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 842. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Régie de l'assurance-maladie:—La—, a-t-elle signé un contrat de location avec la compagnie P. Tardif. Inc., 523.

Régie de l'assurance-maladie:—Quel a été le montant déboursé pour l'inscription des bénéficiaires de l'assurance-maladie. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 526. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Régie de l'assurance-maladie:—Quel a été le montant total accordé par la—, aux hôpitaux situés hors du Québec, 517.

Retraite:—Combien de fonctionnaires ont pris leur—, avant ou après avoir atteint l'âge de 65 ans. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 702. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Rivière Trinité:—Quels sont les objectifs de la Société d'aménagement et d'exploitation des ressources récréatives et touristiques de la Baie Trinité inc. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 378. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Rivières Trinité:—Combien de personnes ont profité des services de l'association récréative qui administre les—, 891.

Questions et réponses:—Suite

Routes:—Quelles ont été les dépenses effectuées par le ministère des Transports pour la construction de—, 372.

Saumon de l'Atlantique:—Des pressions ont-elles été faites afin d'interdire aux pêcheurs commerciaux la pêche au—, 83.

Service civique obligatoire:—Le gouvernement a-t-il envoyer une délégation à l'étranger pour s'enquérir des méthodes utilisées dans certains pays, 928.

Société de développement industriel du Québec:—L'édifice détenu par la—, dans le Parc de la Communauté urbaine de Québec, a-t-il été vendu, 86.

Société d'habitation du Québec:—Quels montants la—, avait-elle engagés au 30 novembre 1977 pour la programmation de 1977, 334.

Sommet touristique:—Le gouvernement a-t-il pris une décision concernant la demande de l'Association des hôtels du Grand Montréal pour que soit tenu un—, 497.

Soquip:—Quel a été le coût de la publication intitulée: *L'équipe de*—, 521.

Soumissions:—Combien d'entrepreneurs reconnus comme plus bas soumissionnaires se sont désistés. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 499. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Sous-ministres, etc.:—Combien de—, ont été nommés depuis le 24 mai 1977. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 456. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Souveraineté-association:—Liste des travaux commandés par le gouvernement en vue de préciser la thèse de la—, 632.

Stade olympique:—Quel a été le coût de fabrication de la toile destinée à recouvrir le—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 929. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Statistiques sur le nombre de personnes qui ont quitté la province:—Le gouvernement a-t-il des—, depuis le 15 novembre 1976. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 288. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Subventions:—Le gouvernement a-t-il accordé des—, à certaines entreprises en 1977 et 1978. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 195. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Questions et réponses:—Suite

Subventions:—Dans le cadre du programme des emplois nouveaux, combien de—, ont été accordées au cours de 1976/77 et 1977/78. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 260. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Subventions:—Est-ce que les villes de Bedford, Bromont, Cowansville, Farnham, Granby, Lac Brome et Waterloo ont reçu des—, depuis 1964, 309, 310, 337, 338, 406 et 522. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Subventions:—Combien de municipalités ont soumis un projet dans le cadre de certains programmes d'aide. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 407. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Subventions:—Quel montant le gouvernement a-t-il versé à titre de—, à la S.N.Q., au M.N.Q. et à la S.S.J.B., 496.

Sun Life:—Des négociations ont-elles été entreprises par le gouvernement pour acheter ou louer l'édifice appartenant à la—, 376.

Superport de vrac solide:—Les études commandées par le MIC concernant l'établissement d'un—, et le Port de Québec sont-elles terminées. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 156. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Sûreté du Québec:—Quel est le pourcentage de non-francophones dans la—, 953.

Taxes:—Quel est le montant payé par le gouvernement sous forme de—, à chacune des villes et municipalités du Québec, 287.

Territoire fédéral au Québec:—Quelle est l'étendue du—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 235. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Tordeuse du bourgeon de l'épinette:—Quel a été le coût total de la lutte contre la—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 870. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Tourbec:—Combien de voyages ont été organisés par—, 889.

Tourisme:—Le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il affirmé que son ministère s'appropriait à instaurer un programme de crédit touristique, 893.

Tourisme:—Quel montant a été dépensé dans le cadre du programme publicitaire «Prenez le tour du Québec», 893.

Questions et réponses:—Suite

Tournées à travers le Québec:—Quel montant chaque ministère a-t-il dépensé dans le cadre de l'opération «Un ministre vous écoute», 449.

Tournées à travers le Québec:—Quels sont les noms des fonctionnaires de Communications Québec qui ont accompagné chaque ministre lors des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 501. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Tournées à travers le Québec:—Quels sont les noms des fonctionnaires qui ont accompagné chaque ministre lors des—, 565. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Toussaint & Frères:—Le gouvernement a-t-il institué un comité de recyclage suite à la fermeture de la compagnie—, de Saint-Jean-Port-Joli, 87.

Toussaint & Frères:—Le gouvernement a-t-il trouvé une industrie pour remplacer celle de—, à Saint-Jean-Port-Joli, 171.

Transformateurs aériens de distribution:—Quel a été le montant total des contrats accordés par l'Hydro-Québec pour la fabrication de—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 378. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Transporteur national aérien:—Le groupe de travail formé dans le but d'étudier la possibilité que soit établi un—, de deuxième niveau a-t-il terminé ses travaux, 368.

Transport maritime:—Le gouvernement se propose-t-il de s'engager dans le—, en achetant des actions de la société Navigation SONAMAR inc., 927.

Transport public:—Le gouvernement a-t-il l'intention d'appuyer les municipalités situées à l'ouest de la région desservie par la C.T.C.U.M. pour l'extension d'un service de—, à ces municipalités, 370.

Travaux publics et Approvisionnement:—Des travaux ont-ils été effectués au bureau occupé par le ministre des—, à Hull. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 413. (Voir aussi *Documents de la session.*)

Tricofil inc.:—Quel est le nombre d'employés mis à pied par l'usine—, 259.

Tricofil inc.:—Quels sont les noms des personnes qui ont été nommées sur le comité-conseil pour la gestion—, 723.

Questions et réponses:—Suite

Unité canadienne:—Le ministère de l'Éducation a-t-il détruit ou vendu comme papier de rebut des brochures provenant de l'Ontario et visant à promouvoir l'—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 726. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Usine d'eau lourde de La Prade:—Quel montant l'Hydro-Québec a-t-elle dépensé pour répondre aux exigences de construction de l'—, 608.

Vélodrome:—Pendant combien de jours des activités ont-elles été tenues au—, en 1977, 928.

Voyages à l'extérieur du Canada:—Quelle est la liste des employés du ministère des Affaires intergouvernementales qui ont effectué des—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 655. (Voir aussi *Documents de la session*.)

Zones d'exploitation contrôlées:—Quel est le montant des subventions accordées aux—. (Question transformée en motion pour dépôt de document), 784. (Voir aussi *Documents de la session*.)

R

RECOURS COLLECTIF:—Loi sur le—. Projet de loi n° 39.

REFONTE DES LOIS:—Loi modifiant la Loi sur la—. Projet de loi n° 5.

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 19.

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES:—Loi modifiant la Loi constituant la—. Projet de loi n° 83.

RÉGIE DES SERVICES PUBLICS:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 54.

RÉGIE DU LOGEMENT:—Loi instituant la—, et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 107.

RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES DU QUÉBEC:—Loi modifiant le—. Projet de loi n° 117.

RÉGIME DES EAUX:—Loi modifiant de nouveau la Loi du—. Projet de loi n° 78.

RÉGIME DES EAUX:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi n° 98.

RÉGIME DES TERRES DANS LES TERRITOIRES DE LA BAIE JAMES ET DU NOUVEAU-QUÉBEC:—Loi concernant le—. Projet de loi n° 29.

RÉGIMES DE RETRAITE DES MAIRES ET DES CONSEILLERS DES CITÉS ET DES VILLES:—Loi modifiant la Loi concernant les—. Projet de loi n° 79.

RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RENTES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 73.

RELATIONS DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION:—Loi modifiant la Loi sur les—. Projet de loi n° 52.

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 35.

RESPONSABILITÉ MÉDICALE:—Loi concernant certains recours en matière de—. Projet de loi n° 190.

RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE DE LA VILLE DE MONTRÉAL ET DE VILLE SAINT-PIERRE AINSI QUE DES CITÉS DE CÔTE-SAINT-LUC, OUTREMONT ET WESTMOUNT:—Loi concernant le—. Projet de loi n° 49.

S

SAINT-EUSTACHE:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 106.

SALAIRE MINIMUM:—Loi modifiant la Loi du—. Projet de loi n° 43.

SALAIRE MINIMUM:—Loi modifiant de nouveau la Loi du—. Projet de loi n° 128.

SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS BÉNÉFICIAIRES DE LA CONVENTION DE LA BAIE JAMES:—Loi sur la—. Projet de loi n° 31.

SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX:—Loi modifiant la Loi sur les—, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi n° 103.

SHERBROOKE:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi n° 272.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES:—Loi constituant la—. Projet de loi n° 33.

SOCIÉTÉ DE RÉCUPÉRATION, D'EXPLOITATION ET DE DÉVELOPPEMENT FORESTIERS DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 97.

SOCIÉTÉ DES LOTERIES ET COURSES DU QUÉBEC:—Loi constituant la—. Projet de loi n° 68.

SOCIÉTÉ DES TRAVAUX DE CORRECTION DU COMPLEXE LA GRANDE:—Loi constituant la—. Projet de loi n° 32.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC:—Loi modifiant la Charte de la—. Projet de loi n° 108.

SOCIÉTÉ MAKIVIK:—Loi constituant la—. Projet de loi n° 27.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE:—Loi concernant la—. Projet de loi n° 269.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE:—Loi constituant la—. Projet de loi n° 70.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE:—Loi modifiant la Loi constituant la—. Projet de loi n° 121.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INITIATIVES AGRO-ALIMENTAIRES:—Loi modifiant la Loi constituant la—. Projet de loi n° 7.

SOEURS DE LA CHARITÉ DE L'HOSPICE STE-CROIX DE MARIEVILLE:—Loi concernant les—. Projet de loi n° 223.

SOEURS DE LA CONGRÉGATION DE NOTRE-DAME:—Loi modifiant la charte de Les—. Projet de loi n° 223.

SOEURS DE LA CONGREGATION DE NOTRE-DAME:—Loi modifiant la charte de Les—. Projet de loi n° 236.

SOEURS SERVANTES DU SAINT-COEUR DE MARIE:—Loi modifiant la Loi constituant en corporation les—. Projet de loi n° 201.

SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS DE 10 000 HABITANTS OU PLUS:—Loi modifiant la Loi sur les—. Projet de loi n° 45.

SUCCESSION DE J. DONAT LANGELIER:—Loi concernant la—. Projet de loi n° 221.

SUCCESSION DE TANCRÈDE BIENVENU:—Loi concernant la—. Projet de loi n° 265.

T

TABAC DANS LES ENDROITS PUBLICS:—Loi régissant l'usage du—. Projet de loi n° 191.

TAXE SUR LES CARBURANTS:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 64.

TAXE SUR LES CARBURANTS:—Loi modifiant de nouveau de Loi de la—. Projet de loi n° 89.

TAXE SUR LES REPAS ET L'HÔTELLERIE:—Loi modifiant la Loi de la—. Projet de loi n° 63.

TAXE SUR LES REPAS ET L'HÔTELLERIE:—Loi modifiant de nouveau la Loi de la—. Projet de loi n° 80.

TITRE DE LA VILLE DE HULL SUR CERTAINS IMMEUBLES:—Loi concernant le—. Projet de loi n° 266.

TRANSPORTS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 91.

TRAVAUX DE CORRECTION DU COMPLEXE LA GRANDE:—Loi constituant la Société des—. Projet de loi n° 32.

TRAVAUX PUBLICS:—Loi modifiant la Loi des—. Projet de loi n° 22.

TRIBUNAUX JUDICIAIRES:—Loi modifiant la Loi des—, et le Code de procédure civile et instituant le Conseil de la magistrature. Projet de loi n° 40.

U

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE:—Loi concernant l'—. Projet de loi n° 246.

V

VARENNES:—Loi modifiant la charte de la ville de—. Projet de loi n° 268.

VAUDREUIL:—Loi concernant la ville de—. Projet de loi n° 274.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL:—Traitement fixé, 516.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL:—Traitement fixé, 857.

VILLAGES CRIS:—Loi concernant les—. Projet de loi n° 24.

VILLAGES NORDIQUES ET L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK:—Loi concernant les—. Projet de loi n° 23.

VILLE DE LAVAL:—Loi modifiant la charte de la—. Projet de loi n° 209.

VINCENT, M. CLÉMENT:—Nommé directeur adjoint du financement des partis politiques, 245.

VINS DANS LES ÉPICERIES:—Loi autorisant la vente de certains—, et modifiant la Loi de la Société des alcools du Québec et la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool. Projet de loi n° 21.

INDEX OF VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

Third Session, 31st Legislature

A

Accounts and Papers:

Advertising campaign:—What was the total cost of the—, concerning automobile insurance. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 112. (*Sessional Papers*, No. 44.)

Advertising campaigns:—A statement indicating the amounts paid by Departments for—. Tabled, 503, 843. (*Sessional Papers*, Nos. 292 and 541.)

Advertising contracts:—Answers to oral questions concerning government—. Tabled, 221. (*Sessional Papers*, No. 119.)

Advisory Commission on Private Education:—Report for the period from 1 July 1975 to 1 September 1976. Tabled, 129. (*Sessional Papers*, No. 53.)

Advisory Commission on Private Education:—Report for the period from 1 September 1976 to 30 June 1977. Tabled, 129. (*Sessional Papers*, No. 54.)

Advisory Council on Labour and Manpower:—Annual report for 1976/77. Tabled, 597. (*Sessional Papers*, No. 371.)

For Sessional Papers, Documents:—See Accounts and Papers.

For Interpellations:—See Questions and/or Accounts and Papers.

Accounts and Papers:—Continued

*Advisory Council on the Environment:—*Annual report for 1976/77. Tabled, 146. (*Sessional Papers, No. 65.*)

*Advisory Council on the Environment:—*Annual report for 1977/78. Tabled, 867. (*Sessional Papers, No. 557.*)

*Agreement concerning James Bay and Northern Québec:—*See *James Bay and Northern Québec Agreement.*

*Agreement concerning Northeastern Québec:—*See *Northeastern Québec Agreement.*

*Agreement concerning the Outaouais road system and the sewage treatment plant:—*Copy of the—. Tabled, 836. (*Sessional Papers, No. 533.*)

*Agricultural land:—*Copy of a report on the use of—. Tabled, 175. (*Sessional Papers, No. 194.*)

*Agriculture:—*Annual report of the Department of—, for 1976/77. Tabled, 201. (*Sessional Papers, No. 109.*)

*Agriculture:—*Did the Department of—, pay fees to professionals outside the Civil Service. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 614. (*Sessional Papers, No. 381.*)

*Agro-centres:—*How many agro-centres were built by the Government during the last five years. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 173. (*Sessional Papers, No. 82.*)

*Agro-food industry:—*A working paper on the—. Tabled, 141. (*Sessional Papers, No. 61.*)

*Agrologists:—*Annual report of the Order of—, for the year ended 31 March 1978. Tabled, 657. (*Sessional Papers, No. 428.*)

*Amateur hockey in Québec:—*Final report of the study committee on violence in—. Tabled, 171. (*Sessional Papers, No. 62.*)

*Ambulance Services of Québec:—*A document concerning the demands of the Corporation of—. Tabled, 187. (*Sessional Papers, No. 99.*)

*Amqui:—*Copy of all correspondence concerning the construction of a seed cleaning, drying and storage centre at—. Tabled, 311. (*Sessional Papers, No. 170.*)

*Angers:—*Copy of all correspondence concerning the opening of an elementary school at—. Tabled, 704. (*Sessional Papers, No. 466.*)

Accounts and Papers:—Continued

Animal manure management:—What research work was carried out by the Government in the field of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 528. (*Sessional Papers*, No. 314.)

Annual Reports:—What was the cost of the last—, of the Government. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 844. (*Sessional Papers*, No. 542.)

Anse à l'Orme:—What decision was made concerning the construction of an interceptor on the south shore to eliminate pollution at—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 897. (*Sessional Papers*, No. 579.)

Anticosti Island:—Since the acquisition of—, what have been the total expenses of this territory. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 233. (*Sessional Papers*, No. 125.)
See also *Questions and Answers*.

Architects:—Annual report of the Order of—, for 1977/78. Tabled, 355. (*Sessional Papers*, No. 193.)

Argenteuil:—Warrant to the Directeur général des élections to issue a writ for the election of a Member for the electoral district of—. Tabled, 835. (*Sessional Papers*, No. 531.)

Arthabaska Court House:—What was the additional cost for the installation of the prison in the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 90. (*Sessional Papers*, No. 18.)

Asbestos:—Document tabled by the Minister of Natural Resources during the consideration of Bill 70. Tabled, 127. (*Sessional Papers*, No. 51.)

Asbestos:—Copy of a letter concerning a resolution of the Arthabaska county corporation on the asbestos policy. Tabled, 274. (*Sessional Papers*, No. 149.)

Asbestos:—Statement issued by General Dynamics concerning the Asbestos Corporation shares owned by this company. Tabled, 578. (*Sessional Papers*, No. 355.)

Asbestos:—Copy of an Order in Council concerning the payment for the acquisition of shares of the Société nationale de l'amiante. Tabled, 755. (*Sessional Papers*, No. 494.)

Asbestos Corporation Ltd.:—Summary of the evaluation by Kidder, Peabody and Co. Inc., of the fair market value of the shares of—. Tabled, 823. (*Sessional Papers*, No. 526.)

Accounts and Papers:—Continued

Asbestos Corporation Ltd.:—Report of Kidder, Peabody & Co. Inc. on the evaluation of—. Tabled, 827. (*Sessional Papers, No. 527.*)

Asbestos industry:—Memorandum from the former Minister of Natural Resources on the—. Tabled, 107. (*Sessional Papers, No. 37.*)

Asbestosis:—Report of the special committee on—. Tabled, 420. (*Sessional Papers, No. 234.*)

Asbestosis:—Correction made to the report of the special committee on—. Tabled, 441. (*Sessional Papers, No. 240.*)

Auditor General:—Annual report for 1976/77. Tabled, 221. (*Sessional Papers, No. 120.*)

Auditor General:—Report on the audit of the accounts relating to the—. Tabled, 317. (*Sessional Papers, No. 173.*)

Automobile insurance:—What was the total cost of the advertising campaign concerning—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 112. (*Sessional Papers, No. 44.*)

Automobile insurance:—Regulations concerning—. Tabled, 113. (*Sessional Papers, No. 45.*)

Automobile insurance:—Printed advertising concerning—. Tabled, 113. (*Sessional Papers, No. 46.*)

Automobile insurance:—A communiqué of the Federation of General Practitioners of Québec concerning—. Tabled, 178. (*Sessional Papers, No. 92.*)

Automobile insurance:—Copy of the correspondence exchanged between the Régie de l'assurance automobile and the Insurance Brokers' Association. Tabled, 178. (*Sessional Papers, No. 93.*)

Automobile insurance:—Agreements made between the Régie de l'assurance automobile and the Workmen's Compensation Commission. Tabled, 206. (*Sessional Papers, No. 115.*)

Automobile insurance:—Copy of a letter of the Insurance Brokers' Association of the Province of Québec forwarded to Mrs Lise Payette concerning—. Tabled, 243. (*Sessional Papers, No. 134.*)

Automobile insurance:—First annual report of the Régie de l'assurance automobile for 1977/78. Tabled, 490. (*Sessional Papers, No. 274.*)

Accounts and Papers:—Continued

Automobile insurance:—A complete report of the activities of the Régie de l'assurance automobile. Tabled, 575. (*Sessional Papers*, No. 352.)

Automobile insurance:—How much did the Régie pay out in indemnities for bodily injury. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 846. (*Sessional Papers*, No. 545.)

Automobiles:—How many—, did the Government purchase or lease. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 571. (*Sessional Papers*, No. 345.)

Automotive industry:—Report of the Reisman Commission on the Canadian—. Tabled, 755. (*Sessional Papers*, No. 493.)

Ayerst, McKenna and Harrison Ltd.:—Did the Government make any representations to the firm—, before it moved its laboratories from Montreal to Winnipeg. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 173. (*Sessional Papers*, No. 81.)

Bar of the Province of Québec:—Annual report of the—, for 1977/78. Tabled, 490. (*Sessional Papers*, No. 271.)

Bar of the Province of Québec:—Errata to be annexed to the 1977/78 report. Tabled, 643. (*Sessional Papers*, No. 411.)

Baie Trinité:—What are the objectives of the Société d'aménagement et d'exploitation des ressources récréatives et touristiques de—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 378. (*Sessional Papers*, No. 203.)

Beaudoin, Miss Louise:—How many trips has Miss Beaudoin made since 15 November 1976. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 899. (*Sessional Papers*, No. 582.)

Blondin, Mr René:—Copy of a letter convening—, before the Labour Court. Tabled, 346. (*Sessional Papers*, No. 190.)

Blueberry picking and tobacco cutting:—How many students were hired under the programmes for—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 845. (*Sessional Papers*, No. 544.)

Budget:—Estimates of the expenditures for the fiscal year ending 31 March 1979. Tabled, 143. (*Sessional Papers*, No. 63.)

Budget, Supplementary (No. 1):—Tabled, 763. (*Sessional Papers*, No. 499.)

Accounts and Papers:—Continued

Cadbury plant:—Report of the technical committee on the future of the—. Tabled, 707. (*Sessional Papers*, No. 469.)

Cafeterias in Government buildings:—Copy of the contract concerning—. Tabled, 269. (*Sessional Papers*, No. 148.)

Canada-Québec Subsidiary Agreement:—On water treatment facilities for the Montreal area. Tabled, 168. (*Sessional Papers*, No. 79.)

Canada-Québec Subsidiary Agreement:—On the development of the tourist industry. Tabled, 205. (*Sessional Papers*, No. 112.)

Canada-Québec Subsidiary Agreement:—On public equipment. Tabled, 308. (*Sessional Papers*, No. 167.)

Canadian Industries Ltd.:—Copy of any correspondence concerning the possible move to Ontario of the McMasterville fertilizer plant. Tabled, 93. (*Sessional Papers*, No. 24.)

Canron Ltd.:—Is it true that a contract for 6 500 tons of pipe was awarded to the firm—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 569. (*Sessional Papers*, No. 342.)

Caribou and Canard Lakes:—Copy of all correspondence concerning the installation of a water treatment plant at—. Tabled, 900. (*Sessional Papers*, No. 583.)

Cegep's:—How many students completed their studies in each of the—, in 1977. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 111. (*Sessional Papers*, No. 43.)

Census form:—Copy of a—, forwarded to an enumerator by Mrs Éveline Prévile. Tabled, 591. (*Sessional Papers*, No. 367.)

Census forms:—Copy of—, used during the 1978 census. Tabled, 578. (*Sessional Papers*, Nos. 356 and 357.)

Central Québec Industrial Park Corporation:—Annual report for 1976/77. Tabled, 168. (*Sessional Papers*, No. 77.)

Champagne-Gilbert, Mr Maurice:—A letter concerning the resignation of—, as Vice-President of the Commission des droits de la personne. Tabled, 98. (*Sessional Papers*, No. 31.)

Charlottetown:—Statements by the Minister of Communications. Tabled, 163. (*Sessional Papers*, No. 74.)

Accounts and Papers:—Continued

- Chartered Accountants*:—Annual report of the Order of—, for 1977/78. Tabled, 512. (*Sessional Papers, No. 298.*)
- Chartered Administrators*:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1977/78. Tabled, 669. (*Sessional Papers, No. 443.*)
- Chartered Appraisers*:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1977/78. Tabled, 648. (*Sessional Papers, No. 413.*)
- Chemists*:—Annual report of the Order of—, for 1977/78. Tabled, 691. (*Sessional Papers, No. 456.*)
- Chiropractors*:—Annual report of the Order of—, for 1977. Tabled, 211. (*Sessional Papers, No. 117.*)
- Chiropractors*:—Annual report of the Order of—, for 1977/78. Tabled, 691. (*Sessional Papers, No. 457.*)
- Civil Code Revision Office*:—Report of the—. Tabled, 481. (*Sessional Papers, No. 258.*)
- Civil protection*:—Copy of the general report on—. Tabled, 705. (*Sessional Papers, No. 468.*)
- Civil Service*:—Table showing the distribution of non-unionized employees. Tabled, 508. (*Sessional Papers, No. 293.*)
- Civil Service*:—List of the unions of the—. Tabled, 508. (*Sessional Papers, No. 294.*)
- Civil Service*:—Annual report of the Department of the—, for 1977/78. Tabled, 551. (*Sessional Papers, No. 329.*)
- Civil Service*:—Copy of a letter addressed to the President of the National Assembly by the Syndicat de Professionnels du Gouvernement du Québec concerning the last annual report of the Department of the Civil Service. Tabled, 884. (*Sessional Papers, No. 572.*)
- COFIRENTES*:—Report of the Comité d'étude sur le financement du Régime des rentes du Québec. Tabled, 121. (*Sessional Papers, No. 50.*)
- Collective bargaining in the public and parapublic sectors*:—Report on—. (Martin-Bouchard Report). Tabled, 57. (*Sessional Papers, No. 1.*)
- Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles*:—Annual report for 1977. Tabled, 658. (*Sessional Papers, No. 432.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Commission des droits de la personne:—*Annual report for 1977. Tabled, 512. (*Sessional Papers*, No. 303.)

*Commission of Internal Economy of the National Assembly:—*Copy of two Orders in Council appointing three commissioners and three substitute commissioners. Tabled, 76. (*Sessional Papers*, No. 14.)

*Commission of Internal Economy of the National Assembly:—*Order in Council appointing Mrs Jocelyne Ouellette as commissioner of the—. Tabled, 110. (*Sessional Papers*, No. 42.)

*Commission of Internal Economy of the National Assembly:—*Amendment to Resolution 349-78. Tabled, 767. (*Sessional Papers*, No. 501.)

*Commissions:—*List of—, issued to officers in the Civil Service during 1977. Tabled, 205. (*Sessional Papers*, No. 111.)

*Commissions of inquiry, etc.:—*Orders in Council respecting the setting up of—. Tabled, 289. (*Sessional Papers*, No. 158.)

*Communications:—*Annual report of the Department of—, for 1976/77. Tabled, 181. (*Sessional Papers*, No. 94.)

*Communications Québec:—*What are the names of the civil servants who accompanied each Minister during the tour in the fall of 1977. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 501. (*Sessional Papers*, No. 287.)

*Concentration of the written press:—*Report of the working committee on the—. Tabled, 81. (*Sessional Papers*, No. 17.)

*Concorbec Inc.:—*Did the Department of Transport award any contracts to the firm of—, for the crushing of gravel. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 573. (*Sessional Papers*, No. 347.)

*Conseil de la langue française:—*Annual report for 1977/78. Tabled, 883. (*Sessional Papers*, No. 568.)

*Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air:—*Annual report for 1977/78. Tabled, 699. (*Sessional Papers*, No. 459.)

*Constitution of Canada:—*Excerpt from the report of the Special Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on the—. Tabled, 299. (*Sessional Papers*, No. 165.)

Accounts and Papers:—Continued

- Construction employees:—*Regulation 9 respecting the poll of—. Tabled, 637. (*Sessional Papers, No. 405.*)
- Construction sites:—*Copy of the final report on living conditions prevailing on remote—. Tabled, 847. (*Sessional Papers, No. 547.*)
- Construction unions under trusteeship:—*First annual report of the activities of the trustees. Tabled, 512. (*Sessional Papers, No. 302.*)
- Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—*Annual report of the Department of—, for 1976/77. Tabled, 115. (*Sessional Papers, No. 49.*)
- Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—*Annual report of the Department of—, for 1977/78. Tabled, 664. (*Sessional Papers, No. 436.*)
- Consumer protection:—*Report of the activities of the Office de la protection du consommateur for the period from 1 April 1975 to 31 March 1977. Tabled, 317. (*Sessional Papers, No. 176.*)
- Consumer protection:—*List of groups and agencies consulted on the two draft bills on—. Tabled, 598. (*Sessional Papers, No. 372.*)
- Consumer Protection Council:—*Annual report for 1978. Tabled, 949. (*Sessional Papers, No. 599.*)
- Continental Telephone Company Ltd.:—*Copy of all correspondence concerning—. Tabled, 415. (*Sessional Papers, No. 228.*)
- Contractors:—*How many—, recognized as the lowest bidders, withdrew their bids. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 499. (*Sessional Papers, No. 283.*)
- Controlled operation zones:—*A copy of the protocol of agreement concerning—. Tabled, 332. (*Sessional Papers, No. 181.*)
- Controlled operation zones:—*What is the amount in grants paid to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 784. (*Sessional Papers, No. 508.*)
- Controlled operation and development zones:—*List of all the—. Tabled, 785. (*Sessional Papers, No. 510.*)
- Coopérative laitière du sud:—*Did the—, at Sainte-Claire, receive any financial assistance from the Government. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 529. (*Sessional Papers, No. 316.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Cooperatives*:—A directory of Québec—. Tabled, 385. (*Sessional Papers*, No. 209.)
- Council of Universities*:—Annual report for 1976/77. Tabled, 128. (*Sessional Papers*, No. 52.)
- Council on the Status of Women*:—Annual report for 1976/77. Tabled, 97. (*Sessional Papers*, No. 30.)
- Council on the Status of Women*:—Report entitled *Pour les Québécoises: égalité et indépendance*. Tabled, 630. (*Sessional Papers*, No. 394.)
- Coverdale collection*:—What decision was finally taken concerning the—, at Tadoussac. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 498. (*Sessional Papers*, No. 282.)
- CRIQ*:—Annual report for 1977/78 of the Centre de recherche industrielle du Québec. Tabled, 467. (*Sessional Papers*, No. 252.)
- Cultural Affairs*:—Annual report of the Department of—, for 1976/77. Tabled, 257. (*Sessional Papers*, No. 137.)
- Cultural Affairs*:—Annual report of the Department of—, for 1977/78. Tabled, 512. (*Sessional Papers*, No. 301.)
- Cultural Property Commission*:—Annual report for 1976/77. Tabled, 345. (*Sessional Papers*, No. 189.)
- Cultural Property Commission*:—Annual report for 1977/78. Tabled, 699. (*Sessional Papers*, No. 460.)
- Day-care centres*:—Copy of any documents exchanged between the Government and the Mouvement Regroupement Garderies Québec. Tabled, 158 and 238. (*Sessional Papers*, Nos. 73 and 132.)
- Day-care policy*:—Copy of all correspondence relating to the implementation of the Government—. Tabled, 930. (*Sessional Papers*, No. 593.)
- Dental Hygienists*:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1977/78. Tabled, 490. (*Sessional Papers*, No. 269.)
- Dental Technicians*:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1977/1978, Tabled, 591. (*Sessional Papers*, No. 364.)
- Dentists*:—Annual report of the Order of—, for 1977/78. Tabled, 657. (*Sessional Papers*, No. 429.)

Accounts and Papers:—Continued

Denturologists:—Annual report of the Order of—, for 1977/78. Tabled, 581. (*Sessional Papers, No. 359.*)

Deputy Ministers, etc.:—How many—, have been appointed since 24 May 1977. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 455. (*Sessional Papers, No. 249.*)

Dieticians:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1977/78. Tabled, 590. (*Sessional Papers, No. 362.*)

Directives issued by the Department of Social Affairs:—Copy of the—, concerning the planning and funding of medical training. Tabled, 655. (*Sessional Papers, No. 425.*)

Dispensing Opticians of Québec:—Annual report of the Order of—, for 1976/77. Tabled, 57. (*Sessional Papers, No. 2.*)

Downtown merchants associations:—What—, are receiving technical assistance from the Department of Industry and Commerce. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 234. (*Sessional Papers, No. 127.*)

Drug abuse:—Has the Minister of Social Affairs proceeded with his plan to organize a campaign aimed at changing the public's attitude toward the use of drugs. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 678. (*Sessional Papers, No. 449.*)

Drugs and narcotics:—Copy of correspondence concerning the seizure of—. Tabled, 405. (*Sessional Papers, No. 217.*)

Economic Accounts of Québec:—Annual estimates of revenues and expenditures for the 1961-1976 period. Tabled, 393. (*Sessional Papers, No. 211.*)

Economic associations between different countries:—Series of studies on—, prepared for the Department of Intergovernmental Affairs. Tabled, 775. (*Sessional Papers, No. 503.*)

Economy:—Economic assessment of the impact on Québec of federal budget restraints. Tabled, 637. (*Sessional Papers, No. 403.*)

Education:—Annual report of the Department of—, for 1976. Tabled, 211. (*Sessional Papers, No. 116.*)

Election of 15 November 1976:—Report of the Directeur général des élections concerning the—. Tabled, 110. (*Sessional Papers, No. 41.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Electricity and Gas Board:—*Annual report for 1977/78. Tabled, 720. (*Sessional Papers, No. 474.*)

*Electricity supply:—*Copies of three Orders in Council concerning contracts of—. Tabled, 317. (*Sessional Papers, No. 175.*)

*Energy:—*Elements of selection for the training period in France on—. Tabled, 269. (*Sessional Papers, No. 147.*)

*Energy:—*A White Paper on—. Tabled, 481. (*Sessional Papers, No. 259.*)

*Energy:—*Copy of a brief submitted to the National Energy Board. Tabled, 705. (*Sessional Papers, No. 467.*)

*Energy Branch:—*Annual report for 1977/78. Tabled, 884. (*Sessional Papers, No. 571.*)

*Engineers:—*Annual report of the Order of—, for 1977/78. Tabled, 643. (*Sessional Papers, No. 410.*)

*Environment Protection Services:—*Annual report for 1976/77. Tabled, 638. (*Sessional Papers, No. 406.*)

*Essential services:—*Progress report on negotiations relating to the maintaining of—. Tabled, 950. (*Sessional Papers, No. 602.*)

*Expropriation Tribunal:—*Annual report for 1976/77. Tabled, 81. (*Sessional Papers, No. 16.*)

*Family Allowances Plan:—*Annual report for 1977/78. Tabled, 473. (*Sessional Papers, No. 255.*)

*Family and Social Affairs Council:—*Annual report for 1977/78. Tabled, 558. (*Sessional Papers, No. 339.*)

*Family and Social Affairs Council:—*Surveys and opinions on the situation of Québec families. Tabled, 558. (*Sessional Papers, No. 340.*)

*Family planning programme:—*Progress report on the—. Tabled, 734. (*Sessional Papers, No. 486.*)

*Farm development:—*What amount was spent for the purchase of land in accordance with the Canada-Québec subsidiary agreement on—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 895. (*Sessional Papers, No. 576.*)

Accounts and Papers:—Continued

Farm development:—Did the Minister announce that regional development programmes would be implemented in all the outlying areas in the Province. (Question converted into a motion for the tabling of a document), Tabled, 897. (*Sessional Papers, No. 578.*)

Farm income stabilization insurance:—Annual report of the Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles for 1977. Tabled, 658. (*Sessional Papers, No. 432.*)

Farm loans:—How many—, were granted by the Farm Credit Bureau to newly established farmers. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 613. (*Sessional Papers, No. 380.*)

Farm roads assistance programme:—A list of the subsidies granted to various municipalities within the framework of the—. Tabled, 176. (*Sessional Papers, No. 87.*)

FEDCO:—Is it true that the Government paid \$653 400 to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 310. (*Sessional Papers, No. 168.*)

Federal territories:—What was the area of the—, in 1977. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 235. (*Sessional Papers, No. 128.*)

Feed grain transport subsidies:—Copy of the correspondence concerning—. Tabled, 872. (*Sessional Papers, No. 562.*)

Ferryboats:—Record of information regarding a contract for the building of two—, for the Québec Ferry Company. Tabled, 915. (*Sessional Papers, No. 585.*)

Films dubbed by Canadian performers:—Did the Government undertake negotiations with the Government of France concerning—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 134. (*Sessional Papers, No. 57.*)

Financial statements of Québec:—For the fiscal year ended 31 March 1978. Tabled, 745. (*Sessional Papers, No. 489.*)

Financing of political parties:—Copy of the documents distributed to all the members of the Advisory Committee on the—. Tabled, 955. (*Sessional Papers, No. 603.*)

Fishing and hunting exclusive rights:—Which municipalities were consulted on the abolition of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 414. (*Sessional Papers, No. 227.*)

Accounts and Papers:—Continued

Fishing zone:—Copy of the programme concerning the 200-mile—. Tabled, 415. (*Sessional Papers, No. 229.*)

Five-year university investments plan:—Order in Council concerning the approval of the—. Tabled, 103. (*Sessional Papers, No. 33.*)

Flags:—Has the government purchased any—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 409. (*Sessional Papers, No. 220.*)

Food and beverages:—How many new plants were established in Québec. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 408. (*Sessional Papers, No. 219.*)

Forest Engineers:—Annual report of the Order of—, for 1977/78. Tabled, 489. (*Sessional Papers, No. 266.*)

Forestry development plan:—Has the general—, been completed. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 871. (*Sessional Papers, No. 561.*)

Franciscan nuns:—Recommendations of the Advisory Council on the Environment regarding the wooded property formerly belonging to the—. Tabled, 658. (*Sessional Papers, No. 431.*)

Fraud:—What method does the Québec Health Insurance Board use to uncover cases of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 528. (*Sessional Papers, No. 313.*)

French language:—Annual report of the Commission de surveillance de la langue française for 1977/78. Tabled, 961. (*Sessional Papers, No. 604.*)

French test:—Copy of a letter concerning a—. Tabled, 400. (*Sessional Papers, No. 216.*)

Games of the XXIst Olympiad:—Report of the commission of inquiry into the cost of the—. Tabled, 297. (*Sessional Papers, No. 160.*)

General Investment Corporation:—Annual report for 1977. Tabled, 277. (*Sessional Papers, No. 150.*)

General Mills Canada Ltd.:—Did the government carry out a provision contained in the agreement concerning the purchase of the assets of the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 236. (*Sessional Papers, No. 130.*)

Accounts and Papers:—Continued

General Mills Canada Ltd.:—Did the administrator respect all the obligations concerning insurance. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 237. (*Sessional Papers, No. 131.*)

Gignac, Mr Émile:—Is—, now on his regular or early retirement. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 898. (*Sessional Papers, No. 581.*)

GIPEX:—What were the objectives of the task force—, at the time of its establishment. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 499. (*Sessional Papers, No. 284.*)

Gorton Pew Ltd.:—Copy of any correspondence concerning the purchase by the Government of—. Tabled, 93. (*Sessional Papers, No. 23.*)

Government corporations:—A study on—, prepared by the Québec Planning and Development Bureau. Tabled, 75. (*Sessional Papers, No. 12.*)

Government House Leader:—A list of the staff assigned to the Office of the—, and Minister of State for Electoral and Parliamentary Reform. Tabled, 264. (*Sessional Papers, No. 146.*)

Government House Leader:—Letter of the Prime Minister concerning the new—. Tabled, 549 (*Sessional Papers, No. 324.*)

Grain:—With how many industrialists did the Government undertake negotiations concerning the drying and storage of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 194. (*Sessional Papers, No. 100.*)

Grain:—For what purposes will the \$33 million awarded by the federal Government for the transport of—, be used. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 261. (*Sessional Papers, No. 141.*)

Granby Zoo:—Copy of all correspondence concerning the—. Tabled, 381. (*Sessional Papers, No. 207.*)

Greater Québec Water Purification Board:—Report dated 30 September 1977. Tabled, 177. (*Sessional Papers, No. 89.*)

Greater Québec Water Purification Board:—Report dated 31 March 1978. Tabled, 177. (*Sessional Papers, No. 90.*)

Greater Québec Water Purification Board:—Last semi-annual report, as at 29 September 1978. Tabled, 601. (*Sessional Papers, No. 375.*)

Accounts and Papers:—Continued

Green Paper on a cultural policy:—A list of the persons who submitted briefs following the—. Tabled, 341. (*Sessional Papers, No. 185.*)

Harmonization of the Act to preserve agricultural land and the Act respecting land use and development planning:—Paper on the—. Tabled, 884. (*Sessional Papers, No. 570.*)

Head offices:—Two documents concerning—. Tabled, 827. (*Sessional Papers, Nos. 528 and 529.*)

Health insurance fund:—How much did the Government contribute to the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 524. (*Sessional Papers, No. 308.*)

Hearing-aid Acousticians:—Annual report of the Order of—, for 1977/78. Tabled, 648. (*Sessional Papers, No. 414.*)

Heritage Week and the Fête nationale:—A list of all the organizations that applied for financial assistance in conjunction with—. Tabled, 900. (*Sessional Papers, No. 584.*)

Highway construction and maintenance programme:—Copy of the—, to be implemented by the Department of Transport. Tabled, 380. (*Sessional Papers, No. 206.*)

Historic sites and monuments:—A copy of *Les Cahiers du Patrimoine* on—. Tabled, 257. (*Sessional Papers, No. 138.*)

Home insulation programme:—Tabled, 110. (*Sessional Papers, No. 40.*)

Hostess plant:—Was the Government informed that the—, ceased operating in Québec. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 572. (*Sessional Papers, No. 346.*)

Housing and community services:—Copy of all correspondence following the Edmonton federal-provincial conference on—. Tabled, 325. (*Sessional Papers, No. 177.*)

Hull experimental farm:—Have there been any developments concerning a request made to the federal Government as regards the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 92. (*Sessional Papers, No. 21.*)

Hydro-Québec:—Annual report for 1977. Tabled, 317. (*Sessional Papers, No. 174.*)

Accounts and Papers:—Continued

Hydro-Québec:—Copy of all correspondence concerning the sale of electric power to—, or any future hydro-power development projects. Tabled, 633. (*Sessional Papers*, No. 400.)

Île aux Coudres:—Copy of the studies concerning ferry services situated downstream from—. Tabled, 575. (*Sessional Papers*, No. 351.)

Immigration:—A Canada-Québec agreement on—. Tabled, 146. (*Sessional Papers*, No. 64.)

Immigration:—Annual report of the Department of—, for 1977/78. Tabled, 682. (*Sessional Papers*, No. 453.)

Immoveables and land:—Orders in Council authorizing the acquisition of—. Tabled, 591. (*Sessional Papers*, No. 366.)

Imports:—Copy of a letter to Mr Jack Horner on gloves, leather and textile—. Tabled, 399. (*Sessional Papers*, No. 215.)

Incinerator of the Québec Urban Community:—Did the Government take measures concerning the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 338. (*Sessional Papers*, No. 182.)

Industrial Administration Accountants:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1977/78. Tabled, 658. (*Sessional Papers*, No. 430.)

Industrial Relations Counsellors:—Annual report of the Professionnal Corporation of—, for 1977/78. Tabled, 489. (*Sessional Papers*, No. 268.)

Industries:—How many new—, were established in Québec between 1976 and 1978. (Question converted into a motion for the tabling of documents). Tabled, 234 and 312. (*Sessional Papers*, Nos 126 and 172.)

Industry and Commerce:—Annual report of the Department of—, for 1977/78. Tabled, 393. (*Sessional Papers*, No. 212.)

Information:—What is the name of the firm entrusted with the task of carrying out a survey on the public's right to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 454. (*Sessional Papers*, No. 247.)

Insulation programme:—Home—. Tabled, 110. (*Sessional Papers*, No. 40.)

Insurance:—To what companies did the Government award contracts of—. (Questions converted into motions for the tabling of documents). Tabled, 236, 262, 263, 288, 379, 411, 412, 452, 453, 524, 525, 570 and 703.

Accounts and Papers:—Continued

(*Sessional Papers*, Nos. 129, 142, 143, 144, 155, 205, 223, 224, 225, 244, 245, 246, 309, 310, 343 and 464.) See also *Questions and Answers*.

*Insurance coverage of the Olympic installations:—*To whom did the Régie award the various types of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 498. (*Sessional Papers*, No. 281.)

*Interdepartmental committee on child care services:—*Report of the—. Tabled, 582. (*Sessional Papers*, No. 360.)

*Intergovernmental Affairs:—*Annual report of the Department of—, for 1976/77. Tabled, 441. (*Sessional Papers*, No. 241.)

*Intergovernmental Affairs:—*What are the names of the employees of the Department of—, who travelled outside Canada. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 655. (*Sessional Papers*, No. 424.)

*James Bay:—*Did the Government take any measures to equip itself with a better instrument of control over the cost of work being carried out at—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 612. (*Sessional Papers*, No. 378.)

*James Bay and Northern Québec Agreement:—*Complementary Agreements Nos. 1, 2 and 3. Tabled, 206. (*Sessional Papers*, No. 114.)

*James Bay and Northern Québec Agreement:—*Proclamations concerning the coming into force of the complementary agreements. Tabled, 221. (*Sessional Papers*, No. 122.)

*James Bay and Northern Québec Agreement:—*Complementary Agreement No. 4. Tabled, 619. (*Sessional Papers*, No. 387.)

*James Bay Development Corporation:—*Annual report of activities for the fiscal year ended 31 December 1977. Tabled, 449. (*Sessional Papers*, No. 243.)

*James Bay Energy Corporation:—*Copy of the development plan drawn up by the—. Tabled, 872. (*Sessional Papers*, No. 564.)

*James Richardson Company Ltd.:—*Copy of a study carried out by REXFOR on the profitability of—. Tabled, 135. (*Sessional Papers*, No. 58.)

*Jean-Talon:—*Warrant to the Directeur général des élections to issue a writ for the election of a Member for the electoral district of—. Tabled, 886. (*Sessional Papers*, No. 574.)

Accounts and Papers:—Continued

Kebec-Spec Inc.:—Copy of the agreement signed between Loto-Québec and—, for the production of a special telecast on the TVA network. Tabled, 727. (*Sessional Papers*, No. 480.)

Labour and Manpower:—Annual report of the Department of—, for 1976/77. Tabled, 467. (*Sessional Papers*, No. 253.)

Labour and Manpower:—Annual report of the Department of—, for 1977/78. Tabled, 853. (*Sessional Papers*, No. 552.)

Labour Code Revision Committee:—Report of Mr André Thibaudeau on the advisability of setting up a Québec—. Tabled, 648. (*Sessional Papers*, No. 416.)

Labour Court:—Copy of a letter convening Mr René Blondin before the—. Tabled, 346. (*Sessional Papers*, No. 190.)

Labrador:—Copy of the survey carried out on the hydraulic potential of—. Tabled, 633. (*Sessional Papers*, No. 401.)

Lac-Mégantic:—Copy of all correspondence or documents concerning the reorganization of health services in the region of—. Tabled, 530. (*Sessional Papers*, No. 318.)

Lands and Forests:—Annual report of the Department of—, for 1976/77. Tabled, 345. (*Sessional Papers*, No. 188.)

Lands and Forests:—Annual report of the Department of—, for 1977/78. Tabled, 828. (*Sessional Papers*, No. 530.)

Land Surveyors:—Annual report of the Order of—, for 1977/78. Tabled, 853. (*Sessional Papers*, No. 550.)

La Prade heavy water plant:—Copy of all correspondence concerning the construction of the—, at Gentilly. Tabled, 704. (*Sessional Papers*, No. 465.)

Laval:—Copy of the correspondence concerning the awarding of a \$4.5 million grant to the City of—. Tabled, 649. (*Sessional Papers*, Nos. 420 and 421.)

Law Clerk of the National Assembly:—Reports on Private Bills 204 and 246. Tabled, 362. (*Sessional Papers*, No. 198.)

Law Clerk of the National Assembly:—Reports on Private Bills 201, 221, 238, 247, 249 and 264. Tabled, 482. (*Sessional Papers*, No. 264.)

Accounts and Papers:—Continued

*Law Clerk of the National Assembly:—*Reports on Private Bills 223, 230, 236, 240, 263 and 265. Tabled, 513. (*Sessional Papers, No. 306.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Reports on Private Bills 218, 231, 241, 271 and 274. Tabled, 721. (*Sessional Papers, No. 476.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Reports on Private Bills 215 and 259. Tabled, 739. (*Sessional Papers, No. 488.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Reports on Private Bills 209 and 268. Tabled, 756. (*Sessional Papers, No. 495.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Report on Private Bill 272. Tabled, 776. (*Sessional Papers, No. 506.*)

*Law Clerk of the National Assembly:—*Reports on Private Bills 233, 266, 269 and 283. Tabled, 936. (*Sessional Papers, No. 597.*)

*Leases for Québec offices in Chicago, Dallas and Los Angeles:—*Copy of the—. Tabled, 727. (*Sessional Papers, No. 481.*)

*Lebourgneuf Boulevard:—*Protocol of agreement concerning—. Tabled, 257. (*Sessional Papers, No. 139.*)

*Legal Services Commission:—*Annual report for 1977/78. Tabled, 681. (*Sessional Papers, No. 451.*)

*Legislative Repertory of the National Assembly:—*For 1977. Tabled, 187. (*Sessional Papers, No. 97.*)

*Leisure:—*Special budget by electoral districts for 1978/79. Tabled, 285. (*Sessional Papers, No. 153.*)

*Leisure:—*A list of the organizations which received grants under a special program. Tabled, 503. (*Sessional Papers, No. 291.*)

*Leisure:—*What are the names of the persons responsible for the printing of the green paper on—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 843. (*Sessional Papers, No. 540.*)

*Licences issued to extra-provincial companies:—*Statement showing the—, for 1977/78. Tabled, 591. (*Sessional Papers, No. 365.*)

*Licensed General Accountants:—*Annual report of the Professional Corporation of—. Tabled, 648. (*Sessional Papers, No. 415.*)

Accounts and Papers:—Continued

Limoilou College:—Copy of a letter forwarded by Mr Jacques-Yvan Morin to the board of directors of—. Tabled, 147. (*Sessional Papers*, No. 67.)

Loans:—What total amount did the Government and Hydro-Québec borrow on international markets. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 749. (*Sessional Papers*, No. 491.)

Loto-Québec:—A list of the new distributing agents of—. Tabled, 198. (*Sessional Papers*, No. 106.)

Loto-Québec:—Annual report for 1976/77. Tabled, 297. (*Sessional Papers*, No. 161.)

Loto-Québec:—Annual report for 1977/78. Tabled, 664. (*Sessional Papers*, No. 437.)

Loto-Québec:—In which newspapers did the Government have advertisements published as an invitation to non-profit organizations to apply to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 593. (*Sessional Papers*, No. 369.)

Louis H. Lafontaine Hospital, Montreal:—Did the Minister of Social Affairs receive any reports on fire hazards at the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 677. (*Sessional Papers*, No. 448.)

Low rental housing:—Document concerning—, in the municipality of Waterloo. Tabled, 114. (*Sessional Papers*, No. 47.)

Lussier, Mr Doris:—What amount was paid to—, for advertising at the last International Salon of Food and Agriculture. Tabled, 634. (*Sessional Papers*, No. 402.)

Maintenance and cleaning:—Were any contracts awarded for the—, of Government offices at Papineauville. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 93. (*Sessional Papers*, No. 22.)

Marine Industries Limited:—Correspondence concerning ships built by—. Tabled, 836. (*Sessional Papers*, No. 534.)

Marine Industries Limited:—Correspondence concerning the building of ships by—. Tabled, 962. (*Sessional Papers*, No. 606.)

Martin-Bouchard Report:—Report on the collective bargaining system in the public and parapublic sectors. Tabled, 56. (*Sessional Papers*, No. 1.)

Accounts and Papers:—Continued

Medical students:—Copy of a letter requesting a hearing and permission to present a brief before the Standing Committee on Social Affairs. Tabled, 780. (*Sessional Papers, No. 507.*)

Medical Technologists:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1977/78. Tabled, 657. (*Sessional Papers, No. 426.*)

Medical training:—Copies of the directives of the Government concerning the planning and financing of—. Tabled, 311. (*Sessional Papers, No. 169.*)

Melchers Distillery:—Copy of all the documents concerning the re-opening of the—, at Berthierville. Tabled, 312. (*Sessional Papers, No. 171.*)

Michaud, Mr Yves:—Expenses incurred by—. Tabled, 341. (*Sessional Papers, No. 187.*)

Ministers:—A list of the staff assigned to each Minister. Tabled, 872. (*Sessional Papers, No. 563.*)

Mirabel Airport:—A Canada-Québec agreement respecting—. Tabled, 181. (*Sessional Papers, No. 96.*)

Monetary question:—Three studies dealing with the—. Tabled, 884. (*Sessional Papers, No. 569.*)

Mouvement Regroupement Garderies Québec:—Copy of all documents exchanged between the Government and the—. Tabled, 158 and 238. (*Sessional Papers, Nos. 73 and 132.*)

Municipal Affairs:—Annual report of the Department of—, for 1977/78. Tabled, 714. (*Sessional Papers, No. 471.*)

Municipalities:—Report of the joint committee on tax reform and increased fiscal autonomy for—. Tabled, 813. (*Sessional Papers, No. 520.*)

National Hockey League:—Copy of all correspondence exchanged between the Government and the—. Tabled, 175. (*Sessional Papers, No. 86.*)

National Holiday:—Annual report of the Comité organisateur de la fête nationale du Québec for the fiscal year ended 31 July 1978. Tabled, 883. (*Sessional Papers, No. 567.*)

National Holiday:—A list of all the organizations that applied for financial assistance in conjunction with Heritage Week and the—. Tabled, 900. (*Sessional Papers, No. 584.*)

Accounts and Papers:—Continued

National unity:—Did the Department of Education destroy or sell as waste paper, booklets supplied by the Government of Ontario to promote—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 726. (*Sessional Papers, No. 479.*)

Natural gas:—At what stage is the Government project to develop wells of—, at Saint-Flavien. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 376. (*Sessional Papers, No. 200.*)

Natural Resources:—Annual report of the Department of—, for 1976/77. Tabled, 419. (*Sessional Papers, No. 232.*)

Negotiations in the public and parapublic sectors:—Has the Government already begun to retain the services of negotiators for the forthcoming—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 895. (*Sessional Papers, No. 575.*)

Newspapers and periodicals:—Copy of a study carried out by Sorecom Inc. concerning the distribution of—. Tabled, 931. (*Sessional Papers, No. 594.*)

New York:—Weekly newsletter issued by the Québec Government House in—, concerning corporate headquarters in Montreal. Tabled, 723. (*Sessional Papers, No. 477.*)

Nicolet-Yamaska:—What was the amount in subsidies granted to municipalities in the electoral district of—. (Question converted into motions for the tabling of documents). Tabled, 156 and 377. (*Sessional Papers, Nos. 69 and 201.*) See also *Questions and Answers*.

Nordair:—Has the Government intervened in the Nordair affair. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 930. (*Sessional Papers, No. 592.*)

Northeastern Québec Agreement:—Copy of the—, concerning the Naskapis. Tabled, 206. (*Sessional Papers, No. 113.*)

Notaries:—Annual report of the Order of—, for 1977/78. Tabled, 669. (*Sessional Papers, No. 444.*)

Notre-Dame-de-Grâce:—Warrant to the Directeur général des élections to issue a writ for the election of a Member for the electoral district of—. Tabled, 243. (*Sessional Papers, No. 133.*)

Nurses:—Annual report of the Order of—, for 1977/78. Tabled, 853. (*Sessional Papers, No. 549.*)

Accounts and Papers:—Continued

Nursing Assistants:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1977/78. Tabled, 489. (*Sessional Papers, No. 267.*)

Oath of office:—Copy of the—, taken by Mrs Francine Fournier as Vice-President of the Commission des droits de la personne. Tabled, 939. (*Sessional Papers, No. 598.*)

Occupational Therapists:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1977/78. Tabled, 648. (*Sessional Papers, No. 412.*)

October crisis:—Correspondence concerning mandates given to Crown Prosecutors to collect information on the—. Tabled, 650. (*Sessional Papers, No. 422.*)

Office de la construction:—Order in Council concerning a mandate entrusted to the Auditor General. Tabled, 419. (*Sessional Papers, No. 233.*)

Office de la construction:—Annual report for 1977. Tabled, 597. (*Sessional Papers, No. 370.*)

Office de la construction:—Report of the Auditor General concerning the—. Tabled, 649. (*Sessional Papers, No. 417.*)

Office de la langue française:—Report of the activities to 31 March 1978. Tabled, 761. (*Sessional Papers, No. 496.*)

Office de la protection du consommateur:—Report of activities for the period from 1 April 1975 to 31 March 1977. Tabled, 317. (*Sessional Papers, No. 176.*)

Office franco-québécois pour la jeunesse:—Annual report for 1976. Tabled, 355. (*Sessional Papers, No. 195.*)

Office franco-québécois pour la jeunesse:—Annual report for 1977. Tabled, 630. (*Sessional Papers, No. 393.*)

Oil port development:—Copy of the study prepared by Surveyer, Nenniger, Chênevert as well as Sirtec concerning the location of an—. Tabled, 633. (*Sessional Papers, No. 399.*)

Olympic deficit:—Copy of all correspondence concerning the federal participation in the—. Tabled, 502. (*Sessional Papers, No. 288.*)

Olympic Games:—Report of the commission of inquiry into the cost of the—. Tabled, 297. (*Sessional Papers, No. 160.*)

Accounts and Papers:—Continued

Olympic Stadium:—What was the manufacturing cost of the canvas roof for the Montreal—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 929. (*Sessional Papers*, No. 591.)

Operation Z:—Audit study made within the framework of—, launched by the Québec Liquor Corporation. Tabled, 197. (*Sessional Papers*, No. 103.)

Optometrists:—Annual report of the Order of—, for 1977/78. Tabled, 490. (*Sessional Papers*, No. 270.)

Ouananiche:—Copy of press releases concerning operations to save the—. Tabled, 341. (*Sessional Papers*, No. 186.)

Outaouais Development Corporation:—Annual report for 1977/78. Tabled, 775. (*Sessional Papers*, No. 505.)

Pamphlets, brochures, etc.:—A list of all the—, printed by or for each department, bureau, etc. Tabled, 847. (*Sessional Papers*, No. 546.)

Parliamentary deliberations:—Report of the Committee on the National Assembly which sat to appoint the members of the Standing Committees and to discuss the broadcasting of—, on radio and television. Tabled, 58. (*Sessional Papers*, No. 8.)

Parti Québécois:—Among the persons who acted as official agents for— candidates, which ones are currently holding a position in one of the Government departments. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 870. (*Sessional Papers*, No. 559.)

Pavilionization of Nursing Homes for Senior Citizens:—How many nursing homes are now under contract as pavilions. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 615. (*Sessional Papers*, No. 382.)

Pension coverage for certain teachers:—Document concerning—. Tabled, 438. (*Sessional Papers*, No. 239.)

Petition by Amnesty International concerning human rights in South Africa. Tabled, 147. (*Sessional Papers*, No. 66.)

Petition by citizens of Lotbinière concerning the local community service centre:—Tabled, 739. (*Sessional Papers*, No. 487.)

Petition by citizens of Rouyn opposed to the increase in school taxes:—Tabled, 71. (*Sessional Papers*, No. 9.)

Accounts and Papers:—Continued

- Petition by citizens of the Island of Orleans:*—A—, urging the National Assembly to defer the passing of Bill 4. Tabled, 481. (*Sessional Papers, No. 261.*)
- Petition by the Civil Liberties Union:*—Tabled, 805. (*Sessional Papers, No. 516.*)
- Petition concerning the Baie-Comeau Hospital:*—Tabled, 481. (*Sessional Papers, No. 260.*)
- Pharmacists:*—Annual report of the Order of—, for 1977/78. Tabled, 643. (*Sessional Papers, No. 408.*)
- Photo-Air Laurentides Inc.:*—Has the Government granted any contracts to—. Tabled, 411 and 492. (*Sessional Papers, Nos. 222 and 280.*)
- Physicians:*—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1977/78. Tabled, 720. (*Sessional Papers, No. 473.*)
- Physiotherapists:*—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1977/78. Tabled, 643. (*Sessional Papers, No. 409.*)
- Planning:*—Copy of the report ordered by the Minister of State for—, concerning county councils. Tabled, 784 and 873. (*Sessional Papers, Nos. 509 and 565.*)
- Podiatrists:*—Annual report of the Order of—, for 1977/78. Tabled, 590. (*Sessional Papers, No. 363.*)
- Port of Québec:*—Are the studies ordered by the Department of Industry and Commerce on the—, and on the establishment of a superport for solid bulk cargo completed. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 156. (*Sessional Papers, No. 70.*)
- Potato packing houses:*—How many enterprises were awarded grants for the establishment of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 526. (*Sessional Papers, No. 311.*)
- Press agency:*—Report prepared by Multi-Réso Inc. on the feasibility of a new—, in Québec. Tabled, 663. (*Sessional Papers, No. 435.*)
- Prime Minister of Israel:*—Copy of a letter signed by Mr Claude Morin and concerning the visit to Québec of the—. Tabled, 682. (*Sessional Papers, No. 454.*)
- Private clubs:*—A list of all the registered—. Tabled, 264. (*Sessional Papers, No. 145.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Products:—*A catalogue of Québec-made—. Tabled, 215. (*Sessional Papers, No. 118.*)

*Produits Luzerne Belcan:—*Copy of the agreement concluded between Les—, and SOQUIA. Tabled, 616. (*Sessional Papers, No. 384.*)

*Professional fees:—*Copy of directives issued by the Treasury Board concerning—. Tabled, 197. (*Sessional Papers, No. 104.*)

*Professional fees:—*What was the amount of—, paid by the Government to architects, engineers, etc. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 409. (*Sessional Papers, No. 221.*)

*Programme to stimulate the economy and to promote employment:—*From the implementation of the—, to 15 October 1978, how many community projects were approved. (Question converted into a motion for the tabling of a document), Tabled, 844. (*Sessional Papers, No. 543.*)

*Protection of agricultural land:—*Briefs presented during the consultation tour on the—, and copy of transcripts of public hearings. Tabled, 631 and 649. (*Sessional Papers, Nos. 397 and 419.*)

*Protection of agricultural land:—*Volumes 1 and 2 of a land survey atlas and technical descriptions. Tabled, 682 and 683. (*Sessional Papers, Nos. 440, 441 and 442.*)

*Protection of Privacy Act:—*Annual report respecting the authorizations obtained by the Attorney General of Québec under the—. Tabled, 681. (*Sessional Papers, No. 452.*)

*Psychologists:—*Annual report of the Professional Corporation of—, for 1976/77. Tabled, 57. (*Sessional Papers, No. 3.*)

*Psychologists:—*Annual report of the Professional Corporation of—, for 1977/78. Tabled, 355. (*Sessional Papers, No. 192.*)

*Public Accounts of the Government of Québec:—*Volume 2 of the—, for 1976/77. Tabled, 57. (*Sessional Papers, No. 6.*)

*Public Accounts of the Government of Québec:—*Volumes 1 and 2 of the—, for the fiscal year ended 31 March 1978. Tabled, 835. (*Sessional Papers, No. 532.*)

*Public Curator:—*Annual report for 1976. Tabled, 57. (*Sessional Papers, No. 5.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Public Curator:—*Annual report for 1977. Tabled, 511. (*Sessional Papers, No. 297.*)

*Public Protector:—*Part I of the annual report for 1977. Tabled, 490. (*Sessional Papers, No. 275.*)

*Public Protector:—*Part II of the annual report for 1977. Tabled, 733. (*Sessional Papers, No. 484.*)

*Public Works Act:—*Copies of the Orders in Council passed under Division II of the—. Tabled, 115. (*Sessional Papers, No. 48.*)

*Public Works and Supply:—*Was any renovation work carried out in the office occupied by the Minister of—, at Hull. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 413. (*Sessional Papers, No. 226.*)

*Public Works and Supply:—*Annual report of the Department of—, for 1977/78. Tabled, 637. (*Sessional Papers, No. 404.*)

*Purchasing:—*What are the names and positions of the members of the standing interdepartmental committee on—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 91. (*Sessional Papers, No. 20.*)

*Québec Agricultural Marketing Board:—*Annual report for 1977/78. Tabled, 921. (*Sessional Papers, No. 589.*)

*Québec Autoroutes Authority:—*Annual report for 1977. Tabled, 187. (*Sessional Papers, No. 98.*)

*Québec Broadcasting Bureau:—*Annual report for 1976/77. Tabled, 163. (*Sessional Papers, No. 75.*)

*Québec Cartography Company:—*Annual report for 1976/77. Tabled, 558. (*Sessional Papers, No. 337.*)

*Québec Civil Service Commission:—*Annual report for 1977/78. Tabled, 691. (*Sessional Papers, No. 458.*)

*Québec Credit Union League:—*What amounts has the Government paid to the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 455. (*Sessional Papers, No. 248.*)

*Québec Deposit and Investment Fund:—*Annual report for 1977. Tabled, 149. (*Sessional Papers, No. 68.*)

Accounts and Papers:—Continued

Québec Deposit Insurance Board:—Annual report for 1977. Tabled, 221. (Sessional Papers, No. 121.)

Québec Electricity and Gas Board:—Annual report for 1976/77. Tabled, 623. (Sessional Papers, No. 390.)

Québec Family Allowances Plan:—Annual report for 1977/78. Tabled, 473. (Sessional Papers, No. 255.)

Québec Farm Credit Bureau:—Annual report for 1977/78. Tabled, 606. (Sessional Papers, No. 376.)

Québec Ferry Company:—Annual report for the fiscal year ended 31 March 1978. Tabled, 623. (Sessional Papers, No. 391.)

Québec Ferry Company:—Annual report for the fiscal year ended 31 March 1977. Tabled, 813. (Sessional Papers, No. 519.)

Québec Games:—Report of the Comité de réévaluation du phénomène des Jeux du Québec. Tabled, 103. (Sessional Papers, No. 34.)

Québec Health Insurance Board:—Annual report for 1977/78. Tabled, 512. (Sessional Papers, No. 299.)

Québec Health Insurance Board:—What amount was spent by the—, on health insurance registration. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 526. (Sessional Papers, No. 312.)

Québec Health Insurance Board:—What amounts were paid by the—, for medical services. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 842. (Sessional Papers, No. 539.)

Québec Housing Corporation:—Annual report for 1976. Tabled, 57. (Sessional Papers, No. 7.)

Québec Housing Corporation:—Agreement between the—, and the Central Mortgage and Housing Corporation. Tabled, 168. (Sessional Papers, No. 80.)

Québec Housing Corporation:—Annual report for 1977. Tabled, 630. (Sessional Papers, No. 395.)

Québec Housing Corporation:—Copy of the original programme submitted for Cabinet approval by the—. Tabled, 847. (Sessional Papers, No. 548.)

Québec Industrial Development Corporation:—A study on the impact of the various programmes of the—. Tabled, 94. (Sessional Papers, No. 27.)

Accounts and Papers:—Continued

Québec Industrial Development Corporation:—Annual report for 1977/78. Tabled, 490. (*Sessional Papers*, No. 273.)

Québec Interprofessional Council:—Annual report for 1977/78. Tabled, 490. (*Sessional Papers*, No. 272.)

Québec Liquor Corporation:—An agreement between the—, and Mr Paul Bélisle, respecting premises owned by him. Tabled, 197. (*Sessional Papers*, No. 105.)

Québec Liquor Corporation:—Report for the fiscal year ended 25 March 1978. Tabled, 551. (*Sessional Papers*, No. 327.)

Québec Mining Exploration Company (SOQUEM):—Annual report for 1977/78. Tabled, 577. (*Sessional Papers*, No. 354.)

Québec Official Publisher:—Copies of all the Orders in Council concerning the office of the—. Tabled, 205. (*Sessional Papers*, No. 110.)

Québec Official Publisher:—Annual report showing the number of copies of statutes printed, etc. Tabled, 669. (*Sessional Papers*, No. 445.)

Québec Pension Board:—Annual report for 1977. Tabled, 201. (*Sessional Papers*, No. 108.)

Québec Pension Commission:—Annual report for 1977. Tabled, 551. (*Sessional Papers*, No. 328.)

Québec Petroleum Operations Company (SOQUIP):—Annual report for 1976/77 together with two publications. Tabled, 110. (*Sessional Papers*, No. 39.)

Québec Petroleum Operations Company (SOQUIP):—Annual report for 1977/78. Tabled, 733. (*Sessional Papers*, No. 482.)

Québec Planning and Development Bureau:—Annual report for 1976/77. Tabled, 76. (*Sessional Papers*, No. 13.)

Québec Planning and Development Bureau:—Annual report for 1977/78. Tabled, 853. (*Sessional Papers*, No. 551.)

Québec Planning and Development Bureau:—A study on Government corporations prepared by the—. Tabled, 75. (*Sessional Papers*, No. 12.)

Québec Planning and Development Bureau:—Progress report on work opportunities for Québec youth, published by the—. Tabled, 764. (*Sessional Papers*, No. 500.)

Accounts and Papers:—Continued

Québec Police Commission:—Annual report for 1977. Tabled, 285. (*Sessional Papers, No. 154.*)

Québec Police Force:—Annual report for 1977. Tabled, 308. (*Sessional Papers, No. 166.*)

Québec Professions Board:—Annual report for 1977/78. Tabled, 385. (*Sessional Papers, No. 208.*)

Québec Public Service Board:—Annual report for 1976/77. Tabled, 163. (*Sessional Papers, No. 76.*)

Québec Real Estate Development Corporation:—Annual report for the fiscal year ended 31 March 1977. Tabled, 110. (*Sessional Papers, No. 38.*)

Québec Real Estate Development Corporation:—Financial statements for the fiscal year ended 31 March 1978. Tabled, 775. (*Sessional Papers, No. 504.*)

Québec Transport Commission:—Annual report for 1977/78. Tabled, 512. (*Sessional Papers, No. 300.*)

Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company (REXFOR):—Annual report for 1976/77. Tabled, 257. (*Sessional Papers, No. 136.*)

Queen's Jubilee:—Copy of a letter concerning the issue of a commemorative medal on the occasion of the—. Tabled, 332. (*Sessional Papers, No. 180.*)

Radiology Technicians:—Annual report of the Order of—, for 1977/78. Tabled, 590. (*Sessional Papers, No. 361.*)

Radio-Québec:—Report of the standing ministerial committee on cultural development concerning the development of—. Tabled, 251. (*Sessional Papers, No. 135.*)

Reception centres for senior citizens:—Is there an Order in Council authorizing the establishment of certain—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 653. (*Sessional Papers, No. 423.*)

Reform of the electoral districts:—Fifth report of the Standing Committee on—. Tabled, 76. (*Sessional Papers, No. 15.*)

Accounts and Papers:—Continued

Régie de la langue française:—Annual report for 1976. Tabled, 137. (*Sessional Papers*, No. 59.)

Régie de l'assurance automobile:—First annual report for 1977/78. Tabled, 490. (*Sessional Papers*, No. 274.)

Régie de l'assurance-récolte:—Annual report for 1977/78. Tabled, 551. (*Sessional Papers*, No. 330.)

Régie des entreprises de construction:—Annual report for the period extending from 1 April 1976 to 31 March 1978. Tabled, 733. (*Sessional Papers*, No. 483.)

Régie des installations olympiques:—Copy of contracts concerning the leasing of the stadium or the velodrome. Tabled, 95. (*Sessional Papers*, No. 28.)

Régie des installations olympiques:—Annual report for 1977. Tabled, 558. (*Sessional Papers*, No. 335.)

Régie des loteries et courses:—Annual report for 1977/78. Tabled, 511. (*Sessional Papers*, No. 296.)

Régie du Grand Théâtre:—Annual report for 1977/78. Tabled, 921. (*Sessional Papers*, No. 590.)

Regional health and social services councils:—Annual reports for 1977. Tabled, 601. (*Sessional Papers*, No. 373.)

Register of electors:—Brief presented to the Cabinet by the Directeur général des élections regarding the drawing up of a—. Tabled, 817. (*Sessional Papers*, No. 524.)

Registration fees for passenger cars:—Table indicating—. Tabled, 933. (*Sessional Papers*, No. 596.)

Registration plates:—Letter signed by the Comptroller of Finance concerning—, and automobile insurance premiums. Tabled, 105. (*Sessional Papers*, No. 36.)

Registration plates:—How many private offices selling—, were closed. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 529. (*Sessional Papers*, No. 315.)

Reisman Commission on the Canadian Automotive Industry:—Report of the—. Tabled, 755. (*Sessional Papers*, No. 493.)

Accounts and Papers:—Continued

*Remission of duties and penalties:—*A detailed statement of—. Tabled, 97. (*Sessional Papers, No. 29.*)

*Representation expenses:—*What was the total amount spent by the Government for purposes of representation. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 593. (*Sessional Papers, No. 368.*)

*Retirement:—*How many civil servants retired before or after the age of 65. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 702. (*Sessional Papers, No. 463.*)

*Rivière-du-Loup agricultural cooperative:—*Copy of all correspondence pertaining to a grant for the construction of a drying and storage centre for grain produced in the area. Tabled, 616. (*Sessional Papers, No. 386.*)

*Road improvements:—*What was the amount of grants awarded for—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 569. (*Sessional Papers, No. 341.*)

*Royal Bank of Canada:—*Copy of all correspondence concerning the moving of its head office to another Province. Tabled, 94. (*Sessional Papers, No. 26.*)

*Saint-Hilaire Sugar Refinery:—*On 16 November 1976, how many employees were on staff at the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 612. (*Sessional Papers, No. 379.*)

*Saint-Jean Aval River:—*A list of the persons who obtained a permit for salmon fishing on the—. Tabled, 502. (*Sessional Papers, No. 289.*)

*Saint-Jean festivities:—*What was the total amount in grants for the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 134. (*Sessional Papers, No. 56.*)

*Saint-Joseph hospital centre:—*Copy of the administration budgets of the—, the Frère André hospital centre and the Jeanne-Mance reception centre. Tabled, 530. (*Sessional Papers, No. 317.*)

*Saint-Justin:—*Copy of all correspondence concerning the drinking water supply in this region, Tabled, 415. (*Sessional Papers, No. 230.*)

*Saint-Magloire-de-Bellechasse:—*Copy of all correspondence forwarded to the Corporation de—, concerning waterworks. Tabled, 574. (*Sessional Papers, No. 348.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Sales tax:—*List of goods which are not subject to the 8% sales tax. Tabled, 199. (*Sessional Papers, No. 107.*)
- Sales tax:—*Copy of a letter from Mr Jean Chrétien concerning the general reduction of the—. Tabled, 222. (*Sessional Papers, No. 123.*)
- Sales tax:—*Copy of all correspondence concerning the federal contribution to the financing of a temporary reduction of the Québec—. Tabled, 325. (*Sessional Papers, No. 178.*)
- Sales tax:—*Copy of the statement by Mr Jacques Parizeau concerning the controversy over the—. Tabled, 365. (*Sessional Papers, No. 199.*)
- Sales tax:—*Comparative study on the reduction of the—. Tabled, 393. (*Sessional Papers, No. 210.*)
- Sales tax:—*Copy of a letter by Mr Jacques Parizeau forwarded to the federal Minister of Finance concerning the—. Tabled, 419. (*Sessional Papers, No. 231.*)
- Sales tax:—*Copy of a letter dated 14 June 1978 concerning the—. Tabled, 468. (*Sessional Papers, No. 254.*)
- Savings:—*Copy of the study carried out with a view to pointing out the main sources of—, in Québec. Tabled, 289. (*Sessional Papers, No. 157.*)
- Savings and Credit Unions:—*Copy of a telegram sent to Mrs Payette concerning Bill 46. Tabled, 509. (*Sessional Papers, No. 295.*)
- Scholarships awarded by the Department of Education:—*Annual report for 1977/78. Tabled, 75. (*Sessional Papers, No. 10.*)
- School education policy and plan of action:—*Publication regarding the Government's—. Tabled, 961. (*Sessional Papers, No. 605.*)
- Schools:—*Copy of a letter forwarded to Mr Jacques-Yvan Morin concerning the closing of—, in Montreal. Tabled, 516. (*Sessional Papers, No. 307.*)
- Scowen, Mr Reed:—*Election certificate of—, Member for Notre-Dame-de-Grâce. Tabled, 550. (*Sessional Papers, No. 325.*)
- Seating plan, National Assembly:—*Tabled, 551. (*Sessional Papers, No. 326.*)
- Secretaries General and Deputy Ministers:—*List of—. Tabled, 714. (*Sessional Papers, No. 470.*)

Accounts and Papers:—Continued

- Security agencies review group*:—Copy of the report prepared by the—. Tabled, 678. (*Sessional Papers*, No. 450.)
- Sidbec*:—Annual report of the activities of—, and its subsidiaries for 1977. Tabled, 449. (*Sessional Papers*, No. 242.)
- Sidbec*:—Copy of all correspondence concerning any advertising campaign pertaining to—. Tabled, 574. (*Sessional Papers*, No. 350.)
- Social Affairs*:—Annual report of the Department of—, for 1976/77. Tabled, 137. (*Sessional Papers*, No. 60.)
- Social Affairs Commission*:—Annual report for 1977/78. Tabled, 670. (*Sessional Papers*, No. 446.)
- Social benefits*:—Final report of the committee on non-discrimination in—. Tabled, 467. (*Sessional Papers*, No. 252.)
- Social Workers*:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1977/78. Tabled, 657. (*Sessional Papers*, No. 427.)
- Société d'exploitation des loteries et courses*:—Annual report for 1976/77. Tabled, 297. (*Sessional Papers*, No. 161.)
- Société d'exploitation des loteries et courses*:—Annual report for 1977/78. Tabled, 664. (*Sessional Papers*, No. 437.)
- Société québécoise d'information juridique*:—Annual report for the fiscal year ended 31 March 1978. Tabled, 630. (*Sessional Papers*, No. 396.)
- Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)*:—Annual report for 1977/78. Tabled, 649. (*Sessional Papers*, No. 418.)
- Special warrant*:—Authorized since the adjournment of the National Assembly, for 1978/79. Tabled, 558. (*Sessional Papers*, No. 336.)
- Speech Therapists and Audiologists*:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1977/78. Tabled, 663. (*Sessional Papers*, No. 433.)
- SPICAM*:—Annual report of the Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel, for 1977/78. Tabled, 761. (*Sessional Papers*, No. 497.)
- Spruce budworm operations*:—What was the total cost for—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 870. (*Sessional Papers*, No. 560.)

Accounts and Papers:—Continued

*Stadium or velodrome:—*Copy of contracts between the—, and any corporations respecting the leasing of the—. Tabled, 95. (*Sessional Papers*, No. 28.)

*Stadium or velodrome:—*A list of all the contracts concerning the leasing of the—. Tabled, 503. (*Sessional Papers*, No. 290.)

*Standard Brands Ltd.:—*Copy of documents concerning the transfer of 125 employees from Montreal to Toronto. Tabled, 158. (*Sessional Papers*, No. 72.)

*Standing Committee on Agriculture:—*Report of the—, which considered Bills 10, 11, 12, 13, 14 and 15. Tabled, 362. (*Sessional Papers*, No. 197.)

*Standing Committee on Agriculture:—*Report of the—, which considered Bill 7, Tabled, 433. (*Sessional Papers*, No. 237.)

*Standing Committee on Agriculture:—*Report of the—, which considered Bill 90, An Act to preserve agricultural land. Tabled, 880. (*Sessional Papers*, No. 566.)

*Standing Committee on Agriculture:—*Report of the—, which considered Bill 116. Tabled, 962. (*Sessional Papers*, No. 607.)

*Standing Committee on the Civil Service:—*Report of the—, which considered Bill 60. Tabled, 473. (*Sessional Papers*, No. 257.)

*Standing Committee on the Civil Service:—*Report of the—, which considered Bill 50. Tabled, 482. (*Sessional Papers*, No. 263.)

*Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—*Report of the—, which considered Bill 204. Tabled, 534. (*Sessional Papers*, No. 323.)

*Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—*Report of the—, which considered Private Bills 201, 223, 230, 236, 247 and 263. Tabled, 551. (*Sessional Papers*, No. 331.)

*Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—*Report of the—, which considered Bill 72. Tabled, 836. (*Sessional Papers*, No. 535.)

*Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—*Report of the—, which considered Private Bills Nos. 233 and 269. Tabled, 950. (*Sessional Papers*, No. 601.)

Accounts and Papers:—Continued

*Standing Committee on Cultural Affairs:—*Report of the—, which considered Bill 4. Tabled, 433. (*Sessional Papers, No. 238.*)

*Standing Committee on Education:—*Report of the—, which considered Bill 246. Tabled, 533. (*Sessional Papers, No. 322.*)

*Standing Committee on Energy:—*Report of the—, which considered Bill 98. Tabled, 181. (*Sessional Papers, No. 95.*)

*Standing Committee on Energy:—*Report of the—, which considered Bill 41. Tabled, 429. (*Sessional Papers, No. 235.*)

*Standing Committee on Energy:—*Report of the—, which considered the reports of Hydro-Québec and of the James Bay Energy Corporation. Tabled, 553. (*Sessional Papers, No. 334.*)

*Standing Committee on Finance and Public Accounts:—*Report of the—, which considered Bill 55. Tabled, 512. (*Sessional Papers, No. 304.*)

*Standing Committee on Finance and Public Accounts:—*Report of the—, which considered Bills 61, 62, 63, 64, and 68. Tabled, 699. (*Sessional Papers, No. 461.*)

*Standing Committee on Immigration:—*Report of the—, which considered Bill 77. Tabled, 714. (*Sessional Papers, No. 472.*)

*Standing Committee on Industry and Commerce:—*Report of the—, which considered Bill 21. Tabled, 293. (*Sessional Papers, No. 159.*)

*Standing Committee on Industry and Commerce:—*Report of the—, which considered Bill 37. Tabled, 429. (*Sessional Papers, No. 236.*)

*Standing Committee on Industry and Commerce:—*Report of the—, which considered Bill 108. Tabled, 805. (*Sessional Papers, No. 517.*)

*Standing Committee on Intergovernmental Affairs:—*Report of the—, which considered Bills 23, 24, 25, 26, 27, 32, 33, 34 and 42. Tabled, 531. (*Sessional Papers, No. 319.*)

*Standing Committee on Justice:—*Reports of the—, which examined Bill 39, An Act respecting class action. Tabled, 129 and 394. (*Sessional Papers, Nos. 55 and 213.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Bill 5. Tabled, 298. (*Sessional Papers, No. 164.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Bill 85. Tabled, 346. (*Sessional Papers, No. 191.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Bill 95. Tabled, 356. (*Sessional Papers, No. 196.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Bill 40. Tabled, 531. (*Sessional Papers, No. 320.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Private Bills Nos. 221, 238, 240 and 265. Tabled, 606. (*Sessional Papers, No. 377.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Bill 75. Tabled, 638. (*Sessional Papers, No. 407.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Bill 20. Tabled, 768. (*Sessional Papers, No. 502.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Bill 76. Tabled, 791. (*Sessional Papers, No. 513.*)

*Standing Committee on Justice:—*Report of the—, which considered Private Bills Nos. 266 and 283. Tabled, 949. (*Sessional Papers, No. 600.*)

*Standing Committee on Labour and Manpower:—*Report of the—, which considered Bills Nos. 16, 17 and 18. Tabled, 298. (*Sessional Papers, No. 163.*)

*Standing Committee on Labour and Manpower:—*Report of the—, which considered Bill 59. Tabled, 464. (*Sessional Papers, No. 250.*)

*Standing Committee on Labour and Manpower:—*Report of the—, which considered Bill 52. Tabled, 491. (*Sessional Papers, No. 279.*)

*Standing Committee on Labour and Manpower:—*Report of the—, which considered Bill 59. Tabled, 533. (*Sessional Papers, No. 321.*)

*Standing Committee on Labour and Manpower:—*Report of the—, which sat for the purpose of hearing the parties involved in the dispute at the Commonwealth Plywood Company. Tabled, 733. (*Sessional Papers, No. 485.*)

*Standing Committee on Labour and Manpower:—*Report of the—, which considered Bill 114. Tabled, 854. (*Sessional Papers, No. 553.*)

Accounts and Papers:—Continued

Standing Committee on Labour and Manpower:—Report of the—, which considered Bill 110. Tabled, 915. (*Sessional Papers*, No. 587.)

Standing Committee on Lands and Forests:—Report of the—, which considered Bill 29. Tabled, 854. (*Sessional Papers*, No. 554.)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Report of the—, which considered Bill 44. Tabled, 482. (*Sessional Papers*, No. 262.)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Reports of the—, which considered Bill 38. Tabled, 552 and 664. (*Sessional Papers*, No. 333 and 439.)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Report of the—, which considered Bills Nos. 66 and 79. Tabled, 670. (*Sessional Papers*, No. 447.)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Report of the—, which considered Private Bills 218, 241, 259, 264, 271 and 274. Tabled, 806. (*Sessional Papers*, No. 518.)

Standing Committee on Municipal Affairs:—Report of the—, which considered Private Bills 209, 268 and 272 and which also heard the parties interested in Bill 106. Tabled, 814. (*Sessional Papers*, No. 522.)

Standing Committee on the National Assembly:—Report of the—, which sat to appoint the members of the Standing Committees and to discuss the broadcasting of parliamentary debates on radio and television. Tabled, 58. (*Sessional Papers*, No. 8.)

Standing Committee on the National Assembly:—Report of the—, which sat on 20 June 1978. Tabled, 491. (*Sessional Papers*, No. 277.)

Standing Committee on the National Assembly:—Report of the— which sat for the purpose of considering the reports of the Public Protector. Tabled, 664. (*Sessional Papers*, No. 438.)

Standing Committee on the National Assembly:—Report of the—, which sat to hear the representatives of the political parties on proposed changes to electoral districts. Tabled, 797. (*Sessional Papers*, No. 514.)

Standing Committee on the National Assembly:—Report of the—, which considered the operation and performance of Québec Government corporations. Tabled, 854. (*Sessional Papers*, No. 555.)

Standing Committee on the National Assembly:—Report of the—, which considered the administrative reorganization of the National Assembly. Tabled, 884. (*Sessional Papers*, No. 573.)

Accounts and Papers:—Continued

*Standing Committee on Natural Resources:—*Report of the—, which considered Bill 70. Tabled, 277. (*Sessional Papers, No. 151.*)

*Standing Committee on Natural Resources:—*Report of the—, which considered Bill 78. Tabled, 761. (*Sessional Papers, No. 498.*)

*Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution:—*Report of the—, which considered Bill 92. Tabled, 490. (*Sessional Papers, No. 276.*)

*Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution:—*Report of the—, which sat to study the progress of the constitutional talks. Tabled, 915. (*Sessional Papers, No. 586.*)

*Standing Committee on the Protection of the Environment:—*Reports of the—, which considered Bill 69. Tabled, 552 and 837. (*Sessional Papers, No. 332 and 537.*)

*Standing Committee on the Protection of the Environment:—*Report of the—, which sat for the purpose of hearing briefs concerning the draft regulations respecting farm animal operations. Tabled, 623. (*Sessional Papers, No. 392.*)

*Standing Committee on the Protection of the Environment:—*Report of the—, which considered Bill 30. Tabled, 797 (*Sessional Papers, No. 515.*)

*Standing Committee on reform of the electoral districts:—*Fifth report. Tabled, 76. (*Sessional Papers, No. 15.*)

*Standing Committee on Revenue:—*Report of the—, which considered Bill 67. Tabled, 854. (*Sessional Papers, No. 556.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which considered Bill 9. Tabled, 473. (*Sessional Papers, No. 256.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which considered Bill 73. Tabled, 682. (*Sessional Papers, No. 455.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which sat to hear the representatives of the Québec Dental Surgeons' Association. Tabled, 745. (*Sessional Papers, No. 490.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Reports of the—, which considered Bill 84. Tabled, 814 and 916. (*Sessional Papers, No. 523 and 588.*)

Accounts and Papers:—Continued

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which considered Bills 117 and 118. Tabled, 837. (*Sessional Papers, No. 538.*)

*Standing Committee on Social Affairs:—*Report of the—, which considered Bill 103. Tabled, 867. (*Sessional Papers, No. 558.*)

*Standing Committee on Tourism, Fish and Game:—*Report of the—, which considered Bill 28. Tabled, 837. (*Sessional Papers, No. 536.*)

*Standing Committee on Transport:—*Report of the—, which considered Bill 1. Tabled, 177. (*Sessional Papers, No. 91.*)

*Standing Committee on Transport:—*Report of the—, which considered Bill 56. Tabled, 491. (*Sessional Papers, No. 278.*)

*Standing Committee on Transport:—*Report of the—, which considered Bill 86. Tabled, 813. (*Sessional Papers, No. 521.*)

*Standing Committee on Youth, Recreation and Sports:—*Report of the—, which considered Bill 83. Tabled, 720. (*Sessional Papers, No. 475.*)

*Standing Committees:—*Report grouping the reports of the—, which examined the estimates of the 1978/79 budget. Tabled, 513. (*Sessional Papers, No. 305.*)

*Statistics:—*Does the Government have any—, on the number of persons who have left the Province since 15 November 1976. Tabled, 288. (*Sessional Papers, No. 156.*)

*Student employment:—*A list indicating the names and addresses of the students who obtained employment in the summer of 1977. Tabled, 339 and 340. (*Sessional Papers, Nos. 183 and 184.*)

*Study committee on group homes:—*Report of the—. Tabled, 616. (*Sessional Papers, No. 385.*)

*Subsidies:—*Did the Government grant—, to certain firms in 1977 and 1978. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 195. (*Sessional Papers, No. 101.*)

*Subsidies:—*How many—, have been awarded during 1976/77 and 1977/78 within the framework of the job-creation programme. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 260. (*Sessional Papers, No. 140.*)

*Subsidies:—*How many municipalities have submitted a project within the framework of certain programmes of assistance. (Question converted

Accounts and Papers:—Continued

into a motion for the tabling of a document). Tabled, 407. (*Sessional Papers, No. 218.*)

Subsidies:—Have the towns of Bedford, Bromont, Cowansville, Granby, Lake Brome and Waterloo received any—, since 1964. (Question converted into motions for the tabling of documents). Tabled, 501 and 570. (*Sessional Papers, Nos. 285, 286 and 344.*) See also *Questions and Answers*.

Subsidies:—A list of the—, granted within the framework of the municipal roads assistance programme. Tabled, 574. (*Sessional Papers, No. 349.*)

Sun Life Co.:—Copy of all correspondence between the Government and—. Tabled, 175. (*Sessional Papers, No. 85.*)

Superintendent of Insurance:—Annual report for the fiscal year ended 31 December 1977. Tabled, 821. (*Sessional Papers, No. 525.*)

Superior Council of Education:—Annual report for 1976/77. Tabled, 227. (*Sessional Papers, No. 124.*)

Superior Council of Education:—Annual report for 1976/77. Tabled, 332. (*Sessional Papers, No. 179.*)

Superior Council of Education:—Annual report on the state and needs of education, for 1977/78. Tabled, 791. (*Sessional Papers, No. 511.*)

Superior Council of Education:—Annual report for 1977/78. Tabled, 791. (*Sessional Papers, No. 512.*)

Superport for solid bulk cargo:—Have the studies on the Port of Québec and on the establishment of a—, been completed. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 156. (*Sessional Papers, No. 70.*)

Supertanker port:—Copy of the study by Lalonde-Valois, Lamarre, Valois et Associés on the best site for a—. Tabled, 632. (*Sessional Papers, No. 398.*)

Supreme Court of Canada and the distribution of legislative powers:—Study prepared by Mr Gilbert L'Écuyer. Tabled, 601. (*Sessional Papers, No. 374.*)

Synthetic fur factory:—Did the Department of Industry and Commerce receive an application for a permit to establish a—, at Lourdes-de-Blanc-Sablon. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 98. (*Sessional Papers, No. 32.*) See also p. 82.

Accounts and Papers:—Continued

Textile and furniture industries:—What measures has the Government taken as regards the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 157. (*Sessional Papers, No. 71.*)

TICTACTO lottery:—How many tickets were printed and sold. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 749. (*Sessional Papers, No. 492.*)

Tourbec Inc.:—Report of the firm Mercure, Béliveau and Co. on—. Tabled, 619. (*Sessional Papers, No. 388.*)

Tour of the Province:—What are the names of the civil servants who accompanied each minister. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 615. (*Sessional Papers, No. 383.*) See also *Questions and Answers.*

Tourism, Fish and Game:—Annual report of the Department of—, for 1976/77. Tabled, 168. (*Sessional Papers, No. 78.*)

Tourist industry:—What was the total amount invested in the economy of the Province by the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 377. (*Sessional Papers, No. 202.*)

Town and City Centres:—Has the Department of Industry and Commerce drawn up a programme of technical and financial assistance as regards the development of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 90. (*Sessional Papers, No. 19.*)

Town Planners:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1976/77. Tabled, 75. (*Sessional Papers, No. 11.*)

Transformers:—What was the total amount in contracts awarded by Hydro-Québec for the manufacturing of distribution aerial—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 378. (*Sessional Papers, No. 204.*)

Transport:—Copy of a letter sent to the Minister of—, by the President of the Commission des droits de la personne concerning the refusal to hire on a temporary basis for road works. Tabled, 298. (*Sessional Papers, No. 162.*)

Transport:—Annual report of the Department of—, for 1977/78. Tabled, 558. (*Sessional Papers, No. 338.*)

Union Minière Explorations and Mining Corporation Ltd.:—Copy of any correspondence concerning the decision of the—, to move its head office from Montreal to Toronto. Tabled, 94. (*Sessional Papers, No. 25.*)

Accounts and Papers:—Continued

Université du Québec:—Annual report for 1977/78. Tabled, 663. (*Sessional Papers*, No. 434.)

Universities:—Document relating to the study commission on—. Tabled, 57. (*Sessional Papers*, No. 4.)

Universities:—Rules for the funding of—. Tabled, 581. (*Sessional Papers*, No. 358.)

University graduates:—How many 1977—, have succeeded in finding employment. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 174. (*Sessional Papers*, No. 83.)

University professors:—How many service contracts did the Government conclude with—. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 898 and 931. (*Sessional Papers*, Nos. 580 and 595.)

Urban transportation:—Folder concerning the assistance policy for—. Tabled, 700. (*Sessional Papers*, No. 462.)

Veterinary Surgeons:—Annual report of the Order of—, for 1977/78. Tabled, 355. (*Sessional Papers*, No. 194.)

Vocational Guidance Counsellors:—Annual report of the Professional Corporation of—, for 1977/78. Tabled, 489. (*Sessional Papers*, No. 265.)

Waste waters:—An answer to an oral question by Mr Lamontagne concerning the pouring of—, by the firm of Donohue-St-Félicien Inc. Tabled, 103. (*Sessional Papers*, No. 35.)

White Paper on energy:—Tabled, 481. (*Sessional Papers*, No. 259.)

White Paper on a cultural development policy for Québec:—Tabled, 399. (*Sessional Papers*, No. 214.)

White Paper on occupational safety and health:—Tabled, 619. (*Sessional Papers*, No. 389.)

White Paper on Cegep education:—Tabled, 577. (*Sessional Papers*, No. 353.)

Winter roads:—Has there been any change of contractors for the maintenance of—, in certain electoral districts. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 725. (*Sessional Papers*, No. 478.)

Accounts and Papers:—Continued

*Women in Québec:—*A Black Paper by the Fédération des Femmes du Québec on—. Tabled, 277. (*Sessional Papers, No. 152.*)

*Workmen's Compensation Commission:—*Annual report for 1977. Tabled, 177. (*Sessional Papers, No. 88.*)

AGREEMENTS REGARDING MUTUAL AID IN JUDICIAL MATTERS:—An Act respecting intergovernmental—. Bill 36.

AGRICULTURAL EXPLOITATIONS:—An Act to amend the Act to promote the development of—. Bill 100.

AGRICULTURAL LAND:—An Act to preserve—. Bill 90.

AGRICULTURE DEPARTMENT ACT:—An Act to amend the—. Bill 99.

AUDITOR GENERAL:—Salary fixed, 516.

AUDITOR GENERAL:—Salary fixed, 857.

B

BEAUPORT:—An Act to amend the charter of the city of—. Bill 215.

BEAUPORT:—An Act respecting an immoveable of the Commission scolaire—. Bill 238.

BIENVENU ESTATE:—An Act respecting the Tancrede—. Bill 265.

Bills:

Bill 1.—An Act to amend the Transport Department Act.—Mr Lessard.—1st R., 147. 2nd R.; referred to Committee on Transport, 169. Reported (*Sessional Papers, No. 91*), 177. Consideration of report; report adopted, 185. 3rd R., 203. R. A., 242. (1978, c. 74.)

Bill 2.—An Act to amend the Education Act.—Mr Morin (Sauvé).—1st R., 149. 2nd R.; in Committee of the Whole; amended; reported; amends read and agreed to, 359. 3rd R., 394. R. A., 424. (1978, c. 78.)

Bill 3.—An Act to amend the Act to provide for the financing of health programmes.—Mr Parizeau.—1st R., 149. 2nd R. (Lt-G.); in Committee of the Whole; reported; report adopted, 328. 3rd R., 350. R. A., 352. (1978, c. 35.)

Bill 4.—An Act to amend the Cultural Property Act.—Mr Vaugeois.—1st R., 146. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Cultural Affairs, 204. Reported (*Sessional Papers, No. 238*),

Bills:—Continued

433. Consideration of report; report adopted, 470. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div.; 3rd R., 487. R. A., 546. (1978, c. 23.)

Bill 5.—An Act to amend the Act respecting the consolidation of the statutes.—Mr Bédard.—1st R., 206. 2nd R. (Lt-G.); referred to Committee on Justice, 253. Reported (*Sessional Papers, No. 164*), 298. Consideration of report; report adopted, 328. 3rd R., 349. R. A., 352. (1978, c. 17.)

Bill 6.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1979, and for other purposes connected with the public service.—Mr Parizeau.—1st, 2nd and 3rd R., 161. R. A., 161. (1978, c. 1.)

Bill 7.—An Act to amend the Act to constitute the "Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires".—Mr Garon.—1st R., 318. 2nd R. (Lt-G.); referred to Committee on Agriculture, 396. Reported (*Sessional Papers, No. 237*), 433. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 443. R. A., 446. (1978, c. 48.)

Bill 8.—An Act to amend the General and Vocational Colleges Act.—Mr Morin (Sauvé).—1st R., 228. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted, 457. 3rd R., 487. R. A., 546. (1978, c. 80.)

Bill 9.—An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights.—Mr Lazure.—1st R., 333. 2nd R. (Lt-G.); referred to Committee on Social Affairs, 389. Reported (*Sessional Papers, No. 256*), 473. Consideration of report; report adopted, 507. 3rd R., 537. R. A., 546. (1978, c. 7.)

Bill 10.—An Act to promote long term farm credit by private institutions.—Mr Garon.—1st R. (vote), 215. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 279. Resuming the debate; debate concluded; putting to the vote; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Agriculture, 283. Reported (*Sessional Papers, No. 197*), 362. Consideration of report; report adopted, 395. 3rd R., 421. R. A., 424. (1978, c. 50.)

Bill 11.—An Act respecting farm-loan insurance and forestry-loan insurance.—Mr Garon.—1st R. (vote), 215. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 279. Resuming the debate; debate concluded; putting to the vote; 2nd R. on div.; referred to Committee on Agriculture, 283. Reported (*Sessional Papers, No. 197*), 362. Consideration of report; report adopted, 395. 3rd R., 421. R. A., 424. (1978, c. 49.)

Bill 12.—An Act to amend the Farm Credit Act.—Mr Garon.—1st R. (vote), 215. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 279. Resuming the debate; debate concluded; putting to the vote; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Agriculture, 283. Reported (*Sessional*

Bills:—Continued

Papers, No. 197), 362. Consideration of report; report adopted, 395. 3rd R., 421. R. A., 424. (1978, c. 44.)

Bill 13.—An Act to amend the Farm Improvement Act.—Mr Garon.—1st R. (vote), 215. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 279. Resuming the debate; debate concluded; putting to the vote; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Agriculture, 283. Reported (*Sessional Papers, No. 197*), 362. Consideration of report; report adopted, 395. 3rd R., 421. R. A., 424. (1978, c. 45.)

Bill 14.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers.—Mr Garon.—1st R. (vote), 216. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 279. Resuming the debate; debate concluded; putting to the vote; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Agriculture, 283. Reported (*Sessional Papers, No. 197*), 362. Consideration of report; report adopted, 395. 3rd R., 421. R. A., 424. (1978, c. 46.)

Bill 15.—An Act to amend the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods.—Mr Garon.—1st R. (vote), 216. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 279. Resuming the debate; debate concluded; putting to the vote; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Agriculture, 283. Reported (*Sessional Papers, No. 197*), 362. Consideration of report; report adopted, 395. 3rd R., 421. R. A., 424. (1978, c. 47.)

Bill 16.—An Act to amend the Electricians and Electrical Installations Act and the Building Contractors Vocational Qualifications Act.—Mr Johnson.—1st R., 222. 2nd R.; referred to Committee on Labour and Manpower, 254. Reported (*Sessional Papers, No. 163*), 298. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 443. R. A., 446. (1978, c. 54.)

Bill 17.—An Act to amend the Stationary Enginemen Act.—Mr Johnson.—1st R., 222. 2nd R.; referred to Committee on Labour and Manpower, 254. Reported (*Sessional Papers, No. 163*), 298. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 443. R. A., 446. (1978, c. 56.)

Bill 18.—An Act to amend the Pipe-Mechanics Act and to again amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act.—Mr Johnson.—1st R., 222. 2nd R.; referred to Committee on Labour and Manpower, 254. Reported (*Sessional Papers, No. 163*), 298. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 443. R. A., 446. (1978, c. 55.)

Bill 19.—An Act to amend the Québec Health Insurance Board Act.—Mr Parizeau.—1st R., 269. 2nd R. on div. (Lt-G.); in Committee of the Whole; reported; report adopted, 329. 3rd R. on div., 350. R. A., 352. (1978, c. 70.)

Bill 20.—An Act respecting certain legislative provisions.—Mr Bédard.—1st R., 491. 2nd R. (S.O. 119A); referred to Committee on Justice, 586. Re-

Bills:—Continued

ported (*Sessional Papers, No. 502*), 768. Consideration of report; report adopted, 808. 3rd R., 860. R. A., 909. (1978, c. 18.)

Bill 21.—An Act to authorize the sale of certain wines in grocery stores and to amend the Québec Liquor Corporation Act and the Liquor Permit Control Commission Act.—Mr Tremblay.—1st R., 222. 2nd R.; referred to Committee on Industry and Commerce, 255. Reported (*Sessional Papers, No. 159.*), 293. Consideration of report; report adopted, 350. 3rd R. on div., 360. R. A., 390. (1978, c. 67.)

Bill 22.—An Act to amend the Public Works Act.—Mrs Ouellette.—Bill placed on Agenda Paper at the stage it had reached at prorogation, 56. Consideration of report; report adopted on div., 831. 3rd R., 860. R. A., 909. (1978, c. 51.)

Bill 23.—An Act concerning Northern villages and the Kativik Regional Government.—Mr Tardif.—1st R., 468. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Intergovernmental Affairs, 478. Reported (*Sessional Papers, No. 319*), 530. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 541. R. A., 546. (1978, c. 87.)

Bill 24.—The Cree Villages Act.—Mr Tardif.—1st R., 475. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Intergovernmental Affairs, 478. Reported (*Sessional Papers, No. 319*), 530. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 541. R. A., 546. (1978, c. 88.)

Bill 25.—An Act respecting the Cree Regional Authority.—Mr Morin (Louis-Hébert).—1st R., 356. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Intergovernmental Affairs, 476. Reported (*Sessional Papers, No. 319*), 530. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 541. R. A., 546. (1978, c. 89.)

Bill 26.—An Act to establish the James Bay Regional Zone Council.—Mr Joron.—1st R., 468. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Intergovernmental Affairs, 477. Reported (*Sessional Papers, No. 319*), 530. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 541. R. A., 546. (1978, c. 90.)

Bill 27.—An Act to establish the Makivik Corporation.—Mr Morin (Louis-Hébert).—1st R., 356. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Intergovernmental Affairs, 476. Reported (*Sessional Papers, No. 319*), 530. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 541. R. A., 546. (1978, c. 91.)

Bill 28.—An Act respecting hunting and fishing rights in the James Bay and New Québec territories.—Mr Duhaime.—1st R., 644. 2nd R.; referred to Committee on Tourism, Fish and Game, 696. Reported (*Sessional Papers,*

Bills:—Continued

No. 536), 837. Consideration of report; report adopted, 861. 3rd R., 876. R. A., 909. (1978, c. 92)

Bill 29.—An Act respecting the land regime in the James Bay and New Québec territories.—Mr Bérubé.—1st R., 658. 2nd R.; referred to Committee on Lands and Forests, 696. Reported (*Sessional Papers*, No. 554), 854. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 875. R. A., 909. (1978, c. 93.)

Bill 30.—An Act to again amend the Environment Quality Act.—Mr Léger.—1st R., 644. 2nd R.; referred to Committee on Protection of the Environment, 696. Reported (*Sessional Papers*, No. 515), 797. Consideration of report; report adopted, 809. Order for 3rd R. rescinded; bill referred to Committee of the Whole; amended; reported; report adopted; 3rd R., 876. R. A., 909. (1978, c. 94.)

Bill 31.—An Act respecting income security for Cree hunters and trappers who are beneficiaries under the James Bay Agreement.—Mr Lazure.—1st R., 828.

Bill 32.—An Act to create the La Grande Complex Remedial Works Corporation.—Mr Joron.—1st R., 468. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Intergovernmental Affairs, 477. Reported (*Sessional Papers*, No. 319), 530. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 541. R. A., 546. (1978, c. 95.)

Bill 33.—An Act to incorporate the James Bay Native Development Corporation.—Mr Joron.—1st R., 468. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Intergovernmental Affairs, 477. Reported (*Sessional Papers*, No. 319), 530. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 541. R. A., 546. (1978, c. 96.)

Bill 34.—An Act respecting Cree and Inuit Native persons.—Mr Morin (Louis-Hébert).—1st R., 356. Motion for 2nd R., debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Intergovernmental Affairs, 476. Reported (*Sessional Papers*, No. 319), 530. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 541. R. A., 546. (1978, c. 97.)

Bill 35.—An Act to amend the Companies Information Act.—Mrs Payette.—1st R., 251. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; 3rd R. on div., 279. R. A., 281. (1978, c. 84.)

Bill 36.—An Act respecting intergovernmental agreements regarding mutual aid in judicial matters.—Mr Bédard.—1st R., 258. Order for second reading and 1st R. rescinded; bill withdrawn, 723.

Bill 37.—An Act to establish the Institut national de productivité.—Mr Tremblay.—1st R., 293. 2nd R. (Lt-G.); referred to Committee on Industry

Bills:—Continued

and Commerce, 390. Reported (*Sessional Papers, No. 236*), 429. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 436. R. A., 446. (1978, c. 68.)

Bill 38.—An Act to amend the Québec Urban Community Act and other legislation.—Mr Tardif.—1st R., 363. Order for 2nd R. rescinded; referred to Committee on Municipal Affairs, 516. Reported (*Sessional Papers, No. 333*), 552. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 599. Resuming the debate; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 605. Entry of names; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 607. Reported (*Sessional Papers, No. 439*), 664. Consideration of report; amdts proposed; amdts rejected on div.; report adopted on div.; 3rd R., 716. R. A., 717. (1978, c. 103.)

Bill 39.—An Act respecting the class action.—Mr Marois.—Bill placed on Agenda Paper at the stage it had reached at prorogation, 56. Reported (*Sessional Papers, No. 55*), 129. Motion for 2nd R., debate; motion adopted; 2nd R., referred to Committee on Justice, 304. Reported (*Sessional Papers, No. 213*), 394. Consideration of report; report adopted, 401. 3rd R., 421. R. A., 424. (1978, c. 8.)

Bill 40.—An Act to amend the Courts of Justice Act and the Code of Civil Procedure and to establish the Conseil de la magistrature.—Mr Bédard.—1st R., 356. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Committee on Justice, 445. Reported (*Sessional Papers, No. 320*), 531. Consideration of report; report adopted; 3rd R. on div. (vote), 543. R. A., 546. (1978, c. 19.)

Bill 41.—An Act to amend the Hydro-Québec Act and the James Bay Region Development Act.—Mr Joron.—1st R., 346. 2nd R.; referred to Committee on Energy, 396. Reported (*Sessional Papers, No. 235*), 429. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 435. R. A., 446. (1978, c. 41.)

Bill 42.—An Act approving the Northeastern Québec Agreement.—Mr Morin (Louis-Hébert).—1st R., 356. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Intergovernmental Affairs, 476. Reported (*Sessional Papers, No. 319*), 530. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 541. R. A., 546. (1978, c. 98.)

Bill 43.—An Act to amend the Minimum Wage Act.—Mr Johnson.—1st R., 364. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 397. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 422. R. A., 425. (1978, c. 53.)

Bill 44.—An Act respecting the 1978 elections in certain municipalities and amending the Cities and Towns Act.—Mr Tardif.—1st R., 346. Motion for 2nd R.; debate; amdt proposed; debate adjourned, 397. Resuming the debate; amdt rejected on div. (vote); main motion adopted on div. (vote); 2nd R.; in

Bills:—Continued

Committee of the Whole; progress, 401-403. Order to again consider bill in Committee of the Whole rescinded; bill referred to Committee on Municipal Affairs, 464. Reported (*Sessional Papers, No. 262*), 482. Consideration of report; report adopted, 508. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 537. R. A., 546. (1978, c. 63.)

Bill 45.—An Act to amend the Act respecting subsidies to municipalities of 10,000 or more inhabitants.—Mr Tardif.—1st R., 333. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 479. R. A., 547. (1978, c. 62.)

Bill 46.—An Act to amend the Savings and Credit Unions Act and the Act respecting the *caisses d'entraide économique*.—Mrs Payette.—1st R., 356. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee of the Whole; amended; reported; report adopted, 475. Order for 3rd R. rescinded; referred to Committee of the Whole; amended; reported; report adopted; motion for 3rd R.; debate; Sessional Paper No. 295 tabled; motion adopted; 3rd R., 509. R. A., 547. (1978, c. 85.)

Bill 47.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1979, and for other purposes connected with the public service.—Mr Parizeau.—1st, 2nd and 3rd R., 351. R. A., 352. (1978, c. 2.)

Bill 48.—National Holiday Act.—Mr Johnson.—1st R., 347. 2nd R.; referred to Committee of the Whole, 389. In Committee of the Whole; amended; reported; report adopted; 3rd R., 423. R. A., 425. (1978, c. 5.)

Bill 49.—An Act respecting the roll of rental values of the City of Montreal, of Ville Saint-Pierre, and of the cities of Côte-Saint-Luc, Outremont and Westmount.—Mr Tardif.—1st R., 363. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted, 479. 3rd R., 508. R. A., 547. (1978, c. 106.)

Bill 50.—Civil Service Act.—Mr de Belleval.—1st R., 356. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 423. Entry of names; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on the Civil Service, 430. Reported (*Sessional Papers, No. 263*), 482. Consideration of report; report adopted; Sessional Papers, Nos. 293 and 294 tabled, 508. 3rd R. on div., 539. R. A., 547. (1978, c. 15.)

Bill 51.—Succession Duty Act.—Mr Parizeau.—1st R., 483. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 557. Entry of names; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Committee on Finance and Public Accounts, 559. Reported verbally; report adopted, 888. 3rd R., 901. R. A., 909. (1978, c. 37.)

Bills:—Continued

Bill 52.—An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act.—Mr Johnson.—1st R., 363. 2nd R. (Sessional Order 119A); referred to Committee on Labour and Manpower, 487. Reported (*Sessional Papers, No. 279*), 491. Consideration of report; report adopted, 532. 3rd R., 539. R. A., 547. (1978, c. 58.)

Bill 53.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1979, and for other purposes connected with the public service.—Mr Parizeau.—1st, 2nd and 3rd R., 545. R. A., 547. (1978, c. 3.)

Bill 54.—An Act to amend the Public Service Board Act.—Mr O'Neill.—1st R., 363. Motion for 2nd R.; debate; debate suspended; resuming the debate; motion adopted on div.; 2nd R., in Committee of the Whole; amended; reported; report adopted; 3rd R. on div., 436, 437. R. A., 446 (1978, c. 77.)

Bill 55.—An Act respecting the organization of the management and union parties in view of collective bargaining in the sectors of education, social affairs and government agencies.—Mr Parizeau.—1st R., 363. Motion for 2nd R.; debate; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 470. Entry of names; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Committee on Finance and Public Accounts, 474. Reported (*Sessional Papers, No. 304*), 512. Consideration of report; report adopted on div.; 3rd R. adopted on div. (vote), 540. R. A., 547. (1978, c. 14.)

Bill 56.—An Act to amend the Montreal Urban Community Act and the Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission.—Mr Lesard.—1st R., 400. 2nd R.; referred to Committee on Transport, 438. Reported (*Sessional Papers, No. 278*), 491. Consideration of report; report adopted, 537. 3rd R. on div., 539. R. A., 547. (1978, c. 104.)

Bill 57.—An Act to again amend the Education Act.—Mr Morin (Sauvé).—1st R., 363. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; in Committee of the Whole; progress, 458. Order that bill be considered again in Committee of the Whole rescinded; referred to Committee on Education, 516. Reported; report adopted; motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 538. R. A., 547. (1978, c. 79.)

Bill 58.—An Act to amend the Private Education Act.—Mr Morin (Sauvé).—1st R., 363. Motion for 2nd R.; motion adopted; 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted, 458. 3rd R., 487. R. A., 547. (1978, c. 81.)

Bill 59.—An Act to amend the Labour Code.—Mr Johnson.—1st R.; referred to Committee on Labour and Manpower, 364. Reported (*Sessional Papers, No. 250*), 464. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 464. Entry of names; motion

Bills:—Continued

adopted on div. (vote); referred to Committee on Labour and Manpower, 469. Reported (*Sessional Papers, No. 321*), 533. Consideration of report; report adopted on div. 540. 3rd R. on div. (vote), 540. R. A., 547. (1978, c. 52.)

Bill 60.—An Act respecting pension coverage for certain teachers.—Mr de Belleval.—1st R., 400. Motion for 2nd R. (L-G.); debate; Sessional Paper No. 239 tabled; motion adopted; 2nd R.; referred to Standing Committee on the Civil Service, 437. Reported (*Sessional Papers, No. 257*), 473. Consideration of report; report adopted, 507. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 538. R. A., 548. (1978, c. 16.)

Bill 61.—An Act to amend the Retail Sales Tax Act.—Mr Parizeau.—1st R., 468. 2nd R. (Lt-G.); referred to Committee on Finance and Public Accounts, 554. Reported (*Sessional Papers, No. 461*), 699. Consideration of report; report adopted, 810. 3rd R., 860. R. A., 909. (1978, c. 29.)

Bill 62.—An Act to amend the Tobacco Tax Act.—Mr Parizeau.—1st R., 468. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 556. Entry of names; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Committee on Finance and Public Accounts, 559. Reported (*Sessional Papers, No. 461*), 699. Consideration of report; report adopted, 810. 3rd R., 860. R. A., 909. (1978, c. 31.)

Bill 63.—An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act.—Mr Parizeau.—1st R., 468. 2nd R. (Lt-G.); referred to Committee on Finance and Public Accounts, 555. Reported (*Sessional Papers, No. 461*), 699. Consideration of report; report adopted, 810. 3rd R., 860. R. A., 909. (1978, c. 32.)

Bill 64.—An Act to amend the Fuel Tax Act.—Mr Parizeau.—1st R., 468. 2nd R. (Lt-G.); referred to Committee on Finance and Public Accounts, 555. Reported (*Sessional Papers, No. 461*), 699. Consideration of report; report adopted, 810. 3rd R., 860. R. A., 909. (1978, c. 27.)

Bill 65.—An Act to amend the Taxation Act and certain fiscal legislation.—Mr Parizeau.—1st R., 514. Motion for 2nd R.; debate; debate suspended, 823. Resuming the debate; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Revenue, 824. Reported verbally; report adopted, 888. 3rd R., 901. R. A., 909. (1978, c. 26.)

Bill 66.—An Act to amend the Act to authorize municipalities to collect duties on transfers of immovables.—Mr Tardif.—1st R., 492. 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 590. Reported (*Sessional Papers, No. 447*), 670. Consideration of report; report adopted, 771. 3rd R., 785. R. A., 795. (1978, c. 61.)

Bill 67.—An Act respecting lotteries, racing, publicity contests and amusement machines.—Mr Parizeau.—1st R., 514. 2nd R. (Lt-G.); referred to Com-

Bills:—Continued

mittee on Revenue, 586. Reported (*Sessional Papers, No. 556*), 854. Consideration of report; report adopted, 876. 3rd R., 901. R. A., 910. (1978, c. 36.)

Bill 68.—An Act to incorporate the Société des loteries et courses du Québec.—Mr Parizeau.—1st R., 514. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 586. Resuming the debate; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Standing Committee on Finance and Public Accounts, 589. Reported (*Sessional Papers, No. 461*), 699. Consideration of report; report adopted, 810. 3rd R., 860. R. A., 910. (1978, c. 38.)

Bill 69.—An Act to amend the Environment Quality Act.—Mr Léger.—1st R.; referred to Committee on Protection of the Environment, 492. Reported (*Sessional Papers, No. 332*), 552. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate suspended, 786. Resuming the debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 787. Entry of names; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Protection of the Environment, 792. Reported (*Sessional Papers, No. 537*), 837. Consideration of report; report adopted, 862. Order for 3rd R. rescinded; bill referred to Committee of the Whole; amended; reported; report adopted; 3rd R., 877. R. A., 910. (1978, c. 64.)

Bill 70.—An Act to establish the Société nationale de l'amiante.—Mr Bérubé.—Bill placed on Agenda Paper at the stage it had reached at prorogation, 56. Resuming the debate; amdt proposed; debate adjourned, 76. Resuming the debate; debate adjourned, 80; 95. Resuming the debate; debate suspended; resuming the debate; amdt rejected on div. (vote); document cited; request concerning this document given private consideration; debate adjourned, 99 and 100. Decision by the President; Sessional Paper No. 37 tabled, 106. Resuming the debate; debate adjourned; 109; 114; 118. Resuming the debate; motion proposing the division of the question (Standing Order 87); motion declared inadmissible (decision by the President); debate adjourned, 123. Resuming the debate; Sessional Paper No. 51 tabled; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 127. Entry of names; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Natural Resources, 130. Motion that the report of the Committee on Natural Resources be tabled on 9 May; debate; Sessional Paper No. 149 tabled; debate suspended; resuming the debate; motion adopted, 274, 275. Reported (*Sessional Papers, No. 151*), 277. Motion for consideration of the report and amdts; debate; debate adjourned, 285. Resuming the debate; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 295. Entry of names; report adopted on div., 300-303. Motion for 3rd R.; debate; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 322. Entry of names; motion adopted on div. (vote); 3rd R., 326. R. A., 352. (1978, c. 42.)

Bill 71.—An Act to amend the Wild-life Conservation Act.—Mr Duhaime.—1st R., 619. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 851. Resuming the debate; debate suspended, 877. Resuming the debate; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Tourism, Fish and Game, 877, 878. Reported verbally; report adopted, 904. 3rd R. on div., 907. R. A., 910. (1978, c. 65.)

Bills:—Continued

Bill 72.—Consumer Protection Act.—Mrs Payette.—1st R., 597. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 645. Resuming the debate; debate suspended, 659. Resuming the debate; debate adjourned, 660. Resuming the debate; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 667. Entry of names; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 670. Reported (*Sessional Papers, No. 535*), 836. Consideration of report; report adopted, 875. 3rd R. on div., 904. R. A., 910. (1978, c. 9.)

Bill 73.—An Act to amend the Supplemental Pension Plans Act.—Mr Lazure.—1st R., 582. 2nd R.; referred to Committee on Social Affairs, 648. Reported (*Sessional Papers, No. 455*), 682. Consideration of report; report adopted, 861. 3rd R., 876. R. A., 910. (1978, c. 69.)

Bill 74.—An Act to amend the Territorial Division Act.—Mr Bédard.—Bill placed on Agenda Paper at the stage it had reached at prorogation, 56.

Bill 75.—An Act to amend the Civil Code and the Companies and Partnerships Declaration Act.—Mr Bédard.—1st R., 577. 2nd R.; referred to Committee on Justice, 585. Reported (*Sessional Papers, No. 407*), 638. Consideration of report; report adopted, 772. 3rd R., 860. R. A., 910. (1978, c. 99.)

Bill 76.—An Act to secure the carrying out of the Entente between France and Québec regarding mutual aid in judicial matters.—Mr Bédard.—1st R., 721. 2nd motion; referred to Committee on Justice, 772. Reported (*Sessional Papers, No. 513*), 791. Consideration of report; report adopted, 809. 3rd R., 861. R. A., 910 (1978, c. 20.)

Bill 77.—An Act to amend the Immigration Department Act.—Mr Couture.—1st R., 597. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 603. Resuming the debate; amdt proposed; amdt withdrawn; debate adjourned, 620. Resuming the debate; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 624. Entry of names; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Committee on Immigration, 631. Reported (*Sessional Papers, No. 472*), 714. Motion for consideration of report; debate; amdt proposed; putting to the vote; entry of names postponed, 719. Entry of names; amdts rejected on div.; report adopted on div., 729. Motion for 3rd R.; debate; debate concluded; putting to the vote; motion adopted on div.; 3rd R., 742, 743. R. A., 744. (1978, c. 82.)

Bill 78.—An Act to again amend the Watercourses Act.—Mr Bérubé.—1st R., 591. 2nd R.; referred to Committee on Natural Resources, 641. Reported (*Sessional Papers, No. 498*), 761. Consideration of report; report adopted; 3rd R., 874. R. A., 910. (1978, c. 40.)

Bill 79.—An Act to amend the Act respecting retirement plans for mayors and councillors of cities and towns.—Mr Tardif.—1st R., 591. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 605. Resuming the debate; motion adopted; 2nd

Bills:—Continued

R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 647. Reported (*Sessional Papers, No. 447*), 670. Consideration of report; report adopted, 771. 3rd R., 785. R. A., 795. (1978, c. 60.)

Bill 80.—An Act to again amend the Meals and Hotels Tax Act.—Mr Parizeau.—1st R., 638. 2nd R.; referred to Committee on Revenue, 824. Reported verbally; report adopted, 888. 3rd R., 900. R. A., 910. (1978, c. 33.)

Bill 81.—An Act to again amend the Retail Sales Tax Act.—Mr Parizeau.—1st R., 638. 2nd R.; referred to Committee on Revenue, 824. Reported verbally; report adopted, 888. 3rd R., 900. R. A., 910. (1978, c. 30.)

Bill 82.—An Act to amend the Maritime Fisheries Credit Act.—Mr Tremblay.—1st R., 602.

Bill 83.—An Act to amend the Act to incorporate the Régie des installations olympiques.—Mr Charron.—1st R., 624. 2nd R.; referred to Standing Committee on Youth, Recreation and Sports, 695. Reported (*Sessional Papers, No. 475*), 720. Consideration of report; report adopted, 809. 3rd R., 861. R. A., 910. (1978, c. 83.)

Bill 84.—An Act to amend the Health Insurance Act and other legislation.—Mr Lazure.—1st R., 721. Order for 2nd R. rescinded; bill referred to Committee on Social Affairs, 802. Reported (*Sessional Papers, No. 523*), 814. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 832. Entry of names; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Social Affairs, 838. Reported (*Sessional Papers, No. 588*), 916. Motion for consideration of the report and amdts; debate, debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 919. Entry of names; report adopted on div. (vote), 921, 922. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div.; 3rd R., 957. R. A., 958. (1979, *insert here the chapter number*).

Bill 85.—An Act to amend the Probation and Houses of Detention Act.—Mr Bédard.—Bill placed on Agenda Paper at the stage it had reached at prorogation, 56. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Justice, 208. Reported (*Sessional Papers, No. 191*), 346. Consideration of report; report adopted, 359. 3rd R., 394. R. A., 425. (1978, c. 21.)

Bill 86.—An Act to amend the Highway Code.—Mr Lessard.—1st R., 638. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 697. Resuming the debate; debate suspended, 794. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Transport, 795. Reported (*Sessional Papers, No. 521*), 813. Consideration of report; report adopted, 861. 3rd R., 876. R. A., 910. (1978, c. 75.)

Bill 87.—An Act to amend the Real Estate Brokerage Act.—Mrs Payette.—1st R., 740.

Bills:—Continued

Bill 88.—An Act to amend the Licenses Act.—Mr Parizeau.—1st R., 664. 2nd R.; referred to Committee on Revenue, 825. Reported verbally; report adopted, 888. 3rd R., 900. R. A., 910. (1978, c. 34.)

Bill 89.—An Act to again amend the Fuel Tax Act.—Mr Parizeau.—1st R., 664. 2nd R.; referred to Committee on Revenue, 825. Reported verbally; report adopted, 888. 3rd. R., 900. R. A., 911. (1978, c. 28.)

Bill 90.—An Act to preserve agricultural land.—Mr Garon.—1st R.; Sessional Papers Nos. 440, 441 and 442 tabled, 682. Motion for 2nd R.; debate; debate suspended, 710. Resuming the debate; debate adjourned, 711; 716; 719; 720. Resuming the debate; debate suspended, 743. Resuming the debate; debate adjourned, 744; 764. Resuming the debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Committee on Agriculture, 770. Reported (*Sessional Papers, No. 566*), 880. Motion for consideration of report; amdts proposed; debate; debate suspended, 901. Resuming the debate; amdts rejected on div.; report adopted; 3rd R. on div., 905. R. A., 911. (1978, c. 10.)

Bill 91.—An Act to amend the Transport Act.—Mr Lessard.—1st R., 665.

Bill 92.—Referendum Act.—Mr Burns.—Bill placed on Agenda Paper at the stage it had reached at prorogation, 56. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; amdt proposed; amdt rejected on div.; debate adjourned, 167. Resuming the debate; debate adjourned, 180. Resuming the debate; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 185. Entry of names; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; referred to Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, 188. Reported (*Sessional Papers, No. 276*), 490. Motion for the consideration of the report; debate; debate suspended, 533. Resuming the debate; debate concluded, 534. Report adopted on div., 537. 3rd R. on div. (vote), 544. R. A., 548. (1978, c. 6.)

Bill 93.—An Act respecting private investigators and security guards.—Mr Bédard.—1st R., 707.

Bill 94.—An Act respecting the protection of persons and property in the event of disaster.—Mr Bédard.—1st R., 707. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 773.

Bill 95.—An Act to promote the parole of inmates and to amend the Probation and Houses of Detention Act.—Mr Bédard.—Bill placed on Agenda Paper at the stage it had reached at prorogation, 56. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Justice, 207. Reported (*Sessional Papers, No. 196*), 856. Consideration of report; report adopted, 395. 3rd R., 421. R. A., 425. (1978, c. 22.)

Bill 96.—An Act to again amend the Education Act and to amend the Superior Council of Education Act.—Mr Morin (Sauvé).—1st R., 691.

Bills:—Continued

Bill 97.—An Act to amend the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act.—Mr Charron.—1st R., 745.

Bill 98.—An Act to amend the Watercourses Act.—Mr Joron.—Bill placed on Agenda Paper at the stage it had reached at prorogation, 56. 2nd R.; referred to Committee on Energy, 169. Reported (*Sessional Papers*, No. 95), 181. Consideration of report; report adopted, 202. 3rd R., 208. R. A., 281. (1978, c. 39.)

Bill 99.—An Act to amend the Agriculture Department Act.—Mr Garon.—1st R., 707.

Bill 100.—An Act to amend the Act to promote the development of agricultural exploitations.—Mr Garon.—1st R., 707. 2nd R. (Lt-G.); referred to Committee on Agriculture, 903. Order for referral to Committee on Agriculture rescinded; committed; considered in Committee of the Whole; amended; reported; report adopted; 3rd R., 904. R. A., 911. (1979, c. 43.)

Bill 101.—An Act to amend the Public Officers Act.—Mr Parizeau.—1st R., 734.

Bill 102.—An Act to amend the Revenue Department Act.—Mr Parizeau.—1st R., 734. 2nd R.; referred to Committee on Revenue, 825. Reported verbally; report adopted, 888. 3rd R., 900. R. A., 911. (1978, c. 25.)

Bill 103.—An Act to amend the Act respecting health services and social services and other legislation.—Mr Lazure.—1st R., 722. Motion for 2nd R.; debate; amdt proposed; Sessional Paper No. 507 tabled; amdt rejected on div.; debate adjourned, 779. Resuming the debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 787. Entry of names; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Social Affairs, 792. Reported (*Sessional Papers*, No. 558), 867. 3rd R., 906. R. A., 911. (1978, c. 72.)

Bill 104.—An Act respecting the Communauté urbaine de Montréal.—Mr Tardif.—1st R., 714. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted, 771. 3rd R., 785. R. A., 796. (1978, c. 105.)

Bill 105.—An Act to incorporate the Société québécoise de développement des industries culturelles.—Mr Vaugeois.—1st R., 722. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted on div.; 2nd R.; in Committee of the Whole; amended; reported, report adopted, 879. 3rd R., on div., 907. R. A., 911. (1978, c. 24.)

Bill 106.—An Act respecting the town of Saint-Eustache.—Mr Tardif.—1st R., 714. Motion for 2nd R.; debate; motion for adjournment proposed; limited debate; motion rejected on div.; debate adjourned; referred to Committee on Municipal Affairs, 788, 789. Reported (*Sessional Papers*, No. 522),

Bills:—Continued

814. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 863. Reported verbally; report adopted, 902. 3rd R., 907. R. A., 911. (1978, c. 107.)

Bill 107.—An Act to establish the Régie du logement and to amend the Civil Code and other legislation.—Mr Tardif.—1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 855.

Bill 108.—An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec.—Mr Tremblay.—1st R.; referred to Committee on Industry and Commerce, 734. Reported (*Sessional Papers, No. 517*), 805. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 849. Resuming the debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 880. Entry of names; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Industry and Commerce, 887. Reported verbally; report adopted, 903. 3rd R., 905. R. A., 911. (1978, c. 66.)

Bill 109.—An Act respecting educational programming.—Mr O'Neill.—1st R., 740.

Bill 110.—An Act to amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act and other legislation.—Mr Johnson.—1st R., 746. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 833. Resuming the debate; amdt proposed; amdt rejected on div. (vote); debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 850. Entry of names; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Labour and Manpower, 858. Reported (*Sessional Papers, No. 587*), 915. Motion for consideration of the report and amdts; debate; report and amdts adopted on div., 920. Motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div.; 3rd R., 947. R. A., 958. (1979, *insert here the chapter number*).

Bill 112.—An Act to amend the Real Estate Assessment Act and to amend other legislation.—Mr Tardif.—1st R., 746. 2nd R. on div.; referred to Committee on Municipal Affairs, 787. Reported verbally; report adopted, 902. R. A., 911. (1978, c. 59.)

Bill 113.—An Act to prolong certain provisions of the Act to amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, the Civil Code and other legislation.—Mr Tardif.—1st R., 746. 2nd R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 864. Reported verbally; report adopted, 902. 3rd R., 907. R. A., 911 (1978, c. 100.)

Bill 114.—An Act to amend the Workmen's Compensation Act and other legislation.—Mr Johnson.—1st R., 746. 2nd R.; referred to Committee on Revenue, 826. Reported (*Sessional Papers, No. 553*), 854. Consideration of report; report adopted, 875. 3rd R., 906. R. A., 911. (1978, c. 57.)

Bills:—Continued

Bill 116.—An Act to amend the Farm Products Marketing Act.—Mr Garon.—1st R., 740. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; debate adjourned, 794; Resuming the debate, 904. Resuming the debate; amdt proposed; debate suspended; resuming the debate; debate adjourned, 918. Resuming the debate; amdt rejected on div. (vote); debate suspended, 935. Resuming the debate; debate adjourned, 937; 940. Resuming the debate; motion adopted on div. (vote), 2nd R., referred to Committee on Agriculture, 945. Order that report be tabled and considered and the Bill be read the third time during the same sitting, adopted, 957. Reported (*Sessional Papers, No. 607*), 962. Order for consideration of the report; debate; amdts proposed by Mr Garon adopted; amdts proposed by Mr Biron rejected on div. (vote); report adopted on div.; motion for 3rd R.; debate; motion adopted on div. (vote); 3rd R.; 964-967. R. A., 967. (1979, *insert here the chapter number*).

Bill 117.—An Act to amend the Québec Family Allowances Plan.—Mr Lazure.—1st R., 756. Motion for 2nd R.; debate; debate suspended; resuming the debate; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Social Affairs, 778. Reported (*Sessional Papers, No. 538*), 837. Consideration of report; report adopted, 862. 3rd R., 877. R. A., 911. (1978, c. 73.)

Bill 118.—An Act to amend the Social Aid Act.—Mr Lazure.—1st R., 756. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted on div.; 2nd R.; referred to Committee on Social Affairs, 779. Reported (*Sessional Papers, No. 538*), 837. Consideration of report; report adopted, 862. 3rd R., 877. R. A., 912. (1978, c. 71.)

Bill 119.—An Act to incorporate certain municipalities of the Outaouais.—Mr Tardif.—1st R., 756. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 864.

Bill 120.—An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act.—Mr Charron.—1st R., 756. Motion for 2nd R. (Lt-G.); debate; motion adopted on div. (vote); 2nd R., referred to Committee on National Assembly, 810. Reported verbally; report adopted, 884. 3rd R. on div., 905. R. A., 912. (1978, c. 11.)

Bill 121.—An Act to amend the Act to establish the Société nationale de l'amiante.—Mr Bérubé.—1st R. on div. (vote), 830.

Bill 122.—An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1979, and for other purposes connected with the public service.—Mr Parizeau.—1st, 2nd and 3rd R., 802. R. A., 803. (1978, c. 4.)

Bill 123.—An Act to amend the Election Act.—Mr Burns.—1st R., 756. Motion for 2nd R.; (Lt-G.); debate; Sessional Paper No. 524 tabled; motion adopted on div. (vote); 2nd R.; in Committee of the Whole; amended; reported; report adopted, 817. 3rd R. adopted on div., 830. R. A., 912. (1978, c. 12.)

Bills:—Continued

Bill 124.—An Act respecting the acquisition of shares of certain hypothecary loan companies.—Mrs Payette.—1st R., 828. Motion for 2nd R.; debate; debate concluded; motion put to the vote and adopted on div; 2nd R.; in Committee of the Whole; amended; report adopted, 865. Motion for 3rd R.; debate; debate suspended, 878. Resuming the debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 879. Entry of names; motion adopted on div.; 3rd R., 886. R. A., 912. (1978, c. 86.)

Bill 125.—An Act respecting land use and development planning.—Mr Léonard.—1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 885.

Bill 126.—An Act respecting labour standards.—Mr Johnson.—1st R.; referred to Committee on Labour and Manpower, 885.

Bill 127.—An Act to amend the Highway Victims Indemnity Act.—Mr Lessard.—1st R., 885. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 908. R. A., 912. (1978, c. 76.)

Bill 128.—An Act to again amend the Minimum Wage Act.—Mr Johnson.—1st R., 916. Motion for 2nd R.; debate; debate adjourned, 920. Resuming the debate; motion adopted; 2nd R., in Committee of the Whole; reported; report adopted; motion for 3rd R.; debate; debate concluded; motion put to the vote; entry of names postponed, 946. Motion unanimously adopted; 3rd R., 950. R. A., 958. (1979, *insert here the chapter number*).

Bill 190.—An Act respecting certain recourses in the matter of medical liability.—Mr Clair.—1st R., 364.

Bill 191.—An Act to regulate the use of tobacco in public places.—Mr Blank.—1st R., 308.

Bill 193.—An Act to amend the Act respecting the Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins.—Mr Ouellette.—1st R., 364. 2nd R.; in Committee; amended; reported; report adopted; 3rd R., 437. R. A., 446. (1978, c. 102.)

Bill 194.—An Act to recognize the right of the people of Québec to self-determination.—Mr Roy.—1st R. on div. (vote), 514.

Bill 195.—An Act to amend the Act to govern the financing of political parties.—Mr Lavoie.—1st R., 746. 2nd R.; in Committee of the Whole; reported; report adopted; 3rd R., 819. R. A., 912. (1978, c. 13.)

Bill 199.—An Act to establish the Fondation Jean-Charles Bonenfant.—Mr Lavoie.—1st R., 483. 2nd R.; in Committee; reported; report adopted; 3rd R., 506. R. A., 510. (1978, c. 101.)

Bills:—Continued

Bill 201.—An Act to amend the Act to incorporate Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie.—Mr Gravel.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 264*); Rules of Procedure suspended, 482. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 483. Reported (*Sessional Papers, No. 331*); report adopted, 551. 2nd and 3rd R., 816. R. A., 912. (1978, c. 118.)

Bill 204.—An Act respecting Les Magasins Continental Ltée.—Mr Vaillancourt (Jonquière).—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 198*), 362. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 364. Reported (*Sessional Papers, No. 323*), 534. Consideration of report; report adopted; 2nd and 3rd R., 542. R. A., 548. (1978, c. 119.)

Bill 209.—An Act to amend the charter of the City of Laval.—Mr Fallu.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 495*), 756. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 757. Reported (*Sessional Papers, No. 522*); report adopted, 814. 2nd and 3rd R., 863. R. A., 912. (1978, c. 112.)

Bill 215.—An Act to amend the charter of the city of Beauport.—Mr Bertrand.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 488*), 739. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 740. Reported verbally; report adopted; 2nd R., 902. 3rd R., 908. R. A., 912. (1978, c. 108.)

Bill 218.—An Act to amend the charter of the town of Montreal East.—Mr Laberge.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 476*), 721. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 722. Reported (*Sessional Papers, No. 518*); report adopted, 806. 2nd and 3rd R., 862. R. A., 912. (1978, c. 114.)

Bill 221.—An Act respecting the estate of J. Donat Langelier.—Mr Raynauld.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 264*), 482. 1st R.; referred to Committee on Justice, 484. Reported (*Sessional Papers, No. 377*); bill rejected, 606.

Bill 223.—An Act respecting Les Soeurs de la Charité de l'Hospice Ste-Croix de Marieville.—Mr Beauséjour.—Rules of Procedure suspended, 513. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 515. Reported (*Sessional Papers, No. 331*); report adopted, 551. 2nd and 3rd R., 816. R. A., 912. (1978, c. 120.)

Bill 230.—An Act to amend the Charter of Le Cimetière de l'Est de Montréal.—Mr Bisillon.—Rules of Procedure suspended, 513. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 515. Reported (*Sessional Papers, No. 331*); report adopted, 551. 2nd and 3rd R., 816. R. A., 912. (1978, c. 121.)

Bills:—Continued

Bill 231.—An Act respecting the Hellenic-Canadian Community of the Island of Montreal.—Mr Blank.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 476*), 721. 1st R.; referred to the Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 722.

Bill 233.—An Act respecting the Club de golf Montmagny inc.—Mr Giason.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 597*); Rules of Procedure suspended, 935. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 936. Reported (*Sessional Papers, No. 601*); consideration of bill postponed until a later date, 950.

Bill 236.—An Act to amend the charter of Les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame.—Mr Lacoste.—Rules of Procedure suspended, 513. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 515. Reported (*Sessional Papers, No. 331*); report adopted, 551. 2nd and 3rd R., 816. R. A., 912. (1978, c. 122.)

Bill 238.—An Act respecting an immoveable of the Commission scolaire Beauport.—Mr Bertrand.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 264*); Rules of Procedure suspended, 482. 1st R.; referred to Committee on Justice, 484. Reported (*Sessional Papers, No. 377*); report adopted, 606. 2nd and 3rd R., 817. R. A., 912. (1978, c. 126.)

Bill 240.—An Act respecting Joseph-Gino Gagné.—Mr Vaillancourt (Jonquière).—Rules of Procedure suspended, 513. 1st R.; referred to Committee on Justice, 515. Reported (*Sessional Papers, No. 377*); consideration of bill postponed *sine die*.

Bill 241.—An Act to amend the charter of the city of Chicoutimi.—Mr Desbiens.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 476*), 721. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 722. Reported (*Sessional Papers, No. 518*); report adopted, 806. 2nd and 3rd R., 862. R. A., 913. (1978, c. 109.)

Bill 246.—An Act respecting the Université de Sherbrooke.—Mr Rancourt.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 198*), 362. 1st R.; referred to Committee on Education, 364. Reported (*Sessional Papers, No. 322*), 533. Consideration of report; report adopted; 2nd and 3rd R., 543. R. A., 548. (1978, c. 125.)

Bill 247.—An Act to amend the charter of Les Filles de Jésus (Trois-Rivières).—Mr Jolivet.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 264*), 482. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 483. Reported (*Sessional Papers, No. 331*); report adopted, 551. 2nd and 3rd R., 816. R. A., 913. (1978, c. 124.)

Bills:—Continued

Bill 249.—An Act to amend the charter of the city of Gatineau.—Mr Alfred.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers*, No. 264); Rules of Procedure suspended, 483. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 484.

Bill 259.—An Act respecting the town of Mont-Joli.—Mr Marquis.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers*, No. 488), 739. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 740. Reported (*Sessional Papers*, No. 518); report adopted, 806. 2nd and 3rd R., 863. R. A., 913. (1978, c. 113.)

Bill 263.—An Act respecting Remembrance Park (1976) Inc.—Mr Bertrand.—Rules of Procedure suspended, 513. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 515. Reported (*Sessional Papers*, No. 331); report adopted, 551. 2nd and 3rd R., 817. R. A., 913. (1978, c. 123.)

Bill 264.—An Act respecting the city of Gatineau.—Mr Alfred.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers*, No. 264); Rules of Procedure suspended, 483. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 484. Reported (*Sessional Papers*, No. 518); report adopted, 806. 2nd and 3rd R., 863. R. A., 913. (1978, c. 110.)

Bill 265.—An Act respecting the Tancrède Bienvenu estate.—Mr Martel.—1st R.; referred to Committee on Justice, 516. Reported (*Sessional Papers*, No. 377); report adopted, 606. 2nd and 3rd R., 817. R. A., 913. (1978, c. 127.)

Bill 266.—An Act respecting the title of the city of Hull on certain immovables.—Mr Bertrand.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers*, No. 597); Rules of Procedure suspended, 935. 1st R. referred to the Committee on Justice, 936. Reported (*Sessional Papers*, No. 600); report adopted, 949. 2nd and 3rd R., 957. R. A., 958. (1979, insert here the chapter number).

Bill 268.—An Act to amend the charter of the city of Varennes.—Mr Charbonneau.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers*, No. 495), 756. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 757. Reported (*Sessional Papers*, No. 522); report adopted, 814. 2nd R., 863. 3rd R., 908. R. A., 913. (1978, c. 116.)

Bill 269.—An Act respecting the Société nationale de fiducie.—Mr Brasard.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers*, No. 597); Rules of Procedure suspended, 935. 1st R.; referred to Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 936. Reported (*Sessional Papers*, No. 601); report adopted, 950. 2nd and 3rd R., 958. R. A., 958. (1979, insert here the chapter number).

Bill 271.—An Act respecting the city of La Baie.—Mr Desbiens.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers*, No. 476), 721. 1st R.; referred to Com-

Bills:—Continued

mittee on Municipal Affairs, 722. Reported (*Sessional Papers, No. 518*); report adopted, 806. 2nd and 3rd R., 862. R. A., 913. (1978, c. 111.)

Bill 272.—An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke.—Mr Goselin.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 506*). 1st R. referred to Committee on Municipal Affairs, 776. Reported (*Sessional Papers, No. 522*); report adopted, 814. 2nd and 3rd R., 863. R. A., 913. (1978, c. 115.)

Bill 274.—An Act respecting the town of Vaudreuil.—Mr Fallu.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 476*), 721. 1st R.; referred to Committee on Municipal Affairs, 722. Reported (*Sessional Papers, No. 518*); report adopted, 806. 2nd and 3rd R., 863. R. A., 913. (1978, c. 117.)

Bill 283.—An Act respecting certain parcels of land of the cadastre of the city of Montreal, Saint-Antoine ward.—Mr Blank.—Report of Law Clerk tabled (*Sessional Papers, No. 597*); Rules of Procedure suspended, 935. 1st R.; referred to the Committee on Justice, 936. Reported (*Sessional Papers, No. 600*); report adopted, 949. Motion for 2nd R.; debate; motion adopted; 2nd R.; 3rd R., 958. R. A., 958. (1979, insert here the chapter number).

Budget and Estimates:

Bills 6,47, 53,122.

Budget tabled:

Sessional Papers, No. 63, 143.

Sessional Papers, No. 499, 763.

ESTIMATES:

Committee of the Whole for the consideration of the estimates, 143; 159 (Question of Procedure raised), 160; 332; 351; 361; 801. Reports, 160; 351; 361; 802.

Motion:—“That all the estimates of the various Departments be referred to the appropriate Standing Committees for consideration, with the exception of the estimates of the National Assembly and any other estimates which it shall be deemed expedient to refer to the Committee of the Whole”. Motion adopted, 143.

Sittings of the Standing Committees of the National Assembly for the consideration of the estimates of the Departments:

Committee on Agriculture, 211; 212; 218; 219; 223.

Budget and Estimates:—Continued

Committee on the Civil Service, 247; 253.

Committee on Communications, 164; 170; 252; 266.

Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, 184; 198; 203; 204; 207.

Committee on Cultural Affairs, 273; 278; 281; 290.

Committee on Education, 327; 328; 342; 347; 348; 349; 357; 358; 381; 387.

Committee on Energy, 401.

Committee on Finance and Public Accounts, 313; 322.

Committee on Immigration, 404.

Committee on Industry and Commerce, 387; 400.

Committee on Intergovernmental Affairs, 444; 445.

Committee on Justice, 206; 211; 212; 219; 223.

Committee on Labour and Manpower, 303; 304.

Committee on Lands and Forests, 295; 303; 304; 313; 328.

Committee on Municipal Affairs, 246; 253; 265; 272.

Committee on the National Assembly, 358.

Committee on Natural Resources, 322; 327.

Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, 456.

Committee on Professional Corporations, 431.

Committee on the Protection of the Environment, 281; 290; 294.

Committee on Public Works and Supply, 420.

Committee on Revenue, 164.

Committee on Social Affairs, 387; 394; 400; 401; 404; 416.

Committee on Tourism, Fish and Game, 348; 357; 358; 381; 382; 387.

Budget and Estimates:—Continued

Committee on Transport, 184; 198; 203; 206; 207; 272.

Committee on Youth, Recreation and Sports, 223; 238; 239.

*Report grouping the reports of the Standing Committees which examined the 1978/79 estimates:—*Tabled, 513. (*Sessional Papers*, No. 305).
Consideration of report; report adopted, 545.

BUDGET SPEECH:

Debate on budget speech, 209. Resuming the debate; motion of non-confidence proposed; debate adjourned, 219. Resuming the debate; debate adjourned, 323; 331; 343; 352. Resuming the debate; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 438. Entry of names; motion of non-confidence rejected on div.; main motion adopted on div., 441.

BUILDING CONTRACTORS VOCATIONAL QUALIFICATIONS ACT:—An Act to amend the—, and other legislation. Bill 110.

C

CHARTER OF THE GENERAL INVESTMENT CORPORATION OF QUÉBEC:—An Act to amend the—. Bill. 108.

CHICOUTIMI:—An Act to amend the charter of the city of—. Bill 241.

CIMETIÈRE DE L'EST DE MONTRÉAL:—An Act to amend the Charter of Le—. Bill 230.

CIVIL CODE:—An Act to amend the—, and the Companies and Partnerships Declaration Act. Bill 75.

CIVIL SERVICE:—Appointments to the Commission de la fonction publique, 855.

CIVIL SERVICE:—Appointments to the Office de recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique, 856.

CIVIL SERVICE ACT:—Bill 50.

CLASS ACTION:—An Act respecting the—. Bill 39.

CLUB DE GOLF MONTMAGNY INC.:—An Act respecting the—. Bill 233.

COLLECTIVE BARGAINING IN THE SECTORS OF EDUCATION, SOCIAL AFFAIRS AND GOVERNMENT AGENCIES:—An Act respecting the organization of the management and union parties in view of—. Bill 55.

Committees of the National Assembly:

Committee on Agriculture:—Members and participating members appointed, 60. Reports, 362; 433; 962.

Committee to sit for the consideration of Bill 90, An Act to preserve agricultural land. Report, 880.

Committee on the Civil Service:—Members and participating members appointed, 61. Report, 473.

Committee to sit for the consideration of Bill 50, Civil Service Act. Report, 482.

Committee on Communications:—Members and participating members appointed, 60.

Committee to sit for the purpose of hearing representatives of Radio-Québec, 291; 294.

Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:—Members and participating members appointed, 60. Reports, 534; 551; 836; 950.

Committee on Cultural Affairs:—Members and participating members appointed, 59. Report, 433.

Committee on Education:—Members and participating members appointed, 60. Report, 533.

Committee on Energy:—Members and participating members appointed, 63. Reports, 181; 429; 553 (Hydro-Québec).

Committee on Finance and Public Accounts:—Members and participating members appointed, 59. Reports, 512; 699.

Committee on Financial Commitments:—Members and participating members appointed, 63.

Sittings (Third Session, 31st Legislature): 26 January, 23 February, 27 April, 25 May, 14 June, 31 August, 28 September, 26 October 1978; 18 and 25 January 1979.

Committee on Immigration:—Members and participating members appointed, 61. Report, 714.

Committee on Industry and Commerce:—Members and participating members appointed, 61. Reports, 293; 429; 805.

Committees of the National Assembly:—Continued

*Committee on Intergovernmental Affairs:—*Members and participating members appointed, 59. Report, 531.

Committee to sit for the purpose of hearing four Inuit groups during the consideration of Bill 27, 469.

*Committee on Justice:—*Members and participating members appointed, 61. Reports, 298; 346; 356; 531; 606; 638; 768; 791; 949.

Committee to sit for the consideration of Bill 39, An Act respecting the class action. Reports, 129; 393.

*Committee on Labour and Manpower:—*Members and participating members appointed, 62. Reports, 298; 491; 854; 915.

Committee to sit for the purpose of hearing the parties involved in the dispute at *Le Soleil*, 304; 313.

Committee to sit for the consideration of Bill 59, An Act to amend the Labour Code. Reports, 464; 533.

Committee to sit for the purpose of hearing the parties involved in the dispute at the Commonwealth Plywood Company. Report, 733.

*Committee on Lands and Forests:—*Members and participating members appointed, 62. Report, 854.

*Committee on Municipal Affairs:—*Members and participating members appointed, 60. Reports, 482; 552; 664; 670; 806; 814.

*Committee on the National Assembly:—*Appointed, 5. Members appointed, 5. Reports, 58; 491.

Committee to sit for the consideration of the reports of the Public Protector. Report, 664.

Committee to sit for the purpose of hearing representatives of the political parties on proposed changes to electoral districts. Report, 797.

Committee to sit to consider the operation and performance of Québec Government corporations. Report, 854.

Committee to sit to consider the administrative reorganization of the National Assembly. Report, 884.

Committees of the National Assembly:—Continued

Committee on Natural Resources:—Members and participating members appointed, 61. Report, 761.

Committee to sit for the consideration of Bill 70, An Act to establish the Société nationale de l'amiante. Report, 277.

Committee on the Presidency of the Council and the Constitution:—Members and participating members appointed, 59.

Committee to sit for the consideration of Bill 92, Referendum Act. Report, 490.

Committee to sit to study the progress of the constitutional talks. Report, 915.

Committee on Professional Corporations:—Members and participating members appointed, 63.

Committee on the Protection of the Environment:—Members and participating members appointed, 63. Reports, 552; 623; 797; 837.

Committee on Public Works and Supply:—Members and participating members appointed, 62.

Committee on Revenue:—Members and participating members appointed, 61. Report, 854.

Committee on Social Affairs:—Members and participating members appointed, 60. Reports, 473; 682; 814; 837; 867; 916.

Committee to sit for the purpose of hearing representatives of the Québec Dental Surgeons' Association. Report, 745.

Committee on Tourism, Fish and Game:—Members and participating members appointed, 62. Report, 837.

Committee on Transport:—Members and participating members appointed, 62. Reports, 177; 491; 813.

Committee on Youth, Recreation and Sports:—Members and participating members appointed, 63. Report, 720.

Standing Committees:—Chairmen of the various—, appointed, 59. Changes made to the list of members of the—, 121; 141; 244; 357; 638; 652; 683; 700; 741.

Committees of the National Assembly:—Continued

Motion:—“That the Subcommittee appointed by the Committee on the National Assembly for the purpose of considering certain amendments to the Legislature Act be authorized to sit after the adjournment of the present Session for the summer, with all the rights and privileges granted to the members of the Committees under the Legislature Act and the regulations relating thereto.” Motion adopted, 492.

COMPANIES AND PARTNERSHIPS DECLARATION ACT:—An Act to amend the Civil Code and the—. Bill 75.

COMPANIES INFORMATION ACT:—An Act to amend the—. Bill 35.

CONCILIATION BETWEEN LESSEES AND PROPERTY-OWNERS:—An Act to prolong certain provisions of the—, the Civil Code and other legislation. Bill 113.

CONSEIL DE LA MAGISTRATURE:—An Act to amend the Courts of Justice Act and the Code of Civil Procedure and to establish the—. Bill 40.

CONSOLIDATION OF THE STATUTES:—An Act to amend the Act respecting the—. Bill 5.

CONSTRUCTION INDUSTRY LABOUR RELATIONS ACT:—An Act to amend the—. Bill 52.

CONSUMER PROTECTION ACT:—Bill 72.

CÔTÉ, MR PIERRE-F.:—Appointed Directeur général des élections, 129; 130; 308.

COURTS OF JUSTICE ACT:—An Act to amend the—, and the Code of Civil Procedure and to establish the Conseil de la magistrature. Bill 40.

CREDIT TO FARM PRODUCERS:—An Act to amend the Act to promote—. Bill 14.

CREE AND INUIT NATIVE PERSONS:—An Act respecting—. Bill 34.

CREE REGIONAL AUTHORITY:—An Act respecting the—. Bill 25.

CREE VILLAGES ACT:—The—. Bill. 24.

CULTURAL PROPERTY ACT:—An Act to amend the—. Bill 4.

D

Debates at Adjournment (under Standing Order 174):

*Mr Biron:—*Question concerning a telegram relating to Bill 116. Notice, 965. Debate, 967.

Debates at Adjournment:—Continued

Mr Ciaccia:—Question concerning Hydro-Québec's rate increase. Notice, 667. Debate, 668.

Mr Dubois:—Question concerning the seizure of eggs by FEDCO. Notice, 272. Debate, 276.

Mr Fontaine:—Question concerning an answer given by the Minister of Justice. Notice; holding of debate denied by the President, 660.

Mr Fontaine:—Question concerning the disappearance of works of art. Notice; debate, 711.

Mr Fontaine:—Question concerning the conditions surrounding the eventual return of the Cossette-Trudel couple. Notice, 758. Debate, 759.

Mr Lalonde:—Question concerning automobile insurance, Notice, 71. Debate, 74.

Mr Lalonde:—Question concerning the settlement for the damages to LG 2. Notice, 965. Debate, 967.

Mr Lavoie:—Question concerning a \$45 million subsidy awarded to the City of Laval. Notice, 706. Debate, 711.

Mrs Lavoie-Roux:—Question concerning the quality of training and professional development of physiotherapists. Notice, 695. Debate, 697.

Mrs Lavoie-Roux:—Question concerning the income supplement paid to the aged in reception centres, Notice, 945. Debate, 947.

Mr Raynauld:—Question concerning the decision to discontinue the internship program for students in rehabilitation medicine. Notice, 695. Debate, 697.

Mr Scowen:—Question concerning the existence of a cartel of chocolate manufacturers. Notice, 710. Debate, 712.

Mr St-Germain:—Question concerning the publicity campaign entitled: "La personne avant toute chose". Notice, 105. Debate, 107.

DEVELOPMENT OF AGRICULTURAL EXPLOITATIONS:—An Act to amend the Act to promote the—. Bill 100.

DUTIES ON TRANSFERS OF IMMOVEABLES:—An Act to amend the Act to authorize municipalities to collect—. Bill 66.

E

EDUCATION ACT:—An Act to amend the—. Bill 2.

EDUCATION ACT:—An Act to again amend the—. Bill 57.

EDUCATION ACT:—An Act to again amend the—, and to amend the Superior Council of Education. Bill 96.

EDUCATIONAL PROGRAMMING:—An Act respecting—. Bill 109.

ELECTION ACT:—An Act to amend the—. Bill 123.

ELECTION IN CERTAIN MUNICIPALITIES:—An Act respecting the 1978—, and amending the Cities and Towns Act. Bill 44.

ELECTRICIANS AND ELECTRICAL INSTALLATIONS ACT:—An Act to amend the—, and the Building Contractors Vocational Qualifications Act. Bill 16.

ENVIRONMENT QUALITY ACT:—An Act to again amend the—. Bill 30.

ENVIRONMENT QUALITY ACT:—An Act to amend the—. Bill 69.

ESTATE OF J. DONAT LANGELIER:—An Act respecting the—. Bill 221.

EXECUTIVE POWER ACT:—An Act to amend the Legislature Act and the—. Bill 120.

F

FARM CREDIT ACT:—An Act to amend the—. Bill 12.

FARM IMPROVEMENT ACT:—An Act to amend the—. Bill 13.

FARM-LOAN INSURANCE AND FORESTRY-LOAN INSURANCE:—An Act respecting—. Bill 11.

FARM PRODUCTS MARKETING ACT:—An Act to amend the—. Bill 116.

FÉDÉRATION DE QUÉBEC DES UNIONS RÉGIONALES DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS:—An Act to amend the Act respecting the—. Bill 193.

FILLES DE JÉSUS (TROIS-RIVIÈRES):—An Act to amend the charter of Les—. Bill 247.

FINANCING OF HEALTH PROGRAMMES:—An Act to amend the Act to provide for the—. Bill 3.

FINANCING OF POLITICAL PARTIES:—Mr Clément Vincent appointed Assistant director of—, 245.

FINANCING OF POLITICAL PARTIES:—Solemn declaration by the Director General and his assistants, 307.

FINANCING OF POLITICAL PARTIES:—Salary of the Director General and of his assistants fixed, 857.

FINANCING OF POLITICAL PARTIES:—An Act to amend the Act to govern the—. Bill 195.

FONDATION JEAN-CHARLES BONENFANT:—An Act to establish the—. Bill 199.

FOURNIER, MRS FRANCINE:—Appointment of—, as Vice-President of the Commission des droits de la personne, 867.

FUEL TAX ACT:—An Act to amend the—. Bill 64.

FUEL TAX ACT:—An Act to again amend the—. Bill 89.

G

GAGNÉ, JOSEPH-GINO:—An Act respecting—. Bill 240.

GATINEAU:—An Act to amend the charter of the city of—. Bill 249.

GATINEAU:—An Act respecting the city of—. Bill 264.

GENERAL AND VOCATIONAL COLLEGES ACT:—An Act to amend the—. Bill 8.

H

HANDICAPPED IN THE EXERCISE OF THEIR RIGHTS:—An Act to secure the—. Bill 9.

HEALTH INSURANCE ACT:—An Act to amend the—, and other legislation. Bill 84.

HEALTH SERVICES AND SOCIAL SERVICES AND OTHER LEGISLATION:—An Act to amend the Act respecting—. Bill 103.

HELLENIC-CANADIAN COMMUNITY OF THE ISLAND OF MONTREAL:—An Act respecting the—. Bill 231.

HIGHWAY CODE:—An Act to amend the—. Bill 86.

HIGHWAY VICTIMS INDEMNITY ACT:—An Act to amend the—. Bill 127.

HUNTING AND FISHING RIGHTS IN THE JAMES BAY AND NEW QUÉBEC TERRITORIES:—An Act respecting—. Bill 28.

HYDRO-QUÉBEC ACT:—An Act to amend the—, and the James Bay Region Development Act. Bill 41.

HYPOTHECARY LOAN COMPANIES:—An Act respecting the acquisition of shares of certain—. Bill 124.

I

IMMIGRATION DEPARTMENT ACT:—An Act to amend the—. Bill 77.

INAUGURAL MESSAGE:—

Inaugural message; debate; debate adjourned, 3. Resuming the debate; motion of non-confidence proposed; debate adjourned, 57. Resuming the debate; 2nd motion of non-confidence proposed; debate adjourned, 72, 73. Leave to speak granted to the Members for Rouyn-Noranda and for Beauce-South, 73. Resuming the debate; debate adjourned, 128. Resuming the debate; 3rd motion of non-confidence proposed; debate adjourned, 138, 139. Resuming the debate; debate adjourned, 144. Resuming the debate; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 145. Entry of names; motions of non-confidence rejected on div., 150.

INCOME SECURITY FOR CREE HUNTERS AND TRAPPERS WHO ARE BENEFICIARIES UNDER THE JAMES BAY AGREEMENT:—An Act respecting—. Bill 31.

INSTITUT NATIONAL DE PRODUCTIVITÉ:—An Act to establish—. Bill 37.

J

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION:—An Act to incorporate the—. Bill 33.

JAMES BAY REGIONAL ZONE COUNCIL:—An Act to establish the—. Bill 26.

JAMES BAY REGION DEVELOPMENT ACT:—An Act to amend the Hydro-Québec Act and the—. Bill 41.

JUDICIAL MATTERS:—An Act respecting intergovernmental agreements regarding mutual aid in—. Bill 36.

JUDICIAL MATTERS:—An Act to secure the carrying out of the Entente between France and Québec regarding mutual aid in—. Bill 76.

K

KATIVIK REGIONAL GOVERNMENT:—An Act concerning Northern villages and the—, Bill 23.

L

LA BAIE:—An Act respecting the city of—. Bill 271.

LABOUR CODE:—An Act to amend the—. Bill 59.

LABOUR STANDARDS:—An Act respecting—. Bill 126.

LA GRANDE COMPLEX REMEDIAL WORKS CORPORATION:—An Act to create the—, Bill 32.

LAND REGIME IN THE JAMES BAY AND NEW QUÉBEC TERRITORIES:—An Act respecting the—. Bill 29.

LAND USE AND DEVELOPMENT PLANNING:—An Act respecting—. Bill 125.

LAVAL:—An Act to amend the charter of the City of—. Bill 209.

LEGISLATIVE PROVISIONS:—An Act respecting certain—. Bill 20.

LEGISLATURE ACT:—An Act to amend the—, and the Executive Power Act. Bill 120.

LICENSES ACT:—An Act to amend the—. Bill 88.

LONG TERM FARM CREDIT BY PRIVATE INSTITUTIONS:—An Act to promote—. Bill 10.

LOTTERIES, RACING, PUBLICITY CONTESTS AND AMUSEMENT MACHINES:—An Act respecting—. Bill 67.

M

MAGASINS CONTINENTAL LTÉE:—An Act respecting Les—. Bill 204.

MAKIVIK CORPORATION:—An Act to establish the—. Bill 27.

MARITIME FISHERIES CREDIT ACT:—An Act to amend the—. Bill 82.

MEALS AND HOTELS TAX ACT:—An Act to amend the—. Bill 63.

MEALS AND HOTELS TAX ACT:—An Act to again amend the—. Bill 80.

MINIMUM WAGE ACT:—An Act to amend the—. Bill 43.

MINIMUM WAGE ACT:—An Act to again amend the—. Bill 128.

MONT-JOLI:—An Act respecting the town of—. Bill 259.

MONTREAL:—An Act respecting the Communauté urbaine de Montréal. Bill 104.

MONTREAL EAST:—An Act to amend the charter of the town of—. Bill 218.

MONTREAL, SAINT-ANTOINE WARD:—An Act respecting certain parcels of land of the cadastre of the city of—. Bill 283.

MONTREAL URBAN COMMUNITY ACT:—An Act to amend the—, and the Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission. Bill 56.

Motions without Notice:

Amnesty International:—Special tribute to—, and to all the organizations equally committed to safe-guarding basic human rights, 798.

André-Mathieu Foundation:—Congratulations extended to the Montmorency Cegep, the City of Laval and the—, on the occasion of the inauguration of the concert hall, 602.

Aubé, Mr Paul:—Message of thanks forwarded to—, for having volunteered the labour required to rebuild the Patro Roc-Amadour, 245.

Awards of the Government of Québec:—Congratulations to the recipients of the five—, 559.

Bellemare, Mr Maurice:—Best wishes expressed to—, on the occasion of his sixty-sixth birthday, 420.

Bellemare, Mr Maurice:—Wishes for a rapid recovery to—, 434.

Biéler, Mr Jean-Henri:—Condolences to the family of—, 55.

Blondin, Mr René:—Best wishes for a rapid recovery to—, 150.

Bourgeois, Mrs Lyne:—Condolences to the family of—, 326.

Burns, Mr Robert:—Best wishes for a rapid recovery to—, 326.

Chaloult, Mr René:—Condolences to the bereaved family of—, 868.

Motions without Notice:—Continued

Champigny-Robillard, Mrs Laurette:—Congratulations and acknowledgement expressed to—, for her work as Chairwoman of the Council on the Status of Women, 651.

Chouinard, Mr Maurice:—Condolences to the family of—, 434.

Cliche, Judge Robert:—Decoration of the Ordre de la Pléiade conferred on—, 591.

Collaboration Santé Internationale:—Appreciation expressed to—, for helping Members to send medical supplies to Senegal, 838.

Drouin, Judge François:—Deep-felt gratitude expressed to—, Directeur général des élections, 129, 130.

Garneau, Mr Raymond:—Condolences to—, on the occasion of the loss of his mother, 741.

Golden Age Week:—Proclamation of—, 318.

Groulx, Monsignor Lionel:—The Assembly commemorates the hundredth anniversary of the birth of—, 55.

International Women's Day:—Motion concerning—, 110.

La Presse and Montréal-Matin:—Motion to mark the return of the parliamentary reporters of—, 270.

La Presse, Montréal-Matin and Le Soleil:—Motion concerning the labour disputes at—, 115.

Laurendeau, Mr André:—Moment of silence to mark the tenth anniversary of the death of—, 386.

Lebanon:—Motion concerning the setting up of an emergency fund for the victims of—, 582.

Le Blanc-Bantey, Mrs Denise:—Congratulations to an expectant mother, 651.

Lessard, Mr Jacques:—Best wishes for a rapid recovery to—, Secretary Assistant, 665.

Lessard, Mr Jacques:—Motion to welcome the return of the Secretary Assistant of the Assembly, 917.

Levesque, Mr Gérard D.:—Tribute paid to—, 201.

Motions without Notice:—Continued

May Day:—Homage rendered to all the workers of Québec, 245.

Mayors and councillors:—Congratulations to all—, who were elected on 30 October and 5 November 1978, 665.

Mayors and councillors:—Congratulations to all the elected—. Motion amended; motion adopted (abstentions), 692-694.

Meir, Mrs Golda:—Telegram addressed to the Prime Minister of Israel on the death of—, 806.

Members elected on 22 June 1960:—Congratulations to the—, 530.

Morin, Mr Jacques-Yvan:—Condolences forwarded to—, on the occasion of his father's death, 184.

Montreal Canadiens:—Congratulations on having won the Stanley Cup, 357.

Moro, Mr Aldo:—Message of sympathy to the family of—, and to the Italian Government, 278.

National Assembly:—Motion concerning the lack of measures to allow the—, to sit. Debate; amdt proposed; amdt received; motion to withdraw the amdt adopted (vote); main motion adopted on div. (vote), 461-463.

National French Language Day:—Celebration of—, 430.

OXFAM Québec:—Motion to support—, in its efforts to provide aid to Third World countries, 814.

Police Week:—Recognition of the essential rôle played by the Police, 318.

Pope John Paul II:—Message sent to the newly-elected spiritual leader of the Catholic Church, 602.

Pre-referendum campaign:—Motion concerning the use of public funds in the—, 182-184.

President of the National Assembly:—Congratulations extended to the—, for the success of the Conference on the British Parliamentary System, 602.

President of the National Assembly:—Motion for a vote of confidence to the—. Debate; amdt proposed; amdt adopted (vote); debate adjourned, 757-759.

Motions without Notice:—Continued

Prime Minister of Israel:—Motion to welcome the—, 670.

Prime Minister of the French Republic:—Motion to welcome the—, Mr Raymond Barre, 939.

Québec Games:—Congratulations forwarded to the Saguenay-Lac-Saint-Jean team, 104.

Québec Police Force:—Motion proposing that congratulations be forwarded to the—, following the hostage-taking incident at Saint-Jérôme. Debate; debate adjourned, 148. Motion withdrawn, 217.

Remembrance Day:—Tribute paid to all the brave soldiers from Québec and Canada, 683.

Rosh Ha-shanah:—Tribute paid to the Jewish Community in Québec on the occasion of—, 553.

Sales tax:—Motion urging the Governments of Québec and Canada to reach an agreement concerning the—, 212-214; 239-241; 247-249.

Sales tax:—Motion urging the governments of Québec and Canada to reach an agreement concerning the—, 299.

Schreyer, Mr Edward:—Congratulations extended to—, who will soon succeed Mr Jules Léger as Governor General of Canada, 807.

Seguin, Mr Fernand:—Congratulations to—, who was honoured with the 1977 Kalinga Prize, 631.

Société pour l'Encouragement de la Recherche et de l'Invention:—Congratulations to Messrs Yves Bérubé and Fernand Claisse for the gold medal award offered by the—, 708.

South Africa:—Resolution concerning violations of human rights in—, 150.

St. Andrew's Day:—Best wishes to Québec citizens of Scottish and Russian origin, 757.

St-Germain, Mr Noël:—Condolences to—, on the loss of his mother, 808.

St. Patrick's Day:—Best wishes to all Quebecers of Irish origin on the occasion of—, 137.

Student air traffic controllers:—Motion urging the federal Government to allow the sixteen—, to continue their studies in their own Province, 828.

Motions without Notice:—Continued

Sun Life:—Motion concerning the maintaining of jobs at the—, 228.

United Nations Declaration of Human Rights:—Motion to commemorate the thirtieth anniversary of the—, 762.

Vietnamese refugees:—Motion urging the Government to come to the aid of the numerous—, 708.

Vietnamese refugees:—Motion to welcome the—, 741.

Villeneuve, Mr Gilles:—Congratulations to—, winner of the first Canadian Grand Prix, 582.

Winter Carnival:—Congratulations to the President of the 25th—, 916.

Motions, Substantive (under Standing Order 91):

Mr Biron:—Motion to convene the Committee on the National Assembly and requesting the right of Members to control more effectively the operation of Québec Government corporations. Debate; debate adjourned, 576. Resuming the debate; amdt proposed; amdt adopted (vote); main motion adopted (vote), 594. The Committee sat on 30 November and 14 December 1978. Report (*Sessional Papers*, No. 555), 854.

Mr Ciaccia:—Motion concerning Hydro-Québec's application for a rate increase. Debate; amdt proposed; debate adjourned, 617. Resuming the debate; amdt rejected on div. (vote); main motion rejected on div. (vote), 634.

Mr Goldbloom:—Motion that the Government do convene a joint committee to examine the municipal and school fiscal reform. Debate; motion rejected on div. (vote), 382.

Mr Goldbloom:—Motion concerning the Government's decision to discontinue the indexation of social aid benefits. Debate; amdt proposed; debate adjourned, 932. Motion withdrawn, 951.

Mr Grenier:—Motion concerning the constitutional future of the people of Québec. Debate; amdt proposed; question given private consideration; debate adjourned, 241. Resuming the debate; amdt declared admissible; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 266. Entry of names; amdt rejected on div. (vote); main motion adopted on div. (vote), 270.

Mr Grenier:—Motion requesting that the Standing Committee on Education be convened to examine the conflicts which are disrupting normal

operations in several schools. Debate; debate adjourned, 705. Resuming the debate; motion rejected on div. (vote), 728.

Mr Levesque (Bonaventure):—Motion urging the Government to clearly define its thesis on sovereignty-association. Debate; debate adjourned, 176. Resuming the debate; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 198 and 199. Entry of names; motion adopted (vote), 202.

Mr Levesque (Bonaventure):—Motion concerning the subject matter of the referendum. Debate; debate adjourned, 292. Resuming the debate; amdt proposed and received; 2nd amdt proposed; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 313-315. Entry of names; amdts rejected on div. (vote); main motion rejected on div. (vote), 319-321.

Mr Levesque (Bonaventure):—Motion concerning the position that the Government has decided to adopt at the federal-provincial constitutional conference. Unanimous consent granted; distribution of time; debate; debate concluded, 640.

Mr Pagé:—Motion requesting that the Standing Committee on Labour and Manpower be convened to examine the impact on workers of enforcing the regulations respecting placements in the construction industry. Distribution of time; amdt proposed; amdt adopted on div. (vote); main motion adopted on div. (vote), 750-752.

Mr Raynauld:—Motion urging the Government to take special measures to prevent greater unemployment. Debate; debate adjourned, 656. Resuming the debate; motion rejected on div. (vote), 678.

Mr Roy:—Motion concerning the division of Bill 70, An Act to establish the Société nationale de l'amiante. Conference of House Leaders; distribution of time; debate; motion rejected on div. (vote), 135.

Mr Roy:—Motion that the Standing Committee on Labour and Manpower be convened for the purpose of hearing the parties involved in the labour dispute at *Le Soleil*. Motion adopted (vote), 290.

Motions of Privilege:

Motions under Standing Order 24:

Mr Biron:—Motion concerning the Government's abortive legislative and fiscal priorities. Distribution of time; debate; motion rejected on div. (vote), 687.

Motions of Privilege:—Continued

Mr Biron:—Motion censuring the Government for having failed in its responsibilities as regards Marine Industries Limited. Distribution of time, 822. Motion rejected on div. (vote), 849.

Mr Ciaccia:—Motion concerning the substantial increase in Hydro-Québec rates. Distribution of time; motion rejected on div. (vote), 736.

Mr Lavoie:—Motion concerning the chronic absenteeism of the Members of the Government in the House. Debate; motion rejected on div. (vote), 388.

Mr Pagé:—Motion concerning the unprecedented level of unemployment. Distribution of time; debate; debate concluded, 579. Entry of names; motion rejected on div. (vote), 583.

Mr Scowen:—Motion concerning Cegep and university graduates. Distribution of time; Sessional Paper No. 500 tabled; motion rejected on div. (vote), 763.

Motions proposing an emergency debate (under Standing Order 78):

Mr Biron:—Motion concerning the dispute which has developed between milk producers. Motion ruled out of order by the President, 933.

Mr Bisaillon:—Motion concerning the dismissal of student air traffic controllers. Motion ruled out of order by the President, 944.

Mr Ciaccia:—Motion concerning the increase in electricity rates. Motion ruled out of order by the President, 671.

Mr Ciaccia:—Motion concerning oil products. Motion ruled out of order by the President, 963.

Mr Lavoie:—Motion concerning the government subsidy to Tricofil. Motion ruled out of order by the President, 434.

Mr Lavoie:—Motion concerning the manner in which the enumeration was carried out in October 1978. Motion ruled out of order by the President, 584.

Mr Lavoie:—Motion concerning Parti Québécois advertisements. Unanimous consent granted; debate; debate concluded, 954.

Mr LeMoignan:—Motion concerning the dispute at the Société des traversiers. Motion ruled out of order by the President, 598.

Motions of Privilege:—Continued

Mr Pagé:—Motion concerning the situation prevailing at the Pavillon Charleroi-Boyer. Motion ruled out of order by the President, 665.

Mr Pagé:—Motion concerning the labour disputes prevailing at Gaspé Copper Mines Ltd. and at Donohue Inc. Motion ruled out of order by the President, 917.

Mr Raynauld:—Motion concerning the problem of unemployment in Québec. Motion ruled out of order by the President, 553.

Motions under Standing Order 79:

Mr Mailloux:—Motion concerning the conduct of the Minister of Transport as regards the issuing of registration plates. Debate; Sessional Paper No. 36 tabled; debate suspended, 105. Resuming the debate; motion rejected on div. (vote), 107.

N

National Assembly:

Adjournment from 24 March to 4 April 1978, 161.

Adjournment from 23 June to 3 October 1978, 545.

Argenteuil:—Warrant to issue a writ for the election of a Member for the Electoral District of—, 835.

Bills assented to, 161; 242; 281; 352; 390; 424; 446; 510; 545; 717; 744; 795; 803; 909; 958; 967.

Charron, Mr Claude:—Replaces the Government House Leader during his absence, 326.

Charron, Mr Claude:—New Government House Leader, 549.

Committee on the National Assembly:—Mr President informed the Assembly of the derogation and the resolutions adopted by the—, and contained in Sessional Paper No. 277, 507.

Conference of House Leaders regarding the distribution of time, 136; 224; 239; 388; 579; 640; 687; 763; 964.

Coverage of debates:—Motion that the Assembly do allow the radio and television—. Debate; amdt proposed; amdt adopted; debate concluded; putting to the vote; entry of names postponed, 224-226. Entry of names; motion adopted 228.

National Assembly:—Continued

Decisions by the President, 79; 106; 116; 124; 159; 239; 434; 553; 582; 584; 598; 660; 665; 671; 768; 789; 917; 934; 943; 944; 963.

Garneau, Mr Raymond:—Resignation of—, as Member for Jean-Talon, 868.

Jean-Talon:—Warrant to issue a writ for the election of a Member for the Electoral District of—, 886.

Lavoie, Mr Jean-Noël:—Elected President for the sitting of 2 March 1978, 97. Mr Lavoie resigns, 99.

Mackasey, Mr Bryce:—Resignation of—, as Member for the Electoral District of Notre-Dame-de-Grâce, 222.

National Assembly:—Motion concerning the lack of measures to allow the—, to sit, 461-463.

Notre-Dame-de-Grâce:—Warrant to issue a writ for the election of a Member for the Electoral District of—, 243.

Saindon, Mr Zoël:—Resignation of—, as Member for Argenteuil, 828.

Scowen, Mr Reed:—Election of—, Member for Notre-Dame-de-Grâce, 550.

Sessional Orders of the National Assembly:—Motion that the—, be amended; amdt proposed; debate adjourned, 627-630. Motion withdrawn, 650.

Shaw, Mr William:—Resigns from the caucus of the Union Nationale Party, 2.

Social Credit Rally:—Change of name, 713.

Standing Orders of the National Assembly amended for the duration of the Session, 3; 58; 63-70.

The Assembly may sit on Monday, 8 May, at three o'clock P.M.:—Motion that—. Motion adopted, 270.

The Assembly suspends its sitting for want of a quorum, 461.

NATIONAL HOLIDAY ACT:—Bill 48.

NORTHEASTERN QUÉBEC AGREEMENT:—An Act approving the—. Bill 42.

NORTHERN VILLAGES AND THE KATIVIK REGIONAL GOVERNMENT:—An Act concerning—. Bill 23.

O

OUTAOUAIS:—An Act to incorporate certain municipalities of the—. Bill 119.

P

PAROLE OF INMATES:—An Act to promote the—, and to amend the Probation and Houses of Detention Act. Bill 95.

PENSION COVERAGE FOR CERTAIN TEACHERS:—An Act respecting—. Bill 60.

PIPE-MECHANICS ACT:—An Act to amend the—, and to again amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act. Bill. 18.

PRIVATE EDUCATION ACT:—An Act to amend the—. Bill 58.

PRIVATE INVESTIGATORS AND SECURITY GUARDS:—An Act respecting—. Bill 93.

PROBATION AND HOUSES OF DETENTION ACT:—An Act to amend the—. Bill 85.

PROBATION AND HOUSES OF DETENTION ACT:—An Act to promote the parole of inmates and to amend the—. Bill 95.

PROTECTION OF PERSONS AND PROPERTY IN THE EVENT OF DISASTER:—An Act respecting the—. Bill 94.

PUBLIC OFFICERS ACT:—An Act to amend the—. Bill 101.

PUBLIC PROTECTOR:—Salary fixed, 857.

PUBLIC SERVICE BOARD ACT:—An Act to amend the—. Bill 54.

PUBLIC WORKS ACT:—An Act to amend the—. Bill 22.

Q

QUÉBEC FAMILY ALLOWANCES PLAN:—An Act to amend the—. Bill 117.

QUÉBEC HEALTH INSURANCE ACT:—An Act to amend the—. Bill 19.

QUÉBEC URBAN COMMUNITY ACT:—An Act to amend the—, and other legislation. Bill 38.

QUÉBEC WOOD SALVAGE, LOGGING AND FOREST DEVELOPMENT COMPANY ACT:—An Act to amend the—. Bill 97.

Questions and Answers:

Agricultural heritage:—Did the Government carry out any studies for the purpose of protecting the—, 172.

Agriculture:—Did the Department of—, pay fees to professionals outside the Civil Service. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 614. (See also *Accounts and Papers.*)

Agro-centres:—How many—were built by the Government during the last five years. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 173. (See also *Accounts and Papers.*)

AMBRE Corporation:—Did the President of the Association péquiste for Mount-Royal receive instructions to inform—, that it had received a Government grant, 925.

Animal manure management:—What research work was carried out by the Government in the field of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 529. (See also *Accounts and Papers.*)

Annual reports:—What was the total cost of the last—, of the Government. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 844. (See also *Accounts and Papers.*)

Anse à l'Orme:—What decision was made concerning the construction of an interceptor on the south shore to eliminate pollution at—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 897. (See also *Accounts and Papers.*)

Anticosti Island:—Since the acquisition of—, what have been the total expenses incurred by this territory, 131, 152, 229, 258, 365, 366 and 493. (See also *Accounts and Papers.*)

Anticosti Island:—What are the rates for salmon fishing on—, 890.

Anticosti Island:—How many hunters took advantage of the special rates for deer hunting on—, 891.

Anti-pollution equipment:—Besides the Donohue Company, have other industries applied for financial assistance to install—, 895.

Arthabaska Court House:—What was the additional cost for the installation of the prison in the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 90. (See also *Accounts and Papers.*)

Asbestos:—Was the University of Sherbrooke entrusted by the Government with a research programme on—, 85.

Questions and Answers:—Continued

Asbestos:—Did the Government take any steps with a view to creating the Société nationale de l'amiante, 134.

Association France-Québec:—What total amounts were spent by the Association Québec-France and the—, 566.

Atlantic salmon:—Were representations made to prohibit commercial fishing for—, 83.

Automobile insurance:—What was the total cost of the advertising campaign concerning—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 113. (See also *Accounts and Papers*.)

Automobile insurance:—How many advertising contracts were awarded by the Régie de l'assurance automobile, 193.

Automobile insurance:—How much did the Régie pay out in indemnities for bodily injury. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 846. (See also *Accounts and Papers*.)

Automobiles:—How many—, did the Government purchase or lease. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 571. (See also *Accounts and Papers*.)

Ayerst, McKenna and Harrison Ltd.:—Did the Government make any representations to the firm—, before it moved its laboratories from Montreal to Winnipeg. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 173. (See also *Accounts and Papers*.)

Baie Trinité:—What are the objectives of the Société d'aménagement et d'exploitation des ressources récréatives et touristiques de la—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 378. (See also *Accounts and Papers*.)

Beaudoin, Miss Louise:—How many trips has Miss Beaudoin made since 15 November 1976. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 899. (See also *Accounts and Papers*.)

Blanc-Sablon Hospital:—On what date was the—, placed under trusteeship, 653.

Blueberry picking and tobacco cutting:—How many students were hired under the programmes for—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 845. (See also *Accounts and Papers*.)

Boards of directors of health and social services institutions:—Details concerning members of—, 673.

Questions and Answers:—Continued

Bonin, Mr Bernard:—As on 31 October 1978, what total amount had the Government paid out for special studies under the supervision of—, 894.

Booz Allen and Hamilton:—Did the Health Insurance Board conclude a contract with the consulting firm of—, 610.

Bridge:—Did the Government undertake a study concerning the cost of building a—, to connect Aux Tourtes Island to Shawinigan South, 89.

Business forms:—Has the Government taken any steps to reduce the number of—, 592.

Cabinet meeting:—What was the cost of the—, held in October 1977, 405.

Canadian Industries Limited:—How many meetings have been held concerning the move of the engineering services of—, from Montreal to Toronto, 925.

Canron Ltd.:—Did the Government receive a complaint concerning the contract for 6 500 tons of pipe granted to the firm of—, 82.

Canron Ltd.:—Is it true that a contract for 6 500 tons of pipe was awarded to the firm—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 569. (See also *Accounts and Papers.*)

Casino:—On what date did the Régie des installations olympiques order a study on the potential profitability of opening a—, 926.

Casinos:—Is the study concerning the project of setting up—, completed, 338.

Cegeps:—How many students completed their studies in each of the—, in 1977. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 111. (See also *Accounts and Papers.*)

Champlain Bridge:—Why did the Government change its decision concerning bus lanes on the—, 371.

Communications Québec:—What are the names of the civil servants who accompanied each Minister during the tour in the fall of 1977. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 501. (See also *Accounts and Papers.*)

Community housing programme:—How many grants were awarded under the—, 333.

Questions and Answers:—Continued

Companies:—How many—, were incorporated in 1976 and 1977, 374.

Compulsory civic service:—Has the Government sent a delegation abroad to study practices in various countries where military service is compulsory, 928.

Concorbec Inc.:—Did the Department of Transport award any contracts to the firm of—, for the crushing of gravel. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 573. (See also *Accounts and Papers.*)

Conservation officers:—How many violations were reported by—, in 1978, 675.

Contractors:—How many—, recognized as the lowest bidders, withdrew their bids. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 499. (See also *Accounts and Papers.*)

Controlled operation zones:—What is the amount in grants paid to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 784. (See also *Accounts and Papers.*)

Coopérative laitière du Sud:—Did the—, at Sainte-Claire, receive any financial assistance from the Government. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 529. (See also *Accounts and Papers.*)

Cossette-Trudel couple:—Did the government authorize investigators to question the—, 286.

Coverdale collection:—What decision was finally reached concerning the—, at Tadoussac. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 498. (See also *Accounts and Papers.*)

Davie Shipbuilding:—What has been the amount of contracts awarded by Hydro-Québec to the—, 367.

Debts:—What was the total amount of—, incurred each year by Québec municipalities, 368.

Deer hunting on Anticosti Island:—How many hunters took advantage of the special rates for—, 891.

Defence of Québec:—What was the cost of the research work carried out on the—, 407.

Questions and Answers:—Continued

Dinah Shore Show:—What amount was spent by the Government to introduce American viewers to Québec on the—, 563.

Douville Lake:—Is—, under lease, 496.

Downtown merchants associations:—What—, are receiving technical assistance from the Department of Industry and Commerce. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 234. (See also *Accounts and Papers*.)

Driver's permit:—What is the annual cost of a—, in various provinces and American states, 375.

Drug abuse:—Has the Minister of Social Affairs proceeded with his plans to organize a campaign aimed at changing the public's attitude toward—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 678. (See also *Accounts and Papers*.)

Dumas, Mrs Evelyn:—Was—, appointed to the Québec trade delegation in Boston, 335.

Dupont Canada:—Did the Government approach—, with a view to encouraging this firm to open its new plant at Coteau-du-Lac, 232.

Dupuis et Frères Ltée:—Did the Government undertake negotiations with a view to ensuring the re-opening of—, in Montreal, 154.

Electricity:—Has Hydro-Québec ordered any cost estimate studies on the electricity supply system of the town of Asbestos, 369.

Environment:—What amount was offered to Raymond Lévesque for his monologue "Environnement et nature", 893.

Esprit-Saint:—What answers did the Government give to the requests made by the citizens' movement of—, 84.

Farm development:—What amount was spent for the purchase of land in accordance with the Canada-Québec subsidiary agreement on—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 895. (See also *Accounts and Papers*.)

Farm development:—Did the Minister announce that regional development programmes would be implemented in all the outlying areas in the Province. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 897. (See also *Accounts and Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

Farm loans:—How many—, were granted by the Farm Credit Bureau to newly established farmers. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 613. (See also *Accounts and Papers*.)

FEDCO:—Is it true that the Government has paid \$653 400 to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 310. (See also *Accounts and Papers*.)

Federal civil servants:—Has the Department of the Civil Service completed the list of federal jobs in the Province, 951.

Federal territories:—What was the area of the—, in 1977. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 235. (See also *Accounts and Papers*.)

Ferretti, Mrs Andrée:—Did the Government retain the services of—, 952.

Films dubbed by Canadian performers:—Did the Government undertake negotiations with the Government of France concerning—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 134. (See also *Accounts and Papers*.)

Fish culture centre:—Were any studies undertaken on the advisability of setting up a—, on the North Shore, 892.

Fisheries:—Was the Government invited to the Third Conference of Ministers of—, of Eastern Canada, 192

Fisheries Branch:—On what date was the announcement made that the—, would be moved to Gaspé, 701.

Fishing and hunting exclusive rights:—Which municipalities were visited during the consultation tour on the abolition of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 414. (See also *Accounts and Papers*.)

Flags:—Has the Government purchased any—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 409. (See also *Accounts and Papers*.)

Floods:—Did the town of Gatineau and the Government reach an agreement to prevent—, 133.

Food and beverages:—How many new plants were established in Québec. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 408. (See also *Accounts and Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

Forest concessions:—What was the total indemnity paid regarding the cancellation of—, 840.

Forestry development plan:—Has the general—, been completed. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 871. (See also *Accounts and Papers*.)

Fraud:—What method does the Québec Health Insurance Board use to uncover cases of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 528. (See also *Accounts and Papers*.)

Furniture:—Did the Government purchase any—, manufactured outside the Province, 155.

Game on the Secession of Québec:—Has the Government prohibited the sale of the—, 89.

General Mills Canada Ltd.:—What sums of money were paid to the Pêcheurs Unis for the administration of the assets of—, 231.

General Mills Canada Ltd.:—Has the Government carried out the provision contained in an agreement concerning the purchase of the assets of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 236. (See also *Accounts and Papers*.)

General Mills Canada Ltd.:—Did the administrator respect all the obligations concerning insurance. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 237. (See also *Accounts and Papers*.)

Georges-Frédéric Hospital Centre:—On what date did the—, submit a request to obtain additional funds, 519.

Gignac, Mr Emile:—Is—, now on his regular or early retirement. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 899. (See also *Accounts and Papers*.)

GIPEX:—What were the objectives of the task force—, at the time of its establishment. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 499. (See also *Accounts and Papers*.)

Grain:—With how many industrialists did the Government undertake negotiations concerning the drying and storage of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 194. (See also *Accounts and Papers*.)

Grain:—For what purposes will the \$33 million awarded by the federal Government for the transport of—, be used. (Question converted into

Questions and Answers:—Continued

a motion for the tabling of a document), 261. (See also *Accounts and Papers*.)

Handicapped persons:—How many—, did the Department of Social Affairs employ, 520.

Health insurance:—What was the total amount paid by the Health Insurance Board to hospitals outside Québec, 517.

Health insurance fund:—How much did the Government contribute to the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 524. (See also *Accounts and Papers*.)

Highway Code:—Were any negotiations undertaken with certain American states concerning violations of the—, 568.

Hiring campaign:—What is the outcome for the English-speaking community of the—, launched by the Government, 953.

Home insulation programme:—What is the total amount paid in grants under the—, 924.

Hospital centres:—What are the names of the—, with a deficit of over \$1 million, 608.

Hostess plant:—Was the Government informed that the—, ceased operating in Québec. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 572. (See also *Accounts and Papers*.)

Hull experimental farm:—Have there been any developments concerning a request made to the the federal Government as regards the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 92. (See also *Accounts and Papers*.)

Hydro-Québec:—How many customers had their electricity supply cut off by—, 367.

Hydro-Québec:—What were the amounts lost by—, 562.

Hydro-Québec's social recreation club:—How many persons took advantage of group tours offered by—, 563.

Incinerator of the Québec Urban Community:—Did the Government take measures concerning the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 338. (See also *Accounts and Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

Industries:—How many new—, were established in Québec between 1976 and 1978. (Question converted into a motion for the tabling of documents), 234 and 312. (See also *Accounts and Papers.*)

Information:—What is the name of the firm entrusted with the task of carrying out a survey on the public's right to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 454. (See also *Accounts and Papers.*)

Insurance:—To what companies did the Government award contracts of—, 192, 196 and 451. (See also *Accounts and Papers.*)

Insurance:—Has the Government reached an agreement with the Société d'assurances des Caisses populaires and the firm Gérard Parizeau and Associates, 372.

Insurance broker:—Has the Minister of Social Affairs written to any health and social services institutions to request a change of—, 674.

Insurance coverage of the Olympic installations:—To whom did the Régie award the various types of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 498. (See also *Accounts and Papers.*)

Intergovernmental Affairs:—What are the names of the employees of the Department of—, who travelled outside Canada. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 655. (See also *Accounts and Papers.*)

Investments by sectors:—Has the Government entrusted anyone with the task of preparing a code of—, 87.

Jadis shopping centre:—Did the Government negotiate the leasing of premises in the—, at Charlesbourg, 232.

James Bay:—Did the Government take any measures to equip itself with a better instrument of control over the cost of work being carried out at—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 612. (See also *Accounts and Papers.*)

Keable Commission:—What has been the total amount of expenses incurred by the—, 308.

Lac des Neiges:—Does the Government intend to open to the public the chalet at—, 494.

La Prade heavy water plant:—What amount was spent by Hydro-Québec in order to meet the requirements of construction of the—, 608.

Questions and Answers:—Continued

Lebourgneuf development:—What was the cost of the work carried out to provide the—, with an exit, 560.

Leisure:—What stage has been reached by the interdepartmental committee on the mutual agreement between schools and municipalities regarding—, 841.

Leisure:—What are the names of the persons responsible for the printing of the *Green Paper* on—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 843. (See also *Accounts and Papers*.)

Loans:—What total amount did the Government and Hydro-Québec borrow on international markets. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 749. (See also *Accounts and Papers*.)

Long-distance calls:—How many—, were made between the Sherbrooke Health and Social Services Regional Council and certain hospital centres, 522.

Loto-Québec:—What were the gross and net revenues of—, 285.

Loto-Québec:—In which newspapers did the Government place advertisements inviting non-profit organizations to apply to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 593. (See also *Accounts and Papers*.)

Louis H. Lafontaine Hospital, Montreal:—Did the Minister of Social Affairs receive any reports on fire hazards at the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 677. (See also *Accounts and Papers*.)

Maintenance and cleaning:—Did the Government award any contracts for the—, of offices occupied by the Department of Transport at Papineauville. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 93. (See also *Accounts and Papers*.)

Manoir Richelieu:—What amount was spent to renovate and restore the—, 675.

Medical professionals:—Did the Government set up a working committee to study the possibility of a new method of remunerating—, 923.

Mercury in Northwestern Québec:—Since the publication of the report on—, what measures have been taken to improve the quality of the environment in this region. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 897. (See also *Accounts and Papers*.)

Questions and Answers:—Continued

Metallurgic research centre:—To whom did the Government entrust the task of carrying out a study with a view to establishing a provincial—, 259.

Mirabel Airport:—Did the Government submit any proposals to the Federal Government with a view to intensifying the activities at—, 567.

Municipal Affairs:—How many grants were paid by the Department of—, 922.

National air carrier:—Has the task force set up to examine the possibility of establishing a second level—, completed its work, 368.

National unity:—Did the Department of Education destroy or sell as waste paper, booklets supplied by the Government of Ontario to promote—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 726. (See also *Accounts and Papers*.)

Natural gas:—At what stage is the Government project to develop wells of—, at Saint-Flavien. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 376. (See also *Accounts and Papers*.)

Negotiations in the public and parapublic sectors:—Has the Government already begun to retain the services of negotiators for the forthcoming—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 895. (See also *Accounts and Papers*.)

Nicolet-Yamaska:—What was the amount in subsidies granted to municipalities in the electoral district of—, 154, 170, 333 and 518. (See also *Accounts and Papers*.)

Nordair:—Has the Government intervened in the Nordair affair. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 930. (See also *Accounts and Papers*.)

Olympic stadium:—What was the manufacturing cost of the canvas roof for the Montreal—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 929. (See also *Accounts and Papers*.)

Outfitters:—What was the number of—, holding a licence issued by the Department of Tourism, Fish and Game in 1976/77 and 1977/78, 889.

Parti Québécois:—What are the names of the persons who, after having accepted responsibilities within the—, secured positions with the provincial Government, 868.

Questions and Answers:—Continued

Parti Québécois:—Among the persons who acted as official agents for—candidates, which ones are currently holding a position in one of the Government Departments. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 870. (See also *Accounts and Papers*.)

Pavilionization of Nursing Homes for Senior Citizens:—How many nursing homes are now under contract as pavilions. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 615. (See also *Accounts and Papers*.)

Peyrefitte, Mr Alain:—What was the amount spent by the Government on the occasion of the visit of—, 564.

Photo-Air Laurentides Inc.:—Has the Government awarded any contracts to—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 410 and 492. (See also *Accounts and Papers*.)

Plants:—What is the Government's policy regarding the purchase of—, for its offices, 189.

Police Force:—How many non-Francophones are in regular employment with the Québec—, 953.

Pollution:—Besides the Donohue Company, have other industrial plants applied for financial assistance to install anti-pollution equipment, 895.

Port of Québec:—Are the studies ordered by the Department of Industry and Commerce on the—, and on the establishment of a superport for solid bulk cargo completed. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 156. (See also *Accounts and Papers*.)

Potato packing houses:—How many enterprises were awarded subsidies for the establishment of—, (Question converted into a motion for the tabling of a document), 526. (See also *Accounts and Papers*.)

Prince, Mr Pierre:—Was—, ever in the employ of the Government, 747.

Professional fees:—What was the amount of—, paid to architects, engineers, etc. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 409. (See also *Accounts and Papers*.)

Professionals and senior officers:—How many—, prior to their appointment as senior officers, held an executive position in a private enterprise or an association, 373.

Programme to stimulate the economy and to promote employment:—From the implementation of the—, to 15 October 1978, how many com-

Questions and Answers:—Continued

munity projects were approved. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 844. (See also *Accounts and Papers*.)

Psychotherapy services:—What measures has the Québec Health Insurance Board taken to correct irregularities in the payment of fees for—, 520.

Public transportation:—Does the Government intend to support the municipalities west of the region served by the MUCTC to have—, extended to these municipalities, 370.

Public Works and Supply:—Was any renovation work carried out in the office occupied by the Minister of—, at Hull. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 413. (See also *Accounts and Papers*.)

Purchasing:—What are the names and positions of the members of the standing interdepartmental committee on—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 91. (See also *Accounts and Papers*.)

Québec Broadcasting Corporation:—What amounts were spent by the—, for the full-length film on the accession of the Parti Québécois, etc., 88.

Québec Credit Union League:—What amounts has the Government paid to the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 455. (See also *Accounts and Papers*.)

Québec Health Insurance Board:—Has the—, signed a lease with the firm of P. Tardif Inc., 523.

Québec Health Insurance Board:—What amount was spent by the—, on health insurance registration. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 526. (See also *Accounts and Papers*.)

Québec Health Insurance Board:—What amounts were paid by the—, for medical services. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 842. (See also *Accounts and Papers*.)

Québec Housing Corporation:—What amounts had the—, allocated as at 30 November 1977, 334.

Québec Industrial Development Corporation:—Was the building owned by the—, in the Québec Urban Community Park, sold, 86.

Racehorse industry:—To what extent has the Government responded to the demands of Sodic Québec Inc. concerning the—, 724.

Questions and Answers:—Continued

Railport:—Does the Government intend to reach an agreement concerning the Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-Hauterive, 562.

Reception centres for senior citizens:—Is there an Order in Council in force authorizing the establishment of certain—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 653. (See also *Accounts and Papers*.)

Registration plates:—How many private offices selling—, were closed. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 529. (See also *Accounts and Papers*.)

Representation expenses:—What was the total amount spent by the Government for purposes of representation. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 593. (See also *Accounts and Papers*.)

Retirement:—How many civil servants retired before or after the age of 65. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 702. (See also *Accounts and Papers*.)

Road construction:—What were the expenses incurred by the Department of Transport for—, 372.

Road improvements:—What was the amount of the grants awarded for—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 569. (See also *Accounts and Papers*.)

Saguenay Park project:—What has become of the—, 495.

Saint-Hilaire Sugar Refinery:—On 16 November 1976, how many employees were on staff at the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 612. (See also *Accounts and Papers*.)

Saint-Jean festivities:—What was the total amount in subsidies granted in conjunction with the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 134. (See also *Accounts and Papers*.)

Salmon fishing on Anticosti Island:—What are the rates for—, 890.

Savings bonds:—What was the total amount of—, that the Government had to redeem, 81.

Savings bonds:—What were the amounts of Québec—, in circulation, 287.

School Milk programme:—Is it true that the Haute-Gatineau school board has not been as advantaged as other school boards with respect to the—, 191.

Questions and Answers:—Continued

Schools:—How many village—, have been opened or reopened since spring of 1977, 495.

Security agencies:—What amount was paid by the Government to—, 839.

Shipping:—Does the Government intend to take up—, by acquiring 25% of the capital stock of Navigation SONAMAR Inc., 927.

Soquip:—What was the cost of the publication entitled *L'équipe de*—, 521.

Sovereignty-association:—List of the studies ordered by the Government for the purpose of defining its thesis on—, 632.

Spruce budworm operations:—What was the total cost for—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 870. (See also *Accounts and Papers*.)

Statistics:—Does the Government have any—, on the number of persons who have left the Province since 15 November 1976. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 288. (See also *Accounts and Papers*.)

Student placement:—What will be the cost of the student placement advertising campaign, 190.

Subsidies:—Did the Government grant—, to certain firms in 1977 and 1978. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 195. (See also *Accounts and Papers*.)

Subsidies:—How many—, have been awarded during 1976/77 and 1977/78 within the framework of the job-creation programme. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 260. (See also *Accounts and Papers*.)

Subsidies:—Have the towns of Bedford, Bromont, Cowansville, Farnham, Granby, Lake Brome and Waterloo received any—, since 1964, 309, 310, 337, 338, 406 and 522. (See also *Accounts and Papers*.)

Subsidies:—How many municipalities have submitted a project within the framework of certain programmes of assistance. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 407. (See also *Accounts and Papers*.)

Subsidies:—What amount did the Government pay in the form of—, to the S.N.Q., the M.N.Q. and the S.S.J.B., 496.

Questions and Answers:—Continued

Sun Life:—Were negotiations undertaken by the Government to purchase or lease the building owned by—, 376.

Superport for solid bulk cargo:—Have the studies ordered by the Department of Industry and Commerce on the establishment of a—, and on the Port of Québec been completed. (Question converted into a motion for the tabling of a document). Tabled, 156. (See also *Accounts and Papers*.)

Synthetic fur factory:—Did the Department of Industry and Commerce receive an application for a permit to establish a—, at Lourdes-de-Blanc-Sablon, 82, 98. (See also *Accounts and Papers*.)

Taxes:—What was the amount paid by the Government in—, to each of the towns and municipalities of Québec, 287.

Textile and furniture industries:—What measures has the Government taken as regards the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 157. (See also *Accounts and Papers*.)

TICTACTO lottery:—How many tickets were printed and sold. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 749. (See also *Accounts and Papers*.)

TICTACTO lottery draw:—What are the names of the car dealers who supplied the cars for the—, 748.

Tourbec:—How many trips were organized by—, 889.

Tourism:—Did the Minister of Tourism, Fish and Game announce that his Department was about to introduce a tourist credit programme, 893.

Tourism:—What total amount was spent on the advertising campaign "Prenez le tour du Québec", 893.

Tourist Industry:—What was the total amount invested in the economy of the Province by the—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 377. (See also *Accounts and Papers*.)

Tourist summit:—Has the Government reached a decision concerning a request made by the Hotel Association of Greater Montreal to hold a—, 497.

Tour of the Province:—What amount was spent by each Department in conjunction with the operation "Un ministre vous écoute", 449.

Questions and Answers:—Continued

Tour of the Province:—What are the names of the civil servants who accompanied each minister, 565. (See also *Accounts and Papers.*)

Toussaint & Frères:—Did the Government establish a reclassification committee following the closing of the firm of—, at Saint-Jean-Port-Joli, 87.

Toussaint & Frères:—Did the Government find a new industry to replace the firm of—, at Saint-Jean-Port-Joli, 171.

Town and City Centres:—Has the Department of Industry and Commerce drawn up a programme of technical and financial assistance as regards the development of—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 90. (See also *Accounts and Papers.*)

Transformers:—What was the total amount of contracts awarded by Hydro-Québec for the manufacturing of distribution aerial—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 378. (See also *Accounts and Papers.*)

Tricofil inc.:—How many employees were dismissed by—, 259.

Tricofil inc.:—What are the full names of the persons appointed to the advisory committee to manage the Société populaire—, 723.

Trinity Rivers:—How many people took advantage of the services provided by the recreation association for the—, 891.

Truck and van rentals:—How much did the Department of Transport spend on—, 561 and 927.

University graduates:—How many 1977—, have succeeded in finding employment. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 174. (See also *Accounts and Papers.*)

University professors:—How many service contracts did the Government conclude with—. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 898. (See also *Accounts and Papers.*)

Velodrome:—On how many days was the—, used for whatever activities in 1977, 928.

Violations:—How many—, were reported by the conservation officers in 1978, 675.

White Paper on the French language:—What are the names of the persons responsible for the printing of the pocket-book edition of the—, 577.

Questions and Answers:—Continued

Winter roads:—Has there been any change of contractors for the maintenance of—, in certain electoral districts. (Question converted into a motion for the tabling of a document), 725. (See also *Accounts and Papers*.)

Workmen's Compensation Commission:—How much did the printing of the annual report of the—, cost, 336.

Youth Convention in Cuba:—Does the Government intend to fund the participation of Québec in the—. Question withdrawn, 417.

Questions for Debate (under Standing Order 174 A):

Mr Biron:—The Government's intentions concerning administrative decentralization, 202.

Mr Dubois:—The agro-food policy of the Government, 118.

Mr Dubois:—Protecting and increasing our agricultural production, 599.

Mr Fontaine:—The application of the principle of an independent judiciary, 688.

Mr Forget:—The preparation of the upcoming negotiations in the public and parapublic sectors, 218.

Mr Gratton:—Government advertising paid out of public funds, 152.

Mr Grenier:—The projected operational restructuring of the Department of Social Affairs, 639.

Mr Lamontagne:—The employment situation in Québec, 274.

Mr LeMoignan:—The orientation, development and financing of Radio-Québec, 245. Notice withdrawn, 275.

Mr LeMoignan:—The policy of the Government in regard to private education, 294.

Mr Pagé:—The new policy concerning private club operations, 99.

Mr Pagé:—The failure of the Government to meet its commitments in the field of labour relations, 620.

Mr Raynauld:—Investments in the construction industry in Québec, 578.

Questions for Debate:—Continued

Mr Roy:—The Government policy concerning the employment and trade qualifications of construction workers, 321.

Mr Scowen:—Housing in Québec, 659.

Mr Scowen:—The lack of policies on foreign capital investments in the Province, 708.

Mr St-Germain:—The application of the Act to establish the Régie de l'assurance automobile and the Automobile Insurance Act, 72.

R

REAL ESTATE ASSESSMENT ACT:—An Act to amend the—, and to amend other legislation. Bill 112.

REAL ESTATE BROKERAGE ACT:—An Act to amend the—. Bill 87.

RECOURSES IN THE MATTER OF MEDICAL LIABILITY:—An Act respecting certain—. Bill 190.

REFERENDUM ACT:—Bill 92.

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES:—An Act to amend the Act to incorporate the—. Bill 83.

RÉGIE DU LOGEMENT:—An Act to establish the—, and to amend the Civil Code and other legislation. Bill 107.

REMEMBRANCE PARK (1976) INC.:—An Act respecting—. Bill 263.

RETAIL SALES TAX ACT:—An Act to amend the—. Bill 61.

RETAIL SALES TAX ACT:—An Act to again amend the—. Bill 81.

RETIREMENT PLANS FOR MAYORS AND COUNCILLORS OF CITIES AND TOWNS:—An Act to amend the Act respecting—. Bill 79.

REVENUE DEPARTMENT ACT:—An Act to amend the—. Bill 102.

RIGHT OF THE PEOPLE OF QUÉBEC TO SELF-DETERMINATION:—An Act to recognize the—. Bill 194.

ROLL OF RENTAL VALUES OF THE CITY OF MONTREAL, OF VILLE SAINT-PIERRE, AND OF THE CITIES OF CÔTE-SAINT-LUC, OUTREMONT AND WESTMOUNT:—An Act respecting the—. Bill 49.

S

SAINT-EUSTACHE:—An Act respecting the town of—. Bill 106.

SAVINGS AND CREDIT UNIONS ACT:—An Act to amend the—, and the Act respecting *caisses d'entraide économique*. Bill 46.

SHERBROOKE:—An Act to amend the charter of the city of—. Bill 272.

SOCIAL AID ACT:—An Act to amend the—. Bill 118.

SOCIÉTÉ DES LOTERIES ET COURSES DU QUÉBEC:—An Act to incorporate the—. Bill 68.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE:—An Act respecting the—. Bill 269.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE:—An Act to establish the—. Bill 70.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE:—An Act to amend the Act to establish the—. Bill 121.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES CULTURELLES:—An Act to incorporate the—. Bill 105.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INITIATIVES AGRO-ALIMENTAIRES:—An Act to amend the Act to constitute the—. Bill 7.

SOEURS DE LA CHARITÉ DE L'HOSPICE STE-CROIX DE MARIEVILLE:—An Act respecting Les—. Bill 223.

SOEURS DE LA CONGRÉGATION DE NOTRE-DAME:—An Act to amend the charter of Les—. Bill 236.

SOEURS SERVANTES DU SAINT-COEUR DE MARIE:—An Act to amend the Act to incorporate Les—. Bill 201.

SPECIAL CREDIT TO AGRICULTURAL PRODUCERS DURING CRITICAL PERIODS:—An Act to amend the Act to promote—. Bill 15.

Statements by Ministers:

Mr Burns:—Statement concerning the televising of debates, 71.

Mr Charron:—Statement concerning the Green Paper on leisure and the special budget by electoral districts (*Sessional Paper No. 153* tabled), 285.

Statements by Ministers:—Continued

Mr Lévesque (Taillon):—Statement defining the Government's option of sovereignty-association, 581.

Mrs Ouellette:—Statement concerning the awarding of Government contracts, 623.

Mr Parizeau:—Statement concerning the provincial sales tax (*Sessional Paper No. 107* tabled), 187 and 199.

Mr Parizeau:—Statement concerning the Québec-Ottawa controversy over the sales tax. Order, 385. Official Statement, 389.

Mr Parizeau:—Statement concerning non-returnable containers, 399.

Mr Parizeau:—Statement concerning a three-point proposal in view of solving the sales tax dispute (*Sessional Paper No. 231* tabled), 419.

Mr Parizeau:—Statement concerning the \$186 million that the federal Government will pay to compensate the sales tax rebate, 511.

Mr Parizeau:—Statement concerning certain amendments to the Québec taxation acts in conformity with revised federal tax legislation, 663.

Mr Parizeau:—Statement concerning the deduction of certain meals and lodging expenses, 681.

Mr Parizeau:—Statement concerning the payment of goods and services provided to the Government, 797.

Mr Parizeau:—Statement concerning the purchase of the assets of Asbestos Corporation Ltd. (*Sessional Paper No. 526* tabled), 823.

Mr Parizeau:—Statement on the harmonization of the federal and Québec taxation schemes, 883.

Mrs Payette:—Statement concerning International Women's Day, 109.

Mrs Payette:—Statement concerning the issued shares of Crédit foncier franco-canadien, 786.

STATIONARY ENGINEMEN ACT:—An Act to amend the—. Bill 17.

SUBSIDIES TO MUNICIPALITIES OF 10,000 OR MORE INHABITANTS:—An Act to amend the Act respecting—. Bill 45.

SUCCESSION DUTIES ACT:—Bill 51.

SUPPLEMENTAL PENSION PLANS ACT.—An Act to amend the—. Bill 73.

T

TAXATION ACT:—An Act to amend the—, and certain fiscal legislation. Bill 65.

TERRITORIAL DIVISION ACT:—An Act to amend the—. Bill 74.

TITLE OF THE CITY OF HULL ON CERTAIN IMMOVEABLES:—An Act respecting the—. Bill 266.

TOBACCO IN PUBLIC PLACES:—An Act to regulate the use of—. Bill 191.

TOBACCO TAX ACT:—An Act to amend the—. Bill 62.

TRANSPORT ACT:—An Act to amend the—. Bill 91.

TRANSPORT DEPARTMENT ACT:—An Act to amend the—. Bill 1.

U

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE:—An Act respecting the—. Bill 246.

V

VARENNES:—An Act to amend the charter of the city of—. Bill 268.

VAUDREUIL:—An Act respecting the town of—. Bill 274.

VINCENT, MR CLÉMENT:—Appointed Assistant Director of financing of political parties, 245.

W

WATERCOURSES ACT:—An Act to again amend the—. Bill 78.

WATERCOURSES ACT:—An Act to amend the—. Bill 98.

WILD-LIFE CONSERVATION ACT:—An Act to amend the—. Bill 71.

WINES IN GROCERY STORES:—An Act to authorize the sale of certain—, and to amend the Québec Liquor Corporation Act and the Liquor Permit Control Commission Act. Bill 21.

WORKMEN'S COMPENSATION ACT:—An Act to amend the—, and other legislation. Bill 114.

TABLE DE CONCORDANCE — CONCORDANCE TABLE

1978

CHAPITRE - PROJET DE LOI - CHAPTER - BILL

CHAP. P.L./BILL		CHAP. P.L./BILL		CHAP. P.L./BILL	
1	6	44	12	86	124
2	47	45	13	87	23
3	53	46	14	88	24
4	122	47	15	89	25
5	48	48	7	90	26
6	92	49	11	91	27
7	9	50	10	92	28
8	39	51	22	93	29
9	72	52	59	94	30
10	90	53	43	95	32
11	120	54	16	96	33
12	123	55	18	97	34
13	195	56	17	98	42
14	55	57	114	99	75
15	50	58	52	100	113
16	60	59	112	101	199
17	5	60	79	102	193
18	20	61	66	103	38
19	40	62	45	104	56
20	76	63	44	105	104
21	85	64	69	106	49
22	95	65	71	107	106
23	4	66	108	108	215
24	105	67	21	109	241
25	102	68	37	110	264
26	65	69	73	111	271
27	64	70	19	112	209
28	89	71	118	113	259
29	61	72	103	114	218
30	81	73	117	115	272
31	62	74	1	116	268
32	63	75	86	117	274
33	80	76	127	118	201
34	88	77	54	119	204
35	3	78	2	120	223
36	67	79	57	121	230
37	51	80	8	122	236
38	68	81	58	123	263
39	98	82	77	124	247
40	78	83	83	125	246
41	41	84	35	126	238
42	70	85	46	127	265
43	100				

PROJET DE LOI - CHAPITRE — BILL - CHAPTER

P.L./BILL	CHAP.	P.L./BILL	CHAP.	P.L./BILL	CHAP.
1	74	46	85	95	22
2	78	47	2	98	39
3	35	48	5	100	43
4	23	49	106	102	25
5	17	50	15	103	72
6	1	51	37	104	105
7	48	52	58	105	24
8	80	53	3	106	107
9	7	54	77	108	66
10	50	55	14	112	59
11	49	56	104	113	100
12	44	57	79	114	57
13	45	58	81	117	73
14	46	59	52	118	71
15	47	60	16	120	11
16	54	61	29	122	4
17	56	62	31	123	12
18	55	63	32	124	86
19	70	64	27	127	76
20	18	65	26	193	102
21	67	66	61	195	13
22	51	67	36	199	101
23	87	68	38	201	118
24	88	69	64	204	119
25	89	70	42	209	112
26	90	71	65	215	108
27	91	72	9	218	114
28	92	73	69	223	120
29	93	75	99	230	121
30	94	76	20	236	122
32	95	77	82	238	126
33	96	78	40	241	109
34	97	79	60	246	125
35	84	80	33	247	124
37	68	81	30	259	113
38	103	83	83	263	123
39	8	85	21	264	110
40	19	86	75	265	127
41	41	88	34	268	116
42	98	89	28	271	111
43	53	90	10	272	115
44	63	92	6	274	117
45	62				